



# **EFFETS DE LA FRONTIERE TUNISO-LIBYENNE SUR LES RECOMPOSITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DES WERGHEMMAS, de la possession a la réappropriation des territoires.**

Rafaâ Tabib

## **► To cite this version:**

Rafaâ Tabib. EFFETS DE LA FRONTIERE TUNISO-LIBYENNE SUR LES RECOMPOSITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DES WERGHEMMAS, de la possession a la réappropriation des territoires.. Géographie. Université François Rabelais - Tours, 2011. Français. NNT : . tel-00662518

**HAL Id: tel-00662518**

**<https://theses.hal.science/tel-00662518>**

Submitted on 24 Jan 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**ÉCOLE DOCTORALE SST  
CITERES**

**THÈSE** présentée par :

**Rafaâ TABIB**

soutenue le :

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'université François - Rabelais**

Discipline: Géographie

**EFFETS DE LA FRONTIERE TUNISO-LIBYENNE  
SUR LES RECOMPOSITIONS ECONOMIQUES ET  
SOCIALES DES WERGHEMMAS,  
de la possession a la réappropriation des territoires.**

**THÈSE dirigée par :**

**M. SIGNOLES Pierre**

Professeur émérite, université François - Rabelais

A Maurice AUDIN, immanquablement.

## Remerciements

La fin du calvaire des mots est-elle proche ? Est-ce le temps de quitter l'archipel des chapitres ? Je crois que oui.

En rédigeant ces remerciements, je me sens pris par un sentiment où l'angoisse cotoie la joie. Ce moment est celui de l'inéluctable aveu de reconnaissance et de gratitude à toutes les personnes qui ont supporté mes humeurs dépressives au cours des années de thèse. Un moment de doux relâchement intellectuel, sans véritable rigueur ni souci taxinomique. Seule ma mémoire, maîtresse de ces ultimes lignes, aura le soin de retrouver les personnes qui ont constitué ma tribu virtuelle, celle qui m'a suivi dans des pérégrinations dont moi-même j'ignorais la destination.

Mes vifs remerciements s'adressent particulièrement à M. Pierre SIGNOLES, qui par son intelligence, sa compétence et son esprit de dialogue m'a aidé à mener à bien ce travail. Au travers de nos discussions, il m'a apporté une compréhension plus approfondie des divers aspects du sujet. Je salue aussi la souplesse et l'ouverture d'esprit dont il a fait preuve et qui m'ont laissé une large marge de liberté pour mener à bien ce travail de recherche. Passionnément, il m'a appris à interroger le silence des mots et les creux de l'espace, patiemment, il a raboté les volutes baroques de mes envolées. Il trouvait toujours les mots pour baliser les pistes et estomper les mirages. Je tiens à lui exprimer ma profonde gratitude aussi, car il m'a fait l'honneur de diriger cette thèse et d'accepter le risque d'encadrer un architecte plus enclin à la concrétude de l'édification qu'à l'abstraction de la conceptualisation. Je dois reconnaître que je ne lui ai pas facilité la tâche. Qu'il trouve ici le témoignage de ma profonde reconnaissance.

Ce travail a été possible grâce aussi à l'incalculable contribution de Mme. Sophie CARATINI qui, par sa connaissance des méandres du Sahara, m'a aidé à écrire les maux de mon errance. Je la remercie pour ses conseils, son soutien chaleureux, sa foi dans mon projet, et sa longue patience. Elle a su attendre, suivre et accompagner, étape après étape, mon travail dans sa durée. Mes recherches empruntaient souvent des pistes nouvelles grâce aux discussions que nous avions, notamment en tout début de thèse, lorsqu'elle vint dans la J'farra pour m'accompagner dans mes périples, à un moment critique où je manquais de repères. Que ce travail l'assure de ma gratitude.

Je remercie ma femme Sameh FOURATI qui a su être non seulement la compagne compréhensive mais surtout la complice passionnée.

Mes sentiments vont à mon père, Feu l'imam Haj Mohammed El Meddeb TABIB, en souvenir des psalmodies du crépuscule et de l'incommensurable espoir qu'il m'a légué, ainsi qu'à ma mère, Hajja Afaïa El Amri pour ses prières qui constellent mon ciel.

Je clos ces remerciements en dédiant cette thèse de doctorat aux Werghemmas, et particulièrement aux Zorganes. A ces compagnons, qui sur les sentiers de la J'farra, m'ont beaucoup appris et m'ont ouvert un monde : la frontière et ses jeux.

## Résumé :

La J'farra, région traversée par la frontière tuniso-libyenne constitue le territoire historique des confédérations tribales ; les Werghemmas et les Nouaïels. Depuis près d'un siècle, elle connaît un ensemble de mutations qui affectent aussi bien les modes d'exploitation des ressources que le paysage. D'une région principalement pastorale, dominée par une organisation sociale tribale et nomade, la J'farra a connu une période de marginalité économique avant de devenir, depuis l'année 1989 la terre de la contrebande. Toutefois, malgré l'expansion spectaculaire des activités informelles, la J'farra n'est pas uniquement une aire de tolérance établie par les autorités, ni une zone d'exemption économique ou d'exception juridique, mais un territoire où s'articulent des revendications émanant des groupes tribaux locaux, des formes de subversion de la frontière, des activités informelles de diverses formes inhérentes à la mondialisation des échanges et des représentations symboliques ancrées dans les valeurs du passé. La frontière, jadis infranchissable, a contribué à la déstructuration des territoires tribaux, au dépérissement des modes de valorisation des ressources locales. Cet état de fait s'est aussi accompagné par des politiques de sédentarisation des anciens nomades qui ont certes atteint des seuils relativement avancés, mais ne sont jamais parvenus à éradiquer les anciennes constructions territoriales et à dissoudre les identités qui leur étaient afférentes. Cette situation inachevée a permis, lorsque les réseaux tribaux locaux ont réussi à créer une nouvelle réalité économique grâce aux activités informelles autour de la frontière, que s'engage un début de re-territorialisation inverse. Les réseaux sont animés principalement par une catégorie particulière ; les *aâmem*. Ces derniers constituent l'élite dominante qui est parvenue à instaurer une nouvelle forme de solidarité tribale qui ne se réfère plus exclusivement, désormais, au fondement essentiel de l'ancienne configuration sociale tribale que sont la propriété communautaire des parcours et la sécurité collective, mais aussi et surtout à l'établissement d'un faisceau d'intérêts propres au groupe tribal basé sur une participation au commerce informel qui reste certes inégale mais ouverte à l'ensemble des membres des lignages j'farris. Les *aâmem* se sont montrés capables d'inventer des formes alternatives d'encadrement qui se sont substituées à celles de l'Etat et qui sont parvenues à « faire territoire » et, dans une certaine mesure, à faire ré-émerger des frontières qui s'inscrivent à la fois concrètement dans l'espace et idéellement dans les représentations. Toutefois, le territoire émergeant dans la J'farra n'est pas homogène et donne lieu à une série d'affrontements. Par ailleurs, le réseau j'farri constitue un système d'action et d'autorité, et en cela il est caractérisé par une hiérarchie et une inégalité entre ses membres, ce qui génère des clivages entre ses membres. L'inégalité en son sein est dénoncée par le code des valeurs tribales, mais les modes de régulation internes tendent à atténuer les oppositions. La

prospérité et la pérennité du réseau dépendent de l'unité de ses membres et de son territoire et de la persistance du phénomène de la frontière, devenue une ressource grâce à sa subversion. L'activité du réseau informel transnational j'farri fonctionne moins en opposition au territoire étatique que contre l'institution étatique à laquelle il essaie d'échapper. La transgression de la frontière, la banalisation de son franchissement par les descendants des anciens nomades, la réactivation des anciennes solidarités tribales au sein de réseaux commerciaux informels transfrontaliers et l'intégration au marché globalisé, ouvrent la voie à la réinvention, selon de nouvelles pratiques, de l'ancienne « conception de vivre » de la population de la J'farra et de son territoire.

## Summary (Résumé en anglais):

The J'farra, a region crossed by the tunisian-libyan border, is the history land of tribal confederations; the Werghemmas and the Nouaïels. For nearly a century, she knows a set of mutations that affect both types of resource and the landscape. In a predominantly pastoral region, dominated by a tribal and nomadic social organization, the J'farra experienced a period of economic marginality before becoming, since the year 1989, the land of smuggling. However, the J'farra is not only an area of tolerance established by the authorities or an economic exemption zone or a legal exception, but a territory of structured claims from local tribal groups, forms of subversion of the border, informal activities of various forms inherent in the globalization of trade and symbolic representations based on the values of the past. When the local tribal networks have succeeded in creating a new economic reality through informal activities around the border, agrees that an early re-territorialisation around. The "réseaux" are driven primarily by a particular category, the *aâmem*. The *aâmem* have shown themselves capable of inventing alternative forms of supervision that have replaced those of the state and managed to "make territory ". However, this territory in J'farra is not homogeneous and leads to a series of clashes. The "réseau" is a system of action and authority, and it is characterized by a hierarchy and inequality among its members, generating divisions among them. The activity of the informal "réseau" is not working in opposition to the State territory but against the state institution to which he tries to escape. The transgression of the border, the trivialization of its crossing by the descendants of the ancient nomads, the reactivation of old tribal solidarity within border informal trade "réseau" and the integration to the globalized market, paving the way for the reinvention, according to new practices , the former "conceiving of life" of the population of J'farra and its territory.

# Table des matières

<b>Remerciements</b>	3
<b>Introduction</b>	17
<b>1. Présentation de la J'farra : dynamiques d'une région à la marge.</b>	18
1.1 Situation : une étendue cernée par la mer et la montagne.	
1.2 Climat : activités anthropiques et pression sur des ressources faibles.	
1.3 Démographie : des taux de croissance élevés et similaires dans les deux parties de la J'farra.	
1.4 Les villes de la J'farra : implantation récente et taux de croissance élevés.	
1.5 Histoire du peuplement : Le tracé de la frontière et la fin de l'autonomie des confédérations tribales.	
1.5.1 La phase nomade : mobilité des tribus et complémentarité entre les groupes locaux.	
1.5.2 La phase semi-nomade ou coloniale : le tracé de la frontière et les premiers projets de fixation des populations.	
1.5.3 La phase sédentaire : le développement de la contrebande dans la J'farra.	
<b>2. Genèse du projet de recherche : une quête entre histoire personnelle et compréhension des spatialités contemporaines.</b>	35
<b>3. Méthodes de recherche : les récits de vie pour comprendre et restituer les représentations et comprendre une culture dominée par l'art de l'oralité.</b>	51
<b>4. Problématique : d'une réflexion sur l'espace à une recherche autour du territoire, de la frontière et des réseaux.</b>	57
<b>5. Notions et concepts à mobiliser : les spécificités du terrain de recherche et les débats théoriques autour des notions.</b>	58
5.1 Le territoire : au-delà de la polémique, un paradigme qui met l'accent sur l'importance de la dimension de la représentation.	
5.1.1 Genèse et trajectoire du concept.	
5.1.2 Le territoire comme construit politique.	
5.1.3 Le territoire comme construit institutionnel.	
5.1.4 Le territoire comme construit social.	
5.1.5 Le territoire comme construit identitaire.	
5.1.6 Le territoire comme construit culturel et affectif.	
5.2 Les acteurs : l'espace comme champ d'action, de mise en œuvre des intentionnalités, des stratégies et des représentations symboliques.	
5.3 La tribu : dépérissement inéluctable ou résurgence des identités tribales grâce à un accès aux ressources ?	
5.4 La frontière : barrière ou filtre, un choix humain.	
5.5 La mondialisation : remises en cause des frontières d'Etats et accessibilité discriminatoire aux nouveaux réseaux de l'économie-mode.	
<b>6. Plan.</b>	101



<p style="text-align: center;"><b>Première partie :</b></p> <p><b>Barrière frontalière et institution de nouveaux rapports à l'espace dans la J'farra : Dépérissement des anciens modes d'exploitation des ressources.</b></p>	103
<p><b>Chapitre 1 :</b></p> <p><b>Immobilisation des nomades par les Etats coloniaux</b></p>	104
<p><b>1. La frontière franco-italienne.</b></p>	104
<p>1.1 Le tracé de la frontière dans la J'farra : une alliance paradoxale et éphémère entre deux projets territoriaux.</p> <p>1.2 L'établissement de la frontière et le processus de dépérissement des modes ancestraux d'exploitation des territoires tribaux.</p> <p>1.3 La fragmentation des territoires : l'entrave au déplacement et la déstructuration du grand pastoralisme.</p> <p>1.4 Les mutations foncières sous les protectorats : pour un démantèlement progressif de la propriété tribale des terres.</p> <p>1.5 La fin des convois de protection des caravanes : l'ultime coup d'arrêt à la liberté de déplacement sur les grandes distances.</p>	
<p><b>2. La création des premiers établissements fixes dans la J'farra : la sédentarisation précaire des anciens nomades.</b></p>	120
<p>2.1 Zarzis : oléiculture en sec et première oasis maritime.</p> <p>2.2 Ben Guerdane : un k'sar colonial à la frontière.</p> <p>2.3 Zouara : une localité berbère devenue pôle de colonisation implantationniste.</p> <p>2.4 Nalout : village et de crête et garnison.</p>	
<p><b>3. Conclusion.</b></p>	134
<p><b>Chapitre 2 :</b></p> <p><b>La répression des nomades par les Etats nationaux</b></p>	135
<p><b>1. La frontière tuniso-libyenne de 1956 à 1989 : des échanges informels et clandestins ininterrompus malgré la répression et les aléas.</b></p>	135
<p>1.1 Première période (1956 – 1971) : une frontière confiée aux militaires.</p> <p>1.2 Seconde période (1972 - 1977) : l'éphémère Union Arabe.</p> <p>1.3 Troisième période : le temps des mazegri de 1978 à 1989.</p>	
<p><b>2. La destruction des k'sour : acte symbolique d'éradication d'un vestige tribal.</b></p>	143
<p>2.1 La destruction des k'sour de Médenine : la volonté du leader et archaïsme tribal.</p> <p>2.2 Les k'sour des Accaras : abandon et absence de toute action de sauvegarde.</p> <p>2.3 Le k'sar des J'lidetes à Beni Barka : une destruction à caractère idéologique.</p>	

<b>3. Les politiques de sédentarisation dans la J'afarra : politiques volontaristes et effets financiers de la manne de la contrebande.</b>	148
3.1 La sédentarisation en Libye : le logement érigé en « droit » et les pratiques spéculatives.	
3.2 La sédentarisation en Tunisie : des cités de recasement à une urbanisation éparse.	
<b>4. Conclusion.</b>	157
 <b>Deuxième partie :</b> <b>La frontière ouverte comme ressource : Commerce informel, croissance des villes et stratégies des réseaux.</b>	160
<b>Chapitre 1 :</b> <b>De l'économie pastorale à l'économie informelle : l'ouverture de la frontière et les mutations dans les villes de la J'farra.</b>	163
<b>1. L'ouverture de la frontière en 1989 : commerce informel et migrations pendulaires</b>	163
<b>2. Embargo onusien et modifications de la nature des flux de la contrebande : l'émergence des intermédiaires touazines.</b>	166
<b>3. Commerce informel et villes de la J'farra : croissance soutenue et spécialisation des marchés.</b>	167
3.1. Les villes de la J'farra tunisienne : une nouvelle réalité à la suite de l'expansion de l'économie informelle.	
3.1.1. Médenine : le chef-lieu de la J'farra occidentale entre migrations, marché informel et fonction administrative.	
3.1.2. Le souk Libya de Médenine : un rôle régional prépondérant.	
3.1.3 Ben Guerdane : du nyau de sédentarisation des nomades en pôle de commerce informel.	
3.1.4 Le souk Libya de Ben Guerdane : contrôle administratif et essaimage des commerces dans la ville.	
3.2 Les Villages de la J'farra occidentale : un chapelet de marchés.	
3.2.1. Naffatia : les apports de la contrebande à la mise en valeur agricole.	
3.2.2. Hassi Amor : diversification des activités.	
3.2.3. Chahbaniya : un relai de service.	
3.3 Les villes de la J'farra libyenne : volontarisme étatique, apports de l'immigration subsaharienne et expansion du commerce informel.	
3.3.1. Zouara : dynamisme économique et ségrégation ethnique.	
3.3.2. Nalout : militaires et contrebandiers.	

<p><b>4. Migrations et flux de marchandises à la frontière : différentiels économiques et dynamiques des réseaux informels.</b></p> <p>4.1. Objet des enquêtes : flux, financement et réseaux.</p> <p>4.2. Les profils des acteurs : une dominante j'farrie et une hiérarchie accentuée.</p> <p>4.3. Les formes d'organisation du commerce informel : prédominance des associations et prééminence du financement.</p> <p>4.4. Les commerces lucratifs et hautement rentables du commerce informel : un monopole exclusif des élites locales.</p> <p>4.5. Le change informel de devises : la source de financement du commerce informel et de ses associations.</p> <p><b>Chapitre 2 :</b></p> <p><b>L'enjeu foncier, la mise en valeur agricole et le renouveau du pastoralisme : l'informel comme moyen de valorisation des ressources.</b></p> <p><b>1. Les terres indivises de la J'farra : une approche foncière et institutionnelle.</b></p> <p>1.1 La transformation des systèmes fonciers : un processus lent de privatisation.</p> <p>1.2. Les modes de gestion des terres âarch dans la J'farra tunisienne : une complexité de situation.</p> <p>1.2.1 La gestion en « Coopérative » : un mode condamné.</p> <p>1.2.2. La gestion de type privé : une mise en valeur incertaine.</p> <p>1.2.3. La gestion de type tribal pour parcours non aménagés : la contrebande comme frein à la privatisation.</p> <p>1.2.4. La gestion de type tribal pour parcours aménagés : déficit de la participation des populations.</p> <p>1.3. La multiplicité des modes de gestion : une preuve de flexibilité juridique ou le reflet de l'hésitation des autorités tunisiennes face aux revendications des divers groupes ?</p> <p>1.4. Attributions des terres âarch aux fins de leur mise en valeur dans la J'farra orientale : clientélisme et clivages entre les tribus.</p> <p><b>2. Les politiques de mobilisation des ressources en eau dans la J'farra : les limites d'un contraste apparent entre les deux situations.</b></p> <p>2.1. La Grande Rivière Artificielle : des lacunes de mise en valeur malgré le gigantisme du projet.</p> <p>2.2. L'eau dans la J'farra tunisienne : une ressource rare inégalement distribuée.</p> <p>2.2.1. Les potentialités aquifères : des ressources aux quantités et qualités modestes.</p> <p>2.2.2. L'exploitation des ressources en eau dans la J'farra : la part principale au tourisme aux dépens des ménages, de l'agriculture et de l'élevage.</p> <p>2.2.3. L'irrigation des exploitations : les freins juridiques.</p> <p>2.2.4. Les forages privés et illégaux : les ressources financières de la contrebande au service de la course à la nappe.</p> <p>2.3. La « privatisation » des nappes : l'inégalité d'accès à la ressource eau contournée.</p>	<p>204</p> <p>216</p> <p>216</p> <p>228</p>
--	---

<b>3. Les mutations de l'agriculture dans la J'farra : un secteur assisté et précaire malgré les apports financiers.</b>	240
3.1. Les politiques agricoles mises en œuvre dans la J'farra libyenne : risques et limites d'une exploitation volontariste des ressources.	
3.2. L'agriculture dans la J'farra tunisienne : une activité soutenue par le réinvestissement des capitaux informels.	
3.2.1. Les premières exploitations agricoles dans la J'farra : une œuvre de semi-nomades.	
3.2.2. Les problèmes de l'agriculture dans la J'farra : faible maîtrise des filières de la distribution et des techniques d'irrigation.	
3.2.3. L'agriculture et la polyactivité des ménages j'farris : une complémentarité nécessaire.	
3.2.4. Les nouvelles formes d'association dans l'agriculture j'farrie : la mougharassa comme forme de réinvestissement des revenus du commerce informel.	
3.2.5. La mise en valeur agricole : vers une mainmise des âamem sur les terres attribuées ?	
<b>4. Le renouveau du pastoralisme : les opportunités technologiques, les apports alimentaires et les mutations du marché de la viande.</b>	250
<b>5. Les espaces stratégiques de la frontière : des aires d'action des réseaux subdivisées et spécialisés.</b>	257
5.1. L'espace stratégique de la contrebande transfrontalière : une diversité des khatt.	
5.2. L'espace stratégique du pastoralisme : parcours et zones de traversée illégale de la frontière.	
5.3. L'espace stratégique des traversées clandestines de la Méditerranée : une aire investie par des réseaux étrangers.	
<b>Chapitre 3 :</b>	
<b>L'émergence de nouveaux systèmes d'acteurs dans la J'farra : stratégies spatiales des réseaux, compétition, alliances, hiérarchie et perversion du rôle de la frontière.</b>	270
<b>1. La recomposition des élites locales : des notabilités tribales aux chefs des réseaux de la contrebande.</b>	270
1.1. Les contextes spécifiques de la recomposition des élites dans les deux pays : disparités des ressources distributives des Etats et marginalisation des notabilités traditionnelles locales.	
1.2. La contrebande et l'émergence des nouvelles élites : l'ascension des mazegri.	
1.3. La montée des warratha : la conséquence du processus d'individuation ou la fin des anciennes solidarités ?	
1.4. Les élites de la J'farra libyenne : proximités politiques, contrebande et clientélisme.	
1.4.1. Les réformes économiques de la « privatisation socialiste » des entreprises d'Etat : une source principale de prédation pour les élites locales.	
1.4.2. La consolidation de l'économie informelle : émergence des élites locales et disqualification progressive des Comités révolutionnaires.	

<p><b>2. Les nouvelles élites j'farries et leurs territoires : vers un nouveau clientélisme et une refonte des rapports avec les autorités.</b></p> <p>2.1. Les mazegri et l'émergence d'une nouvelle notoriété : de la redistribution des ressources des Etats à une participation collective aux activités informelles.</p> <p>2.2. La nouvelle élite j'farrie : groupe supplétif pour les autorités ou incontournable intermédiaire local ?</p>	282
<p><b>3. Le cartel de la frontière : les réseaux, les hiérarchies et les revendications.</b></p> <p>3.1. Les sarrafa touazines (ou les âamem) : les banquiers du système</p> <p>3.2. Les grossistes nouaïels et zouaris : les fournisseurs du marché informel</p> <p>3.3. Les nassaba : les commerçants indépendants du souk</p> <p>3.4. Les khawatta ou les commerçants itinérants : les « prolétaires » du réseau.</p> <p>3.5. Les tayoût ou les transporteurs indépendants : un groupe en quête d'autonomie et d'équité.</p>	289
<p><b>4. Les rapports entre l'économie officielle et le secteur informel : quelles limites entre la légalité et l'illégalité ?</b></p>	299
<p><b>5. La répartition interne des rôles et des espaces entre les lignages et les groupes : un accès inégal aux ressources de la frontière.</b></p> <p>5.1. Les Touazines : une position dominante dans le réseau et sur le territoire de la Confédération.</p> <p>5.2. Les Oudernas : les guerriers devenus passeurs et contrebandiers.</p> <p>5.3. Les Khzours : les commerçants sédentaires.</p> <p>5.4. Les M'habeuls : une réputation traditionnelle d'intégrité.</p> <p>5.5. Les Temaras : les relais werghemmis à Tunis</p> <p>5.6. Les R'baïas : les agriculteurs de la Confédération.</p> <p>5.7. Les Medenines : les maîtres des k'sour et les relais dans les rouages de l'administration locale.</p> <p>5.8. Les Houawayas : les derniers nomades.</p> <p>5.9. Les J'lidates : les pourvoyeurs du réseau en devises.</p> <p>5.10. Les Accaras : le poid de l'émigration.</p> <p>5.11. Les Nouaïels : le monopole du réseau oriental.</p> <p>5.12. Les Siâanes : contrebandiers et convoyeurs du Sahara.</p> <p>5.12. Les Weryemmis : une tribu aux conditions précaires.</p> <p>5.13. Les Zouaris : une tribu à la source des approvisionnements du réseau.</p>	304
<p><b>6. Conclusion :</b></p>	314

<p style="text-align: center;"><b>Troisième partie :</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Vers la réappropriation du territoire j'farri:</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Du discours sur l'identité tribale à l'expression d'enjeux contemporains.</b></p>	317
<p><b>Chapitre 1 :</b></p> <p><b>Les identités tribales dans les philosophies politiques des Etats</b></p>	321
<p><b>1. Le discours nationaliste tunisien : Le Sud dans le discours bourguibien.</b></p> <p>1.1. La J'farra et le « Combattant suprême » : Werghemma comme archétype de la décadence et de l'anarchie.</p> <p>1.2. Intégration nationale et lutte contre le tribalisme dans la J'farra : de la violence du verbe à l'éradication des lieux-symboles.</p> <p>1.3. La période de Ben Ali : clientélisme sélectif et interférences des réseaux proches du pouvoir dans le commerce informel.</p> <p>1.4. La J'farra de Bourguiba à Ben Ali : de la répression à la concession.</p>	321
<p><b>2. Le discours nationaliste de l'Etat Libyen et les tribus de la J'farra : instrumentalisation, clientélisme et autonomie.</b></p> <p>2.1. La première période ou les « années révolutionnaires » : les valeurs communautaires tribales comme alternative à la liberté individuelle.</p> <p>2.1.1. L'instrumentalisation de la tribu par Kadhafi : l'alliance de l'Etat et des tribus face à la contestation de la légitimité révolutionnaire.</p> <p>2.1.2. Institutions de l'Etat libyen et tribus : une dualité des structures du pouvoir.</p> <p>2.1.3. Les structures du « Pouvoir des masses » : la « démocratie directe » du Livre Vert contournée par le tribalisme.</p> <p>2.1.4. Les institutions jamahiryennes dans la J'farra : le fonctionnement des Congrès Populaires comme mécanisme de ségrégation et d'exclusion de groupes tribaux.</p> <p>2.1.5. Les Comités Révolutionnaires : un puissant contre-pouvoir</p> <p>2.1.6. La rente pétrolière et la clientélisation des tribus : l'exception j'farrie.</p> <p>2.2. La seconde période ou les « années de l'embargo » : « libéralisation » hésitante et crise de la redistribution de la rente pétrolière.</p> <p>2.2.1. L'embargo et la situation de la J'farra : pénuries et consolidation de l'emprise des réseaux nouaïels sur le marché.</p> <p>2.2.2. Les cercles proches du pouvoir et les réseaux j'farris : concurrence pour le contrôle des circuits informels et spéculatifs.</p> <p>2.3. Les Commandements Populaires et Sociaux : une alternative aux Comités Révolutionnaires.</p> <p>2.4. Recomposition du pouvoir en Libye : hégémonie des tribus de Syrte, crise du clientélisme et répression des dissidences dans la J'farra.</p>	340

<b>Chapitre 2 :</b>	
<b>Réseaux j'farris et expressions publiques des valeurs tribales : Construction d'une identité et représentations du territoire.</b>	365
<b>1. Les « affaires » : discours et actes d'une mobilisation publique des réseaux.</b>	366
<b>2. Affaire El Marssa : mobilisation tribale pour la terre et pour la préservation du monopole des réseaux sur les axes de la contrebande transfrontalière.</b>	368
<b>3. Le souk de Médenine : convoitises autour d'un géosymbole-trace de la mémoire collective des tribus et cœur du renouveau économique des Werghemmas.</b>	381
<b>4. L'incident de l'estrade ou hadeth wejh el l'hid (l'incident de la direction de chevauchée) : l'affrontement entre deux représentations du territoire et les relectures de l'histoire de la tribu.</b>	388
<b>5. Le rabaâ de Zouara : les enjeux autour d'un lieu-cœur et la recomposition-réordination des anciennes alliances tribales.</b>	400
<b>6. L'affaire du Nadhour : représentation auréolaire et frontières revendiquées du territoire de la Confédération.</b>	409
<b>7. La Kassâa de Sidi Khelif : revendications sociales au sein du réseau et lézardes de l'idéal tribal.</b>	420
<b>8. Conclusion : discours de légitimation des élites et réordination de la représentation du territoire.</b>	433
 <b>Conclusion :</b>	
<b>Vers une nouvelle territorialité.</b>	437
 <b>Lexique des termes arabes et amazighs</b>	446
 <b>Bibliographie</b>	452

# Introduction



## 1. Présentation de la J'farra : dynamiques d'une région à la marge.

Région transfrontalière tuniso-libyenne, territoire historique de la confédération tribale des Werghemmas et des Nouaïels, espace d'informalité et de vieilles (et toujours renouvelées) traditions migratoires entre la Tunisie et la Libye, la J'farra connaît depuis près d'un siècle une série de mutations. La région est passée en quelques décennies d'un système productif fondé principalement sur le pastoralisme et le commerce transsaharien et d'une structuration sociale à caractère mystico-tribal (Martel, 1992) à une situation de marginalité économique (Filali, 1968), de sédentarisation précaire et de contrebande avant de connaître une expansion du commerce transfrontalier et des activités informelles.

L'ouverture de la frontière entre les deux pays en 1988<sup>1</sup>, l'ensemble des données sociales et économiques a été bouleversé grâce à l'apparition de nouveaux rapports marchands, l'émergence de nouveaux opérateurs économiques (intermédiaires, cambistes informels, banquiers), la recomposition des alliances sociales, économiques et politiques et la formation d'un ensemble de réseaux d'intérêts clientélistes (Boutaleb, 2002).

Les activités de contrebande<sup>2</sup>, de trafics illicites et informels sont portées par des groupes tunisiens et libyens dont une bonne partie des membres travaillaient en Libye avant la libéralisation de la circulation transfrontalière entre les deux pays en 1988. Ces activités ont pris un essor considérable suite à la chute de la valeur de la livre libyenne qui a suivi l'embargo contre la Libye imposé par les Nations Unies en 1992. L'emprise communautaire de ces groupes sur ces réseaux économiques constitue un levier dans le processus d'accumulation et de capitalisation des revenus tirés de ces activités (Bouhdiba, 1990).

Les activités transfrontalières et en premier lieu, le commerce informel ont généré, au plan spatial, une accélération des rythmes de croissance des noyaux villageois et urbains et l'évolution des rapports entre les agglomérations et l'environnement rural (M'zabi, 1993). L'apparition de nouvelles agglomérations « spontanées » et de « villages – *souk* » sur les axes routiers ou aux abords des points de passage transfrontaliers est une manifestation marquante de l'urbanisation de la J'farra (Abâab, 1986).

---

<sup>1</sup> La frontière entre les deux pays ont connu de longues périodes de fermeture suite aux divergences politiques entre les gouvernements. Les événements liés à l'attaque de la ville de Gafsa en 1980 par un groupe armé en provenance de Libye et le refoulement de dizaines de milliers d'ouvriers tunisiens par les autorités libyennes en 1985 dans des conditions inhumaines ont poussé les deux pays voisins au bord de l'affrontement armé. La frontière tuniso-libyenne a connu pendant ces années (1980 - 88) un déploiement sécuritaire renforcé et l'arrêt officiel de tout trafic entre les deux parties.

<sup>2</sup> L'activité de contrebande concerne aussi bien la période de fermeture de la frontière que celle ayant suivi son ouverture.

### 1.1 Situation : une étendue cernée par la mer et la montagne.

Située dans une zone géographique qui s'étale de la chaîne des montagnes de Matmata jusqu'à la lisière de la Tripolitaine, la J'farra s'étend sur une superficie de l'ordre de 15 000 km<sup>2</sup>, sa forme s'apparente à celle d'un triangle renversé dont les sommets sont matérialisés par les localités de Mareth à l'Ouest, de Nalût au Sud et Sormane à l'Est. Sauf aux abords des j'bels Dommor et Nafoussa, où les altitudes avoisinent les 800 m, la zone est généralement plate décrivant une légère déclivité orienté du Sud vers le Nord. La J'farra est sablonneuse et uniforme si l'on exclut de petites baies et les sebkhas qui occupent les dépressions littorales et sa partie centrale où sont tracées les frontières entre les deux pays.

Les ressources naturelles qui constituent le fondement des activités agricoles et pastorales, principalement l'eau et le sol, sont soumises à une dégradation intense. L'érosion hydrique est à l'origine d'une perte progressive des terres exploitées et des parcours. La faiblesse de la pluviométrie et son irrégularité dans le temps et l'espace, conjuguées aux phénomènes d'érosion hydrique et éolienne fragilisent les sols qui sont très sensibles aux aléas climatiques et à l'exploitation intensive les rendant plus vulnérables.



Situation de la J'farra.

### 1.2 Climat : activités anthropiques et pression sur des ressources faibles.

La Jeffara, est située à la frange septentrionale du désert du Sahara et présente – par conséquent - les caractéristiques édapho-climatiques des régions arides (faiblesse de la pluviométrie annuelle, sols squelettiques et mouvements importants de particules) associées à des

dynamiques très fortes d'occupation des sols pour la mise en culture (oliviers en particulier), d'urbanisation et de pressions multisectorielles pour la mobilisation des ressources - en eau en particulier (alimentation en eau potable, tourisme, agriculture irriguée, industrie) - qui pourraient mettre en péril l'intégrité des milieux et des ressources en présence (Guillaume, 2003).

Les caractéristiques climatiques, édaphiques et floristiques de la région n'ont pas connu de grands changements pendant les deux derniers millénaires, aussi fallait-il rechercher les principales causes de la dégradation du côté de l'action anthropique, due elle-même aux transformations du mode de vie des populations<sup>3</sup>.

Le climat de la J'farra est caractérisé par une pluviosité très variable et généralement faible et irrégulière. La pluviométrie annuelle oscille entre 100 et 250 millimètres. Les pluies peuvent parfois causer de graves inondations lors des précipitations intenses notamment au voisinage du J'bel où les déclivités sont très prononcées.

La J'farra est très pauvre en cours d'eau de surface, non seulement à cause de l'aridité du climat mais aussi parce que la ligne de partage des eaux entre la Méditerranée et les régions de l'intérieur est très proche de la côte.

Le couvert végétal naturel de la J'farra est constitué d'une steppe souvent assez claire.

Le régime thermique est très contrasté avec de fortes amplitudes diurnes, mensuelles et annuelles. En hiver, la température se situe entre 7,5 à 18,5°C et, en été, entre 22,5 à 36°C.

L'évaporation est forte pendant la période s'étendant de mai à octobre qui est considérée comme une phase de sécheresse absolue.

Le vent caractéristique de la J'farra est le ghibli (méridional), vent chaud et sec qui persiste pendant deux ou trois jours et qui soulève de grandes quantités de sable pulvérulent et de limon qu'il dépose très loin (Khatelli, 1998).

### 1.3 Démographie : des taux de croissance élevés et similaires dans les deux parties de la J'farra.

Afin de permettre une approche aussi fidèle que possible des réalités démographiques de la J'farra (dont les limites ne correspondent pas nécessairement aux découpages administratifs dans les deux pays), nous prendrons comme zone d'étude les délégations de Ben Guerdane, Béni

---

<sup>3</sup> Hanafi A., Genin D., Ouled Belgacem A., Steppes et systèmes de production agropastorale dans la J'farra tunisienne : quelles relations dynamiques ? *12th reunion of the FAO-CIHEAM sub-network on Mediterranean Pastures and Fodder Crops*, Jerba, Tunisie, 28-31/10/2002. *Options Médit.*, 62 : 223-226p.



Khedache, Médenine, Zarzis et Sidi Makhlouf (qui font partie du gouvernorat de Médenine<sup>4</sup> en Tunisie) et les circonscriptions (*chaâbiyat*) de Nuqat Al Khams et de Sabratha-Sormane en Libye. Il convient de signaler que les limites de la J'farra englobent les parties du nord du gouvernorat de Tataouine qui sont peu peuplées ainsi que la région de Nalout.



Les découpages administratifs en Tunisie et en Libye.

La population de la J'farra peut être estimée en 2004, à 533 000 habitants répartis suivant le tableau suivant :

Délégation <i>Chaâbiya</i>	Population (Recensement 2004 - Tunisie) (Estimation 2004 – Libye)
Ben Guerdane	70 907
Beni Khedache	28 586
Médenine Nord	48 102
Médenine Sud	48 087
Sidi Makhlouf	23 728
Zarzis	73 549
Nuqat al khams	155 000 (estimation)
Sabratha-Sormane	85 000 (estimation)
<b>Total</b>	<b>532 959</b>

Sources : Institut National de la Statistique, recensement de 2004 (pour la Tunisie).

Département de la planification et des ressources, Chaâbiyat Nuqat al khams et Sormane (pour la Libye).

<sup>4</sup> Le gouvernorat de Médenine a été créé le 21 juin 1956 et couvre une superficie de 8588 km<sup>2</sup>. Il abrite une population de 440 100 habitants (Estimation 2006 de l'Institut National de la Statistique).

Le taux de croissance de la population dans la J'farra est le plus élevé de Tunisie et se situe à 2,1% avec des tailles moyennes des ménages de l'ordre de 5,7 personnes dans les zones rurales et de 5,3 dans les villes pour l'ensemble du gouvernorat de Médenine. Pour les délégations de Ben Guerdane et Sidi Makhlouf, les valeurs se situent respectivement à 5,8 et 6,1<sup>5</sup>.

Les taux de croissance dans la J'farra libyenne sont très proches de ceux relevés dans la partie tunisienne et sont de l'ordre de 2,3% pour un taux national estimé à 2,7%<sup>6</sup>.

Cette similitude semble indiquer une relative homogénéité des réalités démographiques dans la J'farra. Toutefois, il est à signaler que les deux parties situées de part et d'autre de la frontière jouissent de statuts contrastés au sein des deux pays. Si la J'farra tunisienne a été considérée pendant les périodes coloniales et les premières décennies de l'indépendance comme une région frontalière, périphérique et marginale, la partie libyenne constitue depuis l'institution de l'Etat libyen l'une des régions les plus prospères du pays, en localisant particulièrement sa frange côtière « utile »<sup>7</sup>.

#### 1.4 Les villes de la J'farra : implantation récente et taux de croissance élevés.

La présence de noyaux urbains dans la J'farra est récente. Les premiers sites de sédentarisation datent du début du XX<sup>ème</sup> siècle. A l'exception de quelques villages de la montagne et des *k'sour* de plaine<sup>8</sup>, la J'farra était le domaine des nomades. Le dispositif urbain

---

<sup>5</sup> Institut National de la Statistique, recensement de 2004.

<sup>6</sup> Tarih Charaf A. *Jaghrafiatou Libya*, (Géographie de la Libye), Al Markaz Al Arabi Lel Kitab, Tripoli, 1998.

<sup>7</sup> La J'farra a été le front de colonisation le plus dynamique lors de la présence italienne (1919 - 1952) où ont été concentrés les exploitations agricoles et les premiers noyaux industriels. C'est aussi la région la mieux arrosée après le nord de la Cyrénaïque dont la topographie montagneuse et l'exiguïté des plaines ne se prêtent que partiellement à une exploitation agricole (Tarih Charaf, 1998).

<sup>8</sup> Les *k'sour* sont des entités multicellulaires fortifiées disposées en étages et accessibles de manière autonome grâce à un système d'escaliers et de poulies et articulées autour d'une cour (*sahn*) avec accès unique. Ces édifices étaient destinées aussi bien au stockage des produits agricoles et de l'élevage qu'à l'habitation saisonnière d'une partie de la tribu ; ils constituent d'ailleurs le plus important témoignage de la complémentarité au sein de chaque confédération tribale entre les activités sédentaires de certains clans (notamment les groupes maraboutiques) et ceux qui nomadisent. Les gens des *k'sour* ont su tirer profit de cette complémentarité en édifiant, tout au long des trois derniers siècles précédant la colonisation, de nouveaux centres, en contribuant à la consolidation de l'axe routier reliant Gabès à Tripoli. Les *k'sour* les plus connus se concentrent dans la plaine de la Jeffara en particulier dans la frange côtière où se trouvent les ports qui permettent le contact avec l'étranger.

Parmi ces *k'sour* les plus importants sont ceux de Médenine, de Metameur, de Zarzis, des J'lidates et des Ouled Debbab.

actuel a commencé à se former à partir de l'arrivée de la colonisation qui a œuvré à la sédentarisation des tribus grâce à l'édification des noyaux de Médenine, Métameur, Ben Guerdane, Zouara et Sormane (Bettayeb, 2000). Ce processus s'est renforcé et a connu des taux de croissance soutenus après les indépendances des deux pays atteignant une valeur de l'ordre de 9% côté libyen pour la décennie 1994-2004<sup>9</sup> et de 4,6% pour les délégations de la J'farra tunisienne<sup>10</sup>. La population vivant au sein des noyaux urbains et villageois dans l'ensemble de la J'farra constitue 65% de la totalité des habitants, soit près de 350000 âmes.

Les villes de la J'farra sont implantées sur un même axe routier qui relie l'oasis maritime de Mareth à l'Ouest à Sormane à l'Est. Cet axe routier (le tronçon tunisien est dénommé « Grand Parcours 1 », le tronçon libyen est connu sous l'appellation de « Route Principale 3 ») traverse les principales villes de la J'farra ainsi que les nouveaux noyaux (villages-rues) qui ont été créés pour servir de *souk* spécialisés proposant un éventail de marchandises provenant du commerce informel.

---

Les *k'sour* de Medenine, qui sont les plus importants de la J'farra, furent édifiés au début du XVII<sup>e</sup> siècle à la suite de la venue de Sidi Ali Ben Abid, un saint tripolitaïn qui entama l'édification de ce nouveau centre à la faveur d'une alliance qu'il contracta avec l'autre saint, Sidi Makloul El Mahbouli (créateur du village de Sidi Makhloul au Nord de Médenine) et les Touazines (tribu implantée aux alentours de l'actuelle ville de Ben Guerdane). Dans la zone où il s'installa, se créa Médenine où la Confédération Werghemma a entrepris par la suite la construction d'un ensemble de *k'sour* qui faisaient figure de grands centres socio-économiques. En 1930, Médenine comptait 25 *k'sour* qui totalisent 6 000 *ghorfa* (cellules). Ces *k'sour* étaient gardés militairement grâce à la proximité des tribus touazines et « symboliquement » puisque la charge de leur entretien était confiée à la fraction maraboutique des Medenines et des Ouled Sidi Abid.

Les Nouaïels, puissante tribu de Tripolitaine, qui faisait souvent des razzias pour piller les *k'sour* isolés des Werghemmas, ne se sont jamais aventurés à attaquer celui de Médenine. En 1964, le gouverneur de Médenine ordonna la démolition des *k'sour* de la ville pour aménager une placette ; seule une partie de l'édifice échappa à cet acte urbanicide.

<sup>9</sup> Le taux est une approximation qui stipule que la croissance du parc logement serait proche de celle de la population urbaine (ou vivant au sein des noyaux denses). Les chiffres nous ont été délivrés pour la période 1992 - 2004 par le département de la planification et des ressources des *Chaâbiyat* de Nuqat Al Khams et de Sabratha – Sormane.

<sup>10</sup> Ce taux est sensiblement plus élevé que celui du taux de croissance démographique de la région qui est pourtant l'un des plus élevés du pays puisqu'il se situe pour la décennie 1994 - 2004 à 2,5 % (ce taux était de 3,5% pour la période 1975 - 1984 et 2,7% pour la période 1985 - 1994), Institut National de la Statistique, recensement de 2004.

Ce taux de croissance ne prend pas en compte les différences entre les divers types de logements au sein du secteur enquêté ; tout logement situé à l'intérieur des limites administratives d'une municipalité est systématiquement classé « urbain », classification qui ne reflète pas nécessairement la réalité urbaine ou rurale de l'habitat.





Les villes et des routes dans la J'farra.

(Source : H. M'zabi et M. Tarih – Charaf).

Les villes de la J'farra tunisienne présentent une hiérarchie manifeste avec une importance accrue de Médenine (chef-lieu de gouvernorat) qui concentre les activités administratives et sécuritaires de la région. Zarzis, ville côtière et polyfonctionnelle (grâce notamment au tourisme, aux activités portuaires et aux transferts financiers de l'émigration) connaît une profonde mutation de son paysage urbain et des taux de croissance soutenus. Ben Guerdane, grâce à son marché informel et à la concentration des populations, se développe à un rythme élevé (les autorités municipales avancent un taux de 6% pour la période allant de 2000 à 2006). Quant aux villages, bien que profitant de la dynamique commerciale et de la vitalité du secteur du bâtiment, sont restés circonscrits à leur rôles de relais secondaires de points de distribution spécialisés de certains produits à l'instar de Mareth, Chahbaniya et Naffatiya.

Les villes de la J'farra libyenne subissent l'effet de proximité de Tripoli qui accapare une grande partie des activités économiques et administratives. Toutefois, les quinze dernières années ont vu l'émergence d'un ensemble d'activités commerciales et industrielles qui ont permis à certaines villes de la J'farra libyenne de constituer un pôle productif tout en développant les activités liées au commerce informel<sup>11</sup>. Le réseau urbain ne semble pas présenter de hiérarchie

<sup>11</sup> L'embargo international a durement affecté la capitale Tripoli, dont le port maritime et l'aéroport constituaient les deux poumons de l'économie du pays et en particulier de sa partie occidentale. L'affaiblissement des activités au sein des deux terminaux aérien et maritime a été compensé par la dynamique des échanges transfrontaliers qui transitent par la J'farra et ses villes.

puisque les villes de cette partie occidentale de la Libye (Zouara, Sormane, Nalout) présentent des caractères fonctionnels similaires et abritent des populations équivalentes. Toutefois, contrairement aux villes tunisiennes de la J'farra, où les activités du secteur privé paraissent dominer le paysage économique, notamment à la faveur du développement du secteur informel, les villes de la J'farra libyenne restent avant tout des centres administratifs avec une remarquable concentration de structures étatiques. Le nombre de fonctionnaires dans ces villes est évalué à 40 000 personnes employées dans les divers secteurs de gestion locale<sup>12</sup>.

L'homogénéité tribale dans les villes de la J'farra nous semble constituer ont un trait spécifique. Chaque noyau est dans une très large mesure un regroupement sédentaire d'une tribu particulière. Les quartiers au sein des principales villes reproduisent les divisions par clans (Aboul Kassem et Tellissi, 2001).

### 1.5 Histoire du peuplement : Le tracé de la frontière et la fin de l'autonomie des confédérations tribales.

Le peuplement de la J'farra remonte à la période antique avec l'implantation des premiers comptoirs phéniciens, l'édification des villes afro-puniques de Leptis, Giktis et Tripolis, l'éradication de la présence des Garamantes et l'affaiblissement de la puissance des tribus Nassamonites qui nomadisaient entre la J'farra et les oasis de Ghédames et Ghat (Al Yazouri, 2002).

Les présences byzantines et vandales n'ont concerné que la frange littorale et ont connu le reflux des tribus Astakoures et des Akoumines qui constituaient au Vème siècle les deux confédérations d'Eropaei (Awraabâ) et de Lotophagie (Louwata)<sup>13</sup>.

L'arrivée des premières vagues arabes allait permettre, selon M.H. Ghrabi, l'ouverture de la « Grande Voie » dans la J'farra en l'intégrant au sein d'un axe routier reliant l'ensemble du Maghreb au reste de l'Orient islamisé. La J'farra est devenue ainsi un passage obligé des caravanes et l'accès incontournable à la nouvelle Ifriqya prospère (Gharbi, 2003). Toutefois, l'intégration de la J'farra au sein d'une nouvelle entité politique n'a pas touché les structures

---

<sup>12</sup> Ce chiffre nous a été fourni par le Centre de développement des ressources humaines et des forces du travail de l'université de Fateh. Il ne prend pas en compte les membres des divers corps de sécurité et des forces armées.

<sup>13</sup> Ben Hassan M. Al « *kabailou wal ariyafou al maghribiya fel assri al wassit* », (Les tribus et le monde rural magrébins au Moyen-Age), Dar ar ryah al arabaâ, Tunis, 1986. Dans cet ouvrage, M. Ben Hassan avance l'hypothèse que la configuration tribale de la J'farra, et notamment l'organisation en deux confédérations distinctes entretenant, par intermittence, des rapports d'alliance ou de conflit, date du Vème siècle. Il affirme, par conséquent, que seules les appellations des groupes ont changé au cours du temps et que les tribus ont gardé aussi bien leurs territoires et leurs rapports originels.



tribales existantes ni les modes d'organisation sociale qui ont perduré jusqu'à l'arrivée des Banou Hilal au XI<sup>ème</sup> siècle<sup>14</sup>

La période de domination hilalienne s'est caractérisée par l'arrivée dans la J'farra de deux grandes tribus qui ont se sont installées dans la plaine ; il s'agit des les Ouled Dabbab et les M'hamid. Autour de ces deux tribus ont été scellées les alliances tribales ayant permis la constitution des Confédérations de Werghemma et des Nouaïels. Les Ouled Dabbab et les M'hamid vont former, tout au long des cinq siècles qui vont suivre (XI<sup>ème</sup> – XVI<sup>ème</sup> siècles) les contingents combattants qui imposeront les régimes de la *sohba* <sup>15</sup>et permettront la fusion progressive des groupes tribaux au sein des confédérations (Ben Hassan, 1986).

L'arrivée au XV<sup>ème</sup> siècle des marabouts pacificateurs idrissides, originaires de la Séguia Al Hamra (Sahara occidental) est considérée par plusieurs historiens et chroniqueurs comme le moment crucial dans la constitution des deux grandes Confédérations tribales de la J'farra (Al Tchaïji, 1982). C'est à cette période que les sept tribus : Khzours, Hwaiyas, Oudernas, Ghomrassen, J'lidates, Touazines et Akkaras constituèrent un *helf* <sup>16</sup>et rédigèrent le *miâad* des Werghemmas qui constitua une loi fondamentale régissant l'ensemble des rapports entre les membres de la confédération et réglementant les divers aspects de la vie économique, sociale et politique au sein du territoire de l'alliance (Ben Tahar, 1996).

A la même période, les tribus de l'Est de la J'farra, les Weryemmas, Ouled Ch'bil et Siâanes constituèrent une confédération autour des Nouaïels (Boulifa, 2001).

L'absence des Etats centraux dans cette région et notamment à la suite des crises dynastiques et à la décrépitude des pouvoirs des Husseïrites en Tunisie et des Karamanli en

---

<sup>14</sup> Les crises dynastiques qui ont secoué l'Ifriquiya à la suite du départ du khalifat fatimide de Mahdiya vers le Caire et l'instauration d'un Etat vassal à Kairouan issu de la tribu Sanhaja ont été à l'origine du rétablissement du rite sunnite dans le pays. En réaction à cette dissidence, les nouveaux maîtres de l'Egypte décidèrent de rétablir leur pouvoir en permettant à la confédération des tribus des Banou Hillal, Riah et Salim de partir de la Haute Egypte vers l'Ifriquiya et de l'occuper. Cette tournant dans l'Histoire maghrébine a été décisif et a sonné le glas du particularisme ifriquyen avec notamment le déclin de Kairouan, l'arabisation des populations, la prédominance du nomadisme dans les régions méridionales (la J'farra en particulier), le repliement des populations berbères dans les sites refuges du J'bel Dommor, Nafoussa et Labiodh ainsi que dans l'île de Jerba. M. Ben Hassen, dans son ouvrage consacré aux tribus médiévales, considère que la genèse du monde tribal dans la J'farra a commencé avec les vagues hilaliennes, s'est consolidée avec l'arrivée des marabouts pacificateurs au XVI<sup>ème</sup> siècle et s'est achevée avec la rédaction des *miâad* (textes législatifs tribaux). Cette rédaction a couronné l'émergence des confédérations tribales des Werghemmas et des Nouaïels dans la J'farra.

<sup>15</sup> Régime de protection et d'association productive et sécuritaire en vigueur entre les tribus à caractère combattant et celles pratiquant l'élevage et les cultures.

<sup>16</sup> Par le terme *helf* nous désignons une forme d'organisation qui consiste en un acte politique conduisant à l'établissement d'une confédération tribale fondée aussi bien sur l'engagement de toutes les tribus dans la défense du territoire commun, leur unité face aux ennemis, la solidarité en cas de péril que sur l'autonomie de chaque constituant et l'inviolabilité de son territoire.

Tripolitaine a permis l'émergence de ce que le Capitaine Lebœuf a désigné comme « *une confédération guerrière presque indépendante* »<sup>17</sup>.

La présence des deux confédérations n'obéissait pas à un partage précis ou inamovible de l'espace. Les tribus maintenaient des rapports complémentaires et complexes entre elles pour les délimitations des territoires dont les frontières étaient régies aussi bien par les accords d'exploitation et d'association que par des rapports de force fluctuants (El Ajroudi, 2001).

La subdivision de la J'farra en deux parties distinctes semble être d'ordre politico-mystique plutôt que territorial (Martel, 1966). Les deux confédérations s'interpénétraient profondément au niveau spatial et les lignes des frontières ne séparaient que des alignements entre *çoff* (Leyssir, 1996). Cette situation d'autonomie des deux grandes confédérations de la J'farra a connu une profonde remise en cause avec l'avènement du protectorat français en Tunisie et l'éviction de la dynastie des Karamanlis par la Sublime Porte à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. La partition du territoire a été entamée avec les négociations de Zouara entre les représentants de la Régence de Tunis, les autorités coloniales françaises et le gouverneur ottoman de Tripoli au mois de mars 1893 (Bettayeb, 2000). Les pourparlers entre les diverses parties se traduisit sur le terrain par la multiplication des escarmouches entre les groupes tribaux, dès lors que ceux-ci prirent conscience de l'importance que revêtirait le tracé de frontières inviolables et garanties par la présence d'armées coloniales<sup>18</sup>. Les accords délimitant les frontières entre le protectorat français de Tunisie et le governorat ottoman de Tripoli ne furent cependant signés que le 19 mai 1910. A la suite de cet accord, les autorités coloniales implantèrent les postes militaires de Dh'hibet, Bordj Mech'hed Salah, Oglet Lahmayer et Jadlaouine et interdirent le passage de la (nouvelle) frontière, la nomadisation entre les deux parties de la J'farra et toute forme de commerce entre les Werghemmis et les Nouaïels<sup>19</sup>.

---

<sup>17</sup> Cap. Lebœuf, Les confins de la Tunisie et de la Tripolitaine, Ed. Berger-Levrault, Paris, 1909.

<sup>18</sup> Dans son ouvrage intitulé « *Khelifa Ben Asker, mina al jihad ila al istislami* », (Khelifa Ben Asker, de la lutte à la reddition) consacré aux premières années de la lutte anticoloniale, M.S. Al Gachatt met l'accent sur le rôle joué par les élites tribales werghemmies qui se sont alliées avec les autorités coloniales dans leur « *avancée vers l'Est* » en multipliant les attaques contre les Nouaïels. Elles ont ainsi profité de la bienveillance des militaires français qui ne s'opposaient pas aux razzias des Touazines et des Oudernas destinées à repousser les « *sujets ottomans* » au-delà de la ligne dite du *megtaâ*.

<sup>19</sup> A. Martel affirme que les conditions d'établissement de la frontière tuniso-tripolitaine ont rythmé l'évolution générale du Sud-tunisien et de la J'farra en particulier de 1881 à 1911. Selon lui, la France a cherché à implanter une frontière bien délimitée, donc relativement rigide et par conséquent très « *disjonctrice* ». Cette frontière devait, selon Martel, permettre de protéger les possessions maghrébines de la puissance coloniale où elle était en train d'instaurer une enveloppe spatio-temporelle caractérisée par une économie primaire d'exportation. A. Martel note à ce propos que la politique de la France en Tunisie n'est pas animée par une stratégie d'expansion, mais d'affermissement qui va se traduire par le bornage de la frontière. Cette délimitation territoriale rompt, selon A. Martel, un ensemble géographique qui s'étendait des Syrtes aux Atlas marocains, entre les plaines ou les montagnes littorales et le véritable désert. Ainsi, le



Tracé de la frontière et revendications de chaque partie.

(Source : M.N. Boutaleb et M. Bettaïeb).

Le tracé de la frontière s'est traduit par la déstructuration de l'organisation tribale traditionnelle dans la J'farra et l'émergence de nouvelles formes socio-spatiales. Ces mutations qui ont précédé, accompagné et clos l'émergence de la frontière, ont connu trois phases successives dont nous rappellerons les grandes lignes dans cette introduction :

1.5.1 La phase nomade : mobilité des tribus et complémentarité entre les groupes locaux.

Pendant la période qui s'étend de l'invasion hilalienne (XIème siècle) jusqu'à la fin du XIXème siècle, les tribus nomades se déplaçaient sur les parcours localisés entre les monts des Matmatas et du Nefoussa au Sud et la côte méditerranéenne au Nord. Elles pratiquaient un élevage extensif, suivaient les cycles aléatoires des précipitations et se déplaçaient sur l'ensemble du territoire.

L'économie régionale était agro-pastorale dans l'ensemble. Toutefois, le maintien de l'activité pastorale des nomades était conditionné par l'activité agricole des sédentaires dans les monts des Matmatas et dans le Nefoussa qui fournissait aux nomades une partie de leurs besoins alimentaires. Au sein des deux confédérations de Werghemma et des Nouaïels, les rapports entre

---

nomade tunisien n'est plus libre de se déplacer ou de se fixer dans ces steppes comme dans la première moitié du XIXème siècle. La fixation de la frontière, en provoquant une contraction de l'espace, introduit une discontinuité et une disjonction qui cassent des itinéraires et par conséquent affaiblissent ou tarissent purement et simplement les flux qui les empruntaient



les différents membres étaient régis par l'adhésion de tous les membres des tribus aux choix et aux décisions concernant le sort de tout le groupe social.

La J'farra était une aire de nomadisme pour les tribus, et celles-ci avaient établi un système de mise en valeur des ressources qui alliait les pratiques d'entraide, d'association et de razzia réglementée. Un système certes précaire, mais remarquablement adapté aux exigences et aux contraintes du milieu aride, grâce à la mobilité constante des tribus et à l'absence d'entraves juridiques ou politiques aux déplacements des hommes et des troupeaux. Dans pareil système, l'utilisation des terres et la recherche des moyens de subsistance se déroulaient à l'échelle d'un vaste territoire aux potentialités diversifiées. Là où les précipitations étaient parcimonieuses, l'activité pastorale prenait place, alors qu'une agriculture en sec ou une activité pastorale avec une plus grande concentration du cheptel démarrait dans d'autres endroits plus arrosés. L'absence de frontière permettait aux diverses tribus d'échapper aux pouvoirs centraux et de se dérober aux contraintes fiscales. Mais ce système allait être perturbé vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec la récurrence des crises politiques du Beylicat, les révoltes paysannes et, dans la dernière période, l'installation de la colonisation française dans le Sud tunisien (Nasr, 1995).

1.5.2 La phase semi-nomade ou coloniale : le tracé de la frontière et les premiers projets de fixation des populations.

A la suite de l'instauration du protectorat français en Tunisie et celle de l'autorité directe ottomane en Tripolitaine, la J'farra fut déclarée « zone militaire » par les autorités coloniales. Aussi, les deux armées - pour maintenir les tribus sous totale domination - se devaient de contrôler leurs déplacements. Cette politique allait déclencher un processus de déstructuration des systèmes de production et des organisations sociales nomades, avec notamment la mise en place de programmes de fixation systématique des populations, la création de nouveaux forages artésiens, et l'introduction de l'échange monétaire<sup>20</sup>.

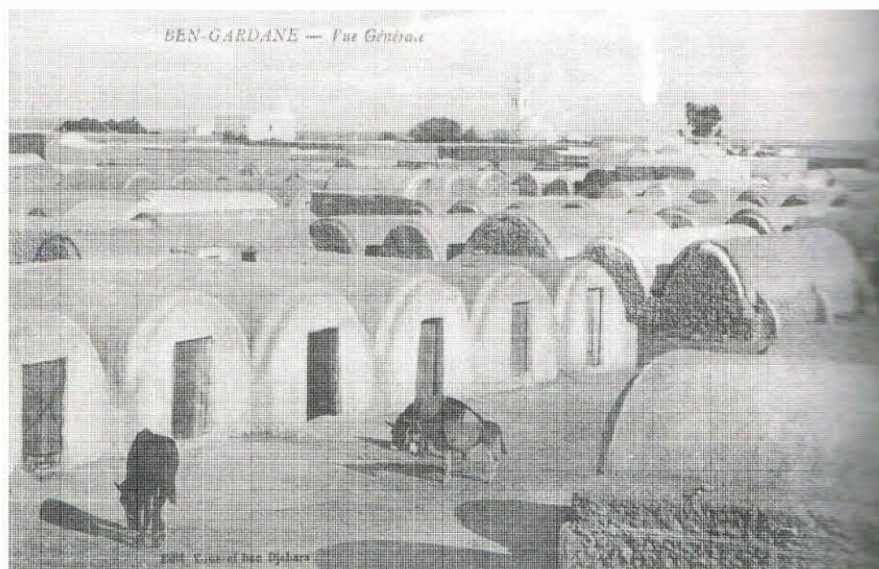
La sédentarisation partielle et forcée devait permettre aux autorités coloniales des deux pays un meilleur contrôle de la population de la région<sup>21</sup>. Dans ce but, les autorités coloniales ont mis en place une politique législative favorisant la privatisation des terres (jusque-là indivises dans

---

<sup>20</sup> Les politiques de fixation des nomades ont pris des aspects souvent violents en Libye avec l'instauration de la colonisation italienne qui a édifié dans la J'farra, au voisinage de Bîr al Ghanam et d'Al Watyia, des camps de regroupement des tribus Siâane et Weryemma. Camps où les populations étaient maintenues dans le dénuement le plus total. (Hariri, 1997).

<sup>21</sup> Si la colonisation française a concentré son effort de développement des unités agricoles sur le Nord de la Tunisie, mieux arrosé et se prêtant mieux à une exploitation de type intensif, les autorités italiennes ont transformé la partie septentrionale de la J'farra en un front de colonisation, front que le Mussolini a baptisé la « quatrième rive » (Canaveri, 1936).

leur écrasante majorité) et par le démantèlement des formes d'appropriation communautaire de la terre et des ressources. La mise en place de cette politique s'est déroulée en deux étapes. Tout d'abord, il y eut les opérations de bornage et délimitation de la propriété foncière de chaque groupe tribal, ouvrant ainsi la voie à une politique de démantèlement des anciennes solidarités qui se nourrissaient de la persistance de la propriété communautaire des terres et de leur exploitation en association. Dans une seconde phase, il y eut un processus de lotissement, c'est-à-dire une attribution à titre individuel des terres. Dans la J'farra orientale où commençait l'implantation des colons italiens, les meilleures terres furent allouées aux nouveaux occupants après le refoulement des tribus qui nomadisaient dans la plaine (Hariri, 1997). Ceci eut pour conséquences la perte progressive, par les nomades, de leur maîtrise du territoire, contrôle qui constitue une condition fondamentale pour la pérennité de leur mode de vie. Les nomades n'eurent plus la totale liberté de se déplacer et de jouir du droit d'usage communautaire des parcours y compris l'accès aux zones arrosées. La fixation des populations au sein de territoires délimités et l'interdiction qui leur ont été faites de suivre les précipitations pour la conduite des troupeaux à la suite du tracé de la frontière étanche, ont provoqué le démarrage d'un processus de dégradation du mode d'organisation tribal. Parallèlement, les autorités coloniales ont créé une série de points d'eau, d'agglomérations et de marchés agricoles dans la J'farra (Leyssir, 1996).



Premiers noyaux de colonisation dans la J'farra.

Photo du nouveau « k'sar » colonial.

(Source : M.N. Bettaïeb).



La période coloniale sera celle d'un grand bouleversement dans la répartition de la population et de l'activité économique dans la J'farra. La politique ayant caractérisé cette époque visait l'intégration des populations de la région dans l'aire de domination commerciale de l'économie capitaliste métropolitaine, ainsi que l'ouverture de l'ensemble de la région aux denrées coloniales (sucre, thé, café, épices) dans le but de transformer progressivement le modèle de consommation des populations locales<sup>22</sup>. Cette phase a vu l'implantation de nouveaux noyaux villageois autour des anciens *k'sour* (Médenine et Métameur) ou au voisinage des puits artésiens et des lotissements agricoles (Ben Guerdane, Zarzis, Bou Kammach et Zliten).



164 ZARZIS. — Canalisations dans l'Oasis. — ND

Premiers noyaux de colonisation dans la J'farra.

Photo du réseau d'irrigation à partir des puits artésiens.

(Source : S. Labiadh).

Ainsi, face au déséquilibre entre les besoins et les capacités du milieu et face à l'incapacité du territoire restructuré et remodelé selon les contingences de l'occupation coloniale et la fermeture de la frontière, la population a été forcée de pratiquer différentes formes de migrations saisonnières (individuelles ou en groupes) à la recherche de nourriture, essentiellement dans les régions de production d'olives, de dattes ou de céréales. Il s'agit du cycle de migration traditionnelle connue dans d'autres régions du Centre et du Nord de la Tunisie et appelé *h'taya*. Jadis inconnu des nomades, la *h'taya* a été généralisée dans la J'farra et, notamment avec l'arrivée

<sup>22</sup> Selon A. Martel, les mutations semblent dépasser le simple cadre économique. Il écrit ainsi, pour la partie tunisienne de la J'farra : « En 1931, le bédouin tunisien n'est plus qu'un semi-nomade. Dès lors, on constate que l'interdiction de franchir la frontière implique sinon la fin d'un genre de vie, du moins le déclin irréversible d'une conception de vivre » (Martel, 1966).

clandestine et dans des conditions souvent précaires, des J'farris libyens dans le territoire tunisien (Nasr, 1993).

### 1.5.3 La phase sédentaire : le développement de la contrebande dans la J'farra.

A la suite des indépendances des deux pays, la situation économique de la J'farra demeura fragile. Il n'existait pratiquement aucune activité susceptible de constituer une source de revenus pour des dizaines de milliers d'anciens nomades ou d'exploitants agricoles précaires marginalisés (Mahdi, 1997).

Les politiques centralisatrices des pouvoirs à Tripoli et à Tunis se traduisirent par un contrôle accru de la frontière qui est restée fermée<sup>23</sup>. Cette phase historique a été marquée par des péripéties qui ont profondément affecté la région et son économie et notamment à la suite de l'arrivée du pouvoir de Kadhafi, à la rente pétrolière et à l'abandon de l'expérience collectiviste en Tunisie à la fin des années 1960<sup>24</sup>. Nous retenons deux aspects que nous estimons fondamentaux dans les recompositions sociales et spatiales de cette phase : l'apparition de la contrebande à la frontière et l'émigration clandestine.

Les décennies 1970 et 1980 ont été jalonnées par la succession des élans euphoriques des « retrouvailles fraternelles » entre les deux gouvernements tunisien et libyen et des ruptures violentes où les deux régimes revenaient à un discours belliqueux. Cette période n'a réussi qu'à fragiliser d'avantage la J'farra tunisienne qui a été transformée en zone de contrôle renforcé (découpage administratif, création de nouveaux gouvernorats, intensification des contrôles frontaliers par l'implantation d'un maillage de postes de la Garde nationale de plus en plus rapprochés)<sup>25</sup>, rendant ainsi difficile toute possibilité de développement d'une dynamique

---

<sup>23</sup> Les premiers gouverneurs tunisiens de la région étaient tous des officiers de l'Armée. La Libye, soucieuse d'assurer le contrôle de la Tripolitaine (les premiers dynastes Sénoussis étant originaires de Cyrénaïque), opta pour une fermeture de la frontière occidentale du pays.

<sup>24</sup> La Tunisie a connu une expérience dite de « collectivisation » qui a pris un caractère volontariste et dirigiste pendant la période 1962 - 1969. Cette expérience s'est illustrée par une concentration des moyens de production entre les mains de l'Etat et dans les zones rurales par le démantèlement progressif de la propriété privée des terres et du cheptel ainsi que de la récupération des fermes des anciens colons. L'expérience a échoué et fut abandonnée à la fin des années 1960. Le bilan social fut particulièrement lourd. La paysannerie a été ruinée dans l'ensemble du pays. Dans la J'farra en particulier, les coopératives ont été les premières à subir le choc de la ruine et des dissolutions hâtives des unités productives, situation qui a mis, sur les routes de l'exode vers les villes et l'émigration des milliers d'anciens pasteurs sans cheptel ni ressources. Les « chantiers étatiques de lutte contre le chômage » qui ont été institués au début des années 1970 s'avérèrent incapables de répondre à toutes les demandes d'emploi.

<sup>25</sup> Selon H. Boubakri et M. Chandoul, le nombre de postes de la Garde Nationale est passé de 3 unités en 1966 à 11 pour la zone Nord de la frontière. Le reste de celle-ci est placée directement sous le contrôle direct de l'Armée nationale. Notre enquête auprès des passeurs (qui sera exposée en détail dans des chapitres ultérieurs) nous a renseigné sur l'existence de zones minées datant de la période de grande tension des années 1982 - 1988.

économique locale. En parallèle, le régime libyen a transformé la J'farra orientale en zone d'exploitation économique intensive grâce à l'implantation d'importants périmètres irrigués (près de 56 % des terres mises en valeur dans le pays)<sup>26</sup>.

La situation de fermeture de la frontière pour l'émigration officielle poussait les jeunes Tunisiens vers les circuits clandestins de passage et d'emploi. Toutefois, ces travailleurs ne peuvent échapper à la précarité qui caractérise les circuits illégaux de l'emploi en Libye. Ils sont, en effet, employés *g'dâa el hît* (sous le mur, au noir) sur les chantiers des particuliers<sup>27</sup>. Les conditions de précarité ne semblent pas concerner toutes les catégories de travailleurs tunisiens, les jeunes issus des tribus J'farris jouissant d'un traitement de faveur (Chandoul et Boubakri, 1992). Cette différence de situation est le fruit de la redynamisation des anciens réseaux d'alliances tribales qui ont assuré aux émigrés j'farris (les Touazines en premier lieu) la protection des employeurs (en majorité Nouaïels), même en cas de tension entre les deux pays. Les solidarités tribales ont permis à la main-d'œuvre j'farrie d'éviter les expulsions en masse (comme cela se produisit en 1981 et 1985) et de répondre ainsi, même en période de crise, aux besoins en force de travail du marché libyen. Les particuliers et entrepreneurs libyens j'farris recherchaient cette main-d'œuvre en raison de sa relative stabilité. L'alliance tribale – tout en permettant une continuité de l'emploi – a évité à l'entrepreneur les pénuries de main-d'œuvre (Abâab, 1998). L'installation des travailleurs j'farris, pour des périodes relativement longues, leur a permis de mieux maîtriser les diverses filières de l'émigration clandestine, d'affectation de la main-d'œuvre et de rapatriement des revenus.

Les Touazines – qui contrôlent en grande partie le pastoralisme traditionnel camelin dans la région frontalière des marécages de Jedlaouine – parviennent, grâce à leurs employés dans les parcours appartenant au même lignage, à collecter les informations sur l'état des mouvements de la Garde nationale. Les pasteurs touazines jouent ainsi un rôle prépondérant dans l'orientation de l'émigration clandestine et la gestion des flux de la contrebande. Ces activités sont protégées par l'ensemble de la confédération des Werghemmas dont les Touazines sont devenus les éclaireurs, ce qui explique l'absence totale de circulation de l'information en dehors du cadre tribal et, par conséquent, la rareté des « prises » effectuées chez les Touazines et leurs alliés par les douanes des deux pays (Khouaja, 1998). Les Touazines ont ainsi hérité d'une longue tradition de présence dans

---

<sup>26</sup>La J'farra libyenne est aussi la première région industrielle du pays, notamment grâce aux complexes agroalimentaires et de transformation de plastique de Zouara et de Nalout. Kadhafi voulait en faire aussi la façade évoluée de la Libye et l'Eldorado des Tunisiens exclus du monde du travail et de l'enseignement.

<sup>27</sup> Il nous a été donné de relever, lors de séjours effectués en Libye en 1994, 1999 et 2003 les conditions dégradantes et précaires de recrutement et de travail sous le « socialisme libyen » (retrait du passeport, confiscation du salaire, dénonciation aux autorités à chaque licenciement).



cette région frontalière et d'implantation dans les bassins d'emploi en Libye. Cette expérience n'a pas tardé à être exploitée et fructifiée lors des phases ultérieures du développement de l'émigration clandestine et de la contrebande, conférant ainsi à cette tribu un rôle fondamental et incontournable d'intermédiaire dans tous les secteurs<sup>28</sup>. L'expérience des anciens émigrés touazines, leur parfaite maîtrise du terrain économique libyen et leur ancrage humain entretenu par la permanence des liens tribaux semblent leur ont assuré la prédominance dans les transactions commerciales et monétaires. Cette maîtrise a apparemment permis à ce groupe tribal de créer progressivement un réseau complexe qui opère aussi bien dans le commerce informel transfrontalier que dans le contrôle des cours monétaires. La structuration des activités des contrebandiers touazines en réseau s'est accompagnée d'une consolidation de l'alliance avec les Nouaïels de la J'farra orientale (Chandoul et Boubakri, 1992).

En devenant de plus en plus complexes et opaques, les circuits du commerce informel dans les deux parties de la J'farra ont permis la réémergence de l'alliance *helf* des Werghemmas et des Nouaïels en tant que groupe solidaire détenant un pouvoir financier et économique incomparable. Cette alliance et ses activités débordent le cadre humain local et ses ramifications touchent les corps de la sécurité, le personnel politique et les institutions dans les deux pays (Boubakri, 2001).

Le développement du courant migratoire, la consolidation du commerce informel, la privatisation partielle des terres collectives et la sédentarisation des populations ont permis l'extension de la mécanisation des cultures et entraîné le développement d'un élevage de type nouveau, semi-extensif et « sédentaire » qui a sensiblement réduit les superficies jusque-là réservées au parcours.

L'une des retombées spatiales dans la J'farra consiste dans le rétrécissement des superficies des parcours collectifs dont les meilleurs secteurs ont été partagés et mis en culture, ce qui a entraîné une dégradation des ressources<sup>29</sup>.

---

<sup>28</sup> Profitant de la situation aléatoire des autres émigrés clandestins originaires du Centre et du Nord-Ouest de la Tunisie, les Touazines se sont imposés comme les principaux agents de change et de transfert des économies des travailleurs vers leurs familles. Nous avons relevé, lors de nos premières enquêtes menées dans la J'farra en 1999, que les tracasseries des réseaux bancaires libyens (dont les cours monétaires sont particulièrement arbitraires) et les risques d'interpellation pour franchissement illégal de la frontière (pour les travailleurs désireux de rentrer) confèrent aux Touazines un rôle central d'intermédiaires. En effet, ce sont eux qui se chargent – en contrepartie d'un tribut relativement lourd (du tiers à la moitié de la somme transférée) - d'effectuer le change et d'assurer le transfert des économies de l'autre côté de la frontière. L'intermédiaire touazine avait apparemment la totale liberté d'utiliser les liquidités provenant des transferts selon les opportunités du marché. Il pouvait ainsi spéculer sur les cours de la monnaie ou participer à la contrebande.

<sup>29</sup> ICRA et IRA. Les systèmes d'élevage dans les parcours collectifs en zones arides. Série Documents de Travail. ICRA Montpellier, n° 50, 1995 ; 81 p.

## 2. Genèse du projet de recherche : une quête entre histoire personnelle et compréhension des spatialités contemporaines.

Notre intérêt pour la J'farra est lié à un « traumatisme » que nous avons enduré et qui a été fondateur de notre parcours personnel depuis deux décennies. Notre rencontre avec la J'farra eut lieu dans le dénuement et la précarité et s'est profondément inscrite comme le repère d'une conscience nouvelle des réalités. En 1986, lors des arrestations massives dans les rangs des militants estudiantins et leur enrôlement de force dans l'Armée, nous nous sommes retrouvé quelque part dans le Sud tunisien, dans un camp militaire incrusté dans le creux d'une dune sans nom. Un monde nouveau, un « non-monde », une étendue sans références<sup>30</sup>, sans liens, sans barrières sauf l'interminable erg. Nous ne pouvions plus compter sur notre réseau militant, notre famille ne pouvait pas nous aider et nous découvrîmes le visage de la déchéance, le retour à un âge révolu d'une toute autre dimension. Un monde où tout est mis en scène pour une dissolution intellectuelle<sup>31</sup>. Le travail forcé à la barrière de palmes<sup>32</sup> constituait pour nous la plus déprimante des tâches à réaliser ; nous n'apprécions pas l'effort manuel et les conditions de travail s'apparentaient plus à la punition collective qu'à une œuvre de mise en valeur. Un groupe de soldats enrôlés dans l'armée pour passage illégal des frontières et tenus à l'écart des « politiques »<sup>33</sup> nous avait proposé de prendre en charge notre « tâche »<sup>34</sup> quotidienne en

---

<sup>30</sup> Nous n'avions plus de nom, nous étions le soldat 2050. Vingt, cinquante, rien de plus.

<sup>31</sup> Nous avons été arrêté à la suite d'une vague de protestations contre la répression du mouvement syndical tunisien et les nombreux procès qui conduisirent des centaines de militants, toutes tendances confondues, vers les geôles du pouvoir. Le statut particulier des leaders du mouvement estudiantin, notamment leur capacité de mobilisation, leur conférait une certaine immunité. L'enrôlement dans l'Armée, pour cause d'absence aux cours, a constitué, pour les autorités, une solution médiane qui évitait l'emprisonnement des plus actifs parmi les étudiants. Cette « solution » s'avéra, à notre avis, d'une remarquable efficacité, puisque les leaders estudiantins supportèrent très mal la situation de l'enrôlement : changement radical de milieu, absence des « masses » acquises à leur cause, rigueur des conditions sahariennes, discipline militaire incompatible avec les attitudes frondeuses de la vie estudiantine, dénuement total aussi bien alimentaire que vestimentaire, conditions d'hygiène déplorables et accidents violents très fréquents. Dans pareille situation, les débats théoriques et les activités organisationnelles devinrent un doux souvenir. L'important était de survivre.

<sup>32</sup> Sorte de mur en palmes croisées édifié au-dessus d'une dune pour stopper l'ensablement et protéger les lots agricoles des nouvelles oasis de Bir Al Matrouha qui fait partie d'un projet de mise en valeur des sondages artésiens de R'jim Maâtaoug de la délégation de Fawarr au sud de Kébili. L'édification de ces barrières a été confiée à l'Armée et notamment au régiment dans lequel nous avons été incorporé.

<sup>33</sup> Ce que les militaires appelaient les « politiques » sont des étudiants de la première compagnie du second régiment territorial saharien qui était composée majoritairement de leaders du mouvement protestataire estudiantin. La fréquentation de ce groupe, par le reste des soldats, était considérée par les gradés du régiment comme un prélude à une contamination des « tentes » (la compagnie habitait sous des tentes).

<sup>34</sup> Nous étions chargé quotidiennement de réaliser une palissade de palmes tressées de quatre mètres-linéaires. La journée s'achevait vers treize heures pour l'ensemble des soldats, cependant, la plupart des étudiants devaient travailler très tard, sous un soleil de plomb, pour achever cette « tâche ».

contrepartie d'un « récit »<sup>35</sup>. L'échange nous débarrassa d'une contrainte et nous permit une ouverture. Ce groupe est issu de la fraction des Zorganes, de la tribu des Oudernas, de la confédération des Werghemmas, le *najaâ* (Confédération tribale) de la J'farra. Nous découvrîmes, pour la première fois et dans ces conditions particulières, l'existence d'une identité tribale en Tunisie<sup>36</sup>. L'expérience de l'enrôlement forcé que nous avons enduré laissa des traces au plus profond de notre âme avec son lot de souffrances, d'absence, de remises en cause, de désillusion, de révision du dogme et de découvertes de nouvelles voies insondables.

S. Freud a nommé « inconscient » le lieu de la mémoire où sont accumulés ces maux sans mots, présents en creux dans la conscience. Nos traumatismes structurent nos personnalités, façonnent nos pensées, notre affectivité, nos goûts et même nos aptitudes. L'histoire de chacun est une accumulation de luttes pour la survie. Cette lutte n'est pas exempte de violence, qu'elle soit directe ou médiatisée par le signe, générant des déséquilibres passagers ou définitifs, invalidants ou paradoxalement créatifs (Caratini, 2004). Depuis l'enrôlement forcé dans les camps de Bir Matrouha, la J'farra s'est trouvée comme intimement enlacée à notre histoire personnelle, non seulement comme l'emblème d'une phase de relecture d'une expérience militante, mais aussi comme une nouvelle préoccupation intellectuelle susceptible de nous ouvrir des voies de réflexion et de critique de nos schèmes de pensée et d'action. Ces schèmes, au lendemain de notre libération au printemps 1987, ne nous semblaient pas à même de réaliser la nécessaire rupture avec nos comportements et attitudes d'avant l'enrôlement. L'incapacité de tirer un trait sur le passé influençait toujours nos choix, les plus idéaux comme les plus intimes. Toutefois, La J'farra restait un ailleurs, un projet de rencontre, une histoire à se raconter dans un temps à venir.

L'occasion de partir dans la J'farra nous a été donnée lors de l'élaboration des études des projets de développement urbain intégré en 1992. Nous avons été affecté, par la direction du bureau d'études COMETE Engineering, à Médenine pour conduire, dans une première phase, la réalisation d'un programme de mise en valeur des entreprises de services au sein du périmètre communal du chef-lieu du gouvernorat et, dans une seconde phase, l'essaimage dans les localités voisines, de centres polyvalents et polyfonctionnels destinés à résorber le chômage des jeunes

---

<sup>35</sup> Les soldats désignaient les discussions animées entre les étudiants par le terme intraduisible de *harrane*. Ils trouvaient frustrant de ne pas saisir les significations et les enjeux des débats qu'ils soupçonnaient importants et passionnants.

<sup>36</sup> L'Etat-Nation en Tunisie est porteur d'un projet politique, social et territorial. Il se montre violent face aux particularismes qu'ils soient des groupes d'individus, de communautés et même des lieux qui les abritent. Le territoire, pour cet Etat est un projet idéologique destiné à la reproduction des rapports sociaux. Nous devons reconnaître qu'à cette période, la question identitaire et territoriale en Tunisie ne nous semblait pas constituer un thème de revendication, même si l'appartenance, pour le pouvoir en place, reste suspecte qu'elle soit politique, régionale, ethnique ou territoriale.

artisans diplômés des centres de formation professionnelle<sup>37</sup>. La méthode d'identification des « créneaux porteurs », qui constituait l'objectif principal des programmes, imposait aux bureaux d'études la réalisation d'une enquête de terrain et une « mission présenteielle ». Le responsable de l'étude était ainsi appelé à résider sur place pendant la durée des enquêtes, soit un séjour de près de six mois. Nous avons été désigné par le bureau d'études au sein duquel nous occupions le poste de chef de département des études urbaines et régionales pour conduire la collecte des données et l'élaboration des études de terrain<sup>38</sup>. En partant vers la J'farra, nous avons renoué avec un projet inachevé, un pèlerinage nécessaire, tant au niveau individuel qu'existential. Nous avons besoin d'interroger nos certitudes en dehors de notre contenant spatial et idéal. Une recherche de soi dans l'autre, ce que Baudrillard a nommé l'altérité radicale (Baudrillard, 1994). Une quête où le chercheur interroge ses propres schèmes en allant expérimenter l'extrême, aux extrêmes, en se confrontant à un ailleurs, c'est-à-dire à un langage différemment articulé, lui qui n'est qu'un discours incarné engendré par une configuration de rapports avec d'autres qu'il considère comme ses semblables. Nous pensions être parti à la recherche d'une part qui nous restait insaisissable de notre histoire et de notre société, des mots qui nous manquaient pour comprendre et nous comprendre (Caratini, 2004)<sup>39</sup>.

En ces temps, nous n'étions pas certain de l'objet de notre quête ; nous avions une étude, relativement technique, à réaliser et toute autre considération relevait de préoccupations personnelles. Toutefois, ce fut cette reprise de contact avec la J'farra qui nous a fourni les premières interrogations sur notre mode d'approche des faits et des réalités. Nous avons recensé une série de créneaux porteurs qui pouvaient assurer la satisfaction des besoins en services et petits métiers à la région de Médénine et sa proche périphérie.

Les études de faisabilité, les profils des prestataires, la liste des donneurs d'ordre, les mécanismes de financement, les lignes de crédits et la pépinière des entreprises étaient clairement

---

<sup>37</sup> Ces projets étaient conduits dans le cadre d'une vision qui se voulait plus « localisée » de l'œuvre de développement régional et ce en tirant profit des potentialités réelles identifiées sur place. L'organisme chargé des études (il y en eut une douzaine sur l'ensemble du territoire national couvrant cinq gouvernorats du Centre et du Sud) était le Commissariat Général au Développement Régional en collaboration avec les conseils régionaux des gouvernorats.

<sup>38</sup> Nous étions en charge du département des études urbaines et d'aménagement régional au sein du bureau d'études COMETE Engineering International.

<sup>39</sup> Nous avons vécu en cette période l'une des péripéties les plus douloureuses qui nous a marqué personnellement, à l'instar de toute une génération de militants de la gauche arabe ; celle de la seconde Guerre du Golfe avec son lot de massacres et l'avènement des discours unanimistes qui ont, unilatéralement, clos le débat idéologique sur un constat de défaite historique de tout notre projet social. Pour un militant censé « apporter » - au quotidien - la réponse à l'interrogation fondatrice « Que faire ? », nous étions confronté au plus déchirant des doutes, et, par la-même, à l'incapacité d'apporter notre contribution aux catégories dont nous étions issu et que nous étions censé défendre. Nous étions entré de plain pied dans une phase qui pourrait être qualifiée de crise identitaire.

identifiés et mobilisés ; cependant, les dossiers des attributions aux bénéficiaires demeuraient en instance, incomplets ou rejetés pour vices dans certaines pièces constitutives essentielles. Nous avons pris la décision de clarifier la situation en tentant de comprendre les raisons d'un tel blocage. La réponse à notre interrogation fut inattendue : les pièces « manquantes » ou irrecevables par l'administration étaient essentiellement constituées des devis d'acquisition de matériel. En effet, les demandeurs de crédits ne présentaient pas de factures préliminaires destinées à évaluer le coût d'achat des équipements et établies par des fournisseurs reconnus. En interrogeant les demandeurs de financement sur cette omission de leur part, ils nous ont précisé que leurs projets ne seraient pas rentables si les équipements étaient acquis auprès du secteur commercial officiel. Certains nous ont présenté des équipements<sup>40</sup> qui étaient disponibles sur le marché informel, en provenance de la Libye, et dont les prix étaient de 60 à 75% moins chers que ceux proposés par les commerçants agréés par les organismes de financement. Le projet butait ainsi sur les inerties administratives et les lourdeurs juridiques. Dans cette partie du territoire national, le secteur informel était prédominant, les circuits officiels étaient réduits à des rôles secondaires. Les moteurs de l'économie locale étaient la contrebande et le commerce informel. Face à la perspective d'échec qui pesait sur le projet, nous avons proposé aux autorités de tutelle d'adopter une nouvelle approche de la procédure d'attribution des crédits. Nous avons recommandé l'abandon des obligations formelles dans le montage financier et le recours au secteur informel. En effet, nous avons préconisé l'adoption de nouveaux critères de sélection des bénéficiaires qui intégreraient le « savoir-faire commercial informel » et l'attribution d'aides directes aux marchands itinérants<sup>41</sup>. Nous avons été « remercié » pour notre « sens de l'initiative » et le projet a été clos avec l'attribution de crédits à un ensemble de jeunes ayant accepté de s'installer dans la pépinière des entreprises (baptisée : le village des métiers) aménagée au voisinage du nouveau centre administratif régional de Médenine<sup>42</sup>.

---

<sup>40</sup> Il s'agissait essentiellement de machines-outils, compresseurs, motopompes, matériel de soudure et fours industriels.

<sup>41</sup> Conclusions du rapport de seconde phase (Bilan-diagnostic et identifications des projets) du Programme de Développement Urbain Intégré des quartiers de M'hamid et Trig el Jorf à Médenine, Comète Engineering International, pour le compte du Commissariat Général au Développement Régional, septembre 1993.

<sup>42</sup> Après avoir été un lieu de pèlerinage incontournable pour les bailleurs de fonds durant les années 1993 - 1997 et présenté comme une preuve de réussite du projet des PDUI de première génération, le « village des métiers » de Médenine fut définitivement fermé en juin 1998 et transformé en dépôt municipal, puis en lieu de collecte des déchets plastiques recyclables dans le cadre du projet ECOLEFF. Le programme de développement urbain intégré prévoyait une seconde génération de projets. Mais les résultats réels sur le terrain lors de la première phase ont, apparemment, découragé les bailleurs de fonds et aucune suite ne fut donnée à ce projet.



Nous sommes retourné à Médenine au printemps 1994 pour superviser le démarrage des travaux du chantier d'un immeuble dans le cadre de nos activités professionnelles d'architecte en secteur libéral. Ce séjour dura quatre mois, pendant lesquels nous avons été hébergé chez le promoteur que nous accompagnions chaque jour au *souk* avant de nous rendre sur les lieux du projet<sup>43</sup>. Mon travail au contact quotidien avec les jeunes de la région m'a permis d'établir des relations de dialogue avec des personnes issues des clans et tribus de la J'farra. Ces ouvriers travaillaient dans le bâtiment afin de constituer leur premier capital et de s'établir de manière autonome sur le *souk* ou sur le *khatt*<sup>44</sup>. De toutes les expériences précédentes, celle-ci nous a été la plus porteuse en termes d'interrogations et de collecte de données. L'une des rencontres qui nous ont le mieux rapproché du milieu j'farri, a été la retrouvaille avec nos anciens camarades de Bir Al Matrouha, lesquels ont fondé un *douleb*<sup>45</sup> et étaient installés à proximité de Médenine. Ces camarades d'infortune et les employés du chantier ont été le milieu au sein duquel nous avons tenté d'esquisser une première approche de notre champ d'études. Nous avons formulé nos interrogations en veillant à les inscrire au sein d'un ensemble de questionnements divers. Nous avons essayé de nous effacer en tant que présence « différente » et d'adopter les codes que nous croyions susceptibles de nous faciliter l'intégration à la société locale, par conséquent, nous avons accepté toutes les invitations pour assister aux cérémonies de mariages et fêtes. Cependant, nous n'avions ni la culture nécessaire pour mener un vrai travail de terrain ni un projet clair de recherche et nous avons dû modérer nos aspirations en nous contentant d'apporter des réponses à un ensemble d'interrogations. Notre « milieu » répondit, certes de manière souvent sporadique ou en termes sommaires, à nos questions, notamment celles qui touchaient aux réseaux. Au cours de cette phase, nous avons pu recueillir les éléments nécessaires à la formulation d'interrogations qui nous ont servi par la suite à l'élaboration de notre premier projet de recherche sous la forme d'un diplôme d'études approfondies<sup>46</sup> : Le commerce informel est-il circonscrit aux limites de la J'farra ? Est-il possible de superposer, sur une carte, les limites des territoires historiques des deux Confédérations tribales, celle des Werghemmas en Tunisie et celle des Nouaïels en Libye et les

---

<sup>43</sup> Le promoteur est un grossiste en produits alimentaires qui proviennent de Libye ; appartenant à la fraction des Ouled Bouzid, de la tribu des Touazines.

<sup>44</sup> Ce terme, qui signifie « ligne » ou « trait », est en fait une notion plus complexe (qui fait l'objet d'un chapitre ultérieur). Une notion qui allie aussi bien le chapelet de villages-*souk* qui s'étend de Médenine à Sormane, que le réseau de partenaires commerciaux ou d'agents de la sécurité chargés de la protection des transactions informelles à la frontière.

<sup>45</sup> Sorte de coopérative ou d'association à caractère clanique servant à entreprendre des activités commerciales informelles.

<sup>46</sup> Nous avons présenté un mémoire pour l'obtention d'un DEA de géographie et aménagement à l'Université François Rabelais en septembre 1995, sous le titre « *Mutations socio-économiques et urbanisation de la J'farra* », sous la direction de M. P. Signoles.

limites de la « zone de tolérance » du commerce informel ? Quelles sont les raisons de cette localisation géographique particulière ? Pourquoi les autorités des deux pays acceptent-elles le développement d'un tel secteur économique alors qu'elles déploient des politiques souvent violentes pour éradiquer ces activités dans d'autres régions des deux pays ? La vitalité de ce secteur est-elle la conséquence d'un certain nombre de facteurs dont l'existence de « protections », l'appartenance de ses acteurs aux mêmes groupes tribaux<sup>47</sup>, la présence d'intérêts occultes et d'enjeux relevant des stratégies des deux Etats ? Quels sont les effets de ce commerce et notamment des revenus générés par les bénéficiaires sur les espaces urbain et rural dans la J'farra ? La prolifération des exploitations agricoles équipées de sondages dans la steppe aride, la surexploitation des parcours, la subdivision des terres communautaires, la prolifération d'un habitat dispersé, le rôle désormais dominant des *souk* dans les villes au détriment des autres équipements et l'apparition des villages-*souk* le long des routes principales constituent-elles les manifestations de nouvelles formes d'occupation de l'espace en rapport avec le développement du secteur informel ?

Ces interrogations nous ont amené à formuler nos premières hypothèses de travail qui, nous devons le reconnaître, avaient pris pour axe principal l'analyse spatiale. Les hypothèses que nous avons alors retenues peuvent être récapitulées comme suit : la frontière qui traverse la J'farra constituerait un phénomène spatial paradoxal ; si elle scinde la région en deux zones différenciées avec des potentialités économiques contrastées, elle « unirait » les populations de la J'farra (au sein de réseaux de commerce informel) tout en constituant, pour le reste des populations des deux pays, une véritable barrière. Si la frontière pour l'ensemble des citoyens des deux pays peut être perçue et vécue comme une « ligne »<sup>48</sup>, elle serait une aire pour les J'farris où ils jouiraient d'un ensemble d'exemptions et de privilèges. La J'farra serait, par conséquent, un espace de tolérance établi, de manière « informelle », par les deux Etats, où la contrebande de produits subventionnés en provenance de la Libye, la spéculation sur les monnaies étrangères, le commerce du carburant en vrac hors des stations-service et la régularisation des véhicules dépourvus de documents

---

<sup>47</sup> Bien qu'ayant « découvert » la tribu et touché la réalité de son existence lors de nos fréquents séjours dans la J'farra, nous restions circonspect en ce qui concerne son aptitude à revendiquer un espace spécifique (nous ne pouvons utiliser le terme territoire : au stade de l'élaboration de notre mémoire de DEA, la notion n'était pas inscrite à notre projet de recherche), nous étions convaincu que le pouvoir central, notamment en Tunisie, avait réussi à tarir toutes les autres sources de production de l'autorité et à construire une allégeance « unanimement » admise. Nous estimions, à partir de notre expérience personnelle, que le contrôle exercé par les autorités sur les individus et les groupes était tel que l'on pouvait parler d'exclusivité au niveau de la production de l'autorité. Nous pensions donc que le local, surtout s'il s'exprimait dans une logique de type tribal, était totalement déchu au profit d'un pôle central globalisant.

<sup>48</sup> En témoignent les prises et les confiscations douanières fréquentes, mais très ciblées, et qui touchent essentiellement les originaires des régions du Centre et du Nord de la Tunisie.

officiels en provenance d'Europe ou du Moyen-Orient constitueraient l'ossature d'une économie locale. Economie, qui tout en étant en marge de la légalité, n'en constituerait pas moins le secteur dominant. Nous avons établi nos premières hypothèses à partir du relevé de faits visuels<sup>49</sup> et d'analyse des études relatives aux phénomènes de la contrebande et du passage illégal des frontières dans la région de la J'farra<sup>50</sup>. Il faut cependant admettre, que notre manière d'aborder les choses, lors de cette phase préliminaire de la recherche, se distinguait quelque peu des autres approches (notamment celles développées par A. Abâab, H. Boubakri et M. Chandoul) puisque nous sentions l'importance de la dimension tribale dans la pérennité du secteur informel. Nous étions sensible, grâce à nos entretiens avec les jeunes de la J'farra, à des aspects relevant de la solidarité clanique et au fait qu'il existait sans doute une « région » jouissant d'une forme d'autonomie, région qui correspondrait aux terres des *âarouch* de la confédération des Werghemmas. L'une des observations - qui nous avait le plus marqué au début de notre recherche en 1995 et 1997 - était l'implantation de postes douaniers en deux lieux particuliers situés, non pas sur la frontière internationale, mais à « l'intérieur » des territoires respectifs des deux pays : Mareth et Sormane. Ces deux localités sont en effet situées aux deux extrémités de la J'farra. Cette localisation permettait aux autorités de circonscrire les activités du commerce informel au sein d'une région particulière : celle occupée par les tribus de la confédération de Werghemma en Tunisie et des Nouaïels en Libye. Nous pensions que le commerce informel ne pouvait prospérer et s'imposer aux autorités<sup>51</sup> que grâce à l'existence de réseaux solidaires de part et d'autre de la frontière et de mécanismes spécifiques assurant l'organisation des transactions.

---

<sup>49</sup> Parmi les faits les plus spectaculaires qui nous ont amené à élaborer certaines de nos hypothèses préliminaires, nous citerons le spectacle des *sarrafa* (agents de change informels) qui agitent des liasses de billets en guise d'appel pour le change le long des routes qui relient Ben Guerdane à Tripoli, alors que le commerce illégal de devises est sévèrement réprimé dans les autres régions des deux pays. De même, le traitement différencié, sur une base purement régionaliste, au niveau des frontières nous a semblé un révélateur de l'attitude des autorités face au phénomène du commerce informel. En effet, les J'farris ne craignaient pas de voir confisquées leurs marchandises par les douanes, alors que les commerçants, ou même les simples touristes transitant par les frontières terrestres étaient soumis à des fouilles et subissaient les formes les plus sévères de contrôle.

<sup>50</sup> Outre les études classiques relatives à la question frontalière qui ont constitué nos sources de départ, à l'instar de l'ouvrage de référence d'A. Martel « *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie* », nous pensons que les apports de A. Abâab « *Mutations socio-économiques de la J'farra orientale (Sud Tunisien)* » et de M. Chandoul et H. Boubakri « *Migrations clandestines et contrebande à la frontière tuniso-libyenne* » nous ont fourni les principaux outils analytiques qui nous ont permis de saisir certains mécanismes inhérents à l'émergence de l'économie informelle dans la J'farra. Cependant, nous estimons que c'est l'ouvrage de A. Abâab « *Le développement de Ben Guerdane en fonction de la frontière libyenne* » qui nous a le plus apporté pour notre approche de la question spatiale.

<sup>51</sup> A plusieurs reprises, les autorités des deux pays, sous la pression de certaines associations de commerçants (notamment les chambres syndicales des grossistes de l'alimentation, la Fédération nationale du textile et le Congrès des producteurs et coopérants de l'habillement de Tripoli) ont tenté de limiter les effets du commerce informel en multipliant les prises et en imposant des taxes douanières. Force est de



Afin d'étayer ces hypothèses, nous avons établi une méthode d'approche et de recherche basée sur trois aspects : en premier lieu, la mobilisation des sources théoriques traitant des questions relatives au commerce informel, à la dynamique urbaine dans les zones arides ou sahariennes, à l'effet structurant des espaces commerciaux sur la croissance des villes et à la structure tribale. En second lieu, nous avons participé à une série de rencontres et de colloques, dont nous citerons particulièrement celui organisé par l'Institut de Recherches sur le Maghreb Contemporain sous la direction de M. Kharoufi (à Sidi Bou Saïd en 1996) et qui a eu pour thème central les dynamiques spatiales dans les zones frontalières au Maghreb, ainsi qu'à la série de rencontres dirigées par S. Caratini qui ont porté sur la question de l'altérité nomade. Rencontres qui ont lieu dans le cadre des activités du laboratoire CITERES en 1997 et 1998 à Tunis et à Tours. Ces deux participations nous ont permis de nous inscrire dans des axes de réflexion touchant l'actualité des thèmes inhérents à la contrebande frontalière et à la représentation de l'espace de la ville auprès des populations d'anciens nomades.

A la suite de cette phase, nous avons élaboré premier projet d'enquête basé sur l'énoncé d'une problématique préliminaire et que nous pourrions synthétiser en ces termes : quelle dialectique entre l'urbanisation de la J'farra, dans ses configurations actuelles, et le développement de l'économie informelle ? L'émergence de nouveaux pôles commerciaux informels au sein des villes j'farries et l'essaimage des villages-marchés le long de la route de Ben Guerdane à Tripoli, constituent-ils le fondement d'une restructuration spatiale axée autour d'une activité substantiellement spéculative, précaire et dépendante de contextes économiques exogènes et dominée par des réseaux claniques sans véritables assises productives ?<sup>52</sup>

Les enquêtes ont été de deux ordres. La première série a porté sur un échantillon de commerçants dans les localités suivantes : Médenine, Ben Guerdane, Koutine, Naffatia, Ras J'dir, Bou Kammach, Zouara et Nalout et ce, à l'occasion de quatre séjours distincts effectués entre juin 1999 et mars 2001. Ces enquêtes ont porté sur les flux des marchandises (quantités, origines d'approvisionnement, marges bénéficiaires, moyens logistiques, capital investi, destination et modes de règlement) et sur les acteurs (origine, qualifications, type d'activité ou d'association, fréquence de déplacement et de fréquentation du *souk* et aspirations). Nous avons complété cette série au cours de l'année 2002 avec une enquête menée sur les deux marchés de Ben Guerdane et

---

reconnaître que ces actions se sont soldées par des échecs. Les réseaux de contrebande, du moins les mieux aguerris, ont réussi à contourner les barrières sécuritaires et ont inondé le marché, de manière artificielle, de produits à faible coût.

<sup>52</sup> Notons que cette problématique ne sera pas retenue par la suite. Toutefois, elle constitua la base sur laquelle nous avons élaboré notre méthodologie de recherche et l'un des fondements des interrogations théoriques et conceptuelles qui nous ont amené à la formulation de notre problématique définitive, que nous exposerons à la fin de cette introduction générale.

de Bou Kammach afin de mieux identifier les mécanismes de financement du commerce informel et esquisser une représentation de la structure des réseaux qui étayent les filières de la contrebande et de la distribution des produits sur les *souk*. Cette enquête a porté sur les volumes de marchandises parvenues dans les échoppes, les délais d'écoulement, les modes de cession et les catégories de clientèle<sup>53</sup>. De même, nous avons essayé de recueillir des données sur les modes d'association ou de distribution des dividendes entre les divers intervenants dans les transactions.

La seconde série d'enquêtes a porté sur les considérations spatiales et notamment le relevé comparatif des équipements (des logements et socio-collectifs) et fonctions à diverses périodes dans trois localités : Koutine (village-*souk*), Ben Guerdane (ville frontalière et siège du plus important *souk* destiné au commerce informel) et Bou Kammach (village entièrement occupé par des halles de commerce de gros et alimentant exclusivement les chalands en provenance de Tunisie). Ces enquêtes avaient pour finalité de fournir des éléments de réponse à notre interrogation sur le rapport entre l'intensification des activités commerciales informelles et les mutations spatiales.

L'ensemble des enquêtes et des propos recueillis ont certes permis la constitution d'un corpus susceptible de quantifier un certain nombre de phénomènes observables relatifs à la prolifération du commerce informel, à l'émergence des *souk* en tant que pôles dominants dans les localités de la J'farra et aux mutations des espaces urbain et rural ; mais elles ont aussi ouvert la voie à de nouvelles interrogations sur les aspects « invisibles » qui semblaient constituer la trame de fond des dynamiques sociales, spatiales et des représentations. Ces aspects ne pouvaient, à notre avis, être restitués par les enquêtes telles que menées dans la phase précédente de la recherche. Nous étions, en effet, confronté à des questions telle que celle de la réactivation du lien tribal, non seulement au sein des clans de la J'farra tunisienne, mais aussi entre les tribus (ou du

---

<sup>53</sup> Nous avons complété les éléments recueillis lors des enquêtes, par l'analyse des données contenues dans les registres des prises douanières en Tunisie. Nous avons pu consulter les procès-verbaux de confiscation de véhicules établis par les services de douane et les listes des personnes arrêtées pour franchissement illégal de la frontière. Ces informations, tout en permettant une première quantification des phénomènes de la contrebande et du passage illégal de la frontière, restent muettes sur l'existence des réseaux, des solidarités et des modes de financement. En effet, une bonne partie des dossiers ouverts auprès des services de sécurité dans notre zone d'étude ne connaissait pas de suite au niveau des tribunaux. Des « arrangements » à l'amiable viennent clore des dossiers d'une remarquable vacuité. Chaque prospection dans un fond nouveau ou une enquête menée auprès d'un organisme arrive à susciter de nouvelles questions qui débordent des cadres de notre réflexion ou nous confronte à de nouvelles interrogations sur les réalités que ces fonds prétendent quantifier, mais qui ne sont que mieux occultées. Parallèlement, notre enquête en Libye souffrait de l'absence de documentation. Notre enquête dans ce pays relevait du défi. En effet, lors de nos premières missions dans ce pays, nous avons fait appel à des personnes qui nous ont été recommandées par nos contacts de Ben Guerdane (en majorité issues des clans alliés aux Touazines). Ces personnes se sont employées à nous « guider » dans nos entretiens avec les enquêtés. Nous avons dû constater que leur présence ne contribua pas à promouvoir la liberté de parole. Nous avons, par conséquent, dans la seconde phase de nos recherches, changé de réseau d'informateurs et de méthode.

moins leurs élites supposées) des deux cotés de la frontière. La persistance, la réactivation ou la re-création de ces liens constituaient, à notre avis, les présupposés de l'existence du commerce informel dans sa forme actuelle<sup>54</sup>. De même, nous commençons à percevoir la J'farra non pas comme une région où le commerce informel constituait l'exception spécifique, mais comme un territoire régi par des lois et des institutions particulières qui restaient indéfinies (ou tout simplement tues) dans le discours officiel<sup>55</sup>. A ce mutisme s'opposait une série de bribes de propos recueillis auprès de certains interlocuteurs qui nous ont parlé d'institutions telles que le *miâad*, le *çoff* et le *najaâ*, de lois, à l'instar du *orf* et de représentations spatiales de la J'farra sous la forme d'auréoles de terres appropriées. Nous étions conduit à reconnaître que notre démarche précédente ne pouvait traduire cette profondeur des réalités ni restituer deux dimensions qui nous ont semblé fondamentales : les représentations et les réseaux. Notre démarche ne pouvait non plus, reposer uniquement sur une approche socio-spatiale, mais était appelée à combiner les analyses en termes de métrique, d'échelle, de systèmes idéels renvoyant aux phénomènes de construction sociale de la valeur spatiale, aux processus d'appropriation et d'identité territoriales. L'association de ces diverses dimensions exigeait de notre part une démarche globale – et non analytique - dans le cadre d'un cheminement pouvant permettre de parvenir à ce que M. Lussault désigne comme «une démarche compréhensive efficace des spatialités contemporaines » (Lussault, 1998).

Nous avons, par conséquent, décidé de revoir notre méthode de recherche en mettant l'accent, dans cette nouvelle phase<sup>56</sup>, sur les dimensions symboliques et les représentations qui peuvent contribuer à la qualification du territoire. En effet, nous pensons que les analyses spatiales de la J'farra auxquelles nous avons fait référence<sup>57</sup> s'inscrivent dans un champ de la recherche qui est largement balisé. Nous estimons que ces études ont, certes, précisé, affiné, complété et actualisé les problématiques spatiales dans cette région et, à ce titre, leur apport est incontestable. Néanmoins, elles ne peuvent renouveler un champ – la structuration des espaces nationaux - qui

---

<sup>54</sup> Le commerce informel peut, certes se développer l'existence préalable de liens et de solidarités tribales ; il suppose toutefois la constitution de réseaux spécifiques assurant une certaine protection des activités (à l'exemple des Harafiches d'Ismaïliya en Egypte ou des *trabendisto* en Algérie). Selon les études d'A. Tarrius, ces réseaux peuvent s'apparenter à des structures mafieuses, ou politico-religieuses (fondamentalistes ou confrériques) ou tribales.

<sup>55</sup> Le concept de territoire ne nous est venu à l'esprit (de la recherche) que tardivement, soit lors de la première tentative de rédaction de la thèse. En effet, c'est une notion qui nous a tirailé pendant plusieurs années, mais nous étions incapable de mettre la juste appellation sur l'idée, nous ne pouvions pas ni la « nommer » ni la formaliser. Force est de reconnaître qu'une fois encore, c'est P. Signoles qui nous l'a énoncée et inscrite comme concept fondamental de notre recherche.

<sup>56</sup> Nous avons entamé une nouvelle phase de recherche en 2002 dont nous exposons les péripéties dans les parties suivantes.

<sup>57</sup> Nous pensons en particulier aux apports de A. Abâab, M.N. Boutaleb, H. Mzabi, M. Chandoul et H. Boubakri qui ont contribué à tracer les réalités fonctionnelles de l'espace j'farri.

ne pourrait l'être qu'en changeant les échelles de son appréhension et, en premier lieu, en adoptant la notion de territoire comme clé de lecture des mutations récentes. Il nous est apparu que notre recherche gagnerait en pertinence en s'engageant résolument dans l'analyse des systèmes d'acteurs et des logiques d'action. Cette réorientation nous a été rendue possible grâce aux critiques substantielles émises par notre directeur de thèse qui nous a suggéré la mise en œuvre de méthodologies différentes qui prennent en considération les logiques des acteurs, leurs représentations et leurs conceptions culturelles (saisies dans le sens le plus large) et qui nous a conseillé d'éviter une interprétation trop mécaniste des modalités de l'organisation spatiale. Nous devons reconnaître que, face à une pareille réorientation des objectifs de notre recherche, nous avons été amené à privilégier de nouvelles méthodes de collecte des matériaux. En effet, nous avons pris conscience de la nécessité de mettre l'accent sur les questions inhérentes aux représentations, aux stratégies des acteurs et aux questions relatives à l'identité. Ce changement d'approche est la conséquence de la reformulation de notre problématique qui était axée sur une analyse spatiale de l'espace urbain de la J'farra en rapport avec le développement de l'économie informelle. Notre observation de la société j'farrie tout au long d'un séjour continu de mai 2003 à septembre 2004, nous a permis d'esquisser de nouvelles interrogations et d'échafauder des hypothèses différentes de celles qui ont structuré notre quête en première phase. En effet, nous avons été amené à supposer l'existence de réseaux tribaux qui structurent le secteur des échanges informels. De même, la J'farra ne semblait plus représenter une frange frontalière où se développe une activité commerciale alimentée par la contrebande, mais un espace régi par un ensemble de réglementations exceptionnelles, où les groupes tribaux locaux sont parvenus à établir un système de gestion des activités aussi bien légales que clandestines. Nous avons remarqué par ailleurs que l'attitude de ces groupes tribaux était accompagnée par un discours idéologique légitimant toutes les formes d'activités (et en premier lieu la contrebande, la spéculation monétaire, le passage clandestin de la frontière et la déviation des subventions publiques aux articles alimentaires) et qui met en exergue leur « droit » sur le territoire.

Nous avons jugé opportun de nous pencher sur cette dimension symbolique et discursive en espérant déceler une piste nouvelle susceptible de nous éclairer sur les complexités de l'espace qui nous semblait à fur et à mesure de l'observation dépasser le simple cadre d'une recherche sur l'organisation spatiale. Les méthodes de l'enquête et des relevés urbains qui ont constitué nos principaux outils méthodologiques lors de la première phase nous ont semblé inopérants pour la collecte de matériaux dont nous ignorions les contours et qui relevaient, *a priori*, plus du discours, de la symbolique, de l'identité, de la mémoire et de stratégie spatiale que de la quantification des phénomènes et de la logique de localisation des composants spatiaux. Nous avons été convaincu

que si notre recherche devait s'intéresser uniquement à la dimension non idéale des activités humaines spatialisées, elle relèverait de l'étude de l'organisation de l'espace telle que définie par J. Labasse (Labasse, 1966) et H. Isnard (Isnard, 1978)<sup>58</sup>. L'objectif de l'analyse spatiale selon T. Saint-Julien serait de décrire une disposition particulière de certains objets, leur organisation spatiale, de repérer des structures, d'expliquer des localisations par d'autres. Son but est de déceler en quoi la localisation apporte un élément utile à la connaissance des objets étudiés et peut en expliquer les caractéristiques, en totalité ou en partie. Au lieu de considérer que ces unités sont des éléments indépendants, l'analyse spatiale s'intéresse aux propriétés des objets tels qu'ils sont localisés. La localisation peut être étudiée pour elle-même, ou comme un facteur susceptible d'intervenir dans l'explication de la diversité des lieux (Saint-Julien, 1997).

Cependant, à la lumière de nos observations, des discussions avec notre directeur de thèse et avec S. Caratini, nous avons été amené à reconnaître que nous étions en présence d'un processus de territorialisation dans la J'farra. Or, un territoire serait, selon une définition suggérée par P. Signoles « *une aire délimitée, affectée d'une idéologie territoriale émanant d'une société, d'un groupe, étendu ou restreint qui ne pourrait être approché selon la même méthodologie que celle nécessitée par une analyse spatiale* ». Par conséquent, il en résulte que les paradigmes qui fondent l'analyse spatiale ne sont pas les mêmes que ceux qui permettent l'analyse territoriale. De même, les territoires s'emboîtent à différentes échelles, correspondant elles-mêmes aux groupes sociaux de référence. Au niveau individuel, une personne est ou peut être multi-territorisée, parce que chacun est susceptible de mettre en œuvre plusieurs modalités, plusieurs formes, plusieurs conceptions de l'appropriation de l'espace, correspondant à la multiplicité de son être ainsi qu'à la diversité de ses rôles sociaux. La question de l'identité, des représentations et des stratégies est désormais au cœur même de notre recherche. Nous avons, par conséquent, adopté la méthode de l'entretien où les interrogés sont invités à présenter un récit de vie. Avant de décrire notre démarche méthodologique et exposer l'assise théorique qui a fondé la constitution de notre corpus, nous aimerions brosser un tableau succinct des conditions qui ont accompagné notre recherche lors de ses ultimes phases, lesquelles se sont étalées sur deux périodes principales ; la première de mai 2003 à septembre 2004 et la seconde de novembre 2006 à mars 2007.

Nous sommes retourné en mai 2003 dans la J'farra pour un séjour de quelques mois ; nous avons alors repris contact avec le groupe de *tayout zorganes*<sup>59</sup> qui nous avait, auparavant, hébergé à plusieurs reprises. Nous avons dû apporter certaines précisions à notre nouveau statut de

---

<sup>58</sup> Nous pouvons aussi nous référer aux travaux de D. Pumain et T. Saint-Julien.

<sup>59</sup> Le terme *tayout* désigne dans la J'farra les jeunes commerçants qui se sont installés à leur compte et qui ont acquis un véhicule tout-terrain de marque Toyota pour pouvoir passer les zones frontalières des sebkhas et les cols de montagne.



chercheur désireux de disposer d'une totale autonomie de mouvement aussi bien du côté tunisien que libyen. L'épisode a été certes douloureux, le débat quelque peu délicat car nos « protecteurs » avaient la conviction d'aider et non de dresser des écrans devant nos investigations<sup>60</sup>. Cependant, cette mise au point allait se révéler d'une réelle utilité. Nos *sahab*<sup>61</sup> ont compris que nous ne remettions nullement en question la crédibilité de leurs dires, mais que nous étions animé par le désir d'accéder à de nouvelles sources, sans les provoquer ni les orienter.

Ce nouveau positionnement nous a ouvert de nouvelles voies et nous a permis l'accès à des personnes-clés dans la J'farra et en premier lieu les nouveaux acteurs du commerce informel, les représentants politiques des clans werghemmis et les officiers de l'armée libyenne. Ces catégories étaient réticentes à nous recevoir tant que nous restions dans le cercle des *tayout* considérés comme les contestataires du système<sup>62</sup>. Les invitations aux cérémonies privées se sont multipliées ; de même, certaines commandes pour l'élaboration d'études architecturales pour le compte de promoteurs particuliers en Libye nous ont été proposées, il ne nous restait plus qu'à tisser les liens de confiance nécessaires à toute interrogation. Nos rapports avec nos anciens protecteurs zorganes ont connu un certain froid qui nous a semblé un moment douloureux ; cependant nous étions engagé dans une nouvelle quête qui nous imposait une autonomie totale vis-à-vis de tous. Une autonomie qui s'apparentait souvent à une dure solitude. Selon S. Caratini « *sur le terrain, chacun est seul. C'est là une des conditions premières de l'expérience. Une solitude toute relative. En réalité le chercheur n'est pas isolé, mais il est unique* ». Ce n'est pas l'absence des autres mais sa différence, ressentie en regard des autres, qui lui procure, parfois, l'impression d'être « seul »<sup>63</sup>. Selon elle, la pratique du terrain passe souvent, en premier lieu, par « *l'établissement d'un ensemble de relations qu'il faut établir avec des inconnus, sur leur propre territoire. Une inscription dans un espace géographique, économique, social, politique et mental*

---

<sup>60</sup> Nous devons faire l'aveu que notre attitude a égratigné des susceptibilités et transgressé les codes de la *sohba* qui impose la protection. Nous avons cherché, lors de cette phase, à élargir notre éventail de rencontres en dehors des cercles des *tayout* et des *Zorganes*. Le résultat ne s'est pas fait attendre. En juillet 2003, nous avons été approché par le clan des J'nifene de Ben Guerdane, dont les membres me considéraient comme un *saheb* (exclusif) des *Ouderna* et évitaient pas conséquent de me côtoyer.

<sup>61</sup> Le terme *sahab* signifie l'associé. Dans la tradition j'farrie, c'est une forme de coopération établie depuis des siècles entre un J'bali (sédentaire) et un Bedoui (nomade d'une tribu guerrière) aussi bien pour la mise en valeur d'une terre agricole lors des années pluvieuses (*douleb*), que pour la protection des troupeaux communs. Nous avons porté ce titre, bien que n'étant pas associé, mais nos *sahab* nous ont précisé que tout Kairouanais (comme moi) était naturellement considéré comme *sahab*, puisque Kairouan avait pris la tête du *çoff* des *Youssef* auquel appartient la confédération de *Werghemma*.

<sup>62</sup> Un épisode particulier a marqué l'ouverture de l'élite werghemmie à notre égard, celui de l'invitation à une expertise destinée à implanter les bornes limitant les terres *arch* des Ouled Hamed en octobre 2003. Cet épisode est détaillé dans le chapitre 2 de la troisième partie de la thèse.

<sup>63</sup> Nous n'avons pas oublié cette part de nous, celle d'être Kairouanais qui porte « presque dans ses gènes » (selon l'expression du poète M.A. Al Kahouaji) la lourde suspicion face aux tribus, qui, par le passé, ont mis à feu et à sang sa ville. L'évocation même de la tribu nous a toujours traumatisé !

dont le chercheur n'a pas l'expérience directe et sur lequel il n'a, a priori, aucune prise » (Caratini, 2004). Toutefois, nous estimions que notre position de chercheur originaire du même pays ou de la même culture serait un avantage tant au niveau de la maîtrise de la langue que de l'assimilation de certaines nuances dans les discours. Cet *a priori* ne fut pas confirmé par les faits. Notre intégration dans la société locale -que nous avions imaginée aisée- s'est révélée un défi continu et un auto-contrôle au quotidien, nos erreurs risquant d'être sanctionnées avec encore plus de sévérité que celles de l'étranger lointain.

Notre « immersion » dans la société j'farrie a été rendue possible, dans une large mesure, grâce à notre profession<sup>64</sup>. Nous avons pu disposer du « temps », outil incontournable pour observer et se laisser observer. Selon S. Caratini « *l'observation est nécessairement réciproque, car une connaissance se construit aussi de l'autre côté. Tout est codifié, et tout est signifiant* ». En évoquant la question primordiale du temps, cet auteur stipule que le chercheur se rend compte de la difficulté de sa quête, lorsqu'il se heurte aux limites du domaine qu'il a obtenu, le temps devient ainsi un révélateur de son statut. Toutes les heures qui s'écoulaient sans que « rien » ne se passe, toutes les situations qu'il ne peut pas partager, les territoires qu'il ne peut pénétrer, et toutes les choses qui se disent auxquelles il n'a pas accès. « L'épreuve » la plus visible du terrain, selon elle, est « *celle d'une interminable négociation entre des individus mis en présence par la situation d'observation, et dont résulte le déplacement des limites spatio-temporelle des corps en présence. C'est un apprivoisement réciproque et permanent. L'ampleur de cette ouverture, relative à chaque histoire, détermine, à terme, les dimensions et l'orientation du « champ » d'observation du chercheur, ce qui lui est donné – à lui, personnellement – à percevoir et à comprendre. Ce qu'il obtient au bout du compte comme « données » est bien le résultat d'une rencontre entre deux désirs* » (Caratini, 2004).

---

<sup>64</sup> Nous devons toutefois préciser que nous nous sommes efforcé de séparer autant que faire se pouvait nos activités professionnelles et nos recherches. L'exercice ne peut pas bénéficier d'une recette, ni d'un manuel de procédure, mais découle d'une attitude éthique et d'un respect des missions. L'exercice de la profession d'architecte nous a conféré un statut dans une société où la marginalité des individus ou leur anonymat relève de l'imaginaire. Nous nous savions observé, nous avions besoin de la possibilité d'observer à notre tour. Cette perspective ne pouvait être mise en fait que grâce à la participation qui pouvait « normaliser » notre présence. Nous nous sommes inspiré de l'expérience de S. Caratini qui a vécu une expérience de terrain en milieu nomade. Selon elle « *l'étranger-chercheur est maintenu à l'écart de tous les échanges internes. Il ne peut observer que l'ensemble des rapports que la société d'accueil réserve aux étrangers* ». A ce propos, elle s'interroge sur la manière dont le chercheur ayant choisi de vivre au sein de son terrain peut l'observer de manière « distanciée », alors que, d'une manière ou d'une autre, il y participe ? A cette question, S. Caratini propose d'adopter ce qu'elle appelle la « *participation observante* », puisque personne ne saurait observer sans d'abord participer. Elle précise, à cet effet, que participer pour pouvoir observer et observer pour pouvoir comprendre, constitue l'attitude du chercheur sur le terrain. En effet, les « données » qu'il tente de « recueillir » par une « méthode » qui n'en est pas une, puisqu'elle est celle de tous, ne doivent servir à rien d'autre qu'à l'élaboration d'une représentation globale de l'Autre.

Nous avons donc été confronté à la situation où nos « protecteurs » ont essayé d'orienter nos entretiens, de nous précéder chez des personnes que nous allions interroger et même de nous demander de recueillir les paroles de certains « anciens » qu'ils affirmaient dignes de foi ou du moins, mieux informés que d'autres sources que nous avons rencontrées précédemment. Cette expérience nous a aidé à inscrire continuellement notre recherche dans une optique de dialogue, dialogue entre des logiques, des stratégies et des enjeux. Nous sommes en droit de déduire que le chercheur et ses interlocuteurs ne sont pas soumis à leurs seules émotions, ils sont animés aussi d'intentions, élaborent des stratégies, se manipulent les uns les autres. L'enjeu de l'expérience ne s'arrête pas au désir, il est existentiel, et politique.

Selon J. Duvignaud « *la communauté étudiée établit, à travers l'interaction avec le chercheur, une stratégie politique qui peut être celle de la construction d'une image de soi dont elle espère qu'elle va être ultérieurement relayée en direction du pouvoir local* ». L'auteur précise, à ce propos, que cette communauté observée n'a pas décidé d'être ainsi étudiée, loin de là, donc elle n'a *a priori*, rien « en vue », puisqu'elle n'a rien demandé. Néanmoins, la présence de « l'intrus » a provoqué quelque chose, car quand quelqu'un vient vous regarder, il devient lui aussi un miroir dans lequel on ne peut s'empêcher de se réfléchir. Mais comme ce miroir ne renvoie pas d'emblée ces images souillées, humiliantes et la plupart du temps déformées que les autres élaborent habituellement, qu'il s'efforce d'apprendre et qu'il a l'air de comprendre, la communauté peut être tentée d'adhérer à son histoire. Après l'avoir mis à l'épreuve, puis timidement essayé, elle finit par utiliser ce nouveau miroir et cherche, en lui, et avec lui, à retrouver sa « propre » image (Duvignaud, 1973).

Cependant, la question qui s'est posée à nous dès le moment où nous avons pris la décision de « recueillir » la parole grâce aux récits de vie était la suivante : comment réaliser une recherche au sein d'un milieu dominé (et encadré) par les réseaux d'économie informelle ? Comment approcher certains groupes qui ne désirent pas nécessairement être identifiés ? Les réponses n'étaient pas préalablement avancées, mais une orientation globale et d'ordre épistémologique a guidé notre chemin. En fait, nous devons reconnaître que notre attitude de départ, en tant que chercheur, était imprégnée des logiques d'Etat, de sédentaire et de citoyen. Cependant, nous ressentions qu'au niveau de la région, les mutations les plus radicales prenaient leurs racines dans ce qui est souterrain. A ce propos, A. Tarrius déclare que c'est la « périphérie » et la marge qui renseignent mieux sur la clarté et le centre que la clarté et le centre eux-mêmes (Tarrius, 2006). En choisissant de travailler dans les milieux de la contrebande, de la répression sur la frontière, des flux financiers aux contours incertains (notamment en provenance de Libye), nous avons conscience des périls inhérents aux violences potentielles, à la suspicion sécuritaire (qui peut



coûter cher dans les deux pays) et à la difficulté de la position d'observateur « neutre » dans une zone où les luttes sont multiscalaires, multidimensionnelles et multipartites. Mais le chercheur qui étudie les groupes tribaux, le commerce souterrain et les discours qui s'y rapportent, doit-il se faire lui aussi nomade ? Mazegri ? Suivre les sentiers des pasteurs-contrebandiers ? Quelle énergie devrions-nous aller puiser au fond de notre être ? Jusqu'à quelle limite devrait avancer la « vérité » à révéler sans compromettre l'engagement pris de respecter le devoir de discrétion ?

Nous pensons, à l'occasion de cette thèse, fournir en certains endroits des données précises ; cependant, d'autres ne peuvent être divulguées au risque de faire de la délation ou de trahir nos sources. Nous tenons à préciser à ce propos que plusieurs personnes interrogées ont demandé à être citées. Certaines, notamment parmi les jeunes *tayout*, sont fières de leurs parcours et ont exigé que nous en parlions. Le point commun entre nos interlocuteurs dans la J'farra est cette revendication de la différence assumée et, qui devrait, à leurs yeux, être reconnue.

Nous aimerions enfin éclairer une part de notre cheminement de chercheur dans la J'farra, tiraillé entre le désir d'errance et la nécessaire objectivité. Un cheminement qui s'apparentait, par moments, par endroits, à des pérégrinations où nous découvriions des zones mal éclairées de notre propre personne. La thèse a représenté un instant d'interrogation et de voyage intérieur. Selon S. Caratini « *toute écriture est une mise de soi hors de soi, les écrits scientifiques tout autant que la littérature. La fonction cathartique de l'écriture ne saurait être cantonnée à la poésie ou à la recherche du temps perdu ; elle est à l'œuvre dans tous les registres du discours* » (Caratini, 2002). Cet auteur met en exergue la valeur heuristique du traumatisme du terrain qui peut affleurer dans l'écume du texte lorsque le style glisse d'un registre à l'autre, et que, de scientifique, il devient littéraire. Outre la part d'éclairage sur les points de vue qui sont à l'origine de la compréhension, la mise en récit, c'est-à-dire en littérature, de l'expérience de terrain, procède alors à l'élaboration d'une seconde représentation de l'Autre. L'Autre est rendu présent non plus dans la langue sibylline et quelque peu soporifique des initiés, mais dans une langue métaphorique qui suscite les images, exerce une autre sorte de médiation par le recours à l'esthétique, et même à la poétique. Tout en gardant à l'esprit le respect d'une approche rigoureuse des questions abordées pendant la collecte des données, il nous faut cependant reconnaître que notre formation d'origine nous prédestinait à une certaine liberté d'approche des thèmes. Nous pensons que l'attitude qui accompagne toute véritable quête est l'errance. Les questions qui nous ont été posées, les situations inédites auxquelles nous étions confronté et dont nous ne possédions pas les instruments conceptuels d'approche, nous ont poussé à errer dans les livres comme dans l'expérience sans trop nous préoccuper des découpages disciplinaires. Ce fut pour nous un moyen et une chance de découvrir des connexions nouvelles, de pouvoir ensuite expérimenter de nouvelles hypothèses.

Nous estimons qu'en ce qui concerne notre démarche, nous avons omis, vraisemblablement par inconscience, de mémoriser ces lignes de démarcation qui pourraient, probablement, s'avérer réductrices et qui morcellent les phénomènes et en figent la représentation dans des systèmes clos. Nous pensons qu'il faudrait oser s'affranchir du connu, abandonner ses points de repères et aller se perdre dans les interstices pour pouvoir inventer.

### 3. Méthodes de recherche : les récits de vie pour comprendre et restituer les représentations et comprendre une culture dominée par l'art de l'oralité.

Objet d'un débat méthodologique, l'histoire de vie, comme technique d'observation et d'analyse d'une société ou d'un groupe, peut être présentée à travers ce qui en fait sa particularité et ses limites, son attrait et parfois sa réussite exceptionnelle. Notre recherche s'est basée – dans plusieurs chapitres - sur cette méthode de collecte de l'information. La nature du thème traité, la nécessité de percevoir clairement les délimitations des aires de continuité et de rupture dans les réalités et les représentations j'farries et la possibilité de reconstituer des fragments temporels souvent occultés dans la culture savante, nous ont conduit à multiplier cette forme d'accès à la connaissance. Toutefois, nous devons reconnaître que le débat reste ouvert quant à savoir quelles sont les meilleures voies conduisant à la connaissance de l'«Autre» dans un «Ailleurs».

Dans une aire culturelle où l'oralité et la recomposition des gestes et des épopées constituent un art majeur, interroger les personnes sur un parcours de vie revient à retracer aussi bien un itinéraire personnel qu'un destin collectif. Le récit de vie constitue une clé qui aide à restituer des fragments significatifs d'une culture locale « par l'intérieur » suivant une vision endogène. Toutefois, cet outil méthodologique ne peut être exclusif, ni unique moyen de connaissance car « les biographies ne parlent pas toutes seules ». Un récit de vie qui prétend à une vraie valeur cognitive se doit d'être précédé d'une étude approfondie de la communauté à laquelle se réfère le récitant.

La difficulté qui a pesé tout au long de la collecte des récits de vie, consistait surtout à éviter de peser sur la spontanéité et l'ordonnancement du récit afin de ne pas compromettre son authenticité. Les récitants n'étant pas accoutumés à la retranscription de leurs paroles, car ils considèrent que la mémorisation des récits fait partie du rituel observé généralement par les présents. L'écriture est jugée comme la formalisation d'une parole qui se considère libre des contingences de la culture savante ou officielle. Tout au long de la recherche, nous avons tenu à respecter les règles d'écoute en vigueur au sein du groupe.

Cette méthode a fait l'objet d'un débat scientifique et il serait inopportun dans le cadre de cette thèse de dresser son historique complet. Nous nous contenterons d'un rappel des principaux travaux élaborés par J. M Adam<sup>65</sup>, E. Christen-Gueissaz<sup>66</sup>, et F. Flahault<sup>67</sup>.

La méthode de collecte qui repose sur le récit de vie n'est pas nouvelle, les chercheurs de l'Ecole de Chicago pratiquaient cette démarche dès 1925. Mais si cette pratique est si ancienne, qu'est-ce qui explique le nouvel engouement pour elle aujourd'hui ? A cette interrogation, H. Arendt répond qu'elle considère que nous sommes des êtres historiques, cela signifie que nous sommes comme pris dans des enchâssements successifs de temporalités et d'actions (Arendt, 2005). Elle précise sa pensée en proposant d'y ajouter des enchâssements successifs de contextes culturels et sociaux, et de systèmes sémantiques. Selon, H. Arendt, un récit de vie met en contact, à travers deux personnes, deux réalisations singulières de l'histoire de l'humanité. Leur appartenance commune, leur « commune humanité » est ce qui fait qu'il puisse y avoir communication, au-delà de l'inévitable méconnaissance initiale. Dans son élaboration d'une démarche de collecte du récit de vie, H. Arendt énonce un principe fondamental, celui d'accepter de partir de l'individu et de son discours donc de sa subjectivité. Pour l'auteur, le récit de vie est essentiellement une approche de recherche qui s'attache à l'individu. Toutefois, elle affirme que ce n'est pas une méthode de recherche, mais bel et bien une approche complète et globale, une façon d'aborder son objet de recherche avec la volonté de bâtir son travail avec et autour d'une démarche qui engage l'ensemble de la mémoire, ce qui implique, selon elle, toute la recherche et la façon de travailler (Arendt, 2005).

Le récit de vie a, à notre avis, un avantage par rapport à d'autres approches, celui de relier et d'associer des éléments de vie d'un individu. Cette méthode permet de prendre en compte l'interaction de la vie privée, sociale, religieuse, politique et économique ouvrant ainsi la voie à la compréhension des faits sociaux dans la globalité des individus puisqu'elle est susceptible de mettre en lumière les liens entre les différents aspects de la vie de l'individu. Encore convient-il de nuancer cette attitude en reconnaissant que le récit de vie est une démarche qui repose sur la compréhension et l'empathie et, par conséquent, sur la subjectivité du narrateur.

Un autre éclairage des diverses approches de la méthode nous est présenté par le linguiste J.M. Adam qui définit la démarche à adopter dans la collecte du récit de vie en ces termes : « *Pour qu'il y ait récit, il faut qu'il y ait représentation d'événements, et ces événements doivent être rapportés. Ils sont donc doublement construits ; dans la perception des événements, qui est déjà*

---

<sup>65</sup> J. M. Adam, « *Le récit* », 3e éd., Que Sais-Je ?, PUF, Paris, 1991.

<sup>66</sup> E. Christen-Gueissaz, « *Mémoire et récit de vie chez les adultes âgés* », in : *Gérontologie*, 105, Paris, 1998.

<sup>67</sup> F. Flahault, « *La parole intermédiaire* », Seuil, Paris, 1978.

*interprétation, et dans la narration* ». Selon J.M. Adam, le récit est forcément porteur d'une chronologie puisqu'il raconte une histoire qui se déroule dans le temps (Adam, 1991). Mettant en garde contre la démarche de restitution des faits dans le récit de vie, J.M. Adam considère que celui-ci comporte un ordre configurationnel, c'est-à-dire qu'il constitue un tout qui organise et donne sens aux événements rapportés ; le récit se construit dans une interaction, contextualisée. Le distinguant des autres méthodes de construction de la connaissance, J.M. Adam met en exergue le fait que le récit de vie n'est pas un questionnaire puisque c'est le narrateur qui en bâtit la structure. Le chercheur n'en a donc pas la maîtrise même s'il peut effectuer des relances ou poser des questions (Adam, 1991). De même, il considère que l'entretien n'est pas un récit de vie car l'entretien est toujours fait à partir d'un guide d'entretien, c'est-à-dire d'une situation où l'enquêteur a la capacité de maîtriser sa démarche.

L'articulation et l'interaction entre les dimensions individuelles et sociales sont au cœur des débats entre les courants théoriques qui font appel au récit de vie dans leur méthode de construction de la connaissance, la prégnance de l'une des deux dimensions constitue la trame d'approche du modèle théorique. Nous exposons, ci-après, les deux modèles les plus représentatifs du débat autour de la méthode et qui sont le modèle marxiste et le modèle structural :

Le modèle marxiste considère que les récits sont substantiellement socio-structurels, il ne met pas l'accent sur la spécificité ou l'unicité des destins individuels, mais met en exergue ce qu'il nomme les segments collectifs. Dans son ouvrage intitulé « L'illusion biographique », P. Bourdieu affirme qu'il n'existe pas de destins individuels, il n'y a que des segments collectifs (Bourdieu, 1988). De même, D. Bertaux considère que le chercheur ne doit pas s'étaler sur l'histoire globale du narrateur, mais doit y déceler un éclairage sur un groupe social. Le récit de vie doit ainsi fournir plusieurs sujets similaires pour créer le phénomène ou le fait social. Selon cette démarche, il n'est pas nécessaire de construire un échantillon, mais parvenir à donner une représentation du phénomène social. Ainsi, D. Bertaux préconise de saturer le phénomène en alignant une multitude de récits au point où il devient impossible de construire plus de connaissance autour dudit phénomène (Bertaux, 1999).

Le modèle structural, quant à lui, considère que les récits sont substantiellement socio-symboliques. Le récit individuel est ainsi inscrit dans une structure sociale qui laisserait apparaître la rupture et la distanciation. Ce récit est considéré comme unique et représentatif d'un phénomène social. Une personne peut par son récit nous apprendre l'ensemble des aspects inhérents à un phénomène social parce que toute la vie d'une personne s'articule autour de ce même phénomène. Les tenants de ce courant pensent que tout le monde ne peut pas faire des récits socio-symboliques puisque cette aptitude nécessite que le narrateur s'exprime en disant « JE ». Or, dans

certaines cultures, il est impossible de dire JE, c'est le NOUS qui constitue le véhicule de l'expression. Le JE implique une capacité individuelle de distanciation. En d'autres termes, il faut que la personne soit capable de choisir un certain nombre de matériaux de sa vie qu'elle considère « utiles » à la question. Dans ce type de récit, on a déjà un semblant d'hypothèse (Flahault, 1978).

En synthèse de nos lectures sur la méthode et à la lumière de nos premières tentatives de recueillir la parole des personnes qui nous ont semblé susceptibles de nous fournir les éclairages nécessaires à la construction de notre problématique et à la vérification de nos hypothèses, nous avons élaboré la démarche suivante :

Identifier préalablement le narrateur en veillant à ce que la personne ne soit pas victime de problèmes psychoaffectifs. Nous avons exprimé, à nos interlocuteurs dans la région que nous avons une préférence pour les sujets ayant une capacité d'expression et de reconstruction de leur parcours et de leur expérience. Il faut cependant admettre que les candidats auxquels nous avons été présentés ne répondaient pas nécessairement au profil préétabli, ce qui ne signifiait pas nécessairement l'échec de l'entretien, au contraire, par moments et à l'occasion de certaines rencontres, ce fut pour nous une vraie découverte. En fait, nous avons d'abord une idée de la personne, un *a priori* nécessaire pour tracer un portrait du profil recherché, profil qui devrait être nuancé au fur et à mesure des écoutes. Si la personne était préalablement identifiée car nous pensions qu'elle était susceptible d'être représentative d'un phénomène social, son récit pouvait s'avérer comme révélateur de ce phénomène ou parfois comme une remise en cause de l'hypothèse. L'identification préalable, tout autant que la critique du récit, constituent une confirmation ou une infirmation du comment et du pourquoi du mode d'interaction des individus aux phénomènes étudiés.

Nous avons tenu, dans la majorité de nos rencontres, à expliquer aux narrateurs les buts de notre démarche. Nous leur avons exposé ce que nous attendions de leur récit<sup>68</sup>, les raisons pour lesquelles nous les avons choisis comme étant « des sujets porteurs de savoir significatif du phénomène ». Nous n'avons pas omis de passer un contrat avec ces personnes, nous engageant à respecter l'intégrité du récit, à n'en dévoiler le contenu à quiconque qui pourrait retourner contre eux le verbe<sup>69</sup>. Nous avons essayé, par ailleurs, d'expliquer au narrateur la raison qui nous a fait

---

<sup>68</sup> Ce que nous entendons par « notre attente » ne consiste nullement à exposer nos désirs de contenus du récit, ni une quelconque orientation. Nous expliquons à notre interlocuteur que notre vœu est de le voir nous exprimer librement sa version sur telle ou telle histoire, en précisant que nous lui serions reconnaissant de recueillir SON interprétation des faits.

<sup>69</sup> Dans les conditions de la J'farra, le « mot » engage le groupe. Le chercheur est, théoriquement, seul. Nous avons fait l'expérience de cette impossible solitude. A chaque fois qu'un récit était entamé, nous avons dû prendre l'engagement de garder le sceau de la discrétion. Cependant, nous avons remarqué qu'à plusieurs reprises, le regard du narrateur se dirigeait vers nos accompagnateurs (lors des rencontres où nous



penser à lui pour nous faire un récit sur sa vie. Il convient de souligner à ce propos qu'il est indispensable de connaître la culture du narrateur et sa langue (dans sa définition la plus globale) afin de ne pas le couper sans cesse pour saisir ou l'interroger sur le sens d'un terme ou d'une expression.

Les chercheurs ayant utilisé la méthode du récit de vie préconisent l'enregistrement des entretiens et leur retranscription. Ils précisent aussi que ces comptes-rendus doivent être donnés à lire à la personne interrogée. Nous nous sommes abstenu de recourir à cette méthode. Nous nous sommes même gardé de prendre systématiquement des notes lors des écoutes. En effet, l'enregistrement et la retranscription par l'écriture sont jugés, par les narrateurs j'farris, comme la formalisation scripturaire et officielle d'une « parole bédouine » qu'ils estiment libre et sincère<sup>70</sup>.

Nous avons établi les profils préliminaires des narrateurs à partir des thèmes qui articulent nos interrogations. Ainsi, les personnes interrogées se devaient de représenter un ou plusieurs aspects du phénomène étudié<sup>71</sup>. Nous avons retenu les thèmes de l'identité tribale, de l'histoire de la contrebande<sup>72</sup>, des représentations du territoire selon les époques<sup>73</sup>, des réseaux du commerce informel, des alliances entre les clans, des mécanismes de financement des activités

---

étions accompagné). C'était à eux aussi que le narrateur demandait l'engagement de la discrétion. Ainsi, la parole donnée était en fait celle du groupe.

<sup>70</sup> Nous avons fait l'effort, tout au long des écoutes de mémoriser les discours en nous faisant aider par quelques bribes retranscrites. Nous avons tenu aussi à faire des rappels au narrateur des contenus des rencontres précédentes afin de recueillir son approbation et de vérifier l'exhaustivité de notre compte-rendu.

<sup>71</sup> Certaines personnes nous ont été recommandées par nos amis et « protecteurs » j'farris. La conduite de la collecte des récits devait nous montrer la limite des apports cognitifs de la plupart des narrateurs qui adoptaient des discours souvent clos et sans références à des faits et itinéraires concrets. Aussi avons-nous opté pour une recherche des profils à partir de prises de contact directes. Nous allions à la rencontre des narrateurs en leur exposant notre objectif sans aucune référence à des liens ou privilèges d'ordre clanique. Au début, il y a eu des réticences, notamment de la part des acteurs du commerce informel, mais par la suite, ces personnes (recontactées) se sont montrées, dans une large majorité, très coopératives. Nous devons signaler que les représentants de l'élite tribale locale (et particulièrement en Libye) ont mal perçu, au début, notre choix d'aller à la rencontre des catégories considérées comme marginales (les *tayout*, les *fogra* des *zaouïas*, les *sarrafa* des étals et les chefs traditionnels des clans), aussi étions-nous appelé à rectifier le déséquilibre en nous adressant aux « notabilités » émergentes.

<sup>72</sup> Ce thème nous est apparu incontournable, car la plupart des écrits sur la J'farra mentionnent les grands traits des itinéraires des anciens contrebandiers devenus passeurs clandestins avant de se convertir dans le commerce informel à la suite de l'ouverture de la frontière en 1988. Toutefois, les informations relatives à cette catégorie commencent à se faire parcimonieuses pour les deux dernières décennies. Or, nous avons relevé que certains anciens *mazegri* sont aujourd'hui à la tête des entreprises les plus dynamiques de la J'farra et occupent une place prépondérante dans la nouvelle hiérarchie tribale. Leur itinéraire nous a semblé digne d'intérêt puisqu'il peut renseigner sur les reconfigurations de la société locale.

<sup>73</sup> Nous avons cru opportun de poser la question de de vieux cavaliers, notamment d'anciens guerriers *zorganes*, pour savoir, à travers leur récit de vie « d'homme de l'étrier », comment se représentent-ils leur territoire ? En parallèle, nous avons essayé de cerner l'image du territoire chez les *tayout*, les *sarrafa* et les élites tribales.

économiques<sup>74</sup>, du rôle des zaouïas, des mutations spatiales, des rapports entre les diverses composantes et les acteurs de la région et des revendications des groupes<sup>75</sup>. Ces thèmes ont été identifiés lors de notre seconde « immersion » dans les milieux j'farris et ont constitué notre socle réflexif devant conduire à la formulation de la problématique<sup>76</sup>.

Tout en respectant la procédure d'écoute du récit, nous nous sommes permis, à certains moments et à l'occasion de passages qui nous ont semblé fondateurs et fondamentaux, d'intervenir et de relancer le narrateur sur l'un des aspects. Cependant, notre intervention ne s'est jamais transformée en imposition, car les personnes interviewées nous ont semblé avoir le récit construit dans leur tête.

Mais cette méthode présente des limites. Ainsi nous nous sommes rendu compte que la qualité intellectuelle ou la facilité du verbe chez le narrateur ne constituent aucun gage pour la réussite d'un récit de vie. Ce dernier ne « fonctionne » que si l'on a affaire à une personne qui connaît le phénomène qui nous intéresse et non à un narrateur qui voudrait porter un avis sur la question à partir de considérations qu'il juge objectives. De même, il y a intérêt à faire la part entre l'étude des phénomènes et celle des groupes ; en d'autres termes, nous sommes convaincu que les récits ne doivent pas déboucher, nécessairement, sur des identifications de groupes, mais sur la qualification de phénomènes qui recoupent des spécificités individuelles et des traits communs.

L'effet qui nous a plus marqué tout au long de la collecte des récits de vie est d'ordre existentiel. Nous étions tout autant que les narrateurs soumis à une sensation d'être en présence d'un dialogue avec nous-même et avec notre propre parcours. En effet, raconter sa vie, c'est la reconstruire, dans le présent et dans la relation avec un interlocuteur. C'est aussi tisser des liens entre les événements vécus, discontinus, pour en faire une histoire qui a un sens pour l'autre et pour soi. Relater les péripéties de sa vie à quelqu'un crée une réalité inédite, présente et

---

<sup>74</sup> Nous avons été confronté à une multitude d'activités informelles et de modes de financement de l'économie j'farrie. Ces activités présentent des subdivisions verticales (hiérarchies des activités) et des cloisonnements horizontaux (distributions spatiales, par genre et selon les clans). A titre illustratif, nous avons relevé l'existence d'un secteur de financement des opérations du commerce informel remarquablement dynamique, dirigé exclusivement par des femmes et dont les espaces et créneaux sont respectés par l'ensemble des acteurs. Ce secteur d'activité (qui reste un phénomène très méconnu et à la limite de la clandestinité) est désigné dans la J'farra par *douleb es sgaïyef* (association informelle des vestibules, espace où les femmes tiennent conseil), ce qui le différencie du *douleb el houanit* (association informelle de la boutique, espace de rencontre des hommes).

<sup>75</sup> La tribu nous a semblé, de prime abord, un corps solidaire et égalitaire. Mais la fréquentation des diverses catégories et groupes nous a conduit à y déceler des luttes de pouvoir et d'intérêts, ce qui nous a incité à recueillir les revendications des strates qui se considèrent les plus lésées par le système.

<sup>76</sup> Nous devons reconnaître que, tout au long de la collecte des récits de vie, nous avons ressenti la séduction que cette méthode opère sur nous. En effet, elle se présente comme une situation et un instant de co-construction du sens et de compréhension des enjeux sociaux et identitaires de l'interaction humaine.

interactive, et cette création discursive donne des significations nouvelles à l'expérience du narrateur. Elle lui confère une nouvelle maîtrise de son existence<sup>77</sup>.

#### 4. Problématique : d'une réflexion sur l'espace à une recherche autour du territoire, de la frontière et des réseaux.

Le contenu de certains entretiens et récits de vie, de même que l'analyse des données recueillies lors des enquêtes de la première phase, nous ont suggéré un recentrage de notre problématique. Nous citerons, dans ce qui suit, les aspects fondamentaux qui ont conduit à ce repositionnement thématique :

L'organisation à dominante tribale des réseaux j'farris nous semble constituer un trait substantiel dans la construction du lien social et dans l'interaction entre les communautés et les spécificités des secteurs économiques locaux ainsi que dans les transformations des espaces et les évolutions dans les représentations identitaires. De même, il n'est pas exclu que la J'farra ne soit pas uniquement une aire de tolérance établie par les autorités des deux pays pour permettre l'amélioration du niveau de vie d'une région à la marge, ni une zone d'exemption, mais une terre qui constitue un objet de revendication de la part de groupes tribaux, un ensemble de représentations symboliques et un support d'une identité collective. Nous ne pouvions appréhender la réflexion autour de la J'farra comme espace auquel il est affecté une dimension idéale et mémorielle par sa population sans nous interroger sur le processus de territorialisation. La spécificité de ce processus, dans la J'farra résulte, pensons-nous, d'une articulation organique entre l'action politique et la structuration et le contrôle des réseaux économiques informels. Ce constat nous a conduit à nous interroger sur la nature même des réseaux au sein d'une société tribale ; dans quelle mesure les réseaux d'échanges sont-ils des réseaux exclusivement économiques ? En d'autres termes, ces réseaux commerciaux informels, sont-ils susceptibles de se constituer sans mobiliser d'autres réseaux de type clanique, sécuritaire, voire politique ?

Les réseaux que nous avons eu à analyser tout au long de nos recherches, semblaient, à la lumière de la progression des enquêtes, déborder des limites territoriales de la J'farra pour couvrir des aires qui dépassent les deux pays et englober d'autres territoires éloignés et s'articuler avec d'autres réseaux plus vastes.

---

<sup>77</sup> Selon Flahault, l'acte du récit de vie renvoie à l'esprit et à la substance même de la communication. C'est une forme d'évaluation et de négociation de l'interrogation fondamentale : « Qui suis-je pour toi ? » et « Qui es-tu pour moi ? ». Lorsqu'il raconte sa propre histoire, le narrateur bénéficie d'une occasion privilégiée d'affirmer et de faire reconnaître une place et une identité singulières (Flahault, 1978).

Nos hypothèses de départ ont, par conséquent, pris des directions nouvelles intégrant des interrogations inhérentes au territoire, à ses acteurs, aux stratégies spatiales, à l'actualisation des phénomènes tribaux, à l'*açabiya* dans ses nouvelles configurations, à l'actualité des liens claniques, de leurs survivances ou de leur re-création, à la frontière, à ses multiples enjeux, à ses divers mécanismes spatio-temporels et à la restructuration des espaces, des territoires et des sociétés sous l'effet de la mondialisation.

A partir de là, nous avons reformulé et énoncé notre problématique en ces termes : comment s'articulent le territoire, la tribu et la frontière pour créer une dynamique contemporaine ancrée dans les valeurs du passé et recomposée par la mondialisation ? Pour répondre à cette interrogation, nous pensons qu'il y a lieu de mobiliser toute une série de concepts et de notions susceptibles de nous fournir les matériaux théoriques et les diverses approches des thèmes à traiter.

## 5. Notions et concepts à mobiliser : les spécificités du terrain de recherche et les débats théoriques autour des notions.

Les notions et concepts que nous allons mobiliser et qui ont trait aux divers thèmes à traiter sont exposés dans les paragraphes suivants grâce à l'énoncé de leurs contenus respectifs et à la présentation des débats dont ils font l'objet. Il convient, toutefois, de rappeler qu'ils ne sont pas nécessairement à mettre sur un même plan :

La tribu, le territoire et la frontière : ce sont les concepts fondamentaux sur lesquels nous avons construit notre réflexion. Dans le cas de notre terrain et de notre problématique, ils sont en étroite interaction.

Les acteurs : la mobilisation de ce concept découle de notre posture de chercheur qui attribue aux individus une capacité à faire, à produire et à jouer des rôles dans l'action collective. Cette posture reconnaît à l'individu des compétences et considère qu'il dispose d'une marge de liberté et de possibilité d'opérer des choix quelles que soient les contraintes qui l'enserrent. Ceci implique un traitement spécifique du champ du questionnement des narrateurs. Ces derniers sont alors sollicités à expliciter le pourquoi de leurs actes qu'ils soient d'ordre matériel ou idéal. Cette « explicitation » de la part des narrateurs est le prélude du traitement du champ de l'interprétation des réponses (récits), un traitement qui doit rendre explicite les logiques d'action et les stratégies d'acteurs.

La mondialisation : c'est le nouveau cadre élargi dans lequel se situent les dynamiques en cours. Si les effets de la mondialisation sont perceptibles, il est à souligner que tous les changements observés dans la région ne peuvent lui être attribués.

5.1 Le territoire : au-delà de la polémique, un paradigme qui met l'accent sur l'importance de la dimension de la représentation.

Le territoire est aujourd'hui au cœur des préoccupations des scientifiques, des politiques, mais également des acteurs économiques. Les géographes - qui se sont appropriés cette notion fondamentale des politologues - ont fait de l'espace leur entrée principale, ce qui les distingue des économistes ou des sociologues (Moine, 2002).

Objet d'un ensemble d'approches pluridisciplinaires, le territoire a permis l'abandon des anciens découpages thématiques. Par conséquent et progressivement, tout devient territoire et le terme se généralise, jusqu'à en devenir polysémique (Lévy, Lussault, 2003). Le territoire est tout puisqu'il recouvre une complexité qui demeure difficile à saisir, à cerner<sup>78</sup>.

La notion de territoire présente, à travers les écrits que nous nous proposons d'exposer, une savante polysémie qu'alimentent un débat et une polémique. Tout d'abord, il y a de l'espace dans le territoire, on peut même affirmer que la référence spatiale y est centrale. Mais nous souhaitons nuancer l'entrée qui consiste d'emblée à qualifier le territoire par l'espace dont il est quelquefois un quasi-synonyme (Maigrot, 1999). Le territoire présente une double nature, à la fois matérielle - et il s'agit de faire référence alors à l'espace géographique - et symbolique ou idéale, en relation cette fois avec les systèmes de représentation qui guident les sociétés dans l'appréhension qu'elles ont de leur « environnement »<sup>79</sup>. Ainsi, comme le souligne C. Raffestin, « *le territoire est une réordination de l'espace. Le territoire peut être considéré comme de l'espace informé par la sémiosphère* » (Raffestin, 1986).

---

<sup>78</sup> Traduisant cette multiplicité des champs couverts par la notion, A. Bailly énonce cette définition qui nous semble pouvoir constituer une introduction : « *Le territoire est ainsi non seulement un espace économique, mais aussi un espace écologique, juridique et un espace vécu* » (Bailly, 1994).

<sup>79</sup> Mettant en exergue cette « nature double » (matérielle et idéale) du territoire, J. Scheibling considère que : « *Le territoire est une notion concrète qui renvoie à une terre et non à un espace géométrique. Il est tout sauf isotrope et isomorphe. Le territoire a une localisation, une dimension, une forme, des caractéristiques physiques, des propriétés, des contraintes et des aptitudes. Il y a un processus historique unique de formation d'une société et de son territoire. Le fonctionnement territorial d'une société ne peut être appréhendé hors de son rapport à sa propre histoire. En ce sens, la géographie est génétique* ». (Scheibling, 1994). Dans la même optique et soulignant l'immanence des dimensions physiques et sociales dans la notion de territoire, M. Le Berre considère que « *le territoire est la portion de surface terrestre appropriée par un groupe social pour assurer sa production et la satisfaction de ses besoins vitaux* » (Le Berre, 1992).



Dans le même ordre d'idées et confirmant la dimension symbolique du territoire, G. Di Méo précise que « *le territoire est souvent abstrait, idéal, vécu et ressenti plus que visuellement repéré* » (Di Méo, 1998). Faisant référence aux processus d'organisation territoriale, C. Raffestin considère que l'analyse territoriale a deux niveaux : celui qui résulte de l'action des sociétés (désigné par l'espace géographique), et également celui qui résulte des systèmes de représentation. Au travers du vécu, du perçu, et des multiples filtres qui nuancent la perception que l'on a d'un paysage, d'une organisation spatiale, de notre voisin, nous donnons un sens aux territoires à travers une combinaison de caractéristiques issues d'un « processus de synthèse intégrative » (Raffestin, 1986).

#### 5.1.1 Genèse et trajectoire du concept :

Afin d'illustrer au mieux le débat autour du concept du territoire, nous nous proposons de retracer succinctement la genèse de la notion.

Le concept de territoire est apparu au milieu des années 1980 dans la production scientifique de géographes (Raffestin, Roncayolo, Brunet, Frémont, Sack, Turco), de sociologues (Marié, Barel, Ganne), d'économistes (Becattini, Bagnasco, Brusco, Triglia), de politistes et de juristes, ainsi que d'autres auteurs en sciences sociales (Alliès, Lepetit) avant de connaître une remarquable diffusion dans le domaine des sciences et de l'action publique et collective.

Il convient cependant de s'arrêter sur cette genèse et de s'interroger : n'est-elle pas pour une bonne part une reconstruction a posteriori, le résultat d'une capacité collective à rendre visible et performative une notion pas si nouvelle, plutôt qu'un tournant paradigmatique ?<sup>80</sup>

Quoi qu'il en soit, depuis cette « origine », jamais le concept de territoire n'aura fait l'unanimité parmi ses penseurs et ses praticiens. On parle de plus en plus souvent de « sciences du territoire », en restant prudent sur le champ en question, et l'idée qu'il existerait un paradigme territorial est contestée : les systèmes théoriques qui ont été proposés en son nom semblent avoir davantage stimulé les discussions que les rassemblements. Les enjeux de réinterprétation

---

<sup>80</sup> Cette attitude qui considère le territoire comme un concept de formulation relativement tardive est partagée par J. Lévy et M. Lussault qui notent que le terme territoire est « *d'usage récent dans le vocabulaire spécialisé de la géographie et des autres sciences sociales* », et soulignent que le Dictionnaire de Géographie de P. George – de 1990 – ne le mentionne pas. Ils estiment que « *dans la production francophone son usage est manifestement tardif, on peut en repérer l'entrée officielle avec l'édition de 1982 des rencontres Géopoint, "Les territoires de la vie quotidienne"*. » (Lévy et Lussault, 2003). J. Lévy considère que c'est à cette époque que le territoire entre véritablement dans le monde de la géographie. Une multitude de définitions apparaît, remettant en cause l'exclusivité de la définition qui privilégie les dimensions politique ou éthologique. Dès lors, le territoire n'est plus seulement un espace sur lequel s'exerce une autorité limitée par des frontières politiques et administratives, il devient un système spatialisé, mettant en relation une multitude d'agents et d'objets matériels et immatériels.

épistémologique et historique de la trajectoire du concept dépassent de beaucoup le monde des chercheurs.

Nous nous proposons dans les paragraphes suivants d'exposer les diverses définitions du territoire considérés selon les auteurs et les approches comme un construit politique, social, identitaire, imaginaire et affectif. Nous évoquerons aussi certaines conceptions spécifiques ayant marqué le développement de la notion de territoire, et qui nous semblent porteuses d'un renouveau, en analysant les approches développées par J. Bonnemaison autour du « territoire réticulé », A. Tarrius autour du « territoire circulatoire » et M. Lussault et P. Signoles autour du « territoire complexe ». Ces conceptions de la notion de territoire nous semblent présenter des approches susceptibles de former des cadres d'analyse appropriés au contexte j'farri.

#### 5.1.2 Le territoire comme construit politique :

Juridiquement, le concept de territoire renvoie à la notion d'Etat dont la légitimité se mesure en partie à sa capacité à garantir l'intégrité territoriale. Cette légitimité se trouve assurée par des services spécialisés (comme la DST: Direction de la Surveillance du Territoire) qui prennent des noms différents selon les pays. L'Etat assure et constitue une autorité territoriale à l'intérieur (vis-à-vis de la population) comme à l'extérieur (vis-à-vis des autres Etats). Ce territoire se trouve délimité, borné et reconnu comme tel et l'Etat se charge ainsi de l'aménagement du territoire à ses différentes échelles (locale, régionale et nationale).

Une fonction essentielle de la territorialité est la présence d'un certain pouvoir quelle que soit sa forme. Le territoire est ainsi l'espace qui se trouve commandé et organisé par le pouvoir, lequel peut être très diffus, complexe et peu saisissable, mais revient souvent à un centre bien précis, même si on arrive difficilement à le localiser ou à l'identifier. Dans cette approche du territoire, nous décelons une nuance importante ; le pouvoir n'est pas nécessairement l'Etat. Par conséquent, l'Etat peut être « contourné » par d'autres formes de pouvoir et dans ce cas de figure, le territoire, bien qu'étant situé à l'intérieur de l'aire de juridiction de l'Etat, peut être régi par un autre pouvoir (tribal, mafieux, communautaire ou économique).

Le pouvoir permet l'appropriation spatiale, certes, mais aussi la maîtrise et le contrôle pour sauvegarder cette propriété réelle ou fictive, matérielle ou morale. En effet, l'appropriation n'est possible que lorsqu'on dispose des outils permettant le contrôle et la maîtrise de l'espace. L'appropriation et le contrôle supposent la puissance (réelle ou potentielle) pour défendre le

territoire et l'organiser selon des modèles voulus et souhaités ; autrement, le territoire finit par s'effriter et redevenir un simple espace de retranchement et de survie<sup>81</sup>.

L'Etat est considéré par certains auteurs, tels que Brunet, comme la plus territoriale des organisations humaines ; la notion de souveraineté se définit par rapport à un territoire et une frontière et l'exercice du pouvoir se mesure à l'efficacité du contrôle territorial exercé. Il n'y a pas de territoire sans expression collective de cette territorialité comme il n'y a pas d'Etat sans cette conscience collective territoriale. Dans cet ordre d'idées, le dictionnaire Littré considère que le territoire est d'abord une « *étendue de terre qui dépend d'un empire, d'une province, d'une ville, d'une juridiction.* » (Littré, 1998)<sup>82</sup>.

Cette dimension exclusive de domination étatique sur le territoire s'est par la suite affinée. Elle a fini par désigner des entités spatiales juridiques clairement identifiées : « *Ainsi, en France,*

---

<sup>81</sup> Nous soulignons ici que l'approche du territoire en tant que construit politique d'Etat ou de pouvoir présente des similitudes avec la conception éthologique du territoire. Ainsi, l'autorité politique n'est plus l'acteur ou le groupe d'acteur, mais l'animal. Les frontières ne sont plus administratives, politiques ou juridiques mais sensorielles (olfactives la plupart du temps). J. Lévy et M. Lussault notent que « *ce qui était un emprunt au monde social est passé dans le domaine de la biologie* » (Lévy et Lussault, 2003). Le territoire s'apparente ainsi à la « *zone qu'un animal se réserve et dont il interdit l'accès à ses congénères.* » (Le Robert, 2004). Cette zone peut être délimitée par un animal seul ou par une famille d'animaux. Ce lieu est alors considéré comme une zone d'habitat privilégié (Larousse, 2004). Ainsi, la territorialité chez l'animal s'exprime d'une part par son rôle : le besoin de multiplier les contacts et la coopération entre individus pour la recherche de nourriture, l'utilisation d'abris, la reproduction, l'élevage et la protection des jeunes ; d'autre part, par sa pratique. L'individu qui occupe et défend un territoire « *est familiarisé à cet environnement dont il connaît tous les repères ; il en connaît mieux que les voisins toutes les possibilités et ressources.* » (Ruwwet, 1995). Ainsi la définition éthologique du territoire pourrait, d'une certaine façon, compléter la première, très politique et administrative. Elle permettrait d'ajouter, si l'on reprend la conception de R. Brunet dans sa Géographie Universelle, à la gestion (et éventuellement l'habitation et l'exploitation) une dimension d'appropriation. Comme pour l'animal, celle-ci permettrait à l'individu une familiarisation à l'environnement ainsi qu'une connaissance de ses repères. Ce rapprochement avec le territoire éthologique se retrouve dans la définition que M. Leberre donne du territoire : « *Portion de surface terrestre appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux* » (Leberre, 1992).

Toutefois, l'approche du territoire grâce à une conception éthologique soulève un ensemble d'interrogations. Si P. Signoles reconnaît ainsi que le concept de territoire a investi le champ des sciences sociales après un long détour chez les éthologues, il estime que ce transfert a eu deux conséquences principales : premièrement, les éthologues lui ont donné un statut de concept scientifique, auquel sont toujours associées les idées de domination, d'aire d'extension, de limites et, en second lieu, ces mêmes éthologues ont fabriqué le concept de *territorialité*, définie comme la conduite d'un organisme pour prendre possession de son territoire et le défendre, y compris contre les membres de sa propre espèce, en vertu de quoi la territorialité, de simple qualité juridique, est devenue le qualificatif d'un système de comportement.

<sup>82</sup> La dimension politique du territoire demeure la définition évoquée en premier par les dictionnaires. Pour le Petit Robert et le Petit Larousse, le territoire est d'abord une « *étendue de la surface terrestre sur laquelle vit un être humain et spécialement une collectivité politique nationale* », mais aussi une « *étendue de pays sur laquelle s'exerce une autorité, une juridiction* » (Le Robert, 2004). S'il ne propose pas de définition précise, le Dictionnaire critique de la géographie semble d'emblée partisan d'une définition à caractère politico-juridique : « *l'ensemble des lois et règlements s'appliquant aux habitants d'un territoire donné* » (Brunet, Ferras et Thery, 2001).

*les communes, les départements, les régions qui rassemblent un plus ou moins grand nombre de départements sont dénommées collectivités territoriales, chacune d'elles exerçant une plus ou moins grande autorité sur son territoire, tel qu'il a été délimité par une succession de décisions politiques. » (Lacoste, 2004)<sup>83</sup>.*

### 5.1.3 Le territoire comme construit institutionnel :

La dimension institutionnelle d'un territoire s'affirme par la reconnaissance collective d'une règle commune sur l'espace, qui constitue la première liaison symbolique entre la dimension sociale et la dimension spatiale. Le territoire est d'abord collectivement façonné par des règles communes. L'émergence d'un territoire local est ainsi liée à l'apparition d'une institution collective qui régule matériellement et symboliquement une portion locale de l'espace. L'accord sur la règle « fait » ce territoire, qui émerge comme « espace d'une institution commune ». L'affirmation de cette dimension institutionnelle par le développement des interactions entre individus et entre individus et espace favorise la reconnaissance du collectif dans le regard de l'Autre (pouvoir central, services publics, collectivités locales voisines) et contribue ensuite à faire progresser cette identification territoriale qui, comme toute construction identitaire, s'établit dans son interaction avec l'autre. Cette approche prônée par B. Poche privilégie l'identification du territoire par l'altérité et l'institutionnalisation. En clair, selon cet auteur, un groupe ou une structure sociale locale, composée d'individus - qui ont un intérêt si commun à se situer dans un territoire, qu'ils en évacuent les conflits qui peuvent les opposer - mettent en acte un certain nombre de comportements pour lesquels la notion de territoire intervient de façon significative (Poche, 1985)<sup>84</sup>.

L'identité collective est, selon Bayart, indissociable de la dimension politique, c'est-à-dire de l'émergence d'une volonté d'agir au sein d'un collectif (Bayart, 1996). La production de

---

<sup>83</sup> Cette approche du territoire en tant que construit politique régi par l'Etat ou par les collectivités territoriales ne nous semble pas suffisante pour caractériser un territoire, car nous pensons que les contraintes de l'économie globale pèsent sur les territoires et affectent les anciens modes d'organisation et de production élaborées à des échelles nationales ou locales. La vision « endogéniste » du territoire sur laquelle repose les politiques des Etats, n'a plus la même prégnance alors qu'augmentent considérablement les flux divers véhiculés par les réseaux. A ce titre, P. Signoles considère que le territoire « *ne se réduit pas (...) à une entité juridique ou à la seule projection au sol des rapports de pouvoir (le contrôle territorial)* » - et, en cela, et auteur le distingue du sens trop exclusif que tend à lui attribuer les tenants d'une approche essentiellement politico-juridique. P. Signoles note à cet effet que des entités juridiques, dont certaines pourtant relativement anciennes, n'ont pas donné naissance à un quelconque sentiment d'identité collective et d'appartenance (des populations de ces entités) à un même territoire. De même, il relève la remarquable lenteur qui caractérise l'émergence de ce même sentiment dans le cadre des « Régions » françaises et son incomplétude encore actuelle.

<sup>84</sup> Cette approche nous semble d'une portée intéressante pour l'analyse du contexte particulier de la J'farra et du territoire tribal en général.

territoire est envisagée, selon lui, dans le cadre d'une compréhension interactionniste s'appuyant sur les acquis de la psychologie sociale et où la dimension politique est réhabilitée ; l'expression du politique comprenant la dimension institutionnelle et s'intéressant aux processus de production de légitimités sociétales.

Mettant en exergue la dimension institutionnelle dans le processus de formation d'un territoire, J. Lévy affirme que le territoire émerge d'une construction socio-institutionnelle qui permet la régulation en une cohérence commune de dynamiques locales, toujours diverses, parfois contradictoires (Lévy, 1993). Selon lui, le territoire émerge graduellement en tant qu'espace finalisé ; il est le résultat jamais identique d'un processus social, dans lequel la légitimation d'une dynamique institutionnelle commune a joué un rôle primordial. Dans ce processus de formation du territoire, J. Lévy affirme que « *la mémoire et l'épaisseur historique*<sup>85</sup> *n'y semblent pas essentielles* » (Lévy, 1993). Cette affirmation est critiquée par J. Bonnemaïson et L. Cambrézy qui considèrent la dimension mémorielle comme une donnée fondamentale pour l'émergence d'un territoire. A cet effet, ils estiment qu'un territoire est un espace auquel est associée une mémoire et qui constitue la mémoire de la collectivité. Cette mémoire contribue à former les identités individuelles et collectives. Le territoire est une accumulation historique, sur un espace donné, de la mémoire collective ou individuelle. C'est cette dimension temporelle de l'espace sans laquelle il n'y a plus de mémoire, il n'y a pas d'accumulation et de processus de reproduction d'une collectivité, il n'y a pas non plus cet attachement qui fonde l'appartenance et le processus identitaire. Selon eux, le territoire n'est pas uniquement une mémoire qui fixe le passé, il est aussi l'actualité et l'avenir dans la mesure où il permet la reproduction. Il se forme et se précise avec et dans le temps long, il fait partie intégrante de l'individu ou du groupe, il constitue ainsi un patrimoine.

#### 5.1.4 Le territoire comme construit social :

La géographie sociale a contribué à la réflexion autour du concept du territoire, notamment aux travers des travaux de G. Di Méo et de P. Buléon. L'un des principes fondateurs de cette géographie stipule que le concept de territoire relève de la socialisation de l'espace. Il véhiculerait une essence de nature plutôt collective et non individuelle (si l'on exclut la proxémétique : la maison ou la chambre). Il exprimerait la projection, sur un espace donné, de structures spécifiques d'un groupe humain, allant du découpage spatial à la gestion de cet espace et à son aménagement. Il contribuerait ainsi à fonder la spécificité du groupe et son identité et à conforter le sentiment

---

<sup>85</sup> Les dimensions de mémoire collective et d'épaisseur historique sont considérées comme essentielles par G. Di Méo (Di Méo, 1991).



d'appartenance et d'appropriation. Il permettrait aussi la cristallisation des représentations collectives et des symboles fondateurs, d'identification et de référence<sup>86</sup>.

Selon G. Di Méo, les normes du groupe sont souvent déterminantes dans les arrangements territoriaux et la stratification sociale conduit à une territorialisation des groupes ou des ethnies selon la nature du rapport de force qui régit la communauté (Di Méo, 2005). Le groupe n'existe qu'à travers la sociabilité, c'est-à-dire la présence conjointe sur un même espace. Cette co-présence n'est, en réalité, possible qu'à travers l'espace qui nous est commun et qui constitue le territoire. Le territoire permet de pérenniser les rapports sociaux ; or, pour se fixer spatialement, l'homme a besoin de fixer les règles des rapports sociaux et des partages spatiaux. La territorialisation est une condition de la socialisation (Di Méo, 2005).

L'approche du territoire comme construit social considère que c'est un espace chargé de symbolique incorporant le temps (l'histoire) et l'affectivité, soumis à des enjeux et par conséquent traversé par des conflits qui transforment l'espace en territoire. Le territoire est la socialisation de l'espace qui nous renvoie à la communauté dont la légitimité et l'autorité se mesurent par sa capacité de défendre l'intégrité spatiale et d'organiser son territoire. G. Di Méo affirme à ce propos que *« la communauté n'existe que par le contrôle d'un territoire plus ou moins disputé. La territorialité est à la fois le but, le sens et la finalité de la vie sociale, dans la mesure où il n'y a pas de rapports sociaux sans espaces appropriés, c'est-à-dire des territoires »* (Di Méo, 2005).

L'apport de G. Di Méo dans le développement de la géographie sociale et sa conception du territoire nous semble fondamentaux. En effet, sa proposition s'articule autour de la reconnaissance d'un double objet de recherche, celui du décodage des rapports que les individus socialisés nouent avec l'espace et celui de l'identification des formes et des organisations géographiques qui en découlent. G. Di Méo tente de réconcilier cette dualité en faisant appel à deux notions : celles de la combinaison et de formations socio-spatiales à travers la mise en évidence de l'entrelacement complexe de relations entre groupes sociaux et espaces<sup>87</sup>.

---

<sup>86</sup> La géographie sociale propose une lecture particulière de l'espace avec ses interrogations spécifiques, ses propres cadres d'analyse, ses méthodes et ses conclusions. Elle s'efforce de placer la notion de territoire dans un champ d'interactions dialectiques qui se développent entre les espaces et les acteurs sociaux. Elle tient compte des multiples ressorts par lesquels les sociétés humaines, historiquement structurées, créent leur propre territoire, matériellement au gré de leurs actions quotidiennes et symboliquement par le jeu des représentations, de l'idéologie, de la culture et des identités collectives (Di Méo et Buléon, 2005).

<sup>87</sup> Nous pensons à ce propos à la critique formulée par A. Gilbert qui déplore des carences théoriques dans l'approche sociale du territoire. Selon cet auteur, les notions développées par G. Di Méo et Pascal Buléon, ne font pas appel à la dimension spatiale et concentrent leur attention sur des considérations d'ordre idéal, lesquelles, selon lui, sont insuffisantes pour rendre compte de la complexité de la notion de territoire (Gilbert, 2006). Toutefois, cette critique nous semble omettre que l'objet de l'approche sociale du territoire reste fondamentalement spatiale. A ce propos, nous rappelons que G. Di Méo affirme que : *« le*

### 5.1.5 Le territoire comme construit identitaire :

La conception identitaire du territoire stipule la prégnance de la dimension affective et culturelle dans la constitution du territoire. Ce dernier n'est pas réductible à l'espace et il est autre chose que l'appropriation juridique simple, ou une série d'espaces vécus, sans entité politique ou administrative. Le territoire n'est pas non plus le terroir<sup>88</sup>, ni la zone d'influence ou de chalandise d'une ville. Il ne se réduit pas au lieu d'enracinement paysan, ni à l'attachement d'un citoyen à son quartier ou aux lieux fréquentés. Il faut en plus le sentiment d'appartenance et d'appropriation : « Je suis de là, je suis d'ici et ce pays est à moi, il est le mien ».

La première caractéristique d'un territoire serait donc « la propriété et ce qui est propre » et cette appropriation a deux sens :

- Transformer un espace en une propriété : il devient ainsi « mon » espace, l'espace qui m'appartient.
- Transformer un espace en un espace propre, c'est-à-dire spécifique et différent de celui des autres.

Selon cette conception, il n'y a pas de territoire sans ce sentiment d'appartenance à un espace. C'est une filiation à un milieu donné (localité, région, ville, pays) et à une culture. Ce sentiment ombilical d'appartenance n'est possible qu'à travers le processus d'appropriation ; il constitue son corollaire. Comme l'écrivait Heidegger : « *Etre, c'est être là* » ; le lieu est ainsi considéré comme une condition d'occurrence et d'existence de la vie.

---

*territoire est un construit social à forte teneur institutionnelle et politique. Espace d'une dynamique sociale, il ne peut certes se restreindre à la vision cartésienne d'un espace hiérarchique, mesurable, borné et délimité par de multiples frontières, mais la référence spatiale y est centrale* ». Parallèlement, G. Di Méo insiste sur la nécessaire articulation du spatial et du social dans l'approche du territoire, car, selon lui, si la géographie appartient aux sciences sociales, c'est avec ses propres concepts qu'elle peut contribuer à la connaissance de la société. Cette interaction du spatial et du social implique la mise en œuvre de méthodes de recherche qui prônent la prise en compte des pratiques individuelles et collectives et l'analyse des discours. Ces méthodes nous semblent indispensables dans le contexte particulier de la J'farra et une entrée intéressante pour la réflexion autour du statut du récit dans la construction scientifique de notre terrain. Un terrain, où l'oralité constitue le mode d'énonciation principal grâce auquel la matière (information) est collectée.

<sup>88</sup> Nous entendons par terroir un lieu défini par des qualités physiques particulières (pente, exposition, sol). Il est synonyme de local ; de là les termes de dialecte du terroir, produit du terroir ou goût du terroir, en particulier pour les produits agricoles, au sens qu'ils ne sauraient être produits ailleurs. Le terroir exprime aussi la conjonction des entités: le lieu matériel avec ses héritages, contraintes et potentialités d'un côté, le groupe avec sa culture, son idéologie, ses croyances et ses coutumes de l'autre. Le terroir est le produit du local, ce qui est spécifique et n'existe pas ailleurs. C'est la combinaison d'un milieu et d'une entité sociale à travers la diachronie. En effet, il faut de la durée pour qu'il y ait terroir, encore plus pour un territoire.

A. Ardrey met en garde contre les dérives possibles de cette conception du territoire. Selon cet auteur, la généralisation et l'extension à l'homme d'une partie du comportement territorial de l'animal peuvent nourrir les tentations territoriales prônées par les courants les plus radicaux (nazisme, fascisme, xénophobie) dans la mesure où le territoire est le support des identités individuelles et collectives et se trouve au centre de la réflexion et de l'approche identitaire<sup>89</sup>. L'approche développée par A. Ardrey considère que le territoire constitue un support de formation identitaire avec tous les processus qu'il intègre (agrégation, ségrégation, exclusion et intégration) et insiste sur le fait que le transfert isomorphique des concepts de territorialité du monde animal à celui de l'homme se trouve de plus en plus contesté avec le réveil des mouvements contestataires et la multiplication des revendications territoriales.

Le rapport entre la dimension identitaire et la territorialisation est mise en exergue par M. Mauss. Ce dernier affirme que même lorsqu'on renvoie à un organisme social (tribu, clan et famille), le référentiel est souvent localisé, symbolisé par des formes matérielles plus ou moins situées dans l'espace. Le travail de M. Mauss sur les Esquimaux tente de montrer que l'unité sociale est matérielle et est représentée par l'établissement (lieux, représentations, activités, compétences) et non uniquement par la tribu. L'attachement affectif à un territoire est difficilement distinguable de l'ensemble des relations sociales, des modes de mise en valeur, des habitudes et des rites, des croyances et des coutumes (Mauss, 1973).

Dans le même sens que M. Mauss et en mettant en relief l'importance de la dimension identitaire dans l'émergence du territoire, X. Poche affirme que le processus identitaire s'articule sur une relation réciproque du binôme « appartenance / appropriation ». Il stipule que l'homme s'identifie au territoire qui lui appartient et qu'il s'approprie d'une manière ou d'une autre, partiellement ou totalement. L'appropriation constitue une donnée nécessaire dans la compréhension des organisations spatiales et la constitution du territoire. Cette appropriation constitue un pur phénomène de représentation par lequel les groupes humains pensent leur rapport à un espace matériel qui ne peut se construire que par l'intégration progressive d'un sentiment local, au travers d'un processus mental collectif (Poche, 1983). En effet, cet auteur considère que la prise en considération du seul espace vécu a montré ses limites et que l'émergence d'une

---

<sup>89</sup> Il y'a lieu ici d'opérer une distinction substantielle entre la territorialité et le territorialisme. Cette distinction est à notre avis garante d'une lecture de la dimension identitaire transposée dans l'espace. En effet, nous entendons par territorialité une « qualité » nécessaire à la cohésion du groupe et à son intégration. Cette approche diffère de l'attitude d'origine éthologique qui peut prôner l'exclusion et les conflits d'appropriation. Le territorialisme serait une sorte de « terrorisme » exercé souvent de manière violente et exclusive, basé sur l'apologie d'une appartenance et l'exclusion de l'Autre. Le territorialisme peut donner lieu à une dérive sociale et spatiale qui se fonde sur une légitimité des racines et de l'enracinement.

identité territoriale ne peut pas davantage se résumer à une activité économique, sociale ou culturelle commune dépourvue d'existence politique, administrative et symbolique reconnue. La seule facette économique n'est ni génitrice, ni constitutive du territoire (Poche, 1983 ; Préteceille, 1991).

Notons à cet effet, que l'approche par l'identité a trouvé une large acception dans la caractérisation du territoire. En effet, les tenants de cette approche ont cru un temps aboutir à une définition complète du territoire. L'appropriation semblait cerner la notion dans sa globalité : « *Le territoire serait un espace disposant, d'une manière ou d'une autre, d'un attribut de possession ou d'identification. Dans une variante récente, le territoire deviendrait la composante identitaire, voire idéelle, de n'importe quel espace* » (Lussault, 2003).

Toutefois, il nous semble important d'exprimer notre perplexité face à cette approche qui nous semble se restreindre à un seul aspect de la réflexion. En effet, l'identité ne devrait pas, à notre avis, être approchée sous un angle exclusivement culturel, mais aussi comme l'expression d'enjeux économiques et politiques (Paillart, 1995). Dans cet ordre d'idées, nous pouvons nous permettre d'avancer l'idée que l'identité culturelle n'est pas la seule source de l'affirmation d'une singularité territoriale ; la constitution de l'identité d'un groupe territorialisé ne procède pas nécessairement aujourd'hui des mêmes processus que dans le passé. Les identités territoriales - qui se construisaient autour des idées de Nation et de constitution d'Etats - semblent emblématiques d'une phase historique largement écoulée. Les identités territoriales contemporaines renvoient à d'autres enjeux. Dans cette optique, I. Paillart, considère que « *la référence identitaire possède des caractères novateurs par rapport à son utilisation dans les décennies précédentes* ». Elle souligne, par ailleurs, que « *l'obsession identitaire* » serait moins l'affirmation de revendication et d'indépendance locales que la révélation d'une indétermination du pouvoir politique (Paillart, 1995). Cette approche du territoire à partir d'une identité contemporaine, complexe et intégrant des dimensions d'enjeux économiques et sociaux en rapport avec le pouvoir politique offre, à notre avis, un éclairage opportun pour l'analyse du cadre particulier du territoire dans un contexte contemporain caractérisé par le réveil des identités tribales travaillées par les pratiques économiques informelles d'un côté et les attitudes hésitantes des pouvoirs centraux face à l'émergence des particularismes.

L'une des sources d'enrichissement de cette approche du territoire à partir de la dimension identitaire nous est apportée par des économistes spatiaux ayant pris le territoire comme thème de réflexion. C. Lacour et S. Puissant considèrent que « *la référence à la tectonique des territoires est porteuse de riches ouvertures* ». Ils estiment que la science régionale, qui a généralement privilégié l'analyse en termes d'espace pur abstrait ; qu'elle s'est montrée excessivement respectueuse des

découpages institutionnels (Etat, régions administratives, communes) a hésité entre une approche normative totalement déconnectée de tout contexte et une attitude technocratique « légitimiste » respectant trop les acteurs. En économie, la référence au territoire serait donc apparue essentiellement comme une réponse politique, contestataire et antiéconomiste à une théorisation excessive et totalitaire d'un interventionnisme étatique industriel et productiviste. Selon ces deux auteurs, le territoire constitue un lieu vivant et de vie qui s'inscrit dans une optique de négation d'une conceptualisation macroéconomique. Ce territoire a pu fonctionner totalement à rebours des modèles établis, privilégiant le « petit » contre le « national-étatique », le culturel et le social contre l'économique, le militantisme contre le professionnalisme, la solidarité locale contre l'efficacité mesurée par l'accès aux marchés internationaux ». Nous retrouvons dans les réflexions de P. Signoles un écho de cette conception alternative du territoire qui s'apparente à une forme de retournement sémantique de la notion. En effet, il considère qu'il « *ne serait pas pertinent de ne considérer la territorialisation et les territoires que par le haut. Une territorialité par le bas, voire une contre-territorialisation, serait à l'œuvre portée par des mouvements contestataires, qui réactualisent des réseaux existants, des réseaux territoriaux, pour en produire de nouveaux par adaptation, par réinterprétation* » (Signoles, 1997). Nous relevons dans les considérations de P. Signoles un ensemble de clés de lecture qui nous paraissent susceptibles d'aider à décrypter la réalité spécifique de la J'farra où le contexte est caractérisé par l'émergence des nouvelles solidarités face à la faiblesse des investissements et le désengagement apparent de l'appareil économique étatique. De même, cette conception du territoire nous amène à nous interroger sur les superpositions spatiales concomitantes à la pluralité des structures économiques. En d'autres termes, est-ce que le territoire - qui est l'objet et le théâtre d'un processus de désarticulation spatiale imposé et généré par la macro-organisation étatique (coloniale et postcoloniale pour le cas de la J'farra en particulier) et du mode de production capitaliste – connaît une ou plusieurs formes d'organisation qui relèveraient plus des logiques sociales ou de relations économiques traditionnelles<sup>90</sup> ?

---

<sup>90</sup>Nous pensons qu'il est opportun de signaler à ce propos la notion de « territoires télescopés » élaborée par J. Simonin relative à son étude sur l'île de la Réunion ; territoire-île profondément marqué par l'héritage de la colonisation et les phénomènes de ségrégation socio-spatiale. J. Simonin considère que la société réunionnaise contemporaine connaît « le télescopage de deux espaces sociaux ». Sa démarche trouve sa source dans une entreprise de déconstruction / recomposition conceptuelle remettant en cause les principes d'antagonisme de type : espace public / espace privé, société agraire / société industrielle, centre / périphérie, local / national (Simonin, 1994). L'intérêt d'une telle démarche est souligné par P. Signoles qui pense que la notion de télescopage des territoires constitue une clé de lecture des faits socio-spatiaux dans les sociétés où les héritages « traditionnels » et les bouleversements contemporains « coexistent ». Il y décèle une meilleure capacité de représentation des mécanismes que celle de « dualisme ». En effet, il considère que la notion de « télescopage des territoires » facilite la recherche d'articulations sociales /



### 5.1.6 Le territoire comme construit culturel et affectif :

L'approche du territoire comme produit d'une appropriation a été complétée par une conception privilégiant les dimensions culturelle et symbolique dans la constitution du territoire. Ainsi, J. Bonnemaïson considère que le territoire ne se définit pas seulement par un principe matériel d'appropriation, mais par un principe culturel d'appropriation, ou si l'on préfère d'appartenance. Ce principe explique l'intensité de la relation au territoire. Pour J. Bonnemaïson, le territoire est une parcelle d'identité, la source d'une relation d'essence affective, voire amoureuse à l'espace. Selon lui, « *on appartient à un territoire, on ne le possède pas, on le garde, on l'habite, on s'en imprègne* ». Il insiste sur cet aspect affectif en se référant aux défunts ; en effet, sur un territoire, « *les vivants ne sont pas les seuls à l'occuper ; la présence des morts le marque à tout jamais du signe du sacré. Par conséquent, perdre son territoire, c'est disparaître* » (Bonnemaïson, 1986).

Le territoire, selon J. Bonnemaïson, n'est pas seulement support de représentations, mais aussi générateur d'identités. Il affirme que l'étude des sociétés traditionnelles permet d'affirmer que ce ne sont pas nécessairement les centres politiques du territoire qui comptent le plus, ni même le dessin des frontières, mais les géosymboles ou lieux-cœurs qui donnent du sens à ces sociétés dans leur rapport au monde. Ce principe explique, selon eux, l'intensité de la relation à la terre. Le territoire est un constructeur d'identité, peut-être le plus efficace de tous (Bonnemaïson et Cambrézy, 1996).

La conception du territoire développée par J. Bonnemaïson est une synthèse de son expérience auprès des sociétés mélanésiennes de l'archipel du Vanuatu. Selon lui, le territoire constitue une « *expression culturelle née d'une expérience existentielle* ». Cette conception du territoire est différente de celle des hommes du continent. Dans sa thèse consacrée à l'archipel du Vanuatu, il considère que les groupes sociaux occupant ce chapelet d'îles ne réfèrent pas à un territoire, au sens habituel du terme, mais à des réseaux de relations entre des éléments dispersés

---

spatiales mettant en relief les aires de complémentarité, de connivence, d'affrontement et d'interaction entre les diverses représentations spatiales. Cette notion a retenu notre attention pour plusieurs raisons et en premier lieu les similitudes conceptuelles que nous décelons avec notre cadre d'étude puisque la notion pose l'hypothèse d'une multiplicité des représentations identitaires du territoire non seulement sur une base fonctionnelle, mais aussi selon un positionnement temporel et social. Nous relevons à ce propos, qu'un ensemble de travaux récents de spécialistes du Monde arabe, principalement du Machrek, reprennent, selon un cheminement théorique qui leur est spécifique, la même démarche développée par J. Simonin et notamment la dimension d'interaction entre la société et le territoire. Cette similitude des démarches est soulignée par P. Signoles qui établit des isomorphismes conceptuels entre la réflexion sur le contexte réunionnais et celui des territoires tribaux dans une partie du Monde arabe et notamment à travers les travaux de R. Bocco consacrés aux *açabiyat* tribales et leurs rapports avec les Etats au Moyen-Orient (Bocco, 1995).

sur une partie ou l'ensemble du Vanuatu. Ces réseaux forment, pour le groupe auquel ils se rapportent, un espace social susceptible de coexister sur la même aire avec d'autres espaces sociaux déterminant d'autres groupes. Ces espaces sociaux constituent le territoire du groupe, un territoire réticulé. Cette conception s'oppose à la conception habituelle du territoire représenté comme un « pré carré » avec ses bornes physiques et un contenu humain ; le groupe qui l'habite (Bonnemaison ; Cambrézy et Quinty-Bourgeois, 1999).

Contrairement à l'habitude des « continentaux » de penser l'espace en continu, avec ses centres, limites et divisions, les Mélanésiens, selon J. Bonnemaison, le perçoivent en segments reliés, à travers les relations de route qui joignent les lieux. La notion de territoire fini, limité, circonscrit par un rivage toujours proche et qui en souligne l'exiguïté, serait insoutenable d'enfermement, tandis que celle de réseau jette de multiples ponts entre les îles (Bonnemaison, 1999)<sup>91</sup>. Dans son ouvrage « *Les fondements d'une identité : territoire, histoire et société dans l'archipel du Vanuatu (Mélanésie)* », J. Bonnemaison considère que, dans la conception classique du territoire, l'identité de l'homme peut prendre sa source dans l'enracinement dans le lieu, alors que pour un territoire réticulé, c'est la pirogue qui devient le « territoire errant » du groupe en traçant des routes dans un espace mouvant et fluide. Ainsi, selon J. Bonnemaison, le territoire est conçu en réseau et « *par la force de cette interprétation culturelle, l'espace déchiré de l'archipel est unifié* » (Bonnemaison, 1986).

Avec une approche voisine, nous pouvons citer la conception exposée par C. Sautter qui affirme que, dans l'approche culturelle du territoire, l'appartenance au territoire relève de la représentation, de l'identité culturelle et non pas de la position dans un polygone. Elle suppose des réseaux multiples et se réfère à des géosymboles plus qu'à des frontières. L'appartenance à un territoire s'inscrit dans des lieux et des cheminements qui débordent les blocs d'espace homogène et continu. Ces formes réticulées de l'espace seront peut-être, selon Sautter, la structuration dominante de l'espace de demain. Cet auteur considère, par conséquent, inévitable l'affrontement entre la logique de l'Etat-nation et celle de l'identité culturelle. Cet affrontement, selon lui, « *ne se*

---

<sup>91</sup> La conception de J. Bonnemaison a, à notre sens, permis de réelles ouvertures conceptuelles qui ont développé la lecture du territoire en tant que réseau tout en tentant des extensions théoriques du concept de territoire réticulaire. Ainsi, reprenant le thème développé par J. Bonnemaison, B. Antheaume et D. Delaunay, esquissent une approche du territoire en parlant de « territoires modulaires et de territoires réticulaires ». Cette approche génère, selon eux, trois formes principales de production de territoires réticulaires : Une première forme assimilable à celle étudiée par J. Bonnemaison, qu'ils qualifient de traditionnelle associée à la circulation de biens de prestige et à la recherche de biens complémentaires par l'échange, une seconde forme liée au développement de la production marchande, des réseaux de transport et de d'essaimage de l'espace industriel et une dernière forme associée au développement économique, au renforcement des pouvoirs à l'émergence des systèmes d'information et à la diffusion d'une économie immatérielle (Antheaume et Delaunay, 1987). Toutefois, la question qui reste posée est celle des rapports entre ces formes ; s'agit-il de dissociation, juxtaposition ou d'interférence ?

*réduit pas à un problème de différence d'échelle ou de domination entre des parties de forces inégales, mais prend sa source dans la contradiction entre des systèmes de valeur reflétant chacun des éthiques différentes du territoire » (Sautter, 1985).*

Nous retenons l'approche de J. Bonnemaïson, car nous estimons que cette forme de caractérisation du territoire constitue une vision spécifique qui pourrait permettre l'étude d'un terrain qui se présente sous la forme d'un parcours nomade ou d'une aire tribale. Nous estimons, en nous appuyant sur nos premières recherches de terrain, que les rapports entre le groupe tribal et son territoire s'expriment dans des formes et des expressions particulières qui ne correspondent pas, nécessairement, aux modes de représentation identitaire classique. Nous relevons, à ce propos, l'importance de la dimension de l'imaginaire comme grille de structuration de l'identité du groupe et de son territoire. Nous sommes en droit de nous interroger à ce propos pour savoir si le territoire ne serait pas un géosymbole garant de la vitalité des différences légitimes et par là, porteur de l'harmonie pluriculturelle de l'univers ? Le territoire peut-il être considéré comme le lieu-fondateur des identités locales et le ressort secret de leur survie ? N'est-il pas lui-même investi de valeurs non seulement matérielles mais aussi éthiques, spirituelles, symboliques et affectives ? En d'autres termes et dans une tentative de « hiérarchisation » des dimensions caractérisant un territoire, nous formulons cette hypothèse : le territoire culturel, symbolique, affectif et imaginaire - qui précède l'institution par l'Etat-nation des découpages politiques – peut survivre et même s'affirmer, sous des formes contemporaines, grâce à l'émergence de réseaux économiques et sociaux susceptibles de lui assurer une viabilité concurrente à l'espace économique officiel.

Le territoire de la J'farra, scindé entre deux pays et deux réalités politico-économiques contrastées que souligne la frontière entre les Etats, constitue-t-elle une aire géographique traversée par le tracé d'une limite politique, ou est-ce plutôt un « espace structuré par les réseaux qui canalisent des flux d'hommes, de capitaux, de marchandises et de signes » ? La territorialité échafaudée par les groupes tribaux locaux se définit-elle, essentiellement par la relation culturelle qu'ils entretiennent avec les lieux et les itinéraires qui quadrillent leur espace, ou bien par la référence aux concepts d'appropriation et de frontières-barrières ? Le territoire j'farri est-il irrigué, animé par un centre organisateur ? Ou s'agit-il d'un hinterland à peu près vide d'hommes et de biens, étendue semi-désertique sans plus de consistance que l'océan parcouru par les pirogues mélanésiennes ?

Nous estimons, pour notre part, que le territoire constitue dans cette optique un espace symbolique, un géosymbole, un support pour une écriture chargée de sens. La combinaison et l'interaction entre des dimensions renvoyant aux systèmes idéels, aux phénomènes de construction

sociale de la valeur spatiale, aux processus d'appropriation territoriale et d'identité sont susceptibles – grâce à l'approche réticulaire du territoire – de conduire à une compréhension des spatialités contemporaines. Ces spatialités que P. Signoles et M. Lussault désignent par « spatialités complexes » (Signoles et Lussault, 1996). Toutefois, nous ne pouvons pas faire l'économie du débat autour du paradoxe conceptuel que pose la combinaison entre la dimension territoriale et celle renvoyant aux réseaux. A ce propos, nous tenons à spécifier qu'il s'agit de réseaux sociaux (Degenne et Forsé, 1994), afin d'éviter toute confusion avec les réseaux techniques ou encore avec les systèmes de relations essentiellement économiques<sup>92</sup>. Nous faisons référence à un rapport paradoxal entre territoire et réseau en adoptant la catégorisation établie par M. Lussault qui distingue entre lieux, territoires et réseaux (Lussault, 1996). Dans cette classification, M. Lussault affirme territoire et réseau constituent des notions antagonistes. En termes de métrique, l'un renvoie à la continuité, à une aire, dont l'échelle peut varier, l'autre à la discontinuité : « *Il substitue la connexité à la contiguïté ; à la métrique topographique du territoire répond la métrique topologique du réseau, à l'idéologie spatiale du continu fait face celle du discontinu, de l'éclatement, qui configure la réticularité* » (Lussault, 1996). Ce paradoxe apparent est à l'origine d'une difficulté majeure, celle de penser la combinaison de ces « espèces d'espaces ». Une difficulté qui se traduit par l'absence de consensus dans la communauté scientifique, quant à la spécificité même de ces différentes espèces. Nous relevons cependant, deux tendances de la recherche qui parviennent à concevoir la réelle et possible combinaison de ces deux concepts. En effet, dans ses recherches sur les réseaux migratoires, A. Tarrius n'hésite pas à mettre en exergue l'expression « territoires-réseaux » par laquelle il entend la capacité à territorialiser qu'auraient les réseaux sociaux (Tarrius, 1992). A. Tarrius tente de construire le concept de « territoire circulatoire »<sup>93</sup>. Ce chercheur considère que la circulation des biens, des

---

<sup>92</sup> La notion de réseau à laquelle nous faisons référence se base sur le principe de la multiplicité des relations et de la circulation des personnes, des biens, des capitaux, des idées et du savoir. Le réseau organise des différences. Le réseau fait émerger de l'anonymat des individus qui ont entre eux certaines affinités. Le réseau se constitue en réorganisant l'offre et la demande. Il suppose des acteurs susceptibles de mobiliser des relations sociales. La connexité est la vraie nature du réseau. Il en tire toute sa puissance d'organisation.

Dès qu'un acteur social a en charge le fonctionnement d'un réseau, il doit maintenir un difficile équilibre entre la sauvegarde de toutes les possibilités offertes par la complexité intrinsèque du réseau d'où provient le véritable pouvoir organisateur, et une forme minimale de gestion collective nécessaire pour inscrire le réseau dans l'espace. Il est à souligner que dans l'organisation et le fonctionnement des réseaux tels que nous les rencontrons dans notre terrain de recherche, la notion de capital symbolique paraît fondamentale. Ainsi, les acteurs au sein des réseaux sont appelés à détenir un ou plusieurs types de capital : capital social, religieux, relationnel (au sein de l'État et de ses rouages locaux), économique et cognitif.

<sup>93</sup> A. Tarrius a analysé les modes de territorialisation des migrants en provenance du Maghreb. Il décrit le système qu'il observe de la façon suivante : « *Les populations maghrébines se meuvent et se mobilisent en de nombreux réseaux, surtout commerciaux, qui captent et créent de la richesse grâce aux*

personnes, des informations semble participer à la production de territoires économiques et sociaux. En fonction des situations, des moments, des paramètres considérés, la mobilité peut accentuer les phénomènes de spécialisations spatiales, de fragmentations sociales. Il préconise, par conséquent, la nécessité d'analyser les mobilités et les migrations comme un continuum dans les manières de vivre, d'appréhender l'espace et le temps et non comme une rupture entre lieux d'origine, de transit et d'accueil. Cette analyse permettrait, selon A. Tarrius, de repérer des multi-appartenances identitaires et d'identifier une variété des ancrages des acteurs du territoire circulaire.

Ce qui a retenu notre intérêt dans le concept de « territoire circulaire » développé par A. Tarrius, c'est sa manière de construire la combinaison entre les deux notions apparemment antagonistes de territoire et de réseau. En effet, pour lui, le territoire est une construction sociale consubstantielle et contemporaine de la venue à forme puis à visibilité d'un groupe, d'une communauté ou de tout autre collectif dont les membres peuvent employer un « Nous » identifiant. Il est condition et expression de la manifestation, de la mise en œuvre du lien social. Le territoire est, selon A. Tarrius, mémoire. Toujours selon cet auteur, les territoires circulaires sont en constante extension, ce sont aussi des supports aux mobilités et des manifestations du lien social des entrepreneurs nomades. Il précise par ailleurs que tout espace est circulaire, alors que, à l'inverse, tout espace ne fait pas territoire. La notion de « territoire circulaire » constate la socialisation des espaces supports aux déplacements.

Dans la mesure où, pour A. Tarrius, le territoire se définit essentiellement en termes de lien social, de mémoire et d'identité, indépendamment en quelque sorte de sa configuration spatiale, nous sommes en droit de nous demander s'il n'accorde aucune importance aux lieux, aux places et à la localisation géographique. Force est de constater, que pour cet auteur, la distinction opérée par J. Lévy ou M. Lussault entre métrique topographique et métrique topologique ne fait pas sens. Certaines critiques de la démarche d'A. Tarrius mettent l'accent sur cette « absence » de distinction et l'attribuent à son positionnement d'origine, celui du sociologue. Ces critiques considèrent que l'approche d'A. Tarrius constitue, en définitive, une tentative de juxtaposition de termes qui se situeraient en opposition frontale et dont la finalité conduirait à concilier des inconciliables et ce du fait, que les deux notions appartiennent à des registres différents ; le

---

*échanges locaux, nationaux et internationaux. Chaque place commerciale fait centralité pour ces réseaux, décrivant un territoire superposé aux espaces des villes, dissimulé derrière la première forme de la présence maghrébine qui se donne à voir : derrière la juxtaposition de la relégation, de la ségrégation. En constante expansion territoriale, par la rencontre des multiples réseaux de l'économie souterraine mondiale, et sociale, en agrégeant des petits immigrants de plus en plus nombreux, le territoire circulaire des réseaux de migrants maghrébins devient capteur de richesse et de puissance » (Tarrius, 1992).*



premier faisant référence au social et au culturel et le second à la topologie. Dépassement cette « opposition », P. Signoles propose une approche axée autour d'une interrogation théorique qu'il formule ainsi : *« Si l'on considère, a priori, qu'il existe un antagonisme entre territoire et réseau, donc entre métrique topographique et métrique topologique, sommes-nous contraints d'adhérer à la thèse d'un antagonisme irréductible entre les deux ? La combinaison entre ces deux métriques ne présente-t-elle pas un réel intérêt en ce qu'elle déplace le problème initial en obligeant à s'interroger sur la manière dont, pour les individus, pour les groupes sociaux, se concilient, se combinent, s'articulent les deux métriques, et dans quelles circonstances ? »*

De ce débat théorique, qui reste certes ouvert, nous retiendrons la série de conceptions suivantes qui nous semblent constituer des clés de lecture pour notre terrain. Ainsi, le territoire serait une aire affectée d'une idéologie territoriale (émanant d'une société, d'un groupe, étendu ou restreint). Par conséquent, il en résulte que les paradigmes qui fondent l'analyse spatiale ne sont pas les mêmes que ceux qui permettent l'analyse territoriale. De même, *« les territoires s'emboîtent à différentes échelles, correspondant elles-mêmes aux groupes sociaux et aux instances de référence, pour aboutir, à l'échelle supérieure, à des configurations éminemment complexes qui comportent des superpositions, des frictions, des interférences, des concurrences, sources de contestations ou de conflits de gravité variée »* (Signoles, 1997). Il est important de souligner par ailleurs que chaque individu est ou peut être multi-territorialisé, parce que chacun est susceptible de mettre en œuvre plusieurs modalités, formes, conceptions de l'appropriation de l'espace, correspondant à la multiplicité de son être ainsi qu'à la diversité de ses rôles sociaux. Le territoire constitue un type de spatialité - que C. Chivallon qualifie d'« expérience totale » - qui fait se conjuguer en un même lieu les diverses composantes de la vie sociale : espace continu ou éclaté, circonscrit par la limite entre intérieur / extérieur, entre l'Autre et le semblable, et où se donne à lire, dans le rapport fonctionnel et symbolique à l'étendue matérielle, un ensemble d'idéalités partagées. Le territoire est ainsi *« révélateur d'une expérience particulière de l'espace qui prend sa source dans les modes de représentation de l'ordre, de la durée et de la singularité communautaires »* (Chivallon, 1999).

Le territoire pourrait être le support de formes particulières de l'expérience humaine, un cadre de déploiement des activités sociales dépendant des référents conceptuels de ceux qui le pratiquent. Il est avant tout *« une médiation et un moyen de générer de l'altérité. Il est une réordination (une sémiotisation) de l'espace »* (Raffestin, 1986). Le territoire est une terre, une psyché et un référent collectif tout à la fois. Il est forcément multi-scalaire et constitue une

formation socio-spatiale qui combine plusieurs instances : l'instance géographique, économique, idéologique et celle du pouvoir.

5.2 Les acteurs : l'espace comme champ d'action, de mise en œuvre des intentionnalités, des stratégies et des représentations symboliques.

Les territoires et leurs dynamiques sont fondamentalement au cœur de la géographie, comme le précise M. Lussault : « *L'espace dans toutes ses manifestations est un ingrédient indispensable à la visibilité, à la lisibilité et donc à la compréhension des choses* » (Lussault, 2002). Cependant, pour être opérationnelle, cette géographie ne peut ni ne doit oublier ceux qui font et défont ces espaces et par qui les interactions se produisent : les acteurs. Ces acteurs sont replacés dans leur milieu et constitués en un écheveau complexe d'interrelations, vivant, produisant, percevant et utilisant l'espace pour constituer des territoires au sein desquels se déploient de multiples enjeux.

M. Lussault déplore, à ce sujet - dans les investigations sur l'organisation de l'espace - les limites méthodologiques de ceux qui omettent de se pencher sur l'intentionnalité des acteurs. Il prône par ailleurs un engagement résolu du chercheur dans l'analyse du système d'acteurs, ce qui impliquerait, selon lui, la mise en œuvre de méthodologies différentes grâce à la prise en considération des logiques des acteurs décisionnels, ce qui autoriserait par conséquent un renouvellement méthodologique et permettrait d'éviter une interprétation trop mécaniste des modalités de l'organisation spatiale (Lussault, 2002). A ce titre, cet auteur reconnaît que si le discours relatif aux acteurs dans les sciences sociales soulève un ensemble d'interrogations théoriques, celles-ci sont plus nombreuses et complexes en géographie, puisqu'elles touchent à l'espace.

Nous nous proposons ici de présenter les principales facettes des questions relatives au rapport entre acteurs et espace sans prétendre épuiser le débat autour de la notion d'acteurs, ni cerner toutes ses déclinaisons.

L'approche du territoire par les acteurs nous semble fondamentale. En effet, les acteurs se multiplient et se diversifient et leurs traces essaient l'espace. Nous ne pouvons nous passer d'identifier et d'étudier les acteurs et leurs stratégies spatiales dans une quête de qualification du territoire. Cette approche est privilégiée par Kleinschmager qui affirme que « *l'espace n'est rien sans ses créateurs qui sont en même temps ses usagers* » (Kleinschmager, 1998). Cette optique est partagée par R. Brunet qui stipule que « *les producteurs de l'espace ne sont autres que les acteurs sociaux qui sont producteurs et consommateurs, à la fois auteurs et acteurs et spectateurs* »

(Brunet, 1990). Définissant l'acteur, R. Brunet spécifie que celui-ci est une entité sociale<sup>94</sup> dotée d'une capacité d'action propre, autonome et possédant une compétence intentionnelle stratégique de nature à influencer les autres acteurs en terme de décision et de comportement spatial. Selon R. Brunet, deux aspects doivent être réunis chez l'acteur : la capacité de décision-action et son effet spatial structurant et dynamisant. Il déclare à ce propos que *« l'action est la raison d'être de l'acteur. Il n'existe pas sans l'action réelle ou potentielle. Cette action est de nature à modifier l'espace et / ou le comportement spatial des autres acteurs, elle suppose une certaine puissance (le pouvoir), l'intentionnalité (l'objectif, la finalité) et le déploiement d'une stratégie en vue d'atteindre un objectif »* (Brunet, 1993). Dans une démarche de classification des acteurs, R. Brunet considère que les principaux acteurs sont l'individu (la famille, le ménage) où la décision est plutôt individuelle, le groupe plus ou moins formel-informel, réduit ou important (le clan, la tribu, l'association), l'entreprise, la collectivité locale ou territoriale, l'Etat. Il y a des acteurs dont la fonction essentielle est la gestion spatiale ou territoriale comme la collectivité ou l'Etat. Les acteurs ne revêtent pas, selon R. Brunet, la même importance en fonction de leurs poids dans l'organisation et la dynamique spatiale. (R Brunet, 1993). Insistant sur l'importance de l'interaction entre les acteurs, J. Lévy pense que ceux-ci, mis en présence dans l'espace, déploient des attitudes et des stratégies spécifiques. Ainsi, ils s'affrontent, s'allient, font des compromis, déploient des stratégies qu'ils sont appelés à changer au fil du temps et en fonction de la réaction des autres acteurs et de leurs (contre-)stratégies. Complicités, compromissions, compromis et affrontements, antagonismes et complémentarités constituent les diverses formes de relations qu'entretiennent les acteurs qui constituent un véritable système d'acteurs permettant la régulation, la dynamique et le fonctionnement du système. Ce système est désigné par J. Lévy comme un système dialogique, puisque le dialogue est la base du système et que le « tout » se trouve dans la « partie » et la « partie » dans le « tout », le système est d'autant dans l'acteur que l'acteur est dans le système (Lévy, 2000). Cette relation dialectique constitue, selon J. Lévy, le jeu d'acteurs au sein duquel les différents protagonistes mettent tout en œuvre pour gagner en passant par le voilement, le dévoilement, la tractation tacite ou explicite, les manœuvres légales ou informelles, souples ou même violentes parfois (Lévy, 2000). Cette conception est partagée par M. Crozier qui affirme que : *« Le jeu d'acteurs permet à ces derniers d'utiliser les procédés légaux et formels en se référant aux normes et aux règles établies par et dans le groupe social, mais ces acteurs hésitent guère à recourir aussi aux procédés informels, voire illicites, pour manœuvrer, manipuler et biaiser les règles formelles acceptées. L'aspect informel est manifeste dans les*

---

<sup>94</sup> Il entend par entité sociale : un individu, un groupe, une entreprise, un lobby, un parti, une association, une collectivité territoriale ou un Etat.

*multiples tractations occultes ou tacites menées par les acteurs. Tractations qui sont à l'origine du développement de l'économie informelle et de l'urbanisation clandestine, parallèle ou illicite » (Crozier, 1977).*

Pour G. Di Méo, ce sont souvent les acteurs réunis au sein de la composante sociale qui déterminent le territoire. On retrouve parmi eux des acteurs passifs et des acteurs plus impliqués. Pour cet auteur, l'important « *c'est de parvenir à différencier les acteurs et à déceler les traits substantiels de leurs logiques. Car un acteur est une entité dotée d'intentionnalité, capable de changer l'espace à une échelle quelconque, de prendre une décision de nature à modifier la configuration de l'espace ou son système fonctionnel et par conséquent à modifier le comportement et la pratique des autres. L'espace constitue ainsi le lieu de concrétisation de l'action actuarielle, du déploiement des stratégies des acteurs. L'espace n'est pas seulement le but de l'action de l'acteur, il représente aussi le lieu même de cette action* » (Di Méo, 2005). Analyser le rapport entre l'acteur et l'espace de l'acteur revient donc, dans une certaine mesure, à passer de l'espace étendue-support objectif ou objectivisé à l'espace de la pratique, de l'action en fonction des contraintes, des intentionnalités, des représentations symboliques, des moyens mis en œuvre et des stratégies déployées dans le cadre des rapports socio-politiques et économiques en présence. Nous soulignons, à cet propos, que l'espace n'existe plus en tant que tel, en tant que entité absolue, il est façonné par ses acteurs en présence (aux niveaux de la pratique concrète et de la symbolique) dont les représentations ne sont jamais identiques, ni réductibles à des intentionnalités uniques. Par conséquent, l'espace n'est pas identique à lui-même et la façon d'aborder l'espace d'un cadre administratif ou d'un responsable régional (pour ne citer que le cas de la J'farra) n'est pas la même que celle d'un contrebandier ou d'un pasteur nomade. C'est cette différence substantielle dans la pratique-perception-représentation de l'espace (et du territoire) qui se trouve à la source de conflits, de tensions autour de « l'en-jeu » et de l'enjeu spatial. Les dysfonctionnements entre les moyens, les représentations et les objectifs, découlent souvent des décalages entre les stratégies et les politiques mises en place et les résultats obtenus. Ce sont ces écarts qui sont à l'origine des corrections, des ajustements successifs et des compromis entre acteurs. Grâce à ces ajustements se déploient des dynamiques spatiales actuarielles dont l'objectif est le rétablissement d'un équilibre entre les moyens de chaque acteur d'un côté, et leurs objectifs et contraintes d'un autre côté. Comme cet équilibre est avant tout subjectif, différent selon les acteurs, il en découle une dynamique permanente où chaque acteur tend à se rapprocher de son seuil suboptimal. En effet, il n'existe pas d'équilibre absolu valable pour tous les acteurs ;

l'équilibre n'existe qu'en termes de rapports inter-acteurs donc de volonté compétitive et de maîtrise ou de domination. Rapports qui génèrent nécessairement des situations de décalage<sup>95</sup>.

Mettant en valeur la dimension actuarielle dans la caractérisation d'un territoire, R. Brunet considère que le territoire est plus qu'un espace approprié, il est agi. Il considère que l'analyse du territoire, en tant que lieu d'interaction des stratégies d'acteurs, se doit de décortiquer les systèmes qu'ils élaborent afin de leur permettre de s'approprier, d'habiter, d'échanger et d'exploiter ce territoire dans les meilleures conditions (Brunet, 2001). Toujours selon cet auteur, *« Le territoire doit être saisi comme un système d'acteurs, en tension, en équilibre, en composition (qui va de l'affrontement à la compromission et au compromis), en compétition et en alliance conformément aux conjonctures spatiales, aux moyens mis en œuvre et aux marges de manœuvre »*.

Soulignant ce rapport entre les acteurs et le territoire, F. Auriac affirme que : *« Les acteurs sont concrets, repérables et qu'ils font les territoires au travers des subtiles relations qu'ils entretiennent et constituent autant de pouvoirs et de contre-pouvoirs respectifs qui s'équilibrent. Ces acteurs, agissent dans le cadre de systèmes d'interaction à dimensions multiples et difficiles à dénombrer, et ce en fonction de règles et de codes spécifiques »* (Auriac, 1984).

S'intéressant aux représentations qu'élaborent les acteurs autour du territoire, M. Lussault affirme que la moindre pratique spatiale charrie du système normatif, qu'elle soit politique, affective, ou sociale. Ainsi, au sein d'un territoire agi et représenté, deux composants sont mis en présence : d'un côté, un acteur social parlant et diffusant des idées et de l'autre, un espace informé par la sémiosphère. En se démarquant du discours classique sur les représentations prôné par J.P. Guérin et qui stipule que la représentation constitue un schéma pertinent du réel, M. Lussault met en lumière la nature hybride de l'espace et surtout de la réversibilité de l'ordre hiérarchique entre les dimensions idéale et matérielle de ce même espace. Il rappelle par ailleurs que la représentation constitue un discours substantiel à un espace dont il ne peut être séparé et refuse d'envisager l'aspect « réel » de l'espace comme une donnée qui va de soi et qui peut être érigée en tant que fondement autonome. Pour lui, la séparation entre la représentation (dimensions idéale et idéologique) de l'espace et son réel physique remet en cause l'hybridité fondamentale de l'espace (Lussault, 2001).

---

<sup>95</sup> Il importe à cet égard d'insister sur la permanence de la dimension collective dans l'action des acteurs spatiaux. L'individualisation croissante que connaissent la plupart des sociétés actuelles ne signifie guère que le groupe ou la classe ne pèse plus et que l'action de l'acteur se résumerait à une stratégie individuelle. L'ancrage territorial est aussi nécessaire que l'appartenance sociale pour un acteur afin de pouvoir déterminer sa capacité d'action, son identité, ses stratégies, ses marges de liberté et de manipulation, son pouvoir de négociation, de confrontation ou d'affrontement.



Nous estimons que l'approche développée par M. Lussault offre un éclairage qui pourrait s'avérer opérationnel pour notre recherche. En effet, sa conception des représentations constitue une clé de lecture pour l'analyse des stratégies d'acteur qui vont au-delà de l'aspect purement économiste ou matériellement pragmatique. Nous estimons, en effet, que l'acteur social et spatial dans la J'farra, obéit à des logiques spécifiques<sup>96</sup> ; par conséquent, son comportement est régi par des discours, des registres ou des répertoires hérités, reproduits de manière dynamique, réinterprétés, manipulés ou pervertis. Cet acteur intervient sur l'espace en développant un discours légitimant son action et en l'inscrivant dans une trajectoire susceptible de fédérer (par compromis, compromission, synthèse ou alliance) les aspirations du groupe d'acteurs locaux afin d'aboutir à une action collective destinée à inscrire dans le « réel » spatial des traces perceptibles de représentations idéologiques et à fournir au système idéal des composants « concrets » de son expression.

### 5.3 La tribu : dépérissement inéluctable ou résurgence des identités tribales grâce à un accès aux ressources ?

Evoquer la tribu dans une recherche qui a pour objet le territoire contemporain, n'est-il pas un anachronisme ou une forme de projection de modèles obsolètes sur des réalités nouvelles ? Quel contenu doit-on donner à la notion de tribu ? Quelle est la réalité des liens de sang ? En quoi la tribu est-elle une organisation qui relève du mythe et des représentations ? Quels sont les processus qui permettent de « manipuler » la généalogie et de permettre l'intégration au sein de la tribu d'individus n'ayant aucun lien de avec le « fondateur » ? Si la tribu est une réalité sociale concrète, comment a-t-elle réussi à s'adapter aux contextes nationaux et sociaux ? Quelles sont les mutations qui ont affecté son mode d'organisation, son fonctionnement et son rapport aux autres corps sociaux ?

Dans ce paragraphe nous élaborerons une présentation des diverses significations de la notion. Diverses, car la notion est discutée et discutable et ne fait pas l'objet de consensus.

Tout d'abord, en quoi le débat autour de la notion de tribu est-il d'actualité ?

La tribu est un anachronisme selon K. Chater qui affirme que : « *La fusion totale, définitive et irréversible des anciennes structures sociales, ethniques et régionales dans le creuset de la Nation nouvelle a eu pour conséquence la disparition systématique de la référence tribale comme*

---

<sup>96</sup> A ce propos, nous nous référons au travail de I. Berry-Chikhaoui et A. Deboulet consacré aux compétences des citoyens ordinaires dans le Monde arabe. Nous estimons que l'apport de ces auteurs est d'avoir mis en exergue les capacités actuelles des acteurs « ordinaires » en leur attribuant des compétences qui leur sont généralement niées, alors que la plupart des recherches en ce domaine, privilégient systématiquement l'analyse des jeux d'acteurs décisionnels.

*identité et forme d'organisation autonome* » (Chater, 1999). Cette affirmation est contredite par P. Bonte qui stipule que dans le Monde arabe et une partie du Monde musulman, les tribus sont des réalités sociales concrètes, identifiées comme telles et nommées. Selon cet auteur, « *On les trouve aussi bien en milieu rural et nomade que dans les villes. Elles peuvent être politiquement autonomes ou s'inscrire au sein d'Etats, de types divers sur lesquels elles exerceraient une influence plus ou moins grande et dont parfois même la puissance et l'extension dépendraient de leur allégeance* » (Bonte, 2002). Si la tribu est encore une réalité contemporaine, c'est grâce à ses capacités d'adaptation aux diverses configurations politiques (Dresch, 2001). En effet, la proximité des sphères politiques et tribales semble représenter une dimension substantielle de la réalité du pouvoir dans le Monde arabe comme le soutient E. Conte qui affirme que : « *L'articulation des figures de la parenté et du politique apparaît avec évidence dans les politiques contemporaines de « retribalisation » ou dans le renforcement de la dimension patrimoniale de l'État, considéré par les détenteurs du pouvoir comme une « maison » au sens où l'entend Claude Lévi-Strauss* » (Conte, 2001). Ce dernier considère que la tribu constitue à nouveau un nœud central dans le discours et la pratique politiques, son importance et la place qu'elle détient égalent, voire dépassent celles des partis politiques et des autres formes de structuration syndicale ou associative.

Avant d'aborder la présentation du débat théorique contemporain autour de la notion de tribu, nous évoquerons une dimension substantielle de l'organisation tribale ; l'*açabiya*. Au-delà de son caractère inhérent à la dynamique socio-historique de l'alternance des dynasties, l'*açabiya*, telle que développée dans l'œuvre khaldounienne, constituerait aussi l'esprit de corps et les liens de solidarité du clan qui se développent pour constituer une force morale et politique permettant à terme l'intégration des membres du groupe. Elle est la capacité de réagir collectivement pour se défendre, se protéger, revendiquer, et prendre toute position de consensus (Talbi, 1973). Cet auteur rappelle que l'*açabiya* se présente sous une multitude de configurations, dont l'une nous semble d'une actualité certaine : l'*açabiya-wala* ou lien clientéliste. Ibn Khaldoun considère que l'*açabiya* est le produit « du jeu de groupes » sur la scène politique ; un jeu qui privilégie l'établissement d'un rapport patron – clientèle. Ainsi, pour maintenir son hégémonie, tout pouvoir (Etat, organisation, acteurs dominants) se doit les conditions et modalités susceptibles d'assurer une redistribution de biens à sa clientèle.

Parmi les approches qui se sont intéressées à la réflexion théorique autour de la tribu dans le Maghreb contemporain et qui ont suscité un large débat, nous citons les travaux de l'école dite segmentaire et notamment ceux de son chef de file et initiateur : E. Evans-Pritchard. Cet auteur affirme, à propos des tribus Nuer (Soudan) et bédouines (Libye), que ces organisations sociales

seraient composées de segments agencés de telle sorte que les groupes descendants d'un même ancêtre s'opposent entre eux au niveau généalogique qui les distingue, tandis que, face aux groupes descendants d'un autre ancêtre, ils s'unissent et deviennent alliés. Ce principe privilégie une représentation égalitaire et équilibrée de l'organisation tribale. Il fait du pouvoir d'arbitrage la source unique de l'ordre politique, parfois étatique ou maraboutique, coiffant les tribus (Evans-Pritchard, 1940).

Un groupe de sociologues et d'anthropologues maghrébins ont fourni des matériaux théoriques et des études de terrain confortant les approches d'Evans-Pritchard. Parmi ces études, nous citons ceux de L. Amri. Ce chercheur souligne la nécessité d'approfondir la « déconstruction » de modèles largement extérieurs aux réalités locales. Son approche témoigne d'un regain d'intérêt des chercheurs maghrébins pour la tribu à partir d'approches historiques ou anthropologiques, qui revendiquent une réactualisation et une endogénéisation des problématiques. Ainsi, L. Amri se fixe comme objectif de présenter un modèle général de la société tribale maghrébine en se référant à Ibn Khaldoun tout en intégrant une série de données historiques et de notions sociologiques contemporaines. La tribu maghrébine obéirait, selon L. Amri, aux règles d'un « système segmentaire d'anarchie ordonnée », système qui est régi par deux principes fondamentaux : le premier, d'ordre historico- mythique, prend pour objet la pureté de l'origine des tribus et le second, d'ordre mystique et religieux, rassemble les forces tribales autour d'un *cheikh* porteur d'un projet idéologique et politique. Sur ces bases se construisent les confédérations tribales, les alliances et les dynasties (Amri, 1997). Bien que se référant à la conception khaldounienne relative à la genèse des dynasties et des Etats, L. Amri tient à nuancer son côté systématique en mettant en valeur l'importance des « mini-pouvoirs ». Ces mini-pouvoirs constituent des d'assises locales qui reposent sur des relations clientélistes et sur les rapports entre la tribu et son territoire. Dans cette optique, il développe une notion qu'il appelle « les modes tribaux de prolifération et d'émulsion », notion qui stipule que *« Le développement des tribus s'effectue non par rameaux, mais par une sorte de « bourgeonnement » et fait une place importante à l'allogénéité. Ce développement est rendu possible grâce la compétition entre les açabiya des tribus et groupes en place et leur capacité d'intégrer des apports extérieurs. Ce potentiel d'intégration témoigne de l'importance des mécanismes d'alliance et de la limite de la référence aux fondements de parenté dans les solidarités tribales »* (Amri, 1997).

Une autre œuvre considérée comme représentative de l'école segmentariste au Maghreb est celle d'E. Gellner. Celui-ci considère le mécanisme segmentaire comme le régulateur d'un modèle fonctionnel, dont les éléments constitutifs, sont fournis par Ibn Khaldoun et actualisés par E. Evans-Pritchard. Il esquisse ainsi un modèle théorique « pur et parfait » où les parties constitutives

s'articulent harmonieusement : sainteté, groupes tribaux, conflit, paix sociale, islam rural, islam urbain, oulémas. S'inspirant de la théorie d'Evans. Pritchard - qui décrit une organisation du pouvoir dans laquelle chaque « segment » de la société, chaque tribu, veille, par la concurrence et la rivalité, à neutraliser les autres et à interdire la concentration du pouvoir par une seule tribu – E. Gellner s'employa à rendre compte de la dynamique sociale et des luttes qui régissent les rapports dans la société tribale. Selon lui, *« l'anarchie ordonnée risque de ne pas en être tout à fait une, s'il n'y a que la mécanique segmentaire pour l'assurer. Les saints vivants et les zaouïas constituent un complément précieux : ils sont le lubrifiant permettant aux engrenages du système segmentaire de tourner efficacement »* (Gellner, 1969). La préoccupation centrale pour E. Gellner concerne la question du pouvoir et de l'État. Il est en effet parfaitement conscient que les structures tribales évoluent en interaction et en constantes négociations avec l'État. Mais *« l'acceptation d'un État qui leur est extérieur constitue pour les tribus la condition de leur autonomie et la possibilité de se soustraire à son ordre »* (Gellner, 1969).

Une autre lecture de la société maghrébine et de ses structures tribales et qui s'inspire -dans une large mesure- des thèses segmentaristes, est celle de P. Bourdieu, dont l'apport à l'anthropologie du Maghreb a été décisif. L'auteur de « Sociologie de l'Algérie » insiste sur l'importance de la parenté et de la généalogie qu'il considère comme seuls facteurs constitutifs du groupe et garants de sa cohésion, et ce à tous les niveaux (Bourdieu, 1963). Il propode une description de l'organisation politique kabyle qui reprend – dans une très large mesure - les principes du modèle segmentariste, bien qu'il ne s'en réclame pas nommément. Son portrait se distingue du modèle gellnérien sur deux points importants :

- Le clan simple ou complexe constitue pour Bourdieu un niveau particulièrement privilégié pour l'étude de la pyramide sociale ; il le qualifie comme étant l'unité la plus vivante, alors que le modèle segmentaire ne reconnaît pas de spécificités aux diverses composantes du corps social tribal ;

- L'importance des *Ilfuf* (*s'fuf*, *çoff*) est reconnue par Bourdieu comme composante fondamentale dans le maintien de l'ordre et l'établissement des alliances.

En tenant compte du rôle des *çoff* dans le maintien de la cohésion et l'équilibre entre les composantes de la société tribale maghrébine, les analyses de Bourdieu ramènent à une reconnaissance de l'existence d'institutions politiques, ce que la thèse de Gellner ne veut absolument pas admettre, parce que l'absence radicale d'institutions politiques est un présupposé fondamental de son modèle (Roberts, 2001).

Les conceptions des auteurs se réclamant de l'école segmentariste ont suscité débats et controverses. Parmi les critiques adressées à ces conceptions, nous citons celles de H. Bozarslan relatives à la « conception égalitaire » dans le modèle segmentaire. Cet auteur considère que *« pour vivaces qu'elles soient en milieu tribal, ces représentations égalitaires n'en sont pas moins souvent contredites par la réalité historique. En affirmant la prédominance de ces conceptions dans les faits et les organisations étudiées (par l'école segmentaire), revient à situer le modèle tribal hors de l'histoire et à refuser de voir que des organisations tribales ont pu se perpétuer tout en étant associées à de fortes hiérarchies sociales, voire à de puissants Etats. Les tenants de cette école nient l'existence de hiérarchies et de pouvoirs et ne retiennent que les mécanismes de maintien d'un ordre initial »* (Bozarslan, 2005).

Une des conceptions de l'école segmentariste a été particulièrement critiquée et qui présente, pour notre terrain de recherche une réelle importance ; celle des alliances. En effet, M. Harras et E. Conte affirment que les alliances tribales sont souvent plus aléatoires et peuvent privilégier des relations généalogiquement lointaines aux dépens de celles plus proches et ne sont nullement assujetties à des systématismes de parenté (Harras, 1989 et Conte, 2001). Ces alliances, selon cette critique, ne sont pas régies par des considérations égalitaires, mais prennent souvent des formes hiérarchisées entre groupes dominants et groupes dominés. Les systèmes d'alliance factionnelles étant traversés et constamment remodelés en fonction d'objectifs politiques précis et non de parenté (Digard, 1987 et Boutaleb, 2002). En effet, la référence généalogique pèse souvent moins que d'autres facteurs – politiques, territoriaux, économiques - pour justifier ou constituer l'unité de la tribu ou de la confédération tribale. Les études historiques, menées notamment par M. Ben Hassan, et l'observation des mutations actuelles au sein des sociétés tribales maghrébines exposée par F. Mostafa, P. Bonte et A. Laroui montrent *« combien il est difficile de décrire uniquement en termes généalogiques les mécanismes d'alliances, de fission et de fusion qui constituent un des principaux leviers de la dynamique des sociétés tribales »* (Bonte, 2002).

A l'opposé théorique de la démarche segmentariste, l'œuvre de C. Geertz constitue une tentative de réponse aux diverses interrogations soulevées par les œuvres de Gellner dont beaucoup sont restées sans réponses. C. Geertz s'est préoccupé des organisations et des rapports tribaux. Sa contribution est considérée comme l'antithèse de la démarche segmentariste, bien qu'il n'ait presque jamais élaboré de critique spécifique de cette dernière<sup>97</sup>.

---

<sup>97</sup> Les divergences théoriques entre C. Geertz et E. Gellner renvoient à celles qui opposent les méthodologies respectives de Durkheim et de Weber. Leurs démarches respectives présentent des divergences qui pourraient être résumées comme le choix entre l'analyse du Tout à travers l'Un pour Gellner et celle du Tout à travers le Tout pour Geertz (Roberts, 2001). Les deux chercheurs, bien qu'ayant le Maroc comme terrain de recherche commun, se sont presque ignorés, se dispensant de se commenter



Représentant de l'anthropologie symbolique, C. Geertz est l'auteur qui a remis à l'honneur M. Weber dans la discipline, dominée jusque-là par l'anthropologie sociale d'E. Durkheim, lequel privilégie la description explicative au détriment de l'analyse compréhensive. Selon sa conception, l'individu exprime des valeurs qui ont un sens pour lui et pour celui à qui il les communique ; il ne peut pas être considéré comme un être enfermé dans un groupe lignager qui lui dicte sa conduite. Il est relié à différents groupes d'appartenance par la *nisba*, mécanisme d'identification sociale participant à l'expression de sa volonté et de sa personnalité. Les auréoles identitaires permettent ainsi à cet individu de s'exprimer suivant plusieurs codes. Afin de saisir l'interaction entre ces « auréoles identitaires » C. Geertz a cherché à pénétrer les systèmes culturels (religion, idéologie, sens commun, représentations) des groupes qu'il étudie pour comprendre le sens que donnent les individus aux symboles et aux signes observables dans la vie quotidienne. Utilisant la méthodologie de la « description dense », il tente de saisir la signification des actes tels que les comprend l'individu, sans pour autant ériger le discours de ce dernier en discours scientifique.

L'enquête de C. Geertz sur le *souk* de Sefrou s'est basée sur des enquêtes menées entre 1968 et 1969 dans la ville marocaine de Sefrou dans Le Moyen Atlas. La description de ce *souk* allie une analyse dense du cadre, une construction d'une typologie idéale, au sens weberien, de l'économie du bazar et une réflexion, plus universelle encore, sur les échanges sociaux. L'auteur y considère la religion, l'idéologie, le sens commun, l'art ou le droit, comme des formes culturelles qui ont leur propre cohérence interne. Toutefois, l'interprétation culturelle occupe une place centrale dans l'analyse qui est saisie dans un sens dynamique, comme pourvoyeuse de multiples répertoires de ressources, d'obligations, et d'identités multiples. La culture, selon l'auteur, n'est pas réifiée et l'auteur se montre attentif aussi bien à l'autonomie des acteurs qu'aux effets systémiques et structurels qu'exerce le *souk* sur eux. C. Geertz remarque que « *Les acteurs du souk y participent, simultanément, à deux titres : vendeurs et acheteurs. Ils sont des « antagonistes intimes », qui mettent constamment en jeu leurs propres statuts personnels. Cette interdépendance est à la base des rapports de clientèle tout à fait spécifiques : plutôt que de lier verticalement clients et patrons, ceux-ci érigent le principe de dépendance mutuelle entre clients et clients, fournisseurs de services et fournisseurs de services. Les rapports du clientélisme ne peuvent dès lors être qu'équivoques, situationnels et, surtout, réversibles. C'est*

---

publiquement, à quelques exceptions près. Ainsi, C. Geertz a publié en 1971 un compte-rendu très critique de *Saints of the Atlas* d'E. Gellner dans *The New York Review of Books*. E. Gellner a répliqué en s'en prenant au « *marabout Geertz* » à travers la critique de l'ouvrage de P. Rabinow, *Symbolic Domination*, publié à Chicago en 1977. E. Gellner reviendra plus tard sur la critique de l'anthropologie interprétative, assimilée à une manifestation post-moderniste, dans *Post-Modernism, Reason and Religion*, publié à Londres en 1992.

*leur reproduction constante, dans la fluidité et la flexibilité, qui donne sens au marché comme ensemble* » (Geertz, 1973).

La critique élaborée par C. Geertz du modèle segmentaire et son analyse du *souk* nous offrent des ouvertures théoriques pouvant alimenter la réflexion autour de notre objet de recherche. Nous estimons que l'approche geertzienne de la culture – dans sa conception la plus large - nous permet de poser les questions d'identité tribale dans une optique dynamique qui offre aux acteurs (dans notre cas, ces acteurs font partie de groupes tribaux et participent dans leur majorité à des activités marchandes) la possibilité de se référer à une multitude de répertoires, de ressources, d'attitudes représentatives, et d'identités.

Actuellement, la question tribale constitue un champ de réflexion pour un ensemble de chercheurs qui tentent. Cette double approche nous permet de visualiser la réalité tribale dans des contextes dynamiques de mutations et d'interaction aussi bien dans le contexte particulier du Maghreb que dans l'aire arabe et orientale en général.

Une autre réflexion a retenu notre attention puisqu'elle s'intéresse à la notion de tribu et de son interaction avec les phénomènes inhérents à l'*açabiya* dans des échelles nouvelles : celles des sociétés postcoloniales et de la mondialisation. Cette réflexion, menée par M. Van Bruinssen, a pris pour objet les sociétés tribales kurdes. Rendant compte de la manière dont les alliances et solidarités tribales arrivent à se pérenniser, à inventer une série d'ajustements et à faire preuve d'une réelle capacité d'adaptation à un contexte étatique, M. Van Bruinssen prend l'exemple des rapports entre États et tribus chez les Kurdes, en mettant en relief l'importance fondamentale que revêtent les alliances et les solidarités tribales dans la formation de milices armées, les élections et la contrebande. Les liens tribaux parviennent, selon lui à transcender les nouvelles structures étatiques et institutionnelles et à les contourner. La situation de persistance des solidarités tribales d'un côté et de l'omniprésence de l'Etat d'un autre côté, traduit les carences de l'œuvre « modernisante » des Etats et la capacité des liens de parenté et claniques à offrir des espaces de préservation du groupe et des individus notamment lors des phases de crises et de précarité (Van Bruinssen, 2004).

Cette permanence des solidarités tribales dans le cadre des Etats postcoloniaux se retrouve dans les sociétés maghrébines. Ainsi, suivant de nouvelles formes et sous divers modes, la tribu a réussi à y occuper les interstices du nouveau système imposé par les Etats et même à investir des champs sociaux et institutionnels destinés préalablement au renouvellement des rapports et des structures infranationales (Lahmar, 1994) et (Larbi, 1991).

De son côté, H. Dawood insiste sur la persistance et le renouveau de l'*açabiya*, qui représente, selon lui, un type spécifique d'allégeance factionnelle et un esprit de corps propres au

modèle tribal et à son éthique. Il souligne l'importance de l'État dans le maintien, la subordination et l'essor de certaines formes de structures tribales et claniques. Il affirme que, chez la majorité des Etats de la région arabe, il y a une absence de volonté d'éradication de la tribu, ce qui le conduit à préférer de parler plutôt « *d'une politique contradictoire de maintien, de « tolérance » et par endroits, d'instrumentalisation des tribus. Et même dans le cas où celles-ci ne sont pas totalement impliquées dans le jeu du pouvoir, dans le cadre de certains Etats, elles peuvent cependant bénéficier, par le biais de leurs cheikhs et des grandes maisons, de certains avantages que leur offre le pouvoir central* » (Dawood, 2004).

La persistance et même le renouveau du fait tribal est à rechercher, selon P. Bonte, non seulement dans les attitudes ambiguës ou contradictoires des Etats, mais aussi et surtout, dans la souplesse des notions qui caractérisent le discours tribal. Ayant choisi le Sahara occidental comme laboratoire tribal de référence, P. Bonte insiste sur la pertinence et l'actualité de certaines analyses d'Ibn Khaldoun tout en soulignant les limites et le caractère idéologique du *nassab*. Selon cet auteur, les hiérarchies tribales s'établissent à travers les pratiques de compétition, de défi et de protection. En insistant sur les alliances matrimoniales en milieu tribal, il rappelle la grande souplesse du modèle tribal et sa compatibilité avec des hiérarchies et un pouvoir centralisé. Son analyse contribue à resituer la complexité et la capacité d'adaptation de ce système tout en rappelant les limites « modernisantes » des régimes en place et leur hésitation à « réformer » les sociétés en profondeur (Bonte, 2001).

L'*açabiya* et les rapports de solidarité tribale occupent une place importante dans le débat et les réflexions des penseurs arabes (et notamment marxistes) contemporains. Ces rapports, aussi bien au sein des groupes tribaux qu'entre les divers clans, sont caractérisés par la diversité des valeurs et des fonctions ; ils régenteraient l'ensemble des activités sociales au sein des groupes (J'daï, 1997) et (Harras, 1999). Les approches qui se réclament du marxisme stipulent que les liens de parenté directe ou indirecte, réelle ou virtuelle, entre les membres d'une même famille, d'un même clan, d'une même tribu et d'une même confédération constituent, aussi les rapports de production. En se référant aux textes anciens, et notamment aux *nawazil* de A. Al Wancharissi et aux *fatawa* de A. Al Bourzouli, les chercheurs arabes de cette école de pensée avancent l'idée que la tribu constitue surtout un droit d'accès aux ressources que les Etats modernes ont été incapables d'assurer à leurs citoyens, les repoussant ainsi dans la précarité et la marginalité. Cette thèse est étayée, à leur avis, par le proverbe ancien (repris dans les *nawazil*) : « *Arzakouhoum fi Arhamihem* » (leur richesse est dans leur filiation). Parmi les représentants de cette école qui se sont penchés sur les rapports entre la tribu et les rapports de production, nous citerons M. Mansour et M. Berrached qui ont analysé les mutations des structures sociales au sein des clans de grands

pasteurs nomades, ainsi que les pratiques coopératives au sein des groupes tribaux dans le Sud tunisien. Ces auteurs ont traité de la permanence des représentations de type tribal au sein de formations socio-économiques contemporaines. D'autres auteurs, dont notamment H. Chorabi, B. Gholioun et A. Saef, se sont inspirés des écrits du géographe brésilien M. Santos qui préconise la substitution du concept de mode de production par celui de formation sociale. Pour B. Gholioun, le passage de la notion de mode de production à celle de formation sociale prend pour assise théorique l'importance du développement des moyens techniques et de leur diffusion dans l'espace. Reprenant la thèse de M. Santos, il met l'accent sur l'axe lieux-techniques dans l'analyse des sociétés dites traditionnelles. A. Saef, estime pour sa part, que cet axe de réflexion n'a pas été suffisamment exploité par les chercheurs marxistes dans leurs analyses des sociétés tribales, alors que, selon lui, les techniques représentent l'un des éléments essentiels des infrastructures. A ce propos, il affirme que la notion de formation sociale et l'analyse de la diffusion des techniques dans le temps et l'espace d'une société permettent une approche synchronique - dans le passé ou le présent - et une étude diachronique des sociétés « spatialisées ». Selon la conception de M. Santos, l'évaluation des décalages entre les trois structures (structure économique, structure juridico-politique et structure idéologique) est nécessairement porteuse d'une dynamique.

L'une des contributions qui a eu une profonde influence sur le débat théorique autour de la tribu dans le Monde arabe et qui est représentative de la démarche prônant la coexistence entre diverses formations sociales y compris tribales, est celle de M. Godelier. Cette approche, reprise par nombre de chercheurs arabes, met en relief l'interaction entre le présent tribal et l'Etat national moderne. Elle réfute les approches prônant l'opposition radicale entre société étatique et société tribale<sup>98</sup>. M. Godelier rappelle, que dans nombre de sociétés étatiques, la tribu coexiste avec le développement de l'Etat. Il met en évidence l'importance du rapport entre la résurgence des identités tribales et l'accès aux ressources dans le contexte des économies globalisées qui sont à l'origine de la précarité et de la marginalisation de pans entiers de la société. Dans cet ordre d'idées, il établit une distinction entre tribu, ethnie et Etat, et souligne le caractère fortement solidaire des communautés tribales. Ainsi, *« appartenir à une ethnie vous donne une identité culturelle et linguistique, mais ne vous donne ni terre ni femme ni pain. C'est seulement l'appartenance à une tribu qui vous les donne »* (Godelier, 2004).

---

<sup>98</sup> M. Godelier a commencé à développer une anthropologie des systèmes de production avec le projet de pouvoir trouver les correspondances structurales qui « devraient » exister entre structures économiques, structures de parenté et structures religieuses. C'était là, selon ses propos, une hypothèse théorique ambitieuse. Aujourd'hui, près de quatre décennies après sa formulation, il estime qu'il ne peut toujours pas « vérifier » l'existence de correspondance « structurale » entre la parenté et les modes de production et déclare encore ouvert le chantier de cette hypothèse « marxiste ».

L'importance majeure des rapports de parenté dans l'analyse des sociétés arabes et leur rôle structurant dans les configurations sociales historiques et contemporaines ont fait l'objet des travaux de T. Tizini, lequel est considéré comme l'un des penseurs marxistes arabes qui s'est illustré par sa démarche globalisante dans la lecture de l'histoire sociale du Monde arabe et de ses aires tribales en particulier. En effet, Cet auteur a remis en cause les thèses classiques sur les rapports de parenté développées par les premières recherches ethnologiques menées dans la région arabe. Ces thèses - qui ont prévalu dans les écrits des ethnologues à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle - stipulaient que les relations de parenté constituaient le fondement des sociétés. Elles soutenaient ainsi que ce fondement répondait particulièrement à la nature des sociétés dites « primitives ». Les tenants de cette thèse affirment que l'organisation de ces sociétés - qui sont sans Etats ni classes - ne pouvaient reposer que sur la parenté : clans, lignages et relations d'alliance résumaient l'ensemble de leurs rapports sociaux. Les chercheurs marxistes, et tout particulièrement T. Tizini, considèrent au contraire que ce sont les rapports sociaux et matériels de production et de la redistribution au sein d'une société ainsi que l'ensemble des conditions d'existence qui sont à la source des autres rapports sociaux, politiques, religieux et même de parenté.

T. Tizini a entrepris de mettre en exergue une idée fondamentale reposant sur le fait que pour faire une société, ni la parenté, ni les liens de production et d'échange ne sont suffisants. Pour y parvenir il faut surtout que des croyances religieuses et des rituels qui les mettent en actes viennent légitimer sa souveraineté et assurer sa reproduction (Tizini, 1999). Selon lui, la religion et les représentations du sacré revêtent une importance capitale en tant qu'idéologie dominante et en tant que forme d'organisation sociale et politique. La dimension religieuse acquiert toute sa portée à travers l'émergence d'une conscience collective du groupe tribal par rapport aux divers niveaux identitaires de la confédération locale à la nation entière. La résurgence massive des références religieuses dans les domaines du politique et de l'économique en cours depuis la fin des années 1970 et la reformulation de certaines conceptions sociales, attitudes ethniques et structures productives, constituent des indicateurs du caractère structurant du religieux dans les sociétés arabes et sa capacité à transcender les nouvelles réalités économiques capitalistes et globalisées<sup>99</sup>.

---

<sup>99</sup> Cette résurgence, selon T. Tizini, est d'autant plus structurante qu'elle intègre les nouveaux instruments économiques au sein des structures traditionnelles et les assujettit à des valeurs empruntées au registre du sacré. Le religieux dans le Monde arabe est en passe d'assimiler les nouvelles structures économiques, notamment ses franges informelles qui accaparent une partie importante de l'activité des groupes marginalisés par Etats. T. Tizini rejoint les thèses qui ont révélé le « retour du refoulé », tout en insistant sur le caractère informel et même anti-institutionnel de la résurrection du religieux en tant que composante essentielle des sphères sociales, économiques et identitaires. Il considère que cette résurgence n'est pas – seulement - une tentative de justification des inégalités sociales par le religieux mais



T. Tizini souligne aussi que ce n'est pas la circulation marchande qui détruit les anciens rapports communautaires de production ou de vie sociale, mais c'est la production marchande menée systématiquement pour le profit. Avec elle un processus d'accumulation inégale des richesses se met en place et se développe, et contribue à la différenciation sociale, menaçant les anciens rapports communautaires. Toutefois, et paradoxalement, au sein des groupes tribaux, les différenciations qui sont de plus en plus manifestes entre les membres d'un même clan ne semblent pas déboucher sur le démantèlement des liens sociaux ; les plus démunis au sein du lignage, bien que réalisant la prégnance des nouveaux rapports, demeurent attachés aux valeurs du groupe. T. Tizini explique cette allégeance par la capacité de la tribu à offrir une certaine sécurisation pour ses membres contre les aléas, alors que les Etats n'ont pas réussi à offrir au citoyen le sentiment (et les moyens) de quiétude face aux périls de la marginalisation et de la précarité. Par ailleurs, T. Tizini affirme que l'unité de la société repose sur un partage d'un ensemble de représentations religieuses et sur l'organisation du pouvoir qui en découle. C'est un noyau de « représentations imaginaires » qui soutient les rapports politiques garantissant son unité. Mais, selon lui, celles-ci, à elles seules, ne suffisent pas à fonder une société ; il faut aussi qu'un territoire soit conquis par la force des armes ou hérité d'ancêtres. Ses frontières doivent être connues sinon reconnues des voisins. C'est donc seulement quand certains éléments de la religion sont mobilisés, utilisés pour établir et maintenir la souveraineté d'un ensemble de groupes sur un territoire et ses ressources que se trouve vérifiée l'hypothèse que les rapports politico-religieux ont capacité de fabriquer une société (Tizini, 1992).

Les réflexions de Godelier et de Tizini, autour du territoire et des représentations du sacré nous amènent à nous interroger sur la capacité des groupes tribaux (et en particulier les J'farris) - qui parviennent à investir le champ des activités du secteur informel - à mobiliser un ensemble de représentations du sacré et à imposer une forme de contrôle du territoire. Sont-ils en phase de constitution d'une société autonome ? La résurgence du tribal - dans le Monde arabe et dans notre terrain de recherche - s'accompagne-t-elle, nécessairement d'une fragmentation sociale et territoriale ? L'autonomie sociale et territoriale représente-t-elle une stratégie des groupes tribaux nécessaire à la réalisation de leur projet social ?

---

qu'elle touche des aspects plus profonds de l'activité économique et des considérations idéologiques notamment pour les franges sociales précarisées : le sacré légitime le secteur informel que marginalisent les Etats modernes et inscrit son action - même illégale - dans une logique de résistance. Les structures tribales, selon T. Tizini, ont contribué à l'émergence de ce nouveau « complexe social » basé sur un secteur économique informel et une référence religieuse (Tizini, 1992).

Un éclairage différent de la réflexion théorique autour de la tribu nous est fourni par A. Al Jabri. Cet auteur propose une définition de l'*açabiya*, qui dépasserait le cadre de la simple organisation sociale. Selon lui : « *L'açabiya est une attitude de pouvoir et une conduite politique et sociale qui reposent sur les cercles de proximité parentale directe et lointaine au lieu de favoriser les qualifications et les potentialités qui jouissent d'une représentativité librement consentie* » (Al Jabri, 2004). Cette forme de rapport n'est pas circonscrite aux seuls rapports de parenté réelle ou fictive, elle transcende les liens du sang pour atteindre les rapports à caractère clientéliste. Ce sont ces rapports qui déterminent le contenu identitaire du « Moi » et de « l'Autre » tant au niveau social, politique que du rapport au pouvoir. A. Al Jabri considère, par ailleurs, l'*açabiya* comme un système de régulation politique aussi bien vis-à-vis du groupe et de ses interactions intrinsèques que par rapport aux sollicitations exogènes. Cet auteur rejoint R. Bocco quand il considère que le concept de tribu est immanent à la constitution et à la genèse du pouvoir politique dans le Monde arabe. Selon eux, l'*açabiya* comporte une spécificité structurante qui lui confère une capacité à constituer une superposition de niveaux hiérarchisés de structuration des groupes. Cette superposition des niveaux identitaires est susceptible d'assurer la cohésion et la préservation aussi bien des identités spécifiques que des intérêts de chacun des groupes face aux autres entités et au pouvoir, que ce dernier soit une tribu hégémonique locale ou un Etat central (Bocco, 1995 et Al Jabri, 2004).

Les thèses d'Al Jabri ont fait l'objet d'une lecture critique de la part de chercheurs dont l'objet et le champ d'intérêt se placent au cœur des processus de reconstitution des allégeances de type tribal, notamment à l'échelle des « marges ». Ainsi B. Larbi souligne qu'A. Al Jabri centre sa thèse sur les processus de constitution des Etats et marginalise le rôle fondamental des tribus dans ces processus. Le modèle moyen-oriental, et dans une moindre mesure, marocain, semble, selon B. Larbi, avoir constitué la trame de fond dans l'élaboration des thèses d'A. Al Jabri. Celles-ci auraient gagné en objectivité si elles avaient reconnu leurs frontières aussi bien historiques, territoriales que théoriques (Larbi, 2001). Les pesanteurs historiques, les références aux représentations symboliques empruntées aux patrimoines politiques et sacrés médiévaux et les similitudes structurelles qu'A. Al Jabri prétend esquisser entre les organisations politiques historiques d'un côté et les mécanismes contemporains de genèse des pouvoirs, représentent, selon B. Larbi, une approche réductionniste de la complexité actuelle à des schèmes historiques spécifiques à des situations qui ne peuvent synthétiser les configurations actuelles (Larbi, 2001).

Une autre lecture critique de l'œuvre d'A. Al Jabri nous est présentée par N. Khalfallah. Celui-ci considère que les réflexions d'A. Al Jabri s'apparentent plus à une histoire analytique qu'à une lecture des réalités contemporaines dans le Monde arabe. Selon N. Khalfallah, cette

région du Monde est plus que jamais marquée par la mondialisation, les pressions étrangères et le néolibéralisme économique. Il estime aussi que, soumis aux influences tant extérieures qu'intérieures, les mécanismes de l'interaction entre le réel et la pensée ne peuvent être réduits à un système notionnel clos, quelle que soit sa finesse. Ainsi avance-t-il l'idée qu'on ne saurait prétendre que toutes les sociétés arabes, dont la variété est irréfutable, sont régies uniquement par le déterminisme systématique de l'*açabiya* telle que définie par A. Al Jabri. N. Khalfallah pense, par ailleurs, qu'il serait légitime de s'interroger sur la pertinence de la notion d'*açabiya* pour décortiquer la réalité politique contemporaine du fait tribal soumise à des interactions de plusieurs ordres. Ordres qui ne font pas nécessairement partie des contextes médiévaux étudiés par A. Al Jabri (Khalfallah, 2007).

Quant au mode d'articulation de la tribu et de la mondialisation, il a fait l'objet d'une recherche initiée par J. Friedman, lequel a entrepris une lecture aussi contemporaine que prospective du fait tribal en rapport avec les profondes mutations du paysage mondial. Dans cette recherche, il tente d'élargir le champ de la réflexion autour du présent tribal, en proposant des analyses théoriques sur les nouvelles configurations et contenus de la notion de tribu dans le contexte de la mondialisation. Dans cette perspective, et pour rendre compte de ce phénomène, Friedman suggère d'utiliser le terme de néo-tribalisme au lieu de *açabiya* et met en relation l'analyse du fait tribal avec les soubresauts de la mondialisation et ses profonds dérèglements fonctionnels et spatiaux. Selon lui, les fissures qui apparaissent dans l'ordre du système mondial entraînent une désintégration des grandes entités politiques et en premier les nations et Etats. L'auteur estime que la fragmentation des entités politiques et institutionnelles emprunte un sens qui va du haut vers le bas, et que seules les entités (comme la tribu) qui jouissent d'une capacité de cohésion de ses composants, résisteraient à la désintégration institutionnelle. Il considère aussi que la tribu, dans sa configuration réactualisée, offre des aptitudes de flexibilité et d'adaptation aux nouvelles exigences – qu'il juge destructurantes – que les Etats ne peuvent mobiliser (Friedman 2004).

Dans la même perspective d'étude de l'actualité tribale et notamment du rapport entre l'*açabiya* et l'Etat, O. Roy tente de mettre en évidence l'importance du critère territorial dans la permanence ou la recomposition du lien tribal. Selon cet auteur, il existe un rapport clair entre l'émergence des groupes de solidarité et les découpages administratifs imposés par les Etats ou les institutions issues de la mondialisation. Les modalités de la gestion territoriale dépendraient, selon lui, des réalités nouvelles imposées par les découpages frontaliers entre Etats. Il soutient, par conséquent, que les formes actuelles de solidarité tribales sont le fait d'une recomposition de réseaux d'allégeances dans un espace politique et territorial définitivement modifié par le fait

même de l'État (Roy, 2004). Toutefois, selon cet auteur, la dynamique tribale actuelle tire profit de l'érosion des limites entre les Etats en jetant les ponts au-delà des lignes symboles de la souveraineté, ouvrant ainsi la voie à des recompositions des *açabiya*. Selon O. Roy, l'inertie structurelle des Etats face aux exigences de la mondialisation s'accompagne d'une capacité d'adaptation de l'organisation tribale à intégrer les éléments de reconversion fonctionnelle et institutionnelle.

Nous soulignons aussi l'article de M. Seurat consacré au quartier de Bab Tebbana à Tripoli au Liban. Dans cette contribution, l'auteur s'intéresse aux nouvelles formes d'*açabiya* et particulièrement dans un milieu urbain et au sein d'un contexte marqué par la multiplicité des référents identitaires (Seurat, 1985).

Le débat autour de la notion de tribu fournit une série d'orientations théoriques qui nous semblent susceptibles d'apporter des réponses à nos interrogations inhérentes à notre terrain de recherche. Ces interrogations que nous pouvons ainsi formuler : Les discours officiels des Etats (notamment en Tunisie et dans une moindre mesure en Libye) autour de l'identité, ont-ils mesuré la portée des survivances des anciennes formes de solidarité et de régulation sociale ? Les pouvoirs issus des indépendances ont-ils fourni les cadres institutionnels susceptibles d'offrir une véritable représentativité des groupes tribaux et capables de concurrencer les anciennes formes de clientélisme ? Ou bien, ont-ils cherché à établir des rapports ambigus avec les élites de l'ancien système ; rapports qui oscillent entre la volonté d'éradication de la référence à la tribu et une forme de mobilisation intermittente ? Y-a-t-il eu des tentatives de récupération des anciens clientélismes par les pouvoirs ou par les élites tribales ? Le clientélisme tribal ou *açabiya-walaa* constitue-t-il la forme primordiale des rapports sociaux actuels au sein de la société tribale ? Quelles formes prennent les rapports tribaux aujourd'hui à la lumière de la mondialisation ? Quels rôles jouerait la structure tribale et ses diverses configurations d'*açabiya* dans la recomposition du territoire ?

#### 5.4 La frontière : barrière, filtre, ou choix humain.

Les enjeux idéologiques, symboliques, politiques et territoriaux qu'implique l'existence de la frontière dépassent largement l'emprise territoriale limitée de cette ligne. Toutefois, certaines définitions de la notion restent souvent restrictives. Ainsi, G. Pérec la ramène à ce sens réduit : « *Les frontières sont des lignes. Des millions d'hommes sont morts à cause de ces lignes* » (Pérec, 1985). Cette définition qui représente une conception géopolitique traditionnelle de la frontière est

nuancée par l'approche qui stipule « *qu'en période de profondes mutations à l'échelle du Monde, il serait plus opératoire de considérer la notion de frontière au sens de « confins », de zone mal éclairée qui s'apparente à celui de frange mouvante où se forge la nouvelle société* » (Turner, 1996). En ce sens, que « *les espaces autour de la frontière sont propices à de multiples recompositions. Ces espaces à la marge incarnent avec une acuité particulière, les mutations du territoire dans un contexte de mondialisation, d'affirmation des régions et de remise en cause des modèles nationaux centralisateurs* » (Turner, 1996). Jadis, considérées comme barrières et comme limites, les frontières sont aujourd'hui, dans la plupart des cas, des zones d'intenses passages et de circulation. C'est cette libre circulation des biens et des personnes qui y crée, de part et d'autre et dans les faits, de nouveaux territoires, marquant ainsi un changement d'échelle et un renversement complet de la fonction de ligne disjonctrice.

A l'origine et selon L. Febvre et D. Nordman, la définition du mot même de frontière est emblématique et revêt au XVIème et au XVIIème siècle une définition avant tout militaire. La frontière est alors le front défini par une armée et constitue ainsi un cas particulier de la limite, terme général employé dans la diplomatie pour fixer les partages entre deux souverainetés. La frontière est donc, à la base, un enjeu militaire qui matérialise des limites imposées par la force.

A partir du XIXème siècle, la frontière n'est plus une zone aux allégeances incertaines mais un fait géographique, objectivement observable. Elle se transforme progressivement en un espace dédié à la défense du territoire. Cette spécialisation fonctionnelle s'imprime durablement dans le territoire, mais aussi dans les mentalités. Ce rôle exclusif attribué à la frontière contribua à l'enclavement des espaces qui lui sont attenants en les éloignant souvent des centres de décisions. Cependant, les régions frontalières se situent aux limites territoriales et idéologiques de l'État-Nation, elles le définissent, certes, mais en incarnent aussi les limites, montrant le caractère artificiel, culturel et parfois arbitraire de cette construction.

Une autre définition nous est présentée par le géographe allemand F. Ratzel qui considère que les frontières naturelles ne reposent pas sur une justification topographique, mais sur une césure ethnoculturelle (critères ethniques, linguistiques, culturels).

D'autres géographes ont pris le parti de considérer les frontières comme une construction humaine. Pour eux, une frontière est le fruit de rapports de force et de négociations entre des forces politiques. Elles fixent durablement et dans les lois un *statu quo*. E. Reclus, dans *l'Homme et la Terre*, affirme que : « *Mis à part le cas des îles, toutes les bornes plantées entre les nations sont des œuvres de l'homme* » (Reclus, 1905). Le géographe J. Ancel, soutient cette position en définissant la frontière comme « *un isobare politique qui fixe, pour un temps, l'équilibre entre deux pressions : équilibre de masses, équilibre de force. C'est le fait de pseudo-savants. La valeur*



*de la frontière, qu'elle soit reconnue ou simplement revendiquée, exactement délimitée ou précisément démarquée, jalonnée, inscrite au sol, est emblématique de pouvoirs exercés sur l'espace : elle devient un signe de l'autorité et son caractère symbolique lui confère souvent une portée supérieure à celle qui lui viendrait de son utilité réelle »* (Ancel, 1938). Cet auteur en vient à se demander si la frontière ne participe pas des institutions même qui expriment la Nation et la fondent.

A la suite de la décolonisation et de la multiplication des tracés frontaliers, certains chercheurs ont développé des réflexions qui portent sur la remise en cause de l'immutabilité de la frontière. Parmi eux, nous citons P. Boilley qui considère que la frontière constitue un « *objet historique inscrit dans l'espace. Il n'y a pas de frontières immuables dans le Monde car c'est un choix humain qui peut être absurde, légitime ou illégitime suivant son acceptation ou non par les peuples et ceux-ci sont rarement consultés. Seules 2% des frontières dans le Monde sont issues d'un référendum* » (Boilley, 1998). Illustrant son propos, P. Boilley évoque le contexte des pays colonisés et constate deux « temps historiques de la frontière » ; le premier est celui d'avant la colonisation, la frontière est alors une « zone », une étendue, le second est celui de la colonisation, la frontière devient une « ligne ». Cette inscription dans le temps s'est traduite par une typologie fonctionnelle des frontières. Empruntant ses termes à M. Foucher, P. Boilley propose la lecture suivante des types de frontières tracées par la colonisation :

- Les frontières « intra-impériales » : elles séparent des colonies appartenant à la même puissance et sont conçues pour être des facteurs de cohésion, limites nouvelles qui reprennent les frontières d'avant la colonisation elles sont peu précises.

- Les frontières « inter-impériales » : elles séparent des empires coloniaux rivaux et sont immuables. Elles sont bien tracées avec des bornes et constituent des lignes de fracture qui seraient à terme de vraies bombes à retardement entre les Etats<sup>100</sup>. Les populations ont pris conscience de la différence entre ces deux limites et ont transformé peu à peu les frontières « inter-impériales » en zones de contrebande, puisqu'au-delà de ces limites, il y a un refuge en cas de répression.

S'agissant de l'organisation de l'espace par les sociétés humaines, la frontière peut fonctionner comme une barrière ou comme un filtre. Barrière, quand elle vise à créer et entretenir

---

<sup>100</sup> Les frontières sont souvent considérées dans le Monde arabe comme des lignes de conflits, des lieux de multiples expressions de l'affrontement et de la fracture. Elles constituent les espaces de déploiement des stratégies étatiques dans les relations entre pays. Par contre, pour les sociétés concernées, il s'agit au contraire d'espaces d'intenses échanges, économiques, humains et culturels. Contrairement aux Etats qui se crispent sur les lignes de démarcation de leurs territoires respectifs, les sociétés locales les considèrent comme des lieux de continuité, car de leur existence dépendent des emplois, des revenus, des opportunités multiples de contacts et de relations.

une discontinuité réelle : c'est le cas de frontières aménagées pour être un obstacle durable et capable d'interrompre tout transit transfrontalier (les lignes militaires créées aux limites de l'Algérie pendant la guerre de 1954 - 1962 ou aux limites de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque pendant les opérations de conquête par les troupes italiennes, ou dans les pratiques d'embargo imposées en application de décisions délibérées par des instances internationales). Filtre, quand il s'agit de séparer deux territoires relevant d'administrations ou de souverainetés distinctes sans interrompre systématiquement le passage et le transit (exemples des lignes séparant les territoires placés sous la souveraineté de la France ou sous sa protection pendant la période coloniale).

Dans le premier cas, quelles que soient les tentatives individuelles pour franchir ou contourner l'obstacle, l'espace-frontière est une marche, une marche séparante, souvent peu peuplée et peu active. Dans le second cas, où il s'agit d'observer, de contrôler et de diriger des flux d'hommes ou de marchandises, l'espace-frontière devient au contraire une zone de contact, d'échanges, de transactions et souvent de taxation où il arrive que se développent des marchés actifs et peuplés (exemples des territoires situés à l'interférence des zones dominées par des nomades et de celles occupées par des sédentaires, ou encore au contact d'espaces économiques et fiscaux organisés différemment et jouissant d'un accès inégal aux produits de consommation)<sup>101</sup>.

Le renversement de perspective territoriale, avec par exemple l'émergence d'une échelle communautaire ou avec l'expansion du commerce transfrontalier informel ou légal, met encore une fois les espaces frontaliers en première ligne. Plus qu'ailleurs, il signifie un renversement dans les fonctions et la définition de ces espaces. L'espace frontalier orienté à 180° devient un territoire transfrontalier orienté à 360°. La frontière cesse d'être strictement une ligne pour devenir un espace de transit d'amplitude variable et d'échange entre deux ordres nationaux. L'émergence de territoires transfrontaliers se traduit de manière politique et territoriale. Ces espaces naguère périphériques et subordonnés se recentrent et trouvent les moyens de leur gestion, notamment en tirant profit de leur position de « zone de passage ». Prenant conscience de l'unité des espaces situés de part et d'autre de la frontière, les habitants et leurs élites les dotent de moyens d'agir et

---

<sup>101</sup> La J'farra a connu les deux situations de frontière-barrière et de frontière-filtre. Les autorités coloniales, lors des soulèvements anticoloniaux et antifascistes ainsi que lors des interruptions des relations diplomatiques entre les deux Etats nés de l'indépendance, ont recouru aux fermetures hermétiques de la frontière et à la militarisation de cet espace (notamment lors de la crise de 1981 - 1988). Ces tentatives de scission du territoire j'farri ont amené les tribus à développer des réseaux aguerris chargés d'assurer la traversée clandestine de la frontière et de tisser des liens de solidarité qui serviront de base à la réactivation des échanges lors des phases ultérieures d'ouverture de la frontière et de rétablissement des relations diplomatiques (Boubakri, 1992).

d'exister<sup>102</sup>. De nombreux projets de coopération voient le jour, portés par des structures juridiques et des institutions spécifiques. La frontière joue souvent alors un rôle de catalyseur et de générateur de flux en raison du différentiel de réglementation et de coûts, créant ainsi un véritable « effet-frontière ». Il est même probable que si la frontière disparaissait, on assisterait à une normalisation et une certaine dévitalisation des zones frontières, qui perdraient cette spécificité dynamique. Du fait que les taux d'imposition et les niveaux de développement économiques diffèrent souvent entre les deux côtés de la frontière, certains acteurs économiques peuvent dès lors tirer profit de l'existence de ces contrastes et mettre en place des dynamiques d'échange. Les frontières sont également un lieu privilégié pour le trafic et la contrebande, certains lieux servant de plaque tournante aux commerces illicites les plus divers.

L'une des approches qui constitue à notre avis une grille interprétative innovante de la notion de frontière réside dans l'approche élaborée par R. Brunet qui propose une lecture de l'espace frontalier à travers un « modèle de la discontinuité ». Dans son ouvrage *Les phénomènes de discontinuité en géographie*, il considère que le terme de discontinuité est à préférer à celui de limite, *a fortiori* à celui de barrière, car il laisse place à l'existence d'une certaine surface, sans laquelle il n'y a pas d'activité humaine possible. Le terme de barrière, selon l'auteur, est à réserver à des espaces fermés. L'important, ce serait donc le rapport entre discontinuité objective et discontinuité subjective, entre social et spatial (Brunet, 1968)<sup>103</sup>.

Pour sa part, C. Raffestin propose une approche de la frontière en tant que fait spatio-temporel. Cette approche n'est possible que si elle repose sur un triptyque dynamique : homme, espace, temps. Selon lui, Ce triptyque est par essence relationnel. A partir de ce premier triangle

---

<sup>102</sup> Plusieurs raisons militent pour que ces espaces à la marge soient favorables à l'innovation. D'abord, étant des périphéries, dominées ou pas, ils sont en principes des espaces où il y a plus de liberté que dans les espaces centraux plus contrôlés. Ensuite, ils sont sur le lieu géométrique où les gradients sont les plus forts sur les distances les plus courtes. Encore faut-il qu'ils soient traversés par des faisceaux, sinon l'échange est impossible. Ainsi voit-on émerger des régions bien différentes. Seules celles qui sont traversées par des réseaux, ou pour lesquelles sont faits les efforts nécessaires, peuvent être innovantes.

<sup>103</sup> Un des aspects qui ont suscité notre intérêt dans les réflexions de R. Brunet autour de la discontinuité, réside dans ce qu'il appelle « la dimension de l'invisible dans l'ordre de la frontière ». Cette dimension concerne, selon lui, l'apparition de nouvelles lignes de fractures sociales inscrites dans l'espace sous formes de frontières « invisibles ». Il affirme, à cet effet, que le rôle d'obstacle des frontières politiques connaît un certain reflux, alors que le rôle des frontières « internes », telles que les lignes de ségrégation sociale et les revendications identitaires à base souvent linguistiques, tendent à morceler encore les territoires et à créer de nouvelles barrières. Cette lecture nous amène à nous interroger sur l'importance que devrait revêtir l'étude de la relation entre les réseaux matériels et immatériels, objectifs et subjectifs, qui marquent l'espace de plusieurs formes de séparation. En d'autres termes, telle frontière, invisible sur l'espace, marquée autrement que les fractures dites objectives, peut-elle s'avérer plus prégnante dans les pratiques sociales ? Sommes-nous conscients, qu'en acceptant une telle interprétation de la notion frontière, nous rejoignons le domaine des représentations, celui de la subjectivité assumée ?

(homme, espace, temps), il déduit un second triangle (de type relationnel) constitué par un budget-relations, un budget-espace et un budget-temps. Le budget-relations est, en quelque sorte, *« l'ensemble des relations qu'un groupe a choisi d'entretenir avec son milieu et qui sont conditionnées par les divers codes à disposition à un moment donné. Il qualifie d'espace opératoire et de temps opératoire ces deux dimensions structurées et conditionnées par la réalisation du système de relations. L'espace opératoire est l'espace structuré par un système de relations propres à chaque société. Le temps opératoire est défini comme celui de l'action et des relations »* (Raffestin, 2005). Cet auteur précise, à cet effet, que, dans l'action, le temps n'est pas intéressant en lui-même ; ce qui l'est, ce sont les tâches à accomplir. Ainsi, selon lui : *« Nous construisons le temps opératoire à partir de certains rythmes. Ces rythmes dépendent du système de relations choisi, encadré par un système de croyances et d'habitudes. Ce temps est structuré par un système de relations propre à chaque société. Ainsi, toute collectivité se construit un champ relationnel organisé dans une enveloppe spatio-temporelle dans laquelle le temps et l'espace sont en correspondance et apparaissent indissolublement liés. Cette liaison est la conséquence de la relation qui, pour se réaliser, structure simultanément l'espace et le temps »*. A ce propos, C. Raffestin avance l'hypothèse que dans le champ relationnel, l'espace et le temps opératoires se font et se défont ensemble. Ainsi, dans le cas d'un remaniement de la frontière, la modification peut affecter directement l'espace, le temps et les fonctions, ce qui risque de provoquer des mutations dans le budget-relations.

Appliquant le schéma du triptyque relationnel (budget-relations, budget-espace et budget-temps), à la réflexion sur la frontière, C. Raffestin considère que toute société organisée tend à s'approprier un territoire à l'intérieur duquel elle s'efforce de réaliser son programme social. Même en l'absence d'une organisation politique très élaborée, la nécessité d'une délimitation, voire d'une démarcation de ce territoire, s'impose. L'exécution et la gestion du projet social suppose donc la possession de la souveraineté territoriale définie par un système de frontières fixant des bornes au champ relationnel. Mais, dans ces conditions et en raison même de ces relations qui se transcrivent dans le temps et l'espace, la frontière ne délimite pas seulement un territoire matériel au sens d'aire géographique, mais bien davantage une enveloppe spatio-temporelle, c'est-à-dire tout à la fois un aménagement du temps et de l'espace opératoires, lieu de la réalisation d'un système de relations. Même dans les cas où la frontière n'a pas encore fait l'objet d'une fixation selon les procédures traditionnelles, l'enveloppe spatio-temporelle est souligné par des zones ou des marges d'une certaine épaisseur. La frontière isole relativement les collectivités les unes des autres et donc détermine des disjonctions qui n'intéressent pas seulement l'espace mais encore le temps.

Cette conception nous semble présenter un intérêt pour notre recherche puisqu'elle met l'accent sur une dimension importante inhérente à la question des remaniements de la frontière en tant que celle-ci est un système relationnel inscrit dans le temps. Elle est d'autant plus intéressante pour notre terrain qu'elle a retenu la thèse d'A. Martel pour vérifier son hypothèse. En effet, C. Raffestin considère que l'étude d'A. Martel relative aux confins saharo-tripolitains de la Tunisie (1881-1911) a permis de mettre en évidence que les conditions d'établissement de la frontière tuniso-tripolitaine rythmèrent l'évolution générale du sud tunisien de 1881 à 1911. Selon C. Raffestin, la France a imposé dans cette région une frontière bien délimitée, donc relativement rigide et par conséquent très *disjonctrice*, pour permettre à la puissance colonisatrice de protéger ses possessions maghrébines où elle était en train d'instaurer une enveloppe spatio-temporelle de type colonial caractérisée par une économie primaire d'exportation. Or, comme A. Martel l'a montré, « *la politique de la France en Tunisie n'est donc pas d'expansion, mais d'affermissement* » (Martel, 1965), ce qui se traduit par le bornage de la frontière. Cette délimitation territoriale va rompre un ensemble géographique qui, dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle s'étendait continûment des Syrtes aux Atlas marocains. Ainsi, selon A. Martel, le nomade tunisien n'est plus libre de se déplacer ou de se fixer dans ces steppes comme il pouvait le faire auparavant. La fixation de la frontière a donc affecté essentiellement deux choses : le support et la distance qui étaient nécessaires à la réalisation de plusieurs relations tribales. Celles-ci devenant impossibles, le temps de relation des nomades est affecté et, par là même, c'est une part fondamentale de leur existence qui est désormais perdue. L'intrusion européenne, dans cette région, est symbolisée par l'apparition de frontières délimitées qui brisèrent le cadre mental de la vie bédouine et conduisirent à la déstructuration de son enveloppe spatio-temporelle.

5.5 La mondialisation : remises en cause des frontières d'Etats et accessibilité discriminatoire aux nouveaux réseaux de l'économie-mode.

Dans son article « *Vers un monde unique* », J.F. Bayart considère que la mondialisation est un processus qui a été initié avec la diffusion des religions monothéistes et la généralisation des commerces transcontinentaux du Moyen-Age. Refusant d'adhérer à ce qu'il désigne comme une vision alarmiste de l'Histoire, J.F. Bayart considère que la « *mondialisation ne conduit pas inéluctablement à une uniformisation culturelle ni à la disparition de la pluralité. L'hypothèse d'une disparition des cultures au profit d'une seule est loin d'être confirmée par les faits ; nombre de réalités observables infirment une telle appréhension* ». Il précise, par ailleurs, qu'il n'est nullement évident que les Etats-nations soient menacés par la globalisation (Bayart, 2005).



De leur part, D. Retraillé et J. Lévy s'accordent à considérer que le processus de la mondialisation a connu sa phase la plus importante à partir de 1945. Selon ces deux auteurs, les diverses formes antérieures du processus n'ont pas eu la même portée et ne sont pas caractérisées par la dimension globale que la mondialisation contemporaine semble imposer à l'ensemble des aspects économiques, culturels, spatiaux, éthiques et symboliques. En effet, D. Retraillé et J. Lévy, notent que depuis 1945, nous assistons à une accélération, une globalisation et une irréversibilité du phénomène qui intègre massivement les échanges dans les rapports entre les nations. Selon eux, la logique géopolitique traditionnelle se trouve contournée et dépassée par les stratégies mercantilistes des firmes multinationales qui tissent des réseaux transnationaux de plus en plus mondialisés ayant pour enjeux la maîtrise des moyens productifs et logistiques ainsi que des territoires (Retraillé et Lévy, 1993). Enjeux qui se basent sur une optimisation du temps créant, par conséquent, une dynamique circulaire des biens, des informations et des représentations. Cet aspect substantiel de la mondialisation a été analysé par D. Harvey qui a considéré l'accélération des échanges comme une « *compression du temps et de l'espace* » (Harvey, 2004).

Contrairement à J.F. Bayart, qui a relativisé l'effet de la mondialisation sur les réalités et les représentations « locales », M. Crepon considère que « *La mondialisation menace les espaces et redessine la carte des lieux. En unifiant les marchés, y compris non monétaires (le monde des idées), elle remet en cause les frontières et réorganise, par conséquent, à une échelle plus élargie un certain nombre de processus* » (Crepon, 1996).

Au niveau des espaces, la mondialisation établit de nouvelles connexions entre les lieux. Si certains espaces peuvent tirer profit des nouvelles configurations des lignes et axes d'échange, d'autres se trouvent « enclavés ». Ainsi, « *dans un espace intégré, ce qui semble être un semis de localisations séparées les unes des autres devient système spatial mis en relation. Ce nouveau mode d'articulation des lieux n'a de frontières que les limites de rentabilité et d'aptitude d'intégration ; les limites des Etats s'en trouvent transcendées. Les nouvelles frontières ne désignent plus, par conséquent, les limites de souveraineté, mais les « isobares » de la capacité d'intégration des lieux* » (Lévy, 2002).

Parmi les approches qui nous ont interpellé pour leur prise en compte de la dimension territoriale dans le processus de la mondialisation, nous citerons la contribution de K. Koop intitulée « *Mondialisation et recompositions territoriales* ». L'auteur réfute les thèses dites de « prospérité globale » prônées par les organismes financiers, lesquelles affirment que la mondialisation est en mesure de combler le hiatus entre les pays riches et pauvres en créant des pôles économiques performants intégrateurs des arrières-pays. L'auteur considère que tous les territoires n'ont pas la même possibilité d'intégration à l'économie-monde ; de ce fait, leur

insertion aux réseaux de la performance est sélective et limitée. La conséquence de cette accessibilité discriminatoire est une aggravation des inégalités entre les espaces tant au niveau du monde qu'à l'intérieur des pays et même de l'ensemble des lieux (Koop, 2007). A cause de cette intégration sélective, nous assistons, selon l'auteur, à une fragmentation socioéconomique à l'échelle infranationale. Par ailleurs, K. Koop énonce l'hypothèse que les territoires ne peuvent exister sans réseaux. Par conséquent et pour éviter toute forme de marginalisation, les acteurs locaux doivent valoriser des ressources matérielles, humaines, relationnelles et symboliques susceptibles de promouvoir une insertion dans une catégorie de réseaux. Selon K. Koop, ces réseaux ne sont pas nécessairement ceux de l'économie officielle ; les secteurs informels sont à même d'investir les territoires laissés « en friche » par les multinationales ou par les politiques d'effacement progressif des Etats. (Koop, 2007).

Les réflexions de K. Koop présentent des similitudes avec celles élaborées par A. Belhedi relatives aux effets de la mondialisation sur la structure territoriale de la Tunisie. Dans son article « *La mondialisation et le territoire en Tunisie* », A. Belhedi considère que le nouveau contexte mondial est de nature à privilégier davantage les espaces littoraux et contribuerait à une marginalisation des espaces intérieurs. L'effet de la mondialisation se traduirait par la création de deux sortes d'espaces : La première catégorie serait investie de secteurs performants, concurrentiels, intégrés à l'économie mondiale et la seconde renfermerait des espaces qui seraient marginalisés et informalisés. Cette forme de ségrégation conduirait à la désintégration périphérique de l'espace national (Belhedi, 2006).

## 6. Plan :

Afin d'exposer en détails le contenu de notre recherche, nous nous proposons de suivre la structure suivante :

Dans la première partie de la thèse, nous traiterons de la situation de la J'farra à la lumière des politiques déstructurantes des Etats et l'imposition de la frontière comme barrière. Il y sera question de la phase d'immobilisation des nomades par les Etats coloniaux, déstructuration du grand pastoralisme et de création des premiers sites de fixation des populations j'farries. Ensuite, nous analyserons les politiques des Etats nationaux et leurs effets en commençant par la destruction des *k'sour*, les projets de sédentarisation et l'émergence de l'émigration clandestine et de la contrebande.

Dans la deuxième partie, nous évoquerons la phase qui fut marquée par l'ouverture de la frontière en mettant en exergue le nouveau fonctionnement de celle-ci. En effet, de barrière

disjonctrice, la frontière est désormais une ressource. Nous traiterons d'abord du passage de l'économie pastorale à l'économie informelle, des flux qui traversent la région et de la restructuration des espaces urbanisés. Ensuite, nous analyserons les enjeux fonciers dans la J'farra en rapport avec les politiques de l'eau, les mutations de l'agriculture, le renouveau du pastoralisme et l'importance sans cesse grandissante des espaces stratégiques de la contrebande et des échanges informels ainsi que le déclin du secteur formel. L'étude de ces enjeux et mutations mettra en lumière l'émergence des nouveaux réseaux d'acteurs issus de la recomposition des élites locales et de l'institution d'un nouveau clientélisme. A ce propos, nous nous attarderons sur un groupe d'acteurs incontournables : le cartel de la frontière, réseau que nous estimons porteur d'un projet de création d'un système économique à la marge et de restructuration du territoire.

La troisième partie sera consacrée à la question de l'identité. Il y sera question de mémoire et de représentations du territoire dans la J'farra. Nous analyserons ainsi les discours sur les identités aussi bien ceux des deux Etats que des populations et de leurs élites. Nous privilégierons l'approche qui articule le processus de désengagement des Etats et celui de la résurgence des discours particularistes tribaux. Cette résurgence qui s'accompagne d'un projet de formulation d'une identité de la marge. Identité qui prône le recentrage sur la tribu, le réseau et le territoire. Notre « matière » principale dans cette partie est constituée d'une série d'affaires qui ont lieu dans la J'farra et que nous commenterons en détails grâce à des récits de vie des protagonistes.

En fin et en guise de conclusion générale nous reviendrons sur nos hypothèses de départ pour répondre à nos interrogations aussi bien de départ que celles que le cours de l'analyse a laissé émerger en insistant sur le trait substantiel de notre thèse, celui du rapport entre la frontière et la territorialité dans la J'farra.

Première partie :  
Barrière frontalière et institution de nouveaux  
rapports à l'espace dans la J'farra :  
dépérissement des anciens modes  
d'exploitation des ressources.

La frontière tracée dans la J'farra à partir de la fin du XIXème siècle est une frontièrè inter-impériale destinée à séparer deux empires coloniaux et par conséquent deux projets de développement relevant de centres distincts. Depuis ce tracé, la frontière a été conçue comme une ligne de fracture, balisée et nettement définie. L'édification de part et d'autre de cette ligne de postes de garde a conduit à la restriction des déplacements des troupeaux dans les parcours et le dépérissement des anciens modes d'exploitation des ressources. L'avènement des indépendances dans les deux pays n'a pas remis en question la situation de division de la J'farra et a, dans une certaine mesure, contribué à consolider la discontinuité en militarisant la région et en renforçant les premiers noyaux de sédentarisation des anciens nomades.

Dans cette partie, nous analyserons les effets du tracé de la frontière sur les rapports des tribus j'farries à leur espace. Le premier chapitre traitera des projets de création de deux enveloppes spatio-temporelles coloniales qui ont touché aussi bien le pastoralisme et les déplacements que la création des établissements fixes pour les nomades et les réformes foncières.

Le second chapitre sera consacré à l'analyse du fonctionnement de la frontière à la suite de l'accession des deux pays à l'indépendance. Pendant cette période, la J'farra a connu des situations successives de fermeture hermétiques et d'ouverture partielle.

Notre objectif est d'analyser, à travers le tracé, dans un premier temps et l'étude du mode de fonctionnement de la frontière, dans un second temps, les effets sur les modes d'exploitation et de rapport au territoire. Nous tenterons de répondre à la question : quels sont les effets sur les tribus, les territoires et les ressources de chaque mode de fonctionnement de la frontière dans la J'farra, une frontière qui fut tour à tour barrière, filtre et ligne de crispation des Etats nationaux ?



## Chapitre 1 :

### Immobilisation des nomades par les Etats coloniaux

#### 1. La frontière franco-italienne :

Le tracé d'une frontière dans la J'farra entre la Tunisie (Régence sous Protectorat français) et la Tripolitaine (Province ottomane) n'est devenu effectif qu'après la signature du Traité de Zouara le 19 mai 1910, soit plus de 19 ans après l'entrée des troupes coloniales en Tunisie et à quelques mois du débarquement des premiers contingents italiens à Toubrouk le 5 octobre 1911 (Tchayji, 1992). Les commissions de délimitation de la frontière et de d'implantation des bornes ont été conduites par le juge Mohammed Sghaïer M'gadmini du côté tunisien et par le chef tribal Siâane Saâd Halbouda du côté libyen (Gachat, 2001). Cette délimitation suscite cependant une série d'interrogations ; la frontière ainsi matérialisée correspond-elle à une réalité humaine ou est-elle une « innovation » dans l'espace régional ? Reflète-t-elle une situation historique héritée ou traduit-elle l'entrée de la région dans une nouvelle sphère géostratégique régie par des mécanismes jusque-là inconnus par la population locale ? Y'avait-il déjà une frontière dans la J'farra ?

1.1 Le tracé de la frontière dans la J'farra : une alliance paradoxale et éphémère entre deux projets territoriaux.

Selon A. Martel, avant la colonisation, la J'farra était une « zone tampon » qui servait souvent de lieu de rébellions et constituait un enjeu spatial de luttes entre les divers groupes (tribaux ou royaumes) dans l'édification de territoires ou la création de nouveaux Etats (Martel, 1965). Les colonisateurs balayaient cette conception en traçant des frontières-lignes géographiquement, matériellement, militairement et juridiquement définies et identifiées dans et sur l'espace (Boilley, 2001). Selon cet auteur, la frontière pré-coloniale était une frontière « zone » ; avec la colonisation, elle est devenue une frontière « ligne ». Les requêtes envoyées par

le *miâad*<sup>104</sup> des tribus J'farries aux Beys de Tunis entre 1850 et 1881 pour leur demander leur aide dans la lutte qu'elles menaient contre les incursions des « tribus tripolitaines », n'évoquent pas l'existence d'une ligne frontalière entre les deux entités, mais une aire séparant la Régence des possessions ottomanes dépendant de Tripoli. Ainsi, la lettre adressée par le *miâad* des Touazines<sup>105</sup> au Bey Mohammed Es Sadok en date du 16 février 1872, relate l'attaque d'un troupeau « appartenant à la tribu par des sujets tripolitains, aux environs des terres où se croisent et s'entremêlent les deux royaumes »<sup>106</sup>. Par conséquent, nous pouvons prétendre que la J'farra connaissait, avant l'installation du Protectorat, une zone de séparation entre des territoires tribaux dont le tracé et l'épaisseur fluctuaient au gré des rapports de force et des déplacements des nomades.

Avec l'avènement de la colonisation, l'établissement de la frontière tuniso – tripolitaine a rythmé l'évolution générale de la J'farra à travers la mise en œuvre des politiques qui ont marqué la pénétration, l'occupation, l'organisation, la mise en valeur, autant que la délimitation de cette région par les deux puissances colonisatrices. Les traits spécifiques de cette politique se sont traduits par le tracé de frontières-lignes destinées à délimiter deux souverainetés, deux marchés, deux références légales et fiscales. Cette nouvelle ligne a eu aussi pour fonction, le contrôle des échanges et des hommes.

En raison de la dimension géopolitique qui a caractérisé la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et, notamment, l'expansion coloniale des puissances européennes en Afrique du Nord, les confins tuniso-tripolitains ont subi, plus intensément et plus directement que d'autres territoires conquis, les contrecoups de « la course aux colonies ». De même, leur situation, intermédiaire entre le monde méditerranéen et l'ensemble saharo-africain, les a placés à l'interface de deux domaines

---

<sup>104</sup> Le *miâad* est une institution qui est connue dans l'ensemble des régions tribales en Tunisie et en Libye depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle comme l'attestent les lettres rédigées par ces institutions et adressées aux souverains et ministres des Régences de Tunis et Tripoli (Bettaïeb, 1998). Le *miâad* est une assemblée des notables locaux et de chefs de familles qui siègent aux côtés des descendants des fondateurs des clans, des cavaliers les plus valeureux, des maîtres des écoles coraniques et des poètes (Boulifa, 2001). Les tribus du Centre, du Nord et du Sud tunisien ainsi que celles de l'ensemble de la J'farra libyenne, ont connu cette institution, mais son rôle dans l'organisation sociale fut inégal selon les régions. Ainsi, dans le Nord tunisien, l'institution désignée par le terme *halga* (le cercle, l'anneau) était d'avantage une assemblée consultative dont les réunions étaient aléatoires et rarement documentées. Au contraire, le *miâad* de la J'farra se réunissait périodiquement dans des lieux spécifiés selon les saisons ou les occasions et exerçait un pouvoir réel sur les affaires des groupes tribaux sur la base d'un accord négocié et consigné dans un document écrit engageant tous ceux qui siégeaient dans l'assemblée. Le *miâad*, tel que connu dans la J'farra, était constitué de deux corps : le premier est à caractère législatif et est placé sous la tutelle du *cheikh al ôrfia* (chef de la loi coutumière) et le second est à caractère exécutif et guerrier et est commandé par le *cheikh chortiya*, il est constitué par un corps de cavalerie (Boulifa, 2001).

<sup>105</sup> Tribu de pasteurs et de guerriers dont les terres se situent aux environs de l'actuelle ville de Ben Guerdane.

<sup>106</sup> Le *miâad* des Touazines en date du 16 février 1872 (manuscrit).

différents d'application de cette politique, caractérisée par la volonté générale de paix (Martel, 1965). Dans son ouvrage consacré aux confins saharo-tripolitains de la Tunisie et aux conditions d'établissement des frontières dans la J'farra, A. Martel inscrit la phase inhérente à l'implantation de la colonisation dans un processus historique et géopolitique caractérisé par les rapports souvent conflictuels entre les puissances européennes. En effet, selon l'auteur, *« La France a obtenu en Méditerranée, en 1882, tout ce qu'elle pouvait espérer. La Tripolitaine ne l'a jamais attirée et elle n'ignore pas que cette province ottomane est considérée par l'Angleterre comme le bastion occidental de l'Égypte, de même qu'elle considérerait la Tunisie comme la couverture orientale de l'Algérie »* (Martel, 1965). La politique de la France en Tunisie n'est donc pas d'expansion, mais d'affermissement. Le protectorat s'efforce de réaliser les objectifs qui ont motivé la conquête : protéger les possessions maghrébines françaises et mettre la Régence en valeur au profit des intérêts français. Si les conditions naturelles du Sud-tunisien ne se prêtent pas à la deuxième partie de ce programme, la situation de cette protection, il faut empêcher que la Tripolitaine devienne une base d'agression ou un foyer de subvention ». Sur le versant tripolitain, A. Martel considère que l'Empire Ottoman, *« alors en phase de déclin, redoutant la perte de sa dernière province maghrébine et convaincu que la France ne convoite pas la Tripolitaine, contrairement à l'Italie, qui proclame ses ambitions sur cette province, choisit le moindre mal et consent à perdre quelques milliers de kilomètres carrés de steppe (dans la J'farra) et à accepter le détournement du trafic transsaharien »* (Martel, 1965)<sup>107</sup>.

Il convient toutefois de signaler, que l'installation de la colonisation dans la J'farra, les deux principales confédérations tribales de la J'farra ; Werghemma et Nouaïel connaissaient une phase d'expansion et de reflux de leurs territoires respectifs (Boulifa, 2001). Les Touazines qui occupent les parcours situés à l'Est de des terres de la confédération des Werghemma parvenaient aux parcours camelins de la Mokta et d'El Ketf, alors que leurs alliés du Sud, les Oudernas conduisaient des incursions sur les pistes caravanières qui empruntaient l'axe Ghédamès-Tripoli (Boulifa, 2001). Toutefois, cette expansion « vers l'Est », qui a constitué, selon M. Boulifa et F. Leyssir, une dynamique caractéristique de l'évolution werghemmie au cours des XVIIIème et XIXème siècles, allait connaître une série d'obstacles. En effet, selon ces deux auteurs, à partir de 1835, les Werghemmis, qui étaient formellement des sujets de la Régence de Tunis, ont dû compter avec l'administration ottomane en Tripolitaine. Celle-ci, grâce à la présence des troupes de la Sublime Porte à Zouara et Yeffren, puis à Nalout, voulait mettre un terme à leur progression en direction de l'Est (Leyssir, 1997). Or, l'installation du Protectorat français sur les confins

---

<sup>107</sup> Se reporter à la carte relative au tracé de la frontière et aux revendications de chaque partie.

sahariens de la Régence de Tunis allait faire coïncider deux projets territoriaux : celui de l'expansion werghemmie et celui de l'affermissement de la puissance coloniale. Coïncidence paradoxale, car si le premier projet werghemmi était régi par une logique de mobilité, le second prônait la fixation. A. Martel, considère que c'est au commandant Rebillet que revient le mérite d'avoir inscrit la réalisation pratique de l'objectif frontalier tuniso-tripolitain dans une démarche d'adaptation aux conditions du milieu humain. En effet, selon l'auteur des *Confins sahariens*, « la méthode de commandement s'inspire de la tradition turque (reprise par les premiers officiers des Bureaux arabes d'Algérie) d'alliance conjoncturelle avec les tribus locales. Conscient de la faiblesse de ses moyens, il détourne les forces susceptibles de contester le pouvoir central sur des objectifs qui leur sont particuliers. Mais, contrairement aux Ottomans, Rebillet et ses successeurs ne les utilisent qu'à titre provisoire et pour mieux les détruire » (Martel, 1965).

Mettant à profit les conditions précaires de la présence ottomane dans la J'farra orientale et reprenant à son compte les revendications territoriales de Werghemma, Rebillet proposa à ces derniers un objectif commun, celui de parvenir jusqu'à une « limite » naturelle matérialisée par la Mokta et le Khaoui Smeïda qui figuraient sur la *hojja des Touazines*<sup>108</sup> (Bettaïeb, 1998). Selon A. Martel, le Protectorat « répond à une des aspirations séculaires des Werghemma en général et des Touazines en particulier » (Martel, 1965). Toutefois, ce qui aurait pu n'être qu'une étape de leur expansion vers l'Est devint pour les Werghemma un terme, une limite infranchissable et une césure du temps et de l'espace nomades. L'implantation du *goum*, l'édification des postes frontaliers et la répression des traversées<sup>109</sup>, conséquence de la délimitation territoriale, allaient mettre un terme « à une épopée de plusieurs siècles. Le bornage fixe un cadre à des activités qui ne dépendaient que d'un rapport de forces (entre groupes tribaux). L'interdiction de franchir la frontière implique sinon la fin d'un genre de vie, du moins le déclin irréversible d'une conception de vivre » (Martel, 1965).

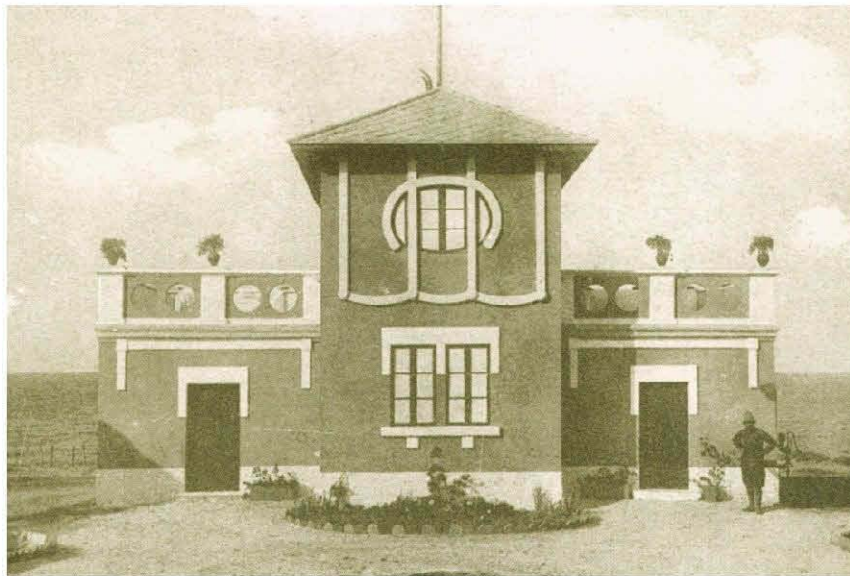
---

<sup>108</sup> Ce document manuscrit établit les droits des Touazines sur des terres situées en dehors de leur territoire tribal. Ce document rédigé par le *miâad* de cette tribu, revendique la liberté d'accès aux parcours situés au voisinage des sebkhas (actuelle frontière) en contrepartie du droit de passage accordé aux Nouaïel (sujets tripolitains) sur les terres de la confédération de Werghemma.

<sup>109</sup> Bien que se disputant des terres, les Nouaïels et leurs voisins Touazines entretenaient des relations d'échange et permettaient, lors de certaines périodes de l'année le passage des caravanes se rendant dans les marchés situés de part et d'autre de la J'farra. Ainsi, les Touazines pouvaient se rendre au début de l'été au marché de Gergaresh ou de Zaouïa dans les environs de Tripoli pour vendre la laine et les peaux et les Nouaïels traversaient la J'farra et remontaient vers Gabès pour échanger les *flij* (tissage en laine de dromadaire pour les tentes). M. Boulifa cite des cas de prises effectuées par les unités de l'armée coloniale contre les caravanes des Nouaïels à partir de 1889 et l'interdiction par les unités de l'armée coloniale française de passage de la frontière pour les troupeaux des Touazines se rendant vers les parcours du J'bel Nafoussa lors de la sécheresse de 1891-1892 (Boulifa, 2001).

## 1.2 L'établissement de la frontière et le processus de dépeuplement des modes ancestraux d'exploitation des territoires tribaux.

Le découpage territorial par l'instauration d'une frontière-coupure a constitué plus qu'une identification d'une limite de Régence, il a délimité désormais le cadre de l'ensemble d'un empire colonial. Il remis en cause, et radicalement, les modes de vie et le destin de la J'farra. A la suite de la matérialisation (par bornage) de la frontière, l'interdiction des passages (dans les deux sens pour les tribus situées de part et d'autre de la nouvelle limite) et l'installation des troupes italiennes, à partir de du 11 octobre 1911 dans les fortins de Nalout, Zouara et Briga, la mobilité des tribus nomades (particulièrement les Nouïels et les Touazines) a été rendue difficile, contrôlée et même combattue (Boulifa, 2001).



Premier poste frontalier à Boukammach dans la J'farra édifié en 1921.

(Source : Ed. Alif).





Départ en patrouille sur la frontière dans les environs de Nalout en mars 1924.

(Source : K. Hoûny).

Le cadre tribal qui garantissait les formes de solidarité traditionnelle subissait alors les pressions des deux pouvoirs coloniaux (Ben Salem, 1990)<sup>110</sup> ; les modes anciens d'exploitation, fondés sur le nomadisme et la complémentarité des groupes, étaient désormais affectés par un processus de dépérissement. Selon A. Martel, à partir du moment où la frontière est devenue une réalité incontournable « *le bédouin (dans la J'farra) n'est plus qu'un semi-nomade qui ne dispose plus de l'ensemble territorial et humain ouvert qui s'étendait des Syrte aux Atlas marocains, entre les plaines ou des montagnes littorales et le véritable désert. Ces espaces où il était libre de se déplacer et de se fixer, ont été morcelés. Des bornes ont été placées par des vainqueurs qui ne veulent plus reconnaître que des Algériens, des Tunisiens et des Tripolitains* » (Martel, 1965).

Outre les modes ancestraux d'exploitation des ressources, la frontière ainsi établie entre des territoires désormais étatiques va briser le cadre mental de la vie nomade, et celui de des Werghemmis en particulier. Plus que l'équilibre des forces locales résultant d'affrontements antérieurs à la conquête européenne, elle matérialise « *l'intervention d'un maître étranger qui tend à imposer sa conception de l'Etat territorial, tout en soumettant sa réalisation à ses intérêts propres, c'est-à-dire en ménageant tous les impératifs nationaux et internationaux, de sa politique générale* » (Martel, 1965).

Les J'farris, qui avaient scellé leur destin à la nouvelle puissance coloniale dans son projet territorial allaient se rendre compte de l'effet destructeur de la pérennisation d'une frontière sur

---

<sup>110</sup> Selon O. Ben Salem, les autorités coloniales considéraient la déstructuration de l'organisation tribale comme un préalable à toute « pacification » des territoires conquis. Il cite à ce propos le rapport du député Didier présenté à l'Assemblée Nationale en 1851 où il est écrit « *Nous devons multiplier nos efforts pour détruire les groupes tribaux qui se réfèrent aux liens de parenté et d'ethnie, car c'est au sein de ces groupes que se recrutent les têtes les plus hostiles à notre hégémonie sur l'Algérie* ».

leurs terres et la réduction de leur liberté de mouvement. Condamnés à ne plus pouvoir pratiquer le rezzou sur les terres de leurs voisins Nouaïels ni à commercer avec ces derniers en temps de paix, les Werghemmis essayèrent de constituer une nouvelle alliance<sup>111</sup> pour refuser l'ordre colonial établi (Marzougui, 1975). Les Werghemmis, et en particulier les Touazines, ont été les premiers à traverser la frontière, de manière collective, pour aller trouver refuge chez les Nouaïels, leurs anciens ennemis, scellant ainsi une alliance entre les deux tribus en vue de constituer le premier noyau de résistance à la colonisation, qui a été rejoint par les autres tribus de la J'farra orientale ; les Siâanes, les Weriemmis et les Zouaras. Le déclenchement de la révolte - qui sera connue par la suite comme le « soulèvement des Oudernas »<sup>112</sup> - en 1915 constitue un moment fondamental et fondateur des nouvelles alliances dans la J'farra. La répression coloniale française<sup>113</sup> et italienne<sup>114</sup>

---

<sup>111</sup> La confédération de Werghemma et la tribu des Nouaïels ont entretenu, depuis le XVIème siècle (date de création de la confédération de Werghemma dans le J'bel Ghomrassen) jusqu'à l'installation de la colonisation dans la région à l'orée du XXème siècle, des rapports caractérisés par des affrontements intermittents pour le contrôle des terres situées entre l'actuelle Ben Guerdane et Zouara. Néanmoins, le conflit territorial entre les deux groupes permettait, sous certaines conditions et lors des périodes critiques de sécheresse ou d'instabilité politique, certaines formes de coopération. Selon M.N. Boutaleb, les relations entre Werghemma et ses voisins de l'Est (les Nouaïels) « étaient dominées par leur concurrence séculaire pour le contrôle des terres de parcours et des principales pistes reliaient la Tripolitaine à Tunis. Ils étaient le fer de lance de l'expansion territoriale centrifuge que connaissaient les tribus de la région et les deux plus fervents défenseurs des çoffs locaux. Aucune alliance ne semble avoir lié Werghemma aux Nouaïels malgré les très longues périodes de paix qu'a connues la J'farra avant les soubresauts des soulèvements des 1864 et l'avènement de l'ère coloniale » (Boutaleb, 2002).

<sup>112</sup> La tribu des Oudernas était constituée dans sa majorité par des clans de grands nomades, de factions guerrières et de *ârchs* semi-nomades qui occupaient des territoires voisins de ceux de leurs alliés les Touazines, dont ils partageaient le genre de vie (Boulifa, 2001). Ses parcours sont considérés comme les plus étendus de l'ensemble de la confédération Werghemma puisqu'ils englobaient les terres situées entre Sidi Toui, l'Ouaâra, Sidi Mosbah et Bir Lahmar. La tribu comprenait des ârchs de cavaliers à l'instar des Zorganes - redoutables guerriers - qui parcouraient les plaines jusqu'aux contreforts du J'bel Labiodh et prolongeaient leurs chevauchées au-delà du Dhahar pour pratiquer des razzias ou accompagner une caravane. Les Oudernas faisaient figure de grands nomades en raison de l'ampleur relative de leurs déplacements. Leurs troupeaux parcouraient toute la zone comprise à l'Est et au Nord du J'bel Abiodh jusqu'au Khaoui Smeïda.

<sup>113</sup> M. Boulifa relate, dans son étude consacrée au soulèvement des Ouderna en 1915, l'épisode sanglant de la « Campagne d'Al Athamny » au cours duquel les insurgés Touazines, alliés aux Nouaïels, attaquèrent les *ârchs* soumis aux autorités coloniales et le *goum* qui contrôlait un point de passage frontalier. Les versions relatives à cette bataille, bien que divergentes sur les détails, s'accordent à la considérer comme le véritable début de l'insurrection. Ainsi, selon El Hadj El Âjmi Ben Nasr El Braïek - qui nous a accordé un entretien en date du 19 juillet 2003 à Ben Guerdane - la bataille d'Al Athamny, fut beaucoup plus qu'un affrontement sporadique entre belligérants ; « ce fut une nouvelle ère qui s'annonçait. Les insurgés avaient redéfini les critères des alliances. Mon père El Hadj Nasr était parmi ceux qui avaient refusé le joug âkri (français) et rejoint ses frères qui combattaient les premiers régiments italiens. Ensemble, ils avaient attaqué les *gâada* (littéralement « les assis », ce terme désigne ceux qui sont restés dans les zones tenues par les militaires et avaient refusé de porter les armes) des deux côtés, qu'ils fussent Nouaïels ou Touazines. Les pertes furent importantes des deux côtés, les insurgés ayant décidé d'achever les *goumiers* à l'arme blanche. A leur retour dans les terres situées au-delà du Ketf (dans la J'farra orientale), les militaires italiens les bombardèrent à l'artillerie. Mais, malgré le nombre élevé de victimes, une nouvelle identité était née dans la J'farra, celle des cavaliers qui refusait l'ordre colonial établi ».

a favorisé « la prise de conscience chez les populations j'farries du danger existentiel que pourrait représenter une frontière fermée, dont les règles de gestion et de contrôle leur échappaient » (Gachat, 2001). Cette analyse est partagée par M. Boulifa qui précise que les rapports entre les confédérations tribales étaient régis par « un complexe conflit-coopération et que les luttes pour le territoire, l'accès aux ressources et l'alignement au sein des çoffs restaient assujetties aux conditions climatiques aléatoires, à la situation sécuritaire et à la possibilité de négocier l'étendue spatiale des déplacements. Cette flexibilité des situations d'hostilité et de collaboration ne pouvait s'accommoder d'une délimitation définitive et infranchissable de l'espace mis à disposition des groupes tribaux ni d'une éradication du rapport à l'autre, fut-il un ennemi » (Boulifa, 2001).

Suite à l'insurrection des Oudernas, la présence coloniale militaire connut une nouvelle avancée vers les premières lignes (jadis confiées à des groupes mobiles de goumiers non originaires de la région et commandés par un officier français) à travers la construction des postes fixes de Jedlaouine, Bordj Sidi Touï et Oglet Ben Izzar. Ce déploiement aux limites mêmes de la frontière constitua un maillage sécuritaire qui contribua à interdire les mouvements des nomades, des insurgés et des réfugiés libyens chassés par l'avancée des troupes italiennes.

Dans le même temps, l'édification, du côté libyen, des casernes de Nalout et de Bordj Bir Al Gratiya par l'armée italienne, ainsi que la pose de barbelés au long du tronçon du Megtaâ entre Aïn El Ferth au Sud et Ras J'dir au Nord, finirent de dissuader les nomades de tenter une traversée de la double ligne franco-italienne<sup>114</sup>. « Seule la poignée formée par les derniers insurgés, qui se battaient désormais sur les deux fronts, continuait à transgresser la ligne au gré des différentiels de la répression » (Marzougui, 1975).

L'imposition de la frontière dans la J'farra allait porta en outre atteinte à d'autres aspects de

---

<sup>114</sup> Dans son ouvrage consacré aux premiers affrontements entre les tribus j'farries et les troupes italiennes, M.S. Gachat met en exergue la tuerie d'El Watiya lors de laquelle les cavaliers siâanes faits prisonniers après une proposition de négociation en vue d'une reddition, furent fusillés, ce qui déclencha le basculement de la plupart des âarouch j'farris dans l'insurrection (Gachat, 2001).

<sup>115</sup> Plusieurs faits et aspects relatifs à cette période sont relatés dans les documents de la « série A-Période coloniale » (Archives nationales tunisiennes, série A, carton 280, dossiers 1, 3 et 19). Cette série appartient au fonds de la « Section d'Etat » relevant du Premier Ministère et concerne l'administration régionale et locale, les limites entre les circonscriptions administratives, le contrôle de la population, les frontières et les migrations entre la Tunisie et la Tripolitaine. Elle comporte aussi des dossiers classés selon des thèmes comme les limites des territoires des tribus et des groupes tribaux, les frontières avec les possessions italiennes en Libye, les étrangers, les activités politiques des immigrés tripolitains et les organisations nationalistes. Elle présente d'importantes informations relatives aux rapports entre l'administration coloniale et la population j'farrie ainsi qu'avec les émigrants vivant en Tunisie, notamment les Tripolitains. Nous y avons trouvé un certain nombre de dossiers consacrés aux personnes ayant participé en 1915 à l'insurrection des Oudernas, et à celles suspectées par l'administration coloniale et ayant été soumises à l'internement ou à l'exil.



l'existence des populations locales et, en premier lieu, à l'exploitation de leur activité principale : le pastoralisme.

### 1.3 La fragmentation des territoires : l'entrave au déplacement et la déstructuration du grand pastoralisme.

La période qui a immédiatement précédé l'implantation coloniale dans la J'farra était caractérisée par la prédominance des tribus nomades qui exploitaient les parcours localisés entre l'arc du J'bel Labiodh-Nafoussa et la côte méditerranéenne. Elles se déplaçaient sur l'ensemble du territoire et pratiquaient un élevage extensif d'ovins, de caprins et de camélins, assujetti aux cycles aléatoires des précipitations (Hassan, 1986). L'économie régionale était agro-pastorale dans l'ensemble. Toutefois, le maintien de l'activité pastorale des nomades était conditionné par l'activité agricole des sédentaires dans les J'bels Labiodh-Nafoussa lesquels fournissaient une partie de leurs besoins alimentaires (Marzougui, 1984). La prédominance du nomadisme, à l'exception de la zone du J'bel Labiodh et de Nafoussa, constituait la conséquence de la prééminence du pastoralisme, de la mobilité constante des tribus et de l'absence d'entraves juridiques ou politiques aux déplacements des hommes et des troupeaux. Dans pareil système, l'utilisation des terres et la recherche des moyens de subsistance s'effectuaient à l'échelle d'un vaste territoire aux potentialités diversifiées. Là où les précipitations étaient parcimonieuses, l'activité pastorale prenait place alors qu'une agriculture extensive en sec ou une activité pastorale avec une plus grande concentration du cheptel démarrait dans d'autres endroits plus arrosés (Martel, 1965). Cette intégration du pâturage et des cultures en tant que forme de mise en valeur des capacités productives des terres s'est maintenue durant des siècles ; mais elle allait être très sérieusement perturbée à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec la récurrence des crises politiques du Beylicat<sup>116</sup>, les révoltes paysannes et, dans la dernière phase, l'occupation territoriale par les puissances coloniales européennes.

A la suite de l'instauration du protectorat en Tunisie et de l'entrée des troupes italiennes en

---

<sup>116</sup> Crises dont l'une des principales fut la révolte de Ali Ben Ghedhahem, le chef tribal des Majjer (tribu semi-nomade de l'ouest tunisien) qui se dressa en 1864 contre la hausse des impôts. Grâce au soutien de plusieurs tribus, dont la confédération de Werghemma, il réussit à lever une armée contre le pouvoir beylical, mais il fut défait, capturé et décapité en 1866. Les conséquences de cette crise et la défaite des tribus qui s'en est suivie ont contribué à la paupérisation des J'farris à qui les autorités beylicales multiplièrent le montant de la *majjba* (impôt) et confisquèrent une grande partie du cheptel (en particulier les Touazines) en 1866 et 1869 (Bettaïeb, 1998).

Libye, la J'farra fut déclarée « zone militaire » par les deux autorités coloniales<sup>117</sup>. Par conséquent, et afin de maintenir les tribus sous leurs totales dominations respectives, les deux armées se devaient d'instaurer un contrôle de toutes les formes de déplacements et de créer les conditions d'une fixation des populations nomades. Cette politique allait déclencher un processus de déstructuration des systèmes de production et des organisations sociales nomades, avec notamment la mise en place de programmes de fixation systématique des populations, la création de nouveaux noyaux de production agricole et l'introduction de l'échange monétaire (Louis, 1979 ; Al Bouri, 1988). La fermeture de la frontière ne constitua qu'une des causes de la déstructuration du territoire des nomades et, par conséquent, du déclin du grand pastoralisme. En effet, corollairement à cet objectif, les autorités coloniales dans les deux pays engagèrent une politique de sédentarisation partielle et forcée des populations destinée à permettre un meilleur contrôle des tribus de la région (Martel, 1965). Toutefois, cette stratégie de fixation devait reposer sur la mise en œuvre d'une législation permettant la privatisation de terres qui, jusque-là, étaient restées, dans leur écrasante majorité, dans l'indivision.

#### 1.4 Les mutations foncières sous les protectorats : pour un démantèlement progressif de la propriété tribale des terres.

Suite à la grande division de la J'farra (partagée entre deux entités politiques séparées par une frontière infranchissable), les autorités coloniales procédèrent à une série de démembrements du territoire par le démantèlement des formes d'appropriation communautaire de la terre et des ressources (Moreau, 1950). Cette politique s'est déroulée en deux temps<sup>118</sup>.

Tout d'abord, il y eut les opérations de bornage et de délimitation de la propriété foncière des fractions de tribus, afin de les amener à se détacher de leur tribu d'origine. On procéda ensuite à des lotissements, c'est-à-dire à une attribution individuelle des terres, notamment dans les parties

---

<sup>117</sup> Il y a lieu de souligner que les autorités coloniales italiennes ont scindé la J'farra orientale en deux zones. La première est littorale et considérée comme utile (susceptible d'accueillir les colons venus de la Péninsule). Elle s'étend de Zouara à l'ouest jusqu'à Zaouïa à l'Est sur une profondeur d'une dizaine de kilomètres. La seconde zone est dite « saharienne » et couvre la majeure partie de la J'farra ; c'est celle où nomadisaient les principales tribus j'farries. C'est cette seconde zone qui a été soumise au régime d'administration militaire directe dont le siège était situé à Nalout (Hariri, 1983).

<sup>118</sup> Les projets coloniaux dans les deux parties de la J'farra présentent des différences d'objectifs. Les Français concentrèrent leurs efforts de mise en valeur des terres au profit des colons venus de la métropole dans les régions du nord tunisien mieux arrosé que la moitié méridionale du pays, alors que les italiens considérèrent la J'farra comme le front de prédilection pour la colonisation puisqu'elle constituait la « partie utile » de la Libye. Toutefois, I.A. Aboukacem souligne « l'existence d'une similitude dans les aspects juridiques, fonciers et procéduraux entre les politiques coloniales (française et italienne) et notamment leur mise en œuvre d'une politique de démantèlement de la propriété communautaire des terres et d'introduction de la notion de délimitation inamovible dans le partage des sols » Aboukacem, 1992).



les mieux arrosées de la J'farra<sup>119</sup>. Ceci eut pour conséquence la perte progressive du contrôle par les nomades d'un moyen de production fondamental pour la pérennité de leur mode de vie, à savoir le droit d'usage communautaire des parcours, et provoqua le démarrage d'un processus de dégradation de ceux-ci. Parallèlement, les autorités coloniales ont créèrent une série de points d'eau, d'agglomérations et de marchés agricoles dans la J'farra. Ces premiers noyaux villageois étaient dotés d'une infrastructure de base (généralement un puits, une école et un marché), et d'un ensemble de lotissements à caractère agricole et maraîcher, destinés à accueillir et à fixer les populations nomades (Boutaleb, 2002)<sup>120</sup>.

L'époque coloniale verra ainsi une grande mutation dans la répartition de la population et de l'activité économique dans la J'farra . La politique ayant caractérisé cette époque visait l'intégration des populations de la région dans l'aire de domination commerciale de l'économie capitaliste métropolitaine, ainsi que l'ouverture du Sud de la Tunisie aux denrées coloniales (sucre, thé, café, épices) dans le but de transformer progressivement le modèle de consommation des populations locales (Boutaleb, 2002). Cette politique s'est traduite par l'aggravation du déséquilibre entre, d'un côté les besoins de la population et, d'un autre côté, les capacités du milieu soumis à des processus de dégradation. Par conséquent, face à ces conditions d'existence dans la J'farra, les populations ont été forcées de pratiquer différentes formes de migrations saisonnières (d'individus ou de groupes)<sup>121</sup>, pour accéder à la nourriture, essentiellement dans les régions oléicoles, dattières et céréalières de la Tunisie en ce qui concerne les Werghemmis (Timoumi, 1995), ou vers Tripoli pour les tribus de la J'farra orientale (Zawoui, 1984). Ces migrations, qui, dans le passé étaient exceptionnelles et de courte durée, devinrent rapidement une pratique généralisée et structurelles (R'guig, 1985). La réduction des superficies des parcours et le départ massif des hommes constituèrent les causes directes de la réduction des moyens de

---

<sup>119</sup> Dans la partie orientale de la J'farra, les Italiens ont procédé au lotissement des terres situées autour de Zouara comme étape préalable de leur affectation à des familles de colons. Ces lotissements, dont chaque lot comptait une vingtaine d'hectares, ont atteint le nombre de 250 unités en 1936, année où l'implantation coloniale dans la région atteignit son apogée (Al Bouri, 1988). Dans la J'farra occidentale, les autorités françaises ont mené une politique soutenue de mise en valeur de la péninsule des Accras située au voisinage de Zarzis, grâce à la plantation de milliers d'oliviers et à la création de lots agricoles destinés aux populations locales sur les sites de Ben Guerdane et Métameur (Leyssir, 1997).

<sup>120</sup> Du côté oriental de la J'farra, les autorités italiennes n'ont réalisé de travaux d'infrastructure que dans les zones destinées à l'implantation des colons italiens. Les zones intérieures de la J'farra restèrent de ce fait dans le dénuement le plus total (Tchayji, 1992).

<sup>121</sup> Il s'agit du cycle de migration traditionnelle connu par le terme *h'taya*, qui était connu dans la J'farra et constituait, lors des années difficiles, une solution provisoire pour les nomades qui partaient vers le Jerid lors de la saison de la cueillette des dattes, ou bien vers le Nord (Friguiya) en été pour les moissons ou encore vers le Sahel pour la récolte des olives. Avant la mise en place de la frontière, l'ensemble des tribus j'farries (Werghemmies, Siâanes, Weryemmis et Nouaïels) participaient collectivement à ce mouvement, mettant ainsi, du moins partiellement, en sourdine leur hostilité (Boulifa, 2001).

subsistance des tribus nomades dont le cheptel, qui se déplaçait moins et pâturait sur des zones réduites, voyait son nombre régulièrement diminuer (K'sontini, 1992). Les effectifs du cheptel en 1925, n'étaient plus que la moitié de ceux qui étaient estimés quarante ans plus tôt, au moment de l'entrée des premiers contingents de l'armée coloniale dans la J'farra (Boulifa, 2001).

L'étude des mutations qui ont affecté le pastoralisme nous amène ainsi à nous interroger sur la portée réelle des changements intervenus dans les structures foncières dans la J'farra à la suite des transformations juridique, technique et institutionnelle entreprises par les autorités coloniales afin de procéder au partage des terres collectives ou à leur lotissement. Ce partage des terres tribales a commencé dès les premiers jours de l'installation de l'administration militaire dans les territoires de la région ; il est cependant passé par plusieurs étapes (Nasr, 1993 ; Aidoud, 1994). Ce sont ces étapes que nous allons maintenant examiner.

Il convient tout d'abord de souligner que le problème de l'appropriation des terres collectives dans la J'farra ne s'est posé qu'après l'installation des autorités coloniales (Ellafi, 1976)<sup>122</sup>. En effet, la législation foncière durant les périodes précoloniales a concerné essentiellement l'exploitation, et non la propriété, des terres. La notion juridique de « terres collectives » a été introduite par les administrations française et italienne (Lahmar, 1988 ; Charkassy, 1976). Dans la J'farra occidentale sous domination française, le décret du 14/01/1901 reconnaît aux tribus le droit de jouissance sur les terres collectives et incite l'administration à procéder, dans les plus brefs délais, à la délimitation et à la détermination de l'étendue de ces terres (Nasr 1993). En Tripolitaine, les premières étapes juridiques relatives à la question foncière datent de l'année 1919, date à laquelle une décision du Cercle Militaire de Zouara déclara le transfert de la possession des terres situées à l'intérieur d'un périmètre couvrant une superficie de l'ordre de 10 000 hectares au patrimoine colonial dans le cadre des « lotissements du troisième rivage » (Canaveri, 1924 ; Zawoui, 1984)<sup>123</sup>.

Toutefois, il y a lieu de mettre en exergue le dilemme juridique auquel ont été confrontées les autorités coloniales à la suite de la première phase de « restructuration » des terres tribales. En effet, selon T. Bouhaouach, un débat théorique de fond a divisé les juristes, aussi bien en France qu'en Italie, sur le statut à conférer à ces terres. D'un côté, certains plaidaient pour la « domanialisation » (passage sous la propriété de l'État) des terres restées aux mains des tribus et,

---

<sup>122</sup> Nous entendons par l'appropriation des terres, le passage du statut de la terre du caractère de propriété collective à un statut de propriété familiale ou individuelle.

<sup>123</sup> Ces terres sont situées à l'Est de la ville de Zouara sur la route littorale qui relie la ville à Tripoli ; elles constituaient, dans leur grande majorité, des biens appartenant aux *habous* de la zaouïa de Sidi Idriss. En 1920 et suite aux travaux préparatoires à la construction d'infrastructures, de réseaux d'irrigation et de barrières, les lots agricoles ainsi aménagés ont été attribués à des familles de colons italiens (Hariri, 1983).

d'un autre côté d'autres plaidaient pour l'obligation d'en reconnaître la propriété privée aux populations locales<sup>124</sup>. Les deux puissances coloniales ont finalement choisi deux orientations différentes. Ainsi, « *après une longue hésitation, l'administration (française) a opté pour la reconnaissance aux tribus du droit de jouissance des terres collectives comme un préalable au droit de propriété privée. C'était le contenu fondamental du décret du 24 novembre 1918 relatif aux territoires militaires du sud de la Tunisie* » (Bouhaouach 1986). Par contre, l'administration coloniale italienne a décidé de déclarer toutes les terres de la J'farra « propriété de l'Etat », ce qui représentait, de l'avis de T. Zawoui, le meilleur moyen juridique justifiant la confiscation des terres, notamment dans les zones dites « utiles » de la région (Zawoui, 1984). Toutefois, selon I.S. Hariri, cette attitude des autorités coloniales italiennes visait moins l'appropriation des terres des tribus que la volonté d'imposer à celles-ci de nouveaux devoirs fiscaux. Selon l'auteur, la stratégie du « colonialisme italien, à travers ses lois foncières, visait à mettre sous le régime de la location les terres sur lesquelles vivaient les tribus. Celles-ci, ne possédant plus leurs parcours, seraient obligées de verser aux autorités les droits d'utilisation des terres » (Hariri, 1983)<sup>125</sup>.

La seconde étape de la politique foncière a été conduite de manière presque parallèle dans les deux pays. Elle correspond à la période allant de 1920 à 1940. Cette phase est caractérisée par les premiers partages des terres collectives et par la création d'institutions susceptibles d'assurer le lotissement foncier et le règlement des litiges.

Ainsi, les autorités coloniales françaises, adoptant une attitude plus volontariste que par le passé en matière de morcellement des terres tribales dans les « Territoires militaires du Sud », dont la J'farra constitue une importante composante, allaient promulguer le décret du 30/12/1935, lequel dote les terres collectives de la région d'un statut fondé sur les principes suivants :

- La tribu est considérée comme le propriétaire de la terre qu'elle occupe légalement sous la tutelle de l'État (il est entendu ici que cette la terre est celle qui a été délimitée durant l'étape précédente) ;
- La tribu est dotée d'un conseil de gestion élu qui administre les biens collectifs sous la

---

<sup>124</sup> En France, deux théories s'affrontaient au sujet du devenir des terres tribales. Elles sont exposées d'une part par le chef du Service des Domaines, A. Desmé DeChavigny et d'autre part par le Président du Tribunal Mixte, P. Dumas, qui ont publié chacun leurs conclusions en 1910 et 1912. Le premier affirme les droits réels de propriété du souverain et donc la révocabilité totale ou partielle des droits de jouissance. Le second considère que la propriété des terres par les tribus constitue un droit limité uniquement par les droits réels des collectivités (Poncet, 1961).

<sup>125</sup> Cette analyse est partagée par A. Ben Hamida qui considère que la politique italienne de « spoliation des terres et l'obligation faite aux tribus libyennes ont poussé des milliers d'anciens pasteurs à quitter leurs territoires et à venir travailler comme ouvriers dans les régions minières de Gafsa (Tunisie). Cette catégorie d'employés regroupait principalement des Nouaïels et des Siâanes originaires des régions frontalières proches de la Tunisie, qui ont été les plus touchés par les politiques foncières des autorités coloniales » (Ben Hamida, 1984).

tutelle administrative de l'État ;

- Les litiges relatifs à ces terres sont soumis à une juridiction d'arbitrage spéciale : le Conseil de tutelle régionale.

Ce décret a constitué une étape vers la réalisation d'un double objectif de la part des autorités coloniales ; d'une part, ces terres acquièrent un statut de propriété, lequel leur permet d'être cédés, et d'autre part, l'Etat colonial devient une partie prenante en tant qu'autorité de tutelle dans la gestion des terres tribales (Lachiheb, 1990).

Dans la J'farra orientale, les premiers lotissements ont été créés à la périphérie proche de Zouara. Les seconds projets de lotissement ont été réalisés sur les terres de la plaine littorale qui s'étend du village de Zaouïa aux sebkhas de Briga après une phase de répression dans les années 1932 – 1938. Lors de cet épisode historique de la colonisation de la J'farra, les tribus restées sur leurs terres ont été rassemblées à l'intérieur d'un ensemble de camps dans des conditions précaires, notamment à Al Abyar, Salloug et Sidi Ahmed Al Magroun<sup>126</sup>.

Cette phase a été caractérisée par une mutation du statut de la terre et l'émergence d'un type d'exploitation qui allait s'avérer incompatible avec la mise en valeur pastorale, ne serait-ce qu'avec l'apparition de travaux de labours et le début de plantation d'oliviers, notamment dans la J'farra soumise à l'autorité coloniale française (Leyssir, 1997).

L'ultime phase règlement colonial de la question foncière dans la J'farra aggrave la crise du pastoralisme. Cette phase a eu pour objectif déclaré la mise en valeur des terres collectives et a concerné la dernière décennie de la présence coloniale en Tunisie et la période de mise sous tutelle internationale de la Libye (1945 - 1956).

Pendant cette période, l'administration coloniale française a généralisé les réglementations

---

<sup>126</sup> Cet aspect historique constitue un sujet polémique et il nous semble difficile, dans le cadre de notre travail, de prétendre relater des faits inhérents à l'épisode de l'internement massif des tribus j'farries. Nous estimons que les apports des recherches entreprises par G. Rochat autour des camps fascistes italiens d'El Aguila et de Salloug constituent une lecture argumentée et documentée de cet épisode de la présence coloniale en Libye. Pour notre part, nous avons recueilli le récit d'El Hadj M'gaddem H'mid Abdellaoui, un ancien détenu du camp de Briga (région proche de la frontière avec la Tunisie, dont le camp abritait principalement les personnes arrêtées pour tentative de franchissement illégal). Lors de l'entretien qu'il nous a accordé à Ez Zahra (à l'Ouest de Tripoli) le 22 juin 2005, il nous a déclaré que « suite à la confiscation de notre troupeau en 1937, je n'avais plus rien à garder, j'étais encore enfant et la famille était nombreuse. Mon père était parti vers F'riguiya (Nord de la Tunisie) et la vie devint très difficile. J'ai alors décidé de traverser la frontière pour aller rejoindre mon père ou du moins chercher du travail. Fellagget (j'ai traversé) avec des cousins qui étaient mes aînés vers la région de Chareb, mais nous avons été rattrapés par les goumiers de Jedlaouine qui nous ont livrés aux Italiens, car nous n'avions pas de familles qui nous accompagnaient, les autorités françaises ne livrent que les hommes qui essaient de traverser seuls, elles craignent les infiltrations. Nous avons alors été emmenés au camp de Briga où les ârchs Siâanes et Nouaïels étaient parqués comme du bétail sans aucune ressource. J'y suis resté deux ans avant d'être libéré, vu mon jeune âge et les problèmes à la frontière ».

sur l'appropriation des terres issues du domaine tribal collectif. Ainsi, le décret du 23 août 1951 a permis la délivrance d'un titre de propriété privative à toute personne ayant réalisé des plantations ou constructions sur une parcelle de la terre collective (Leyssir, 1997). Cette nouvelle disposition juridique allait déclencher l'essaimage sur l'ensemble des parcours pastoraux d'une multitude d'exploitations agricoles qui ont constitué autant d'entraves aux derniers pasteurs. Dans son étude consacrée aux mutations des paysages dans la J'farra à l'orée de l'indépendance, A. Aidoud note que les vergers créés dans la steppe grâce aux aménagements hydrauliques entrepris par l'armée française sont la propriété de personnes étrangères aux lignages locaux. Selon l'auteur des « changements écologiques dans les espaces steppiques : causes et implications pastorales », la situation qui a résulté de l'accès massif à la propriété individuelle des terres dans la J'farra « a porté atteinte, de manière irréversible, au pastoralisme qui souffrait déjà de la distorsion des rapports de complémentarité entre le Sud et le Centre du pays, impliquant de fait l'arrêt de l'*aâchaba* (transhumance) considérée comme une forme de la complémentarité entre les parcours et les jachères du Centre et les parcours du Sud du pays » (Aidoud, 1994).

### 1.5 La fin des convois de protection des caravanes : l'ultime coup d'arrêt à la liberté de déplacement sur les grandes distances.

Le pastoralisme constituait la ressource principale des tribus nomades de la J'farra, mais il était complété par d'autres activités, telles que les cultures saisonnières ou d'accompagnement des convois de caravanes qui reliaient l'Afrique subsaharienne aux côtes méditerranéennes<sup>127</sup>. Or, l'implantation des autorités coloniales dans la région allait porter aussi atteinte à la participation des Werghemmis et des Nouaïels au commerce transsaharien (Louis, 1979).

Le commerce transsaharien, qui traversait la J'farra de manière régulière, contribuait à l'animation générale de cette région. Les habitants en tiraient un profit indirect car ils participaient au ravitaillement de Ghedames, le principal carrefour caravanier du Sahara oriental. Enfin le

---

<sup>127</sup> L'objet essentiel de ce commerce, le seul qui assurait un gain suffisant pour décider les hommes à engager des capitaux et entreprendre un voyage long, pénible et périlleux, restait, vers le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle et jusqu'aux premières années du XXI<sup>ème</sup> siècle, la poudre d'or, les plumes d'autruche, l'ivoire, les peaux tannées. L'Afrique du Nord constituait le principal acheteur des exportations d'Afrique subsaharienne. En retour, les royaumes musulmans du Soudan importaient surtout des produits européens et maghrébins : armes, étoffes fines, vêtements de luxe, parfums. Les négociants des oasis septentrionales de Gabès, Ghat et Ghédamès finançaient ce commerce qu'ils contrôlaient par le biais de leurs agents et alliés établis aussi bien dans les relais d'étapes de la J'farra que sur les marchés du Soudan. Le transport était confié aux tribus sahariennes, certaines fournissant les animaux porteurs et les convoyeurs, d'autres - nobles et guerrières - en garantissant la sécurité. Les sommes ainsi versées, sous forme de rétributions ou de droits de passage, assuraient aux grands nomades, et en particulier aux Oudernas et Touazines de J'farra des revenus substantiels (Louis, 1979).



passage annuel de la grande caravane des pèlerins marocains assurait la tenue d'un marché aux dimensions maghrébines tout au long des étapes principales qui jalonnaient la J'farra.

Suite à l'établissement de la frontière par les deux puissances coloniales dans la J'farra, les itinéraires des caravanes ont connu deux bifurcations importantes qui éloignèrent de ce fait la J'farra du commerce transsaharien. Ainsi, les caravanes remontant du Sud évitèrent désormais le passage par « l'impasse j'farrie » et empruntèrent, à partir du début du XX<sup>ème</sup> siècle deux voies parallèles. La première empruntait la voie située en « territoire français » à travers la piste dite de Constantine ; la seconde reliait les Soudan à Tripoli par l'oasis de Koufra (Boutaleb, 1993).

Les tribus guerrières de la J'farra, et en premier lieu les Oudernas et les Touazines, furent confrontées avec cette fermeture des réseaux caravaniers, à la fin de leur rôle de protecteurs du commerce transsaharien.

## 2. La création des premiers établissements fixes dans la J'farra : la sédentarisation précaire des anciens nomades.

Parallèlement à la politique destinée à lutter contre les formes traditionnelles d'organisation tribale (pastoralisme et mobilité), les autorités coloniales françaises et italiennes, quoique chacune à des degrés divers, entreprirent des politiques de fixation des populations nomades à travers la création de foyers agricoles liés à des travaux hydrauliques (Boulifa, 2001). Ces nouveaux lotissements devaient être organisés autour de pôles de services de base (école, bureau des affaires indigènes, marché et caserne). L'élément principal du dispositif de fixation des nomades devait être le puits ou le sondage (Abaab, Naceur et Ben Abed, 1992). Les sites les plus importants ainsi aménagés par les deux autorités coloniales dans la J'farra ; Zarzis, Ben Guerdane, Nalout et Zouara. Ce sont ceux que nous présenterons ci-après.

### 2.1 Zarzis : oléiculture en sec et première oasis maritime.

Un premier forage artésien est entrepris à Zarzis en janvier 1889, quelques mois seulement après l'occupation définitive de cette petite oasis maritime dont les k'sours servaient de lieu d'emmagasiner pour la tribu Werghemmie des Accaras<sup>128</sup>. Les travaux s'achèvent en mars 1890,

---

<sup>128</sup> Les Accaras avaient bâti depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle six *k'sour* qui se dressaient entre l'oasis de Zarzis et la mer et qui leur offraient un refuge possible et des ressources complémentaires. Les travaux de labours et la garde des troupeaux n'éloignaient les Accaras que momentanément, et fort peu, de leurs *k'sour* dont le plus important était celui de Mouensa, avec ses neuf cents *ghorfa*. Les Accaras s'adonnaient aux cultures saisonnières au voisinage de l'oued Fessi et éventuellement au-delà, en entente avec les Touazines. D'ordinaire, les troupeaux Accaris étaient confiés aux Touazines dont les vastes parcours et la capacité à parer à toute razzia constituaient une assurance sérieuse (Labiadh, 1995).

permettant le captage de l'eau à 196 mètres de profondeur avec un débit de l'ordre de 9 l/s. Fort de ce premier résultat encourageant, les autorités coloniales décidèrent en 1895 l'aménagement d'un second sondage. Qui, une fois réalisé, procurera un débit de 31 l/s (Martel, 1965).

Le 28 septembre 1895, les autorités coloniales affectèrent une soixantaine d'hectares irrigables au premier noyau d'exploitants locaux et leur demandèrent de se regrouper dans le cadre d'un syndicat auquel elles remirent la concession des eaux et des travaux. Ce premier noyau était constitué d'une cinquantaine de chefs de familles Accaras et Jerbiens<sup>129</sup>. Toutefois, l'exploitation du forage et des terres allouées aux agriculteurs demeurait sous une stricte tutelle, ce qui s'explique, selon A. Martel, par la méfiance administrative et le désir de l'Etat d'assurer la stabilité de l'entreprise (Martel, 1965).

La création de ce premier noyau irrigué dans la J'farra comme préalable à une généralisation de l'expérience de fixation des nomades était caractérisé par un éparpillement de l'habitat sur l'ensemble des parcelles et même au sein des *k'sour* voisins. Le projet ne prévoyait pas l'édification d'un centre à densité élevée destiné à concentrer les services de base. Cette particularité a amené F. Leyssir à voir dans la création du site de fixation de Zarzis une expérience, qui avait certes donné des résultats concluants au niveau agricole et ouvert la voie à l'expansion significative de l'oléiculture dans l'ensemble de la péninsule de Zarzis, mais qui était difficilement rééditable dans le reste de la steppe j'farrie. Selon cet auteur, ce premier front colonial « se voulait être une concrétisation de la volonté du nouveau pouvoir colonial de voir les anciens nomades dépossédés de leurs terres se diriger vers la terre mise en valeur par l'abondance de l'eau fournie par le Génie Militaire. Toutefois, ce projet ne pouvait convenir qu'à des populations qui ne se déplaçaient que sur de très faibles amplitudes et qui maîtrisaient les spéculations oasiennes à l'instar des Accaris. Les autres tribus de Werghemma, dépossédées de leurs parcours les plus importants, cloîtrés par les lignes frontalières qui les empêchaient d'accéder aux terres arrosées et n'ayant plus de troupeau, ne pouvaient se transformer en exploitants agricoles, même à la faveur d'aménagements hydrauliques importants » (Layssir, 1997).

Cette analyse qui remet en cause le caractère référentiel du « modèle Accari » en tant que

---

<sup>129</sup> Il y a lieu de signaler toutefois, que la gestion de la concession n'était pas nécessairement assujettie aux seuls intérêts des exploitants. Comme le fait remarquer S. Labiadh, les membres du syndicat d'exploitants sont « nommés ou révoqués par le Premier Ministre. L'officier, chef du Service des Renseignements de Zarzis, et l'ingénieur des Travaux Publics de l'arrondissement ou son délégué ont droit d'entrée à toutes les séances. Les délibérations sont transcrites en arabe et en français et ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Premier Ministre. A défaut d'assurer les missions qui leur incombent, le Premier Ministre est en droit de révoquer les membres du syndicat et de désigner un agent de l'Administration pour les assurer » (Labiadh, 1995).

mode d'exploitation susceptible de représenter une alternative viable pour les anciens nomades, est corroborée par le projet de création du village de Ben Guerdane (Bettaïeb, 1998).

## 2.2 Ben Guerdane : un k'sar colonial à la frontière.

Un descriptif de la fondation de Ben Guerdane nous est fourni par M.N. Bettaïeb qui cite, lors d'une journée d'études tenue en 1996,<sup>130</sup> le rapport consigné dans le registre de la Section locale du Bureau des Affaires Indigènes. Il y relève que « *le Lieutenant Pombriand, après avoir inspecté les vestiges antiques et effectué des fouilles archéologiques dans ce qui peut être considéré comme la trace effective d'une ancienne exploitation agricole romaine ou les ruines de la ville de Tarichiae ou du port de Zouchis, a entrepris le 21 octobre 1895 le tracé de la place centrale du marché* ». Selon M.N. Bettaïeb, le plan de cette place était une réplique de celui de Tataouine qui comportait une aire libre destinée aux étals et quatre galeries couvertes pour les échoppes. Autour de ce nouveau souk, des lots agricoles irrigués ont été aménagés au nombre de 40 d'une superficie de l'ordre de 2 hectares chacune (Bettaïeb, 1998). Les travaux n'ont cependant été entamés qu'à partir de l'année 1897 en raison du désintérêt manifesté par les Touazines pour le projet. Ainsi, comme le souligne le Capitaine Revault chargé de la réalisation du premier noyau villageois, « *le bédouin est fondamentalement indépendant, traditionnellement anarchique, révolté contre toute forme d'autorité qu'elle qu'en soit l'origine ou la nature. Il n'exprime aucun sentiment d'attache à la terre puisqu'il n'a pas de biens fonciers* » (Bettaïeb, 1998). Ce manque d'intérêt de la part des Touazines n'allait pas entamer la ferme volonté du Bureau Local des Affaires Indigènes et de son officier le Commandant Rebillet, qui avait auparavant réussi à instrumentaliser (selon les termes de M.N. Bettaïeb) les revendications territoriales des Touazines pour pousser à l'Est le tracé de la frontière avec la Tripolitaine. N'ayant recueilli qu'une seule

---

<sup>130</sup> Dans le cadre des Journées d'Etudes et de Réflexion qui ont traité du « Patrimoine de la J'farra : Pour une valorisation de l'héritage immatériel », M.N. Bettaïeb a consacré son intervention à l'importance du récit oral biographique dans l'élaboration d'une histoire locale de la région. Il a pris pour objet de sa démarche la mise en miroir des deux histoires ayant relaté la création du village de Ben Guerdane, la première ayant été écrite et nous ayant été transmise par le biais du Bureau local des Affaires Indigènes et la seconde étant orale et ayant été recueillie auprès de témoins Touazines de cette fondation. Ce qui est frappant dans l'exposé de M.N. Bettaïeb, c'est que si, d'un côté, les faits rapportés dans les deux récits (écrit et oral) concordent sur les aspects concrets (tracés, localisation, dates et destinataires), ils divergent d'un autre côté, et de manière profonde, sur les questions de représentation et d'attentes aussi bien des planificateurs coloniaux que des Touazines.



demande émanant d'un Touazine<sup>131</sup>, l'officier allait faire appel à une population allogène et principalement originaire de Jerba, dont une majorité était israélite. Citant J. Lebœuf, M.N. Bettaïeb relate « l'arrivée en 1898 de près de 356 israélites qui ont été installés dans la première partie achevée du lotissement. Le Commandant Rebillot et l'officier chargé du projet, le Lieutenant Pervinquier, ont délivré les titres d'affectation aux premiers bénéficiaires à la date du 4 février 1898 » (Bettaïeb, 1998)<sup>132</sup>.



Premier noyau de sédentatrisation à Ben Guerdane édifié en 1921.

(Source : M. J'nifene).

La réticence des Touazines à venir s'installer dans le nouveau village a constitué un frein sérieux au développement du projet dans sa phase initiale. Les officiers, constatant la possibilité d'échec de leur oeuvre, notamment après l'insurrection des Oudernas en 1915, abandonnèrent le « prototype » de Zarzis, caractérisé par la prééminence de l'activité agricole et optèrent pour l'établissement d'un programme axé autour des « services à la population nomade ». Selon M. Boulifa, les autorités coloniales auraient décidé, dès 1916, l'implantation d'une école primaire, d'une mosquée et d'une halle pour bétail, et demandèrent, en conséquence, aux divers lignages des Touazines de construire leurs propres *k'sour* au voisinage de la place centrale du marché (Boulifa, 2001). Cette nouvelle approche du projet de fixation des nomades fut l'oeuvre d'officiers ayant une

<sup>131</sup> Les registres du Bureau local des Affaires Indigènes font état d'une demande formulée le 26 mai 1897 par El Hadj Montassar El Krayni, employé du même Bureau en qualité de *tordjoman* (interprète). Selon M.N. Bettaïeb, c'est la fonction officielle du demandeur qui justifie son initiative et non son adhésion au projet. Il semblerait, de l'avis de l'auteur, qu'il ait déposé une demande à la suite de pressions exercées sur lui par les officiers du Bureau local.

<sup>132</sup> Le registre des Affaires Indigènes a enregistré l'attribution ce jour-là de 37 lots agricoles (dont chacun avait accès au souk afin de permettre la construction d'échoppes). Parmi les bénéficiaires, 24 sont originaires de Jerba et 13 étaient Touazines, dont 12 étaient fonctionnaires de l'administration coloniale (et résidaient par conséquent à proximité du noyau villageois).

certaine « expérience » de la région. Les officiers cités par M. Boulifa comme principaux promoteurs du projet de fondation de Ben Guerdane sont les mêmes qui avaient participé à la répression des tribus insurgées pendant des périodes relativement longues et avaient monté les premières unités de goum dans la J'farra. Parmi ces officiers, il faut citer le Capitaine Desevaux qui, selon M. Boulifa, a essayé de comprendre les véritables besoins de nomades « *incapables de continuer à vivre comme par le passé, alors que les parcours n'ont plus de maîtres que les soldats de la colonne (française) et convaincus que les vergers de Ben Guerdane ne constituent que des enclos où ils ne pouvaient s'adonner à une culture irriguée qu'ils n'avaient jamais pratiquée auparavant* » (Boulifa, 2001). L'innovation du Capitaine Desevaux a consisté à « insérer » dans le processus historique de fixation des nomades un segment « semi-nomade » en permettant aux populations de constituer un noyau autonome au sein du village qui serait occupé par les *k'sour*. Cette innovation prenait pour socle l'observation du mode de vie des Touazines, qui nomadisaient pendant la majeure partie de l'année, mais revenaient dans leurs *k'sour* de Médenine pour la saison estivale. Cet « intermède entre deux errances » devait, selon le Capitaine Desevaux, être prolongé jusqu'à devenir la règle dans le cycle des Touazines (Boulifa, 2001). La conception des cellules des *k'sour* de Ben Guerdane nous semble répondre au programme de l'officier, puisqu'elle met l'accent sur l'habiter plus que sur le stockage des provisions<sup>133</sup>. De même, certains services de base ont été prévus au sein de ces noyaux, grâce à l'installation de fontaines publiques, d'enclos pour le petit bétail (que les femmes pouvaient garder dans les parcours proches des *k'sour*) et surtout d'une école (Bettaïeb, 1998). Progressivement, les familles commencèrent à s'organiser selon un double mode : d'un côté, les femmes et les enfants résidaient à l'intérieur du périmètre du village où ils pouvaient s'occuper d'un petit cheptel tout en profitant des multiples commodités, et d'un autre côté, les hommes partaient dans les lointains parcours du Dhahar avec les derniers grands troupeaux ou se dirigeaient vers les nouveaux pôles d'emploi salarié, que ce soit dans les mines de phosphate de la région de Gafsa ou les villes du Nord de la Tunisie

---

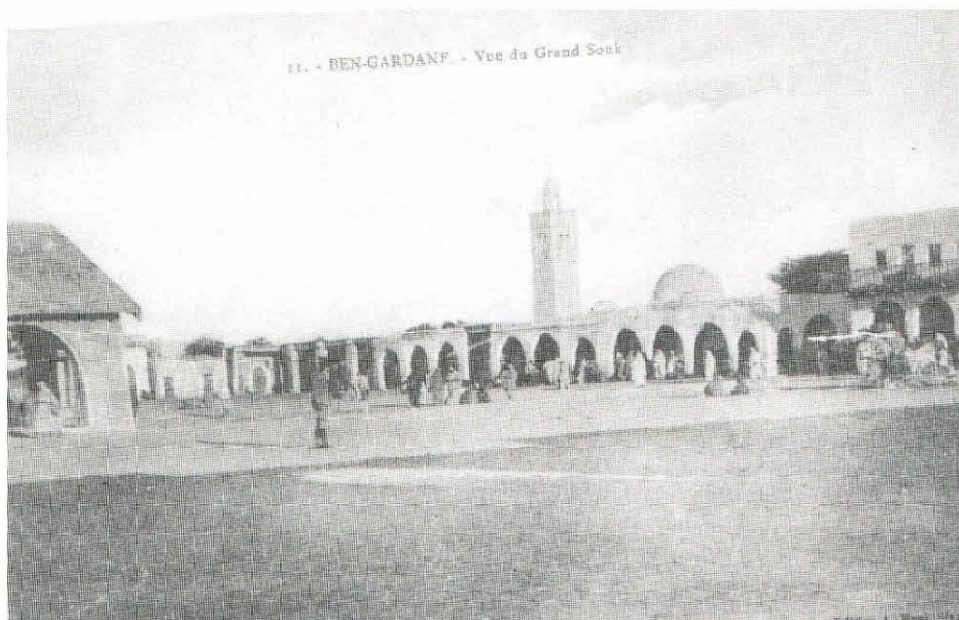
<sup>133</sup> La traduction architecturale de l'innovation du Capitaine Desevaux a été l'élimination des marches saillantes menant aux cellules en étage. Celles-ci, destinées au stockage des provisions ou au travail artisanal des femmes, sont désormais accessibles à partir du rez-de-chaussée aménagé en « logement » avec séparation nette entre espace de vie et celui des services (cuisine, salle d'eau, courette). L'enclos animal a été séparé de l'enceinte immédiate de la cellule.



(Boulifa, 2001 et R'guig, 1985)<sup>134</sup>. Le succès de cette démarche a encouragé les autorités coloniales à multiplier l'édification d'équipements au sein du périmètre du village : ainsi les voies principales furent dallées, des réverbères installés, un nouveau marché aux légumes édifié à la lisière Sud des halles aux bestiaux ; enfin un abattoir fut construit sur la route d'El Marssa. Il convient de signaler que l'édification de ces équipements a été accompagnée par un ensemble de dispositions réglementaires destinées à favoriser les liens de l'ensemble de la J'affara au village de Ben Guerdane, et ce par l'encouragement du commerce avec les autres régions du pays et la pratique d'une taxation très faible (Bettaïeb, 1998). Les investissements ainsi consentis permirent un changement dans les attitudes des anciens nomades qui, ne disposant plus ni de troupeaux ni de parcours, avaient commencé à venir s'installer au voisinage du village, dans une première étape, puis à demander l'acquisition de parcelles dans un second temps. Les superficies des terres allouées aux exploitations agricoles irriguées ou aménagées (oléiculture) ont atteint en 1929 près de 771 hectares, alors que les lots commerciaux destinés à la construction d'échoppes étaient au nombre de 220. Le nouveau quartier dit « arabe » de Ben Guerdane, aménagé à partir de 1923, a permis de fournir 126 lots supplémentaires pour l'édification de *ghorfas* ou de logements de type *houch* pour l'ensemble des lignages Touazines (Leyssir, 1997).

---

<sup>134</sup> Parmi les premiers récits que nous avons pu recueillir à Ben Guerdane, citons le témoignage d'une personne ayant assisté à l'édification du premier noyau des *k'sour* au sein du village. Lors de l'entretien qu'il nous a accordé en 1999, El Hadj Hammouda Ben Dhaou Grissîâa nous a déclaré « *qu'en 1921, mon père avait trouvé un travail en qualité de m'keri (salarié) aux environs de Sfax et s'y était installé avec ses cousins. Il décida alors de construire deux ghorfa à Ben Guerdane. La première devait abriter la famille de ma tante qui avait perdu son mari lors de Houjet El Khmasstach (soulèvement des Oudernas en 1915) et la seconde était réservée à notre famille. Mon père venait rarement nous voir et supportait mal cette séparation et même lorsqu'il lui arrivait de passer des jours parmi nous, surtout au printemps, il nous prenait tous dans la bediya pour camper non loin de Fejjet Es Sîl où la famille de mon père avait l'habitude de conduire le troupeau qu'elle possédait avant la houja. Grâce à son salaire, mon père nous a acheté des chèvres dont s'occupait ma mère. J'étais très jeune à l'époque et l'école que tenait Monsieur Tauxier exigeait que les enfants ne gardent pas de troupeaux. De toutes les manières, mes parents voulaient que je devienne tordjmeène. C'est Sidi Bachir Ben Dhiâf qui nous enseignait l'arabe qui savait nous occuper, Allah Yar'h mou (que Dieu lui accorde Sa miséricorde), c'est grâce à lui que nous avons constitué notre première bibliothèque, notre troupe de théâtre et même le noyau du club de football que nous avons baptisé « Ar Rabita Al Issalamiya » (Ligue Musulmane). Quelques années plus tard, un élève de notre école, Merbah Al Omrani, Allah Yar'h mou, a fondé à Tunis une association appelée « L'Elève de Ben Guerdane » que ses camarades Zeïtouniens désignaient par F'rig Werghemma (Fraction de Werghemma). Je pense que c'est l'école qui a tué la badawa (nomadisme) en ouvrant de nouvelles voies devant nous. Les hommes ne pouvaient plus demeurer des rahhala (nomades) alors que leurs enfants et leurs femmes étaient devenus des wattana (sédentaires). Mon père m'a raconté en 1930 que les nomades qui suivaient les averses pouvaient mourir ainsi que leur troupeau de soif à quelques dhraâ (bras) de la garâa (petite étendue d'eau constituée à la suite d'une pluie), car la frontière les empêchait de passer. De même, dans les lointains parcours, personne n'avait plus d'allié, les Français soupçonnaient tout nomade de connivence avec les insurgés, et ces derniers considéraient toute personne restée auprès de sa famille ou de son clan comme un renégat. Les rahhalas étaient désormais pris entre deux feux. Ceux qui ne tombaient pas sous les feux des canons (français), étaient la proie du bouzmonka (arme de poing des insurgés) ».*



Place de Ben Guerdane aménagée en 1923.

(Source : M. Ellafi).

A propos du changement d'attitude des Touazines envers le projet de fixation à Ben Guerdane, voici deux extraits de poèmes chantés par le même *ghannai* (poète et chanteur local) R'houma Boujnah à deux périodes différentes. En 1919, constatant que son frère cadet Khlifa avait acquis une parcelle agricole après avoir vendu son troupeau, il lui a chanté ces vers :

*El Atri, Mahou Daïer Seniya Wou Swatir T'kobb*  
*Elli Dhag Khoubz El Madina Ma Âad Iâammar Bouady*  
*Wou Hallila Ya Salmma El Akri Ya Bent El Kelb*  
*Nadît Ya Khlifa Heeh, L'guita Fet G'daâ Lehouanit Ghady.*<sup>135</sup>

La même année, visitant le marché aux bestiaux, il a retrouvé les chamelles que son frère avait vendues pour l'abattage et leur a chanté :

*Kounti Maâlouma, Wel Youm R'khouss Chaânek Ma Âdchi Ghaly*  
*Saar Waâty Soumeh, Najâak Walla Wou Saar Souany*  
*Walaâ Bekroumeh, Kabour Wou Ghalla Wou Maiyally*  
*Yeghress Fi Kouebh, Yehsseb Gueddach Ech Chammlaly*<sup>136</sup>

<sup>135</sup> Le jeune a pris un verger avec des canalisations qui déversent  
Celui qui a goûté au pain de la ville n'est plus capable d'habiter les parcours  
Donne-lui à boire de l'eau pure, Ô Salma la Française, fille de ...  
Je t'ai appelé Ô Khlifa, tu m'as évité en te cachant derrière les boutiques.

<sup>136</sup> Vous étiez célèbres, alors qu'aujourd'hui votre valeur n'est plus grande  
Votre prix est très bas, et vos parcours sont devenus des vergers



Quelques années plus tard, en 1928, s'adressant à son fils qui avait acquis une échoppe de produits alimentaires au marché de Ben Guerdane, il a chanté les vers suivants :

*Houtt El Wezra Wou Dîr B'louza, Kene B'tekhdem Fel Hanoût*

*Wou Sahheh Wejhek Zay Ellouza, Wou Ma Tohssollchi Lez Zalfoût*<sup>137</sup>

La dernière phase de consolidation du noyau de Ben Guerdane a été amorcée en 1926 avec la construction d'un bureau de poste, d'un réservoir d'eau et d'une école des métiers<sup>138</sup>. En 1933, Ben Guerdane devint une municipalité et vit la construction de la première tranche du centre administratif local.



Premiers édifices publics et administratifs à Ben Guerdane édifiés en 1923.

(Source : M. Ellafi).

2.3 Zouara : une localité berbère devenue pôle de colonisation implantationniste.

Située à une trentaine de kilomètres du côté italien de la frontière, cette ville figure pour la

---

Il (l'ancien nomade) est content de ses figues, câpres et fruits qui se pavanent

Il plante dans son labour, et compte combien il a dans la nasse.

<sup>137</sup> Pose ton pagne (porté par les nomades) et met une blouse si tu vas travailler dans cette échoppe  
Et durcit les traits de ton visage comme une amande et ne te laisse pas rouler par le filou.

<sup>138</sup> Ecole de formation professionnelle dans les métiers de l'agriculture.

première fois sur une carte datant du XIV<sup>ème</sup> siècle<sup>139</sup> (Lewicki, 1958). Le chroniqueur et voyageur Al Yaâkouby a signalé au début du XIII<sup>ème</sup> siècle, dans son ouvrage « *Kitabou Al Bouldan* », l'existence d'une « *petite ville prospère habitée par des Ibadhites qui possèdent des vergers et des oasis très bien irriguées par des puits* ». C'est là que viennent s'approvisionner leurs voisins nomades en dattes et épices. Les habitants s'adonnent à des activités artisanales à l'instar de la fabrication de chaînes métalliques qu'ils vendent aux marins de Tripoli, du tissage d'une excellente laine et du pressage des olives qui sont cueillies dans les champs environnants (El Kib, 1982).

A l'époque du débarquement des premiers contingents de l'armée italienne, la ville de Zouara constituait le fief traditionnel de la fraction Zouari qui est une des composantes de la confédération tribale commandée par les Nouaïels (Al Bouri, 1988). La première étape de l'implantation coloniale dans la localité a été l'occupation de la petite forteresse construite au XVI<sup>ème</sup> siècle par les corsaires commandés par Dragut Pacha (Monchicourt, 1972) afin d'y installer la garnison et l'édification du Cercle Militaire. A la suite des premiers accrochages avec les insurgés Nouaïels et Siâanes, qui attaquèrent les défenses installées autour de Zouara, le commandement militaire décida la création d'un « *périmètre autochtone* » aménagé en vue de l'installation des membres des tribus qui feraient allégeance aux autorités italiennes et accepteraient de ce fait de constituer une première auréole de défense de la ville (Tellissy, 1992). Ainsi, à côté des premiers lots de vergers destinés aux colons italiens, dont une grande partie a été aménagée sur les terres relevant du *habous* de Sidi Idriss, les autorités coloniales entreprirent la création d'un périmètre agricole dont les parcelles ont été attribuées en 1923 à une cinquantaine de fonctionnaires locaux recrutés majoritairement dans les clans soumis Nouaïels (El Kib, 1982). Toutefois, à la suite de la prise de pouvoir par les Fascistes à Rome, la politique italienne fut sensiblement durcie et le pays allait connaître la « *Seconde Occupation* », caractérisée par un colonialisme de type implantationniste massif aussi bien en Tripolitaine qu'en Cyrénaïque. Les attributions de terres au profit des Libyens furent suspendues et une série d'expropriations toucha les meilleures terres de la J'farra, en particulier au voisinage de Zouara, ce qui poussa une partie importante de la population locale à fuir vers la Tunisie (Zawoui, 1976). Toutefois, la politique italienne dans la J'farra garda certains traits invariables ; ainsi, les notables proches des autorités coloniales et faisant partie de son administration firent l'objet d'une série de mesures favorables afin de les fixer dans l'auréole agricole de la ville, alors que les tribus, qu'elles soient insurgées ou soumises, subirent une restriction drastique des aires de parcours. Lors des fréquentes périodes de

---

<sup>139</sup> Sur ce document, dont l'auteur est anonyme, le site de l'actuelle Zouara est désigné par « *Punta Dar Zoyara* ».



soulèvement, les autorités coloniales rassemblaient les tribus (ou ce qu'elles parvenaient à regrouper) au sein de campements (Barghouthy, 1985). Cette politique a eu des effets très contrastés : d'un côté, une élite tribale rapprochée institutionnellement et spatialement des autorités coloniales, et d'un autre côté, une majorité de la population dépossédée de ses parcours et de ses troupeaux et contrainte à l'émigration<sup>140</sup>.



Premiers édifices publics et administratifs à Zouara (banque et halle) édifiés en 1924.

(Source : S. Gazzo).

A la veille du déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale, la J'farra orientale présentait un paysage contrasté. Les parcours s'étaient vidés progressivement des nomades dont les familles étaient parties habiter les *malaji* (abris)<sup>141</sup> aux abords de Zouara dans des conditions de grande précarité alors que les hommes travaillaient dans les mines de Tunisie ou les exploitations coloniales de la Medjerda. Sur les routes qui relient Tripoli à la frontière tunisienne, les puits aménagés par l'armée italienne pour servir de relais à ses contingents dans la plaine aride se transformèrent alors en points de rassemblement des anciens nomades (Barghouthy, 1985 et Aboulkacem, 1992). Zouara, avec sa colonie italienne et son élite tribale sédentarisée, devint un

<sup>140</sup> Une émigration dans un grand dénuement, puisque les autorités coloniales françaises ont, à plusieurs reprises, évoqué les conditions précaires des immigrés tripolitains qui déferlaient par vagues sur le territoire de la Régence. Ainsi, dans un télégramme émis par le Ministère des Affaires Etrangères et destiné à l'Ambassadeur de France à Rome en date du 19 mars 1924, nous avons relevé la phrase suivante « *Je vous ai communiqué (...) l'entrée sur le territoire de la Régence d'un certain nombre d'immigrés tripolitains qui se trouvent dans le plus grand état de misère. Pour des raisons d'humanité, il n'a pas paru possible de procéder au refoulement de ces individus, une mesure de ce genre aurait risqué de produire sur nos protégés tunisiens la plus fâcheuse impression* ».

<sup>141</sup> Les *malaji* constituaient, selon l'historien A. Aboulkacem « *un assemblage hétéroclite de vieilles tentes, de plaques de métal, de pans de maçonnerie et de barrières de palmes que les habitants avaient dressés pour abriter les familles nombreuses venues de la plaine* » (Aboulkacem, 1992).



îlot de relative abondance au cœur d'une J'farra marquée par la misère et la déchéance. Les autorités coloniales édifièrent en 1934 dans le noyau européen de la ville un théâtre municipal sur le Corso Vittorio Emanuele ainsi qu'un club nautique sur le littoral. Elles attribuèrent également près de 1050 hectares d'oliveraies aux colons qui s'installèrent dans le nouveau périmètre inauguré le 16 avril 1933 sur la route d'Al Ajilat, à 8 kilomètres du centre de Zouara (El Kib, 1982).

#### 2.4 Nalout : village et de crête et garnison.

C'est le dernier village situé sur la crête la plus à l'Ouest du J'bel Nafoussa au voisinage immédiat de la plaine et l'un des centres historiques les plus dynamiques du Sud de la J'farra (Despois, 1935). Il est considéré par certains historiens comme le lieu de la fracture ethnique et linguistique entre les Arabes de la plaine et les communautés amazighes nefoussies (Yazoury et Mayar, 1993). Selon les auteurs de « *Tarikhou Libya Moundhou Akdami Al Ossour* » (*Histoire de la Libye depuis les temps anciens*), la localité occupe un point stratégique aux confins Sud du territoire des Nouaïels sur les cîmes des contreforts du J'bel Neffoussa qui fut occupé depuis l'Antiquité par les Romains, en témoigne l'édification d'une fortification imposante dominant la plaine. Cette version n'emporte pas l'adhésion de l'historien M.A. Chaïra, auteur de « *Libya, Al Essmou, Attarikou Wal Madloulat* » (*Libye, l'appellation, l'histoire et les significations*). Selon lui, le village de Nalout est en fait un *k'sar* de montagne assimilable à ceux qui jalonnent les pistes des nomades dans la J'farra occidentale. Selon cet auteur, la présence des *m'tamîr* (équivalent local du terme *rotba* utilisé dans la J'farra occidentale pour désigner les puits de stockage des grains) creusés à même la roche pour servir de magasins aux Nouaïels qui s'y approvisionnaient pendant l'hiver, rappelle la pratique des autres tribus nomades de la région. La présence des populations nefoussies au voisinage du ksar est, à son avis, due à un partage des rôles entre les populations locales, puisque les Naloutis sédentaires et amazighes étaient chargés du gardiennage du *k'sar* (Chaïra, 1958).



*Ghorfa du k'sar de Nalout.*

(Source : S. Gazzo).

C'est cette position triplement stratégique qui a présidé au choix de ce site pour l'implantation d'un noyau colonial par les Italiens. En effet, selon N. El Kib, en y installant le Commandement de la Zone Sud Occidentale, les autorités coloniales italiennes visaient plusieurs objectifs. En premier lieu, elles souhaitaient contrôler ainsi, grâce à la situation du *k'sar*, les pistes qui traversaient la frontière avec la Régence de Tunis et l'ensemble des mouvements des tribus dans la plaine. En second lieu, elles en profitaient pour confisquer aux Nouaïels (qui s'étaient soulevés contre la présence italienne en 1923 et 1929 et avaient, à deux reprises, trouvé refuge dans leur *k'sar* perché et difficilement accessible) un lieu de repli et d'approvisionnement, ce qui les contraindrait à la reddition. Enfin l'ultime objectif était de sécuriser la route conduisant à Dorj, Ghedames, Ghat et au Fezzan, soit une initiative qui devait écarter les Nouaïels et les Weryemmis des lignes d'échange commercial entre les terres de Mourzoug, Adhane, Zallag et Awbary d'un côté et le littoral méditerranéen d'un autre côté (y compris les marchés installés par les autorités coloniales françaises dans le Sud tunisien) (El Kib, 1982).

L'implantation d'une place forte italienne à Nalout n'avait pas la prétention de contribuer à

la mise en valeur économique ni à l'aménagement de la région. Aucun projet d'installation d'une colonie donc, et encore moins de fixation des populations nomades<sup>142</sup>. L'objectif essentiel était stratégique et sécuritaire ce qui se traduisit par l'édification d'une caserne imposante destinée à abriter une garnison qui comptait un effectif estimé en 1937 à près de 2500 soldats, d'un poste de commandement de l'ensemble de la zone occidentale libyenne-couvrant la région allant de Ghedamès à Briga- et enfin d'un petit campement « indigène » accueillant les familles des auxiliaires locaux de l'armée (Chaïra, 1958)<sup>143</sup>.

---

<sup>142</sup> Il est probable que les Italiens n'envisagèrent pas de créer de noyaux organisés pour la sédentarisation des populations locales à Nalout, mais les opportunités qu'offraient l'installation d'une caserne encouragèrent certaines familles à installer des noyaux d'habitat précaire au voisinage du k'sar. Toutefois, les sources historiques disponibles n'indiquent pas clairement l'importance du premier noyau créé par les anciens nomades venus s'installer à Nalout.

<sup>143</sup> La version de l'historien M.A. Chaïra est contestée par A.M Mosraty qui estime que le descriptif de Nalout à la veille du déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale, fait par le premier auteur, ne comporte que la restitution des données fournies par la partie italienne. Selon lui, M.A. Chaïra omet de citer les campements des *malaji* qui ont été établis par les anciens nomades Nouaïels et Siâanes au voisinage du « village indigène » et qui abritaient près de 5000 personnes (Mosraty, 1977).

A ce propos, nous aimerions soulever une question de méthodologie relative à la lecture des études historiques en Libye. En effet, nous avons été confronté, tout au long de nos recherches en Libye, à la récurrence de la polémique autour des versions historiques relatives à la phase coloniale. Nous avons relevé l'existence de deux attitudes méthodologiques dans les études de l'histoire libyenne de la première moitié du siècle qu'une école désigne par « la période coloniale » et la seconde par « le Jihad libyen ». Les désignations semblent *a priori* renseigner sur l'objet même de la controverse.

Lors de l'un de nos séjours en Libye en juin 2005, nous avons recueilli le récit d'un habitant de Nalout qui nous a relaté, à travers des souvenirs d'enfance, le processus de fixation des nomades dans cette localité. Au cours de cet entretien, El Haj M'hammed Ben Jounaïdi El Bannany nous a déclaré que « *les Taliyan (Italiens) avaient commencé par occuper les puits. Nous résidions avec mes oncles maternels de la tribu des Assabîy aux environs de Bir El Ghanam lorsque la colonne du Commandant Madia est arrivée pour installer le bureau de mobilisation, c'était le début des années trente. Mon père craignait d'être enrôlé de force dans l'armée italienne et envoyé à une mort certaine chez les Ahbaches (Abyssins)*<sup>144</sup>. On s'est alors dirigés vers Nalout où nous avions notre m'timra (magasin de provisions). Nalout n'était pas ce qu'on voit aujourd'hui, toute la misère de la badiya y était rassemblée. Nous avons réussi grâce à mon oncle à habiter sur les hauteurs, loin des ravins qui « fauchaient » des dizaines de personnes à chaque orage. Les nombreuses maladies n'étaient pas soignées et les Orbanes (nomades) n'avaient pour logement qu'une tente. Pas de troupeaux, pas de travail et surtout pas de dignité.

La première école, dont A. Tchaïjy et M.A. Chaïra constituent les chefs de file, est partisane d'une recherche basée sur la documentation écrite et iconographique (y compris les études élaborées lors de la période coloniale par des chercheurs, à l'instar de T. Canaveri, E. Augostino, E. Rossi, G. Rochat, E. Santarelli et A. Martel). Ses contributions à la restitution d'une image de la Libye pendant l'occupation italienne sont considérées par A. Yazoury et A. Mayar comme « *l'ossature de l'histoire du pays qui nécessite des recherches ciblées destinées à constituer le corps achevé de notre passé* » (Yazoury et Mayar, 1993). La seconde école est formée essentiellement des chercheurs regroupés autour de T. Zaoui, A. Mahroug, A.M. Mosraty et M.S. Gachat, regroupés au sein du Centre des Etudes du Jihad des Libyens et dont l'outil méthodologique principal reste le récit des personnes ayant vécu cette phase historique du pays. L'un des sujets de polémique entre les tenants des deux écoles est l'histoire de Nalout. A travers les lectures des textes rédigés dans les cadres des recherches de chacune des deux écoles, cette ville nous a semblé constituer plus qu'un point de rupture géographique ou ethnique sur la carte de la J'farra. En effet, sur certains aspects, cette localité s'avère être aussi une pomme de discorde idéologique dans les discours des deux écoles. Si A. Tchaïjy et M.A. Chaïra considèrent que Nalout fut une fondation principalement italienne à dominante militaire ayant tiré profit d'une relative soumission de ses voisins immédiats. Selon ces deux auteurs, cette ville symbolisa un certain succès de l'entreprise coloniale puisqu'elle profita de la soumission, d'une part, des Néfoussis et de la présence française à l'Est, et d'autre part, par une rapide défaite des Nouaïels à l'Ouest qui ne semblaient plus constituer un péril pour la garnison italienne. Cette version historique est contredite par les chercheurs du Centre des Etudes du Jihad des Libyens qui considèrent, au contraire, que Nalout a constitué pour les tribus de la plaine et en particulier les Nouaïels et les Siâanes, le principal lieu de lutte et d'affrontements contre la présence italienne. A ce propos, T. Zaoui, cite dans son ouvrage « *Jihad Al Libiyn Fi Tarabouls Al Gharb* » (*La lutte des libyens dans la Tripolitaine*), la bataille Oued Ez Zar qui a opposé, en 1931, les insurgés Nouaïels épaulés par leurs alliés Oudernas à la colonne italienne qui inspectait les travaux de réalisation de la piste de Ghédames. Selon l'auteur, cette bataille a constitué un indicateur concret de l'alliance entre l'ensemble des groupes tribaux et ethniques (il considère que les Néfoussis ont joué un rôle de première importance dans la couverture de la retraite des insurgés) pour conduire le harcèlement militaire de Nalout. Par conséquent, il considère que la fixation des nomades dans cette localité est plus la conséquence d'une situation de précarité économique et sécuritaire qu'une œuvre concertée et planifiée de la part des autorités italiennes destinée à offrir un point d'ancrage aux populations locales (Zaoui, 1984).

<sup>144</sup> Pendant la même période, l'Italie était engagée dans la guerre contre l'Ethiopie et renforçait sa présence en Erythrée. Les troupes de cette puissance coloniale comptaient plusieurs contingents de recrues libyennes (Aboulakacem, 1992).



*Mais les Orbanes n'arrêtaient pas de venir planter leurs tentes (lorsqu'ils en avaient encore une). La seule ressource, Allah Yssamah El M'rahim (Allah accorde sa miséricorde aux morts), c'était le vol des magasins de l'armée italienne ou du mess des officiers. J'étais jeune et agile et mes cousins me faisaient confiance pour les petites rapines jusqu'au jour où j'ai été arrêté par le Capitaine Allisi. La vie était devenue difficile et les Italiens eux-mêmes n'avaient plus grand chose à manger à cause de la Guerre. Après le décès de mon père, j'ai dû me résigner à partir en Tunisie où j'ai travaillé comme gardien chez les Jaïet (famille tunisoise d'hommes de religion), au Mornag (environs de Tunis). Sans ce travail, notre famille aurait pu mourir de faim à Nalout, Allah satarr mâana (Allah nous a protégés). Lorsque je suis revenu à Nalout en 1955, la situation avait empiré avec l'effet de la Guerre, et la ville était devenue un immense camp de réfugiés ».*

### 3. Conclusion :

Le tracé de la frontière dans la J'farra s'est accompagné d'une délimitation nette des deux territoires coloniaux. La frontière a ainsi joué un rôle de barrière qui a scindé les territoires tribaux et miné considérablement les modes d'exploitation des ressources. Les puissances coloniales ont entrepris, depuis les premières années de leur avènement dans la région, l'implantation d'établissement fixes destinés à la sédentarisation des anciens nomades. Toutefois, les politiques coloniales présentent certaines différences dans leurs projets d'exploitation de la J'farra. En Tunisie, la politique de sédentarisation et création de zones de fixation des anciens nomades avait pour objet la consolidation des limites de l'empire colonial, politique qui s'est traduite par une lutte sur deux fronts contre le nomadisme : la fermeture de la frontière et par conséquent la réduction des parcours, d'un côté et la création de villages pour la sédentarisation des anciens nomades d'un autre côté.

En Libye, la J'farra littorale constitue la « partie utile » du pays. Ainsi, la région de Zouara et ses environs ont été aménagés pour l'implantation des colons italiens et pour la mise en valeur agricole. Les anciens nomades qui ne peuvent plus accéder à leurs parcours et qui sont chassés de la région frontalière et sans ressources, sont désormais employés dans les nouvelles exploitations coloniales. La région méridionale de la J'farra, montagneuse et désertique, ne présentant pas d'intérêt pour une valorisation de type colonial, constitua un front d'affermissement militaire de l'empire. L'interdiction de franchissement de la frontière et les mines ainsi que la répression de la contrebande contribuèrent à la destruction des ressources et à la grande misère des tribus locales.



## Chapitre 2 :

### La répression des nomades par les Etats nationaux

Dans le présent chapitre que nous consacrons à l'étude du fonctionnement de la frontière, nous prendrons comme point de départ la lecture des rythmes, des considérations et des modalités des échanges à travers cette ligne en mettant en exergue les rapports entre les paradoxes qui ont caractérisé les attitudes des Etats et des populations. Par conséquent nous nous interrogerons sur les caractéristiques de la frontière tuniso-libyenne qui deux territoires nationaux désormais indépendants et dont les Etats revendiquent une même adhésion aux valeurs d'unité et de fraternité. Cette frontière héritée de la colonisation allait-elle constituer une ligne de continuité ou une zone de déploiement des stratégies étatiques distinctes concernant les relations entre les deux pays ? Les Etats indépendants allaient-ils œuvrer, en synergie avec leurs populations j'farries, pour faire (ou refaire) de la frontière un lieu d'intenses échanges, économiques et humains ou allaient-ils adopter une attitude de crispée, figée sur les lignes de démarcation de leurs territoires respectifs ? Les tribus j'farries allaient-elles se plier, de nouveau, aux stratégies des deux pouvoirs centraux et subir la dislocation de leurs aires de nomadisme ou bien allaient-elles faire de cette frontière une ressource dont dépendent leurs emplois, revenus, et l'abondance des produits de consommation (Laroussi, 1995) ?

#### 1. La frontière tuniso-libyenne de 1956 à 1989 : des échanges informels et clandestins ininterrompus malgré la répression et les aléas.

Les rapports entre les Etats tunisien et libyen sont passés alternativement, depuis l'accession aux indépendances, par des périodes de tension et de détente (Torki, 2004). Quatre périodes peuvent être recensées :

- La première période qui s'étend de 1956 à 1971 a été caractérisée par la « gestion » militaire de la zone frontalière et la répression des mouvements de la population j'farrie ;
- La deuxième période s'étend de 1972 à 1977 et a vu naître une dynamique d'intenses échanges entre les deux pays ainsi qu'un réel développement des activités économiques dans la zone frontalière ;
- La troisième phase qui s'étend de 1978 à 1989 a été caractérisée par les multiples crises entre l'Etat libyen et ses voisins, dont la Tunisie, et la fermeture de la frontière à plusieurs reprises ;

- La quatrième période est celle qui s'étend de 1989 à nos jours (2010) et qui peut être considérée comme celle ayant connu l'ouverture de la frontière de manière continue et la dynamisation des échanges transfrontaliers.

Lors de ces périodes, un des lieux où se sont inscrits ces moments de désaccords latents ou de conflits ouverts a été l'espace situé de part et d'autre de la frontière (Taïeb Kerchid, 2007). En période de tension, les premières « victimes » sont les échanges humains, sociaux et économiques de part et d'autre de la ligne de démarcation entre les territoires des Etats. Les tensions entre les deux régimes ont pu prendre des formes variées, depuis les simples tracasseries administratives pour les citoyens aux passages de la frontière jusqu'à l'interruption complète des relations. L'expulsion massive et brutale d'une partie de la population immigrée, notamment d'ouvriers d'un pays à l'autre a constitué, comme en automne 1985<sup>145</sup>, l'expression paroxysmique de l'affrontement entre les deux régimes (Taïeb Kerchid, 2004). L'alternance des ouvertures et des fermetures est fonction des aléas des rapports conflictuels entre les deux Etats. Elle a conféré à la frontière l'aspect d'une fracture jamais ressoudée. Dès qu'un semblant de rapprochement intervenait, la cicatrice se réduisait pour se rouvrir à la première mésentente politique (Boubakri, 2001).

Toutefois, comme le souligne A. Taïeb Kerchid, les Etats peuvent avoir leurs logiques et leurs politiques décidées en haut lieu, sans que leurs relais locaux, y compris les appareils qui s'occupent de la gestion sécuritaire de la frontière aient des comportements strictement alignés. Assez souvent, ceux-ci tiennent compte des pratiques des populations j'farries. Selon cet auteur, malgré les décisions des autorités politiques, les relations et les échanges informels n'ont jamais été interrompus, car une partie influente du personnel administratif local est intimement liée au niveau de la parenté ou des intérêts avec la population J'farrie (Taïeb Kerchid, 2004).

Les rythmes d'ouverture et de fermeture de la frontière semblent avoir eu des effets structurants sur la J'farra pendant les trois premières décennies ayant succédé aux indépendances des deux pays<sup>146</sup>. Nous analyserons dans ce qui suit les trois premières périodes (de 1956 à

---

<sup>145</sup> Selon A. Taïeb Kerchid, plus de 80 000 ouvriers tunisiens ont été expulsés de Libye entre le 10 août et le 20 septembre 1985 souvent dans des conditions d'extrême précarité et même de brutalité (Taïeb Kerchid, 2007).

<sup>146</sup> L'indépendance de la Tunisie est intervenue le 20 mars 1956 et la Constitution de l'Etat libyen est entrée en vigueur le 24 décembre 1951. Toutefois, les deux pays n'ont eu réellement « accès » à la souveraineté sur la J'farra qu'en 1958 pour le côté tunisien (à la suite de l'évacuation par l'armée française de la base de R'mada) et en 1960 pour la Libye (qui a demandé à l'armée française stationnée à la frontière algéro-tunisienne d'évacuer le territoire à la suite d'un accrochage avec des insurgés algériens au voisinage de Dh'hibat en 1957) (Aboulkacem, 1992).

1989)<sup>147</sup> qui ont été marquées par des situations spécifiques inhérentes aux modes de fonctionnement de la frontière commune entre les deux pays. Chaque mode correspond à une période historique donnée :

Première période (1956-1971) :	Une frontière confiée aux militaires ;
Seconde période (1972-1977):	L'éphémère Union Arabe ;
Troisième période (1978-1989):	Le temps des <i>mazegris</i> .

### 1.1 Première période (1956 – 1971) : une frontière confiée aux militaires.

La J'farra et notamment sa frange Sud ont été les derniers territoires évacués par l'armée française (à l'exception de la base navale de Bizerte) en 1958, soit plus de deux ans après la proclamation de l'indépendance de la Tunisie. Lors de cette période « transitoire », les militaires français ont poursuivi la répression des derniers maquisards irréductibles qui avaient refusé de déposer les armes<sup>148</sup>. La J'farra a ainsi localisé le dernier noyau dur de l'insurrection armée contre la présence coloniale, constituant un fief considéré comme imprenable. Les cadres yousséfistes, opposés aux accords entre le leader H. Bourguiba et les autorités françaises en 1954, voyaient dans

---

<sup>147</sup> La quatrième période qui s'étend de 1989 à 2010 fait l'objet de la deuxième partie de la présente thèse.

<sup>148</sup> Les derniers maquisards de la lutte de libération nationale en Tunisie étaient dans leur majorité des membres de la tribu des Oudernas qui se souleva entre 1955 et 1957 à l'appel de Salah Ben Youssef contre les derniers contingents de militaires français stationnés dans le Sud tunisien et les premières unités de la Garde Nationale tunisienne. Cet épisode est traité en détail dans le premier chapitre de la troisième partie de cette thèse.

la J'farra un réservoir pour le recrutement massif de combattants, notamment les Oudernas<sup>149</sup>. Craignant une jonction des composantes du panarabisme qui aurait pu compromettre ses stratégies en Algérie et dans le but de couper les maquisards du FLN de leur lignes de ravitaillement qui partaient d'Egypte, traversaient la Libye et rejoignaient par le Sud tunisien la frontière algérienne, l'armée française, par le biais de ses représentants à Tunis (engagés dans les négociations de l'accord d'autonomie interne) avait exigé une présence militaire dans la zone qui s'étend de R'mada à Dh'hibet.

L'écrasement de l'insurrection des Oudernas en 1957 se solda par l'exil vers la Libye de ceux qui avaient échappé à l'emprisonnement (Ch'rif, 1995 ; Bessis, 1997). Redoutant le retour dans la J'farra des anciens insurgés, les autorités tunisiennes entreprirent la construction et la réhabilitation des postes frontaliers le long de la frontière et désignèrent des militaires de carrière comme premiers gouverneurs de la région. Les mouvements transfrontaliers ont alors été réduits à leur minimum et seules les familles libyennes désirant retourner dans leur pays furent autorisées à traverser la ligne. Ainsi, près de 6 300 personnes ont traversé la frontière en direction de la Libye dans le cadre du retour définitif des immigrés et réfugiés libyens entre 1956 et 1966 (Aboukacem, 1992). La découverte du pétrole et l'expansion des activités liées à sa prospection et son exploitation à partir de 1966 allaient déclencher un fort mouvement de reflux des Libyens demeurés en Tunisie vers leurs régions d'origine. A ce propos, I.A. Aboukacem relève

---

<sup>149</sup> Le mouvement dit « Youssefiste » a eu pour animateur et leader charismatique Salah Ben Youssef. Celui-ci avait occupé le poste de secrétaire général du parti *Néo-Destour*. A la suite de la décapitation du mouvement nationaliste, de l'emprisonnement d'une importante partie de ses cadres et du départ en exil de H. Bourguiba en 1948, S. Ben Youssef a occupé le devant de la scène et participé activement au déclenchement de l'insurrection armée, notamment dans le Sud tunisien (dont il était originaire). A la suite des accords dits de « l'autonomie interne » signés à La Marsa en 1954, qu'il a dénoncés du fait qu'elle cédait, selon lui, des parties entières du territoire national aux autorités coloniales (et principalement la base maritime de Bizerte, l'aérodrome militaire de Sidi Ahmed et une frange frontalière au voisinage de R'mada au Sud de la J'farra), la direction du *Néo-Destour* l'a exclu en 1955 (Ben Romdhane, 1982). Si son intransigeance face à la ligne qu'il désignait par l'expression « *Khattou Al Isstisslam* » (la ligne de la soumission) lui a coûté son poste au sein du parti, elle lui a simultanément valu une large sympathie dans les rangs des insurgés qui soupçonnaient un accord entre le leader H. Bourguiba et les autorités françaises dont ils feraient les frais (Belkhodja, 1998). Cette méfiance de la part des tenants d'une « libération totale, intégrale, comme préalable à l'unité du Grand Maghreb » trouva dans les positions de S. Ben Youssef la meilleure expression de leurs aspirations. En effet, celui-ci refusa le désarmement des « fellagas » et prôna la poursuite du soulèvement armé notamment dans les régions Sud de la J'farra où les *moujahidines* Oudernas se trouvèrent (encore une fois et à quarante ans d'intervalle) en armes face aux dernières colonnes françaises et aux premières factions de la Garde Nationale (recrutées essentiellement parmi le *goum* de l'armée coloniale) (Ben Romdhane, 1982). L'écrasement de l'insurrection armée dans la J'farra en 1957 a sonné le glas de ce qui allait être désigné pendant plus de trente ans en Tunisie par la *Fetna Al Youssoufiya* (seddition yousséfiste). Le leader S. Ben Youssef, contraint à la clandestinité et après avoir échappé à l'arrestation en Tunisie, trouva refuge en Allemagne où il fut assassiné en 1961 (Belkhodja, 1998).

Cet épisode de l'histoire nationale et de la J'farra en particulier est traité avec d'amples détails dans le chapitre premier de la troisième partie de cette thèse.

l'augmentation des demandeurs de la nationalité libyenne chez les descendants des immigrés et des réfugiés résidant en Tunisie depuis des décennies. Entre 1966 et 1972, plus de 12 000 personnes ont regagné leurs régions d'origine en Libye à la faveur d'une politique soutenue de naturalisation entreprise par la Libye (Aboulkacem, 1992)<sup>150</sup>.

## 1.2 Seconde période (1972 - 1977) : l'éphémère Union Arabe.

L'arrivée au pouvoir à Tripoli d'une nouvelle équipe issue du renversement de la Monarchie en 1969 s'est accompagnée de la multiplication des ressources de l'Etat libyen conséquemment à l'exploitation des richesses pétrolières du pays. Cette nouvelle situation a constitué la cadre dans lequel les deux Etats ont amorcé une politique de rapprochement et de coopération. Désireuses d'améliorer le secteur éducatif, les infrastructures et l'agriculture, les autorités libyennes firent appel dès le début de l'année 1972, aux enseignants, aux entreprises et aux experts agricoles tunisiens. La coopération entre les deux Etats connut une impulsion considérable après la signature en 1974 du protocole d'union entre les deux pays pour former une même République, projet qui n'eut cependant pas de lendemain, même s'il permit pendant plus de deux ans un intense échange de délégations officielles et ouvrit la voie aux premiers investissements publics libyens en Tunisie (Boubakri et Chendoul, 1991).

Toutefois, comme le souligne A. Taïeb Kerchid, la frontière est restée pendant toute cette période une réalité séparant les communautés j'farries et ne permettant qu'un passage sélectif de type officiel et organisé. Non seulement les dispositifs sécuritaires n'ont pas été réduits, mais le déploiement militaire des deux côtés avait même été renforcé (Taïeb Kerchid, 2004). Selon cet auteur, les interpellations pour franchissement illégal de la frontière avaient atteint des niveaux élevés, avec près de 200 arrestations pour l'année 1974<sup>151</sup>. La frontière demeurait donc, lors de cette période, un instrument aux mains des autorités dans les deux pays permettant de filtrer les passages des personnes et des biens. La population était loin de profiter d'une quelconque ouverture susceptible d'offrir des opportunités de travail ou d'échange. Selon F. R'guig, « *les élans euphoriques et les retrouvailles fraternelles entre les deux gouvernements tunisiens et*

---

<sup>150</sup> Le nombre de Libyens qui ont trouvé refuge en Tunisie entre 1911 et 1952 a été estimé à environ 70 000 personnes, dont les deux tiers décidèrent de regagner leur pays d'origine à la faveur de la découverte du pétrole en Libye en 1958 (Aboulkacem, 1992).

<sup>151</sup> Cette a vu l'explosion du prix des hydrocarbures et par conséquent la croissance exponentielle des ressources financières de la Libye qui avait engagé des travaux importants d'infrastructure, d'industrialisation et de mise en valeur agricole notamment dans la J'farra. La ville de Zouara devint, à partir de cette date un pôle industriel de premier ordre dans le pays. Le dynamisme économique de la Libye encouragea les Tunisiens les j'farris en particulier, à des départs massifs vers ce pays, surtout que les pays européens avaient entamé à la même époque, des politiques de restriction à l'égard de la main d'œuvre étrangère (Taïeb Kerchid, 2004) et (M'zabi, 1993).



*libyens pendant cette période ne furent pas en mesure de parer aux ruptures violentes et tout aussi passionnelles* » (R'guig, 1985). Mais si l'ouverture de la frontière célébrée par les deux régimes comme des concrétisations d'une démarche de complémentarité, profita uniquement aux cercles officiels ou aux élites intégrées à la sphère des administrations, sa fermeture et le retour des hostilités n'ont fait que renforcer l'état de précarité des populations j'farries notamment en Tunisie. En effet, les jeunes de la région étaient en proie au chômage et ressentaient une vive frustration face aux opportunités qui s'offraient de l'autre côté de l'infranchissable frontière (Taïeb Kerchid, 2004). Loin de profiter à la J'farra, cette période a contribué à la fragiliser encore plus notamment sur le plan économique. Mais si cette période fut un nouvel épisode de récession de l'économie j'farrie, elle vit le maintien si ce n'est un renforcement du dispositif sécuritaire dans la zone frontalière. En effet, selon H. M'zabi, cette période est caractérisée par la multiplication des découpages administratifs, la création de nouveaux gouvernorats à Médenine et Tataouine, l'intensification des contrôles frontaliers et l'implantation d'un maillage de postes de la Garde Nationale sur toute l'étendue de la frontière (M'zabi, 1993).

### 1.3 Troisième période : le temps des *mazegri* de 1978 à 1989.

A la suite de la grève générale ouvrière qui a paralysé le pays et la vie politique en Tunisie le 26 janvier 1978 et de la dure répression qui s'en est suivie, les autorités tunisiennes désignèrent la Libye comme responsable indirect de ce mouvement protestataire et poussèrent à la rupture des relations diplomatiques. Le contexte international de l'époque était en outre caractérisé par un affrontement entre les régimes de Tripoli et du Caire à propos de l'accord de paix signé par l'Egypte et Israël<sup>152</sup>(Fkih, 1984). Redoutant son « encerclement » par deux régimes qu'il soupçonnait de connivence avec les puissances occidentales, le régime libyen entreprit le verrouillage de ses frontières aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest en procédant au minage des zones situées à la lisière de son territoire national. Toutefois, et à la faveur des revenus énormes que lui procurait l'exploitation du pétrole, la Libye n'en continua pas moins à représenter une destination

---

<sup>152</sup> L'accord de paix conclu en 1978 entre l'Egypte et Israël, connu sous l'appellation d'accord de Camp David, a été vivement rejeté par la Libye. En représailles, les autorités de Tripoli ont ordonné l'expulsion de plus de 150 000 travailleurs égyptiens en 1979 (Ouannès, 1994).

de prédilection pour les travailleurs tunisiens (Ouannes, 1994)<sup>153</sup>. Conscientes de cet attrait qui s'exerçait sur les jeunes Tunisiens et dans la perspective d'une éventuelle instrumentalisation de la main-d'œuvre immigrée dans ses rapports conflictuels avec la Tunisie, les autorités de Tripoli adoptèrent alors une attitude paradoxale vis-à-vis de ceux qui traversaient illégalement sa frontière occidentale (Ouannes, 1994 et Taïeb Kerchid, 2004). En effet, les jeunes qui parvenaient à contourner les obstacles sécuritaires à la frontière du côté tunisien étaient rarement inquiétés une fois parvenus en territoire libyen. Toutefois, les conditions d'emploi et de séjour restaient assujetties aux soubresauts des rapports politiques avec la Tunisie.

Du côté tunisien, les jeunes ne pouvaient pas accomplir les formalités de voyage en Libye à cause des tracasseries administratives et des multiples blocages réglementaires imposés aux demandeurs de passeports. En effet, les autorités tunisiennes exigeaient que le candidat au voyage ait accompli son service militaire et qu'un fonctionnaire de l'Etat se porte garant de son retour (Boubakri, 1994). Les obstacles qui se dressaient devant les immigrés étaient aussi nombreux en Libye puisque les transferts des revenus étaient réglementés par des dispositions drastiques n'autorisant le salarié étranger qu'à rapatrier le tiers de ses avoirs au profit de sa famille. Cette situation rendait aléatoire toute tentative d'insertion des jeunes dans les circuits de l'emploi déclaré en Libye et les encourageait à rechercher un emploi *G'dâa El Hît* (sous le mur, au noir) sur les chantiers des particuliers (Boutaleb, 2002). Les conditions de recrutement et de travail dans le secteur privé et notamment sur les chantiers ou dans les exploitations agricoles, bien que mieux rémunérées en Tunisie étaient aussi dégradantes que précaires, les ouvriers tunisiens devaient remettre leurs passeports à l'employeur en guise de gage et étaient souvent proie à une dénonciation aux autorités sécuritaires locales ou à une confiscation du salaire (Taïeb Kerchid, 2004) et (Boutaleb, 2002). Cette situation était le lot d'une partie importante des immigrés tunisiens, mais le sort réservé l'émigration issue de la J'farra était substantiellement différent, une distinction qui était le fruit de la redynamisation des anciens réseaux d'alliances tribales entre les Touazines et leurs voisins Nouaïels. La permanence des liens a assuré aux émigrés J'farris la protection même en cas de tension entre les deux régimes et les solidarités tribales ont permis à

---

<sup>153</sup> Le ralentissement de la croissance des économies européennes et l'arrêt officiel de l'immigration en Europe semblent avoir renforcé l'attrait de la Libye, pays à faible population, devenu un modèle de croissance à dominante migratoire. Le doublement de la population libyenne en vingt ans (entre 1970 et 1990) est le résultat d'un fort taux de croissance démographique conjugué avec un solde migratoire excédentaire. La communauté des étrangers dans ce pays est ainsi passée de quelques milliers en 1970 à 800 000 en 1985. La population immigrée est originaire majoritairement des pays arabes (environ 53% des immigrants en 1985) et la Tunisie y participe pour 17%. Les autres pays maghrébins ne sont que minoritairement représentés malgré les accords de main-d'œuvre passés après la conclusion du traité maroco-libyen d'Oujda, le 13 août 1984, instituant l'Union arabo-africaine.

cette catégorie de main d'œuvre d'assurer une continuité sur le marché de l'emploi. Les particuliers et entrepreneurs libyens Nouaïels recherchaient les employés issus des lignages J'farris en raison de sa relative stabilité pendant des périodes relativement longues (Bourtaleb, 2002) et (Laroussi, 1995). Pendant des années et alors que les autres travailleurs étaient en proie à de multiples vagues d'expulsions ou de pression au niveau des conditions d'emploi, les immigrés J'farris et en particulier les Touazines ont commencé progressivement à jouer le rôle d'intermédiaires dans la recherche d'emplois pour les candidats à l'insertion au marché informel du travail libyen. Le passage par un employeur Touazine constituait pour un immigré l'assurance d'un travail relativement stable et la possibilité de transférer les revenus en toute sécurité (Boubakri et Chendoul, 1991). Ce rôle a permis aux « intermédiaires » (et anciens employés) Touazines de mieux maîtriser les diverses filières de l'émigration clandestine, la distribution de la main d'œuvre et de rapatriement des revenus (Taïeb Kerchid, 2004) ce qui conféra, par la suite, à ce groupe une importance primordiale dans les mutations structurelles des flux migratoires et d'échange régionaux.

Profitant de la situation aléatoire des autres émigrés clandestins originaires du Centre et du Nord-Ouest de la Tunisie, les Touazines se sont imposés comme les principaux agents de change et de transfert des économies des travailleurs vers leurs familles. Vu les tracasseries des réseaux bancaires libyens et afin d'éviter à l'émigré d'être arrêté et jugé lors de son retour en Tunisie pour franchissement illégal de la frontière, les Touazines se chargeaient, en contre partie d'un tribut relativement lourd (du tiers à la moitié), d'effectuer le change et d'assurer le transfert des économies vers les familles destinataires (Taïeb Kerchid, 2004). Ces deux opérations de change et de transfert donnaient à l'intermédiaire Touazine la totale liberté d'utiliser ces liquidités selon les opportunités du marché. Il pouvait ainsi spéculer sur les cours de la monnaie ou participer à la contrebande. Le développement de la contrebande, malgré les difficiles conditions de passage de la frontière a transformé les associations de *mazegri* en noyaux de « comptoirs de crédit » auxquels s'adressent les ouvriers tunisiens, qui décidaient de retourner (par voie illégale) en Tunisie, et comptaient acquérir des produits fortement taxés en Tunisie. Cette pratique « bancaire » informelle a aussi permis grâce à son développement entre les années 1982 et 1987 à asseoir la mainmise des intermédiaires Touazines sur le marché des changes. L'ancien émigré clandestin et contrebandier est devenu progressivement *sarraf* (agent de change) (Laroussi, 1995).

A coté de leur implantation sur le marché de l'emploi informel en Libye, les Touazines contrôlaient aussi en grande partie le pastoralisme traditionnel camélin dans la région frontalière des marécages de Jedlaouine et avaient recours aux pasteurs appartenant au lignage pour la collecte des informations sur l'état des mouvements de la Garde. Les rares pasteurs jouaient ainsi

un rôle prépondérant dans l'orientation de l'émigration clandestine et la gestion des flux de la contrebande. L'activité illégale de contrebandiers et de passeurs est protégée par l'ensemble de la tribu des Touazines, ce qui explique l'absence relative de circulation de l'information en dehors du cadre tribal et par conséquent la rareté des prises et confiscations effectuées par les douanes et la Garde Nationale (Taïeb Kerchid, 2004). Il apparaît ainsi que le groupe tribal Touazine a hérité d'une longue tradition de contrôle frontalier et d'implantation durable dans les bassins d'emploi de Libye. Cette expérience n'a pas tardé à être exploitée et fructifiée lors des phases ultérieures du développement de l'émigration clandestine et de la contrebande, conférant ainsi à ce lignage un rôle fondamental et incontournable d'intermédiaire dans tous les secteurs de l'activité transfrontalière.

Toutefois, avec la chute des prix du pétrole, l'instabilité du marché de l'emploi libyen à partir de la moitié des années 1980, les limitations draconiennes des transferts de devises et les contingences politiques ont poussé le régime libyen à utiliser les travailleurs tunisiens dans son conflit qui l'opposait à la Tunisie par l'expulsion massive des milliers de ressortissants de ce pays marquant ainsi la fin de l'émigration d'installation en Libye. Lors de l'été 1985, les autorités libyennes ont effectué des rafles massives contre les travailleurs tunisiens dont près de 40 000 ont été reconduits à la frontière. Le rythme des expulsions avait atteint le milliers de personnes par jour en août 1985 dans des conditions de grande précarité (Taïeb Kerchid, 2004). A la suite de cet épisode, la frontière connut la plus dure des fermetures à la faveur d'un déploiement militaire sans précédent et la répression de toute forme de passage clandestin de la ligne de démarcation entre les deux Etats<sup>154</sup>.

## 2. La destruction des *k'sour* : acte symbolique d'éradication d'un vestige tribal.

La destruction partielle des *k'sour* de la J'farra a constitué un aspect marquant de la politique de l'Etat tunisien notamment à Médenine. Cet acte qui a été annonciateur d'une attitude

---

<sup>154</sup> Cette fermeture, de l'avis d'un ancien *mazegri* Cheikh El Lahiyani, qui avait été très actif, entre 1973 et 1992 qui nous a reçu pour un entretien en date du 2 décembre 2006 à El Grine, village agricole situé au Nord de Médenine « cette fermeture a été vécue comme une catastrophe. Avec les douaniers locaux on pouvait toujours s'entendre, tant que la face est sauve, mais avec des dizaines de milliers de militaires abrutis par le soleil et terrassés par l'angoisse de devoir se battre, c'était impossible. Même après les événements de Gafsa de 1980 (la ville tunisienne de Gafsa avait été attaquée par un commando tunisien entraîné et financé par les Libyens. L'opération s'était soldée par plus de 200 morts et l'arrestation de dizaines de personnes. A la suite de cette attaque, l'armée tunisienne s'était déployée massivement sur la frontière dont un tronçon a été miné), la situation n'avait pas atteint un tel degré de tension. Nous étions réduits au chômage et à la misère et ceux qui tentaient de passer à travers les barbelés risquaient leurs vies. Nous étions interdits de pâturage au voisinage de la frontière ».

d'éradication d'un vestige du patrimoine local j'farri, a paradoxalement permis l'installation des marchés informels dans les décombres des anciens greniers fortifiés. En pensant effacer un symbole de l'autonomie des tribus, les autorités n'ont-elles pas créé des foyers d'informalité à la marge de l'espace officiel, foyers tenus par les membres des tribus ?

## 2.1 La destruction des *k'sour* de Médenine : la volonté du leader et archaïsme tribal.

La destruction des *k'sour* de Médenine a constitué un épisode marquant dans l'histoire récente de la J'farra<sup>155</sup> (Louis, 1975). A l'origine ces édifices fortifiés furent édifiés au début du XVIIIème siècle à la suite de l'arrivée dans la J'farra de Sidi Ali Ben Abid considéré par les werghemmis comme le *waliy* (saint) principal de la confédération (Boulifa, 2001). A la suite d'une alliance qu'il contracta avec l'autre *waliy* Sidi Makloul El Mahbouli, qui était le fondateur du village du même nom au Nord de Médenine, et les Touazines de Ben Guerdene, Sidi Ali Ben Abid, natif de l'actuel Sahara occidental, « *s'enracina dans la région et sa zaouïa devint le principal lieu saint de cette partie de la J'farra* » (Labiadh, 1995). Dans la zone où il s'installa, fut créée Médenine où les fractions werghemmies construisirent un ensemble de *k'sour* qui devinrent un grand centre socio-économique (Louis, 1975). Selon les documents du Bureau des Affaires Indigènes, Médenine en 1930 comptait 25 *k'sour* qui totalisaient 6 000 *ghorfa*. Ces *k'sour* étaient destinés à la conservation des denrées alimentaires (céréales, huile, figes sèches, dattes). La tribu maraboutique des Médenines avait été chargée par les représentants des tribus werghemmies, de la garde des *k'sours* (Leyssir, 1991 ; Ghrabi, 1996).

Lors d'une tournée qu'il effectua dans le Sud en 1966, le leader H. Bourguiba, qui considérait les *k'sour* comme des symboles de ce qu'il désignait par « l'archaïsme tribal », déclara à Remada le 1<sup>er</sup> novembre 1966 : « *On se demandera toujours comment des hommes dans cette région (J'farra), (...), dans cette nature désolée, ont pu mener si longtemps une existence de fauves* »<sup>156</sup>. Le gouverneur de la région Sud interpréta le discours du leader comme une directive ordonnant l'éradication des *k'sour* comme préalable à la lutte contre la misère et le passéisme (Bettaïeb, 1998). Moins d'une année après la tournée du Leader dans le Sud tunisien, les engins

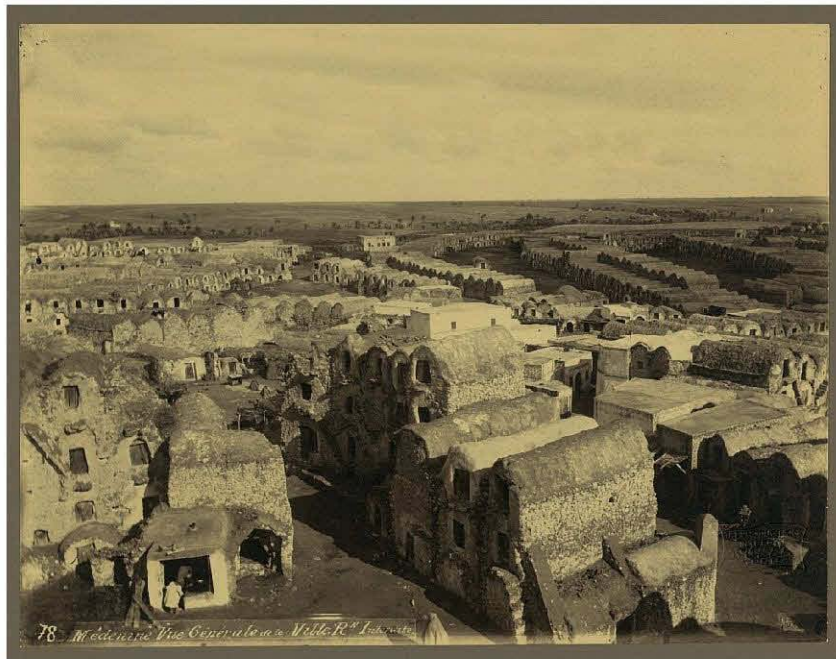
---

<sup>155</sup> La destruction des *k'sour* n'a concerné que la J'farra occidentale et ce pour deux raisons. La première est que le seul *k'sar* dans la J'farra orientale est celui de Nalout et est creusé dans le roc de la montagne, sa démolition serait, par conséquent (et si elle devait intervenir) très difficile. La seconde raison est inhérente à la situation politique en Libye où aucun des deux pouvoirs (sénoussi ou révolutionnaire) ne s'est attaqué au patrimoine nomade ou tribal avec pareille véhémence.

<sup>156</sup> Le discours officiel relatif aux anciens nomades et, particulièrement, à ceux de la J'farra fait l'objet d'un développement détaillé dans le chapitre premier de III ème partie de la thèse.



qui posaient les gabions sur l'Oued El Gueblaoui à Médenine (dans le cadre de la protection de la ville contre les inondations) ont été dirigés par le gouverneur en personne (celui-ci conduisant lui-même un des véhicules) vers les *k'sour* de Médenine. Le 4 novembre 1967, un total de 1200 *ghorfas* furent démolies dans une atmosphère de douleur et de révolte à peine contenues (Bettaïeb, 1998)<sup>157</sup>. Mais cet épisode n'a pas été le seul dans le projet d'éradication des *k'sour*, en effet, la démolition a été réalisée en trois phases successives.



Les *k'sour* de Médenine avant la démolition (1933).

(Source : I. Werchefany).

<sup>157</sup> Parmi les témoignages que nous avons recueillis lors de notre recherche et qui a porté sur cet épisode, nous citerons l'entretien avec Nasr Ben Mabrouk Bettaïeb El Maztouri qui a assisté à la démolition des 1200 *ghorfa* et a pris part aux ultimes négociations pour retarder cet acte. Notre interlocuteur, qui nous a reçu à Médenine le 3 septembre 2007, nous a décrit l'opération en ces termes: « Les ouvriers et cadres yougoslaves qui travaillaient dans l'Oued El Gueblaoui et conduisaient leurs engins ont été réquisitionnés par le gouverneur venu avec un détachement de l'Armée. Les Yougoslaves n'ont pas voulu quitter le site de l'Oued et ont abandonné leurs engins. A ce moment, le gouverneur ordonna à des militaires de prendre les volants des tracto-pelles et de les diriger vers les *k'sour*. En arrivant sur les lieux, les rescapés des inondations de septembre (Médenine et sa région ont connu en septembre 1966 d'importantes inondations ce qui accéléra la réalisation des projets de pose des gabions par les entreprises yougoslaves) et qui avaient trouvé refuge dans l'enceinte des *k'sour*, ont refusé de plier leurs tentes ; ils n'avaient nulle part où aller et l'hiver allait commencer. C'étaient des années de grande misère, les familles qui venaient en majorité de la région de Beni Khedache où les torrents avaient emporté leurs maisons, ne possédaient ni troupeau, ni argent ni provisions. L'Armée les a rassemblés de force dans la partie Sud des *k'sour* et a rasé leur campement. Ensuite, les engins sont entrés en action. Le gouverneur, qu'un responsable local est venu supplier, lui a crié au visage « Vous tenez encore à ces *kh'reb* (ruines) ? Vous refusez d'entrer dans le monde des gens civilisés ? Quelle différence entre ces *ghorfas* et les tombes ?

Tu ne me croiras peut-être pas, mais toute la ville était là. Les hommes, avant les femmes, pleuraient, El Hadj El Kraïni, Allah Yarhamou, qui était notre imam à la mosquée Sidi Abid, avait jeté *kabbous* par terre devant le gouverneur qui passait devant lui. J'ai uhulé de douleur (*nahib*) lorsqu'ils ont abattu notre *ghorfa*».

La seconde phase s'est soldée par la démolition de 650 cellules, soit près de la moitié du *k'sar* des Touazines. Ce *k'sar*, épargné lors de la première phase de 1967, se trouve dans la partie Sud des *k'sour* de Médenine et est considéré comme le plus important et le plus imposant. Sa démolition s'est déroulée de décembre 1981 à février 1982, au moment de l'affrontement entre les autorités tunisiennes et libyennes. Par cet acte, les autorités cherchaient, selon Nasr El Maztouri, à punir la tribu des Touazines pour l'implication de certains de ses membres dans les événements de Gafsa. La troisième phase, destinée à l'aménagement d'un amphithéâtre pour le festival de Médenine, n'a touché qu'une partie périphérique de l'ancien *k'sar* des Ouled Sidi Abid (tribu maraboutique de Médenine) et a dégagé un millier de mètres carrés durant l'été 1989.



Les *k'sour* de Médenine après la démolition partielle ( cliché pris en 2008).

(Source : l'auteur).

2.2 Les *k'sour* des Accaras : abandon et absence de toute action de sauvegarde.

La tribu Accara, qui occupa la presqu'île de Zarzis à partir du milieu du XVIIIème siècle, a commencé la construction de *k'sour* dans la région de Mouensa au Nord de l'actuelle ville, de Zaouïa au Sud et d'Ouled Saïd sur la route de Jerba. Ces *k'sour* ont été abandonnés par leurs occupants à la suite de la construction des nouveaux quartiers résidentiels dans la périphérie immédiate de la ville ou sur la frange littorale, lesquels sont éloignés du chapelet de *k'sour*. En 1981, les autorités locales construisirent un ensemble de logements économiques, à Dhouiher au Nord de la Zarzis, pour reloger les dernières familles qui résidaient encore dans le *k'sar* El Mouensa. A la suite de cette opération, le *k'sar* a été en partie démoli. En l'absence de toute action de sauvegarde ou de préservation, ces témoignages historiques qui avaient activement participé à



la sédentarisation des Accara ont subi une décrépitude avancée et des démolitions partielles (Labiodh, 2001).

L'état actuel des *k'sour* des Accaras est la conséquence de l'abandon volontaire de leurs anciens occupants et de l'absence de toute initiative de protection. Les opérations de démolition qui eurent lieu en 1982 semblent obéir plus à des considérations sociales qu'idéologiques ou symboliques, les autorités locales redoutant l'arrivée de nouveaux occupants dans le *k'sar* qui ne tarderaient pas à revendiquer, à leur tour, le droit à un logement décent (Werchani, 2001).

### 2.3 Le *k'sar* des J'lidetes à Beni Barka : une destruction à caractère idéologique.

La démolition partielle du *k'sar* des J'lidetes a constitué une action qui nous semble d'ordre purement idéologique, dans la mesure où les autorités l'ont entreprise dans le cadre de la « lutte contre les mythes et les chimères ».

Ce *k'sar*, de petite taille et ne comprenant que 120 *ghorfa* perchées sur l'Oued Tataouine, n'avait pas de rôle stratégique. Il constituait un lieu pour la rencontre des membres de la confrérie maraboutique de Sidi Abdallah Boujlida, un saint considéré comme le fondateur de la tribu des J'lidetes.

La tradition des dévôts de ce *waliy* voudrait que les participants à la *zarda* de Sidi Abdallah Boujlida sortent du *k'sar* en procession jusqu'au modeste mausolée, à peine visible, dédié à la mère de ce saint, une femme africaine appelée Oummi Marzouga (Boutabba, 2002). Ce mausolée se trouve sur la route qui mène à Maztouria au Sud de Tataouine à proximité du *k'sar* de Beni Barka. Lors d'une campagne idéologique destinée à circonscrire les manifestations de la religiosité de type « populaire », campagne qui s'est déroulée en Tunisie au début des années 1970, les autorités régionales avaient décidé d'interdire la procession des fidèles et, pour donner une dimension concrète à cette prohibition, elles démolirent une partie du *k'sar* des J'lidetes de Beni Barka qui avait déjà gravement souffert des pluies torrentielles de 1969.

Nous pensons que cet acte n'était pas seulement d'ordre idéologique, mais exprimait aussi l'attitude des autorités face à une culture locale marquée par l'héritage africain.

En effet, la mémoire collective des J'lidetes garde encore de nombreux contes qui narrent l'histoire de ces Africains noirs qui ont pu se mélanger avec les autochtones et s'adapter au milieu malgré les barrières de la langue et du mode de vie. Le mausolée d'Oummi Marzouga, malgré toutes les campagnes de dénigrement des cultures considérées par les autorités locales comme

« folkloriques et décadentes » (Jouini, 1994), demeure le lieu de pèlerinage habituel des descendants des Africains subsahariens de la région<sup>158</sup>.

A la suite de cette démolition, qui a eu lieu en même temps que sévissait une dure sécheresse, une partie importante de la population locale, qui s'adonnait à l'exploitation des vergers aménagés au voisinage des *jessour* et à l'élevage dans la plaine, a décidé de partir vers la capitale où elle s'installa dans la partie Est de la Médina (rues Chaker, El Kherba Sidi Boumendil). L'acharnement idéologique des autorités locales, leur déni culturel et les conditions climatiques ont, chacun pour leur part, contribué au déracinement d'une population qui participait, grâce à ses origines maraboutiques et à son rôle dans le maintien d'un élevage caprin renommé pour ses productions, à la mise en valeur économique des zones escarpées de la région de Tataouine (Jouini, 1994).

La démolition des *k'sour* de Médenine et des J'lidetes reflètent l'attitude des autorités, attitude empreinte d'idéologie et considérant ces édifices comme des vestiges de l'archaïsme tribal. Leur éradication constituait donc une affirmation de l'ordre national nouveau et de la primauté de son modèle. Privées de leur *k'sour*-bastion, les tribus n'ont plus de refuge que l'Etat. C'est aussi cette attitude idéologique qui laissa à l'abandon les *k'sour* de Zarzis, un abandon imposé par des raisons économiques et sociales et qui conduisit à leur décrépitude ainsi qu'à leur démolition en dernier lieu.

L'éradication des seules sites sédentaires dans la J'farra constituait, pour la J'farra tunisienne, un préalable à la mise en œuvre d'une politique de sédentarisation marquée la multiplication des opérations de recasement au sein de villages et de quartiers édifiés par l'Etat.

Nous traitons dans les paragraphes suivants des politiques de sédentarisation dans les deux parties de la J'farra.

### 3. Les politiques de sédentarisation dans la J'afarra : politiques volontaristes et effets financiers de la manne de la contrebande.

Les deux parties de la J'farra ont connu des politiques de sédentarisation différenciées lors

---

<sup>158</sup> Ce pèlerinage annuel se déroule en automne et s'accompagne de la cérémonie de la *hadhra* rythmée sur les sons des tambours et du *mezoued* (cornemuse). Cet air entraîne tout le monde, grands et petits, dans la danse collective de la négritude appelée *stambali*. Cette occasion est considérée comme étant le plus important moment de rassemblement des descendants des Africains subsahariens de la région qui viennent célébrer la mémoire et l'esprit de leur grand-mère qui a eu l'honneur d'épouser le marabout Sidi M'hamed Essayeh et le privilège d'enfanter le pieux Sidi Abdallah Boujlida, célébré comme le père spirituel de toute la région de Tataouine.

des trois premières décennies des indépendances. Ces différences sont liées au fait que les régimes des deux pays n'ont pas opté pour les mêmes objectifs en matière de logement et d'aménagement du territoire. De même, il semble que les héritages coloniaux et l'écart entre les revenus des deux économies, notamment en ce qui concerne la Libye à la suite du début de l'exploitation des ressources pétrolières, ont marqué les rythmes et les formes de l'urbanisation dans les deux parties de la J'farra. Nous nous proposons, dans ce chapitre, d'étudier les processus de sédentarisation des anciens nomades de la région en identifiant les probables similitudes ou particularités et en mettant en lumière les effets spatiaux et sociaux des politiques mises en œuvre par les deux Etats, ainsi que les stratégies adoptées en réponse par les populations locales.

### 3.1 La sédentarisation en Libye : le logement érigé en « droit » et les pratiques spéculatives.

Il convient d'abord de signaler que, en Libye, le régime du Guide a entamé à partir de 1972 une politique volontariste de construction de logements qui s'est soldée, à son terme en 1980, par l'édification de plus de 300 000 unités pour l'ensemble du pays (Tarih Charaf, 1996). La majeure partie de ces projets de logement consistait en opérations de recasement, c'est-à-dire en édification de quartiers entiers formés d'unités de blocs collectifs établis à proximité des noyaux urbains, notamment ceux de Zouara et de Nalout. Dans les régions à faible peuplement, des pôles ont été créés *ex nihilo* par regroupement des services administratifs, d'ensembles de logements collectifs et d'unités productives ou de casernes. Selon l'introduction du Programme (libyen) du Changement Economique et Social 1976 – 1980 élaboré par le Secrétariat à la Planification, « L'œuvre de mise en valeur du territoire doit se référer à la nécessité de créer des centres équipés dans les régions à faible potentiel agricole afin d'y implanter les services nécessaires à une vie décente pour les populations locales. Le choix du site où ces centres seront établis doit obéir aussi bien aux qualités physiques des sites qu'à la concertation avec les instances *jamahiriennes* locales »<sup>159</sup>. Les conséquences de cette orientation sont, pour la région Nord-Ouest de la J'farra, au nombre de quatre (Khawjali, 1991) :

- L'essaimage sur l'ensemble de la région, aussi bien à l'intérieur des terres que sur le

---

<sup>159</sup> Dans son ouvrage « *Jaghrafiatou Libya* » (Géographie de la Libye), A. TARIH CHARAF considère que c'est ce document stratégique (*Madkhal li khettati at tahaoul al iktissadi wal ijtimai 1976-1980. Al amana al âamma let takhtit. Tarabouls, 1976 - Introduction au programme du changement économique et social 1976 – 1980, Secrétariat à la planification, Tripoli, 1976*) qui a présidé à l'élaboration des autres programmes de développement économique et social de la Jamahiriya, puisqu'il était « la traduction immédiate et sans concession de la pensée du Guide formulée lors des deux premières années de la Révolution Verte entamée après 1973, année de diffusion du Livre Vert et de la mise en place du Pouvoir Populaire » (Tarih Charaf, 1996).



littoral, d'une série de petites localités (El Ajilat, Al Watiya, Bir El Ghanam, Bou Kammach, Hoûd, Briga et Zouwaty) qui ne disposent ni d'infrastructures ni de potentialités économiques susceptibles de leur conférer un rôle de structuration de l'espace environnant<sup>160</sup> ;



Carte des localités de la J'farra.

- Plusieurs sites, créés dans le cadre du développement des noyaux urbains, n'étaient à l'origine que des puits ou des lieux où étaient aménagés des *rotbas* (magasins à provisions enterrés). Il s'agit donc d'endroits que les tribus, généralement nomades, fréquentaient de manière intermittente et qui ne pouvaient convenir à des activités ou à une présence permanentes ;
- L'implantation de nouveaux centres administratifs et productifs dans des zones dépourvues de capacités économiques a permis le transfert massif des anciens nomades et de leurs descendants vers la fonction publique ou les activités de services ;
- Les planificateurs et les architectes qui ont élaboré les projets de création des premiers noyaux urbains et les ensembles d'habitat ont opté pour une typologie des logements dominée par

<sup>160</sup> Les termes utilisés par l'auteur sont *haïkalatou al majal* qui pourraient être traduits par : Organisation du territoire. Toutefois, nous n'avons pas trouvé, à la suite de la lecture de l'ouvrage, de définition de cette notion.

le modèle « collectif vertical ». Ce modèle privilégie la construction d'immeubles en série avec des appartements similaires et qui, de l'avis de ses promoteurs de l'époque, était susceptible de répondre rapidement à la forte demande en logements. Toutefois, ce modèle s'avéra incompatible avec les modes traditionnels de vie et les coutumes locales encore vivaces. En effet, l'habitat collectif qui prévoit la cohabitation au sein d'un même immeuble de plusieurs familles (et dans ce cas, les projets-types d'immeubles avaient prévu 16 ou 24 appartements par ensemble) n'a pas pris en considération la prédominance des familles élargies et leur taille moyenne. Les immeubles construits dans les années 1970 et 1980 étaient constitués d'appartements qui n'étaient pas assez spacieux pour permettre l'installation d'une famille patriarcale entière (composée en moyenne d'une vingtaine d'âmes) et l'ensemble de l'immeuble était trop vaste pour abriter une seule famille. Il s'en est ensuivi un phénomène d'abandon des appartements (qui avaient pourtant été cédés par les autorités à des prix symboliques)<sup>161</sup>. Selon M.M. Khawjali, les familles n'ont pas tardé à comprendre l'intérêt du programme de logement lancé, à partir de 1973 par la Jamahiriya, sous le slogan *Al Baytou Lissakinihi* (la maison appartient à qui l'habite)<sup>162</sup> et ont acquis des appartements pour tous leurs membres. Une fois, les logements achetés, les familles les louaient aux immigrés (dont le nombre est devenu très important à partir de 1973 à la suite du lancement des grands projets) et allaient construire un *doublé*<sup>163</sup> dans les environs de la ville (Khawjali, 1991).

Il ressort de cette analyse que la population j'farrie en Libye a adopté une attitude que M.O.

---

<sup>161</sup> A titre indicatif, l'appartement moyen (constitué de trois pièces, salon, salle de bain, cuisine, séchoir et deux terrasses) a été cédé à un prix approximatif de l'ordre de 1 000 Livres libyennes, soit l'équivalent de cinq mois de salaire d'un cadre moyen en 1975. Cette information nous a été fournie par M. Khelifa Al Assabii, membre élu du Congrès populaire de Zouara, que nous avons rencontré lors d'un séjour en juin 2005. Notre interlocuteur nous expliqua lors de cet entretien qu'il avait acquis un appartement dans son « village » d'origine grâce à l'argent d'une bourse d'Etat qui lui fut versée lors d'un stage d'été au Congrès populaire (*chaâbiya*) de Zouara ; il avait alors 18 ans.

<sup>162</sup> Ce slogan a été lancé par le Guide et a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part de F. Gouider dans son article consacré à la « Troisième Idéologie Mondiale » intitulé : *Baïna ad dimoukratiya wal isstibdad, aw houkukou al jamahyr al assassiya* (Entre démocratie et despotisme ou les droits essentiels des masses) et publié dans l'hebdomadaire tripolitain Al Massira en juin 1977.

<sup>163</sup> Déformation du terme « duplex » qui désigne en Libye, les villas à deux niveaux, symbole de promotion sociale.

Ettyr qualifie de spéculative<sup>164</sup>, puisqu'elle « a détourné les logements édifiés dans le cadre d'un grand projet social à des fins lucratives. Les masses ont ainsi préféré l'emploi administratif dans les services officiels aux autres activités, en particulier celles considérées comme productives » (Ettyr, 2001).

Nous pensons alors que la lecture élaborée par M.O. Ettyr et qui a pris pour objet la sédentarisation des populations j'farries amorcée au lendemain de la Révolution, constitue une approche intéressante. Elle met en effet, en rapport le développement de la population au sein des périmètres *baladiy* (municipaux) et les mutations de l'espace environnant et, en premier lieu, les parcours pastoraux. L'auteur considère, comme un phénomène majeur expliquant la transformation du profil social des populations dans la J'farra, ce qu'il désigne par l'expression « bureaucratisation des forces actives ». Selon lui, la J'farra, étaient sensée devenir la première région industrielle du pays grâce, notamment, aux complexes agroalimentaires et de transformation de plastique de Zouara et Nalout. Toutefois, la politique de sédentarisation n'a pas seulement fixé les populations au sein de périmètres « urbains » au voisinage de leurs lieux d'emploi administratif, mais elle les a surtout éloignées des parcours et des exploitations agricoles d'envergure<sup>165</sup>. Selon cet auteur, la fonction publique a soustrait aux secteurs productifs les ressources humaines nécessaires à la mise en valeur des capacités de la région. A titre illustratif, il cite les grandes exploitations en irrigué sur les terres ayant été aménagées par les colons italiens ou gagnées sur la steppe et qui, au lieu d'être valorisées par la population locale laquelle, à son avis maîtrise mieux les pratiques agricoles et pastorales- ont été confiées à des exploitants égyptiens qui ignorent les techniques de l'oléiculture ou de l'élevage camélin. Ces *fellahs saïdis* (paysans de Haute Egypte) sont certes habitués au travail de la terre, mais ils ne maîtrisent, selon M.O. Ettyr, que les travaux en irrigué ou l'élevage de variétés bovines inconnues en Libye (Ettyr,

---

<sup>164</sup> Le qualificatif *moudharibi* (spéculative) utilisé par M.O. Ettyr lui valut plusieurs critiques de la part des idéologues officiels qui lui reprochèrent « son manque de respect pour la conscience des masses » (Dhoukar, 2006). D'autres chercheurs, qui se sont intéressés à la question du logement en Libye, adoptèrent dans leurs analyses un vocabulaire considéré par les autorités comme « correct ». Ainsi, M.M. Khawjali, qui a pourtant souligné le taux très élevé de locataires étrangers dans les immeubles d'habitation censés être réservés aux propriétaires libyens, s'est abstenu de présenter une cause à cette situation. Il préféra, dans ses analyses, critiquer « des phénomènes sociaux qui sont l'oeuvre de minorités inconscientes dont les pratiques archaïques restent minoritaires. Les masses ne doivent pas être incriminées » (Khawjali, 1991).

<sup>165</sup> En 1976, la J'farra et le J'bel Lakhthar (en Cyrénaïque) avaient constitué les deux *jabihat al khadhra* (fronts verts) de la Révolution qui comptait y aménager les grands projets agricoles irrigués (Tarih Charaf, 1996). Le projet des autorités libyennes consistait à transformer la J'farra orientale en zone d'exploitation économique intensive grâce à l'implantation d'importants périmètres irrigués. Selon les prévisions du Programme du Changement Economique et Social 1976 – 1980, près de 56 % des terres qui devaient être mises en valeur dans le pays seraient situées dans la J'farra et particulièrement entre Zouara et Ajajilet.

1992). La « bureaucratisation » a aussi engendré, selon ce même auteur, un effet social plus général, celui « *de la consommation effrénée et par conséquent l'importation massive de viande à partir de pays voisins* ». A son avis, « *la crise du pastoralisme et la disparition progressive des grands troupeaux camelins dans la J'farra n'est pas seulement due à l'attrait de la ville et de la fonction administrative, mais aussi et surtout à l'importation massive de viande du Soudan* » (Ettyr, 1992).

Dans un article intitulé *Foussoul Aan Al Moujtamaâ Ar Raâoui Wat Tahaouwalat Al Mouâssira* (Chapitres sur la société pastorale et les mutations contemporaines) publié en 2001, au plus fort de la crise consécutive à l'embargo onusien imposé à la Libye<sup>166</sup>, M.O. Ettyr écrit : « *Nous constatons qu'un projet sociétal qui avait pour objectif une modernisation des structures archaïques, conduit de manière volontariste et autoritaire en s'appuyant sur un potentiel économique important, n'a abouti en définitive qu'à la déstructuration du pastoralisme et des modes ancestraux d'exploitation des zones arides et à la création d'une société de type rentier. En implantant les anciens nomades au sein des villes ou dans les banlieues, ce projet de tahdyth (modernisation) n'a pas créé de citoyens mais des résidents sédentaires qui répugnent à toute activité pastorale, faiblement rémunératrice et peu valorisante aux yeux d'une société acquise aux pratiques spéculatives. Nous sommes passés en trente ans de la société raâwiya à la société rayia* »<sup>167</sup> (Ettyr, 2001)

### 3.2 La sédentarisation en Tunisie : des cités de recasement à une urbanisation éparse.

Dans la J'farra tunisienne, le processus de sédentarisation, durant la période ayant succédé à l'indépendance, a été particulièrement encouragé et soutenu par trois facteurs : Le discours politique officiel, les mutations du cadre foncier et enfin les revenus générés par l'immigration et la contrebande.

A niveau du discours des autorités, comme l'ont souligné F. Leyssir et M.N. Boutaleb, le leader H. Bourguiba a, dès les premières années de l'indépendance, désigné la cause et l'ennemi à

---

<sup>166</sup> La Libye a été soumise par l'ONU à un embargo économique partiel de 1995 à 2001 et ce, en représailles pour ses liens présumés avec les attentats de Lockerbie et de Munich. Les vols à destination et au départ de la Libye ont été suspendus et les livraisons d'armes et de pièces de rechange pour certaines industries ont été prohibées.

<sup>167</sup> « (...) *Nous sommes passés en trente ans de la société raâwiya (pastorale) à la société rayia (rentière)* ». Il est manifeste que la formule en arabe est presque versifiée, d'autant que la prononciation, le terme « rayia » s'apparente à un diminutif de « raâwiya ». Symboliquement, l'auteur a semble-t-il cherché à mettre en exergue aussi bien le contraste que la hiérarchie entre les deux notions grâce à un jeu de soustraction d'un phonème.



combattre pour parvenir à une intégration harmonieuse des populations du Sud dans le tissu de la Nation : cet ennemi, c'est le nomadisme (Leyssir, 1997 et Boutaleb, 2001)<sup>168</sup>. En effet, selon ces deux auteurs, le Combattant Suprême (titre que s'est attribué H. Bourguiba) avait pris l'habitude de dénoncer de manière récurrente, lors de ses multiples déplacements dans le Sud, le nomadisme qu'il a souvent associé au tribalisme et à l'archaïsme. A titre d'exemple, lors de son discours prononcé à Beni Khedache le 31 octobre 1966, le Président déclara : *« Il n'est de civilisation que dans le peuple sédentaire. Il est nécessaire de fixer les hommes sur la terre dont ils vivent. Il faut les arracher à la misère d'une vie nomade, constamment occupée par la recherche des pâturages. S'il pleut, aucune inquiétude pour le troupeau. Mais que la pluie ne vienne à manquer, et les pérégrinations recommencent. La raison en est que la terre est incapable de fixer l'Homme. Entre eux, le lien demeure toujours précaire »*. Cette « philosophie » du Président sera concrétisée par la construction de « villages de recasement », qualifiés par les J'farris de « *malaji* » - ce qui signifie refuges ou camps (Leyssir, 1997 et Boutaleb, 2001). Pendant la période qui a succédé à l'expérience « collectiviste »<sup>169</sup>, les autorités régionales du Sud ont engagé un programme de réalisation de logements ruraux, notamment dans les plaines au voisinage des villages de crête (J'bel Labiodh et J'bel Dommor) et à proximité des puits. Le nombre d'unités construites entre 1968 et 1985 a atteint pour le Gouvernorat de Médenine près de 620 unités (Boutaleb, 2002). Si les noyaux édifiés pour les J'belis ont permis le relogement de ceux-ci, notamment à la faveur des inondations des années 1968 – 1969 qui ont détruit une partie importante des villages de Matmata, Guermassa, Toujane et Chenini, l'attitude des anciens nomades envers ce nouveau mode d'habitat a été marqué par une forte réticence. En effet, les J'belis avaient depuis longtemps adopté un mode de vie sédentaire et leurs villages « traditionnels », bien que précaires et sommairement équipés, se situaient à proximité de leurs *gharssa* (plantations) et *jessour*. Les logements étaient destinés à abriter les membres de la famille restés dans la région et les revenus des ménages ne dépendaient que très partiellement de l'exploitation des ressources agricoles locales. L'émigration représentait en effet, la source principale de revenu pour une partie importante des J'belis dès la fin des années soixante (M'zabi, 1993)<sup>170</sup>.

---

<sup>168</sup> Les aspects relatifs aux questions de représentations et aux discours autour du nomadisme font l'objet d'un traitement détaillé dans la troisième partie.

<sup>169</sup> La Tunisie a connu une expérience « collectiviste » menée par A. Ben Salah l'ancien homme fort des années 1960 (qui occupa simultanément plusieurs postes ministériels, notamment, les secrétariats d'Etat à l'économie, au plan et à l'éducation nationale), dont les résultats mitigés ont été très critiqués aussi bien par le patronat que par les syndicats. Toutefois, ce furent les régions rurales et la paysannerie qui semblent avoir payé le tribut d'une politique de « collectivisation » imposée à la petite paysannerie (Lahmar, 1984).

<sup>170</sup> Il est à signaler que dans certains villages, notamment du Nord de la J'farra, les revenus de l'émigration commencèrent à devenir la principale source des ménages à partir des années 1940. En effet, à



Les premiers « nouveaux » villages aménagés en 1966 pour les lignages d'anciens nomades Werghemmis dans la plaine, notamment Naffatiya, Chahbaniya et Bir Lahmar, sont restés inoccupés pendant des années avant d'être partiellement transformés en bergeries. Cette situation peut s'expliquer, à notre avis, par un ensemble de raisons dont la principale réside dans les conditions sociales et économiques de l'époque. Nous citons, à ce propos, le témoignage du responsable local du conseil du village de Naffatiya<sup>171</sup>, Haj Sallam Berribech qui déclara lors de l'entretien qu'il nous a accordé le 14 mai 2002 : *« La maison d'un bedouwi (nomade) de Werghemma n'est pas un toit ou un plancher, ce sont les wattana (sédentaires) qui voient les choses ainsi. Notre maison c'est notre troupeau, houwa soutroutna (c'est lui qui nous protège), nous sommes nus sans nos animaux. Lorsque le zaïm (le leader H. Bourguiba) est venu dans la J'farra après le jalaa az ziraï (l'évacuation des terres agricoles par les colons intervenue le 12 mai 1964), il a déclaré que le nomadisme ne serait plus toléré<sup>172</sup>. Nous avons cru que l'Etat allait nous permettre de nous installer dans les parcours avec nos troupeaux. Mais la situation s'est avérée plus difficile et nous avons connu des jours sombres. La collectivisation a été imposée à tout le monde ; nous devons mettre en commun nos quelques chèvres et appliquer les directives des responsables locaux. De peur d'être dépossédés de ce qui leur restait de leurs troupeaux et afin de pouvoir nourrir leurs familles, les pasteurs ont commencé à égorger, clandestinement, leurs chèvres et leurs moutons. A la fin de la collectivisation, les parcours étaient vides et les ventres aussi. Ce n'étaient pas les blocs de parpaing des malaï qui allaient faire taire la faim des enfants. S'il n'y avait pas eu la frontière, on aurait peut-être connu la famine ».*

Toutefois, à la suite de l'abandon de l'expérience collectiviste et grâce à l'amélioration relative des conditions matérielles des émigrés et du démarrage des activités de contrebande à la frontière avec la Libye au début des années 1970, les Werghemmi allaient connaître une autre phase de sédentarisation, qui cette fois, serait la conséquence d'un choix volontaire et d'une stratégie délibérée de leur part et non imposés autoritairement par l'Etat. En effet, la sédentarisation a commencé à prendre de l'importance avec l'apport monétaire provenant des travailleurs de la région, émigrés à l'étranger dont le « premier réflexe » était de se construire une

---

la suite des destructions de la guerre (campagne de Tunisie en 1941) dont la région de Mareth, Matmata, Toujane et Dkhilet fut le théâtre, les habitants entamèrent une vague de départ vers Tunis et la France (Timoumi, 1995).

<sup>171</sup> Les localités -qui n'ont pas été érigées en municipalités ou en arrondissements municipaux- ont été dotées de conseils de villages ayant pour charges la gestion des services aux citoyens (distribution de l'eau potable, éclairage public, collecte des ordures ménagères et entretien des équipements publics).

<sup>172</sup> Nous pensons que notre interlocuteur fait ici référence au discours prononcé par le président H. Bourguiba à Remada le 1er novembre 1966, à cette occasion, il a déclaré : *« L'errance ou la tanière, ce n'est plus possible à notre époque. Le nomadisme intégral qui se caractérise par le transport de toute la famille et du patrimoine sur un dromadaire ne sera plus toléré ».*

maison en dur, là où se trouvaient leurs terres (Lahmar, 1988). Le résultat d'un pareil processus fut l'émergence d'un habitat rural isolé, qui caractérise jusqu'à nos jours la majeure partie des agglomérations de la J'farra. L'autre effet généré par ce type de sédentarisation a été le maintien d'une présence humaine et animale permanente sur l'ensemble des terres proches des noyaux habités, ce qui s'est traduit, selon A. Abaab et L. Moktar par une pression importante et continue sur le milieu. De ce fait, ce type de « sédentarisation rurale » s'est avéré préjudiciable aux ressources en général et à l'avenir du pastoralisme en particulier (Abaab et Moktar, 1984). Il est à signaler que cette sédentarisation, qui démarra à partir des années 1970, s'est accompagnée du processus de privatisation des terres collectives, de l'acquisition de nouvelles parcelles de la part des émigrés et de l'extension de la plantation d'oliveraies sur les anciens parcours. Ce processus a favorisé l'accroissement du patrimoine foncier ; il est qualifié par N. Nasr « second réflexe » de l'émigré (Nasr, 1993). Toutefois, cet auteur met l'accent sur les effets de ce processus sur le milieu. Selon lui, les sols dans les zones de sédentarisation sont devenus plus fragiles à la suite de la destruction du couvert végétal. Cette situation qui ne tarda pas à favoriser, dans les endroits les plus exposés au vent, l'accumulation dunaire et l'érosion accélérée des terres exploitées (Khatelli, 1983).

Dans les parcours pastoraux de la J'farra occidentale, il semble que l'abandon de l'expérience collectiviste en 1969, ait permis la relance de deux activités devenues inséparables ; la sédentarisation et l'exploitation agropastorale. En effet, avec l'intensification des activités de contrebande et les premiers retours d'émigrés de Libye, la population j'farrie disposa d'un potentiel financier susceptible de permettre une croissance soutenue dans l'édification de logements, l'appropriation de nouvelles parcelles, la mise en culture des terres et le retour à l'élevage. Les agglomérations de la J'farra, principalement Ben Guerdane, Médenine et Zarzis devinrent alors des lieux de fixation des populations de la région ; elles enregistrèrent en conséquence des taux de croissance urbaine de l'ordre de 6,2% en moyenne pour l'ensemble de la région (Boutaleb, 2002)<sup>173</sup>.

La sédentarisation effectuée sous forme d'habitat éparé dans une large auréole autour d'une agglomération, à l'instar de Ben Guerdane, a constitué une solution destinée à garantir la polyactivité des ménages (Nasr, 1993). Grâce à cette forme d'implantation, les nouveaux sédentarisés pouvaient pratiquer, sur les lieux mêmes de leur résidence (ou dans un rayon restreint), un élevage de type nouveau que H. M'zabi désigne comme « semi-extensif » et « sédentaire » (Mzabi, 1988). Selon cet auteur, la privatisation des terres collectives, la

---

<sup>173</sup> Il s'agit du taux moyen pour le gouvernorat de Médenine pour la période 1975 – 1984.

mécanisation des labours et l'extension des zones céréalières ont sensiblement réduit les superficies jusque-là réservées aux parcours. En outre, la réduction de la mobilité dans la région a entraîné l'éclatement des grands troupeaux. Il en est résulté l'apparition d'un cheptel « sédentaire » (constitué de troupeaux de 2 à 20 têtes) dont la garde était attribuée aux vieillards, aux femmes ou aux jeunes enfants ; ces petits troupeaux pâturaient continuellement les mêmes endroits, autour des habitations, empêchant ainsi toute régénération du couvert végétal (Bouhaouach, 1989).

A partir de la fin des années 1980, qui a été marquée par la recrudescence des activités de contrebande, la cadence de sédentarisation connut une nette accélération dans la J'farra. Le taux d'urbanisation, qui fut de l'ordre de 42% en 1975, grimpa à plus de 55% en 1989<sup>174</sup>. Toutefois, le niveau de cette « urbanisation » devrait être relativisé, car les statistiques considèrent comme urbaines, toutes les populations résidentes à l'intérieur du périmètre communal (Mzabi, 1993). Or, comme le souligne M.N. Boutaleb, les populations « urbaines » de la J'farra, tout en résidant dans les agglomérations où sont situés les équipements collectifs, les services, l'école, l'emploi salarié et le marché informel, gardent d'étroites relations avec les parcours et les terres nouvellement acquises qui s'étendent dans le voisinage.

#### 4. Conclusion :

L'instauration du Protectorat s'est traduite dans la J'farra par l'établissement d'une frontière internationalement reconnue et, par conséquent, par la fixation d'une limite géographique inamovible et bornée entre la confédération Werghemma et ses anciens ennemis les Nouaïels. Si, pendant les premières années de l'implantation des unités militaires françaises dans la J'farra, les Werghemmis ont considéré la présence coloniale dans la région comme une occasion de nouer une alliance avec une puissance susceptible d'aider à l'expansion de la confédération à l'Est, ils allaient prendre rapidement conscience, dès la signature des traités relatifs au tracé de la frontière, que la coïncidence de leurs intérêts et de leurs projets territoriaux avec ceux de la puissance coloniale n'était qu'éphémère. La restriction des déplacements des nomades, comme préalable à leur contrôle, constituait un objectif primordial de la stratégie du nouveau pouvoir colonial. L'avancée vers l'Est n'était pas une étape dans une conquête à poursuivre, mais une dernière marche avant l'affermissement du territoire de l'empire colonial qui ne pouvait tolérer de frontière mouvante. En effet, comme le souligne A. Martel, la France désirait « *une frontière bien délimitée, donc relativement rigide et par conséquent très disjonctrice, pour lui permettre de protéger ses possessions maghrébines où elle était en train d'instaurer une enveloppe spatio-temporelle de type*

---

<sup>174</sup> Le taux moyen national est de 61%.

*colonial caractérisée par une économie primaire d'exportation* » (Martel, 1965).

La délimitation territoriale rompt un ensemble géographique caractérisé par la mobilité et la complémentarité ; ainsi, le nomade dans la J'farra n'est plus libre de se déplacer et la fermeture de la frontière a abouti à une forme de déstructuration de son territoire, dont la conséquence directe a été le début du déclin du pastoralisme.

La dialectique entre la délimitation-fermeture de la frontière et les mutations des modes de vie dans la J'farra a conduit A. Martel à écrire : « *En 1931, le bédouin tunisien n'est plus qu'un semi-nomade. L'interdiction de franchir la frontière implique sinon la fin d'un genre de vie, du moins le déclin irréversible d'une conception de vivre. L'apparition de frontières délimitées brise le cadre mental de la vie bédouine avant que la supériorité de l'occupant en ait entamé les fondements économiques* » (Martel, 1965).

Corollairement à la fixation locale des limites des territoires des deux empires coloniaux (Français en Tunisie et Italien en Libye), à la fermeture de la frontière et à l'amorce de la déchéance du pastoralisme, les autorités des deux pays engagèrent des politiques de sédentarisation qui se soldèrent par la création d'un ensemble de villes et de noyaux villageois abritant la majeure partie des anciens nomades. Les politiques de sédentarisation conduites par les deux puissances coloniales ont été caractérisées par la similitude des méthodes. Aussi bien dans la J'farra tunisienne que libyenne, la sédentarisation des anciens nomades fut réalisée de manière autoritaire et parfois même forcée. Elle avait pour finalité un meilleur contrôle des tribus de la région.

Les politiques de sédentarisation des nomades n'ont pas été abandonnées à la suite de l'accès des deux pays à l'indépendance. En effet, la Tunisie indépendante ne brisa pas l'évolution inaugurée par le Protectorat, bien au contraire. La nouvelle élite au pouvoir pensait que le développement du pays passait par l'harmonisation des structures sociales et économiques. « L'intégration à la Nation » des nomades et des tribus était considérée, par les élites au pouvoir, comme une « œuvre civilisatrice » destinée à « affermir la primauté de l'allégeance à l'Etat » (Amaïriya, 1996). Par conséquent, les centres de sédentarisation avec école, souk, dispensaire, services divers et institutions de contrôle politique ont amené une majorité d'anciens nomades à se sédentariser et à abandonner le pastoralisme que, par ailleurs les politiques « collectivistes » des années 1960 avaient achevé de ruiner. Toutefois, cette sédentarisation n'a pas été accompagnée d'une amélioration des ressources pour les anciens nomades, qui dépourvus de parcours et de troupeaux et confrontés à la pénurie d'emplois dans une région marginalisée (M'zabi, 1993) furent obligés de recourir à la contrebande et à la traversée illégale de la frontière (Taïeb Kerchid, 2008).

En Libye, la sédentarisation qui avait été menée à des rythmes soutenus grâce à la rente

pétrolière a permis l'emploi de la majorité de la population active dans la fonction publique ou dans les services, accentuant ainsi la crise du pastoralisme.

L'apparition progressive d'un différentiel entre les économies des deux parties constitutives de la J'farra, avec, d'un côté une partie libyenne relativement prospère et jouissant des ressources de la rente pétrolière et, d'un autre côté, une partie tunisienne qui souffrait de l'absence d'opportunités d'emploi et de la parcimonie des investissements publics, a engendré le début d'un flux clandestin transfrontalier, d'une immigration illégale et de trafics de contrebande. Le projet initial de sédentarisation planifiée par les autorités favorisa ainsi une nouvelle forme de mobilité des anciens nomades. Les activités de contrebande et le marché de l'emploi informel en Libye avaient été, depuis leur apparition, des secteurs contrôlés exclusivement par les Werghemmis, tout particulièrement par les Touazines, lesquels en profitèrent pour, dans un deuxième temps, développer des pratiques bancaires informelles destinées au financement du commerce transfrontalier (Laroussi, 1995 et Torki, 2004). En parvenant à asseoir, entre les années 1982 et 1987, leur mainmise sur les mécanismes informels du commerce et sur le marché des changes, ces anciens nomades, devenus immigrés clandestins et, enfin, contrebandiers, se sont progressivement institués comme *sarraf* (agent de change informel).

Grâce au potentiel financier important dégagé par le commerce informel et par les revenus de l'immigration, la J'farra fut le lieu d'une nouvelle dynamique caractérisée par une cadence soutenue dans la construction de nouveaux logements épars et par la mise en culture des parcelles attribuées dans le cadre des privatisations foncières.



Deuxième partie :

La frontière ouverte comme ressource :

Commerce informel, croissance des villes et  
stratégies des réseaux.

L'année 1989 marque la date d'ouverture de la frontière entre la Tunisie et la Libye, une ouverture rendue possible à la suite de l'arrivée de Ben Ali au pouvoir et la baisse des tensions entre les deux régimes. A partir de cette date, la J'farra connaît une ère nouvelle. La deuxième partie de la thèse s'interrogera donc sur les effets de l'ouverture de la frontière sur la situation de la J'farra, situation qui est désormais marquée par l'expansion spectaculaire du commerce informel, les migrations et les mutations dans les villes et les villages. Nous mettrons en exergue le rôle prépondérant des marchés informels dans l'organisation des principales villes et l'apparition de villages-souk le long des principales routes de la région. Nous analyserons aussi les effets du développement des activités informelles sur le développement des flux migratoires, notamment dans les villes libyennes où les quartiers d'habitat spontanés se développent à un rythme soutenu afin d'accueillir les immigrants subsahariens.

Parallèlement aux effets de l'ouverture de la frontière sur l'espace urbain, nous analyserons les mutations de l'espace rural et notamment la multiplication des projets de mise en valeur dans l'agriculture et l'élevage, deux secteurs dont l'expansion serait due au réinvestissement des capitaux issus de la contrebande et des activités informelles. A ce titre, nous étudierons le rapport entre le regain d'intérêt pour l'agriculture et l'élevage d'un côté, et les séries de réformes foncières en œuvre actuellement dans les deux pays d'un autre côté, ainsi qu'aux politiques de l'eau.

L'étude des rapports entre le développement du commerce informel et les mutations sociales et spatiales dans la J'farra nous amènera à nous intéresser aux espaces stratégiques de la contrebande et aux réseaux qui les animent ainsi qu'à la complexité des rapports entre les diverses parties en présence dans la région. Cette étude portera ainsi sur l'importance des acteurs des réseaux informels. Le rôle des acteurs locaux sera approché non seulement dans ses aspects économiques (contrebande et commerce informel) mais aussi dans ses aspects spatiaux. En effet, l'espace constitue le lieu de concrétisation de l'action « actérielle » et notre analyse ne peut omettre ceux qui font et défont les espaces et par qui les interactions se produisent : les acteurs. Ces derniers sont replacés dans leur milieu et constitués en un écheveau complexe d'interrelations, produisant et utilisant l'espace pour constituer des territoires au sein desquels se déploient de multiples enjeux. L'approche du territoire par les acteurs est fondamentale, car l'identification des acteurs et l'étude de leurs stratégies spatiales constitue une clé importante dans la quête de qualification du territoire. Par conséquent, le territoire de la J'farra est approché dans cette partie *« comme un système d'acteurs, en tension, en équilibre, en composition (qui va de l'affrontement à la compromission et au compromis), en compétition et en alliance conformément aux conjonctures spatiales, aux moyens mis en œuvre et aux marges de manœuvre »* (Brunet, 2001). En étudiant les formes d'économie informelle et même illicite, nous approchons en fait les

diverses facettes du jeu d'acteurs qui leur permet de faire appel à des procédés illégaux et de « *manipuler et biaiser les règles formelles acceptées* » (Crozier, 1977). Les espaces stratégiques de la contrebande et du pastoralisme constituent à ce propos une aire d'étude des formes de perversion de la frontière et de déviation de son rôle de barrière par les acteurs locaux.

## Chapitre 1 :

# De l'économie pastorale à l'économie informelle : l'ouverture de la frontière et les mutations dans les villes de la J'farra.

Le développement spectaculaire des activités du commerce informel et la consolidation du rôle des acteurs locaux de la contrebande à la suite de l'ouverture de la frontière en 1989 a eu des effets profonds sur la situation de la J'farra et notamment dans les villes et les villages. Le présent chapitre analyse les mutations en cours dans les villes en mettant l'accent sur le rôle de plus en plus important des marchés proposant les produits issus de la contrebande. Cette analyse accordera une attention particulière aux protagonistes de ces activités : les acteurs du commerce informel.

### 1. L'ouverture de la frontière en 1989 : commerce informel et migrations pendulaires

La normalisation des relations tuniso-libyennes, à partir de 1988, et la signature du traité de l'Union du Maghreb Arabe en 1989 ont constitué deux moments politiques essentiels dont les répercussions sur les dynamiques frontalières de la J'farra ont été déterminantes. En effet, le 1er janvier 1988, 28 000 personnes des deux pays étaient massées des deux côtés de la frontière dans l'attente de la franchir (Taïeb Kerchid, 2004). Et en 1989, 1 863 531 Libyens entrèrent en Tunisie, tandis que 1 685 736 Tunisiens circulèrent en sens inverse, alors qu'en 1986, le mouvement au poste frontalier de Ras J'dir étaient réduits à 63 301 entrées et 8 529 sorties<sup>175</sup>, dont une grande partie était composée d'étrangers qui transitaient par les aéroports tunisiens<sup>176</sup>. Les flux continuaient à progresser jusqu'en 1991 – 1992, date à laquelle l'ONU imposa un embargo à la Libye<sup>177</sup>. Cette année-là, les entrées en Tunisie par le poste de Ras J'dir atteignirent 2 410 361

---

<sup>175</sup> Ministère des Finances, Direction générale des Douanes, Arrondissement de Médenine – Rapport annuel 1991.

<sup>176</sup> Les tensions entre la Libye et certains pays occidentaux (et notamment les Etats Unis qui bombardèrent la même année la base militaire de Bab Laâziziya) poussèrent les experts et coopérants européens à éviter les vols au départ de Libye et à transiter par les aéroports tunisiens.

<sup>177</sup> L'arrêt des vols internationaux vers et à partir des aéroports libyens était l'une des dispositions de l'embargo onusien. Cette mesure fut ressentie comme la plus contraignante pour les citoyens de ce pays. Ceux-ci furent donc obligés, pour leurs déplacements à l'étranger, d'embarquer à partir de l'aéroport international de Jerba – Zarzis, le plus proche de Tripoli (325 kilomètres) qui connut alors une

passagers et les sorties 2 195 353, dont 86% étaient composées de ressortissants des deux pays (Taïeb Kerchid, 2004).

Grâce à l'intensification des flux de passage à la frontière entre les deux pays, les autorités tunisiennes décidèrent de réduire les formalités de voyage et notamment par la suppression de la présentation du passeport (Torki, 2004). Tirant profit de cette facilité administrative, les jeunes de la J'farra développèrent, du fait de la proximité des lieux d'échange (marchés informels de Ben Guerdane et Médenine côté tunisien et entrepôts de Nalout, Boukammach et Zouara côté libyen), une importante mobilité pendulaire, et ce, en effectuant, le même jour, plusieurs allers – retours afin d'alimenter les marchés de la région.

Commentant la dynamique pendulaire, qui avait pris, au début des années 1990, des proportions spectaculaires, K. Laroussi a parlé de « *nouvelles orientations de l'émigration alternantes qui ont entraîné un afflux de populations, attirées par les opportunités offertes par deux marchés spécialisés, l'un à Ben Guerdane, l'autre à Médenine. Cette conjoncture a vite fait d'incorporer à l'espace migratoire global les autres villages du gouvernorat (de Médenine) dont les habitants se sont adaptés à cette nouvelle donne* » (Laroussi, 1995). Selon l'auteur, les migrants considèrent leur « *déplacement comme une simple incursion au-delà de la frontière car la distance parcourue n'est pas très longue et ne dépasse que rarement 200 kilomètres dans une aire où les caractéristiques ethniques et culturelles sont semblables* ». Dans son étude consacrée au « *Commerce informel et nomadisme moderne* », il écrit : « *Les migrations pendulaires perpétuent une tradition migratoire locale dans la J'farra. Les populations ont depuis longtemps pris l'habitude de partir pour s'installer durablement ou pour de courtes périodes de l'autre côté de la frontière* » (Laroussi, 1995). Grâce à l'ouverture de la frontière et à la permission accordée aux jeunes d'entreprendre le voyage réglementairement, la mobilité transfrontalière a revêtu une importance fondamentale en permettant à des milliers d'entre eux (Taïeb Kerchid, 2004), qui, quelques mois auparavant, avaient été contraints au chômage ou à l'exode<sup>178</sup>.

---

augmentation de son trafic de l'ordre de 68,9% (1992), passant de 1 335 802 en 1991 à 2 256 117 passagers en 1992. Les voyageurs libyens qui traversaient les villes et villages de la J'farra s'approvisionnaient en devises étrangères chez les *sarrafas* locaux. Toutefois, pour éviter de se faire arrêter à la frontière par des douaniers libyens alors qu'ils transportaient d'importantes quantités de Livres locales, les voyageurs emportaient plutôt des produits qu'ils pouvaient troquer dans la J'farra avec les *sarrafas*.

<sup>178</sup> Bien que mettant en évidence l'importance des mouvements pendulaires quotidiens, l'analyse de K. Laroussi souligne aussi l'apparition du travail saisonnier qui concerne un nombre conséquent de lycéens et d'étudiants. Dans son analyse des caractéristiques des migrants, l'auteur décèle une sélectivité migratoire qui est en rapport avec l'âge et la qualification socio-professionnelle. Les personnes les plus mobiles appartiennent à la tranche d'âge des 20 à 40 ans. La majorité de ces migrants n'ont pas de qualification. Selon cet auteur : « *Les personnes peu qualifiées ou ayant un faible niveau scolaire constituent le gros des contingents des migrants pendulaires* ». Ce constat est partagé par M.N. Boutaleb qui affirme : « *Les fonctionnaires et les salariés restent peu impliqués dans la migration pendulaire, une situation qui a*



Les migrations saisonnières et les migrations pendulaires ont ainsi permis à la population j'farrie, qui avait été maintenue en dehors de l'économie officielle, du salariat et de l'éducation et dont la ressource principale était une agriculture précaire, de pallier les blocages de l'accès à la propriété aussi bien du sol que du cheptel. En effet, selon H. Boubakri et M. Chendoul, les revenus tirés de la migration viennent en priorité compléter et parfois se substituer progressivement à ceux procurés par les activités traditionnelles (élevage et céréaliculture). Dans l'économie j'farrie du début des années 1990, seule une partie de la main-d'œuvre locale était employée dans les activités économiques de la région. Cet emploi faisait face aux risques de sécheresse et d'absence de débouchés. A partir du début des années 1990, la pluriactivité tend à se développer et le petit commerce informel issu de la dynamique pendulaire ou de l'emploi saisonnier en Libye vient en appoint de l'activité agricole (Boubakri et Chendoul, 1991)<sup>179</sup>. Les habitants de la J'farra, et particulièrement ceux résidant à proximité de la frontière dans la délégation de Ben Guerdane commencèrent, dès l'année 1992, à combiner, au sein d'une même famille différentes activités économiques temporaires ou stables : Production agricole, activité commerciale ou salariale. Il est à remarquer que le secteur agricole, qui constituait la source de revenus la plus aléatoire pour les ménages, a tiré profit de la polyactivité jusqu'à devenir le principal bénéficiaire de l'investissement des familles. En effet si, pendant les années qui ont fait suite à la crise du pastoralisme, les exploitations agricoles ont joué le rôle de soupape de sécurité en atténuant la pression économique sur les ménages, grâce à la satisfaction partielle de leurs besoins alimentaires, elles ont connu, au début des années 1990, une forme d'intensification à la faveur des travaux d'irrigation, de l'utilisation des apports organiques et d'un début de mécanisation dont les équipements étaient acquis sur le marché informel de la contrebande (Médouni, 1995)<sup>180</sup>.

---

*permis aux catégories les plus précaires d'investir massivement ce nouveau champ. Parmi ces catégories, les exploitants agricoles qui disposaient de parcelles ne dépassant pas 5 hectares (ce qui ne permet pas aux familles de disposer de revenus suffisants) ont été les plus actifs dans l'établissement du circuit de rotation transfrontalière » (Boutaleb, 2002).*

<sup>179</sup> Selon les auteurs des « Migrations clandestines et contrebande à la frontière tuniso-libyenne », les effectifs de la population employée dans l'agriculture, la fonction publique, l'industrie et les services constituaient en 1988 37% de l'ensemble de la population active locale dans le Gouvernorat de Médenine. Ce taux était réduit du tiers dans les zones frontalières et notamment rurales (à Ben Guerdane, pour la même année, le taux atteignait 13%). Bien que leur étude ait été élaborée aux premières années ayant suivi l'ouverture de la frontière, les auteurs estiment à plus de 23% le taux des actifs qui cumulaient le commerce informel, l'agriculture et le petit élevage (Boubakri et Chendoul, 1991).

<sup>180</sup> Ces observations corroborent les résultats des enquêtes effectuées en Tunisie depuis 1962, qui montrent un taux de pluriactivité d'environ 40% pour l'ensemble des exploitants agricoles. Dans le Sud de la Tunisie, le cumul de différentes activités touche 50% des ménages. Cette pluriactivité qui participe, certes à l'amélioration des conditions de vie des ménages, a généralement pour objectif primordial l'investissement dans le développement de l'exploitation agricole à travers l'acquisition foncière, la plantation arboricole, la réalisation de sondages pour l'irrigation et l'équipement en matériel agricole. Comme l'a souligné M. Mahdi dans son étude relative au « Statut collectif des parcours, entre le consensus

L'ouverture de la frontière en 1988 a certes permis une intensification spectaculaire des échanges entre les deux pays, mais, au niveau juridique, les autorités tunisiennes et libyennes n'envisagèrent pas la libéralisation du commerce (Boutaleb, 2002). Du côté tunisien, les autorités ont décelé, dans l'intensification des flux de marchandises qui traversaient la frontière, une source non négligeable de revenus fiscaux. Du côté libye, il y'a lieu de signaler que cette ouverture de la frontière a eu lieu moins de deux ans avant l'entrée en vigueur de l'embargo onusien, amenant une partie de la population dans ce pays à incriminer le commerce transfrontalier. Les Libyens, confrontés à des pénuries de certains produits commencèrent à percevoir le commerce informel pratiqué par les Tunisiens comme une forme de détournement des ressources du pays (Taïeb Kerchid, 2004)<sup>181</sup>. A partir de 1996, année où l'ONU décida de renforcer les sanctions économiques à l'égard de la Libye, les autorités de ce pays décidèrent de restreindre la liste des produits que les Tunisiens étaient autoriser à acquérir (et à faire passer légalement par la frontière). Les nouvelles dispositions décrétées par la partie libyenne freina, certes, sensiblement les échanges commerciaux qui transitaient par les postes douaniers, mais elles réactivèrent la contrebande et les passages illégaux à la frontière. Les J'farris –qui résident au voisinage de la frontière et contrôlent les réseaux de contrebande depuis des décennies- tirèrent profit de la situation et assurèrent l'approvisionnement des marchés en produits importés de Libye.

## 2. Embargo onusien et modifications de la nature des flux de la contrebande : l'émergence des intermédiaires touazines.

Un nouvel élément contribua à modifier la forme et le contenu de la contrebande transfrontalière. En effet, par le passé, le commerce illégal ou informel était destiné à un marché tunisien soumis à des phases récurrentes de pénuries de produits de base. Par conséquent, les contrebandiers visaient principalement l'approvisionnement de ce marché à partir des *mounchaât* libyennes (marchés d'Etat) -qui regorgeaient de marchandises généralement importées et fortement subventionnés. Or, après l'ouverture de la frontière et l'imposition de l'embargo, les activités des contrebandiers tendent à se diversifier grâce à l'émergence d'une demande massive

---

*de la collectivité et l'action individualisée* », les achats de matériel agricole, l'amélioration du cheptel, l'acquisition de terres et leur mise en valeur, principalement grâce à l'arboriculture fruitière, symbolisent cette nouvelle valorisation de la terre et du secteur agricole (Mahdi. 1997).

<sup>181</sup> Lors de notre séjour à Tripoli en 1994, dans le cadre de nos premières recherches en Diplôme d'Etudes Approfondies, nous avons remarqué que les Tunisiens qui se rendaient en Libye pour leurs achats, le faisaient en groupe et en camionnette (généralement en location). Dans le but de rentabiliser cette « entreprise », ils étaient dans l'obligation de multiplier les acquisitions et de cibler les marchandises bon marché. Cet engouement des Tunisiens pour les produits subventionnés a engendré des situations de pénuries.

émanant du marché libyen ; celle-ci concerne une multitude de produits et de services. Soumis à des restrictions relatives à l'exportation de devises et à un contrôle administratif officiel renforcé sur les importations de produits considérés comme non prioritaires, les Libyens s'adressent au secteur informel, et principalement aux J'farris, pour assurer leurs besoins en produits de luxe, de médicaments, d'habillement haut de gamme, de cosmétiques, de viande cameline, de produits d'hygiène, de papeterie, d'accessoires ménagers, de tabac américain et de pièces détachées (Boubakri, 2001). Le contrebandier j'farri entre autres Touazine, a donc été appelé à travailler au profit des deux directions, ce qui s'est traduit par une double possibilité : celle de ne plus faire des retours « à vide » puisque, dans les deux sens du déplacement, il est nécessairement chargé en produits commandés par le marché de destination ; celle de pratiquer le troc, ce qui dégage d'importantes sommes nécessaires à la spéculation monétaire des *sarrafa*, dont l'écrasante majorité est constituée de lignages de Ben Guerdane.

L'ouverture de la frontière a atténué l'état de marginalité que vivait la J'farra depuis des décennies. La région n'est plus un simple couloir de passage ou de transit, mais un lieu où se développe la contrebande et les activités du commerce informel. Grâce à cette nouvelle dynamique économique, la J'farra connut l'instauration d'un marché parallèle contrôlé par les Touazines qui permit le réinvestissement des revenus générés dans la valorisation agricole et la constitution de nouveaux troupeaux (Taïeb Kerchid, 2007).

Les secteurs de l'habitat et de la construction des logements, mais aussi l'aménagement des espaces urbains ont eux aussi été affectés, du fait de la consolidation du marché informel et des retombées financières qu'il a réussi à générer. Ils ont enregistré d'importants changements qualitatifs et quantitatifs.

### 3. Commerce informel et villes de la J'farra : croissance soutenue et spécialisation des marchés.

L'ouverture de la frontière, l'intensification des flux d'échanges commerciaux traversant la J'farra, l'augmentation significative des revenus tirés de la contrebande et l'émergence d'un réseau de change informel ont eu des répercussions sur les villes de la région, sur leurs fonctions et sur leurs tailles ainsi que sur les centres ruraux.

Le processus d'urbanisation dans la J'farra, qui avait été amorcé par les autorités coloniales par le biais des noyaux de sédentarisation des nomades, renforcé par les Etats indépendants, a connu, depuis 1989 des taux de croissance soutenus de l'ordre de 9% côté libyen pour la décennie

1994-2004<sup>182</sup> et de 4.6%, pour la même période, côté tunisien<sup>183</sup>. Selon les données du recensement des Logements et de la population de 2004 en Tunisie et les statistiques des Chaâbiyat (Conseils locaux) dans la J'farra libyenne, il ressort que 65% de la population j'farrie vit dans un secteur sous administration municipale<sup>184</sup>, soit approximativement 350 000 âmes pour un total approchant les 530 000 habitants pour l'année 2004.

Dans ce paragraphe, nous nous intéresserons aux effets du développement des activités informelles sur les villes dans la J'farra et sur l'ensemble des noyaux villageois de la région.

Les villes de la J'farra sont situées sur un axe principal orienté Est – Ouest matérialisé par la route « littorale » qui relie Sormane à l'Est à l'oasis maritime de Mareth à l'Ouest. Cette voie qui tantôt longe la côte, tantôt emprunte, sur son tronçon central, un couloir parallèle au rivage méditerranéen, traverse les principales villes de la J'farra : Zouara, Boukammach, Ben Guerdane et Médenine ainsi que les noyaux de « villages-rues marchandes » qui ont commencé à jalonner la route littorale et dont le rôle est exclusivement d'assurer l'écoulement des produits acheminés par le commerce informel. Deux autres axes secondaires, de direction Nord – Sud, desservent la partie méridionale de la J'farra. Le premier axe part de Médenine et rejoint Tataouine. Le second axe, relie la ville côtière de Zouara à Nalout.

Les villes dans la J'farra tunisienne présentent des traits spécifiques qui caractérisent chacune d'entre-elles. Ainsi, Médenine – qui est chef-lieu de gouvernorat - concentre les activités administratives et sécuritaires de la région et abrite, depuis l'ouverture de la frontière et l'expansion du commerce avec la Libye, le second marché informel de la Tunisie.

Zarzis, ville côtière, enregistre depuis 1990, des taux de croissance soutenus, grâce notamment au développement du tourisme balnéaire, à l'aménagement d'une zone franche attenante à son port commercial, aux transferts financiers des immigrés et surtout à l'importance croissante de son marché hebdomadaire (M'zabi, 1993). Ce marché est approvisionné, aussi bien par les articles importés par les immigrés originaires de la ville, que par les grossistes touazines<sup>185</sup>.

Ben Guerdane, dont le marché informel occupe la première place, à l'échelle nationale, en terme de chiffres d'affaires, croît à un rythme élevé que les services municipaux estiment à 6%

---

<sup>182</sup> Les chiffres nous ont été délivrés pour la période 1994-2004 par le département de la planification et des ressources des Chaâbiyat de Zouara et de Sabratha – Sormane.

<sup>183</sup> Institut national de la statistique, recensement de 2004.

<sup>184</sup> Nous nous sommes référés dans notre étude aux statistiques publiées par le Comité Populaire Général à la Planification en octobre 2004.

<sup>185</sup> Le marché de Zarzis est apprécié par les Tunisiens et les Libyens qui organisent des excursions par bus afin de s'approvisionner en articles en provenance de France notamment.

pour la période 2000-2006<sup>186</sup>. Cette croissance touche, aussi bien le parc logement, que les locaux professionnels. En effet, nous avons relevé, pendant la période 2004-2007, l'édification de plus d'une centaine de locaux de stockage par les grossistes Touazines et d'aires de stationnement pour les véhicules de transport à l'entrée Est de la ville au voisinage de la route conduisant à la frontière. Toutefois, et comme le souligne M.N. Bettaïeb, malgré ses taux de croissance relativement élevés, Ben Guerdane reste marquée par ses faibles densités à l'hectare, une situation héritée de la période antérieure semi-nomade et qui confère à la ville un aspect éclaté et quelque peu rural (Bettaïeb, 2002).

Tataouine -qui est à l'origine un ensemble de *k'sour* implantés dans une vallée difficilement aménageable- a longtemps souffert de sa fragmentation (Ghrabi, 1996). Bien que la ville fut érigée en chef-lieu de gouvernorat dans le milieu des années 1980, elle n'a commencé à faire l'objet d'opérations conséquentes d'équipement public, de la part des autorités, qu'à partir du milieu des années 1990, notamment avec l'édification du pôle administratif. Lequel fut aménagé en dehors de la ville à une dizaine de kilomètres du site historique.

Les noyaux villageois qui se succèdent à un rythme de l'ordre d'une unité tous les 20 kilomètres (Gharram, Chahbaniya, Naffatiya, Koutine, Hassi Amor) ont, certes, tiré profit de la dynamique générée par le commerce informel -qui leur a permis d'accéder au rang de souks spécialisés écoulant des produits de la contrebande- mais leur croissance, en tant que lieux de résidence ou de services, est demeurée très modeste.

Pour la J'farra Libyenne, il convient d'abord de rappeler que le poids de Tripoli a toujours pesé sur les villes situées dans sa proche périphérie. En effet, la capitale du pays monopolise une grande partie des activités décisionnelles en matière économique et administrative. Néanmoins, cette situation a commencé à être remise en cause, notamment à la suite de la proclamation de l'embargo qui a abouti à la fermeture de l'aéroport international et à la mise en veilleuse du port commercial qui jouait un rôle de premier plan dans les échanges commerciaux du pays et particulièrement dans l'importation des biens de consommation. De ce fait, les villes de la J'farra libyenne ont connu un développement significatif de leurs activités commerciales et industrielles, ce qui a conféré à Zouara et Nalout une importance nouvelle en matière de production de biens, lesquels ont trouvé des débouchés sur le marché informel<sup>187</sup>.

---

<sup>186</sup> Service de l'aménagement urbain et des autorisations de bâtir de la Municipalité de Ben Guerdane.

<sup>187</sup> Le complexe de plastique de Nalout ou agroalimentaire de Zouara ont constitué les deux principaux pôles d'approvisionnement des grossistes locaux qui en écoulaient les produits avec une célérité telle que les cadences de production avaient été augmentées à deux reprises en 1996 et 1999 pour satisfaire



Il semble difficile d'établir une hiérarchie entre ces deux villes principales de la J'farra libyenne, puisqu'elles sont toutes les deux sièges de districts et concentrent les mêmes fonctions d'administration locale. Elles ont par ailleurs des volumes de population comparables qui avoisinent les 75 000 habitants selon les estimations des départements de planification des *chaâbiyat* locales. Il y a également lieu de souligner qu'elles connaissent un développement très soutenu du secteur informel, tout en gardant les traits caractéristiques des centres administratifs où les structures étatiques jouent encore un rôle prédominant. Les deux villes principales sont relayées par une série de noyaux villageois qui se développent à rythme rapide, à l'instar de Bou Kammach, El Watiya, El Âjilat et Briga qui constituent des pôles locaux d'approvisionnement du marché informel ou des souks spécialisés pour les grossistes étrangers (Al Houny, 2006)<sup>188</sup>.

### 3.1. Les villes de la J'farra tunisienne : une nouvelle réalité à la suite de l'expansion de l'économie informelle.

Anciens *k'sour* de tribus ou établissements coloniaux pour la sédentarisation des nomades, les villes de la J'farra connaissent une dynamique d'extension urbaine et de développement des activités marchandes qui marquent profondément leur situation actuelle. Dynamique qui est certes l'œuvre des acteurs locaux mais qui semble empreinte de réversibilité et de précarité inhérentes à la nature même de l'économie informelle.

#### 3.1.1. Médenine : le chef-lieu de la J'farra occidentale entre migrations, marché informel et fonction administrative.

Capitale régionale et siège d'un gouvernorat, Médenine a connu un processus très soutenu de croissance où le taux a atteint 2,1% selon le recensement de l'année 2004. Ce processus a commencé à partir des années 1980 (Boutaleb, 2002), date à laquelle le pouvoir a initié une politique d'amélioration de son contrôle du Sud à la suite de la crise de Gafsa<sup>189</sup>. La population de la ville avait atteint 26 602 habitants en 1984; en 1989, elle abritait près de 33 000 âmes. En 2004

---

la demande, alors que dans l'ensemble du pays, et notamment en Cyrénaïque, les usines passaient par des phases d'arrêt techniques fréquentes (Al Houny, 2006).

<sup>188</sup> J. Al Houny classe les grossistes touazines comme étrangers au même titre que les Algériens, Tchadiens ou les Nigériens qui parcourent des centaines de kilomètres pour s'approvisionner à Bou Kammach, alors qu'un commerçant de Ben Guerdane empruntant le poste de Ras J'dir, arrive au souk de Briga en 40 minutes.

<sup>189</sup> L'affaire dite de « l'attaque de Gafsa » remonte à la fin du mois de janvier 1980. Elle a consisté en la prise de contrôle temporaire de la ville par un commando d'immigrés tunisiens, originaires des régions du Sud qui se sont introduits sur le territoire à partir de la Libye.

le nombre d'habitants avoisine les 72 000<sup>190</sup> pour l'ensemble de l'agglomération dans ses nouvelles limites administratives<sup>191</sup>. Selon les données fournies par la délégation aux affaires sociales du gouvernorat de Médenine, la population de la ville avoisinerait en 2009 les 85 500 habitants. Le taux de la croissance urbaine du nombre de logements dans la ville a atteint près de 6% pour la période 1984 - 1989, ce qui est élevé en comparaison à la moyenne nationale, au taux observé pour l'ensemble du gouvernorat (et en particulier les zones rurales) ainsi qu'aux décennies précédentes où les taux ont oscillé entre 3,2% dans les années 1970 et 4,4% pour les premières années de la décennie 1980 (M'zabi, 1993) alors pourtant que, souvent lors de cette période la frontière était fermée et que les investissements dans l'industrie et sans les infrastructures ont été faibles. Par contre, l'Etat, grâce à une politique de recrutement d'employés et de fonctionnaires affectés à une administration locale aux effectifs déjà relativement bien fournis a cherché à assurer des sources de revenus à la population (Boutaleb, 2002 ; M'zabi, 1993). Le taux de croissance urbaine de 6.0% relevé à partir de 1990 et jusqu'à 1994, période ayant succédé à l'ouverture de la frontière peut être imputé à l'installation d'immigrants et aux investissements dans la construction.

Il est à signaler que le site de Médenine est caractérisé par une contrainte importante puisque deux oueds importants le traversent<sup>192</sup>. Dans ce bras cerné par deux larges oueds, il n'y avait qu'un petit noyau constitué par les *k'sour* et par la *hara* qui leur était attenante et dont la construction remonte au XVIème siècle (Leyssir, 1996). Afin de contourner cette contrainte, les planificateurs<sup>193</sup> ont privilégié depuis les années 1960 le développement de la ville en dehors de ce site jugé exigu en édifiant un pont enjambant l'oued Gueblaoui destiné à relier le nouveau noyau administratif situé au sud de l'agglomération originelle au noyau commercial qui occupe la frange septentrionale de la ville. Cet ouvrage, une fois réalisé en 1971, a permis l'émergence d'un axe commercial important qui structure le tissu urbain de Médenine. Sur cet axe, les commerces et les bâtiments publics ont été édifiés à partir du début des années 1970 lui conférant un aspect continu

---

<sup>190</sup> Source : Délégation aux affaires économiques et sociales au gouvernorat de Médenine.

<sup>191</sup> Il convient de signaler aussi que Médenine a été érigée en commune en 1913 (Boutaleb, 2002) et qu'elle a connu une évolution démographique soutenue depuis la fin des années 1960, période charnière qui a marqué l'aggravation des effets de la politique de collectivisation des terres, d'exode rural et de paupérisation des agropasteurs de la J'farra (M'zabi, 1993). En 1996, à la suite de l'aménagement d'une zone industrielle au sud de la ville et de la délimitation d'un Périmètre d'Intervention Foncière au profit de l'Agence Foncière d'Habitation (organisme public) ainsi que de l'intégration d'un terrain destiné à l'implantation d'équipements publics socio-collectifs (salle couverte, Maison de Jeunes et lycée), la Municipalité a décidé l'extension des limites communales pour englober ces terrains, situés sur les trois routes principales, celle qui part vers Ben Guerdane (GP1), celle qui dessert *Jorf* (et Jerba) et enfin la nouvelle voie dite *J'beliya* qui relie Médenine à Beni Khedache. A la suite de cette opération, la superficie de l'aire communale est passée de 600 ha à 3000 ha.

<sup>192</sup> Groupe Huit, « *Note d'orientation pour le développement urbain de Médenine* », 1969.

<sup>193</sup> Extrait du chapitre consacré au bilan diagnostique de la révision du Plan Directeur d'Urbanisme de l'agglomération de Médenine, DREH, 2003.

et dense qui contraste avec les îlots qui occupent les parties interstitielles caractérisées par leur faible densité. Les pouvoirs publics ont encouragé le déploiement linéaire de la ville en implantant sur l'axe principal un ensemble d'équipements importants (écoles, lycée, Office du Développement du Sud, complexe administratif et de services).

Avant la colonisation, Médenine ne constituait pas un lieu de résidence permanente, du moins pour une grande partie des tribus j'farries qui y avaient leurs *k'sour*. L'édification d'un premier noyau colonial au début du XXème siècle et par la suite, l'implantation du siège du gouvernorat ont généré l'édification rapide de logements pour le personnel de l'administration locale, l'aménagement de quartiers de relogement de la population issue de l'exode rural et de sédentarisation. Les logements sont de type *houch*, situés sur des parcelles très vastes (de l'ordre de 750 à 1000 m<sup>2</sup>) ce qui confère à l'ensemble de l'agglomération un aspect peu dense. Les quartiers qui se sont formés depuis les premières années de l'Indépendance, se sont développés souvent de manière séparée suivant les appartenances tribales. Ainsi, les Touazines ont occupé la partie orientale de la ville, sur la route de Ben Guerdane, les Hazems et les Khzours ont choisi les franges nord et ouest à la sortie vers El Jorf et Gabès, alors que les J'belis, notamment ceux de Beni Khedache, ont opté pour la zone relativement escarpée située sur la route de Tataouine. Selon les enquêtes de terrain relatives aux aspects de l'urbanisation de Médenine qui ont été collectées à l'occasion de la réalisation du Projet de Développement Urbain Intégré (P.D.U.I) élaboré par Comète Engineering pour le compte du Commissariat Général au Développement Régional en septembre 1993 et à laquelle nous avons participé en qualité de chef de projet, il nous a été permis de constater que de telles implantations obéissent à une forme de « partage » de l'espace urbain, qui peut s'expliquer par le fait que Médenine se situe à la convergence des territoires tribaux originels<sup>194</sup>. Lors de cette première période d'urbanisation qui s'étend des années 1950 aux années 1990, les habitants ont maintenu un élevage de petit cheptel qui vivait au sein de l'agglomération et utilisant les quelques parcours dégradés situés au voisinage des oueds.

A partir de 1990 et à la suite de l'ouverture de la frontière avec la Libye, le cadre bâti et l'habitat en particulier ont été transformés sous l'effet des investissements provenant du commerce informel et de la dynamisation des flux transfrontaliers avec la Libye. En effet, à partir de cette date, certains groupes d'acteurs impliqués dans le marché informel ont commencé à adopter des modèles citadins pour leurs constructions en ayant recours à certains types de matériaux de construction (fer, béton armé, briques, etc.) et en extériorisant leur niveau social à travers

---

<sup>194</sup> L'étude de réalisation du Projet de Développement Urbain Intégré (P.D.U.I) a été élaborée par Comète Engineering pour le compte du Commissariat Général au Développement Régional en septembre 1993 pour sa première phase de bilan diagnostique. Lors de cette phase, une enquête publique a été menée dans les quatre quartiers de M'hamid, Triq Eljorf, J'baliya et Malji et a concerné près de 3500 ménages.

l'utilisation de carrelages de faïence importés y compris sur les façades, de cuisines agencées, d'équipements électroménagers performants, de revêtements extérieurs ornés de moulures éclectiques, etc. Ces modèles constituent une rupture stylistique et symbolique avec le patrimoine local caractérisé par sa sobriété et sa discrétion. Le cadre bâti a connu d'autres transformations, telle que l'apparition de lotissements de type pavillonnaire et la densification des tissus traditionnels. Les « nouveaux riches » issus de la haute administration, des services et des activités commerciales informelles ont adopté des modèles architecturaux, stylistiques et de consommation extravertis qui se réfèrent à l'habitat pavillonnaire des banlieues tunisoises.

Parallèlement, les logements de type *houch* ou à patio ont connu eux aussi des transformations de leur organisation, notamment grâce à des rajouts de pièces supplémentaires, à des extensions en étage et ce, pour permettre le logement des jeunes couples confrontés à la pénurie en terrains urbanisables proches du centre-ville et pour stocker les marchandises de contrebande destinées à être écoulées rapidement grâce à la proximité du souk. Ainsi, le type *houch* traditionnel qui forme la majeure partie du tissu urbain, commence à faire l'objet d'une série de mutations et à traduire aussi bien des goûts et des références architectoniques marquées par un syncrétisme stylistique sensiblement ostentatoires que des transformations dans son affectation qui n'est plus exclusivement résidentielle mais aussi commerciale<sup>195</sup>.

En ce qui concerne l'aménagement des zones industrielles et l'édification d'unités productives, il y a lieu de souligner que les premières usines avaient été installées, pendant la décennie 1980, grâce à des investissements publics, sur des terrains situés à la sortie est de la ville en direction de Ben Guerdane<sup>196</sup>. Ces usines ont connu des difficultés importantes du fait de leur faible rentabilité, elle-même liée à l'absence de débouchés. En 1986, deux unités seulement étaient encore en activité : il s'agit d'une entreprise financée à hauteur de 80% par l'Office du Développement du Sud et spécialisée dans la production de carrelages dont l'unique débouché est le secteur hôtelier de Jerba. La seconde unité est un atelier de construction mécanique, dont la

---

<sup>195</sup> Projet de révision du Plan d'Aménagement Urbain de la ville de Médenine, première phase de bilan – diagnostic, élaborée en 1996 par la DREH de Médenine. Bien qu'ayant mis l'accent sur les aspects esthétiques et soulevé la question du paysage urbain, cette étude n'a pas trouvé de traduction au niveau des dispositions réglementaires du document définitif dont les articles avaient prévu une affectation « Zone d'Habitat Mixte » dans la majorité des quartiers centraux de la ville. Il convient de préciser que l'affectation « Zone d'Habitat Mixte » signifie la possibilité pour le lotisseur ou le promoteur de prévoir, au sein d'une même opération, trois types différents de logements : la villa pavillonnaire, l'immeuble collectif et l'habitat groupé de type médinal.

<sup>196</sup> Les tentatives d'industrialisation de la ville, qui ont été longtemps à l'ordre du jour dans les schémas de développement, ont pratiquement toutes avorté durant les années 1960 - 1990. Les quelques projets réalisés jusqu'en 1990 ne répondaient pas aux prévisions des planificateurs et l'intéressement des promoteurs s'est avéré quelque peu délicat malgré les avantages fiscaux prévus par la législation (M'zabi, 1993).

majorité du capital est détenu par la Société de Transport Régional de Médénine ; elle produisait des citernes et des charrues<sup>197</sup>. A la suite de l'ouverture de la frontière et du début du retour des immigrés, une nouvelle génération d'entrepreneurs a investi pour répondre aux exigences du marché local et à la demande émanant du marché libyen (Taïeb Kerchid, 2007).

Implantées aussi bien dans la zone industrielle aménagée par le Conseil Régional qu'au sein même du tissu résidentiel, les nouvelles unités industrielles ou de stockage constituent depuis le milieu de la décennie 1990 une série de bâtiments disposés linéairement le long des routes qui partent vers Zarzis ou Ben Guerdane. Sur la route qui conduit à la frontière (GP1), se concentrent les services de réparation de véhicules. Leur dynamisme est lié, en grande partie, à des mesures prises par les autorités libyennes, comme celle qui consiste à limiter l'acquisition de véhicules de luxe et restreindre l'importation de pièces détachées pour les marques non conventionnées avec les services de transport libyens<sup>198</sup>.

Le développement de l'auto-construction de maisons individuelles, notamment pavillonnaires, en Libye a quant à lui favorisé l'essor du secteur de l'industrie des matériaux destinés au bâtiment. Plusieurs briqueteries et fabriques de carrelage ont été réalisées dans la zone industrielle et sur des terrains bordant la route de Ben Guerdane afin de répondre exclusivement aux besoins du marché du libyen dont les techniques de construction (gros-œuvres, maçonnerie et finitions) adoptées depuis le début des années 1990 s'inspirent du savoir-faire tunisien, et ce grâce à la présence de nombreux entrepreneurs et de tâcherons originaires de ce pays. Les standards de production (dimensions des briques, dosage des ciments, normes des revêtements) et les cadences

---

<sup>197</sup> Comète Engineering, Etude de réalisation du Projet de Développement Urbain Intégré (P.D.U.I), 1993.

<sup>198</sup> Le parc automobile libyen est majoritairement composé de véhicules de fabrication coréenne (notamment les enseignes Daewoo, Hyundai et Kia). Le gouvernement libyen a passé des accords avec les entreprises coréennes opérant en Libye (principalement celles qui sont chargées des grands projets routiers, d'adduction d'eau et de logement) et qui sont également des constructeurs automobiles à l'instar de Daewoo et Hyundai. Ces accords permettent au gouvernement libyen de payer les véhicules importés de Corée en Livres libyennes versées directement à ces entreprises. Toutefois, ces paiements sont effectués au cours officiel de la Banque Centrale libyenne et non au cours réel lequel est de l'ordre de deux à trois fois inférieur. Grâce à cette forme de troc, le gouvernement libyen acquiert des véhicules à des prix très bas, ce qui lui permet de répondre aux besoins du marché local, mais les Libyens considèrent les voitures en provenance de Corée comme « populaires » et de bas de gamme (désignées souvent par le vocable « *chnawa* » - chinoises) leur préférant des véhicules d'occasion, puissants et confortables d'origine européenne ou américaine (appelées souvent « *labwa* » ou « *mohra* » respectivement la lionne et la jument, en référence aux cigles de Peugeot et de Mustang) acquis auprès de fournisseurs particuliers pour trois à quatre fois plus cher que les véhicules neufs coréens proposés par le concessionnaire national. L'entretien des véhicules européens et américains, n'étant pas assuré par des représentants officiels en Libye (et particulièrement à l'occasion de l'embargo), leurs propriétaires sont obligés de s'adresser aux réparateurs tunisiens installés à proximité de la frontière, principalement à Médénine où un quartier entier de réparateurs automobiles a vu le jour en quelques mois en 1993.



de travail au sein des briqueteries et des usines de carrelage prennent en considération les multiples aléas du marché libyen et les rythmes d'ouverture de la frontière<sup>199</sup>.

Les capacités réactives des industries dans la J'farra et particulièrement à Médenine nous a amené à nous interroger sur les spécificités du tissu entrepreneurial local. Lors de deux séjours effectués, le premier en 1993 et le second en 2002, nous avons eu l'occasion de suivre, tout au long d'une dizaine d'années, l'évolution d'une série d'unités industrielles dans la région et précisément à Médenine. Lors de notre enquête menée en 1993 pour le compte de l'Agence Foncière Industrielle<sup>200</sup>, il nous a été permis de relever que la totalité des vingt trois entrepreneurs installés dans la zone d'activité étudiée (Médenine est) sont issus de la J'farra. Dix huit entrepreneurs ayant investi dans les industries du bâtiment et des produits céramiques étaient natifs de Médenine ou de Ben Guerdane, les autres étant issus de Beni Kedache et de Koutine. Onze entrepreneurs appartenant au clan des Ouled Bouzid de Ben Guerdane dont neuf ont participé au commerce transfrontalier avant d'investir dans l'industrie. Lors de notre second séjour et à l'occasion d'une enquête menée dans la zone industrielle de Médenine, nous avons relevé que son évolution a pris la forme d'extension des unités existantes<sup>201</sup>. Les quelques usines nouvelles sont pour la plupart des unités « complémentaires » de celles existantes<sup>202</sup>. Nous avons remarqué que les nouvelles unités sont propriétés de parents des entrepreneurs installés dans la zone depuis une décennie<sup>203</sup>. Par ailleurs, il nous a été donné de constater que les ouvriers au sein de ces unités appartiennent, dans leur majorité aux mêmes clans que leurs employeurs<sup>204</sup>. Les secteurs d'activité dans la zone industrielle ne nécessitent généralement qu'un niveau modeste de maîtrise technique

---

<sup>199</sup> Lors de notre enquête menée en 1993 dans le cadre du PDUI, nous avons relevé une réelle flexibilité de l'emploi et de la production rythmée par les incertitudes qui caractérisent le marché libyen et en premier lieu les fermetures imprévisibles de la frontière, les décisions douanières relatives aux droits et taxes imposés par les autorités libyennes aux fournisseurs tunisiens et les restrictions administratives des services municipaux à l'égard de l'autoconstruction. La flexibilité, dans ce cas ne prend pas nécessairement les mêmes formes observées dans les centres industriels du reste du pays (à Tunis, à titre d'exemple, la flexibilité dans les secteurs du textile se traduit par une fermeture provisoire des usines et le chômage des employés). Lors des périodes d'arrêt de la production, les employés des usines de Médenine participent au commerce informel souvent pour le compte de leur patron.

<sup>200</sup> Agence Foncière Industrielle, Etude de réhabilitation, d'extension et de création d'un centre de vie à la zone industrielle « route de Ben Guerdane », 1993/1995.

<sup>201</sup> En 2002, les unités en activité étaient au nombre de 29.

<sup>202</sup> Notamment en logistique et transport transfrontalier.

<sup>203</sup> Quatre nouvelles unités recensées en 2002 appartiennent à des fils d'entrepreneurs que nous avons enquêtés en 1993. Les deux autres appartiennent à des investisseurs issus des mêmes clans (de la J'farra) et sont actifs dans la sous-traitance au profit des deux principales briqueteries de la zone.

<sup>204</sup> Lors de deux séjours dans la région, aussi bien en 1993 (pour l'étude du PDUI au sein de Comete Engineering) qu'en 2002 (dans le cadre de la thèse), il nous a été difficile de mener des enquêtes approfondies sur les profils des ouvriers de la zone industrielle de Médenine. Nous relatons ici des appréciations recueillies lors de plusieurs entretiens avec des employés au sein des unités industrielles auxquels nous ont fourni (aussi bien dans le cadre de nos études sur le tissu industriel que sur les activités économiques en général) des informations relatives aux liens de parenté au sein de leurs entreprises.

(les unités étant en majorité constituées par des briqueteries ou des manufactures de carrelage) ce qui confère au recrutement de la main d'œuvre une grande aisance, les critères ne sont pas, en premier lieu d'ordre technique, mais privilégient les considérations claniques et familiales. Les entrepreneurs exploitent ainsi les opportunités sociales et humaines disponibles sur place : intensité des relations familiales et claniques, importance des alliances matrimoniales, excellente connaissance du milieu local, solide attachement à la région d'origine, tendance des autorités locales à encourager l'entrepreneuriat des immigrés<sup>205</sup>, opportunité d'écoulement des produits selon divers réseaux (informels en l'occurrence) vers le marché libyen proche, solidarité des réseaux tribaux susceptibles d'assurer les protections nécessaires face aux pressions fiscales ou administratives des autorités<sup>206</sup> et flexibilité de l'emploi de la main d'œuvre dont une partie préfère préserver une forme de pluriactivité<sup>207</sup>.

### 3.1.2. Le souk Libya de Médenine : un rôle régional prépondérant.

Le souk Libya de Médenine est un marché dont la totalité des produits vendus proviennent de Libye. Il constitue un élément primordial et de première importance du chef-lieu du gouvernorat tout en affirmant le rôle régional et extra-frontalier de la ville. L'aire de chalandise de ce marché s'étend du côté libyen jusqu'à la ville de Zaouïa, en passant par Zouara et Boukammech. Du côté tunisien, le souk approvisionne la région qui va du poste frontalier tunisien de Ras J'dir, en

---

<sup>205</sup> Les lots au sein des lotissements publics de l'AFI sont réservés, en priorité aux investissements provenant de l'étranger. En l'absence d'unités dites « sous douane », les seuls capitaux étrangers sont ceux détenus par d'anciens *mazegrès* reconvertis dans l'industrie. Leur installation en Libye leur a conféré le statut d'émigré.

<sup>206</sup> A l'occasion d'une visite effectuée à une usine de céramique nouvellement installée dans la zone industrielle de Médenine en 1993, le responsable du conseil régional de développement nous a accompagné afin de nous « introduire ». Manifestement, notre accompagnateur était un habitué des lieux et un proche parent du promoteur. Lorsque nous l'avons interrogé au sujet de la nature des rapports sociaux au sein des entreprises locales (le pays connaissait en cette période une série de mouvements de grève en raison des premiers effets de restructuration), il nous a répondu qu'« il a veillé personnellement au recrutement des ouvriers dans la plupart des usines de la zone, et ce à la demande des promoteurs. La préférence a été donnée aux demandeurs d'emploi issus des *âarch* locaux. Ainsi, l'entreprise n'est pas considérée par ses employés comme une propriété du seul entrepreneur, mais comme un bien commun qu'il faut préserver. L'entreprise est une famille et sa pérennité doit relever pour tous de l'intérêt personnel autant que du collectif ».

<sup>207</sup> Lors des enquêtes effectuées dans le cadre de l'étude de réalisation du Projet de Développement Urbain Intégré élaborée par Comète Engineering en 1993, les ouvriers des unités industrielles nous ont expliqué qu'ils préféreraient un emploi flexible qui leur permette de participer, selon les opportunités, au commerce informel transfrontalier. Quand nous sommes retournés dans la J'farra en 2002, nous avons relevé que les anciens employés que nous avions interviewés dix ans auparavant s'étaient installés à leur propre compte dans des secteurs proches (généralement dans la sous-traitance) de leur activité d'origine. La phase de salariat leur a servi tant à l'acquisition d'une formation qu'à la constitution d'un capital préalable à leur installation. Nous développons ces aspects relatifs aux rapports entre les aspects informels et officiels de l'économie locale en fin de la présente partie.

passant par Ben Guerdane, Zarzis, Tatouine, Jerba, Gabès et Tunis. A partir de 1989, date d'ouverture de la frontière, ce marché a commencé à s'étendre pour occuper progressivement les espaces vides au sein du noyau historique de Médenine (par exemple : les anciens *k'sour*, dont une partie fut démolie dans les années soixante et soixante dix par les autorités). Actuellement, il emploie de manière permanente sur le site, environ 150 personnes, sans compter les marchands ambulants qui font le tour des marchés hebdomadaires et dont le rayon d'activité s'étend de Tunis à Zaouïa. Ces marchands ambulants ou « groupe mobile » sont des salariés des commerçants du *souk*.

Le site du *souk* est localisé au voisinage de l'ancienne *hara*, non loin du centre administratif qui comprend l'Office de Développement du Sud, le cinéma de la ville, ainsi que le plus grand hôtel, l'*IBIS Hôtel*. Son implantation lui permet d'occuper un espace qui couvre environ 8000 m<sup>2</sup> au voisinage des grands axes ce qui facilite l'accès piétonnier et lui assure une nombreuse clientèle quotidienne composée de personnes originaires de la région, mais surtout de chalands en provenance des autres villes du pays<sup>208</sup> et du Magreb.

Au niveau fonctionnel, le *souk* de Médenine se caractérise par une polyvalence commerciale, la plupart des étals et échoppes proposent des marchandises variées avec, toutefois, une prédominance de l'alimentaire. Depuis l'année 2003, et à la suite d'une extension de l'aire du *souk*, une dizaine de grandes boutiques spécialisées dans l'équipement électroménager ont été ouvertes. Les enquêtes que nous avons menées en 2003 et en 2007, nous ont fourni les données suivantes relatives à la composition des activités et à leur développement :

Désignation du commerce	Nombre des locaux en 2003	Nombre des locaux en 2007	Part dans le souk en 2003	Part dans le souk en 2007	Observations
Alimentation	40	44	51%	44%	Nous avons relevé des fusions entre plusieurs commerces et la disparition progressive des articles bas de gamme au profit d'autres imputés (café, thé et miel).
Equipe- ment électroménager	12	25	15%	25%	Tout une partie du souk a été assignée pour ce commerce, notamment dans la

<sup>208</sup> Le *souk* de Médenine constitue une étape importante dans les excursions organisées au départ de Tunis ou des autres villes du nord vers Ben Guerdane. Ces excursions ont pour but l'acquisition d'articles provenant de Libye. Selon nos observations faites en 2006, près de 40 bus, en moyenne, arrivent quotidiennement à Médenine. Cette moyenne passe à 65 bus en fin de semaine.

					zone d'extension.
Produits de luxe et électronique	11	6	14%	6%	Les boutiques regroupées sous cette catégorie offrent principalement des articles de décoration et d'ameublement importés d'Egypte et principalement des luminaires, des lustres, des services de table et des bibelots.
Habillement et tissu	9	15	11%	14%	
Divers	7	11	9%	11%	
Total	79	101			

Le cadre architectural du *souk* présente des contraintes pour le développement des activités commerciales. A l'origine, le *souk* est un *ksar* constitué de *ghorfa* disposées en étages difficilement accessibles<sup>209</sup> dont les dimensions intérieures sont mal proportionnées<sup>210</sup> pour abriter des commerces. Par conséquent, une grande partie des activités se déroule en dehors des espaces couverts. L'exiguïté des cellules-boutiques explique la limitation du stockage des marchandises à l'intérieur de l'enceinte même du *souk*. Face à cette contrainte, les commerçants ont recours à l'entreposage dans les maisons adjacentes à celui-ci (particulièrement dans la *hara*) qui jouent le rôle de magasins annexes à l'abri des risques et des contrôles administratifs et douaniers.

La prospérité du *souk* a entraîné la multiplication des étals aux abords du site originel et a accru les demandes d'implantation de nouveaux commerces. Leur satisfaction est entravée par l'exiguïté du site. De même, l'extension du marché informel a entraîné une amplification du phénomène de *soukalisierung* des abords du noyau originel de *souk* et des quartiers qui lui sont adjacents<sup>211</sup>. En l'espace de cinq ans, nous avons relevé la reconversion de 26 logements adjacents au *souk* en espaces commerciaux ou de stockage.

<sup>209</sup> Les cellules situées aux étages (au nombre de deux ou trois) sont accessibles grâce à des « marches » constituées par des pierres plates incrustées dans le mur et saillantes de quelques centimètres.

<sup>210</sup> La superficie d'une *ghorfa* ne dépasse pas en moyenne 10 m<sup>2</sup>, avec une largeur de l'ordre de 2 m seulement, une profondeur de 5 m et une hauteur sous clé de voûte de 2 m.

<sup>211</sup> Bilan-diagnostic de la révision du Plan Directeur d'Urbanisme de l'agglomération de Médénine, DREH, 2003.





Le souk et de son environnement immédiat avec localisation des espaces d'extension.

Toutefois, malgré son exiguïté et le nombre importants d'étals qui se déploient de part et d'autre de son entrée principale, le souk de Médénine demeure facilement accessible à partir du centre-ville et des grands axes de circulation. Il se caractérise par son organisation et sa fonctionnalité fondée sur une distribution des espaces suivant les spécialités. Depuis 2002, et à la suite de l'afflux d'articles très prisés par la clientèle notamment tunisoise (prêt-à-porter d'origine turque, cosmétique syrien, passementerie pakistanaise, bibeloterie égyptienne)<sup>212</sup> qui ne peuvent être présentés sur des étals à ciel ouvert, mais à l'intérieur de boutiques aménagées et climatisées, il apparaît clairement que le développement des activités du souk est désormais incompatible avec l'exiguïté de son site. Ce besoin de nouveaux locaux plus spacieux s'est traduit par la transformation de petites échoppes en locaux de représentation destinés à orienter le client vers les lieux de stockage situés au voisinage du souk. Cette transformation du rôle des échoppes explique la densification soutenue des îlots attenants au marché et la valorisation des prix du foncier au voisinage du souk Libya où le prix du m<sup>2</sup> des parcelles situées aux abords des principales voies est

<sup>212</sup> En 2002, de nouvelles dispositions douanières en Libye ont contribué à l'allègement des procédures d'importation de certains produits longtemps prohibés pendant l'embargo et notamment les articles « de luxe ».



passé de 65 dinars en 1990 à 400 dinars en 2003<sup>213</sup>. Les prix fonciers pratiqués aux voisinages du souk sont de très loin les plus élevés à Médenine.

Le *souk* Libya s'est installé, développé et prospéré de manière informelle. Les plans d'aménagement urbains n'ont jamais prévu l'émergence de cet important pôle commercial au sein de la ville. Pendant longtemps, les planificateurs urbains ont considéré le *souk* comme une *forme nuisible d'urbanisation anarchique*<sup>214</sup> où seules les activités informelles échappant au contrôle économique peuvent se développer. Bien qu'illustrant une certaine méfiance à l'égard du *souk* et de ses acteurs, cette attitude des autorités locales n'a-t-elle pas participé à la réussite du souk en lui permettant de s'installer spatialement dans la marginalité du système administré dans les « décombres » de ce qui restait des *k'sour* ? En desserrant, même de manière relative, l'étau des contrôles économiques et sécuritaires sur l'espace délaissé et en ruines des ksours, les autorités n'ont-elles pas incité les premiers commerçants et grossistes issus des membres des tribus opérant dans le commerce informel et la contrebande à réinvestir le seul espace non dominé totalement par l'autorité directe de l'administration que sont les *k'sour* ? La réussite du *souk* et sa pérennité repose-t-il sur la synergie entre son informalité, la structure tribale de ses acteurs et sa marginalité spatiale ?

Nous estimons que l'une des clés de l'essor du *souk* Libya à Médenine et de sa résistance face aux multiples projets des autorités visant à sa « réhabilitation » ou sa transformation en parc archéologique et de loisirs réside, entre autre raisons, dans la maîtrise foncière du site et sa gestion exclusive par les propriétaires qui assurent aux commerçants une autonomie vis-à-vis d'une municipalité désireuse de mieux contrôler les flux de marchandises et de récupérer un maximum de revenus sur l'activité commerciale. Les propriétaires des *ghorfa*, ou leurs occupants, sont issus exclusivement des tribus Werghemma et bien que ne détenant pas de titre foncier individuel des

---

<sup>213</sup> Estimations à partir d'un sondage effectué par nous même auprès d'un groupe de commerçants, d'un promoteur immobilier privé et d'architectes exerçant à Médenine ayant monté des opérations de lotissement au voisinage du site du *souk*. En 2003, un promoteur immobilier privé a entrepris la réalisation d'un immeuble à usage polyvalent (commerces, bureaux et logements) sur un lot situé au voisinage immédiat du *souk* qu'il a acquis en 1994 pour un prix unitaire du m<sup>2</sup> de 70 dinars. En 2003 et à la demande de la municipalité, il a été contraint d'acquérir un autre terrain mitoyen afin d'y aménager un parking qui n'a pas été prévu précédemment dans la première autorisation délivrée en 1996. Le prix du terrain qu'il a acquis pour cet aménagement en 2003 est de 415 dinars le m<sup>2</sup>.

<sup>214</sup> L'un des objectifs du Projet de Développement Urbain Intégré élaboré par Comète Engineering en 1993 est de « promouvoir l'émergence de nouvelles structures productives et de service susceptibles de répondre aux besoins d'une économie performante au sein d'espaces appropriés ». Nos interlocuteurs au sein du conseil régional de développement de Médenine nous ont expliqué, lors de l'élaboration de notre bilan diagnostic, que l'objectif de cette étude était de « déloger » les étals et les activités commerciales anarchiques qui se développent au sein du centre-ville à l'endroit de l'ancien *k'sar* (*souk*).

échoppes, ils ne peuvent être inquiétés par les autorités pour plusieurs raisons que nous exposons ci-après<sup>215</sup> :

Les *k'sour* sont classés sous le statut foncier des « terres *âarch* » indivises qui ne peuvent être ni transférés à la propriété individuelle ni faire l'objet d'un déclassement au profit des collectivités publiques. Les *ghorfa* et le terrain sont une propriété de l'ensemble des membres des tribus dont un grand nombre touche des loyers ou en tirent des services. Les propriétaires des commerces et les employés sont, dans leur majorité, des ayants-droit dans les *k'sour*. Tout projet émanant des autorités et visant à le contrôler risque de mobiliser de larges franges de la population locale.

Les propriétaires des commerces nous ont expliqué une partie du fonctionnement du marché qui est, selon eux, fondé sur la complémentarité des acteurs et non sur leur concurrence. Les commerçants proposent des produits provenant des magasins de grossistes qui desservent l'ensemble des marchés de la J'farra. Or, ces grossistes semblent détenir des capacités financières et relationnelles susceptibles de leur épargner les pressions administratives locales. Par conséquent et selon nos interlocuteurs, « *les grossistes ne livrent pas uniquement de la marchandise aux commerçants du souk, mais aussi et surtout une certaine protection* »<sup>216</sup>.

Les autorités ont généralement tendance à viser un seul aspect du commerce informel à chaque campagne<sup>217</sup>. Toutefois, le secteur présente une diversité d'activités complémentaires susceptibles de réduire les effets des dispositions, souvent provisoires, prises par les autorités. Les propriétaires des commerces du *souk* nous ont expliqué, que lors de l'intensification des contrôles fiscaux ou douaniers dans le *souk*, ils ont recours aux marchands ambulants et aux transporteurs

---

<sup>215</sup> Les données fournies dans notre exposé ont été recueillies lors de notre séjour dans la J'farra au courant de l'année 2007 auprès des commerçants du *souk*, des familles d'ayant droits dans les *k'sour* et d'un ensemble de transporteurs. Nous apportons cette précision sur nos sources car nous avons relevé, lors de nos enquêtes sur le commerce informel, des attitudes différentes et souvent contradictoires au sein même des groupes tribaux à l'égard des retombées économiques des activités commerciales. Certaines familles et individus rencontrés, notamment les jeunes issus des milieux modestes, nous ont exprimé leur sentiment de frustration face à l'inégalité du « partage » au sein des membres de la tribu des revenus générés au sein des *k'sour* qui sont, en définitive selon eux, la propriété collective de l'ensemble de la tribu. Toutefois, les *ghorfa* ont été occupées depuis la moitié des années 1970 par certains commerçants membres de la tribu qui s'y sont installés à titre individuel ne reversant aux familles d'ayant droits qu'un modeste loyer ou en employant, à titre salarié d'un ou de plusieurs membres de ces familles.

<sup>216</sup> Nous détaillons les rôles joués par cette catégorie des grossistes dans le chapitre 3 de la présente seconde partie.

<sup>217</sup> Les « campagnes d'assainissement et d'organisation sectorielle » sont des séries d'actions entreprises sporadiquement par les services municipaux ou régionaux pour limiter les effets de l'extension des espaces du commerce informel dans certaines villes du pays. Concrètement, ces campagnes prennent des formes diverses qui vont de la confiscation des étals installés en dehors des « périmètres de tolérance », aux lourdes amendes pour les commerces proposant des articles prohibés (pétards utilisés lors des fêtes de l'aïd, médicaments contrefaits, semences issues des OGM, articles scolaires non conformes aux normes sanitaires) et aux retraits des permis de conduire ou des titres d'exploitation de véhicule de transport.

pour « délocaliser » provisoirement l'activité de la vente. Le client ne vient plus acheter dans le *souk*, c'est le commerçant qui lui livre directement la marchandise chez lui.

Enfin, nous évoquons une raison qui nous a été avancée par certains commerçants installés dans les abords du *souk* et qui s'estiment constituer les victimes expiatoires des réseaux informels lors des campagnes. Au cours d'une entrevue qui a eu lieu en 2003 à Médenine, nous avons recueilli le témoignage de Hajja Chaâla Bent El Houch, propriétaire d'un étal proche de la rue du *s'bat* qui mène au *souk*, qui nous a déclaré : *« Je vends des chapelets, des encens, des plantes médicinales et des articles de la médecine traditionnelle, quel mal y a-t-il ? A deux reprises, j'ai été emmenée au poste où j'ai été obligée de signer un papier m'engageant à ne plus occuper illégalement la voie. Si je pouvais m'installer dans la ghorfa de ma famille dans le k'sar des Ouled Sidi Ali Ben Abid, je ne serais pas dans l'obligation de rester dehors, mais mon cousin Cheikh Amara Ben Abdellaoui a collecté les signatures des héritiers des ghorfas de notre âarch et s'y est installé avec ses fils. Il me verse un loyer et emploie mes deux fils depuis cinq ans. Il est installé derrière les murs, il est intouchable comme ses amis. Il n'est jamais inquiété. Mon fils Fraj qui travaille comme transporteur pour le compte de Cheikh Amara a été arrêté et écroué à trois reprises pour trafic de marchandises prohibées alors qu'il n'est que salarié. Nous sommes les premiers à être pris lorsque la situation se complique, mais nous sommes tenus de défendre nos cousins-employeurs car au pire des cas, ils nous reversent une partie des pertes alors que la municipalité nous confisque nos marchandises et les brûlent. C'est une position aussi injuste que dégradante, mais baâdh el maal wla kollou<sup>218</sup> »*. En juin 2007, lors d'une seconde série d'entretiens, nous avons recueilli le récit de Mouldi Ben Madi Khalfaoui, transporteur salarié chez un grossiste du *souk* de Médenine qui nous a décrit les péripéties d'une campagne municipale qui a eu lieu en septembre 2006 en ces termes : *« Nous avons été encerclés par la police dans la rue de Jamaâ El Guebli, les agents municipaux ont verbalisé tous les commerçants qui avaient installé leurs étals dans cette nouvelle extension du souk. Ils n'ont pas franchi le mur des k'sour. Il y a eu une véritable résistance et des jets de projectiles de toutes sortes. Mon employeur m'a appelé pour s'enquérir de la situation et m'assurer qu'en cas de saisie, il cotiserait dans la compensation de la perte. Pourquoi cotiserait-il ? Ne sommes-nous pas sur la même barque ? J'ai compris par la suite que mes amis et moi, ceux de la rue El Gueblaoui, constituons la première ligne ; les Zouawa<sup>219</sup> de la compagnie, mgeddmine fen naar, metkhalfine fer rateb<sup>220</sup>. Un agent municipal que j'ai pris une fois en autostop alors qu'il rentrait à Gabès et qui a participé à cette*

<sup>218</sup> Une partie de l'argent (perdu) vaut mieux que de tout perdre.

<sup>219</sup> Zouaves.

<sup>220</sup> Proverbe que nous pouvons traduire par « les Zouaves, mis en première position face au feu, mais les derniers lors de la paie ».

*campagne m'a expliqué qu'il est certainement plus rentable pour les services municipaux de s'attaquer à une centaine d'étals dont les propriétaires sont dans l'incapacité de se défendre en haut lieu que d'aller perquisitionner chez un grossiste qui peut mobiliser de puissantes relations, en plus du fait que sur un tableau d'activités, une centaine de prises valent mieux qu'une seule »<sup>221</sup>.*

Bien que soumis par intermittence à des campagnes d'assainissement que beaucoup considèrent à Médenine comme une forme de répression, le *souk Libya* constitue aujourd'hui le lieu le plus dynamique et le plus visité de la ville. Le *souk Libya* étant un marché quotidien (et non hebdomadaire comme c'est le cas dans plusieurs villes du centre et du nord du pays), il rappelle par son ambiance, celle des rues traditionnelles des médinas ; c'est le théâtre d'une intense animation urbaine qui intègre les fonctions de la rue en tant que lieu d'échange, de circulation, de citadinité et de vie. Son dynamisme commercial a favorisé le fait qu'il soit devenu un lieu de promenade, une fonction que les aménageurs ont, semble-t-il, sous-estimée. De même, l'origine géographique de la clientèle rencontrée dans les allées du *souk* permet d'apprécier son rayonnement immédiat et lointain. On y rencontre des Tunisiens<sup>222</sup>, bien sur, mais aussi des Algériens, des Marocains et des Subsahariens ce qui est le signe de son caractère international.

---

<sup>221</sup> Nous avons posé la question à deux grossistes du *souk* de Médenine afin de recueillir leur position vis-à-vis des plaintes recueillies auprès de leurs salariés et des propriétaires des étals. Nos interlocuteurs nous ont assuré de leur « conscience de la responsabilité » imposée par la situation du marché et des périls qui le caractérisent. Mais ils attirent notre attention sur le fait qu'ils « ont investi les k'sour lorsque ceux-ci étaient en ruine et que personne n'en tirait profit. Aujourd'hui, les ayants droit touchent des loyers et participent au commerce grâce à des facilités d'approvisionnement qui leur sont assurées par les grossistes. Lors des campagnes, tout le âarch participe à en limiter les effets par le biais du partage des pertes ». Les deux grossistes n'ont pas rejeté les allégations relatives à une possible protection de la part des autorités, mais nous ont semblé justifier leur « immunité » par leur rôle incontournable dans le marché informel et leur largesses dans la compensation des pertes et saisies.

<sup>222</sup> Il est malaisé de collecter des informations exactes sur les origines régionales des visiteurs du *souk* du moment que les plaques d'immatriculation en Tunisie n'indiquent pas la région où est enregistré le véhicule. Nous avons toutefois tenté, lors d'un séjour en 2009, d'établir un éventail approximatif des chalands en nous référant aux plaques signalétiques posées sur les véhicules utilitaires (indiquant le nom du propriétaire, son emploi, son adresse et le régime d'exploitation du véhicule) stationnés dans le parking adjacent au *souk*, aux noms des sociétés de transport régional et à un sondage aléatoire des voitures particulières chargées de produits acquis dans le *souk*.

Nous avons effectué notre enquête un jeudi, qui est une journée d'affluence moyenne. A partir du nombre des véhicules stationnés (voitures utilitaires, particulières ou bus), nous pouvons estimer le nombre total approximatif des chalands présents à près de 2000 personnes. Nous pouvons avancer, par conséquent les parts approximatives suivantes :

3.1.3 Ben Guerdane : du nyau de sédentarisation des nomades en pôle de commerce informel.

C'est la seconde ville du gouvernement par la taille. En 2004, elle regroupait 70000 habitants<sup>223</sup>. La ville se développe à des rythmes soutenus comme le montre le tableau<sup>224</sup> suivant

	Population en 1956	Taux de croissance 1956/1975	Population en 1975	Taux de croissance 1975/1989	Population en 1989	Taux de croissance 1989/2004	Population en 2004
Délégation de Ben Guerdane		3,2	31009	3,1	58220	2,6	70907
Taux moyens des gouvernorats de Médenine et Tataouine	-	3,5	-	3,4	-	2,5	-

Région d'origine	%	Observations
Kairouan et région du centre-est	32%	Les clients originaires de cette région sont en majorité des semi-grossistes qui viennent en véhicules utilitaires s'approvisionner à Médenine pour alimenter les marchés hebdomadaires de kairouan et ses environs.
Tunis et banlieues	23%	C'est une catégorie de clientèle aisée à la recherche de produits de luxe qui parcourt les marchés de la région. Essentiellement familiale, elle apprécie particulièrement la polyvalence du souk de Médenine.
Kasserine et région du Tell	13%	Constitués en majorité de semi-grossistes qui opèrent dans la contrebande transfrontalière avec l'Algérie
Nabeul et Cap-Bon	12%	Ces chalands viennent en voyage organisé. A majorité féminine, cette clientèle constitue l'une des composantes les plus fidèles du souk. Toutefois, cette proportion ne relate pas la réalité, puisque plus d'une quinzaine de bus sont généralement programmés en fin de semaine alors que lors de notre enquête, nous n'avons relevé que 6 bus seulement.
Sahel	8%	La plupart des clients viennent de Msaken et sont, en majorité, des commerçants.
Gafsa et Jerid	6%	
Autres régions	6%	Principalement Sfax et Sidi Bouzid.
Total	100%	

Il importe de souligner qu'à travers une analyse sommaire des données du tableau, que le souk de Médenine constitue aussi bien un lieu d'approvisionnement pour les chalands que pour des commerçants ou des semi-grossistes installés dans d'autres régions du pays.

<sup>223</sup> Institut National de la Statistique, recensement de 2004.

<sup>224</sup> Institut National de la Statistique, recensement de 2004



Toutefois, le taux de croissance de la population à l'intérieur du périmètre municipal de la ville de Ben Guerdane enregistré entre 1995 et 2004 atteint 8,5% par an et se stabilise à 7,2% pour la période 2004/2009<sup>225</sup>.

A la différence de Médenine qui est à l'origine un ensemble de *ksour*, la ville de Ben Guerdane est une création coloniale (Bettaïeb, 1998). Lors de sa fondation en 1898<sup>226</sup>, Ben Guerdane a été d'abord une bourgade qui a permis l'installation, par les autorités coloniales, d'artisans jerbiens et israélites au coeur d'un périmètre oléicole aménagé à partir de 1896 (Leyssir, 1997).



Premier noyau de sédentarisation de Ben Guerdane (école et *k'sar*).

(Source : M. Ellafi).

Mais ce village était, à l'origine de sa fondation, destiné à la sédentarisation des anciens nomades touazines qui avaient à plusieurs reprises pris une part active aux soulèvements des deux côtés de la frontière (Boutaleb, 2002). Les premières tentatives de sédentarisation des Touazines se sont soldées par des échecs jusqu'en 1915. Cette année a été marquée par la répression de

<sup>225</sup> Municipalité de Ben Guerdane, service des impôts locaux. Nous avons relevé lors de notre enquête auprès des services municipaux que les limites municipales ont été modifiées à deux reprises en 1997 et 2003 afin d'intégrer les localités voisines de Sidi Hmid, Bougabrine, Sidi Sayah, route dite des Jabriyat et le noyau situé sur la route de Marsa. En ôtant ces localités dans le calcul du taux réel de croissance du noyau originel de Ben Guerdane, nous obtenons une valeur de l'ordre de 6,1% qui est resté tout de même élevée comparée au taux moyen national qui est de 3,3% pour la même période.

<sup>226</sup> A cette date, le Capitaine Pompérant, commandant du bureau des affaires indigènes de Métameur a ordonné le tracé du marché, du ksar et des lotissements agricoles. Le rapport manuscrit en date du 7 février 1899 signé par le Capitaine Pompérant et le Lieutenant Desvaux (que M. Bettaïeb a bien voulu nous soumettre pour étude) attribue à 356 personnes les parcelles du lot N°1 et précise que plus de 288 des bénéficiaires sont des sujets tunisiens de confession israélite amenés de Jerba, les autres sont dans leur majorité des employés jerbiens et werghemmis de l'administration coloniale.



l'insurrection des tribus werghemmies et la réduction significative des troupeaux, situation qui a poussé nombre de nomades à partir s'installer au voisinage des périmètres agricoles de Ben Guerdane. Le bureau des affaires indigènes qui a été créé à Ben Guerdane en 1914 a enregistré l'installation dans le périmètre du village de 244 tentes des *âarch* de Maztoura, Zliten, Mohdhi et Jliti. La fermeture de la frontière libyenne, les opérations militaires lors de la Seconde Guerre, les crises successives du pastoralisme, l'ouverture de l'école primaire et de la cession aux *âarch* des cellules du ksar construit en 1922 vont contribuer à l'afflux des Touazines vers Ben Guerdane.



Premier marché de Ben Guerdane (construit en 1921).

(Source : M. Ellafi).

Après l'indépendance de la Tunisie et jusqu'en 1989, la ville n'a connu aucun changement substantiel, les fermetures fréquentes de la frontière ayant conféré à cette région un caractère périphérique éloigné des grandes agglomérations. A l'exception du noyau central de la ville qui est relativement dense<sup>227</sup>, le tissu urbain demeure caractérisé par une très faible densité et par la présence de vastes zones inhabitées (R'guig, 1985).

Cette situation va connaître un changement important à partir de 1989. La contrebande dans les années 1980 et le commerce informel durant la décennie 1990-2000 ont dynamisé la croissance de la ville. En effet, le retour massif des anciens immigrés devenus *mazegriss* ou *sarrafas* et le regroupement des clans de la tribu touazine à l'intérieur du périmètre urbain ont eu pour effet un essor rapide de la ville. Le taux de croissance de la population communale enregistré pour la

<sup>227</sup> La densité atteint une moyenne de l'ordre de 32 logements à l'hectare.

période 1995-2004 a été de 5,5% par an (alors qu'elle n'était que de 2,7% pour la même période pour l'ensemble de la délégation), celui du parc de logements s'établit à 11,7 %, étant entendu que 22,4% (soit plus du double de la moyenne nationale) de ce parc est inoccupé<sup>228</sup>. Ce taux élevé du parc de logement inoccupés constitue un indicateur qui nous renseigne sur un ensemble d'aspects que nous présentons comme suit :

Dans une étude élaborée par l'Office de Développement du Sud en 2001 et consacrée à l'identification des créneaux d'investissement chez la population locale<sup>229</sup>, une part importante de l'analyse a pris pour objet la part de dépense des ménages dans la région de Ben Guerdaner réservée à la construction des logements. L'importance de cet investissement<sup>230</sup> a amené les auteurs à s'interroger sur la véritable fonction du logement dans la région. Le logement y est en effet « *destiné à figer la nouvelle réalité foncière* » dans les parcours récemment attribués à titre privatif aux ayants-droits des *âarouch*. A travers l'acte de construction de son logement sur une parcelle qui lui a été attribuée<sup>231</sup>, le nouveau propriétaire essaie de « *créer une réalité concrète* » sur le terrain en signifiant aux autorités et aux voisins (et probables contestataires de son droit nouvellement acquis) son implantation pérenne sur la parcelle. L'édification du logement s'apparente à une sorte de « bornage » de la parcelle privatisée.

Il importe ici d'attirer l'attention sur l'importance des disparités dans les taux de logements vacants entre les zones communale et rurale de la délégation. Le taux de logements vacants étant de l'ordre de 28% dans les zones rurales alors qu'il n'est que de 22,4% à l'intérieur du périmètre communal.

La consolidation du droit sur la parcelle récemment attribuée n'est pas la seule raison qui est à l'origine de l'importance du taux des logements vacants. Nous estimons, sur la base de nos observations effectuées en 2003 dans les environs de Ben Guerdane<sup>232</sup>, que la construction de logements isolés, perchés sur les rares collines, découle d'une stratégie de contrôle des pistes de la contrebande qui traversent la plaine. Par ces pistes, transitent les convois chargés de certaines marchandises prohibées ou fortement taxées que leurs convoyeurs essaient de transporter aussi loin que possible des regards. Les logements jouent, dans ce cas, le rôle de postes de guet.

---

<sup>228</sup> Municipalité de Ben Guerdane et Etude de révision du Plan d'Aménagement Urbain de la Commune, Phase I : Bilan Diagnostic, CEDIS, 2006.

<sup>229</sup> Tawajjouhatou al issithmar al âaïli li mantakati al janoubi ach charqi fi dhaoui at tahaoulât al iktissadiya ar rahina (Orientations de l'investissement familial dans la région du Sud-Est à la lumière des transformations économiques actuelles), Office de Développement du Sud, Médénine, 2001. Une seconde version a été élaborée en 2004, mais elle n'a pas été publiée.

<sup>230</sup> La part a été évaluée à 40% des revenus déclarés des ménages.

<sup>231</sup> La parcelle lui ayant été attribuée dans le cadre des privatisations des terres collectives des *âarouch*.

<sup>232</sup> Ces aspects sont développés dans la troisième partie de la thèse.

Nous avons relevé lors de ce même séjour et à la suite de plusieurs invitations que les logements vacants à Ben Guerdane sont, dans leur majorité, utilisés comme des magasins où sont stockées les marchandises destinées au *souk Libya* ou qui sont en attente d'être livrées aux commerçants ambulants qui viennent s'approvisionner en ville.

Le cadre architectural de la ville est caractérisé par la prééminence des masses bâties composées d'un seul niveau et par les murs blanchis à la chaux peu percés d'ouverture qui rappelle les ambiances des médinas. L'espace des rues est profondément marqué par la persistance des habitudes d'austérité et de discrétion qui constituent une spécificité des Touazines (Taïeb Kerchid, 2007). Ainsi, contrairement à Médenine, qui constitue le second marché informel du pays, les fortunes colossales de Ben Guerdane ne s'expriment pas par des signes ostentatoires. La sobriété du bâti est toujours de rigueur, même la climatisation, pourtant très courante dans les locaux administratifs, fait défaut. Les banques informelles du *souk Libya* de Ben Guerdane, qui sont réputées puissantes et qui brassent des millions de dinars par jour (Taïeb Kerchid, 2004), s'apparentent, en ce qui concerne leur architecture, à des échoppes modestes et n'offrent pas d'indications sur leur rôle réel ; il en est de même pour leur mobilier ou pour leur dispositif sécuritaire sensé, *a priori*, les protéger<sup>233</sup>.

3.1.4 Le *souk Libya* de Ben Guerdane : contrôle administratif et essaimage des commerces dans la ville.

L'afflux considérable de marchandises et de commerçants en provenance de toutes les régions de Tunisie ainsi que de Libye s'est opéré à partir de 1989. Il a posé un gros problème aux responsables municipaux qui ont déplacé, quelques mois à peine après l'ouverture de la frontière, en accord avec les grossistes et les *sarrafas*, l'ancien *souk* devenu trop exigü. Un nouvel emplacement a été aménagé à la sortie Ouest de l'agglomération, sur un terrain de 30 000 m<sup>2</sup>, entouré d'une enceinte, d'un poste de sécurité et d'un bureau des services municipaux. L'activité du *souk* est continue et se prolonge, notamment pendant les saisons de fêtes et de rentrée scolaire, tout au long des 24 heures. Aussi la municipalité a-t-elle équipé le marché d'un système

---

<sup>233</sup> Lors des entretiens que nous avons eus avec des acteurs du change informel, notamment lors de la visite que nous avons effectuée au *souk essarrafa* pour rencontrer Cheikh El Aïdi Ben Khelif J'nifene afin de recueillir son récit de vie le 23 octobre 2003, nous avons été surpris par l'absence de tout signe extérieur indiquant la place qu'occupait notre interlocuteur dans la hiérarchie locale du marché informel. Selon une information que nous avons recueillie antérieurement, la petite boutique qu'il occupait était pourtant le siège d'une entreprise qui réalisait un chiffre d'affaires quotidien de l'ordre de 50 mille dinars. A la suite de cette entrevue, notre interlocuteur nous a invité à son domicile, situé non loin du *souk*. Nous avons relevé dans ce *houch* le même goût pour la sobriété et la discrétion, même si l'équipement électronique et les tapis étalés sur le sol de la *dywaniya* contrastaient avec la nudité des murs et l'aspect rustique de la demeure.



d'éclairage nocturne performant. L'aménagement du *souk* au sein d'un site contrôlé par les autorités administratives locales a permis à celles-ci d'appliquer certaines mesures restrictives sur le commerce informel et notamment, les secteurs alimentés par la contrebande, ce qui n'a pas manqué de provoquer la réapparition d'anciens sentiments de méfiance des populations vis-à-vis des structures officielles. Le marché, qui réalisait un chiffre d'affaires de l'ordre de deux à trois millions de dinars par jour en 1996, a perdu une partie de son activité au profit des entrepôts indépendants qui accaparent, actuellement, près des deux tiers des transactions puisqu'ils présentent les produits du commerce informel et ceux de la contrebande dont les services de contrôle douaniers interdisent l'accès au *souk*<sup>234</sup>.

Du fait du contrôle exercé par les autorités administratives, le marché a commencé, à partir de 1996, à connaître une forme de redistribution de ses activités sur plusieurs espaces. Les unités de vente au détail qui proposent les produits aux clients venus des quatre coins de la Tunisie et des autres pays du Maghreb sont demeurées dans l'enceinte du *souk* municipal. Par contre, les semi-grossistes<sup>235</sup>, dont le chiffre d'affaires est le double de celui procuré par la vente au détail, se sont « délocalisés » dans les quartiers de l'agglomération au sein des maisons transformées en dépôts spécialisés.

Les grossistes, quant à eux ont choisi dès l'origine de rester en dehors des espaces contrôlés par les autorités et ont opté pour les *heriya* (zones éloignées) dont l'accès n'est possible (surtout pour les véhicules officiels de la Police ou des Douanes) qu'à partir de pistes privées<sup>236</sup>.

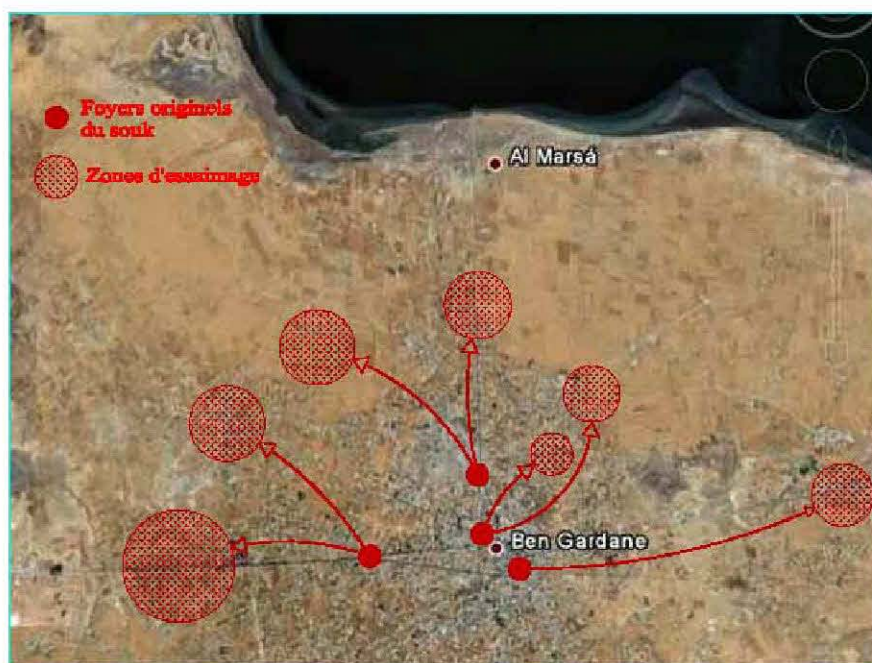
---

<sup>234</sup> Au cours d'une enquête que nous avons effectuée sur le *souk* de Ben Guerdane en Septembre 2003 et qui avait pour objectif d'identifier les changements dans les pratiques de consommation de la clientèle, et ce, grâce à des inventaires des nouveaux produits et services proposés par les commerçants et à travers des interviews de ceux-ci, nous avons relevé la disparition des produits de luxe et d'électroménager de haut de gamme et le transfert de ces articles vers des hangars situés en dehors du *souk*. Les personnes interrogées nous ont indiqué qu'à la suite de l'embargo et de la dévaluation importante de la livre libyenne intervenue en 1994 et 1996, ces produits sont devenus bon marché et permettaient, par conséquent, de réaliser des marges bénéficiaires intéressantes. Mais les autorités douanières ont intensifié les confiscations de ces articles (et notamment l'électroménager) aussi bien sur les étals du *souk* que sur les barrages érigés sur la route de Ben Guerdane et ce, pour « préserver l'économie nationale ». Nos interlocuteurs nous ont expliqué (et mis à notre disposition des citations et des articles de journaux parus à cette période) que durant l'automne 1995, la chaîne BATAM, spécialisée dans la vente à crédit (et considérée, par eux, comme un des principaux piliers de l'économie officielle) a exigé l'arrêt de la commercialisation dans les « réseaux parallèles » de produits importés illégalement. Une pratique qui constitue, selon cette chaîne, une « concurrence déloyale ». A la suite des multiples confiscations, les commerçants du *souk* ont commencé, dès le mois de novembre 1996, à transférer la vente de certains articles vers les hangars situés en dehors du *souk*.

<sup>235</sup> Les semi-grossistes sont spécialisés dans l'approvisionnement des commerçants qui ont des téléphones dans les marchés hebdomadaires du centre et du nord de la Tunisie. La description des rôles respectifs de chaque catégorie d'acteurs dans les réseaux informels fait l'objet du chapitre 3 de la seconde partie.

<sup>236</sup> Les voies d'accès aux entrepôts des grossistes ne sont que très rarement empruntées par des véhicules n'appartenant pas aux commerçants locaux. Lors de notre visite aux dépôts des J'nifene (famille de grossistes et de *sarrafa*) en novembre 2003, nous avons remarqué que les grossistes recevaient les





Principe d'essaimage des locaux de stockage des grossistes.

L'éclatement du *souk* a eu pour conséquence l'essaimage des activités commerciales dans les quartiers de la ville et la transformation progressive de logements en espaces de vente ou de stockage. Les anciens *houch* qui avaient été construits pour combiner habitat et élevage d'un petit cheptel ont été les premiers à subir des transformations. Ces transformations se sont traduites par une transformation fonctionnelle des parties de la construction situées en frange de parcelle ou en frange de rue<sup>237</sup>.

Depuis 1990, se sont développées autour du *souk Libya* des structures d'accueil, de restauration et d'animation. La torpeur de la bourgade périphérique agropastorale et en crise qui caractérisait Ben Guerdane avant l'ouverture de la frontière, a fait place à une intense dynamique d'échanges et à une grande animation qui ignore les pauses de la nuit et celle des jours de congé.

---

commerçants à l'intérieur de leurs locaux, où ils discutaient des marchandises à vendre et des détails de la transaction, par la suite, ils raccompagnaient leurs hôtes à leur véhicule. Le transbordement des marchandises est généralement effectué au-delà des postes de contrôle douaniers situés aux limites nord de la J'farra, notamment à Mareth. Au niveau sécuritaire, nous avons aussi relevé l'existence de plusieurs pistes qui partent du site des entrepôts vers des zones qui nous avaient semblé inaccessibles à partir des routes classées. Il s'agit probablement de pistes secondaires empruntées par les contrebandiers ou par les commerçants informels désireux de ne pas passer par les routes contrôlées.

<sup>237</sup> La frange de la parcelle sur laquelle est édifié le *houch* et qui est située directement sur la rue ou la placette abritait, à l'origine, la *z'riba* (bergerie). Actuellement, suite aux transferts des activités de vente de semi-gros, elle est aménagée en locaux commerciaux ou de stockage. La partie située à l'intérieur de la parcelle et qui abritait les chambres, est restaurée et réaménagée afin de servir de logement. Le patio central qui séparait les deux composantes est transformé en jardin et en aire de stationnement pour véhicules.

Grâce à l'amélioration des services d'hébergement et à la création d'auberges familiales à Ben Guerdane, les visiteurs libyens ne sont plus obligés de passer la nuit à Jerba. Toutefois, le caractère conservateur de la société locale reste prégnant, puisque la consommation d'alcool reste prohibée et que les unités d'hébergement affichent clairement qu'elles ne disposent que de suites familiales. Ce choix a certes permis d'attirer les familles libyennes lors des week-ends et d'ouvrir des débouchés variés pour la main-d'œuvre locale, mais il exclut une strate importante de la clientèle potentielle, celle des jeunes Libyens qui, de ce fait, préfèrent visiter Jerba voisine pour échapper au rigorisme moral local et à ses privations. Nous pensons qu'une image de la ville est en train de prendre forme : le commerce informel, qui a créé la richesse, somme toute récente de Ben Guerdane, est en passe d'aider à la transformation de cette agglomération en pôle touristique spécifique orienté vers une clientèle libyenne composée de familles. Ce pôle est doté d'une grande diversité de services inhérents à la logistique, au transport et à l'entretien, alors que les prévisions des planificateurs du Schéma National d'Aménagement du Territoire n'y prévoyaient qu'un simple « relais local de services agricoles » (Boutaleb, 2002).

### 3.2 Les Villages de la J'farra occidentale : un chapelet de marchés.

La sédentarisation des nomades et le partage des terres se sont traduits dans les zones non urbaines de la J'farra par la multiplication des oliveraies -qui symbolisent l'appropriation de la parcelle attribuée- l'aménagement de plusieurs pistes d'accès aux logements récemment édifiés et la fixation de la population au voisinage de leurs nouvelles exploitations agricoles. La sédentarisation s'est accompagnée de la création de petits villages tout au long de la route GP1 qui relie Mareth à la frontière.

L'Etat n'a cependant que très peu investi pour équiper ces noyaux : Hassi Amor, Koutine, Neffatia, Chahbaniya et Ababsa. Depuis l'ouverture de la frontière, ces centres ont connu un développement désordonné d'échoppes, désignées localement par le terme de *nassaba* qui empiètent sur le domaine routier ou occupent des sites à haut risque (terrains inondables, fortes pentes, sebkhas) (Bourtaieb, 2002). L'essor du commerce informel a transformé ces villages en *souk* permanents dont certains se spécialisent progressivement en adoptant un produit particulier comme article exclusif.

#### 3.2.1. Naffatia : les apports de la contrebande à la mise en valeur agricole.

Naffatia est devenu le centre régional de redistribution du thé, du café et du sucre en provenance de Libye. Bien que s'approvisionnant auprès des grossistes de Ben Guerdane, les



commerçants de Naffatia ont progressivement accaparé l'exclusivité de la distribution au détail de ces produits sur l'ensemble du territoire national. Grâce à ce rôle, les acteurs locaux ont pu réinvestir d'énormes sommes dans le développement agricole, transformant ainsi les terres du village en front de mise en valeur très apprécié par les *aâmem* qui y possèdent plusieurs *gharssa*.

### 3.2.2. Hassi Amor : diversification des activités.

Lors d'une enquête que nous avons réalisée entre juin 1999 et mars 2001 et qui avait pour objectif l'étude des flux de marchandises (quantités, origines, marges bénéficiaires, moyens logistiques, capital investi, destination et modes de règlement) et l'identification des acteurs (origine, qualifications, type d'activité ou d'association, fréquence de déplacement et de fréquentation du souk et aspirations), nous avons passé quelques jours dans le village-marché de Hassi Amor où nous avons pu relever un processus de mutation de ce noyau à caractère agropastoral en pôle secondaire de services et de commerce informel. En effet, la grande faiblesse manifeste de l'intervention de l'Etat et l'absence d'une tradition migratoire y ont concouru à l'implication de ses habitants dans les activités informelles depuis les premiers jours de l'ouverture de la frontière. Le phénomène le plus perceptible est le déplacement des habitants qui occupaient le village vers les parcelles situées à sa périphérie et la transformation des logements en locaux commerciaux ou de services (restaurants et cafés d'escale). Lors de notre première visite en 1994 à Hassi Amor dans le cadre d'une évaluation des potentialités du village pour l'implantation d'un projet rural intégré, nous avons pu recueillir les données que nous exposons ci-après.



Etals sur la route à Hassi Amor (cliché pris en 2009).

(Source : l'auteur)

Le village qui comptait à cette date une population de l'ordre de 2 150 habitants et un parc de logements de près de 420 unités, disposait de 16 puits, dont quatre équipés de moto-pompes, appartenant à des personnes ayant eu au moins une expérience migratoire. Un seul de ces puits a été construit par l'Etat. Le village possède 6 000 pieds d'oliviers et 1 000 autres arbres fruitiers. Les ressources animales sont constituées de 4 000 têtes d'ovins, 2 500 de caprins et d'une centaine de camélins pâturant loin dans les parcours situés au sud du gouvernorat dans la zone du Dhahar. Un total de 43 camionnettes assurent les navettes le long de la GP1. L'importance du trafic de véhicules a encouragé l'ouverture d'un ensemble de restaurants relais destinés aux passagers.

Grâce aux retombées du commerce informel et aux services assurés pour les passagers, une certaine forme de mobilité sociale a permis l'amélioration du cadre et du niveau de vie des habitants qui ont investi dans la construction des logements et l'acquisition de biens d'équipement. Ainsi, en 1995, 47% des ménages avaient déclaré être en possession d'une télévision, d'un réfrigérateur et d'une vidéo. Toutefois, c'est l'acquisition de la voiture qui constitue l'indice d'une nette amélioration du niveau de vie. Le taux des ménages disposant d'un véhicule atteint près de 30 %, ce qui renseigne sur l'orientation de la majeure partie des investissements. Les ménages s'orientent en premier lieu vers l'acquisition d'un véhicule utilitaire afin de l'utiliser aussi bien dans l'exploitation agricole, le commerce informel et le transport de marchandises. Lors d'une autre enquête menée en ce même lieu en mars 2001, le taux de motorisation des ménages atteignait 66%.

L'investissement final reste l'équipement de l'exploitation agricole et l'amélioration des conditions de sa mise en valeur à travers la plantation arboricole, la réalisation d'un sondage profond et l'installation d'une motopompe ainsi que l'acquisition d'un véhicule utilitaire. Entre 1995 et 2001, neuf nouveaux sondages ont été creusés à Hassi Amor, dont six ont été équipés de puissants surpresseurs susceptibles de puiser l'eau à plus de 300 mètres de profondeur.

### 3.2.3. Chahbaniya : un relai de service.

Chahbaniya est un autre village J'farri. Sa population est estimée, en 2000, par le gouvernorat à près de 2 050 habitants, son parc de logements à 430 unités. Il est caractérisé par l'importance de sa population émigrée, notamment en Libye. Dans ce noyau, le secteur tertiaire semble prendre de l'importance en même temps qu'affluent les investissements favorisés par les transferts des expatriés. La plupart des personnes que nous avons interrogées lors de notre enquête en 2000 étaient impliquées aussi bien dans l'agriculture que dans l'activité pastorale (61%). Ce taux ne change que très peu si nous leur rajoutons celles qui combinent l'agriculture, l'élevage et le commerce informel (64%). Entre 2000 et 2007, nous avons relevé la réalisation de plusieurs

projets : une batterie d'élevage de volailles, deux unités agroalimentaires (une usine de transformation d'aliments pour bétail employant 30 personnes et une usine de conditionnement de fruits employant, de manière intermittente une soixantaine de personnes). De même, un parc pour le stationnement de cars a été édifié sur la route de Médenine par une société de transport touristique qui dessert la Libye, tandis que huit ateliers de réparation mécanique spécialisés en voitures américaines ont été ouverts en majorité par d'anciens expatriés revenus de Libye où ils exerçaient cette spécialité. Des cafés et des aires de repos ont été installés sur l'accès ouest du village.

### 3.3 Les villes de la J'farra libyenne : volontarisme étatique, apports de l'immigration subsaharienne et expansion du commerce informel.

L'étude des villes de la J'farra orientale ne peut ignorer le contexte global du réseau urbain en Libye qui connaît depuis une décennie une dynamique spécifique marquée par les flux migratoires qui remontent de l'Afrique subsaharienne et la croissance importante du commerce informel. Nous nous proposons, dans ce chapitre, d'inscrire notre analyse des deux villes principales de la J'farra libyenne, Zouara et Nalout, dans une trame plus large, celle des mutations de l'ensemble du réseau urbain de la Jamahiriya<sup>238</sup>.

Depuis le début de l'exploitation du pétrole intervenu dans le début des années 1960, La Libye est devenu un pays d'accueil pour la main-d'œuvre constitué en majorité de ressortissants du Monde arabe et d'Extrême Orient (Ettayr, 2001). Actuellement, la Libye tend à être de plus en plus attractive pour les migrants d'Afrique subsaharienne (Bechri, 2001). Le panafricanisme prôné par son régime explique, du moins partiellement, cette amorce de basculement migratoire qui concerne l'ensemble du territoire de la Libye et particulièrement sa partie occidentale qui s'étend

---

<sup>238</sup> Nous avons opté pour cette lecture qui privilégie une insertion dans le contexte global de la Libye car la J'farra orientale, contrairement à la partie tunisienne, ne constitue pas une marge spatiale et fonctionnelle. C'est en effet, une région qui se situe dans la périphérie indirecte de la capitale Tripoli ; elle fait actuellement l'objet de plusieurs projets de mise en valeur agricole et d'équipement industriel et son littoral est une zone de départ importante des traversées clandestine vers l'Europe. La migration clandestine met en rapport un ensemble de villes et de régions aussi bien en Libye qu'en Afrique subsaharienne. C'est pour permettre un meilleur éclairage de cette nouvelle filière que nous avons jugé opportun d'étendre notre champs de lecture au-delà de la limite que nous nous sommes fixée pour la J'farra. Les réseaux d'immigration clandestine qui traversent actuellement la Libye et participent à la transformation des villes libyennes, ne sauraient s'arrêter à la frontière tunisienne. Nos investigations, menées en septembre 2004, bien que conduites dans un contexte difficile, celui des réseaux de passeurs transsahariens, nous ont convaincu qu'il y a tout intérêt d'observer (peut-être à l'avenir et à l'occasion d'une future recherche) les effets des flux Sud – Nord qui traversent actuellement la Libye et qui semblent se hisser, progressivement au même niveau d'intensité que ceux qui se déploient selon l'axe (séculaire mais tout aussi dynamique) Est – Ouest.



du Fezzan au Sud jusqu'à la J'farra au Nord (Bennafla, 2004). Les villes et les villages situés sur l'axe Sud-Nord s'étendant de Ghat à Zouara sont affectés par l'intensification des mobilités transnationales reliant l'Afrique et le littoral maghrébin. Les déplacements de personnes (migrants, réfugiés, nomades) et les échanges de marchandises contribuent à relier les villes d'Agadez, N'djaména, Inezzan, Ghat, Ghédames, Nalout et Zouara en ignorant les frontières et les obstacles.

A ce propos, il est utile de s'interroger si le Sahara libyen – y compris son extension littorale dans la J'farra – n'est-il pas en train de devenir un nouvel espace où se construisent et s'installent des relations d'échange et de migration pérennes entretenues par des sociétés éclatées entre différents États ? Les villes de cette partie de la Libye sont-elles devenues lieux et parties de réseaux plus vastes qui capteraient les flux de migrants subsahariens dans leur quête de traversée vers l'Europe ? Les difficultés de circulation et la multiplication des obstacles que dressent les autorités libyennes face aux traversées clandestines obligent-ils les migrants à rester dans le Sahara ? Les villes libyennes, supposées (par les migrants) constituer des étapes de transit, deviennent-elles de plus en plus des lieux de migration « par défaut » (Pliez, 2006) ? L'émergence de l'habitat informel spontané péri-urbain, l'essaimage de commerces, l'apparition d'un cosmopolitisme dans ces supposés « confins sahariens » et la multiplication des ghettos, que les libyens désignent par *hay Tchad* constituent-elles des indicateurs de l'importance des effets de la migration subsaharienne sur les villes libyennes ?

Deux agglomérations sont plus particulièrement analysées ci-après du fait de leur importance dans la J'farra et leur rôle prépondérant dans les circuits du commerce informel et des effets sur elles de la dynamique migratoire transsaharienne. Il s'agit des villes de Zouara et Nalout.

La Libye a connu une phase d'urbanisation volontariste<sup>239</sup> amorcée par Kadhafi durant les années 1970 et 1980, laquelle a été rendue possible par l'abondante rente pétrolière et qui a permis la création d'un nouveau réseau urbain qui fixe les nomades grâce à une généreuse politique de logement et d'équipement<sup>240</sup>. Par la suite, et à partir de l'année 1993, l'embargo et la diminution

---

<sup>239</sup> Le Comité Populaire Général à la Planification a prévu en 1978 la création et la consolidation de 20 noyaux urbains grâce à la construction de logements collectifs en nombre égal à celui des ménages recensés en 1976. Ce projet a eu pour conséquence l'exode d'une partie importante des populations nomades vers les villes (Tarih Charaf, 1996).

<sup>240</sup> La réalisation du projet de création et de consolidation des villes mené par la Libye a été confiée à des firmes occidentales (Italienne, Finnoise et Coréenne) (Ettyr, 1992). Le projet (études d'aménagement, conception architecturale et réalisation des édifices) s'est appuyé sur une conception prônée par les théories modernistes de l'Ecole Internationale qui ont été concrétisées par les grandes opérations de logement. Celles-ci sont caractérisées par la perte d'identité du cadre bâti, l'absence de variété dans la typologie des logements (qui sont exclusivement collectifs et édifiés à la verticale) et l'inadéquation avec les pratiques et les usages sociaux. Le modèle de logement fondé sur les ensembles collectifs standards a montré ses limites et plusieurs quartiers (notamment à Tripoli et dans la J'farra) ont été désertées par les familles libyennes qui ont mis en location leurs appartements. Ce départ des propriétaires, amorcé à partir de la fin

de la rente pétrolière ont concouru à une perte relative du contrôle des autorités sur les politiques d'aménagement urbain. Ainsi, au tournant des années 1990, les opérations de construction de logements et d'aménagement de nouveaux lotissements, sont devenus l'œuvre d'acteurs locaux disposant d'un ensemble d'instruments financiers et institutionnels informels (Ouannes, 1994). Les villes de la J'farra ont connu à cette période un essor important. En effet, anciens nomades J'farris, immigrés et réfugiés des pays voisins y convergent et s'y fixent progressivement. La région est un point de passage d'hommes et de marchandises entre l'Afrique subsaharienne et la Méditerranée. La J'farra se couvre de bourgades de quelques milliers d'habitants, dont l'ensemble forme un réseau le long des axes de circulation (Bennafla, 2004).

Les mutations observées depuis le début des années 1990 s'inscrivent dans une dynamique socio-politique où l'État, principal redistributeur de la rente pétrolière, cède progressivement une partie de ses prérogatives à la fois par proclamation idéologique et par nécessité économique<sup>241</sup>. Ces mutations ont renforcé le rôle joué par les élites tribales locales qui dominent les congrès populaires locaux (Ouannes, 1994). Ces acteurs locaux sont devenus les agents d'une économie informelle en plein essor qui pallie la réduction des moyens et des actions de l'État. La fin du modèle étatique est perceptible dans l'évolution des formes urbaines, où les logements produits par la puissance publique cède la place à un secteur résidentiel privé et, pour les plus démunis, à un habitat spontané souvent dégradé (Bechri, 2001). Les paysages urbains, la ségrégation socio-ethnique, les styles architecturaux spécifiques et l'ostentatoire des constructions reflètent les nouvelles hiérarchies sociales (Touiher, 2007).

### 3.3.1. Zouara : dynamisme économique et ségrégation ethnique.

La ville est située à une trentaine de kilomètres de la frontière tuniso-libyenne. Elle compte environ 80 000 habitants et son parc de logements est composé de 19 120 unités si l'on en croit les estimations fournies par le Comité Populaire local<sup>242</sup>. C'est le fief de la fraction amazighe Zouarie qui constituait une partie de la confédération tribale des Nouaïels. L'exode des anciens

---

des années 1980 a engendré un processus de délabrement des édifices. Avec l'embargo et la réduction des investissements publics dans les services urbains, les réseaux d'assainissement et les systèmes de collecte des déchets solides ont connu une profonde crise et de multiples dysfonctionnements qui sont venus souligner la crise profonde de la planification systématisée conduite par le régime.

<sup>241</sup> Les politiques mises en œuvre par l'Etat libyen dans les domaines de l'habitat et des services sociaux à partir du tournant du début des années 1990 à la suite de l'embargo et de l'adoption des réformes institutionnelles et économiques promulguées par le Guide (notamment le « transfert » des pouvoirs de l'Etat aux congrès populaires de base, dissolution de l'Etat central, cession de certains secteurs économiques aux promoteurs privés) font l'objet d'une analyse détaillée dans la troisième partie.

<sup>242</sup> Ces données nous ont été fournies par le bureau des statistiques et de planification du comité populaire à l'équipement et l'habitat de la ville.

pasteurs j'farris vers la ville a été accompagné de la concentration d'une population issue des lignages Nouaïels qui semblent avoir choisi Zouara comme l'agglomération principale pour leur sédentarisation (Ettyr, 1992). La ville a connu lors de la décennie 1990 – 2000 un taux annuel de croissance démographique de 6,1 %, alors que la croissance du parc des logements a atteint pour la même période 10,7 %. Ce taux est probablement dû aux initiatives de promoteurs privés qui, faute d'alternatives pour leurs capitaux, se sont orientés vers la « pierre ». Ainsi, l'immobilier est devenu le second créneau d'investissement après le cheptel camelin (Boulifa, 2001 et Bettaïeb, 2002).

L'un des leviers principaux de l'extension urbaine est constitué par le commerce informel qui a favorisé un développement linéaire de la ville de part et d'autre de l'axe Ben Guerdane - Tripoli. A l'origine, Zouara disposait d'un noyau ancien<sup>243</sup> auquel est venu se greffer, dans les années 1920 et 1930, une ville coloniale qui a occupé les terrains interstitiels entre la Médina et le littoral.



Scène du marché du *rabaâ* de Zouara en 1919.

(Source : A. Laronde).

Le noyau originel est organisé autour du *souk* et d'une série d'édifices religieux et de *zaouïa* ainsi que d'une grande place le *rabâa*. A partir de ce noyau, et plus précisément de la rue de *Sguifet Chaouch*, part une large voie qui traverse la partie Nord de la ville et se prolonge jusqu'au

---

<sup>243</sup> La ville figurait sur les cartes du moyen-âge sous l'appellation de Punta Zoraya (Bertarelli, 1929). Le voyageur arabe Al Tijani décrit dans son « Livre des périples » qu'au XIII<sup>ème</sup> siècle, une tribu amazighe d'obédience kharéjite vivant dans une zone appelée Ras Zouara et fabricant les cordages et les chaînes.

littoral. Sur les deux côtés de cette avenue, les immeubles italianisants ont été construits par les colons ; ils abritent aujourd'hui les équipements socio-collectifs de la ville.

Plusieurs édifices construits pendant de la période coloniale et acquis par des Libyens après l'indépendance du pays ont été démolis par leurs propriétaires pour être transformés en immeubles collectifs destinés à la location en faveur des coopérants étrangers. Les nouvelles extensions de Zouara, et notamment celles apparues dans ses franges Sud et Ouest, sont composées d'entrepôts et de résidences de type pavillonnaire qui occupent les parcelles situées dans les « vergers familiaux » proches de la ville<sup>244</sup>.

Ce qui nous a frappé à Zouara, c'est l'inscription dans la concrétitude de l'espace du décalage entre le discours officiel et la pratique sociale. En effet, dans cette ville, la morphologie urbaine présente tous les traits de la ségrégation ethnique et sociale. Nous avons ainsi constaté, en parcourant les différents quartiers de la ville, que celle-ci était organisée selon un schéma où les groupes issus d'une même origine tribale ou ethnique occupent des quartiers spécifiques qui porte (dans le langage courant et non dans les appellations officielles) le nom de ces groupes. Au sein de ces quartiers, les lotissements présentent des disparités. Ainsi, certaines parcelles sont sensiblement plus importantes et mieux aménagées ; les caractéristiques des logements qui y sont édifiés renseignent sur le statut de leurs occupants. De manière schématique, nous pouvons dégager l'organisation suivante : D'un côté les Zouaris et les Nouaïels, qui habitent les quartiers pavillonnaires aux larges voies, équipés en réseaux et en services socio-collectifs. L'appartenance des habitants d'un même quartier à un même clan nous a semblé être à la base de l'organisation du voisinage. Les familles issues d'un même clan occupent un ou plusieurs îlots<sup>245</sup>. D'un autre côté les *malaji* qui sont les cités de recasement construites dans la périphérie proche du noyau urbain médinal où se regroupent, dans des immeubles souvent insalubres et mal entretenus, les populations allogènes. Ces périphéries ne sont cependant pas homogènes et l'on peut y distinguer plusieurs niveaux de hiérarchie. Les Libyens non originaires de la la J'farra se trouvent au sommet

---

<sup>244</sup> Théoriquement destinées à promouvoir une production agricole de type intensif, les vergers familiaux connaissent des transformations de leur usage. Nous avons constaté, grâce à notre exercice professionnel en qualité d'architecte à Zouara, que ces « franges vertes » faisaient l'objet de spéculation foncière. Les Zouaris qui ont acquis ces parcelles situées dans la proche banlieue de Zouara, ont ainsi procédé au lotissement des « vergers familiaux » et ont cédé à d'autres particuliers des lots, souvent à des prix élevés. Progressivement, les vergers se transforment en quartiers résidentiels de type pavillonnaire. Il s'agit, selon les personnes que nous avons interrogées, d'un marché de type informel qui s'inscrit clairement dans l'illégalité. Pour autant, cette illégalité est très bien tolérée par les autorités, d'autant que les acteurs de ce secteur de la promotion immobilière font partie de l'élite locale qui a pu avoir accès à la propriété de ces parcelles depuis les premières années de la Révolution.

<sup>245</sup> Nous avons relevé que plusieurs lots situés dans des espaces interstitiels du quartier ne sont pas construits alors que les premiers logements ont été édifiés depuis plus de deux décennies. Nous avons appris que ces lots sont réservés par les chefs des familles pour leurs enfants.



de la pyramide. Les Tunisiens (ouvriers du bâtiment, instituteurs et artisans) et les Syriens occupent la strate intermédiaire. Les Palestiniens et les Egyptiens sont les résidents les plus défavorisés ; ils occupent les logements et les quartiers les plus insalubres. Au plus bas de la hiérarchie des quartiers, se trouvent ceux que les Libyens désignent sous le nom de *hay Tchad* ; c'est là que sont logés les populations noires, originaires aussi bien d'Afrique subsaharienne que de Libye, du Fezzan ou du pays Tébou<sup>246</sup>.

Les flux migratoires en provenance des pays africains subsahariens se sont intensifiés depuis 1998<sup>247</sup>. Ils ont eu pour effet l'arrivée de milliers de candidats au voyage transméditerranéen à Zouara, où l'attente pour la traversée est longue à cause du coût élevé exigé par les passeurs et des aléas du trafic. Selon le service de l'aménagement et de l'habitat de Zouara, le nombre d'immigrés africains subsahariens se serait élevé en 2005, en moyenne (sans tenir compte de la rotation des arrivants et des partants) à 15 000 personnes.

Les Africains subsahariens de Zouara résident dans un quartier situé à la périphérie du noyau originel aménagé au début des années 1970 pour abriter les premiers foyers des Nouaïels qui désiraient s'installer en ville. Ce quartier, constitué d'immeubles collectifs aujourd'hui en état de décrépitude avancée, sont loués à des prix relativement excessifs par leurs propriétaires qui, quant à eux, résident depuis le début des années 1990 dans des pavillons en banlieue. Toutefois, il arrive que les locataires -ou ceux qui les ont fait venir à Zouara- refusent de payer leur dû, ce qui génère des conflits violents. Lors des troubles à caractère raciste qui ont eu lieu en 2000<sup>248</sup>, les propriétaires zouaris ont profité de la vindicte populaire et d'une « incompréhensible » neutralité des forces de l'ordre pour déloger les résidents immigrés de la plupart des immeubles de *hay Tchad* et en murer les entrées. Les propriétaires des immeubles du quartier ont pris conscience de la nouvelle valeur de leurs biens et ont alors entamé une série d'actions visant à expulser les immigrés. Lors de nos enquêtes menées en 2003, les personnes interviewées nous ont expliqué que les quartiers précédemment occupés par les migrants subsahariens commençaient à prendre de la valeur depuis le développement du commerce informel à la suite de la levée de l'embargo et de

---

<sup>246</sup> La guerre du Tchad a envenimé les rapports entre les Libyens arabophones et la minorité Tébou qui vit aussi bien en Libye qu'au Tchad. Les Libyens du nord (et en premier lieu les autorités) reproche aux Tébou leur sympathie et même leur connivence réelles ou supposées avec l'ennemi tchadien dont elle partage la même origine ethnique. Ces soupçons se sont traduits par plusieurs formes de mise à l'écart de la minorité Tébou, on peut citer à titre d'exemple : les purges dans les rangs de l'armée qui ont réduit considérablement leur nombre, l'exclusion des hautes fonctions publiques et la réduction des prestations sociales (Bennafla, 2004).

<sup>247</sup> Date à laquelle les autorités libyennes ont encouragé l'entrée sur son territoire des ressortissants subsahariens.

<sup>248</sup> Les émeutes de l'automne 2000 qui ont eu lieu dans plusieurs villes libyennes dont Zouara, constituent un fait marquant, puisque près de 130 migrants originaires d'Afrique subsaharienne ont trouvé la mort (Pliez, 2004).



la libéralisation partielle du commerce de détail. Ces quartiers étaient, dans les années 1980 – 1990 situés en périphérie lointaine du centre-ville, mais grâce à l’ouverture des voies de contournement du noyau historique et, surtout, à l’installation du nouveau marché informel sur le terrain du *rabaâ*<sup>249</sup>, les parcelles sur lesquelles sont édifiés les immeubles se sont retrouvées au cœur même du nouveau pôle commercial informel de la ville. Les propriétaires ont même relevé que les réseaux de migrants avaient saisi l’opportunité que représentait leur « logement provisoire » pour investir le commerce informel sur le site du quartier.

Depuis 2004, année du début des réformes institutionnelles en Libye<sup>250</sup>, une question importante quant à ses conséquences sur l’organisation des espaces urbains s’est posée à savoir celle de l’avenir des terrains occupés par les installations militaires désaffectées. A Zouara, le *rabaâ* qui a été réinvesti par les habitants et transformé progressivement en marché informel, a été pendant des années occupé par une unité d’entraînement des civils dans le cadre de la « mobilisation générale du peuple en armes ». Toutefois, force est de constater qu’il ne s’agit là que d’un premier épisode de la revendication foncière exprimée par certains Zouaris désireux de réinvestir ces espaces centraux. En effet, selon nos relevés, il y aurait près d’une dizaine de terrains vagues occupés par des installations militaires désaffectées dont plus de la moitié est située dans des quartiers qui connaissent des dynamiques de valorisation aussi bien résidentielles que commerciales. Nos observations dans l’affaire du *rabaâ* nous ont amené à nous interroger sur les enjeux de l’appropriation future de ces terrains. En effet, une concurrence est perceptible entre les Zouaris et les hauts responsables militaires pour l’acquisition des terrains qui seraient probablement libérés à la suite des repliements des « camps de mobilisation ».

### 3.3.2. Nalout : militaires et contrebandiers.

Située aux confins Sud du territoire des Nouaïels, sur les cimes des contreforts du J’bel Neffoussa, la ville de Nalout est implantée à la lisière du territoire de la confédération des tribus arabes de la plaine (Nouaïels, Siâanes et Weriemmis) et des villages neffoussis amazighs et kharéjites. En 2004, selon les estimations de la *chaâbiya* (comité populaire) locale, la ville serait

---

<sup>249</sup> Nous avons traité la question de l’aménagement du nouveau marché informel de Zouara dans la troisième partie de la thèse dont un paragraphe est consacré à ce qui a été connu dans cette ville comme « l’affaire du *rabaâ* ».

<sup>250</sup> Parmi les implications du « transfert des pouvoirs aux Congrès Pouvulaires », la mise à disposition des réserves foncières de l’Etat au profit des autorités locales. Parmi ces réserves foncières, il y a lieu de citer les « camps de mobilisation générale » ouverts dans les années 1970 et 1980 dans les centres-villes afin de permettre l’entraînement de la population au maniement des armes. Or, à Zouara, le camp occupe une parcelle centrale très importante où les habitants tenaient jadis leur marché hebdomadaire ainsi que les processions rituelles du saint local.

peuplée de 85 000 habitants. La ville constitue un carrefour local important du fait de son implantation sur un nœud routier qui relie du Nord au Sud la Capitale Tripoli au Fezzan et d'Est en Ouest le Souf-Jerid-J'bel Dommor au *hejr* de Syrte.

Depuis les années 1970, au temps même de la fermeture de la frontière avec la Tunisie et du déploiement militaire le long de la ligne de démarcation, la ville jouait le rôle de base principale pour la contrebande (Taïeb Kerchid, 2004). Cette fonction a été renforcée après l'ouverture de la frontière qui n'a pas mis fin à la contrebande, mais l'a transformée. En effet, la majeure partie de la contrebande qui transite de Nalout est désormais composée de matériel mécanique et agricole, qui une fois chargé sur des camionnettes puissantes qui empruntent les pistes tortueuses de la montagne proche de Nalout, rejoint le territoire tunisien pour y être vendu.

Parallèlement à son rôle de base dans la contrebande transfrontalière, Nalout est une ville de garnison où les militaires occupent de larges parties de l'espace urbain<sup>251</sup>. En majorité Nouaïels, les officiers installés dans la région sont les détenteurs du véritable pouvoir à tous les niveaux et secteurs. L'économie informelle n'a pas échappé à leur emprise, même si leurs méthodes diffèrent de celles en vigueur dans le nord du territoire j'farri. En effet, ici, les grossistes nous ont semblé rares ou discrets et les réseaux informels ne paraissent pas adopter les pratiques subtiles en vigueur à Zouara ou à Boukammach. Il nous a été donné de remarquer que les acteurs les plus impliqués dans le commerce transfrontalier sont des militaires qui participent directement aux opérations de convoi des marchandises jusqu'à la frontière et qui négocient eux-mêmes avec les partenaires j'farris tunisiens les formes des transactions à opérer. Nos *sahab* zorganes, nous ont à plusieurs reprises conseillé d'éviter de nous faire remarquer en ville afin de ne pas compromettre nos recherches. Toutefois, en 2005, il nous a été donné la possibilité, grâce à nos *sahab*, d'assister à la conclusion d'une affaire où des militaires de la *kechla* (Garnison) devaient fournir à un entrepreneur tunisien du matériel de génie-civil et de terrassement. Il est vrai que nous avons remarqué auparavant que les militaires ne s'intéressaient pas aux produits alimentaires ou à l'électronique, leurs préférences allant aux équipements mécaniques et aux tracteurs<sup>252</sup> qu'ils parvenaient à acquérir à des prix dérisoires sur les chantiers d'Etat ou en récupérant du matériel

---

<sup>251</sup> L'un des obstacles majeurs que nous avons rencontrés lors de nos enquêtes à Nalout (été 2003 et automne 2005) tient à l'absence de documents ou d'écrits relatifs à la situation économique, sociale et urbanistique de la ville. Nous avons été dans l'obligation de pallier cette absence en recourant à des estimations auprès des habitants, malgré les difficultés d'une telle entreprise dans un milieu où les militaires sont très présents.

<sup>252</sup> L'intérêt des militaires libyens pour le commerce de tracteurs a été souligné par H. Boubakri et K. Laroussi depuis les premières années ayant succédé à la réouverture de la frontière tuniso-libyenne lors du colloque sur les espaces frontaliers et les dynamiques socioculturelles au Maghreb tenu à Sidi Bou Saïd en 1995.

militaire réformé. Les deux officiers rencontrés avec nos *sahab* semblaient connaître parfaitement les spécifications du matériel exigé par le commanditaire et ne s'étaient pas opposés aux clauses restrictives du « contrat », et notamment à celle spécifiant un temps très court pour mener à bien la transaction. Selon nos *sahab*, les entrepôts de la ville regorgeaient de ce genre de matériel et la plupart des officiers avaient acquis des terrains et construit des magasins pour l'entreposage de ce genre d'articles.

Nalout compte trois composantes importantes ; la première est celle du camp militaire où les officiers supérieurs ont leur propre cité résidentielle constituée de quelques villas de haut standing implantées derrière les miradors du camp. A la sortie sud de la *kechla*, les officiers ont acquis des parcelles assez vastes dans les « vergers familiaux » où ils ont édifié de petits immeubles de trois niveaux dont le rez-de-chaussée est affecté au stockage de produits destinés à la contrebande. Ce nouveau quartier attenant au camp militaire a été baptisé R'hibet Ez Zar, du nom d'un oued qui s'écoule de Nalout vers la région de Dh'hibet de l'autre côté de la frontière<sup>253</sup>.

La seconde composante est le centre administratif où sont logés les fonctionnaires et où se concentre la majorité des équipements socio-collectifs et culturels de la ville, ainsi que les trois principales *mounchaâts* (magasins d'Etat).

Et, enfin, la troisième composante est formée par les quartiers relativement denses et faiblement équipés où habitent les néfoussis et les strates les plus modestes de la population naloutie. Un quartier récemment aménagé à la sortie ouest de la ville en direction de Jadou et Yefren et qui se développe à des cadences soutenues abrite une communauté d'immigrés arabes et africains subsahariens. L'apparition de ce dernier quartier aurait répondu, selon les personnes que nous avons interrogées, à la nécessité de loger la main-d'œuvre employée dans les projets agricoles inaugurés à l'ouest et au sud de Nalout à la faveur de l'arrivée en 2003 des eaux de la Grande Rivière Artificielle.

Des efforts sont déployés par les autorités, depuis 2003, pour diversifier les fonctions de Nalout grâce à l'aménagement d'un vaste périmètre public irrigué (le projet dans sa première phase prévoit la mise en valeur de 1 750 ha) et la création d'un noyau industriel. Ces efforts sont aussi destinés à renforcer l'importance de son rôle défensif face à la frontière tunisienne. La place de Nalout constitue en réalité un poste sécuritaire de premier ordre dans le dispositif militaire de la

---

<sup>253</sup> Nous avons demandé à nos *sahab* zorganes la raison principale qui explique la prééminence des militaires nouaïels sur le commerce informel dans la région de Nalout, alors que, ailleurs, ce secteur est investi, du moins en apparence, par des civils. Ils nous ont fait remarquer que la zone frontalière entre Nalout et Dh'hibet est la plus dangereuse puisqu'elle a été minée à plusieurs reprises et en plusieurs endroits. Seuls les militaires disposeraient des cartes localisant les champs de mines (qui ne seraient pas signalés sur le terrain du côté libyen) et, par conséquent, ils maîtriseraient de manière exclusive les passages transfrontaliers dans cette zone.

Libye, d'où la grande sollicitude dont font objet, de la part des autorités, les officiers de la garnison, notamment pour leurs pratiques commerciales informelles et même illégales. De même, nous pensons que le caractère tribalement homogène du pôle de R'hibet Ez Zar a contribué à limiter les velléités d'ingérence externes dans les activités informelles des officiers.

Le quartier de R'hibet Ez Zar qui est habité par des familles issues des mêmes lignages, travaillant dans le même secteur d'activité et transformé progressivement en pôle de commerce informel, constitue, à notre avis un exemple représentatif de l'organisation actuelle de la plupart des quartiers où se développent les activités informelles. Cette organisation se caractérise par deux principaux traits ; une même appartenance tribale, qui constitue une assurance sécuritaire et la proximité par rapport à des voies importantes. Ce constat rejoint la position développée par M.M. Khawjali qui écrit à propos des villes de la J'farra : « les membres des lignages locaux sont plus étroitement en contact que par le passé. Ils travaillent ensemble dans les administrations, les banques et les compagnies pétrolières. Ainsi, le cloisonnement résidentiel à l'intérieur du périmètre urbain est fortement marqué par l'appartenance tribale des individus. Les relations de voisinage semblent être confinées essentiellement aux relations intratribales. Les villes libyennes en général et celles de la J'farra en particulier, sont devenues des espaces ségrégatifs, exclusivement occupées par les tribus locales où toute présence jugée « étrangère » est refoulée dans des ghettos. Des villes où les liens sont établis autour de l'association dans les activités informelles ou les instances locales de gestion » (Khawjali, 1991).

Il semble difficile d'établir une classification hiérarchique entre les deux villes principales de la J'farra libyenne, puisqu'elles sont toutes les deux sièges de districts et concentrent les mêmes fonctions de contrôle local. De même, les deux villes abritent des nombres très proches de population. Il y'a lieu de souligner que ces villes qui connaissent un développement très soutenu du secteur informel, gardent les traits caractéristiques des centres administratifs où les structures étatiques jouent encore un rôle prédominant. Les deux villes principales sont relayées par une série de noyaux villageois qui se développent à des cadences très élevées, à l'instar de Bou Kammach, El Watiya, El Âjilat et Briga qui constituent des pôles locaux d'approvisionnement du marché informel ou des *souk* spécialisés pour les grossistes étrangers (Al Houny, 2006)<sup>254</sup>.

---

<sup>254</sup> J. Al Houny classe les grossistes touazines comme étrangers au même titre que les Algériens, Tchadiens ou les Nigériens qui parcourent des centaines de kilomètres pour s'approvisionner à Bou Kammach, alors qu'un commerçant de Ben Guerdane empruntant le poste de Ras J'dir, arrive au *souk* de Briga en 40 minutes.



Les villes et les villages de la J'farra ont connu des taux de croissance urbaine soutenus et une certaine diversification de leurs rôles grâce au développement des activités commerciales informelles qui a suivi l'ouverture de la frontière. Toutefois, des particularités sont à signaler entre les deux parties de la J'farra. Ainsi, la partie tunisienne s'est illustrée par la prédominance des souks et des cativités informelles qui s'y rattachent. Dans cette région, les anciens villages qui constituaient des hameaux à dominante agricole se sont progressivement spécialisés et ont commencé à jouer un rôle important dans la distribution des produits de la contrebande. Les villes, désormais organisées autour de leur marché Souk Libya, connaissent des dynamiques d'essaimage de l'espace des échanges informels et extension incessantes des marchés aux dépens des autres activités et quartiers. La J'farra libyenne a certes tiré profit de l'expansion du commerce informel, mais l'effet de l'immigration subsaharienne qui a drainé des flux considérables de personnes dans les villes côtières, les réformes économiques marquées par une privatisation sélective et opaque ainsi que le rôle des officiers de l'Armée dans la prédation des ressources locales ont concourru à l'extension des villes j'farrie et dyanmisé la course à l'immobilier et à la spéculation sur le foncier.

#### 4. Migrations et flux de marchandises à la frontière : différentiels économiques et dynamiques des réseaux informels.

Le présent paragraphe expose les résultats d'une série d'enquêtes que nous avons mené dans la J'farra afin de mieux identifier les dynamiques d'échange informel et d'en connaître les acteurs principaux.

##### 4.1. Objet des enquêtes : flux, financement et réseaux.

Les données et les résultats exposés dans le présent paragraphe ont été collectés à la suite d'une série de trois enquêtes menées dans différents sites de la J'fara auprès des opérateurs du commerce informel, du change monétaire parallèle, de la contrebande transfrontalière clandestine et, enfin, des autorités douanières. Ces enquêtes ont été effectuées en deux phases. La première a porté sur des groupes de commerçants dans les localités suivantes : Médenine, Ben Guerdane, Koutine, Naffatia, Ras J'dir, Zouara et Nalout. Elle a été réalisée à l'occasion de quatre séjours effectués entre juin 1999 et mars 2001. L'objet principal était l'identification des flux des marchandises (quantités, origine des approvisionnements, marges bénéficiaires, moyens logistiques, capital investi, destination et modes de règlement) et une meilleure connaissance des acteurs (origine, qualifications, type d'activité ou d'association, fréquence de déplacement et de fréquentation du *souk*, aspirations).

La seconde phase correspondant à l'année 2002, a comporté une enquête sur les deux marchés de Ben Guerdane et de Médenine afin de mieux identifier les mécanismes de financement du commerce informel et de tracer les contours de la structure des réseaux qui étayent les filières de la contrebande et de la distribution des produits sur les *souk*. Cette enquête a porté sur les volumes de marchandises parvenues dans les échoppes, les délais d'écoulement, les modes de cession et les catégories de clientèle<sup>255</sup>. Nous avons aussi essayé de recueillir des données sur les modes d'association ou de distribution des dividendes entre les multiples intervenants dans les transactions. Nous avons enfin complété ces enquêtes en 2005 dans la région de Bou Kammach auprès des grossistes nouaïels qui avaient récemment implanté leurs entrepôts dans ce village, le transformant en véritable centre du commerce informel et en 2009 à Briga où un marché de voitures d'occasion et de produits de luxe a été ouvert par des commerçants nouaïels. Dans l'ensemble, nos enquêtes ont touché 121 personnes qui ont été interviewées. Nos questions ont porté sur les thèmes suivants :

- La situation de la personne interrogée (âge, situation familiale, niveau scolaire, nombre d'enfants à charge, type de logement, équipement du logement, appartenance régionale, tribale ou clanique, etc.) ;
- L'activité économique : la personne interrogée est invitée à décrire son milieu, rural ou urbain. En milieu rural, il a été demandé à la personne interrogée de fournir, dans les limites du possible, des indications relatives à la propriété foncière, au cheptel, au nombre de personnes travaillant la terre au sein de la famille ou du groupe ;
- L'expérience commerciale de la personne interrogée, le nombre de voyages effectués, le type d'activités exercées, le type de marchandises acquises et leurs destinataires, le type de commerce ainsi que le nombre de personnes associées et leur qualité (lien de parenté, origine géographique, rapports d'appartenance tribale, association en *douleb*, etc.).

4.2. Les profils des acteurs : une dominante j'farrie et une hiérarchie accentuée.

---

<sup>255</sup> Nous avons été amené, lors de cette seconde phase, à nous intéresser aux registres des prises douanières en Tunisie. L'analyse des contenus des procès-verbaux de confiscation des marchandises, leurs dates et l'importance des prises ainsi que les listes des personnes arrêtées par les agents de la garde nationale sur les frontières nous ont fourni des indications pour une première quantification des flux de la contrebande, ainsi que de ceux de la traversée illégale de la frontière. Nous avons complété le dépouillement partiel des contenus des registres policiers et douaniers par des entretiens avec des personnes (qui nous avaient été indiquées par nos sahab et par certains agents de la garde nationale) dont le rôle consiste à rechercher des formes de compromis entre les services sécuritaires et les contrevenants locaux pour l'établissement d'arrangements à l'amiable.

A travers l'analyse des interviews, nous avons remarqué que la majorité des personnes qui effectuent le plus de déplacements (par le poste frontalier de Ras J'dir ou de manière clandestine) ont entre 25 et 45 ans (68%). Toutefois, une certaine tendance au rajeunissement est perceptible, puisque, lors de nos premières enquêtes, les moins de 25 ans ne constituaient que 16% de l'échantillon<sup>256</sup>, alors qu'ils étaient 26% lors de la deuxième série d'enquêtes. Les plus jeunes constituent la majorité des convoyeurs ou des porteurs ; ils ne sont que rarement des patrons. Ces rares chefs d'entreprises informelles de 25 (à peine 9% de l'ensemble) sont originaires, dans une proportion de l'ordre de 88%, de la J'farra. Nos enquêtes nous ont permis d'établir un lien entre les groupes d'âge et les catégories socio-professionnelles des interviewés.

En effet, les personnes peu qualifiées semblent tirer profit, plus que les autres, du développement du commerce informel et du change illégal de devises. Les exclus de l'enseignement secondaire constituent la majorité des opérateurs du secteur (62%), tant d'ailleurs parmi les patrons (61%) que parmi les employés (65%). Toutefois, c'est en ce qui concerne les secteurs investis que la variable du niveau d'instruction prend de l'importance. Par exemple, 45% des commerçants du secteur informel des produits alimentaires n'ont pas achevé leur scolarité primaire, tandis que seuls 10% des opérateurs commercialisant des produits « nobles » ou à haute valeur ajoutée sont au même niveau scolaire.

Un autre fait nous semble remarquable : Les patrons instruits, originaires de la J'farra et opérant dans les secteurs du commerce de l'électronique, de la téléphonie mobile, de l'équipement mécanique et du change informel sont largement issus des lignages de Ben Guerdane<sup>257</sup>. Ainsi, les diplômés de l'Université (10% de l'ensemble de notre échantillon) qui sont en même temps patrons ou associés dans une entreprise informelle, proviennent de cette ville, une seule personne était originaire de Tunis et est installée à Zarzis<sup>258</sup>.

---

<sup>256</sup> Bien que notre échantillon ait été constitué de manière aléatoire, nous avons essayé, dans la mesure du possible de diversifier les profils interviewés.

<sup>257</sup> Cet aspect nous a fourni des indications importantes dans notre recherche relative à la question de l'identité et des logiques d'acteurs qui est développée dans la troisième partie de la thèse.

<sup>258</sup> Les aspects relatifs aux rôles et aux statuts particuliers de la catégorie des patrons nous ont amené, par la suite, à approfondir et affiner notre analyse grâce aux récits de vie qui nous ont permis de mieux identifier les rapports entre l'élite locale et l'ensemble des acteurs du secteur informel. De même, il y a lieu de préciser que la plupart de ces personnes faisaient partie des familles les plus influentes de Ben Guerdane. Des familles dont les patriarches constituaient le cercle restreint des *sarrafa* de la ville. Nous devons préciser ici, que lors des premières séries d'enquêtes, nous n'avons pas interviewé cette catégorie influente des *sarrafa*, une lacune que nous avons tenté de combler lors de notre seconde série d'enquêtes.

Les enquêtes effectuées à Ras J'dir nous ont permis de constater qu'une majorité de commerçants transitant par ce point était originaire de régions autres que la J'farra<sup>259</sup>. Du côté tunisien, les commerçants informels issus de la J'farra ne représentent que 22% du total, alors que du côté libyen, ce taux s'établit à 18%. Ces deux taux changent sensiblement dès que l'on se déplace sur « l'autre frontière » externe de la J'farra<sup>260</sup>. En effet, à Mareth et à la *bawaba* (poste de contrôle de la Milice des comités de vigilance) de Bir Al Ghanam, les J'farris (Tunisiens et Libyens confondus) constituent 41% des commerçants qui transitent par ces deux postes.

En interrogeant les contrebandiers sur cette différence remarquable de la proportion de J'farris au niveau des points de contrôle international et intranational, il nous a été signifié que notre enquête portait sur le *khatt el fougany* (la ligne d'en haut) et ignorait le *khatt et tahtany* (la ligne d'en bas)<sup>261</sup>. Selon nos *sahab zorganes* et un autre groupe de transporteurs *weriyemmis* rencontrés au début de l'été 2007 aux environs de Wadi Boukabbah, les J'farris ne sont pas dans l'obligation de passer nécessairement par Ras J'dir, puisqu'ils peuvent aisément emprunter les pistes de la contrebande qui seraient, selon nos interlocuteurs, inaccessibles aux groupes issus des autres régions des deux pays.

Les personnes qui résident dans des zones rurales constituaient plus de 71% de l'échantillon. Les trois quarts disposaient d'exploitations agricoles (74%). Les propriétaires de cheptel sont très fortement représentés dans le secteur informel, puisque 72% des personnes enquêtées nous ont déclaré posséder un troupeau. Toutefois, il nous est difficile de préciser si l'exploitation agricole et/ou le troupeau constituaient un bien personnel ou une propriété familiale, les personnes interrogées, et en particulier les jeunes, nous paraissant inscrire leur état dans un cadre tantôt familial (logement, foncier, financement) et tantôt individuel (véhicule, aspirations, projet). En analysant les réponses de certains enquêtés, il apparaît que l'une des finalités les plus importantes de leur participation au commerce informel -surtout pour ceux qui n'étaient pas originaires de la J'farra- était l'amélioration des capacités de production de leurs exploitations aussi bien agricoles qu'animales.

---

<sup>259</sup> Un couloir a été aménagé à Ras J'dir pour les commerçants et les véhicules chargés de marchandises. Cet aménagement sélectif nous a permis d'effectuer nos enquêtes en ciblant mieux les personnes.

<sup>260</sup> Les autorités douanières tunisiennes et les comités de vigilance libyens ont installé, depuis 1990, des postes de contrôle des véhicules sur deux lignes qui se confondent avec les limites de la J'farra. Les points de contrôle les plus importants sont ceux de Mareth à l'Ouest et Bir Al Ghanam à l'Est. Ces deux postes participent à une forme de bouclage de la J'farra.

<sup>261</sup> Les deux « lignes » désignent deux réseaux de passage de la frontière, la première est légale et passe par le poste de Ras J'dir alors que la seconde est illégale et emprunte les pistes qui traversent les marécages ou les gorges. Ces deux « lignes » sont traitées en détails dans le dernier chapitre de cette seconde partie.



Les résultats de notre enquête relatifs au rapport entre la nature des marchandises commercialisées et les origines régionales des acteurs nous ont semblé présenter un intérêt particulier. En effet, nous avons relevé une spécialisation sinon même une forme de monopole dans la commercialisation de certains produits par des groupes issus de régions particulières. Notons d'abord la place remarquable des commerçants des produits alimentaires : 69% du total. Ceux d'entre eux enquêtés à Mareth, qui déclarent être actifs en ce domaine et ne pas être originaires de la J'farra représentent 76% de ce groupe ; mais ceux enquêtés à Ras J'dir ne sont que 52% à ne pas être J'farris<sup>262</sup>. Nous pouvons donc déduire qu'une partie non négligeable de ces commerçants en produits alimentaires s'approvisionne dans les marchés de Ben Guerdane, de Médenine ou dans les villages-souks de la J'farra. Les Libyens qui ont déclaré être actifs dans le secteur alimentaire et que nous avons interrogé à Ras J'dir (en direction de la Libye) ne représentent que 9% de l'ensemble. Il apparaît donc que ce secteur d'activité -du moins pour ce qui est de la distribution de détail- reste largement monopolisé par les opérateurs « étrangers » à la J'farra. Précisons à ce sujet que, selon des informations recueillies aussi bien auprès des grossistes, des transporteurs que sur les marchés de Kairouan, Hammam-Lif ou l'Ariana, les marges bénéficiaires -entre l'acquisition d'un produit auprès d'un grossiste et sa revente sur un marché hebdomadaire- sont ici de l'ordre de 12% seulement. Rien à voir donc avec les marges appliquées dans le secteur des équipements de téléphonie mobile et des récepteurs satellitaires, deux « spécialités » j'farries, et qui s'élèvent à 60%.

Il apparaît par conséquent, que les commerçants j'farris sont dominants dans les secteurs à fortes marges bénéficiaires ou dans la distribution en gros, alors que les non j'farris occupent les secteurs à faibles marges et en premier lieu le commerce des produits alimentaires courants.

La fréquence des déplacements vers la Libye est inversement proportionnelle aux marges bénéficiaires obtenues sur les différents produits. Ainsi, les opérateurs qui déclarent participer au commerce informel des produits alimentaires effectuent, pour 42% d'entre eux, un déplacement tous les 3 jours<sup>263</sup>, pour 32% un toutes les semaines<sup>264</sup>, pour 15% un tous les mois. Seuls 5% franchissent la frontière seulement une à deux fois par an<sup>265</sup>.

---

<sup>262</sup> Les produits alimentaires de cette branche du commerce informels sont principalement : le thé, le sucre, le riz, les huiles, le thon, le café et le chocolat. Mais nous avons remarqué que d'autres produits (qui ne transitent ni par le poste de Ras J'dir ni par Mareth) sont présents sur les étals des marchés du Centre et du Nord de la Tunisie et notamment les fruits secs d'Iran, les capsules de café italien, les épices orientales, les ingrédients pour la pâtisserie et les aliments diététiques. Ces produits sont, dans la plupart des cas, proposés par quelques commerçants j'farris peu nombreux installés à Tunis, Kairouan et Sfax.

<sup>263</sup> Une forte proportion des commerçants de cette catégorie qui se déplace très fréquemment en Libye est active dans le secteur alimentaire qui nécessite des transports de quantités importantes de marchandises.

Toutefois, la catégorie des *sabbaba* (verseurs) constitue la catégorie qui détient la fréquence la plus importante en déplacements entre Ben Guerdane et la raffinerie de Bou Kammach. Ces *sabbaba* effectuent le voyage pour remplir les réservoirs de leurs camionnettes exclusivement dans les stations-services libyennes <sup>266</sup>; ils effectuent des rotations au rythme de quatre fois par jour. Leur proportion parmi les enquêtés est de 4%. Cette catégorie tire profit de la très grande différence entre les prix des carburants en Tunisie et en Libye -dans ce pays, le prix du litre de carburant est trois fois moins cher qu'en Tunisie. Afin d'optimiser l'opération d'import du carburant, les *sabbaba* modifient les réservoirs de leurs véhicules qui peuvent ainsi contenir jusqu'à trois cent litres. Le carburant ainsi importé de Libye est vendu en vrac sur les bords des routes de la J'farra à un prix égal à la moitié de celui indexé par les stations-services tunisiennes<sup>267</sup>.



Vente de carburant de contrebande dans les environs de Chahbaniya (cliché pris en 2008).

(Source : l'auteur)

<sup>264</sup> Une majorité de ceux qui effectuent un voyage par semaine ont déclaré se rendre principalement aux marchés hebdomadaires spécialisés de Zaouïa ou de Zouara qui proposent des articles d'habillement, de l'électroménager et surtout du matériel agricole.

<sup>265</sup> Cette dernière catégorie, bien que très peu nombreuse, n'en joue pas moins un rôle important, car elle se déplace principalement pour s'assurer des approvisionnements massifs avant le Ramadhan. Selon des compléments d'enquête que nous avons effectués à Mareth en 2003 et 2008, ce groupe est constitué de commerçants agissant dans le cadre de l'économie officielle pendant l'année, mais qui avant l'arrivée du Ramadhan et en prévision des pénuries fréquentes, s'adressent au secteur informel pour s'approvisionner.

<sup>266</sup> Une fois de retour à Ben Guerdane, ces *sabbaba* vident leurs réservoirs dans des jerricanes qui sont exposés à la vente sur le bord de la route entre Ras J'dir et Mareth.

<sup>267</sup> Un jeune qui dispose d'un véhicule « aménagé » pour ce commerce et qui effectue, en moyenne, trois rotations quotidiennes entre Ben Guerdane et Bou Kammach, est susceptible de vendre pour une somme de près de 560 dinars (aux prix de l'année 2006). Il convient de soustraire de cette somme le coût d'acquisition du produit (en respectant les taux de change informels) et la consommation du véhicule qui doit parcourir près de 300 kilomètres par jour, soit un total de 310 dinars. Les véhicules étant généralement largement amortis, le bénéfice quotidien s'élèverait, pour un seul opérateur, à près de 250 dinars chaque jour, une somme équivalente au salaire mensuel d'un ouvrier payé au SMIG.

Les commerçants qui s'approvisionnent en pneus (7%), effectuent en moyenne un déplacement en Libye tous les quinze jours (pour près de la moitié) ou tous les mois (pour le cinquième). Pour les tissus et la bonneterie (6% des enquêtés), les déplacements sont moins fréquents, tous les trois mois (pour près de 60% des actifs du secteur du côté libyen et 42% du côté tunisien)<sup>268</sup>.

#### 4.3. Les formes d'organisation du commerce informel : prédominance des associations et prééminence du financement.

Le commerce informel reste une affaire collective. En effet, la majorité des personnes enquêtées déclare qu'elle agit dans le cadre d'associations informelles. Du côté tunisien, cette proportion atteint 73% de l'ensemble, alors que, du côté libyen, elle est de 80%. Ces taux peuvent être affinés. Ainsi, les originaires de la J'farra agissent à 91% dans le cadre d'associations montées au sein de la famille élargie et/ou du lignage appelées *douleb*. La même proportion a été relevée en Libye. Dans la J'farra, le *douleb* règle les rapports d'association entre les partenaires/parents. Il repose sur la valorisation de tous les apports (véhicule, conduite, capital, relations et « protections diverses »). Dans les autres régions tunisiennes, les formes d'association pour les acteurs, sont sensiblement différentes. Les « sociétés informelles » y obéissent à la prééminence du capital financier. Les accompagnateurs et les conducteurs de véhicules sont généralement employés en qualité de salariés<sup>269</sup>.

Nous n'avons pas pu enquêter certains opérateurs, principalement ceux qui n'utilisent pas les passages officiels et optent pour la contrebande ou ce que les J'farris désignent par le terme *khatt*<sup>270</sup>. Les réseaux empruntant le *khatt* sont exclusivement J'farris. Ils détiennent le monopole de certains créneaux qui dégagent des marges sensiblement plus élevées que les autres secteurs du

---

<sup>268</sup> Selon les commentaires recueillis auprès de ces opérateurs, il s'agit pour eux d'une activité saisonnière liée aux *mousssem* (saisons, périodes de fêtes ou de célébrations) de la rentrée scolaire, de l'Aïd et de l'été (notamment pour les Libyens qui prévoient des achats importants en prévision des mariages et des circoncisions dont un très grand nombre sont fêtés en cette période de l'année).

<sup>269</sup> Les J'farris intègrent dans leurs montages des associations dites *douleb*, toutes les formes de capital ; capital relationnel, financier, logistique, maîtrise des pistes et sécuritaire (passage des véhicules chargés de marchandises sur des terres à l'abri des contrôles). Les associés peuvent ainsi avoir des apports matériels et immatériels évalués préalablement avant la conclusion de l'accord. Cette pratique est très ancienne au sein de la confédération des Werghemma. Nous avons interrogé, lors d'une enquête menée à Mareth en 2003, plusieurs commerçants originaires de Kairouan, Sidi Bouzid, Bir Lahfey et Sers, sur la nature de leurs associations. Nous avons relevé que la majorité des entreprises commerciales informelles sont individuelles, le patron est l'unique investisseur et emploie, à la tâche, les employés accompagnateurs.

<sup>270</sup> Le terme *khatt* est polysémique, il signifie la ligne, mais selon nos observations (et nos traversées en compagnie de nos *sahab zorganes*), il désigne également le réseau des pistes, les postes de guet, les gardiens des troupeaux dans les parcours qui transmettent les informations sur les mouvements de la Garde et les arrangements entre contrebandiers pour les droits de passage sur les terres des *âarch*.



commerce informel. Il s'agit du matériel de réception satellitaire, de consommables informatiques, d'ordinateurs portables<sup>271</sup>, de produits de luxe (à destination de la Libye), de médicaments<sup>272</sup>, de tabac de narguilé, de climatiseurs et de cigarettes.

#### 4.4 Les commerces lucratifs et hautement rentables du commerce informel : un monopole exclusif des élites locales.

Parmi les secteurs informels très lucratifs et empruntant le *khatt* nous citons la contrebande d'équipements lourds, désignée dans la J'farra par l'appellation *khatt* Nalout. Ce secteur a commencé à se développer, engageant d'énormes capitaux et surtout des connivences à haut niveau avec des hommes politiques, des cadres de la sécurité, de l'Armée et des douanes. Immédiatement après l'ouverture de la frontière, en 1988, certains membres de l'élite libyenne, et particulièrement les officiers militaires se sont orientés vers les affaires afin de se prémunir des aléas de la politique en investissant de nouveaux créneaux très lucratifs. Nous avons ainsi assisté dans la J'farra dans la période 1990–2005 à une forme de spécialisation des militaires dans une contrebande active de matériel agricole, d'engins de bâtiment et de pièces mécaniques<sup>273</sup>. Les produits qui sont écoulés sur le marché tunisien à partir de cette région (tracteurs, presses d'huilerie, grues, trax, motopompes) représentent un intérêt particulier pour le gouvernement tunisien, parce qu'ils lui permettent de limiter ainsi les importations de ces produits et de dépenser des devises, en même temps, qu'ils aident les agriculteurs et les entreprises du bâtiment à s'équiper à moindre frais (les sprinklers, les tracteurs et les motopompes en provenance de Libye sont vendus au tiers de leur valeur réelle). L'essor des périmètres irrigués et la multiplication des fermes modernes dans le Nord et le Sud tunisiens ont été favorisés par cet afflux d'équipements modernes vendus à bas prix. L'intérêt du gouvernement tunisien pour cette forme de contrebande

---

<sup>271</sup> Ce type de matériel est subventionné à hauteur de 60% en Libye. Ses « importateurs » en Tunisie à travers le *khatt* réalisent une marge bénéficiaire de l'ordre de 70% en cumulant les subventions étatiques libyennes et le taux de change illégal entre les deux monnaies.

<sup>272</sup> Bien que difficile, l'analyse du marché des médicaments nous a permis de faire les constatations suivantes : les médicaments fabriqués en Europe ou en Tunisie sont vendus à très bas prix dans les pharmacies libyennes. Des réseaux de spéculateurs rachètent en gros ces médicaments aux pharmaciens en payant leurs prix en devises. Ce qui se traduit par des pénuries fréquentes. Les médicaments sont acheminés en Tunisie où ils sont vendus moins chers que ceux proposés par les officines ou bien ils sont réinjectés dans le secteur informel en Libye.

<sup>273</sup> Selon nos enquêtes réalisées dans le J'bel Nafoussa, tout autour de Nalout et qu'auprès de certains intermédiaires de Dh'hibet, le matériel fourni par les militaires est exclusivement d'occasion, souvent d'excellente qualité et vendu à des prix défiant toute logique commerciale. De l'avis de nos *sahab* Zorganes qui ne participent que très rarement aux transactions sur ce type de produits, le matériel proviendrait d'opérations de confiscation montées par des militaires -qui agiraient dans une parfaite impunité- sur les sites des entreprises étrangères exerçant en Libye, dans les parcs de véhicules de l'Armée ou auprès des entreprises d'Etat.



est perceptible à travers les dispositions ambiguës prises par les douaniers, qui ont institué une réglementation d'exception et d'exemption très particulière pour la « régularisation » des engins entrés illégalement à partir de la Libye. En effet, le contrebandier –qui se présente au poste de la douane de Dh'hibet- est autorisé à payer les droits de douane d'un engin (entré illégalement sur le territoire) et pour le franchissement clandestin de la frontière, il est transféré au Tribunal de première instance de Tataouine ou de Médenine. Les peines qui y sont prononcées sont très clémentes<sup>274</sup>. Par cette forme de tolérance de la contrebande d'engins, la douane a créé une sorte de zone spéciale de commerce transfrontalier dotée d'une législation sélective.

Un autre produit est concerné, à haut risque mais générant d'énormes bénéfices ; il s'agit de la contrebande d'or. Les masses concernées sont très difficiles à cerner, car même les prises douanières, qui pourraient nous renseigner, au moins en partie, sur l'ampleur des transactions, sont rares. Par ailleurs, la très grande discrétion qui entoure ce trafic rend difficile une évaluation même approximative de son ampleur. Ce commerce constitue une entreprise fructueuse et un refuge pour nombre de Libyens qui sont désireux de constituer des réserves financières en dehors de leur pays. Ainsi, les acteurs de *khatt* Nalout semblent avoir opté pour des importations massives d'or à partir de la Turquie et de Chypre pour le transférer en Tunisie grâce à des contrebandiers professionnels *weriyemmis* et *nouaïels* (généralement d'anciens militaires). Cet or non poinçonné arrive chez des intermédiaires *werghemmis*, en nombre extrêmement restreint. Selon des entretiens que nous avons effectués à Ben Guerdane auprès des *f'guirat* (dévotes, femmes au service d'une zaouïa) du sanctuaire des *lellaya al jabriyat*<sup>275</sup> en juin 2003, nous avons appris que le trafic de l'or non poinçonné constituait une exclusivité féminine dans la J'farra. Nos interlocutrices désignent ce créneau par l'expression : *douleb es s'gaïef*<sup>276</sup> (pour le différencier du *douleb el houwanit*<sup>277</sup> qui est le domaine des hommes) et y distinguent trois opérations. La première est celle de la collecte de la marchandise à partir des fournisseurs *nouaïels* de Nalout par

---

<sup>274</sup> Les peines infligées aux jeunes qui tentent une traversée illégale vers l'Italie sont de neuf mois (pour une première tentative) à deux ans (pour les récidives). Celles qui sont appliquées pour la traversée de la frontière avec la Libye aux environs de Ben Guerdane, atteignent six mois. Un de nos *sahab zorgane* a été jugé pour traversée illégale avec un engin (une auto-bétonnière commandée par une entreprise de génie civil) en septembre 2001, il a été condamné à un mois avec sursis.

<sup>275</sup> La zaouïa des *lellaya al jabriyat* est située aux environs de Ben Guerdane et a été édifiée au XVII<sup>e</sup> siècle en l'honneur de quatre sœurs connues pour leurs bonnes œuvres au profit des jeunes filles et des veuves. Une « confrérie » exclusivement féminine s'est constituée au sein de cette zaouïa et a développé un réseau qui vient en aide aux jeunes filles et aux femmes qui ont des difficultés financières ou sont sans soutien familial.

<sup>276</sup> Nous pouvons traduire cette expression par : « association des vestibules ». Vestibule fait référence à la chicane qui sert de passage entre la rue et le patio des maisons traditionnelles, un lieu considéré comme réservé à la rencontre entre femmes.

<sup>277</sup> *Douleb el houwanit* : association des boutiques.

l'intermédiaire de quelques grossistes de Ben Guerdane. La seconde correspond à la constitution des *douleb* entre associées qui mettent en commun les moyens financiers, logistiques, de protection (sécurité) et de recouvrement des sommes engagées. Enfin, la dernière opération est celle de la distribution, qui peut être scindée en deux temps : le convoi de l'or jusqu'aux lieux de destination et la distribution proprement dite. Les actrices du système interviennent directement lors du montage des associations, de la distribution et enfin du recouvrement. Les marges bénéficiaires sont de l'ordre de 40% ce qui nous semble relativement élevé si nous prenons en considération les difficultés rencontrées par les personnes engagées dans ces opérations<sup>278</sup>.

#### 4.5. Le change informel de devises : la source de financement du commerce informel et de ses associations.

Toutes les opérations commerciales informelles que nous venons de présenter sont étroitement tributaires du marché du change monétaire illégal. Cette activité décisive dans l'échange et l'économie locale et, dans une certaine mesure, nationale. Elle s'est imposée dans une semi-légalité. Sa pérennité réside dans son aptitude à établir, au quotidien, une cotation des monnaies obéissant à la réalité de l'offre et de la demande dans le marché des échanges commerciaux informels<sup>279</sup>. La cotation des monnaies à Ben Guerdane ne correspond pas à celle en vigueur dans le système bancaire administré libyen lequel pratique des taux qui sont en décalage avec les réalités du marché dans la région. En effet, la livre libyenne était échangée, en juin 2001, par les banques centrales à titre purement formel à un taux officiel de deux dinars tunisiens, alors que chez les agents de change informel de Ben Guerdane, le taux « parallèle » fixait le change à une livre libyenne contre 0,895 dinar tunisien. Après la levée de l'embargo et la mise en œuvre d'une série de réformes destinées à rationaliser l'économie libyenne, le taux de change officiel de la livre fut ramené à 1,485 dinar, alors que, à Ben Guerdane, elle était négociée le 26 juin 2005 à 0,960 dinars.

---

<sup>278</sup> En 2001, des bijoutiers tunisois ont tenté de contourner le réseau j'farri en s'approvisionnant directement chez des intermédiaires de Tripoli. Certains détenteurs du poinçon officiel tunisien ont été associés à cette opération qui visait l'introduction de grandes quantités d'or non poinçonné dans le circuit officiel. Une opération qui a sérieusement porté atteinte aux intérêts du *douleb es s'gaïef* de Ben Guerdane. Les autorités, saisies par certains artisans du secteur officiel (non associés à l'opération), ont arrêté des dizaines de bijoutiers. Interrogées sur cette affaire, nos interlocutrices de Ben Guerdane nous ont expliqué que leur réseau ne suscitait pas d'animosité de la part des artisans, car elles se refusaient de prendre part au commerce officiel de l'or et par conséquent ne constituaient pas de concurrence pour les artisans de ce secteur, elles se contentaient de distribuer la « matière première » (à des prix plus bas que ceux fixés par la coopérative d'importation et de distribution de l'or) aux bijoutiers en leur laissant la totale liberté d'en disposer selon les opportunités de leur marché.

<sup>279</sup> La cotation de la livre libyenne est fixée par arrêté administratif émanant de la banque centrale à Tripoli pour de très longues périodes (souvent plus d'une année).

Nous avons relevé une concentration des opérations de change illégal entre les mains d'un groupe très restreint de *sarrafa* touazines. A Ben Guerdane, nous en avons dénombré une dizaine qui occupent, pour la plupart, de petites baraques qui jalonnent le tronçon routier entre le poste de la Garde Nationale de Mareth et celui de Ras – J'dir, sur la frontière. Toutes les devises en circulation dans les deux pays y sont disponibles et les cotations sont remarquablement identiques.



Etal de change informel reconnaissable à la couleur bleue de la caisse (cliché pris en 2009)

Source : l'auteur.

Parallèlement au change illégal des devises, les *sarrafa* touazines ont progressivement occupé un rôle de banques d'affaires, en finançant des opérations commerciales entreprises par des jeunes ou des familles entières des lignages werghemmi. En minimisant les risques et en ne s'impliquant pas directement dans les opérations, les *sarrafa* tirent de plus en plus de bénéfices de cette sorte de sous-traitance de la partie exécutive des transactions aux jeunes de la tribu et à ses membres les plus défavorisés.

Le différentiel qui existe entre les économies libyenne et tunisienne est mis à profit par différents groupes économiques qui ont fabriqué des instruments économiques adaptés. Les créneaux qui dégagent des bénéfices moyens ou qui nécessitent des déplacements fréquents, tels que ceux du trafic des produits alimentaires, des pneus ou des tissus, demeurent relativement accessibles, y compris aux acteurs issus des couches sociales modestes de la société j'farrie et même à des commerçants « étrangers ». Par contre, la vente des produits « nobles » et ceux qui sont susceptibles de générer des gains considérables restent assez fortement monopolisés par les lignages werghemmis et nouaïels. Ces lignages sont ceux auxquels appartiennent les *sarrafa* qui jouent un rôle prééminent dans le domaine de l'intermédiation et du financement de l'ensemble des transactions.

Après avoir décrit les dynamiques des échanges informels à la frontière et mis en exergue l'importance des flux financiers qu'ils dégagent, il est indiqué de s'interroger sur la « destination » de ces capitaux ; que font les acteurs du commerce informels de leurs bénéfices ? Dans quels secteurs réinvestissent-ils les sommes dégagées ? Quels rapports peut-on dégager entre la croissance des échanges informels d'un côté et le développement manifeste des activités de mise en valeur agricole, le renouveau du pastoralisme et les diverses réformes du cadre foncier dans la région d'un autre côté ?



## Chapitre 2 :

# L'enjeu foncier, la mise en valeur agricole et le renouveau du pastoralisme : l'informel comme moyen de valorisation des ressources.

Les enquêtes exposées dans le chapitre précédent nous ont renseigné sur une donnée fondamentale ; la « finalité » du commerce informel auquel s'adonnent une large partie de la population j'farrie est la valorisation du patrimoine agricole et animal. A ce titre, nous avons noté que la réalisation des sondages et leur équipement, l'acquisition de nouvelles parcelles ou la mise en œuvre d'une association d'élevage sur les terres *âarch* constituent une part importante des projets escomptés par les opérateurs du commerce informel. Toutefois, ces projets butent sur trois principales contraintes inhérentes à la J'farra : un cadre foncier complexe dominé par la propriété collective des terres, une carence en ressources en eau et les difficultés de financement.

## 1. Les terres indivises de la J'farra : une approche foncière et institutionnelle.

Le présent chapitre tente de dresser une analyse institutionnelle des cadres fonciers et des modes productifs spécifiques dans la J'farra. En nous intéressant à la situation actuelle de ce que les autorités des deux pays désignent par la « question foncière » et en mettant l'accent sur les « modes de gestion » de la terre, nous avons été confrontés à une diversité dans les statuts traditionnels et modernes qui fixent les cadres juridiques de l'ensemble des terres dans la région.

### 1.1 La transformation des systèmes fonciers : un processus lent de privatisation.

Les terres collectives, ou terres des *âarch*, couvraient au moment de l'Indépendance de la Tunisie environ 3 millions d'ha, soit près de 20% du territoire national et le 1/3 des terres agricoles (Bouhaouache, 1986)<sup>280</sup>. Ces terres appartenaient, dans l'indivision, aux collectivités tribales ; pour l'essentiel, elles étaient situées dans le Centre et le Sud du pays. Elles étaient exploitées par

---

<sup>280</sup> Le système des terres *âarch* s'est généralisé dans la plupart des régions de la Tunisie et de la Tripolitaine à partir de l'arrivée des tribus nomades des Banou Hillal et Riyah au milieu du XI<sup>ème</sup> siècle (Ben Hassan, 1986).

les membres des collectivités sous la forme d'une céréaliculture aléatoire et d'un élevage extensif, sans pour autant que quiconque ait de titre foncier.

Le processus de privatisation des terres collectives a été engagé dès les premières années du Protectorat ; il a commencé par leur délimitation (Nasr, 1993). Ensuite, et après l'entrée en vigueur du décret du 14 janvier 1905, il y eut reconnaissance aux tribus du droit de jouissance de ces terres. Le décret du 23 novembre 1918 a renouvelé ce droit de jouissance et a affirmé qu'il constituait un préalable au droit de propriété des terres collectives dans les territoires militaires du Sud-Est. Enfin, des procédures d'attribution de parcelles découpées des terres collectives, et mises en valeur ont été initiées grâce aux décrets du 28 décembre 1918 et du 7 juillet 1935.

En Tripolitaine, les terres des tribus s'étendaient, à la veille de l'entrée des troupes italiennes, sur une très grande partie du territoire de la province. En dehors des oasis de Tripoli, de Zouara et des zones aménagées en terrasses dans le J'bel Nafoussa, toutes les terres y étaient un bien collectif exploitées par les tribus locales (Ettayr, 2001). L'entrée des troupes coloniales a modifié le statut foncier de la frange côtière en permettant aux autorités italiennes de s'approprier une grande partie des *habous* de la région de Zouara et des vergers situés à proximité du littoral (Khawjali, 1991).

Dès l'indépendance de la Tunisie, d'importantes réformes ont touché les status fonciers, avec une volonté de procéder, entre autres, à un apurement des terres collectives<sup>281</sup>. Ainsi, les anciens textes relatifs à ces terres ont été refondus et adaptés aux conditions nouvelles du pays et au processus de privatisation du patrimoine foncier grâce à la conversion du droit de jouissance en droit de propriété sur les terres collectives lesquelles avaient commencé à perdre progressivement leur vocation pastorale au profit de la mise en valeur agricole (Nasr, 1993). Le processus de privatisation des terres collectives va s'accélérer après la période collectiviste et notamment à partir de 1972. Les attributions sont alors effectuées par décret à titre privé sous forme individuelle en faveur des membres des collectivités qui sont représentés par des conseils de gestion. Ces conseils sont théoriquement élus par les membres de la collectivité qu'ils représentent. Cette formule d'attribution se base sur de simples enquêtes sur les ayant droits menées par les services techniques en collaboration avec les conseils de gestion, ce qui la différencie de la formule dite « normale ». Cette dernière se base sur des levés parcellaires, ce qui lui donne l'avantage d'être précise, mais elle est lente et coûteuse (Bettaïeb, 2001). A la fin des années 1980, un processus de décentralisation a été engagé par l'Etat pour faciliter et accélérer l'apurement des terres collectives

---

<sup>281</sup> Il importe de souligner ici que les priorités du nouveau pouvoir étaient la récupération des terres qui étaient aux mains des colons et le règlement des *habous*.

dans le Sud. Ainsi, la loi n°85-5 du 8 février 1988 complétée par celle n° 64-28 du 4 juin 1994 ont alors permis de renforcer le pouvoir de partage des terres à l'échelle régionale en instituant des conseils de tutelle locale<sup>282</sup> à l'échelle de chaque délégation dans les trois gouvernorats du Sud et d'un conseil de tutelle régionale à l'échelle de chaque gouvernorat<sup>283</sup>. Ces conseils se prononcent également sur les cessions en *mogharsa* (association de co-plantation) ou à l'aliénation des terres collectives, à la détermination des terres de parcours et à l'appropriation à titre privé de ces terres. Toutefois, ils semblent minés par les enjeux tribaux de la région. Les groupes tribaux réussissent souvent à exercer leurs pressions grâce à un ensemble de réseaux présents au sein de l'administration locale, régionale et nationale. Les fonctionnaires de l'administration non originaires de la région constituent une large majorité des membres des conseils, par conséquent, ils ne s'opposent que rarement aux revendications des groupes tribaux j'farris ou de certains notables locaux (Boutaleb, 2002). Selon M. Mosbah El Jarrî, propriétaire d'une *gharssa* (exploitation irriguée) située aux environs de Ben Guerdane et d'un troupeau de chameaux pâturent dans les terres des Touazines au voisinage de la frontière, qui nous a accueilli le 20 avril 2002, il fait voir que *« à travers l'institution de ces conseils de tutelle, l'Etat cherche une forme de désengagement vis-à-vis des questions foncières et pratique une politique d'arbitrage face aux revendications des diverses factions tribales. Toutefois, ce serait difficile de trouver des solutions si les réalités ne sont pas approchées selon les intérêts de ceux qui font vivre ces terres. Ce qui intéresse l'administration, c'est le contrôle. Contrôle des parcours, du couvert végétal, du niveau de l'eau dans les puits et surtout des zones frontalières. Il ne peut y avoir de développement des parcours avec une telle intention. Si, en plus, les autorités, par le biais des attributions, ravive les anciennes querelles tribales pour mettre la pression sur tel ou tel groupe, ou pour privilégier ceux*

---

<sup>282</sup> Ces conseils, institués par la loi 88-5 du 8 février 1988, existent dans chaque délégation où se trouvent des terres collectives. Le conseil de tutelle locale est composé du délégué, un juge et un représentant de chaque conseil de gestion. Il a pour rôle de contrôler la gestion administrative et financière des conseils de gestion, de coordonner et orienter leur activité dans la délégation, de délimiter et déterminer la consistance des terres collectives et de se prononcer et arbitrer les litiges fonciers relatifs aux terres collectives. Il donne son avis sur les décisions prises par le conseil de gestion relatives au partage des terres collectives, notamment en ce qui concerne l'appropriation à titre privé ; il délimite les terrains des parcours collectifs qui devront être exploités en commun et notamment ceux dont la mise en culture présente des risques de désertification, de dégradation des sols ou tout autre risque grave pour la conservation du milieu.

<sup>283</sup> Le conseil de tutelle régionale – institué au niveau de chaque gouvernorat – est appelé, théoriquement à définir les programmes de mise en valeur des terres collectives en collaboration avec les services techniques du Ministère de l'Agriculture et à se prononcer sur tous les recours présentés par les parties intéressées contre les décisions arbitrales des conseils locaux relatives à la délimitation et à la détermination de la consistance des terres.

qui lui sont acquis, le secteur pastoral et les terres *âarch* deviennent des instruments d'une politique sans lendemains »<sup>284</sup>.

Malgré ce grand déploiement institutionnel et juridique, l'apurement des terres collectives dans la J'farra restait encore, en 2001, largement en retard du fait de l'attitude réservée des populations et de leur souhait de garder un certain flou dans la nature foncière de plusieurs zones, notamment celles qui sont voisines des franges frontalières (Bettaïeb, 2001 et Boulifa, 2001). En effet, c'est dans ces zones que se déroulent les trafics et les passages clandestins qui engagent l'ensemble des réseaux j'farris<sup>285</sup>.

Depuis l'indépendance de la Libye et, notamment, depuis la mise en œuvre de la politique foncière de la Révolution, le pays a connu deux orientations. La première prône l'appropriation des terres à titre individuel pour l'ensemble de population dans le cadre des « vergers familiaux ». La seconde, encourage la préservation des parcours pastoraux sous le régime dit *jamahiry tacharouky* (associatif pour les masses). La frange littorale autour de Zouara et de Briga, ainsi que la proche périphérie des villes (Ajilet, Nalout, Boukammach et Bir El Ghanam) ont fait l'objet d'opérations de privatisation des terres au profit des membres des tribus locales, et ce parallèlement à leur mise en valeur agricole grâce à un effort soutenu d'aménagement hydraulique d'irrigation (Khawjali, 1991). Les parcours qui représentent près de 86% des terres dans les *chaâbiyat* de la J'farra, ont fait l'objet, depuis la proclamation de la loi du 29 janvier 1991 sur les *arradhi at tacharoukiya* (terres collectives ou associatives), d'une délimitation claire en vue de l'implantation d'unités d'exploitation et de mise en valeur intensive. La propriété de ces terres demeurait entre les mains des communautés tribales, mais leur gestion (y compris leur cession

---

<sup>284</sup> Notre interlocuteur a insisté sur la formule « ceux qui font vivre ces terres » pour mettre l'accent sur sa conception personnelle du partage des terres. Etant grossiste à Ben Guerdane et propriétaire d'un bureau de change illégal, il a été parmi les premiers investisseurs dans le secteur agricole local. Grâce aux prêts qu'il a consentis aux jeunes de son clan afin de leur permettre de constituer des entreprises de commerce informel (acquisitions de véhicules, financement des achats de produits), il a réussi à élargir son patrimoine foncier en récupérant les terres des personnes qui ont été incapables de le rembourser. Une partie importante des bénéfices qu'il réalise dans le change illégal et le commerce informel de gros est réinvestie dans la mise en valeur des terres. Toutefois, il nous a fait part, lors de l'entretien, des critiques qui lui sont adressées par les débiteurs. Ces derniers lui reprochant d'acquérir illégalement leurs terres qui ne lui ont pas été vendues mais seulement hypothéquées. Selon notre interlocuteur, les jeunes accèdent à la propriété des terres « sans mérite », ce qui justifie son plain droit, en tant qu'investisseur qui s'attèle à la mise en valeur, de s'approprier ces terres.

<sup>285</sup> Ces aspects relatifs aux localisations des trafics sur la frontière sont développés dans le paragraphe consacré aux espaces stratégiques au sein de ce même chapitre.



partielle pour la réalisation de projets d'ordre national) a été transférée aux Comités Populaires des *Chaâbiyat*<sup>286</sup>.

Lors de son discours prononcé à Zouara en 1973 –un discours que M. Djaziri considère comme le manifeste du pouvoir jamahiriyen- le leader Kadhafi a fixé pour objectif la récupération des terres fertiles situées principalement sur le littoral méditerranéen. Celles-ci étaient antérieurement aux mains de colons Italiens ; une partie de ces derniers a été expropriée et expulsée en 1970, en même temps d'autres grands propriétaires libyens étaient dépossédés de fermes obtenues à l'indépendance grâce à des largesses royales *sénoussies* (Djaziri, 1996). Selon A. Bechri, la distribution des terres s'inscrit dans une conception globale, que Kadhafi appelle « la socialisation des terres agricoles ». A ce titre, l'Etat peut légitimement exproprier ou récupérer les terres agricoles indispensables à l'économie du pays. Il peut ainsi souverainement décider d'attribuer des fermes à ceux qui s'engagent à vivre directement du travail agricole sans recourir à une main-d'œuvre extra-familiale. Cette politique vise théoriquement à promouvoir un « capitalisme agricole familial » et participe d'une idéologie qui privilégie le renforcement de la structure familiale traditionnelle. Toutefois, l'auteur souligne que cette politique a subi un échec manifeste -que le Guide lui-même a reconnu lors d'un bilan critique qu'il a présenté à la télévision libyenne le 14 mars 1993, alors que le pays était confronté à un double péril : la chute des prix des hydrocarbures et l'embargo onusien<sup>287</sup>.

## 1.2. Les modes de gestion des terres âarch dans la J'farra tunisienne : une complexité de situation.

Contrairement à la Libye, qui a choisi un seul système relativement simplifié de gestion des terres collectives et de leurs parcours, la Tunisie a opté, dans la J'farra, pour quatre modes différents de gestion des parcours, lesquels se distinguent par la situation foncière et sociale à laquelle ils s'appliquent. Ces modes peuvent être décrits comme suit :

---

<sup>286</sup> *Al Jarida Ar Rassmiya* (Journal Officiel Libyen), 29<sup>ième</sup> année, troisième numéro annuel, Juin 1991.

<sup>287</sup> Dans ce discours, le Guide a mis l'accent sur la très faible rentabilité des exploitations agricoles. Celles-ci, bien que généreusement soutenues par l'Etat (gratuité de l'eau et de l'électricité, participation à hauteur de 50% dans l'acquisition du matériel, aides massives à l'arboriculture), n'ont pas permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire du pays ni de réduire les importations de produits agricoles. Le Guide a surtout insisté sur des pratiques qu'il considère comme « contre-productives », notamment le recours massif à la main-d'œuvre subsaharienne, l'absentéisme des propriétaires (qui sont en majorité des fonctionnaires), la spéculation foncière qui réduit drastiquement les superficies des meilleurs vergers situés aux voisinages des villes et la dégradation des sols.

### 1.2.1 La gestion en « Coopérative » : un mode condamné.

Le système coopératif appliqué aux activités pastorales (élevage, exploitation et gestion des parcours) demeure embryonnaire depuis son institution dans la décennie 1970. A ce moment, le regroupement des agriculteurs-éleveurs en associations ou en groupements coopératifs est souhaité par les pouvoirs publics pour permettre à ces derniers d'avoir des vis-à-vis organisés et crédibles susceptibles de favoriser le désengagement de l'Etat. Ces coopératives ont participé, notamment dans les décennies 1980 et 1990, aux programmes de mise en valeur des espaces pastoraux par l'introduction des réserves fourragères et la lutte contre la dégradation du couvert végétal (Bouahaouach, 1989). Leur situation actuelle (endettement, gel de fonds, etc.) fait qu'elles ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche ; plusieurs sont en voie de dissolution et de transformation en d'autres structures socio-professionnelles (Boutaleb, 2002).

### 1.2.2. La gestion de type privé : une mise en valeur incertaine.

La gestion privative des terres ne concerne que les parcours localisés dans une exploitation appartenant à une personne physique ou à un groupe identifié. Elle se limite à une parcelle incultivable, conservée pour le pâturage, laquelle peut éventuellement être améliorée par différentes techniques (Bensaad, 2002). Les problèmes liés à ce mode de gestion des parcours résultent de leur exiguïté et leur localisation dans des zones de marges. Ces terres ne profitent que très parcimonieusement des investissements publics et demeurent, dans une certaine mesure à l'abandon (Lachiheb, 1990).

### 1.2.3. La gestion de type tribal pour parcours non aménagés : la contrebande comme frein à la privatisation.

Il concerne les parcours collectifs soumis, en majorité, au régime forestier et qui ne sont pas pourvus d'infrastructures : points d'eau, pistes, etc. Ces parcours, qui sont les plus vastes dans la J'farra sont exposés à la libre exploitation des groupes tribaux locaux (Ouled Bouzid, Maztoura et Zorgane) sans intervention des autorités dans la conduite des troupeaux ou la mise en défens. Le principal problème de ces parcours réside dans la difficulté d'accès aux zones les plus reculées ou escarpées ainsi que dans l'absence de puits (Ferchichi, 1999). Ces terres sont sillonnées par les plus importantes pistes de la contrebande, ce qui pousse les principaux acteurs des réseaux informels à limiter les opérations de privatisation aussi bien au profit des *âarch* que des individus de cette partie de la J'farra.

1.2.4. La gestion de type tribal pour parcours aménagés : déficit de la participation des populations.

Ces parcours ont fait l'objet d'une série d'aménagements de la part des directions régionales de conservation des eaux et des sols et du domaine des forêts : amélioration pastorale et points d'eau. Toutefois, ces parcours restent soumis à une forte intervention de l'administration, notamment la Direction Générale des Forêts<sup>288</sup> ; ils ne font l'objet que d'un faible engagement des populations pour la gestion. D'autre part, l'aménagement des points d'eau entraîne la surexploitation des parcours dans les périphéries qui les entourent (Boulifa, 2001).

1.3. La multiplicité des modes de gestion : une preuve de flexibilité juridique ou le reflet de l'hésitation des autorités tunisiennes face aux revendications des divers groupes ?

Toutefois, et malgré ce dispositif qui se voulait « varié », les autorités ont dû reconnaître que l'interaction entre les exploitants des parcours et les diverses instances de « gestion » n'est pas parvenue à améliorer sensiblement la situation des terres collectives et des ressources pastorales (Nasr, 1995). Ainsi, le 21 mai 1999, a été promulgué le décret de création des Groupements de Développement Agricole dont l'objectif principal est de répondre aux besoins des propriétaires et des exploitants en moyens de production et de services liés aux différentes étapes de production et de transformation des produits, et ce, grâce à une concertation avec les instances locales<sup>289</sup>.

---

<sup>288</sup> La Direction Générale des Forêts du ministère de l'Agriculture est chargée de mettre en œuvre la politique de l'Etat dans le domaine des parcours. Outre sa responsabilité au niveau des forêts, elle a plusieurs autres missions. Elle doit entre autres assurer la gestion, la conservation et la protection du domaine forestier de l'Etat ainsi que des terres soumises au régime forestier -dont les parcours situés sur les terres collectives de la J'farra. Les formes de gestion du domaine forestier, souvent considérées comme rigides par les populations locales et les pasteurs en particulier, sont justifiées par les autorités qui prétendent ainsi lutter contre la dégradation du patrimoine des ressources forestières et pastorales et l'exploitation « irrationnelle » de ces espaces. Toutefois, comme le remarque M. Boulifa, la gestion effective de ces terres, telle que l'identification des opérations d'ouverture, de ventes et de pacage direct des parcours aménagés, est confrontée à plusieurs types de problèmes liés essentiellement à l'inadéquation entre, d'un côté, les objectifs planifiés par l'administration (quantités des ressources fouragères, délais de présence du cheptel dans les parcours, production de viande et de lait) et, d'un autre côté, la demande en ressources émanant d'une société locale qui connaît des mutations profondes et une nette expansion des activités pastorales (Boulifa, 2001).

<sup>289</sup> Selon le décret de création des GDA, promulgué le 21 mai 1999, les fonctions de ces groupements sont les suivantes :

- La préservation des ressources naturelles dans leur zone d'intervention et l'amélioration de leur exploitation ;
- L'amélioration de la productivité de l'exploitation agricole ;
- L'encadrement des adhérents et la vulgarisation des techniques les plus efficaces ;

En l'absence de structures de type syndical ou corporatiste, les autorités ont dû, à la fin des années 1990, transférer aux conseils de gestion des terres collectives l'organisation de l'exploitation des parcours, et ce, en parallèle de leur fonction d'assistance dans l'attribution des parcelles (Boulifa, 2001). Ces conseils constituent, désormais, des organes qui remplacent, du moins théoriquement et formellement, l'institution du *miâad* de la tribu tout en étant constitués, gérés et organisés à l'identique de ce dernier<sup>290</sup>. Les nouvelles prérogatives attribuées par les autorités régionales aux conseils de gestion à partir de 1990 sont :

- La proposition de toute opération destinée à favoriser la mise en valeur des terres collectives et à améliorer les conditions sociales des membres de la collectivité ;
- L'entretien des plantations et des aménagements fonciers, à la mise en défens et à l'organisation des zones réservées aux parcours, et
- L'administration du patrimoine de la collectivité.

Les conseils de gestion des terres collectives ont pris une grande importance dans les questions relatives aussi bien aux attributions des parcelles que dans la conduite de l'exploitation des parcours dans la J'farra. Mais cette importance demeure inégale selon les tribus (Boulifa, 2001). Les conseils des tribus actives dans les activités informelles (Touazines, Oudernas, Zorganes et Houaïas), sont dominés dans la plupart des cas, par les notables locaux (qui sont aussi les principaux grossistes et agents de change illégal). Les attributions des parcelles et la gestion des parcours sont sujettes à de fréquentes réserves exprimées par les membres des clans qui jugent « injustes » les mesures préconisées par les conseils. Nous avons assisté, lors de nos séjours en 2001 et en 2003, à une série d'oppositions inscrites par des familles auxquelles le conseil de Ben Guerdane (Touazines) avait attribué des terres situées dans les environs de la route de Sidi Touï (zones escarpées et inaccessibles), alors que ces ayant droits réclamaient des parcelles au voisinage des sebkhas de Ketf. Interrogées sur cette opposition, les familles nous ont déclaré qu'elles possédaient des troupeaux de chameaux et que les terres qui leur ont été proposées convenaient à des éleveurs de moutons. Des membres de ces familles nous ont, par ailleurs, expliqué que les personnes influentes dans le conseil considéraient les terres situées sur les bords des sebkhas comme des espaces de grande importance stratégique dans la contrebande. Par

- 
- L'assistance des adhérents pour mieux valoriser leur production, et
  - La mise en place des relations de coopération et de partenariat avec d'autres organismes.

<sup>290</sup> Parmi les conseils de gestion des terres collectives qui sont considérés comme les plus dynamiques et, par conséquent, les plus actifs dans la défense des intérêts des groupes tribaux dans la J'farra, nous citerons celui de Ben Guerdane (Touazines), Bir Lahmar (Zorganes), Sidi Touï (Oudernas). Ces conseils gèrent les terres qui sont situées à proximité immédiate de la frontière.



conséquent, ils tentent par divers moyens d'éviter toute attribution de parcelles privées à des familles qui pourraient en tirer profit et constituer une concurrence à leur monopole dans ces zones.

Pour les autres tribus (Hrarza, Reabaïa, J'lalta et Aounallah), les conseils jouent des fonctions essentiellement d'arbitrage entre les familles et les clans. Les enjeux dans l'attribution et le partage des terres collectives sont d'ordre technique. Les terres de ces tribus sont situées loin des villes de Médenine et de Ben Guerdane, dans des zones inaccessibles et faiblement dotées de points d'eau.

La multiplication des instances de gestion et d'encadrement des terres collectives et des parcours, de même que les modifications fréquentes de la politique conduite par les autorités en matière de valorisation du patrimoine foncier et du cheptel dans le Sud Tunisien et dans la J'farra en particulier, ne semblent pas participer à la résolution des multiples problèmes auxquels est confrontée la population (Requier-Desjardins, 2006). Au contraire, selon M. N. Boutaleb, cette « superposition » d'instances et de prérogatives « est à l'origine d'une série de problèmes d'ordre politique inhérents au rôle et à l'implication des groupes tribaux dans la gestion et les questions techniques, par exemple en matière de choix des modes d'exploitation ». Selon l'auteur de « *La tribu tunisienne entre le changement et la continuité* », l'accroissement du cheptel et la forte pression démographique dans la J'farra s'exercent, de plus en plus, sur des parcours en constante régression (Boutaleb, 2002). Cet avis est partagé par A. Ferchichi qui considère que la « pluralité dans les modes de gestion » ont conduit à « la rupture de l'équilibre entre, d'un côté, la production (céréalière extensive et animale) et d'un autre côté, les prélèvements (couvert végétal naturel et ressources en eau fossiles) ». Cette situation s'accompagne, selon lui, de « l'absence d'une politique claire susceptible de rétablir une exploitation respectueuse aussi bien des aspirations des populations que des potentialités des parcours ». A son avis, la pluralité dans les modes de gestion qui est sensée apporter une certaine flexibilité qu'exige la multiplicité des statuts fonciers des parcours collectifs, n'a eu pour effet que de compliquer la situation. Au lieu de favoriser une forme démocratique de gestion concertée entre les membres des groupes tribaux, elle a contribué à la multiplication des revendications des ayants droit d'usage et à des conflits d'intérêt intra et intercommunautaires (Ferchichi, 1999).

Un autre auteur, M. Boulifa considère que l'absence d'un cadre institutionnel unifié pour la gestion des parcours collectifs est une conséquence des « hésitations chez les pouvoirs publics et du manque de visibilité stratégique de l'Etat en matière de démocratie locale » (Boulifa, 2001). Il met en relief les contradictions qui caractérisent la politique des autorités en matière de gestion des

terres collectives en général. Selon lui, « *les attributions des terres, qui sont, théoriquement, une prérogative des conseils de gestion, obéissent à des considérations clientélistes et s'inscrivent dans une optique d'instrumentalisation politique* ». Les attributions des terres, selon cette optique, ont contribué, à son avis, à l'extension d'opérations de mise en valeur pastorale ou agricole qui ne répondent pas à une logique globale d'optimisation des ressources (fragiles) de la J'farra, mais qui traduisent des intérêts souvent particularistes peu soucieuses des équilibres (Boulifa, 2001). A titre d'exemple, M. Boulifa expose les processus d'appropriation des parcours par des groupes tribaux à travers la plantation partielle et éparpillée d'oliveraies afin de pérenniser leurs droits sur ces terres et prévenir toute forme de contestation de la part des tribus voisines. A la suite de telles initiatives, les autorités locales sont amenées à « constater une réalité de mise en valeur » et conduites à procéder à l'affectation de l'ensemble des terres contestées à la tribu ayant ainsi prouvé qu'elle avait valorisé les sols. Or, l'auteur fait remarquer que cette initiative n'est possible que dans le cadre d'un rapport de forces particulier, permettant à un groupe donné d'accéder à la terre et d'imposer un « fait accompli de valorisation par l'oléiculture ». Selon lui, il ne s'agit pas d'une stratégie de mise en valeur collective ou individuelle des parcours qui s'exprimerait par leur transformation en oliveraies, mais d'une action concertée d'appropriation en commun de la partie d'un territoire qui serait sans grande valeur ni potentialité agricoles mais qui jouirait d'une position stratégique pour d'autres activités, entre autres la contrebande (Boulifa, 2001).

Prévoyant la multiplication des revendications foncières dans la J'farra, notamment à la suite de l'ouverture de la frontière, A. Abaab constate quant à lui que le processus d'attribution des terres est loin d'être parvenu à son terme. Selon cet auteur, après presque un siècle d'apurement foncier et de partage des terres collectives en Tunisie, les résultats sont les suivants :

- Le partage et l'attribution a touché à ce jour environ 1,3 million d'ha de terres collectives. Il reste à partager environ 200 000 ha de terres collectives situées dans des zones frontalières et inaccessibles ; par conséquent, le plus difficile reste à faire ;
- Les terres qui sont définitivement classées sous régime forestier couvrent une superficie de l'ordre de 600 000 ha. Toutefois, le ministère de l'Agriculture prévoit l'extension de ce régime à près de 900 000 hectares de parcours collectifs, dont plus de 350 000 ha sont situés dans la J'farra, principalement dans les délégations de Ben Guerdane, S'mar et R'mada (au voisinage de la frontière) (Abâab, 1994b).

L'enjeu foncier dans la J'farra Occidentale n'obéit donc sûrement pas à de simples considérations d'ordre agricole et pastoral<sup>291</sup> ; il résulte aussi de stratégies élaborées par les groupes tribaux locaux pour le contrôle de la frange frontalière. L'absence d'une politique globale de l'Etat et d'une réelle volonté de sa part d'associer l'ensemble de la population j'farrie, dans toutes ses composantes lignagères et sociales, à une gestion transparente, a ouvert la voie à des pratiques d'appropriation et d'attribution qui répondent à des considérations politiques et des pratiques clientélistes.

#### 1.4. Attributions des terres *âarch* aux fins de leur mise en valeur dans la J'farra orientale : clientélisme et clivages entre les tribus.

En Libye, depuis les réformes agricoles de 1996 –lesquelles ont été décidées à la suite de l'embargo afin de répondre aux besoins alimentaires croissants de la population et aux impératifs de réduction des importations que le contexte particulier des sanctions internationales rendait nécessaire- l'attribution des terres à titre individuel a connu une accélération remarquable. Entre 1997 et 2000, les *chaâbiyat* de la J'farra ont attribué près de 1 200 000 ha à 42 000 exploitants dans le cadre d'un projet visant la création d'un secteur agricole périurbain performant orienté vers les cultures irriguées. Les attributions ont été décidées au sein des *chaâbiyat* et les procédures d'affectation ont tenu compte, en principe, des « prédispositions » des candidats. Toutefois, ces attributions, qui ont privilégié les fonctionnaires désireux de quitter l'administration, ont été conduites dans un contexte de clientélisme et de favoritisme manifeste (Bechri, 2001)<sup>292</sup>. Les parcelles, d'une superficie moyenne de 50 ha, quand elles sont destinées aux futurs vergers

---

<sup>291</sup> Nous verrons dans les chapitres suivants consacrés aux mutations de l'agriculture et au renouveau du pastoralisme, que l'attribution des terres collectives à titre lignager ou individuel constitue une revendication de plus en plus importante dans la J'farra, puisque ces deux secteurs d'activité représentent des postes d'investissement prioritaires pour les acteurs du commerce informel.

<sup>292</sup> Selon A. Bechri, les contrats d'appropriation exigent que l'acquéreur démissionne de ses fonctions au sein de l'administration dans un délai de cinq ans à partir du début de l'exploitation et de s'interdire de louer ou de mettre en métayage la parcelle. Il estime cependant que ces conditions sont très difficiles à appliquer en pratique, puisque l'administration, sensée veiller à la réalisation de ces clauses, est la *chaâbiya* au sein de laquelle travaille l'acquéreur, qui ne peut être qu'un responsable de haut rang, l'attribution étant considérée comme un privilège. De même, le fonctionnaire ne peut exploiter seul ses terres et abandonner, en conséquence, les avantages que lui assure son statut administratif. Il y a donc lieu, selon A. Bechri, de s'attendre à ce que la parcelle soit louée à un métayer pour sa mise en valeur, et ce dans le meilleur des cas. De l'avis de l'auteur, de telles dispositions d'attribution des terres ne peuvent échapper à des visées spéculatives, qu'elles soient foncières ou immobilières.

familiaux, ont été attribuées à des membres des tribus, lesquelles ont pu prouver leurs droits sur ces terres et se sont engagées à ne pas en changer l'affectation<sup>293</sup>.

Les questions relatives au statut foncier ont été un peu mieux traitées pour ce qui est des parcours, grâce à un effort de création d'infrastructures routières et d'aménagement hydraulique de puits profonds. Les *chaâbiyat* ont, depuis 1994, fixé les limites entre les parcours des divers groupes tribaux et instauré le droit de pâturer sur l'ensemble du territoire de la *chaâbiya* pour tous les membres des lignages ainsi que ceux des groupes voisins<sup>294</sup>. Ces derniers seraient toutefois appelés à payer une sorte de redevance assimilable à celle de *l'âachaba*. Selon A. Bechri, « *l'investissement public massif a certes permis jusqu'à présent à atténuer les clivages entre les tribus autour de l'appropriation des parcours* ». Selon l'auteur, l'Etat est parvenu, grâce à ses investissements et à des compensations directes, « *à arbitrer les litiges entre les groupes*<sup>295</sup>. Toutefois, le développement de la demande en terres et surtout le besoin de contrôle du territoire par les divers groupes tribaux amèneraient à une recrudescence de la revendication foncière » (Bechri, 2001). L'observation des dynamiques à la frontière et le long de la route qui mène de Zouara à Ras J'far nous incite à partager cet avis. En effet, nous avons relevé, lors d'une tournée dans les zones pastorales de la J'farra en juillet 2006, que des *khoss* (abris temporaires légers pour pasteurs) ont été installés sur les pistes qui mènent vers les parcours. Ces abris sont très souvent occupés par des groupes d'hommes armés chargés de la surveillance des parcours. Ces derniers sont désormais munis de barrières métalliques et de barbelés, notamment au voisinage des puits<sup>296</sup>. Lors d'une rencontre avec le *fakih* Ahmad Zidane Ben Essaïed Al Arifi, chef spirituel d'un cercle de psalmodie dans le J'bel Nafoussa et personnalité respectée aussi bien par les pasteurs weriyemmis que par les oléiculteurs yefréni<sup>297</sup>, rencontre ayant eu lieu le 6 juillet 2005, notre

---

<sup>293</sup> Pour établir les droits sur les terres des tribus, les autorités se sont référées au droit ottoman qui avait, au XIX<sup>ème</sup> siècle, délimité les territoires de chaque groupe dans le cadre de sa réorganisation de l'administration de la Libye (Mayar et Yazouri, 1993).

<sup>294</sup> Les accords de délimitation entre les *chaâbiyat* de la J'farra ont été ratifiés le 21 septembre 1997. Toutefois, les parcours situés dans les contreforts du J'bel Nafoussa (partie méridionale des *chaâbiyat* de la J'farra) ont été mis directement sous la tutelle du comité général à l'agriculture et des ressources hydrauliques (ministère).

<sup>295</sup> Parmi les exemples de ces « compensations », nous citons le projet des périmètres arboricoles de Nalout, lequel a été réalisé sur les terres des Weriyemmis qui revendiquaient la propriété des parcours situés au voisinage immédiat de Zouara. Afin d'aménager des vergers familiaux au profit des Zouaris sur ces terres revendiquées par les Weriyemmis, les autorités ont réalisé un projet d'envergure sur la route Nalout-Zouara sur près de 3000 ha dont les parcelles ont été distribuées au Weriyemmis. Chaque famille a reçu une parcelle de 50 ha irrigués.

<sup>296</sup> Les parcours ne sont généralement pas clôturés. Des personnes que nous avons interrogées à Zouara et à Jmil nous ont expliqué que depuis 1998 (immédiatement après la signature des accords de délimitation des parcours), les ayants droits ont commencé l'édification de clôtures autour de leurs parcelles.

<sup>297</sup> Yefren est un village du J'bel Nafoussa réputé pour la qualité de ses oliveraies.

interlocuteur nous déclara que « les chaâbiya de la plaine n'ont plus de pouvoir sur certains âarch qui interdisent désormais l'accès à certains parcours aux autres groupes en installant des postes de garde et en retirant les motopompes des puits. C'est religieusement illicite : Al Mâa, Wa Narr Wal Kalaâ (l'eau, le feu et l'herbe des parcours) sont des biens communs de l'ensemble de la communauté (des croyants), ils sont inaliénables. Les personnes qui dressent des barrières sur les terres de parcours, ne le font pas pour y conduire leurs troupeaux. Ils barrent les pistes pour s'adonner à toutes sortes de trafics et d'activités de contrebande. Certains responsables militaires issus des âarch de la plaine (principalement les Nouaïels) accordent leur appui et protègent ces contrebandiers».

L'adoption par le Conseil Populaire Général (parlement libyen), en mai 2006, d'une réforme foncière destinée à légaliser la grande propriété (démantelée en 1972 à la suite de l'abolition de la Monarchie et afin d'exproprier les Sénoussis de leurs terres), nous semble constituer un préalable au transfert massif de terres tribales collectives à des propriétaires privés, principalement les membres des élites locales.

Il apparaît à travers l'exposé des situations dans les deux parties de la J'farra que les attributions à titre privé des terres âarch constitue l'un des axes fondamentaux des politiques foncières des autorités. Toutefois, si les deux pays ont opté pour des « modes » d'attribution ou de gestion des terres sensiblement différents, le résultat de part et d'autre de la frontière semble privilégier les élites locales qui constituent aussi bien les réseaux du commerce informel que le personnel politique de la région. La mise en valeur agricole de ces terres en majorité arides et qui sont attribuées à titre individuel nécessite la mobilisation des ressources en eau, mobilisation qui a pris manifestement deux orientations différentes dans les deux pays.

## 2. Les politiques de mobilisation des ressources en eau dans la J'farra : les limites d'un contraste apparent entre les deux situations.

La J'farra connaît, selon M. Ben Rached, une situation assez contrastée en matière de disponibilités en eau. En Libye, les investissements publics ont permis la mobilisation de grandes quantités d'eau, notamment grâce au projet de la Grande Rivière Artificielle<sup>298</sup>, alors que, en Tunisie, nous assistons depuis plus de trois décennies, et en particulier depuis le développement

---

<sup>298</sup> Le projet de la Grande Rivière Artificielle fait l'objet d'une présentation détaillée dans paragraphe suivant.



du tourisme à Jerba, à une situation de pénurie que les limitations juridiques<sup>299</sup> imposées aux prospections privées sont venues confirmer (Ben Rached, 1999). Il nous paraît nécessaire, toutefois, d'apporter quelques précisions à cette mise en miroir de deux situations qui ne nous semblent pas présenter, malgré le gigantisme de la GRA, des oppositions aussi marquées qu'il y paraît en première analyse. Donc, nous présenterons d'abord les grandes lignes du projet de la GRA en mettant l'accent sur ses effets dans la J'farra, et nous tenterons par la suite de préciser la situation de la situation du côté tunisien.

## 2.1. La Grande Rivière Artificielle : des lacunes de mise en valeur malgré le gigantisme du projet.

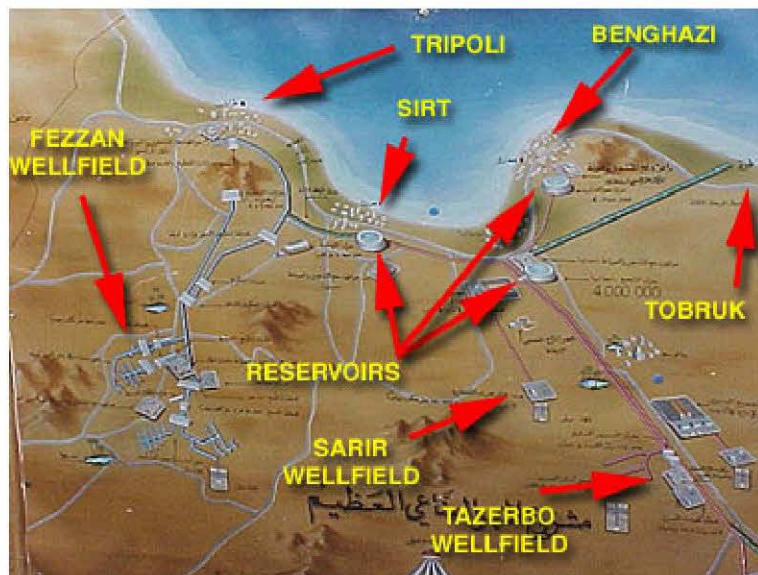
Depuis les premiers jours de la Révolution du *fatah*, la stratégie agricole a constitué une priorité pour Kadhafi qui a décidé de s'attaquer à la question épineuse de la rareté des ressources en eau ; qu'il considère comme l'obstacle majeur au développement agricole. A cet effet, il a décidé la construction de plusieurs barrages, dont celui de Syrte, qui irrigue 7 000 ha. Il a également décidé la construction de plusieurs unités de dessalement de l'eau de mer, dont les plus importantes sont situées en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Il a entrepris enfin le lancement, en 1983, du projet de la « Grande Rivière Artificielle ». Ce projet remonte à des dizaines d'années. Il est en germe pratiquement depuis la découverte accidentelle, lors des travaux d'exploration pétrolière dans la région désertique de Koufrah, de nappes d'eau fossile. Plusieurs explications sont possibles pour rendre compte d'un projet dont la rationalité économique est loin d'être évidente. D'abord, les moyens financiers dont dispose la Libye rendent possible sa conception. Mais il y a aussi les contraintes objectives qui pèsent sur la Libye : en effet, le pays le plus riche d'Afrique dépend, presque totalement de l'étranger pour son alimentation. Cette situation est considérée par le Livre Vert comme un risque stratégique à l'intégrité nationale. En effet, dans le Second Tome consacré aux droits, le Guide écrit qu' « aucune nation, aussi développée soit-elle, ne peut prétendre à son indépendance si ses citoyens mangent ce qui est produit au-delà des mers » (Gouider, 1983).

L'entreprise est caractérisée par son gigantisme et son coût extrêmement élevé, de l'ordre de 30 milliards de dollars (Ettyr, 2001). La Grande Rivière Artificielle ou *Al Nahr Al Isstina'i Al*

---

<sup>299</sup> Les autorisations pour les forages sont assujetties à des procédures rigoureuses. Selon le chef de l'arrondissement des eaux et des sols de Médenine, sur 126 demandes déposées entre 2001 et 2007, seules 19 ont été approuvées par son service. Les autorités locales interdisent les forages privés qui dépassent des profondeurs de plus de 150 m, et ce, afin de préserver les nappes fossiles non renouvelables. Toutefois, notre interlocuteur a reconnu que la plupart des forages superficiels sont réalisés illégalement et épuisent très rapidement la nappe.

*Adhiim*, mise en chantier en 1983 et dont l'essentiel a été achevé en 1997, devrait permettre à son achèvement prévu en 2012, le transfert, à travers 4 000 km de canalisations enterrées, de 6 millions de m<sup>3</sup> d'eau par jour depuis les nappes fossiles de Tazerbo, S'rir et Koufra vers le réservoir géant d'Ajdabiya. Celui-ci doit alimenter des projets agricoles couvrant une superficie de l'ordre de 500 000 ha implantés, principalement sur le littoral méditerranéen. La première phase, achevée en 1997, a permis la réalisation en Cyrénaïque, de trois conduites principales, afin de renforcer les ressources hydriques du J'bel El Akhdhar et de satisfaire les besoins des villes et de l'agriculture (Bechri, 2001). La seconde phase de ce projet a été achevée en 2004. Elle a permis d'établir une liaison entre les sources fossiles et Tripoli grâce à la réalisation de plusieurs conduites d'une longueur de 1 200 km. La troisième phase (en cours) est destinée à amener l'eau vers la J'farra, et précisément, vers la région proche de Zouara pour un total de 2 millions de m<sup>3</sup>, afin d'assurer le ravitaillement des villes (Zaouïa, Azizya, Ajilet, Zelten, Bir El Ghanam et El Watiya-J'mil), l'irrigation de 120 000 ha, l'augmentation de la production agricole et la satisfaction des besoins de l'industrie.



Carte de la GRA.

(Source : M.O. Ettyr)

Selon les études élaborées par le département des ressources hydrauliques de la *châabya* de Nigat Al Khams (Zouara), le débit disponible en 2006 a atteint, après achèvement de la troisième phase, 850 000 m<sup>3</sup> seulement dont près de la moitié, soit 460 000 m<sup>3</sup>, sont alloués à l'industrie et à la consommation urbaine. Toujours selon cette étude, malgré l'ampleur des transferts, la ville de Zouara connaît, notamment en été, des pénuries et des coupures de l'alimentation pendant douze

jours en moyenne<sup>300</sup>. C'est toutefois pour la production agricole que la situation pose le plus sérieux problème aux autorités, qui déplorent la fréquence des coupures d'alimentation pendant les périodes d'irrigation en été<sup>301</sup>.

Un autre problème préoccupe les responsables de la distribution de l'eau dans la J'farra ; celui dû à la faiblesse du recouvrement des créances. En effet, et selon l'étude, les exploitants qui règlent leurs factures ne sont que 21% seulement de l'ensemble des abonnés et les contrats résiliés ont dépassé en 2006 le cap des 10 000, soit le quart de ceux qui disposent d'une borne de distribution pour l'irrigation. Enfin l'étude attire l'attention sur les captages illicites sur le réseau qui altèrent les installations et portent préjudice aux autres exploitations.

Lors de notre séjour à Zouara, il nous a été donné de visiter les *gharssa* aménagés au sein des périmètres irrigués grâce aux eaux de la GRA. A cette occasion, un fait nous a frappé, à savoir les sondages individuels réalisés de manière illicite par certains exploitants qui n'ont plus accès à l'eau du distributeur public. Selon nos informateurs, certains exploitants, notamment ceux qui pratiquent les cultures maraîchères, ont fait le choix de ne plus irriguer à partir des eaux de la GRA, et ce à cause du degré élevé de salinité qui serait incompatible avec la préservation des sols. Ces exploitants utilisent les moyens des nombreuses sociétés de prospection pour réaliser des sondages profonds dans leurs parcelles afin de puiser dans les diverses nappes aussi bien superficielles que fossiles.

Il serait péremptoire de conclure, sur la base de ces quelques observations, à l'échec du projet de la GRA. Il nous paraît, toutefois nécessaire de rapporter les conclusions établies à ce propos par M.O. Ettyr dans son étude des mutations de la société pastorale libyenne contemporaine. Nous les résumons ainsi :

- Le projet de la Grande Rivière Artificielle suscite actuellement une série de réserves et de critiques, car les grands travaux font appel à une technologie complexe qui demeure sous autorité étrangère. En effet, l'agronomie est canadienne, l'hydraulique est sud-coréenne et la lutte contre les acridiens est française ;

---

<sup>300</sup> Comité Populaire de la *châabiya* de Nigat Al Khams (dont fait partie la ville de Zouara), Département des études et de la planification, cellule de suivi de la gestion des ressources hydrauliques, Zouara, 2007.

<sup>301</sup> Les responsables de la cellule de suivi de la gestion des ressources hydrauliques de Zouara nous ont expliqué que, pour des raisons techniques (réchauffement de l'eau dans les canalisations), la direction du projet de GRA, fermait les vannes afin d'éviter des accidents de surpression ou de brûlures. Si la canicule s'installait pour des semaines, les pivots d'irrigation demeuraient immobiles.

- La maîtrise d'œuvre et l'ingénierie agricole sont tunisiennes, la main-d'œuvre qualifiée est égyptienne, indienne ou pakistanaise et les manœuvres sont originaires d'Afrique subsaharienne. Ces derniers sont très peu motivés, sous-qualifiés et instables ;

- Les réserves en eau ne sont pas renouvelables, et il est difficile, sinon aléatoire, de spéculer sur les capacités de ces réserves fossiles à répondre aux sollicitations de ce projet en terme de quantités d'eau et de durée d'exploitation. A l'origine, la direction du projet prévoyait que les travaux devraient être achevés en 2012, et que, dans le meilleur des cas, il ne fournirait que le tiers des eaux nécessaires pour assurer l'autosuffisance alimentaire ;

- Les retombées écologiques de ce projet sont actuellement visibles dans les niveaux supérieurs des sols (salinisation, disparition du couvert végétal de sols squelettiques à l'origine). L'impact dans les strates lithologiques inférieures demeure la grande inconnue (Ettayr, 2001).

## 2.2. L'eau dans la J'farra tunisienne : une ressource rare inégalement distribuée.

La J'farra tunisienne est une région aride où la précarité de la situation hydrique est renforcée par la médiocre qualité des aquifères souterrains et une certaine inadéquation spatiale entre ressources et besoins (Bonvallot, 1992). Autrefois, cette région était soumise à une faible emprise anthropique et les activités économiques qui y avaient lieu étaient peu consommatrices en eau (Fetoui, 2003). Cette situation a connu des changements importants marqués par l'essor progressif, au cours des dernières décennies, de la demande en ressources hydrauliques en lien avec la croissance démographique et le développement des activités économiques (Mzabi, 1993).

Quelles sont les ressources en eau disponibles et mobilisables dans la J'farra ? Quels sont les traits de l'essor de la demande ? Quels moyens sont déployés pour répondre aux nouveaux besoins en eau ? Quels secteurs ont le plus profité de la mobilisation des nouvelles ressources ? Qui sont les acteurs primordiaux dans l'exploitation des nappes aquifères locales ?

### 2.2.1. Les potentialités aquifères : des ressources aux quantités et qualités modestes.

Deux ressources en eau sont disponibles dans la J'farra ; les cours d'eau intermittents et les nappes aquifères.

Les potentialités en eau de surface dans la J'farra sont directement dépendantes de l'apport faible et irrégulier des précipitations qui s'échelonnent entre 100 mm et 200 mm par an en moyenne (Abaab, 1983). Les cours d'eau sont marqués par un écoulement intermittent alimenté souvent par des crues violentes qui entravent leur maîtrise.



Bien qu'excentrée par rapport à la localisation des vastes nappes sahariennes, la J'farra tunisienne recèle quelques formations aquifères, qu'on divise habituellement en nappes phréatiques et nappes profondes (Braham, 2003). Les premières, constituées de nappes de sous-écoulement d'oued et de nappes côtières, sont tributaires de l'infiltration des eaux pluviales et de ruissellement, et dans certains cas, du soutien de niveaux sous-jacents. Elles constituent des ressources facilement disponibles mais limitées en volume et qualité et susceptibles de fortes altérations.

Les nappes profondes sont divisées en plusieurs aquifères plus ou moins connectés, dont les principaux sont les nappes de la J'farra et des Grès de Trias (Romagny et Guillaume, 2004).

2.2.2. L'exploitation des ressources en eau dans la J'farra : la part principale au tourisme aux dépens des ménages, de l'agriculture et de l'élevage.

Si l'exploitation des ressources en eau de surface et, dans une moindre mesure celles des nappes phréatiques, a commencé avec les premiers établissements humains dans la région, les forages profonds et la mise en valeur des nappes aquifères ont débuté avec la colonisation.

La période du Protectorat a ouvert la voie à une intensification de l'exploitation des ressources souterraines à travers la création de nouveaux besoins et le recours à des formes modernes de mobilisation de l'eau, telles que le forage profond (Boukraa, 2002).

A partir des années 1960, la croissance démographique et urbaine et le développement rapide du secteur touristique sur le littoral vont s'effectuer à des rythmes très élevés, entraînant une pression accrue sur les ressources en eaux.

Face aux limites des potentialités des nappes souterraines alors identifiées, les pouvoirs publics décident, dès les années 1960, d'établir une hiérarchie des priorités en accordant aux secteurs qu'ils considéraient comme « stratégiques » (eau potable, tourisme et industrie) les ressources les plus douces grâce à la création d'un système de transfert des eaux de la nappe de Zeuss-Koutine vers la bordure littorale et insulaire (Palluault, 2003). Ce transfert vers le littoral des eaux puisées a constitué l'axe majeur du Plan Directeur des Eaux du Sud (PDES) au cours des décennies 1970 et 1980 (Romagny et Guillaume, 2004) lequel prône une limitation de tout développement de l'agriculture irriguée à partir des nappes profondes afin de préserver la qualité de l'aquifère. Parallèlement, les orientations du PDES mettaient l'accent sur une mise en valeur agricole essentiellement orientée vers l'extension d'une oléiculture en sec, et dans une moindre mesure, sur la création de petits périmètres irrigués à partir de nappes phréatiques (Nasr, 2002). Dans son article consacré à la gestion sociale de l'eau dans la J'farra, N. Nasr note que les choix des autorités en matière hydraulique procédaient davantage du soutien à des activités naissantes (le



tourisme notamment) que d'une volonté délibérée de marginaliser les populations d'agropasteurs de l'arrière-pays (Nasr, 2002). Toutefois, l'auteur souligne que ce « partage » de la ressource a laissé apparaître de fortes inégalités sectorielles et spatiales, aux dépens des régions intérieures de la J'farra, notamment dans les villes de Ben Guerdane et Médenine qui connaissaient un essor démographique important.

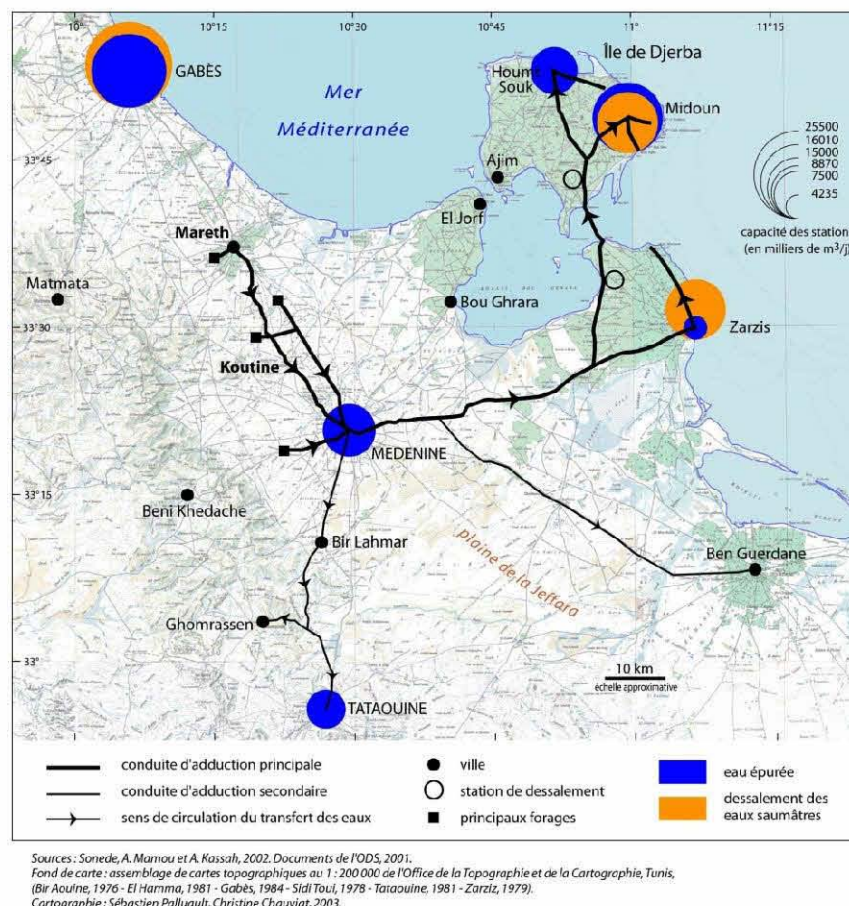
Si l'arrivée des eaux en abondance dans la J'farra libyenne a suscité de grands espoirs et des sentiments de frustration auprès des populations du Sud Tunisien, qui enduraient une situation de pénurie d'eau chronique, les effets assez discutables du projet de la GRA sur l'agriculture libyenne ont rapidement tempéré ces espoirs. Il n'en reste pas moins que le manque d'eau dans la J'farra tunisienne est réel et que l'amélioration de la situation ne semble pas pour demain. En effet, l'agriculture, d'un côté, qui a tiré un grand profit des retombées financières et technologiques du commerce illégal, et le tourisme ainsi que les villes, d'un autre côté, ont contribué à un accroissement important de la consommation d'eau, telle que les ressources disponibles actuellement sont incapables de la satisfaire (Boutaleb, 2002). Les sondages sur les oueds Zeuss et Fessi, qui alimentent les localités du gouvernorat de Médenine, ne participent en 2004, qu'à hauteur de 55% des besoins ; le reste de ceux-ci est couvert par les ouvrages réalisés dans la plaine du Ferch à Tataouine et dans la presqu'île de Sidi Makhlouf. Toutefois, ces ressources sont progressivement accaparées par les unités hôtelières de Jerba et de Zarzis dont le nombre ne cesse d'augmenter, entraînant à sa suite celui des touristes -une population peu économe quant à sa consommation en eau. Du coup, les localités de la J'farra ne paraissent guère prioritaires.

La priorité donnée au secteur touristique et à l'alimentation des villes a contraint les ménages ruraux à recourir de plus en plus aux formes marchandes d'approvisionnement afin de répondre à l'augmentation de leurs besoins domestiques mais également agricoles dans le cadre du processus d'intensification de l'arboriculture en plaine (Romagny et Guillaume, 2004). Au-delà des avantages liés à la desserte à proximité ou directement dans les habitations, ces possibilités offertes en matière d'achat d'eau constituent une « soupape de sécurité » pour faire face aux situations prolongées de déficit pluviométrique, mais confrontent aussi les familles les plus défavorisées au paiement d'une facture d'eau qui représente en moyenne 5 à 7% des dépenses d'un ménage (Sghaier et al., 2003) et à de nouvelles formes d'inégalités devant la ressource.

### 2.2.3. L'irrigation des exploitations : les freins juridiques.

Les contraintes d'accès à l'eau d'irrigation dans la plaine de la Jeffara résultent, à la fois de l'agencement et la nature des ressources hydriques et du cadre juridique (Kassah, 1995).

Le principal frein au développement du recours à l'irrigation concerne les leviers institutionnels et juridiques dont dispose l'administration pour réguler l'extension de cette activité. Le creusement des points d'eau dépassant 50 m de profondeur est ainsi soumis à autorisation préalable de l'administration et toute activité d'irrigation est formellement interdite ou contrôlée dans les périmètres d'interdiction, comme c'est actuellement le cas pour la presqu'île de Jorf et l'île de Jerba<sup>302</sup>. Compte tenu du caractère stratégique des nappes profondes de la plaine pour l'alimentation en eau potable du Sud-Est tunisien et la médiocre qualité des ressources du littoral, le creusement de forages pour l'irrigation a été très limité jusqu'au début des années 1990<sup>303</sup>. En théorie, l'extension de l'agriculture irriguée est donc réduite aux aires d'écoulement des nappes phréatiques, dont le taux de salinité parfois élevé, limite les rendements et la diversité culturale.



#### Adduction d'eau dans la J'farra tunisienne.

<sup>302</sup> Ces périmètres ont été établis au cours des années 1980 et 1990 pour permettre un meilleur contrôle des phénomènes de surexploitation des nappes phréatiques dans ces espaces. La réglementation des périmètres de protection est particulièrement stricte puisque est interdite la création de nouveaux puits ou forages, tandis que sont soumis à autorisation, selon les cas, les travaux de réfection voire l'exploitation même des ouvrages hydrauliques (Palluault, 2003).

<sup>303</sup> Les principales réalisations ont concerné la mise en exploitation de forages publics dans la bordure littorale, au cours des années 1960 et 1970, dans le cadre du développement avorté d'une agriculture intensive basée sur la production de fourrages, de sorgho ou d'asperges (Nasr, 2002).

Cette situation de pénurie d'eau constitue une entrave à l'investissement et au développement des cultures dans la J'farra alors qu'elles pourraient profiter de la manne issue du commerce informel et de la distribution des terres *âarch*.

Parmi les projets proposés pour résoudre la question de la rareté de l'eau destinée à l'agriculture, la prospection des nappes profondes fossiles du Terminal Continental ou l'exploitation des ressources du miopliocène constituent des alternatives susceptibles de combler, au moins partiellement, le déficit constaté (Yamoun, 1993). Toutefois, comme l'ont souligné il y a déjà longtemps A. Abaab et J.-P. Chassany, si la réalisation de sondages profonds est susceptible de résoudre la question des quantités d'eau, il demeure difficile de prétendre parvenir à sa distribution sur l'ensemble de la région sans consentir à des investissements très lourds (Abaab et Chassany, 1994). Cet avis est partagé par A. Aïdoud qui considère que l'implantation d'un point d'eau à très grand débit pour l'amélioration des parcours ou pour l'irrigation d'un périmètre de mise en valeur, notamment dans la J'farra, aurait pour effet la concentration du cheptel sur les parcelles situées à proximité du point d'eau et favoriserait en conséquence, la surexploitation de ces terres (Aïdoud, 1994).

2.2.4. Les forages privés et illégaux : les ressources financières de la contrebande au service de la course à la nappe.

Face aux multiples obstacles de mise en valeur des ressources aquifères, les promoteurs des périmètres irrigués ont eu recours à des forages illégaux. En effet, force est de constater que les régions de la J'farra connaissent depuis près d'une dizaine d'années une véritable « course à la nappe »<sup>304</sup> à la faveur de l'arrivée, par la voie de la contrebande de Dh'hibet, d'outils performants de forage équipés de sondeurs et de têtes à haute résistance abrasive. Bien qu'interdits et parfois même réprimés, ces travaux de sondage clandestins sont de plus en plus fréquents dans la J'farra où les exploitants, dans une triple stratégie d'appropriation de la terre attribuée, de mise en valeur arboricole ou maraîchère et enfin de création d'un point d'eau pour le troupeau (proche ou lointain), en entreprennent de très profonds, soit de manière individuelle, soit dans le cadre d'associations de type *douleb*. L'approvisionnement en eau, que les économistes et planificateurs officiels considèrent comme onéreux puisque nécessitant des moyens considérables pour les canalisations et les pompes, a été approché différemment par les agropasteurs werghemmi.

---

<sup>304</sup> Nous avons, à plusieurs reprises, rencontré ce terme dans la J'farra (que les Touazines désignent par *s'beg el h'fir*), où les propriétaires des exploitations connaissent une véritable concurrence sur les ressources en eau de la nappe. Selon nos informateurs, à chaque fois, qu'un sondage est réalisé dans une parcelle, les voisins constatent un abaissement du niveau de la nappe et procèdent immédiatement à un approfondissement de leurs puits.

Ceux-ci, grâce à la mobilisation de leurs tracteurs<sup>305</sup> alimentent par des citernes les troupeaux, même lorsque ceux-ci pâturent sur des parcours très lointains (Ben Rached, 1999).

L'intensification de l'exploitation agricole a entraîné rapidement l'apparition de phénomènes de surexploitation de la nappe, qui se sont caractérisés par un rabattement plus prononcé du niveau piézométrique des nappes au cours de la saison estivale et surtout par une élévation de la salinité des eaux.

La détérioration de la situation des nappes phréatiques a conduit à l'approfondissement des ouvrages hydrauliques jusqu'au second aquifère, ou parfois à leur abandon par les propriétaires<sup>306</sup> lorsque les capacités financières ont fait défaut et que le taux de salinité a éloigné toute perspective de valorisation ultérieure. Elle a nécessité de la part des agriculteurs, des stratégies de redéploiement vers les bordures des oasis, notamment à Zarzis et El Grine et un changement des pratiques culturales en faveur d'espèces plus résistantes au sel. Cette évolution, particulièrement défavorable aux espaces littoraux explique en grande partie les redéploiements des périmètres irrigués à l'échelle régionale qui s'expriment par leur « déplacement » de la frange littorale et insulaire vers la plaine intérieure et notamment aux alentours de Ben Guerdane et Médenine.

Au-delà de la qualité des aquifères, la profondeur des nappes, qui croît vers l'intérieur des terres, nécessite une plus forte capacité de financement et une prise de risque que ne peut assumer la majorité des ménages ruraux, bien que les techniques de forage à moins de 50m soient désormais devenues financièrement accessibles à certaines catégories d'acteurs relativement aisées, notamment celles actives dans le commerce informel (Palluault, 2003).

### 2.3. La « privatisation » des nappes : l'inégalité d'accès à la ressource eau contournée.

La situation de pauvreté hydraulique dans la J'farra s'accompagne de formes d'inégalités croissantes au sein même de l'espace rural, en lien avec la marchandisation de la ressource et un desserrement très sélectif des modalités d'accès aux nappes profondes douces depuis la fin de la décennie 1990.

---

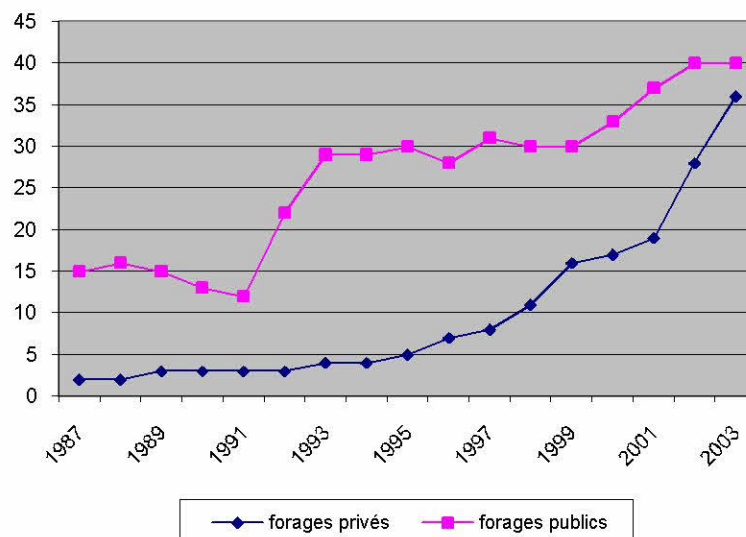
<sup>305</sup> Les tracteurs sont de marque *J'daâ* (Rameau) montés en Libye et importés en contrebande par le passage de Dh'hibet.

<sup>306</sup> L'évolution de l'exploitation à partir de puits de surface dans la J'farra illustre bien cette évolution contradictoire. Entre 1979 et 1984, le nombre de puits de surface équipés de pompe est passé de 33 à 98, mais dans le même temps le nombre d'ouvrages abandonnés a augmenté de 45 à 107 puits, en raison notamment de la salinisation des points d'eau (Mzabi, 1993).



Les inégalités autour de l'eau sont exacerbées par l'apparition de périmètres irrigués à partir de forages privés. Ceux-ci sont le fait d'une nouvelle catégorie d'acteurs qui a bénéficié d'un desserrement des contraintes entourant l'accès aux nappes profondes (Palluault, 2003). L'octroi d'autorisation de forages privés à fin d'irrigation s'explique par la pression croissante exercée par les populations (et notamment certains membres de l'élite locale active dans le secteur informel) sur les responsables régionaux du Commissariat Régional de Développement Agricole. Ainsi, le nombre des forages privés en exploitation a doublé entre 2001 et 2003, passant de 16 à 32 ouvrages, et devrait s'accroître rapidement puisque plus d'une centaine d'autorisations a été délivrée depuis 1998 dans la J'farra comme l'illustre le graphique suivant.

Evolution du nombre de forages destinés à l'irrigation de périmètres agricoles selon leur statut dans la J'farra



Source : d'après DGRE, Annuaire des nappes profondes, 1987-2003

La création de plusieurs périmètres irrigués d'une taille relativement importante (jusqu'à 45ha) dans les zones de captage de l'eau potable des nappes de grès de Trias illustre de nouvelles formes de concurrence entre les secteurs (notamment entre l'agriculture et le tourisme) mais pose surtout la question de l'effet induit de cette agriculture très intensive sur l'évolution d'une nappe actuellement surexploitée (Romagny et Guillaume, 2004).

L'inégalité de l'accès aux ressources aquifères et par conséquent à la possibilité de développer une agriculture irriguée intensive sur les parcelles issues des terres *âarch* attribuées à titre privatif est accentuée par les dispositions sélectives établies par les autorités locales. Inégalité qui profite essentiellement aux acteurs du commerce informel qui sont les seuls à pouvoir



répondre aux exigences administratives et financières des autorités. En effet, les responsables du CRDA ont défini des règles strictes pour l'obtention d'une autorisation de forage à plus de 50 m. Le requérant doit ainsi justifier d'une formation agricole ou d'une expérience dans l'irrigué<sup>307</sup> et respecter l'utilisation des techniques d'économie d'eau (goutte à goutte). Mais c'est bien le critère économique qui est le plus déterminant. Aussi seule une nouvelle catégorie d'exploitants agricoles, disposant de revenus substantiels acquis dans le secteur informel ou d'apports familiaux considérables<sup>308</sup>, présente la crédibilité nécessaire pour répondre aux exigences des pouvoirs publics. Ils sont en effet les seuls à prétendre supporter les frais inhérents à l'équipement moderne d'un périmètre (forage profond électrifié, réseau d'irrigation localisée, équipement mécanique, fort recours aux intrants) et au développement progressif de leur activité. En quelques années, ces exploitants ont constitué quelques grands périmètres irrigués, axés sur des spéculations à haute valeur ajoutée destinées au marché et à un fort degré d'intensification. Toutefois, les autorisations délivrées par les autorités s'avèrent rapidement insuffisantes et les promoteurs des périmètres irrigués procèdent à de nouveaux forages illégaux sur les terres voisines acquises auprès de petits propriétaires sans ressources.

Confrontés à une politique officielle de distribution de l'eau qui a depuis longtemps privilégié les zones touristiques de Jerba (M'zabi, 1993) –sans parler de l'exploitation industrielle, sous forme d'eau minérale, des sources de l'oued Zeuss ou de Koutine<sup>309</sup>- et constatant la possibilité de prendre en charge la prospection profonde des nappes, les J'farris (ou plus particulièrement certains membres de l'élite locale active dans le secteur de l'informel) tendent à s'approprier progressivement une ressource qu'ils estiment abondante sous leurs terres. Toutefois, cet accès, souvent illégal, est à la source d'un fort sentiment de frustration chez la majorité des propriétaires de terres *âarch* récemment attribuées. Par conséquent, les acteurs principaux et influents du secteur informel sont en passe de monopoliser les prospections et les forages profonds. Cette position leur permettra dans un avenir proche de détenir le contrôle du secteur agricole, du moins sa composante irriguée et performante.

---

<sup>307</sup> A défaut d'expérience personnelle, le requérant peut s'engager à recruter un technicien diplômé au sein de son entreprise d'exploitation du forage. Cette « exemption » n'est applicable que dans le cas des entreprises et n'est donc pas applicable aux exploitations familiales ou individuelles.

<sup>308</sup> Dont certains sont des propriétaires d'hôtels qui désirent « détourner » les eaux pompées dans les forages à destination agricole pour alimenter leurs unités d'hébergement et réduire ainsi les charges d'exploitation.

<sup>309</sup> Il s'agit de deux sondages qui produisent une eau d'une très grande qualité minérale et dont l'exploitation a été attribuée à des promoteurs, ce qui prive la population locale de ces deux sources dont les eaux étaient mélangées à celles en provenance de Gharram, afin de les adoucir.

### 3. Les mutations de l'agriculture dans la J'farra : un secteur assisté et précaire malgré les apports financiers.

La J'farra a fait l'objet de plusieurs tentatives de mise en valeur agricole depuis l'arrivée des puissances coloniales dans la région. Ces tentatives visaient à accélérer l'intégration de la région au sein des territoires coloniaux et à fixer les populations nomades (Nasr, 1993). Les autorités qui, après les indépendances, prirent leur suite, adoptèrent des positions marquées par des dissemblances inhérentes à leurs différences idéologiques. Alors que les conditions climatiques et édaphiques soient similaires, de part et d'autre de la frontière -faiblesse et irrégularités des précipitations, fragilité des sols (Bourbouze, 1990)- les stratégies de mise en valeur, la gestion des ressources et les résultats obtenus présentent des différences manifestes. Nous nous proposons, avant d'établir un bilan comparatif des deux politiques mises en œuvre pour l'agriculture et l'élevage dans les deux pays, de dresser l'état des lieux dans la J'farra en veillant à mettre en exergue les interactions avec les autres secteurs d'activité qui mobilisent eux aussi les ressources hydrauliques et le foncier.

#### 3.1. Les politiques agricoles mises en œuvre dans la J'farra libyenne : risques et limites d'une exploitation volontariste des ressources.

La rareté des terres fertiles, (moins de 10% du territoire est constitué de terres cultivables), est la caractéristique principale de l'agriculture libyenne en général (Tarih Charaf, 1996). Il faut y ajouter la médiocrité des ressources en eau immédiatement mobilisables et un manque chronique de main-d'œuvre agricole. Ces « biens rares » sont autant de facteurs qui expliquent le déclin de l'agriculture entre les premières années de l'indépendance et la proclamation des réformes foncières et agricoles dans les années 1970. La découverte du pétrole a induit une mentalité rentière et a provoqué une forte migration interne vers les villes au détriment de la population rurale. Il en est résulté un abandon accéléré des régions agricoles et pastorales (Al Houny, 2006). Toutefois, à partir de 1974 et à la suite de la mise en place des premières instances du pouvoir jamahiriyen, l'agriculture a été proclamée « Cause Fondamentale ». L'Etat vise à parvenir à l'autosuffisance alimentaire, c'est du moins ce qu'il déclare (Madani, 1985). Pour autant, avec l'élévation du niveau de vie et la croissance rapide de la population, les importations ont enregistré une très forte augmentation au cours de la décennie 1970 (Quraïchi, 1991).

Pour réaliser leur objectif, les autorités ont engagé des mesures visant trois objectifs :

- la recherche et le développement de nouvelles terres agricoles,
- l'encouragement aux agriculteurs, et

- la lutte contre la rareté de l'eau en mobilisant les ressources fossiles, ce qui nécessite des moyens gigantesques, inconcevables sans les immenses revenus pétroliers.

Dans un premier temps, c'est-à-dire au cours des deux décennies 1970 et 1980, l'essentiel des aménagements destinés à l'amélioration de la production agricole a été concentré le long du littoral méditerranéen, entre autres le littoral de la J'farra ; cette zone a accaparé près des 55% des investissements prévus pour le secteur agricole par les trois Plans Triennaux de Changement Economique et Social (Tarih Charaf, 1996). Cette orientation n'a fait que prolonger la tendance initiée par la colonisation agricole aux dépens des parcours pastoraux. Ainsi, pendant les années 1980, les investissements consentis par les autorités ont permis la création de 6 périmètres d'une superficie totale de 500 000 ha<sup>310</sup> dont près des deux tiers sont situés dans la J'farra.

Le peuplement s'est effectué sous la forme de fermes dispersées dans des lots variant de 20 à 50 hectares. Des aménagements plus limités ont concerné la Cyrénaïque autour de Benghazi, où 100 000 ha ont été identifiés pour une mise en valeur. Grâce à un effort soutenu de mobilisation des ressources en eau et à l'octroi de subventions massives, des résultats que nous pouvons considérer comme relativement positifs ont été obtenus. En dressant leur liste, A.K. Ferhany note une réelle progression de la production de blé - de 110 000 tonnes en 1975 à 310 000 tonnes en 2002 - de l'orge - de 80 000 tonnes à 190 000 tonnes- des agrumes - de 75 000 tonnes à 183 000 tonnes - des olives de 130 000 tonnes à 390 000 tonnes. Mettant en exergue l'apport de la J'farra dans cette progression significative de la production agricole, l'auteur précise que cette région a fourni 66% des agrumes, 61% des olives et près de 41% des céréales (Ferhany, 2006). Toutefois, cette progression des tonnages produits est relativisée par B. Ghouwila, qui attire l'attention sur le fait que ces progrès n'ont pas réduit l'inadéquation entre l'offre et la demande des produits agricoles. Selon lui, en effet, la Libye, qui importait 146 000 tonnes de céréales annuellement au cours des années 1960, en importe 12 fois plus en 2004, soit 1 800 000 tonnes. De même, le pays achète 6 fois plus de fruits qu'il n'en produit et les achats alimentaires représentent 20% du montant total des importations (Ghouwila, 2005). B. Ghouwila, considère que la politique agricole n'a pas atteint l'essentiel de ses objectifs, en particulier « *en raison d'une planification qui néglige les approches d'optimisation économique et d'une utilisation excessive et non rationnelle des ressources en eau et des risques sérieux d'épuisement du patrimoine aquifère fossile* » (Ghouwila, 2005)<sup>311</sup>.

---

<sup>310</sup> En 1993, les prévisions ont été ramenées à 83% de cette superficie initiale.

<sup>311</sup> Dans son étude relative aux enjeux structurels des mutations de l'agriculture dans la Jamahiriya, B. Ghouwila désigne les « mentalités anti-économiques » comme responsables de cet échec. Selon lui, Les

Un autre obstacle structurel, mais d'ordre social celui-ci semble se dresser face au développement de l'agriculture. C'est celui de la rareté de la main-d'œuvre qualifiée. En effet, c'est souvent à cause d'un tel déficit que nombre de projets ont été abandonnés par leurs promoteurs<sup>312</sup>. Les ouvriers égyptiens, qui sont traditionnellement les plus présents dans les exploitations depuis le début des années 1970, deviennent de plus en plus rares et récalcitrants suite à la multiplication des cas de vexations dont ils font objet quotidiennement de la part des employeurs ou des autorités<sup>313</sup>. Seule la main-d'œuvre d'origine subsaharienne accepte les difficiles conditions de travail dans ces exploitations, notamment dans la région qui s'étend du Fezzan à la J'farra, afin de gagner les sommes nécessaires pour le paiement du *harrag* (passeur) chargé de l'organisation de leur traversée clandestine vers l'Europe à partir des ports de Zouara ou de Sormane (Pliez, 2006).

Ce que nous avons constaté lors de notre enquête de 2005, à savoir un nombre sans cesse croissant de fermes mises en location par leurs propriétaires libyens à des promoteurs werghemmis de Tunisie notamment dans les régions proches de la frontière à l'Ouest de Zouara ou sur la route qui mène d'Al Watiya à Nalout. Ce recours à la mise en location des fermes est la conséquence du déficit de main-d'œuvre. Nous avons aussi remarqué, que depuis la proclamation des lois relatives à la grande propriété foncière, lois qui ouvrent la voie à « une mise en valeur grâce à plusieurs

---

moyens mobilisés sont de même nature que ceux mis en œuvre dans les monarchies rentières du Golfe à savoir :

- Une gestion minière des réserves fossiles d'eau ;
- Le recours à une technologie étrangère sophistiquée et complexe ; et
- Des investissements considérables sans aucun calcul préalable de leur rentabilité.

Par conséquent et à titre d'exemple, le prix de revient du blé produit à Ajilet, dans la J'farra intérieure – une zone qui ne reçoit que 150 mm de précipitations annuelles- est 4 à 5 fois supérieur au cours mondial. De même, le prix de revient du mouton de Nalout est le plus élevé sur le marché mondial. Sur un autre plan, les coûts relatifs à l'exploitation irrationnelle des réserves fossiles d'eau sont difficilement estimables et les performances sont nettement inférieures aux résultats escomptés par les populations et promis par les promoteurs du projet. Le volontarisme idéologique qui a présidé aux options de mise en valeur par une irrigation aussi coûteuse n'a pas résisté à l'épreuve des dures réalités du terrain. Les possibilités de cette culture dans des régions arides sont en réalité très limitées et les risques pour le futur d'une poursuite de ces formes de mise en valeur sont considérables (Ghouwila, 2005).

<sup>312</sup> Pour la seule *chaâbiya* de Nigat Khams (Zouara), les projets agricoles recensés comme « en difficultés » pour l'année 2005 sont au nombre de 124, soit une augmentation de l'ordre de 11% par rapport à l'année qui a précédé. Les raisons de ces « difficultés » ne sont pas clairement spécifiées dans les recensements. L'absence de main-d'œuvre qualifiée est citée comme la principale cause de cessation d'activité par nos interlocuteurs.

<sup>313</sup> Les employeurs libyens ont recours, avec les employés libyens et subsahariens, à une pratique connue dans les pays du Golfe sous l'appellation *kafil*. L'employé remet son passeport à son employeur. Ce dernier opère, à l'occasion de chaque salaire, une retenue qui n'est libérée que lorsqu'il accepte le départ de l'employé. Cette pratique est destinée, selon les employeurs libyens que nous avons interrogés, à assurer une certaine stabilité de la main-d'œuvre. Toutefois, pour les Égyptiens, la perte du passeport ou sa confiscation constitue légalement un très grave délit et entraîne souvent l'interdiction de voyage. La pratique du *kafil* met l'employé égyptien dans une situation de grande précarité.



modes d'association et d'intéressement par le propriétaire », les acquéreurs de parcelles irriguées de la J'farra orientale ont fait appel à leurs partenaires de Ben Guerdane ou de Zarzis pour s'occuper de leurs terres. Situées dans un rayon de moins de 80km des villes et villages de la J'farra tunisienne, ces fermes sont exploitées (sous le régime de la location) par des *mougharissi* (associés) touazines ou accaris qui font appel à une main-d'œuvre j'farrie tunisienne et y pratiquent l'oléiculture ponctuellement irriguée selon les procédés du goutte-à-goutte et un maraîchage d'été dont les productions sont destinées au secteur touristique de Jerba<sup>314</sup>.

Selon B. Ghouwila, la place de la J'farra dans le développement de l'agriculture est très importante, et ce grâce à ses potentialités aussi bien naturelles qu'humaines. Selon cet auteur, les exploitations localisées à Koufra, Sebha ou Tazerbo se trouvent à des centaines de kilomètres du littoral où se concentre la population ; leur environnement naturel est si hostile (chaleur, sable), que, si l'on en croit B. Ghouila, il interdit tout écoulement régulier et maîtrisé de la production ; il rend également impossible la fixation sur leurs terres de la population agricole alors que les villes se développent à proximité. Toujours selon cet auteur, tant les fermes d'Etat de Koufra que les fermes individuelles à Tazerbo, Maâbouss Youssef, et S'biâa n'attirent pas plus les Libyens du Nord que les Egyptiens ou même les Soudanais de Dongola. C'est pourquoi cet auteur invite à accepter l'idée de transférer l'eau aux lieux où se concentre la population et où il est possible de mobiliser une main-d'œuvre qualifiée et stable plutôt que de transférer la population là où l'eau est pompée. Seule la J'farra semble offrir cette opportunité (Ghouwila, 2005).

### 3.2. L'agriculture dans la J'farra tunisienne : une activité soutenue par le réinvestissement des capitaux informels.

L'objet du chapitre n'est pas l'élaboration d'une analyse détaillée du secteur agricole dans la J'farra, mais de mettre en exergue les interactions entre les divers aspects inhérents au foncier, aux ressources en eau et à l'investissement de capitaux issus du secteur informel<sup>315</sup>.

---

<sup>314</sup> Ces données ont été collectées lors de notre séjour dans la J'farra orientale en 2005. Il importe de souligner que nous ne disposons que d'observations éparses et de commentaires brefs recueillis auprès de quelques exploitants Tunisiens rencontrés à Zouara. Nous estimons que le métayage en Libye constitue une importante ouverture dans l'agriculture J'farrie qui mobilise de plus en plus de personnes et de moyens quoi que de manière discrète et informelle et qui offrirait un champ de recherche révélateur des mutations à venir en Libye.

<sup>315</sup> Plusieurs ouvrages ont été consacrés à l'agriculture dans le Sud tunisien et dans la J'farra en particulier et ont traité ce secteur en détails, nous pouvons citer à titre d'exemple les écrits de A. Kassah consacrés à la mise en valeur agricole en Tunisie présaharienne, la communication de B. Romigny, S. Pallauault et M. Sgaïer autour de l'agriculture dans le Sud-Est tunisien et les études de N. Nasr sur les exploitations agricoles irriguées dans la région de la J'farra du Sud.

Les transformations socio-économiques des zones rurales du Sud-Est tunisien ont fait l'objet de nombreuses analyses, lesquelles font ressortir des mutations profondes caractérisées par le passage d'une utilisation extensive des ressources naturelles, dans le cadre d'un mode de vie nomade et semi-nomade, à une occupation et une utilisation relativement intensives de l'espace suite à la sédentarisation des populations locales, la privatisation des terres, le développement de l'arboriculture et une diversification de l'activité économique (Abaab, 1986; Nasr et al., 2000). Comment en est-on passés d'une exploitation à caractère agropastorale, notamment dans la plaine, à un mode intensif localisé ? Quels rapports entre les moyens de mobilisation des ressources en eau et les dynamiques foncières ? Quelle place occupe l'agriculture dans le réinvestissement des capitaux issus des activités informelles ?

3.2.1. Les premières exploitations agricoles dans la J'farra : une œuvre de semi-nomades.

Avant de répondre à ces interrogations, nous estimons qu'il serait utile de dresser un descriptif synthétique des mutations intervenues dans l'agriculture de la J'farra.

L'occupation humaine de la Jeffara est ancienne et caractérisée par la diversité des populations également liée à des mouvements migratoires importants (Barouni, 1987). Dans les plaines, la valorisation des ressources pastorales était optimisée par des élevages mobiles et par la pratique d'une céréaliculture pluviale irrégulière car tributaire de la qualité des pluies. Les oasis du littoral et les massifs montagneux hébergent depuis des siècles des sociétés agricoles dont l'économie est complémentaire à celle des agropasteurs nomades. On distingue historiquement, dans la J'farra deux ensembles, la plaine intérieure et le littoral (Badel, 1979).

En dehors des oasis littorales de la région de Zarzis et de la péninsule de Sidi Makhlouf, les premiers aménagements autour de forages profonds datent de la période coloniale (Louis, 1979).

À l'indépendance du pays en 1956, le Sud tunisien hérite d'une situation économique difficile. L'agriculture employait plus de la moitié de la population active et constituait une source de revenus, même précaire, pour des dizaines de milliers d'anciens pasteurs sans troupeau et de marginalisés. Toutefois, cette période qualifiée dans une série d'études comme une « phase libérale de sédentarisation »<sup>316</sup> a été marquée par la modestie des investissements publics dans les infrastructures et la mobilisation des ressources en eau.

---

<sup>316</sup> Nous citerons trois études importantes consacrées à la J'farra qui ont traité en détails de cette période (de 1956 à 1962) : « *Entre désertification et développement, la Jeffara tunisienne* » sous la direction de M. Requier-Desjardins, « *La mise en valeur agricole en Tunisie présaharienne entre tradition et modernité* » de A. Kassah et « *Nomades d'hier et d'aujourd'hui dans le Sud tunisien* » d'A. Louis.

A partir de 1962 et jusqu'en 1970, l'agriculture dans la J'farra a été soumise, à l'instar du reste des régions du pays, à une expérience dite « dirigiste » marquée par la généralisation des coopératives<sup>317</sup>. Si dans le reste le pays, les terres ont été intégrées au sein de coopératives (notamment celles des fermes coloniales), dans la J'farra, les pasteurs ont été contraints de « mettre en coopérative » leur cheptel et leurs parcours. Les dérives autoritaires de l'expérience et la faiblesse des moyens mis en œuvre pour développer le secteur ont conduit à une profonde crise (Boutaleb, 2002). En effet, cette expérience a fini par ruiner la région, les premiers périmètres oléicoles de la plaine ont été abandonnés, un fort courant migratoire vers les villes et l'étranger a contribué à vider les campagnes J'farries de ses agropasteurs et plus de la moitié du cheptel avait été abattue ou vendue à des prix dérisoires entre 1966 et 1969 (Yamoun, 1993).

Entre 1970 à 1990, après une courte période ayant fait suite à l'abandon des coopératives, la libéralisation de l'économie a été engagée. Dans le Sud, les transferts des économies des immigrés en Europe et en Libye, la distribution des terres *âarch*, la relance des investissements publics dans les infrastructures et les forages et la croissance de la demande émanant des zones touristiques voisines de Jerba ont marqué le début du développement de l'agriculture avec la mise en culture de nouvelles terres, le retour à l'élevage ovin et la généralisation progressive de la mécanisation (Mzabi, 1993). Il y'a lieu de souligner que durant cette période, l'argent de l'immigration, notamment celle des premiers *mazegri*, avait joué un rôle de premier ordre dans la mutation très rapide qu'a connu la J'farra (Abâab et Chassany, 1994).

Pendant cette période, les terres *âarch* ont été distribuées aux ayants-droit. Toutefois, les anciennes attitudes de méfiance à l'égard des autorités dont les actions sont soupçonnées de réversibilité demeuraient vivaces au sein des populations. Les nouveaux propriétaires de lopins craignaient un abandon de la politique de privatisation des terres et même la confiscation de celles qui ont été distribuées (Hamza, 1986). Ainsi, pour marquer sa propriété de la nouvelle terre qui lui est attribuée, l'agriculteur j'farri s'oriente généralement vers l'oléiculture en s'associant avec une autre personne dans le cadre d'un contrat de *mougharssa* (co-plantation)<sup>318</sup>. La majorité des nouveaux propriétaires ne disposent pas de moyens financiers pour la mise en valeur de leurs terres, par conséquent le contrat de *mougharassa* est généralement conclu avec des personnes

---

<sup>317</sup> Cette expérience qui s'est fondée, dans les discours, sur une série de slogans « collectivistes » a été en fait soutenue et financée par la Banque Mondiale et par des fonds d'investissements américains et occidentaux. Il y a lieu de remarquer que cette expérience a, par endroits et secteurs, réussi certains aspects de son programme (scolarisation, planning familial, infrastructures), mais des dérives importantes l'ont marquée, notamment en matière de démocratie et de participation populaire, contribuant ainsi (avec d'autres facteurs) à son échec.

<sup>318</sup> Un code local interdit l'expropriation après la plantation d'arbres. Toute personne ayant planté des arbres (oliviers ou palmiers) sur une terre appartenant au *âarch*, devient propriétaire de cette terre.

capables de mobiliser les ressources nécessaires<sup>319</sup>. L'associé en *mougharassa* est généralement appelé à réinvestir l'argent provenant de l'émigration ou de la contrebande pour acquérir des moyens techniques et du matériel (tracteurs et motopompes puissantes) lui permettant de défricher, de planter, d'entretenir et d'irriguer les nouvelles plantations (Boutaleb, 2002).

Dans les années 1990, les premières retombées du commerce informel ont se sont traduits par la généralisation de l'utilisation du tracteur dont l'acquisition est désormais accessible à la grande majorité des acteurs du secteur informel. Le remplacement de l'araire ou de la charrue à soc par la charrue à poly-disques a permis de gagner à la culture de très vastes superficies, aux dépens des parcours et pour étendre l'oliveraie. Près de 85 000 ha sont ainsi passés aux labours entre 1992 et 2000 (Boutaleb, 2002), la plupart des superficies étant plantées d'olivettes irriguées grâce à des citernes montées sur des tracteurs. Cette transformation rapide du système de mise en valeur des terres a cependant entraîné une accélération de l'érosion par les eaux et les vents<sup>320</sup>.

3.2.2. Les problèmes de l'agriculture dans la J'farra : faible maîtrise des filières de la distribution et des techniques d'irrigation.

Lors des années 1990 et 2000, qui coïncident avec une période de libéralisation économique et d'accélération de la mise en valeur des terres *âarch* attribuées à titre privé, le paysage de la région est devenu majoritairement oléicole, grâce aux investissements issus du commerce informel. Cependant, l'absence de maîtrise de la filière de l'huile d'olive s'est traduite par la modestie de la qualité du produit final et des revenus (Palluault, 2003).

---

<sup>319</sup> Les contrats de *mougharassa* conclu avant l'essor du commerce informel prévoyaient le partage des tâches et des investissements entre le propriétaire de la terre et son associé. Ce dernier assurait la fourniture des plantations et leur entretien (irrigation et protection) pendant les cinq premières années. Au terme de cette période d'association, il devient propriétaire de la moitié de la parcelle mise en valeur (ou de la moitié des olivettes). Les clauses de ces contrats de *mougharassa* ont connu des modifications importantes à la suite du développement du commerce informel et l'accélération du processus de privatisation des terres *âarch*. Une partie importante des propriétaires de lopins acceptent désormais de céder jusqu'à 70% de la superficie de leurs terres en contre partie de la réalisation d'un sondage profond et de la mise en place d'un système d'irrigation en goutte-à-goutte. Les associations de *mougharassa* sont conclues, par conséquent avec des acteurs du commerce informels qui sont seuls capables de mobiliser des capitaux importants.

<sup>320</sup> L'érosion hydrique et éolienne causée par ce mode d'exploitation a été estimée à une perte en sol de l'ordre de 50 à 250 tonnes/ha/an. Selon A. Aidoud, qui a collaboré à ces études d'évaluation des effets de la mécanisation sur les systèmes écologiques dans la J'farra, la capacité journalière de labour d'un tracteur est quarante fois supérieure à celle d'un animal ; et que par conséquent, cent tracteurs peuvent faire un mal irréparable à 300 000 hectares en une seule campagne de labour dans le cas d'une année pluvieuse. La mécanisation, en utilisant des outils souvent mal adaptés aux conditions climatiques et édaphiques, engendre en quelques décennies des dégâts supérieurs à ceux supportés par la région lors des siècles précédents (Aidoud, 1994).



Toutefois, l'oléiculture n'est pas le seul secteur à connaître des difficultés, l'agriculture irriguée qui, s'est rapidement développée sur des périmètres privés à partir du début des années 1990, est confrontée depuis le début des années 2000 à des problèmes inhérents à l'organisation des filières de commercialisation. En effet, les activités de maraîchage qui ont connu un succès certain lors des premières années de mise en valeur des parcelles dotées de forages profonds rencontrent désormais des problèmes de débouchés. La demande en fruits et légumes émanant du secteur touristique de Jerba n'absorbe plus la totalité de la production des serres (Boutaleb, 2002).

L'absence de spécificité régionale de la J'farra tunisienne en terme de productions (spéculations particulières) ou de période de mise sur le marché (notamment celle des primeurs) expose les périmètres irrigués locaux à la concurrence des produits de régions plus productives où ces conditions sont moins contraignantes, à l'instar de la Hamma, El Mancef, Sidi Bou Zid et la Nefzaoua.

Les contraintes sont aussi d'ordre technique. Les difficultés qu'éprouvent les agriculteurs dans le contexte d'un passage récent de l'agriculture en sec à une activité d'irrigation exigent une maîtrise technique particulière.

3.2.3. L'agriculture et la polyactivité des ménages j'farris : une complémentarité nécessaire.

L'agriculture occupe de plus en plus un statut de source de revenus secondaire pour les ménages ruraux de la J'farra tunisienne. Elle constitue, néanmoins un recours non négligeable en matière de subsistance, de revenus et de gestion des risques, en particulier à travers l'oléiculture, la céréaliculture extensive et l'irrigué. Elle reste aussi un référent culturel et patrimonial vivace (Romagny et al, 2005).

Les migrations et la pluriactivité extra-agricole contribuent amplement au maintien des exploitations agricoles. Les populations j'farries conjuguent une série d'activités économiques afin de se prémunir de la précarité qui caractérise tous les secteurs dans la région et en premier lieu l'agriculture (Sghaier & al, 2003).

Le taux d'exploitation au sein des exploitations agricoles témoigne de l'importance de la pluriactivité des propriétaires des parcelles. R. Belhouchet relève que le niveau d'utilisation des exploitations est de l'ordre de 25% dans le gouvernorat de Medenine. Selon lui, *« cet état de fait ne semble pas lié à un seul facteur en particulier, mais à un contexte général (volatilité des prix, conditions de production, situation financière des usagers) qui prédispose le propriétaire de la parcelle agricole irriguée ou de l'oliveraie à des comportements de gestion des risques »*. L'auteur qui a mené en 1997 une analyse agro-économique des exploitations agricoles irriguées

dans la J'farra, affirme, à partir des enquêtes menées auprès des propriétaires des parcelles que ceux-ci « écartent le principe d'un recours aux prêts bancaires et se montrent particulièrement soucieux de se prémunir des incertitudes touchant à la fois leur production et la volatilité des prix du marché. Une grande partie des producteurs j'farris opte pour un investissement minimal, aussi bien financier qu'en terme de temps de travail. Cette stratégie visant à percevoir un revenu plus faible mais relativement sûr explique la prépondérance de l'oléiculture développée en semi-intensif et du recours à l'association dans les exploitations irriguées » (Belhouchet, 1997).

Le constat de R. Belhouchet est corroboré par les enquêtes effectuées par l'équipe ayant réalisé l'étude relative à la désertification et développement dans la J'farra tunisienne. En effet, les deux séries d'enquêtes qualitatives et quantitatives menées dans le cadre de cette étude permettent de « ressortir la part secondaire des revenus de l'agriculture pour les familles j'farries ; à peine plus d'un tiers des cinq cents ménages enquêtés peut se satisfaire d'une seule source de revenus ». Selon les auteurs de l'étude, « si cumuler plus de trois sources de revenus constitue un indicateur de précarité, les revenus extérieurs, issus d'autres activités, dont notamment le commerce informel, sont investis, en priorité dans l'agriculture, laquelle demeure un fondement de la cohésion sociale et familiale » (Requier-Desjardins & alt, 2006).

Toutefois, et toujours selon la même étude, la diversification des sources de revenus à aussi des effets négatifs sur le développement de l'agriculture. A ce titre, les migrations qui « touchent une grande partie des ménages, notamment depuis l'ouverture de la frontière participent au vieillissement des chefs d'exploitations rurales et au manque de main d'œuvre agricole. Cette évolution si elle venait à s'intensifier menacerait l'avenir des agricultures familiales et renforcerait les déséquilibres de l'occupation des espaces ruraux » (Requier-Desjardins & alt, 2006).

3.2.4. Les nouvelles formes d'association dans l'agriculture j'farrie : la *mougharassa* comme forme de réinvestissement des revenus du commerce informel.

A partir de la seconde moitié des années 2000, les exploitations agricoles de la J'farra occidentale et précisément sur les terres touazines et accaries au voisinage de la frontière ont connu une dynamique de mise en valeur caractérisée par l'importance des capitaux investis. De nombreuses parcelles situées entre Ben Guerdane et Bibane ont été équipées de systèmes d'irrigation en goutte-à-goutte, des forages ont été réalisés à des profondeurs importantes et des locaux frigorifiques ont été édifiés sur la route menant à Ras J'dir. Ces nouvelles installations témoignent de l'importance des investissements financiers consentis par les promoteurs, lesquels ne sont pas nécessairement les exploitants des parcelles. Grâce à notre visite au Cheikh El Aïdi

Ben Khelif J'nifene, un membre de l'élite touazine impliqué dans la gestion du secteur du change informel (*sarrafa*) et le financement des *doulebs* dans sa *gharssa* proche de Ben Guerdane que nous avons rencontré le 11 octobre 2007, nous avons pu établir les observations suivantes :

Les parcelles mises en valeur appartiennent à des familles dont les membres sont principalement actifs dans le commerce informel. Lors du montage des *douleb* avec les *aâmem* qui sont les banquiers du système, les commerçants informels apportent, en guise de contribution dans l'association, leurs parcelles récemment attribuées à la suite de la privatisation des terres *âarch*. En contre partie du financement de leur commerce (fourniture de la marchandise, achat du véhicule et protections auprès des autorités et de la Douane), le banquier informel se voit attribuer un droit de *mougharassa* sur la parcelle du commerçant informel. Par conséquent, le pouvoir financier exercé par les *aâmem* sur les *douleb* leur a conféré un rôle prépondérant dans le secteur de la mise en valeur agricole auprès des *mougharissi*.

Notre interlocuteur, qui a mis en exploitation oléicole près de 120 ha de terre, nous a expliqué que sa part n'était à l'origine, lors de la distribution des terres *âarch*, que de 30 ha. Ses voisins ne disposaient pas de moyens pour constituer une entreprise de commerce informel et se sont adressés à lui pour trouver les fonds nécessaires. En 2002, il leur propose de monter un *douleb* constitué d'apports en marchandises, services et terre. Les termes du contrat d'association prévoient la mise en valeur, par le banquier, des parcelles des autres associés, grâce au forage de deux puits profonds, de la plantation de près de 11 500 olivettes et de la construction d'une huilerie. Au terme de cinq années d'exploitation en commun de la totalité des 180 ha et du financement de l'entreprise de commerce informel, les deux parties ont procédé au partage du patrimoine mis en association. Cheikh El Aïdi a récupéré 90 ha de terre plantée d'olivettes ainsi qu'un puits, a racheté les parts de ses associés dans l'huilerie et la moitié des bénéfices tirés des activités commerciales informelles.

Cette pratique de *douleb* prévoyant la mise en apport de la terre sous forme de *mougharassa* tend à se généraliser. Selon Cheikh El Aïdi, « *l'agriculture dans la J'farra ne peut être considérée comme une source de revenu susceptible de faire vivre, à elle seule, une famille. Il faut connaître et reconnaître les limites de cette activité surtout si le propriétaire de la terre n'a pas les moyens suffisants pour la valoriser. Contrairement aux autres régions du pays, l'agriculture n'est rentable qu'au prix d'importants investissements. Or, les gens, il est vrai, ont de très grandes parcelles, mais ils ne disposent pas des moyens nécessaires et participent à d'autres activités plus rentables comme le commerce. La mougharassa constitue, pour les ménages à faibles revenus et qui ne peuvent tirer aucun profit de leurs terres dans cette région aride, une solution pour participer aux douleb* ».

3.2.5. La mise en valeur agricole : vers une mainmise des *âamem* sur les terres attribuées ?

La mise en valeur agricole des terres *âarch* dans la J'farra tunisienne et notamment dans les parcelles attribuées à titre privé aux ménages modestes nécessite un effort considérable d'investissement. Effort, que les ménages sont souvent dans l'incapacité de mobiliser, notamment le forage de puits profonds, la plantation d'olivettes, la réalisation des ouvrages de conservation des sols et l'accès aux filières de distribution. Toutefois, les ménages réinvestissent dans l'agriculture les bénéfices dégagés dans d'autres secteurs et particulièrement ceux issus des activités du commerce informel. Un investissement qui s'avère insuffisant et qui pousse ces ménages à s'associer aux *âamem* dans le cadre de *mougharassa*, une forme d'association qui permet à ces derniers d'accéder à la propriété des terres de la plupart des *âarch* et de concentrer progressivement entre leurs mains un important capital foncier.

#### 4. Le renouveau du pastoralisme : les opportunités technologiques, les apports alimentaires et les mutations du marché de la viande.

Le pastoralisme que les restructurations sociales et foncières dans la J'farra semblaient condamner a connu une nouvelle phase de développement à l'instar de l'agriculture, et ce grâce au rôle de la frontière et aux nouvelles opportunités offertes par le commerce informel et les moyens logistiques performants.

La mise en œuvre politique et économique du projet colonial a porté atteinte au pastoralisme dans la J'farra, tant en Tunisie qu'en Libye, au travers du tracé de la frontière, du découpage du territoire et du morcellement foncier des parcours.

En Libye, désireux de réaliser le projet du « front de colonisation » (ou de ce qui fût appelé le « la quatrième rive ») à caractère agricole, les Italiens confisquèrent les meilleures terres, celles proches du littoral, qui constituaient pour les pasteurs des zones de pâturage pendant l'été et les terres où ils s'adonnaient à des cultures extensives lors des années pluvieuses. L'interdiction<sup>321</sup> qui leur est désormais faite d'emmener les troupeaux jusque dans les zones littorales situées au voisinage des oasis de Zouara pousse les J'farris à se diriger de plus en plus vers les plateaux

---

<sup>321</sup> Le décret royal N° 1955 en date du 7 juin 1928 a interdit aux pasteurs des tribus des Nouaïels, des Siâanes et des Weriymmis (qui constituent la majorité des populations de la J'farra orientale) de conduire leurs troupeaux sur les terres situées au Nord d'une ligne reliant Ajilet à Nalout, sous peine de confiscation des troupeaux, au profit des autorités. Les terres situées au nord de cette ligne avaient été attribuées en majorité à des colons.



difficiles et très arides de la H'mada Al Hamra, où ils étaient exposés aux attaques des tribus Fezzanies et des Touaregs (Hariri, 1983 et Charkassy, 1976).

En Tunisie, la colonisation aboutit à réduire sensiblement les mouvements saisonniers du *najaâ* (transhumance des grands troupeaux et des tribus) à partir des régions méridionales vers la *Friguia* (Nord de la Tunisie) sont devenus de plus en plus difficiles à la suite de l'immatriculation des terres et de l'utilisation des moissonneuses-batteuses sur les grands domaines coloniaux. Il n'y eut donc plus besoin de faire appel à des *hattaya* (moissonneurs), lesquels étaient recrutés généralement chez les nomades du Sud (Louis, 1979).

Au moment des Indépendances, l'héritage colonial pèse très lourd sur l'activité pastorale dont les problèmes perdurent. Les politiques qui sont définies par les nouveaux Etats et les programmes de développement qu'ils élaborent sont ainsi confrontés, dans les années 1960 et 1970, à de sérieuses difficultés dont les principales sont : l'insuffisance de l'effort en matière d'aménagement des parcours, les difficultés de la gestion collective des terres, les réticences des agropasteurs vis-à-vis des interventions des Etats, le rétrécissement progressif des étendues destinées au pastoralisme et l'apparition de mentalités rentières, notamment en Libye, lesquelles favorisent le délaissement du pastoralisme (Leyssir, 1996 et Khawjali, 1991). Toutefois, même si pour certains planificateurs des deux pays, le pastoralisme faisait partie d'un passé bien révolu (Ben Rached, 1999), il n'en allait pas moins connaître une série de mutations profondes le conduisant à un véritable renouveau. Cette transformation a été permise par la conjonction de trois facteurs :

- L'ouverture de la frontière et, par conséquent la possibilité pour les pasteurs de disposer différemment du territoire. Ainsi, les troupeaux peuvent désormais passer d'un pays à l'autre au gré des précipitations ou des opportunités du marché de la viande<sup>322</sup> ;
- Le développement sans précédent des moyens de transport rend possible une meilleure mobilité des hommes et des troupeaux. De même, la croissance du parc de véhicules automobiles permet d'envisager de nouvelles formes d'organisation du travail et de la distribution des tâches de conduite du troupeau au sein du territoire. Les troupeaux peuvent, désormais accéder à des parcours situés loin des points d'eau puisque les citernes à fortes contenances et les tracteurs puissants sont susceptibles d'assurer leur abreuvement ;
- Le recours massif aux aliments composés dans la nutrition du cheptel.

---

<sup>322</sup> La Libye constitue un marché important de la filière de la viande qui couvre une partie du Soudan et le nord du Tchad et du Niger. Certaines variétés de moutons et de chèvres tunisiennes sont très appréciées dans ces régions. L'ouverture de la frontière en 1989 a permis aux pasteurs tunisiens de retrouver leurs anciens clients.

Selon M. Ben Rached, la situation du pastoralisme est paradoxale. Alors que tout concourait à une crise irréversible de ce secteur, celui-ci a connu, à partir de la fin des années 1980, une remarquable croissance. Ainsi, malgré les différences existantes entre les politiques de sédentarisation dans les deux pays ; autoritaire en Tunisie et mutations engagées dans le cadre d'une transformation de type rentier en Libye, le pastoralisme s'est adapté à ces contraintes et il est parvenu à enregistrer une relative croissance de sa production. En effet, les effectifs du cheptel ont beaucoup augmenté dans la J'farra au cours du XXème siècle. Mais cette augmentation n'a pas été la même pour toutes les espèces. Le cheptel ovin a été multiplié par 13<sup>323</sup> entre 1909 et 1998 dans la J'farra tunisienne et par 18 fois pour la J'farra libyenne entre 1922 et 2001<sup>324</sup>. Quant au cheptel caprin, il a augmenté pendant la période de 1900 à 1990, 27 fois, tandis que le cheptel camelin n'a été multiplié que par 6 (Nasr, 1995).

Néanmoins, l'évolution des effectifs des cheptels n'a pas été constante. En effet, le cheptel camelin a régressé jusqu'à la fin des années 1980 par suite de la sédentarisation des nomades et des semi-nomades, du coût croissant des charges de gardiennage, de la dévalorisation du métier du chamelier, et de l'application, jusqu'au début des années 1990, de la loi de 1942 relative à l'abattage des dromadaires-cette loi interdisait l'abattage des animaux de moins de 15 ans<sup>325</sup>. M. Ben Rached note que depuis le début des années 1990, la redynamisation du commerce transfrontalier avec la Libye a favorisé la reprise de la croissance : les effectifs des chameaux dans la J'farra tunisienne sont ainsi passés de 11 000 têtes en 1995 à 20 000 têtes en 1998 (Ben Rached, 1999).

La situation qu'il nous a été donné de constater à l'occasion de notre séjour dans la région des grands parcours pastoraux de Oglet Ben Izar au sud de Ben Guerdane en 2005 est sensiblement plus nuancée que celle brossée par M. Ben Rached. La sédentarisation des populations n'a pas empêché certains lignages de reprendre le nomadisme afin de profiter de l'essor important de la demande en viande caméline. Ainsi, même, lorsqu'une partie des lignages

---

<sup>323</sup> Service des affaires indigènes de Tataouine, « *Histoire du bureau des affaires indigènes de Tataouine* », Editions Bourg, Paris 1931. De même, J. Raach (1998) confirme, dans son projet de fin d'études du cycle ingénieur de l'Ecole Supérieure d'Agriculture du Kef intitulé « *Étude de la filière de l'élevage camelin dans le gouvernorat de Tataouine* » que les chiffres et les taux relatifs au développement du cheptel dans la J'farra établis par le Service des Affaires Indigènes ont été les mêmes pour période ayant succédé à l'indépendance.

<sup>324</sup> Comité Populaire à l'agriculture et à la réforme agraire, Zouara, 2003.

<sup>325</sup> A. Khaldoun, « la création de périmètres de mise en valeur et ses conséquences sur l'espace et la société pastorale dans la région des hautes plaines occidentales : diversité, fonctionnement et contraintes », Actes du Séminaire International : Pastoralisme et foncier : impact du régime foncier sur la gestion de l'espace pastoral et la conduite des troupeaux en régions arides et semi-arides. CIHEAM-IAM Montpellier et IRA Médenine, Tunisie, Série A. *Options méditerranéennes* Montpellier, 1997.

ou des familles ont été dans l'obligation de se fixer dans les nouveaux noyaux de sédentarisation et que la tente a été remisee, les longs déplacements des hommes avec leurs familles sont demeurés une pratique indispensable pour la survie des troupeaux, notamment des plus grands. Nous avons rencontré en 2005 et 2007, sur la piste de Aïn El Ferth au sud de Ben Guerdane, des groupes de pasteurs, constitués de familles et d'employés originaires des villes j'farries qui menaient leurs troupeaux des sebkhas d'El Ketf aux grands parcours du Dhahar. Ne pouvant traverser les terres *âarch* qui ont été précédemment attribuées à titre privé, ils devaient suivre des pistes qui longent les contreforts de la montagne, loin des noyaux villageois et urbains. Ces déplacements ne pouvaient avoir lieu que là où l'espace collectif était encore préservé. Celui-ci est resté au centre des préoccupations des nomades tant son importance est grande aussi bien pour les pasteurs que pour le reste des membres de la tribu engagés dans les autres secteurs économiques et en premier lieu le commerce informel transfrontalier où les parcours collectifs sont les plus vastes (Boulifa, 2002). Les nomades que nous avons pu interroger nous ont précisé qu'ils ont « repris » le *najaâ* afin de tirer profit des opportunités qu'offre désormais le pastoralisme et de la situation foncière des terres *âarch* non encore attribuées. Toutefois, selon H'mid Ben Souilem, l'un des membres du groupe des nomades interviewé en 2007, le nomadisme n'a plus la même forme que jadis ; les profils sociaux des pasteurs ont changé (notre interlocuteur est lui-même diplômé d'université en sciences juridiques), le salariat tend à devenir le mode de rémunération dominant et les familles n'accompagnent pas toujours et partout les hommes sur les parcours. C'est un nomadisme « intermittent », les familles rejoignent les pasteurs pendant les périodes de vèlage, de déplacement sur les grands parcours en hiver et à l'occasion de la tenue des grands marchés au début de l'été.

Selon notre interlocuteur, ce retour partiel au nomadisme est la conséquence directe de l'importance de la demande en chameaux en provenance de la Tunisie. Pour répondre à une telle demande, les pasteurs ont été contraints d'adopter de nouvelles conduites des troupeaux.

Les propos de notre interlocuteur relatifs aux mutations intervenues dans le pastoralisme sont confirmés et précisés par M. Boulifa qui souligne que les modes d'utilisation des troupeaux et des parcours connaissent depuis le début des années 2000 des changements importants. Selon l'auteur en 2006 du « *Pastoralisme : la technologie et l'économie de marché* », de nouveaux promoteurs investissent le secteur et y amènent de nouvelles pratiques tout en préservant certains aspects traditionnels du pastoralisme. Selon lui, les déplacements traditionnels des troupeaux et des hommes qui les accompagnent suivent désormais un rythme nouveau, celui de l'acquisition de camions, de citernes mobiles, des moyens de communication de la téléphonie mobile, des améliorations qualitatives qu'offre l'alimentation concentrée. Mais, toujours selon M. Boulifa, les

mutations que connaît le secteur ne sont pas essentiellement d'ordre logistique ou technique, elles sont aussi dues à la présence de la frontière et à l'importance du commerce informel. Ce sont ces deux facteurs qui sont à l'origine de la consolidation du secteur. En effet, les suppléments nutritifs pour animaux sont largement subventionnés en Libye et sont fournis à crédit aux propriétaires de vergers familiaux (sans considération de l'existence ou de la taille du troupeau) et à des prix préférentiels qui ne représentent pas (en termes de changes réels entre la Tunisie et la Libye) que 40% du prix du marché mondial. Les éleveurs et les pasteurs de la J'farra se trouvent ainsi dans une position sensiblement privilégiée par rapport au reste de la concurrence, tant en Tunisie qu'en Libye. En premier lieu, les parcours, malgré les privatisations, restent très vastes en comparaison de la taille moyenne des troupeaux. Et, en second lieu, la contrebande sur les suppléments nutritifs permet une amélioration au moindre coût des performances du secteur et la possibilité d'écouler les animaux indifféremment sur l'un ou l'autre des deux marchés (et probablement au-delà), ce qui réduit les risques de la chute des prix de la viande sur l'un de ces deux marchés (Boulifa, 2006).

Par ailleurs, la motorisation facilite les déplacements sur de grandes distances. Or, selon A.K. Ferhany, pour survivre dans une région aussi aride que la J'farra, les troupeaux doivent nécessairement se déplacer. C'est même leur principale fonction : collecter « avec leurs pattes » les ressources éparpillées sur le territoire pastoral. Mais, il note aussi que les déplacements commencent depuis une décennie à changer de nature. La motorisation modifie désormais et profondément les façons de faire ; l'eau et les concentrés viennent maintenant vers les troupeaux et non l'inverse. De même, les ventes s'organisent plus souplesment en permettant d'aller d'un marché à l'autre suivant les fluctuations de la demande et des prix. Si l'on en croit A.K. Ferhany, ce sont les gros troupeaux individuels ou collectifs, transportés par camions, qui conquièrent l'espace au détriment des élevages moyens, et ce aussi bien dans la J'farra libyenne que tunisienne (Ferhany, 2006). Ce constat est partagé par J. Bisson qui note que l'introduction de nouveaux moyens logistiques est essentielle dans les mutations du pastoralisme. Dans son ouvrage « *mythes et réalités d'un désert convoité, le Sahara* », il signale, par exemple que, les années de sécheresse qui étaient susceptibles de décimer une grande partie des troupeaux, notamment depuis la multiplication des obstacles qui ont été dressés à l'encontre de leur mouvement (frontière, terres privatisées et interdiction de circuler), se traduisent désormais -depuis le début des années 2000- tantôt par des départs de gros troupeaux en *âchaba* (location des parcours sur chaume dans les terres céréalières après la récolte), tantôt par une immobilisation des troupeaux nourris à coups de concentrés (Bisson, 2003). Dans la J'farra, et tout au long des deux années consécutives de sécheresse en 2003 et 2004, les troupeaux ont relativement mieux résisté que ceux du reste du

pays, notamment dans le Sud et le centre de la Tunisie. Les pasteurs que nous avons interrogés nous ont indiqué que pendant ladite période, ils ont réduit leurs déplacements et sont restés dans les environs de Ben Guerdane. Grâce aux prix très bas des aliments concentrés qui proviennent de la contrebande avec la Libye, ils ont pu assurer le maintien des mêmes effectifs, dans des conditions relativement satisfaisantes, de leurs troupeaux.

Il apparaît donc, que même si nous sommes en présence d'une réelle régression de la mobilité des troupeaux sur le parcours, le plus important réside dans la transformation de la nature de ces déplacements, puisque ceux-ci peuvent conduire jusque dans le Nord et même au-delà de la frontière. Nous pouvons affirmer ainsi que le secteur pastoral connaît un « processus d'informalisation » dans la J'farra. Les acteurs du secteur pastoral sont parvenus, progressivement à instrumentaliser la frontière, et ce en intégrant sa traversée illégale comme mode de gestion des ressources. A cet effet, nous avons relevé que ceux qui sont en charge de la conduite des troupeaux, notamment camelins dans la J'farra, ne considèrent plus la frontière entre les deux pays comme une barrière infranchissable et se permettent au gré des opportunités de pâturage d'emprunter les pistes des passeurs pour rejoindre les vastes parcours autour de Hoûd et de Bir Al Ghanam en Libye. Grâce à cette nouvelle forme de mobilité, les « nouveaux pasteurs » perpétuent la tradition du *najaâ* qui demeure indispensable dans le système tout en faisant preuve d'une réelle aptitude à s'adapter aux nouvelles exigences.

Nous avons eu l'occasion lors de notre séjour dans les parcours pastoraux en 2007 d'enquêter auprès des propriétaires des troupeaux camélins. Nous évoquons dans ce paragraphe trois récits qui nous semblent illustratifs de la situation actuelle dans la J'farra<sup>326</sup>. La première personne que nous avons interrogée au sujet des mutations du secteur pastoral est le Haj Hmid Ben Belgacem Bribech qui est, selon ses dires, le plus grand propriétaire de chameaux dans la J'farra. Le troupeau compterait près de 800 têtes dont les deux tiers sont composés de chamelles de la race de *boussemma* (appréciée pour la tendresse de sa viande). Selon notre interlocuteur, « *la motorisation, est en train de favoriser un nouveau modèle d'utilisation des parcours et des déplacements d'un point à un autre. Mais cette nouvelle manière de conduire et d'entretenir le troupeau requiert des moyens importants et des relations solides avec les âarch qui possèdent les terres. Par conséquent, beaucoup d'anciens pasteurs ont abandonné leurs troupeaux au profit de*

---

<sup>326</sup> Il nous a été impossible de trouver des données fiables relatives à la propriété du cheptel dans la J'farra aussi bien en Tunisie qu'en Libye. Cette carence est due, à notre avis, à la faiblesse des interventions des services vétérinaires auprès des propriétaires et la réticence de ces derniers à fournir les effectifs réels de leurs troupeaux aux autorités. Nous essaierons, grâce aux données fournies par notre enquête auprès des propriétaires de troupeaux camélins, de fournir une appréciation qualitative de la situation de ce secteur.



personnes capables de faire face aux nouvelles contraintes. C'est la raison pour laquelle que vous remarquez une concentration des troupeaux entre les mains de grands propriétaires. Ces derniers n'auraient certainement pas pu maintenir le cheptel s'ils ne disposaient pas de moyens financiers importants, et dans la J'farra, la seule ressource susceptible de fournir les capitaux suffisants est le commerce (informel)<sup>327</sup>. Grâce aux ressources que fournit le commerce transfrontalier, les grands propriétaires peuvent investir dans les moyens logistiques nécessaires à la conduite des troupeaux tout en réalisant un double objectif : celui de participer au commerce rentable de la viande rouge et celui du contrôle de la frontière assuré par les pasteurs qui se déplacent le long des parcours où passe le tracé frontalier ».

La seconde personne interrogée est le Haj Khelifa Ben Oun El Gbil de la région de Zouwaty dans la J'farra libyenne. Notre interlocuteur, conduit personnellement encore son propre troupeau camélin (constituée de près de 250 têtes) sur les parcours de sa tribu, les Weriyemmis. Dans son récit, Haj Khelifa nous a précisé que « l'une des mutations qu'il déplore et qui prend de plus en plus de l'ampleur, notamment dans la J'farra libyenne, celle du recours à des pasteurs salariés dont la plupart sont originaires d'Afrique subsaharienne ; ce recours est fréquent sur les parcours proches des agglomérations. Ces salariés africains ne constituent que les deux strates inférieures de la hiérarchie des pasteurs, à savoir les *melhag* et les *gaâd* qui sont respectivement en charge de la conduite du troupeau caprin et de la préparation des repas, de l'abreuvement et des animaux malades. Le sommet de la pyramide est quant à lui occupé par le *sarah* qui a la charge de la conduite du troupeau camélin et de la vente des bêtes<sup>328</sup>. Au total, il apparaît que le mode d'exploitation mobilise tous les parcours disponibles, aussi bien lointains que proches des agglomérations. Cet étalement dans l'espace, observé aussi bien en Tunisie qu'en Libye, a été rendu possible grâce à l'émergence d'un « marché de l'herbe » qui concerne la totalité des deux territoires nationaux et qui est mis à profit par le système pastoral grâce à la motorisation et à la disponibilité (du moins pour la partie libyenne) d'une main-d'œuvre à faible coût. Nous pouvons faire l'hypothèse que l'on s'achemine ainsi progressivement vers un nouveau type d'élevage pastoral, qui continuerait à s'organiser sur un mode transhumant, tout en s'articulant étroitement au marché pour l'approvisionnement en intrants et pour les ventes et qui recyclerait les profits issus du secteur informel transfrontalier. De même, le renouveau du pastoralisme tire certes profit de

---

<sup>327</sup> Nous avons inséré cette précision, notre interlocuteur nous ayant expliqué qu'il ne partageait pas cette classification (commerce officiel/informel) car, selon lui, la seule classification acceptable ne peut qu'obéir qu'à des considérations religieuses.

<sup>328</sup> Le *sarah* est recruté exclusivement parmi les membres de la tribu du propriétaire et notamment dans les lignages traditionnellement impliqués dans le pastoralisme et la surveillance du territoire tribal. Les Touazines emploient des *sarah* du clan des Nebhana.

l'existence de parcours collectifs et d'une organisation sociale qui favorise la mise en commun du capital troupeau, mais son rôle a connu une évolution radicale qui s'est traduite par la mutation dans la conduite des troupeaux, l'assignation d'une mission de surveillance du territoire (et de la frontière en particulier) aux pasteurs chargés de fournir aux contrebandiers les informations relatives aux mouvements de la Garde nationale et d'un rôle de refuge productif pour les capitaux générés par le secteur informel.

## 5. Les espaces stratégiques de la frontière : des aires d'action des réseaux subdivisées et spécialisés.

La J'farra connaît depuis le début des années 1990 une intensification des flux de passages aussi bien de personnes que de marchandises qui traversent la frontière ou la région de manière réglementaire ou clandestinement. Ces différences dans les catégories sont à l'origine de l'importance prise par certains espaces dont certains sont devenus stratégiques pour la réalisation des projets spécifiques des acteurs locaux. Ces espaces sont les sièges où se déroulent des activités inhérentes à des secteurs d'activités et à des stratégies engageant des groupes aux intérêts souvent convergents et parfois conflictuels. Nous avons identifié trois activités essentielles qui se sont déployées sur des espaces devenus ainsi stratégiques pour les acteurs desdites activités. Le contrôle et la gestion de ces espaces stratégiques sont devenus des enjeux particulièrement vitaux pour les groupes j'farris locaux. Ces activités sont la contrebande transfrontalière, le pastoralisme et la migration clandestine transméditerranéenne.

Avant de mettre en lumière l'importance de ces espaces où certains groupes ont déployé leurs stratégies et développé leurs activités, il y a lieu de s'interroger sur leur localisation et de se demander quels groupes sont en charge de leur gestion ? Quelles formes de rapports entretiennent ces groupes avec les autres acteurs en présence, y compris les autorités ? Enfin, quels effets induisent ces les activités informelles sur les espaces et sur les processus de territorialisation en cours dans la J'farra ?

### 5.1. L'espace stratégique de la contrebande transfrontalière : une diversité des *khatt*.

Pour aborder cette question, nous avons croisé deux versions de récits d'acteurs collectés dans deux milieux différents. La première a été recueillie auprès de différents groupes de

contrebandiers<sup>329</sup> et la seconde auprès des services locaux de la Garde nationale chargée de la répression, du moins théoriquement, des activités transfrontalières illicites<sup>330</sup>.

Selon notre interlocuteur *mazgri*, le *khatt* comporte trois zones critiques qui nécessitent une « surveillance » rigoureuse de la part des opérateurs du commerce informel. Ces trois zones que nous qualifions d'« espaces stratégiques » constituent les aires de l'entrée, de la sortie et de passage des hommes et des produits.

Le premier espace est celui qui cerne la J'farra libyenne à l'Est. Cette « limite » constitue la frange par laquelle passent les produits subventionnés collectés dans l'ensemble du territoire libyen et qui empruntent les canaux des partenaires Nouaïels. Afin de s'assurer l'exclusivité sur ce passage, les Nouaïels sont appelés à « verrouiller » leurs terres face aux autres groupes qui voudraient accéder à la frontière et se rapprocher du marché tunisien.

Le second espace est celui qui sépare la J'farra de l'Aâradh (région du Sud de Gabès). Selon notre interlocuteur, la situation est ici sensiblement différente, parce que si « *les Nouaïels sont capables d'ériger des barrages pour empêcher l'accès aux concurrents, en Tunisie, il n'est nullement question de se substituer aux autorités. Il faut, par conséquent, composer avec celles-ci pour circonscrire la circulation des produits importés* ». L'avis d'un officier de la Garde Nationale installé à Gabès rejoint pour l'essentiel la version de notre interlocuteur *mazgri*.

---

<sup>329</sup> Nous avons interviewé les membres du lignage touazine les Nabhanas, réputés pour être très engagés, depuis près de quatre générations, dans la contrebande. Les *mazgri* Nabhanas sont actifs dans le convoi des personnes et marchandises qui traversent illégalement la frontière. Leurs terres, qui sont encore parcourues de nos jours par leurs troupeaux, s'étendent le long des sebkhas de Chareb et de Keff. Autour de ces étendues salines, ils ont construit depuis près d'un siècle un chapelet de *layhas* (fortins) à partir desquels ils parviennent à aiguiller les flux clandestins qui traversent la frontière. Ce lignage, est considéré comme le pourvoyeur principal de la confédération werghemmie en *mazgri*, et notamment en : *khawwata* (ceux qui travaillent sur le *khatt*, qui sont les contrebandiers) et en *chawwafa* (les guetteurs, qui les dirigent). Notre interlocuteur au sein de ce lignage a été Younès Ben Kilani El Ajlani, *mazgri* depuis 1979, année où il a, pour la première fois, franchi la frontière en direction d'Al Watiya (en territoire libyen) à travers le champ de mines. Lors de l'entretien qu'il nous a accordé le 30 juillet 2003, il nous a déclaré que « *pendant des décennies, la frontière avait été fermée, mais à aucun moment nos pères n'avaient effacé de leur mémoire le souvenir d'une terre au-delà de la ligne. Le jour où nous n'avons eu plus rien à donner à manger à nos enfants, nous sommes partis vers les champs de mines. Toutes les morts se ressemblent. Depuis, je n'ai pas arrêté de traverser la ligne et d'aider mes frères pour qu'ils sachent où mettre les pieds et échapper aux regards* ».

<sup>330</sup> Il nous a été difficile, dans le cadre de nos recherches, de solliciter formellement l'avis des services de sécurité et de recueillir les récits dans les mêmes conditions que celles qui ont présidé à nos entretiens avec les acteurs de la contrebande. Le risque de manipulation ou de tentative de récupération d'informations de la part des services de sécurité représentait, à notre avis, une probabilité si grande qu'elle risquait de compromettre définitivement notre crédibilité auprès de nos interlocuteurs j'farris et, par conséquent, l'ensemble de notre recherche. Nous avons alors opté pour des entretiens informels, sans précision de l'objet de notre recherche, auprès d'officiers, notamment à la fin de notre séjour dans la J'farra en 2006. Il nous est difficile d'affirmer la pertinence de cette démarche ni de prétendre que notre présence dans la région de Ben Guerdane en compagnie d'un groupe de contrebandiers *tayout* pendant près d'une année, est passée inaperçue de la Garde nationale locale.

Toutefois, il apporte des nuances qui méritent d'être signalées. Lors d'une discussion relative à l'établissement d'une liste des produits pouvant être librement introduits en Tunisie, cet officier nous a déclaré que *« toute libéralisation des échanges sur l'ensemble du territoire pourrait probablement conduire à l'intensification des importations à partir de la Libye où tous les produits proposés par les établissements commerciaux relevant de l'Etat sont subventionnés. Plus rien ne serait produit ici, puisque tout ce qui vient de Libye est moins cher. A long terme, les Libyens ne supporteraient plus notre opportunisme et fermeraient les frontières. La J'farra retomberait dans la misère et ses jeunes connaîtraient le pire des chômages. Au moins, avec le système actuel, la région a de quoi vivre, il faut juste contrôler les excès et limiter les dérapages. Avec les postes de Mareth et de Toujane, nous sommes en mesure de restreindre le marché anarchique et de prémunir le reste du pays »*.

Le troisième espace stratégique est constitué par les sebkhas qui sont traversées par la frontière. En effet, sur près de cent kilomètres, du littoral au Nord jusqu'aux contreforts du J'bel Nafoussa, soit de Ras J'dir jusqu'aux environs de Sidi Touï, la zone est occupée par une série de sebkhas traversées, par endroits, par des pistes de contrebandiers. Au-delà de ce premier tronçon, commence un second, celui des gorges et escarpements du J'bel Nafoussa, lequel s'étend de Dh'hibet à Nalout. Chacun de ces deux tronçons est le siège d'une activité de contrebande spécifique et est, par conséquent, caractérisé par une forme particulière de traversée illégale. Ainsi, la partie septentrionale est désignée par nos interlocuteurs, dont nos *sahab* Zorganes par *fellet ed dahssa* (passage rapide ou « frange véhiculaire » où les contrebandiers utilisent les voitures à quatre roues motrices pour la traversée de la frontière), une zone relativement contrôlée par les services de la Douane et de la Garde Nationale ; elle est de fait assujettie à de multiples formes de « négociation de la dérogation » aux accords entre les contrebandiers (et surtout entre les réseaux) et les autorités<sup>331</sup>. Dans cette zone, les produits qui passent sont destinés au marché « intérieur » de la J'farra où ils sont écoulés via les souks de Ben Guerdane et Médenine. Le tronçon qui est situé entre Ras J'dir et la Sebkha de Chareb est traversé par une série de pistes qui relient Ben Guerdane à Bou Kammach et Zouara. C'est une zone d'intense contrebande des produits de grande consommation. Les zones marécageuses qui s'étendent plus au Sud, de la Sebkha de Chareb jusqu'à Sidi Touï sont moins surveillées par les autorités à cause de leur grande difficulté d'accès pour les véhicules et de l'absence de points de contrôle fixes de la Garde. Cette zone est le domaine des *tayout* qui, grâce à leur connaissance des rares pistes carrossables qui zigzaguent entre les étendues salées, parviennent à relier la partie centrale de la J'farra aux villages de Watiya

---

<sup>331</sup> La négociation entre les réseaux de la contrebande j'farrie et les autorités (de la Douane et de la Garde Nationale) est développée avec plus de détails dans le troisième chapitre de la présente partie.

et Zouwaty. Dans cette zone, les produits de la contrebande sont ceux qui sont fortement taxés par les services de la Douane à Ras J'dir (médicaments, or, matériel électronique).

Enfin, la zone située au Sud, marquée par les passages en montagne, est le domaine des activités les plus clandestines dont il faut souligner l'importance et le développement progressif depuis l'année 2002, puisque à part les marchandises qui arrivent à Dh'hibet en provenance de Nalout (tracteurs, installations pour l'irrigation, produits alimentaires de luxe), il s'agit des passages clandestins de personnes désirant quitter le territoire national<sup>332</sup>.

Chaque secteur de la frontière est une zone où un réseau donné développe une activité spécifique. Cette combinaison entre l'axe de la traversée, le réseau (en tant que groupe d'individus solidaires), le créneau prééminent et les types de rapports établis avec les autorités pour un secteur donné est désignée par le terme *khatt*.

Afin de mettre en exergue la diversité des réseaux, nous relevons le fait que certains *khatt* ont des particularités inhérentes à leur situation géographique, à l'instar de *khatt fougani*<sup>333</sup> (réseau d'en haut situé vers le Nord) et *khatt tahtany*<sup>334</sup> (réseau d'en bas situé au voisinage de la zone marécageuse au Sud Chareb). D'autres réseaux ont des particularités qui se rapportent à la nature extrêmement clandestine de leurs activités, tel le *khatt dorgani* (terme difficilement traduisible et qui signifierait : le réseau occulte ou caché).

Les groupes locaux qui sont actifs dans chaque *khatt* établissent un ensemble de dispositions sécuritaires afin de parer à tout retournement éventuel de situation réglementaire ou commerciale, et ce en combinant l'intéressement des agents (relevant des autorités locales et du corps des forces de sécurité) chargés du contrôle aux capacités et les moyens logistiques utilisés. Cette combinaison se présente comme un dosage entre les deux pôles que sont l'intéressement et la transgression, lesquels varient suivant la pression sécuritaire, l'enjeu financier de la transaction et le contexte politique<sup>335</sup>. Combinaison qui permet, selon chaque contexte spécifique, d'établir des

---

<sup>332</sup> La majorité de ces personnes choisissent cette forme de traversée clandestine (et souvent à très haut risque) afin d'échapper aux lourdes condamnations pour émission de chèques sans provisions ou à la répression politique. Les aspects inhérents aux activités de contrebande sur chaque tronçon du territoire frontalier seront développés en détail dans le chapitre consacré à la répartition des rôles et des espaces entre les lignages de la J'farra.

<sup>333</sup> Le terme « *fougani* » signifie : élevé, d'en haut.

<sup>334</sup> Le terme « *tahtany* » signifie : celui qui est au-dessous.

<sup>335</sup> A titre illustratif de cette combinaison entre l'intéressement et la transgression à laquelle ont recours les réseaux j'farris opérant sur les divers *khatt*, nous citons le récit de Younès Ben Kilani El Ajlani (acteur important de la contrebande à Ben Guerdane) qui nous a relaté l'affaire de ce qu'il a désigné par la « bataille des fruits exotiques ». Selon notre interlocuteur, des quantités importantes de fruits exotiques « avaient été importées par des opérateurs originaires du Sahel et notamment de Sousse. Elles ont été introduites en Tunisie grâce à des connivences avec certains services de la Douane et des responsables en Libye. Cette importation massive de fruits exotiques (bananes, ananas et kiwis) très prisés en Tunisie,



arrangements entre les acteurs de l'informel et les autorités débouchant sur des « réaménagements » de la loi locale susceptibles de réguler symboliquement telle ou telle zone frontalière. L'accord sur la règle « fait » donc le territoire, qui émerge comme espace d'une institution commune. L'affirmation de cette dimension institutionnelle qui se fonde sur une combinaison entre la soumission à la loi nationale et son infraction locale comme forme d'interaction entre le réseau du *khatt* et l'espace, favorise la reconnaissance de la part de l'autre, qui est en l'occurrence le pouvoir central. Il y a donc lieu de souligner que la construction du territoire dans ce cas s'apparente à un processus que P. Signoles qualifie de « *territorialisation par le bas* », « *portée par des mouvements informels (du moins selon une approche institutionnelles officielle), qui réactualisent des réseaux existants, des réseaux territoriaux, pour en produire de nouveaux par adaptation, par réinterprétation* » (Signoles, 1997).

## 5.2. L'espace stratégique du pastoralisme : parcours et zones de traversée illégale de la frontière.

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre consacré au renouveau du pastoralisme, les espaces qui sont actuellement réinvestis par le pastoralisme constituent aussi bien les dernières terres assujetties au régime de la propriété commune tribale que les zones de traversée clandestine de la frontière.

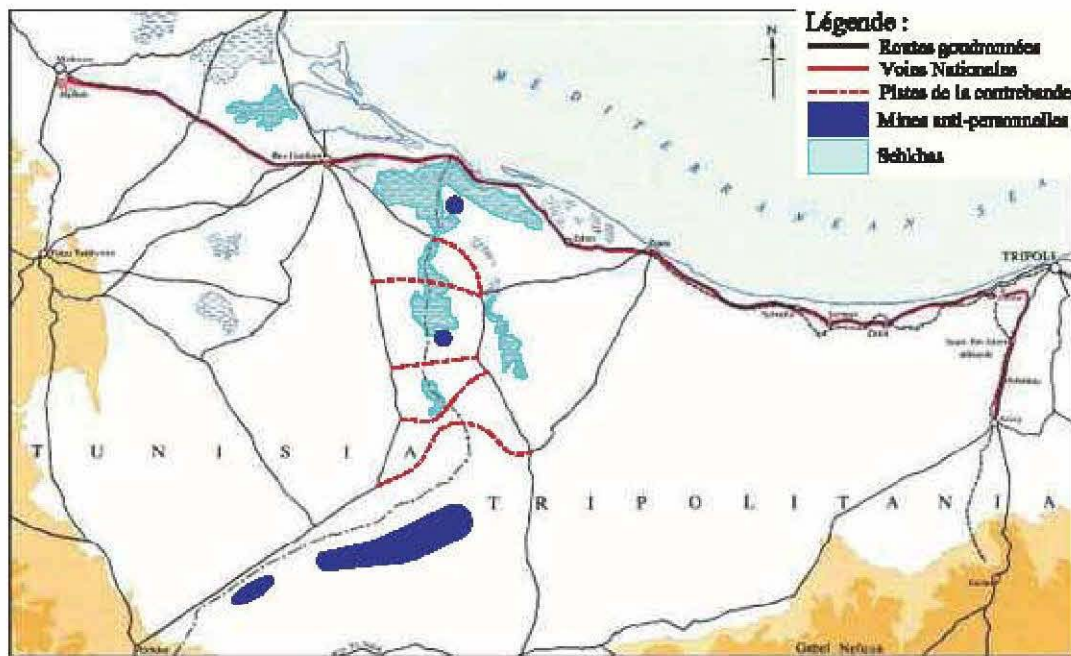
Nous voudrions cependant apporter ici une précision importante à propos des interactions entre le développement du pastoralisme et les diverses formes de traversées illégales de la frontière. Selon les personnes que nous avons interviewées pendant notre séjour dans la région de Zouwaty en juin 2007<sup>336</sup> : « *les mouvements du najaâ ne sont plus circonscrits par la frontière.*

---

*notamment pendant le mois du Ramadhan, avait mobilisé près de cinquante camions chargés de containers ». Cette affaire aurait pu mettre en péril la mainmise des Werghemmis sur le khatt et entamer le processus de dépérissement de leur emprise sur le commerce transfrontalier. Elle représentait donc un enjeu caractéristique d'une situation de retournement économique et d'émergence de nouvelles alliances politiques exogènes à la J'farra. Elle a contraint l'ensemble des acteurs de tous les khatt « à agir pour mettre en échec une entreprise de contournement et de marginalisation des Werghemmis. Ces derniers, grâce à leurs partenaires Nouaïels, ont réussi à collecter une grande partie des fruits encore disponibles sur le marché libyen, qui a ainsi connu une véritable pénurie, et en ont inondé les étals en Tunisie. Face à cette situation, il y eut certes quelques tentatives d'intimidation des grossistes de Ben Guerdane (de la part des autorités et des réseaux du Sahel de Sousse), mais le message est passé : même si les réseaux qui se disent proches des cercles du pouvoir sont capables de trouver des partenaires en Libye afin d'établir un nouveau marché transfrontalier de type « informel légal », ils ne peuvent ignorer que les J'farris constituent désormais, non seulement un groupe local qui contrôle, au moins partiellement la frontière, mais aussi un pôle économique susceptible de les concurrencer ».*

<sup>336</sup> Le 16 juin 2007, lors d'une tournée dans la J'farra libyenne, nous avons été présenté à l'un des rares pasteurs Siâanes qui conduit encore personnellement son troupeau. Exprimant son avis sur les

Grâce à cette liberté retrouvée, il est permis à tous (les tribus locales) une mise en commun, au sein de doulebs, du capital troupeau ce qui a favorisé une gestion concertée de l'ensemble du territoire pastoral situé de part et d'autre de la frontière. Cette concertation réunit les tribus j'farries de Libye et de Tunisie. Toutefois, cette liberté reste assujettie à certaines règles de fonctionnement et, en premier lieu, à l'obligation d'emprunter des fella « couloirs » de traversée. Toute tentative d'emprunter un autre itinéraire, sans concertation est une atteinte au ôrf». Nous sommes parvenu, lors de ce séjour, à identifier certains de ces passages grâce aux indications de nos *sahab* Zorganes. Ce qui nous a interpellé, c'est la correspondance entre le tracé de ces couloirs et celui des axes de passage clandestin empruntés par les réseaux actifs dans les opérations illégales durement réprimées par les autorités et notamment le convoi de personnes recherchées vers l'étranger<sup>337</sup>.



Pistes de la traversée illégale de la frontière.

Nous avons relevé, au fil de nos entretiens avec les membres de l'élite werghemmie, que le convoi des personnes recherchées pour divers délits, n'emporte guère leur adhésion. Nos interlocuteurs nous ont expliqué qu'ils considèrent que ces traversées à haut risque compromettent

mutations que connaît le secteur, il nous déclara : « le troupeau (camélin) ne peut vivre entre les clôtures, il a besoin de suivre les bonnes plantes et nous aussi. Cette frontière a longtemps condamné notre tradition ; aujourd'hui, nous pâturons sur ses deux côtés sans nous préoccuper des nouwadhirs (bornes). Même la Garde (Nationale) ferme les yeux, nous ne prenons rien à personne et le gôoud (jeune dromadaire mais aussi viande cameline) est demandé dans les deux pays. Nous sommes juste tenus de respecter le passage par un couloir particulier pour ne pas éveiller les soupçons, mais, en général, nous ne sommes jamais inquiétés ».

<sup>337</sup> Ce réseau fait l'objet d'une description détaillée dans le dernier chapitre de cette seconde partie.

leurs accords avec les représentants des autorités et portent atteinte à une « gestion concertée » de la frontière. A plusieurs reprises, et toujours selon nos interlocuteurs de l'élite j'farrie, les agents de la Garde Nationale procédèrent à des « réaménagements » inopinés des procédures de contrôle de passage de la frontière, lésant ainsi sérieusement les intérêts des propriétaires des troupeaux et des contrebandiers et ce, en guise de représailles contre les passeurs clandestins de personnes activement recherchées<sup>338</sup>. A ce titre, nous sommes en droit de nous demander si le tracé du couloir de libre passage pour les troupeaux camélins (qui font partie de *douleb* appartenant aux membres de l'élite j'farrie), tracé qui se superpose aux axes de la traversée illégale de la frontière, ne constituerait pas une forme de compromis entre les élites j'farries et les autorités, destiné à permettre un meilleur contrôle de ces espaces. En d'autres termes, les élites j'farries auraient-elles acquis le privilège de la libre circulation de leurs troupeaux en contrepartie de la dénonciation (ou même de la répression) des passages clandestins ? Dans quelle mesure les données que nous avons recueillies sont-elles en mesure de confirmer cette hypothèse ? Force est de constater que les discours sur cette question sont parcimonieux et laconiques à un point tel qu'il ne nous est pas permis de dépasser le stade de l'hypothèse. Nous pensons toutefois qu'une recherche qui prendrait pour objet les nouvelles formes de transgression de la frontière pourrait apporter quelques éclaircissements sur ce sujet.<sup>339</sup>

---

<sup>338</sup> Selon nos interlocuteurs, qui sont en majorité des représentants des *aâmem* qui opèrent essentiellement dans la contrebande des produits à très forte rentabilité (au sein de *douleb*) ou dans le change informel, les activités des passeurs de personnes recherchées, constituent souvent un réel danger pour l'ensemble de la région. Les affaires nécessitent un minimum de concertation avec les autorités dans la région et par conséquent le respect des limites à ne pas transgresser afin de ne pas rompre l'équilibre. Haj Zaghdoud (*sarraf* à Ben Guerdane) nous a déclaré en avril 2009 que : « *la marchandise morte (terme désignant les personnes recherchées par les autorités et désirant passer clandestinement la frontière) est la plus rentable des marchandises, mais nous n'y touchons pas car c'est illicite, au même titre que la charogne (c'est h'ram comme la jiffa). Si tu y touches, tu risques d'ameuter les charognards qui viendront troubler la quiétude de ton troupeau. Tant que le nombre des passages clandestins demeure faible et sans conséquences sur nos rapports avec la Garde Nationale, nous laissons faire, mais dès que les passages de nos troupeaux se transforment en couloirs de fuite, nous sommes en devoir d'agir afin de défendre nos terres contre cette intrusion. Lorsque les familles (j'farries) voient leurs jeunes interdits de travailler (à cause des dispositifs de la Garde Nationale), il est légitime, pour elles, de dénoncer les responsables. Tu sais, les fella (passages) sont comme les oueds, ils ne laissent passer aisément que les eaux (bénéfiques) et retiennent le reste des détritius* »

<sup>339</sup> Selon nos *sahab* Zorganes, la liberté de circulation des troupeaux ainsi que le développement des traversées illégales à *fallet* Dh'hibet n'ont commencé à prendre de l'ampleur qu'à partir de 2005. Notre tournée effectuée dans la région ne date que de 2007. Par conséquent, il est probable que le phénomène envisagé n'ait pas atteint des proportions susceptibles de se traduire par des clivages manifestes entre les acteurs. Alors que nous rédigeons les dernières pages de notre thèse, nous avons appris que les autorités libyennes, à la suite du naufrage au large de Zouara en date du 28 mars 2009 de près de 250 passagers clandestins originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, émigrants qui avaient emprunté le passage dit de *fallet* Dh'hibet avant d'arriver au port d'embarquement dans les environs de Sabratha, avaient installé un poste de garde à cet endroit, réduisant ainsi tous les mouvements, y compris ceux des pasteurs. Impossible cependant de savoir pour combien de temps cette « disposition » a été prise ; et d'autant plus



### 5.3. L'espace stratégique des traversées clandestines de la Méditerranée : une aire investie par des réseaux étrangers.

Les réseaux qui sont actifs dans l'organisation des traversées clandestines de la Méditerranée ne sont pas originaires de la J'farra. Leurs activités, qui traversent ce territoire, sont dénoncées par les élites locales ou du moins par la majorité de leurs représentants qui y voient une sorte de trafic dangereux et puissamment soutenu par des organisations mafieuses étrangères à la région. Selon eux, ces activités sont susceptibles de porter atteinte au commerce local et aux réseaux j'farris. Les personnes que nous avons interrogées à ce sujet (notamment Hachemi En Nabhani de Ben Guerdane et Mansour Ben Chiha Rojbani de Zouara, deux personnes actives dans les secteurs dits « nobles » du commerce informel et de la contrebande), nous ont exprimé leur *« refus de cette nouvelle forme d'esclavagisme qui non seulement envoie vers une mort probable des milliers de jeunes par an après les avoir asservis dans des chantiers ou des fermes agricoles, mais surtout détériore les rapports entre les commerçants (informels j'farris) et les autorités, qui refusent que la J'farra soit transformée en base de traversée »*.

Depuis le début des années 1990, les flux migratoires au départ de l'Afrique subsaharienne en direction de la Libye et de la Tunisie ont commencé à prendre une ampleur inédite (Pliez, 2006). De nouvelles filières dirigent les candidats à l'émigration vers l'Europe vers les rivages tuniso-libyens de la J'farra, par conséquent, cette région se transforme progressivement en « zone tampon » (Portes, 1999).

Les flux migratoires qui remontent du Sud vers la J'farra, traversent le Sahara en passant par les villes-étapes de Koufra, Hôun et Garriyat (pour la filière soudanaise) de Ghât, Sebha et Ghadamès (pour la filière nigéro-tchadienne). Ces villes sont devenues des lieux de transit où les gardes-frontières, policiers, militaires et nomades sont positionnés comme les principaux protagonistes du passage des frontières. Grâce à leur maîtrise des divers leviers institutionnels, logistiques, territoriaux et politiques, certains des acteurs sont parvenus à imposer des « droits de passage » (forces de l'ordre en particulier), d'autres à constituer des filières de traversée (anciens nomades et réseaux de contrebande) qui prélèvent des taxes et ponctionnent les migrants. Chaque halte s'est transformée en un lieu-ressource où le migrant doit, par tous les moyens, trouver de quoi poursuivre son périple une fois ses économies épuisées (Pliez, 2003). Cette nécessité explique que les migrants subsahariens sont inévitablement amenés à envisager un allongement de

---

impossible à savoir lorsque ces réseaux de passage comprennent dans leurs rangs des membres locaux des forces de l'ordre.

la durée de leur transit. Leur installation est une situation transitoire dont la durée peut se mesurer en années et non plus en mois. Car, en situation illégale, les migrants rencontrent des difficultés accrues pour gagner l'argent nécessaire pour financer la traversée vers l'Europe. Néanmoins, ils contribuent activement à la transformation des lieux où ils résident et travaillent (Grégoire et Schmitz, 2000). Ces difficultés conduisent souvent les migrants subsahariens à rester dans la J'farra, une région supposée de transit mais, qui devient progressivement une région de migration « par défaut ».

Les conséquences sur les villes de la J'farra et particulièrement en Libye se traduisent par l'extension de l'habitat informel, l'émergence d'espaces commerçants informels à caractère « africain » et l'apparition d'un cosmopolitisme lié à la diversité des populations présentes dans ces supposés « confins sahariens » (Poli, 2005). En effet, dans l'attente de son départ pour une prochaine étape, le migrant africain se réfugie dans les quartiers informels à l'instar des *hay Tchad* (quartier Tchad)<sup>340</sup>, qui sont synonymes en Libye, d'une attente d'embauche ponctuelle sur les chantiers ou les fermes<sup>341</sup>.

La J'farra libyenne n'est plus seulement un espace traversé, il est aussi un espace « travaillé », façonné par la cohabitation de populations hétérogènes, migrantes ou en (longue et durable) attente de départ. Les villes, villages et les zones rurales de la J'farra deviennent progressivement les nouvelles « portes migratoires » vers l'Europe. Elles vivent de manière contrastée la présence de milliers de migrants sur leurs sols<sup>342</sup>. En effet, cette présence est perçue

---

<sup>340</sup> Ce type de quartiers est habité par une population originaire des plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, notamment du Tchad, Niger, Cameroun, Libéria, Burkina Faso, Mali et Guinée.

<sup>341</sup> La prolifération des quartiers dits *hay Tchad* dans la majorité des villes libyennes constitue un vrai phénomène qui marque le paysage urbain de ce pays. Au-delà de leur rôle primordial qui consiste à abriter les migrants subsahariens, ces quartiers sont les endroits où les migrants peuvent acquérir une qualification dans la perspective de poursuivre leur itinéraire vers l'Europe (ou vers la ville-étape située plus au Nord). D'un autre côté, nous remarquons que l'insertion des migrants au sein d'un quartier *hay Tchad* demeure assujettie à des considérations de plusieurs ordres ; ordre social (profils originels des migrants, situation matérielle, niveau scolaire), ethnique (région ou pays d'origine, affiliation ou non à une confrérie, religion), organisationnel (réseau ou filière organisatrice de la traversée).

<sup>342</sup> En l'absence de statistiques officielles relatives au nombre d'immigrés africains subsahariens dans les villes libyennes, et notamment dans la J'farra, nous sommes amené à croiser un ensemble de données éparses et peu sûres qui nous ont été fournies aussi bien par les responsables des *chaâbiya* locales que par nos interlocuteurs à Zouara, où le phénomène prend une ampleur remarquable. A partir de la confrontation des données fournies, nous estimons le nombre approximatif (et qui est, selon la plupart de nos sources très fluctuent en raison du contexte politique instable) des immigrés africains subsahariens à Zouara à près de 40 000 personnes (en 2008, lors des grandes vagues de traversées de la méditerranée à partir de la Libye), soit le tiers de la population totale de l'agglomération et de sa périphérie. La proportion de candidats à la traversée clandestine serait de la moitié.



tantôt comme une source de problèmes accrus dans la gestion urbaine, tantôt comme une manne pour le développement local<sup>343</sup>.

Dans la périphérie de la J'farra, notamment dans le Fezzan et la Hamada Al Hamra, nombre d'anciens nomades sont devenus les convoyeurs motorisés et pédestres des migrants clandestins. Ils convoient tant les hommes que les marchandises grâce ce qui est désigné localement sous le terme d'« agences de voyage » (Guilmoto et Sandron, 2003) ; les candidats à la migration traversent à bord de camions, contribuant à l'essor des villes de passage ou d'arrêt comme Agadez au Niger, Dongola au Soudan, Ghât, Sebha, Ghadamès et Zouara en Libye. Toutefois, cette circulation d'immigrants clandestins, qui nécessite la traversée de territoires, ne peut s'effectuer sans connivences aussi bien avec les groupes tribaux dont les territoires sont concernés par les itinéraires des convois, qu'avec les autorités locales (Bredeloup, 2005). Ces anciens nomades reconvertis dans le passage des frontières libyennes et la conduite des migrants jusqu'au port de Zouara semblent être parvenus à revivifier les anciennes alliances du commerce caravanier avec les « gens de la côte », en l'occurrence aujourd'hui, des armateurs installés dans les ports méditerranéens de la J'farra. Ces derniers n'hésitent pas à embarquer sur leurs bateaux de pêche des passagers clandestins (Follana, 2004 ; Dhoukar, 2006). La Libye, qui dispose d'une flotte de pêche performante, constitue depuis plus d'une décennie un pays « fiable » pour la traversée clandestine qui, elle aussi, se déroule par étapes. En effet, une fois à bord de barques de pêche<sup>344</sup>, les migrants sont amenés jusqu'à de gros bateaux (porte-containers géants, vraquiers) amarrés en haute mer, où ils sont « transbordés ». Ces gros bateaux sont la propriété de réseaux étrangers (principalement turcs et albanais) opérant aussi bien du Moyen-Orient que dans les Balkans (Goldschmidt, 2002).

En ce qui concerne les rapports entre les autorités d'une part et les réseaux de convoi des migrants clandestins d'une autre part, nous avons relevé, grâce à nos enquêtes menées dans les

---

<sup>343</sup> Les tensions entre les populations locales et les immigrés aboutissent parfois à des situations explosives, notamment lors des crises économiques. Ainsi, la Libye a connu des émeutes dans le courant de l'automne et l'hiver 2000, qui ont constitué un fait marquant dans les rapports entre les immigrés et les Libyens. A la suite de rumeurs de viols qui auraient été perpétrés par des immigrés d'origine africaine subsaharienne, et sur fond de campagnes menées par certains propriétaires d'immeubles libyens visant à déloger les squatters, notamment dans la périphérie de Tripoli et de Zaouiya, 130 immigrés auraient trouvé la mort. Les récits des survivants ont amené les officiels libyens à dénier le caractère raciste de ces émeutes. Depuis ces événements, les réseaux de migrants ont renforcé le contrôle autour des quartiers *hay Tchad* afin de parer toute éventualité d'attaque.

<sup>344</sup> Ces barques sont construites sur les chantiers polonais et turcs. Elles sont (comparativement aux barques de pêche tunisiennes) performantes tant au niveau de leur structure (coque en acier), mécanique (dotées d'un couple de moteurs diesel) que de leur équipement de navigation (GPS). Certaines barques, qu'il nous a été donné d'observer au départ du port de Zouara, transportaient plus de deux cents migrants clandestins.

milieux j'farris durant notre séjour en 2007, une connivence entre les deux parties, une connivence qui leur assure une mainmise sur le trafic. A ce titre, nous évoquons notre entretien avec Mansour Ben Chiha Rojbani, un ancien nomade converti dans le convoi des migrants clandestins. Notre interlocuteur, que nous avons interrogé à Zouara sur la question, nous déclara que : *« les chauffeurs et les passeurs issus des lignages fezzanis, ainsi que les militaires libyens, agissent dans cette forme de trafic très lucratif avec la complicité des autorités des pays subsahariens. Les clandestins passent d'une ville à une autre, ils y travaillent au noir, parfois toute une famille essaie de gagner le prix de la traversée du chef de famille. Mais c'est très dur, ils sont obligés de corrompre les policiers et les miliciens. Ils doivent leur verser un tribut pour échapper aux rafles et aux rapatriements. Si un clandestin arrive jusqu'à Zouara ou Bou Kammach, il est pris en charge par des officiers influents qui organisent, au gré des fluctuations des rapports politiques avec l'Europe, le rythme des traversées et tracent leurs itinéraires. Lors des « accalmies », notre ville (Zouara) est submergée de milliers de clandestins, ceux-ci sont alors cantonnés dans les hay Tchad. Ils ne peuvent « traverser » (la Méditerranée) qu'après avoir payé certains officiers proches des cercles du pouvoir »*.<sup>345</sup>

Les activités liées au trafic des migrants clandestins qui ont lieu du côté tunisien de la J'farra marquent certaines particularités. Depuis l'année 2001, les autorités tunisiennes et principalement la Garde Nationale ont reçu des équipements performants leur permettant de surveiller leurs côtes avec davantage de vigilance, par conséquent, elles agissent de manière plus énergique contre les bandes de passeurs (Pliez, 2006)<sup>346</sup>. Grâce à l'amélioration des contrôles du littoral par les patrouilles de la Garde Nationale, le nombre d'embarcations tunisiennes susceptibles de franchir la Méditerranée vers l'île italienne de Lampedusa se situe désormais à 40 départs par an pour l'année 2006<sup>347</sup>. C'est là une raison qui pousse les candidats à la traversée à choisir une voie plus longue, et ce en continuant le périple jusqu'aux ports de la J'farra libyenne. Par conséquent, la J'farra tunisienne devient un lieu de passage Ouest-Est des flux de candidats à l'émigration clandestine.

Par ailleurs, les Européens, désireux de mettre en place une politique de « lutte préventive » contre l'émigration clandestine, exigent que les autorités tunisiennes refoulent les candidats qui

---

<sup>345</sup> Les réseaux qui assurent les traversées illégales de la Méditerranée et dont les activités génèrent d'importants flux migratoires et représentent une source de revenus illicites pour de nombreux intermédiaires, dont certains nous ont été nommément désignés par des interlocuteurs J'farris. En effet, ces réseaux seraient politiquement et commercialement « pilotés » par le Commandant Massoud (gouverneur de Sebha depuis 2001, cousin du Guide, et officier le plus gradé des forces armées libyennes). Cet officier agirait pour le compte de la tribu des Kadhafas, qui constitue l'un des piliers de la Jamahiriya.

<sup>346</sup> Ce matériel provient de l'Union Européenne dans le cadre de l'assistance et du soutien aux efforts de contrôle des migrations illégales.

<sup>347</sup> Ce chiffre nous a été communiqué par les services de la Garde Nationale de l'Aouina (Tunis).

tenteraient de traverser son territoire (et notamment la J'farra). Des filières de passeurs sont alors montées par des groupes non originaires de la région pour permettre le convoiement vers les ports libyens des candidats, en empruntant les routes et les passages clandestins de la J'farra, provoquant ainsi des situations conflictuelles avec les réseaux informels locaux. A ce propos, nous avons interrogé Hachemi En Nabhani en lui signifiant notre étonnement pour l'attitude de « désintérêt » que nous semblait manifester les réseaux J'farris pour le passage clandestin des migrants vers l'Europe. Nous estimions, en effet, que seuls les *mazegri* locaux pouvaient assurer, comme par le passé, une traversée sans problèmes de la frontière par les flots de migrants. Notre interlocuteur nous répondit que : *« le commerce transfrontalier n'a pu perdurer, malgré les vicissitudes du contexte politique et de la répression sécuritaire, que grâce à l'indéfectible parole entre ses acteurs des deux côtés de la frontière. Une parole qui a été forgée dans les années difficiles de la lutte pour la survie. Or, ce trafic reste un trafic de vies humaines. Les vies des hommes, des femmes et des enfants y sont accrochées au gré des politiques aléatoires d'ouverture ou de fermeture des cotes libyennes ou du bon vouloir du « Guide ». En plus de ce caractère qui ne sied pas à nos pratiques, il ne faut pas perdre de vue qu'il reste un domaine réservé à certaines parties politiquement influentes et puissantes ; c'est ce qui explique, dans une certaine mesure, la présence de ces filières sur nos terres et notre sab'r (tolérance, patience) »*. Comme nous pensons que Hachemi a fait preuve ici d'une prudence quelque peu exagérée, nous nous permettons d'explicitier sa position. Notre interlocuteur était certainement conscient du péril que présente le fonctionnement de réseaux étrangers opérant sur le territoire j'farri et qui n'obéissent pas aux règles des réseaux locaux, parce qu'ils dépendent uniquement de pôles de décision situés dans les sphères inaccessibles des pouvoirs à Tunis et Tripoli. De même, il est difficilement envisageable de croire que ces filières se contenteraient, une fois installées, de convoier uniquement des candidats à l'émigration clandestine et de faire le chemin du retour « à vide ». Nul ne peut fournir l'assurance (aux réseaux de commerce informelle j'farris) que les camions qui empruntent les pistes tortueuses reliant Nalout, Wazen ou Sinaouwen à Dh'hibet, R'mada ou Sidi Touï ne seront pas chargés, dans un proche avenir – si ce n'est déjà le cas - de produits électroniques, de tabac de narguilé ou de motopompes.

Il apparaît ainsi que les espaces stratégiques sont ceux où les réseaux j'farris locaux et les filières de l'immigration clandestine entrent en concurrence. Il s'agit aussi bien de pistes situées sur la frange méridionale de la région frontalière avec la Libye que des ports de Zouara ou des anses de Boukammach, Briga et Zelten. En ces lieux, deux logiques s'affrontent : celle portée par les groupes locaux, qui prônent un commerce informel répondant aux sollicitations des marchés dans les deux pays et celle qui anime des filières bénéficiant de connivences avec certains cercles

de pouvoirs dans les deux capitales<sup>348</sup>. C'est pourquoi nous estimons que l'un des enjeux les plus importants des prochaines années réside dans la capacité des réseaux et des populations j'farries à juguler les flux migratoires clandestins et à réduire l'activité des filières qui les convoient. A défaut, celles-ci, en s'imposant progressivement dans la J'farra, seraient probablement en mesure d'établir des compromis avec les autorités et les autres acteurs situés en périphérie de la J'farra afin d'accaparer l'ensemble des activités dans cette partie de la région frontalière. Ces filières deviendraient ainsi une partie intégrante de l'ensemble institutionnel et, par voie de conséquence, territorial de la J'farra. Toutefois, cette hypothèse ne nous semble envisageable, que dans le cas où ces filières de l'immigration clandestine parviennent à réaliser une réelle implantation et un véritable ancrage dans la région. Une implantation et un ancrage qui nécessitent et supposent la présence d'acteurs susceptibles de mobiliser des relations sociales ; la connexité étant la vraie nature du réseau, puisque c'est de là qu'il tire toute sa puissance d'organisation et son efficacité. Or, la spécificité des filières de l'immigration clandestine réside dans son extériorité par rapport aux populations de la J'farra et dans l'absence de toute forme de coopération avec les réseaux locaux.

---

<sup>348</sup> Différemment des « couvertures » dont bénéficient les réseaux du commerce informel de la part de certaines autorités, couvertures qui leur permettent de contourner les lois et les dispositions spécifiques dans la région frontalière, les connivences entre les filières de passage clandestin des migrants et les cercles de pouvoir constituent une véritable alliance d'intérêts qui dépasse le caractère purement « lucratif » de cette activité pour obéir à des considérations de stratégie politique d'Etats.

## Chapitre 3 :

### L'émergence de nouveaux systèmes d'acteurs dans la J'farra : stratégies spatiales des réseaux, compétition, alliances, hiérarchie et perversion du rôle de la frontière.

#### 1. La recomposition des élites locales : des notabilités tribales aux chefs des réseaux de la contrebande.

Nous avons tenté dans les chapitres précédents de mettre en évidence les processus de décomposition/recomposition sociale qu'a connus la J'farra. Parmi les effets les plus significatifs de tels processus, on peut citer l'instauration de la frontière, le morcellement des territoires des tribus, les profondes mutations du pastoralisme, l'apparition des activités de contrebande et l'émergence du marché informel. Ces processus ont remis en question les anciennes stratifications sociales de la J'farra et permis l'émergence de nouveaux groupes qui ont eu pour rôle la réorganisation de l'ensemble des rapports aussi bien sociaux que territoriaux. Les aspects inhérents à ces processus touchent les principaux acteurs dans la J'farra et, notamment, les modalités de passage des anciennes configurations notabiles tribales aux élites actuelles. Ce passage nous fournit une illustration des changements dans le déploiement des attitudes et des stratégies spécifiques à chaque groupe faisant partie des élites locales. De même, à travers les attitudes de ces élites et à travers leurs modes opératoires au sein des réseaux et du territoire, il nous sera donné de voir comment ils parviennent à permettre la régulation, la dynamique et le fonctionnement du système, aussi bien lorsqu'ils s'affrontent que quand ils s'allient, et scellent des compromis.

Pour commencer, nous dresserons nos observations quant aux changements intervenus dans la composition des élites qui sont nécessairement rythmés par les périodes marquées par des politiques économiques et sociales. Nous mettrons l'accent sur la capacité et la manière dont les alliances et solidarités tribales arrivent à se pérenniser, à inventer une série d'ajustements et à faire preuve d'une réelle capacité d'adaptation aux contextes étatiques et à la mondialisation. Il nous apparaît, en effet, que les liens tribaux parviennent à transcender les structures étatiques et institutionnelles et à les contourner, en offrant par la même des moyens de préservation du groupe et des individus notamment lors des phases de crises et de précarité.



1.1. Les contextes spécifiques de la recomposition des élites dans les deux pays : disparités des ressources distributives des Etats et marginalisation des notabilités traditionnelles locales.

L'instauration de la colonisation et l'édification des Etats après les indépendances ont contribué à l'affaiblissement des anciennes notabilités tribales dès lors que le l'administration sur les territoires et les groupes de la J'farra s'effectuait désormais « à partir du Centre ». Les anciennes élites au sein des tribus ont été disqualifiées et leur pouvoir érodé par une série de mesures qui ont porté atteinte à leur capital productif (troupeau), symbolique (rôle de représentation ou d'intermédiation auprès du pouvoir), religieux, judiciaire et éducatif (Nasr, 1994).

Lorsque le pouvoir passe entre les mains de la nouvelle équipe dirigeante en Libye en 1969, la J'farra orientale connaissait une situation d'absence relative d'une élite susceptible de constituer un relais local pour la Révolution Jamahiryenne (Djaziri, 1996). A la même période, la J'farra occidentale, à l'instar de la majeure partie du Sud tunisien, était soumise à un mode de gouvernement autoritaire et sécuritaire, comme en témoigne la désignation systématique de militaires aux postes de gouverneurs dans la région entre 1956 et 1980 (M'zabi, 1993). Une infime partie des élites locales, notamment celles issues des tribus ayant proclamé leur allégeance aux nouveaux pouvoirs de l'indépendance, était en début des années 1970 employée dans l'administration locale, où elles ne jouissaient cependant d'aucune forme de pouvoir représentatif auprès des autorités et ne disposaient d'aucune capacité redistributive que leur auraient octroyées les Etats. Ceux-ci, ont en effet, monopolisé les ressources et ont instrumentalisé leur distribution pour récompenser les allégeances (Tekari, 1981).

Pour la J'farra tunisienne, l'absence de ressources mises à la disposition des notabilités, l'incapacité pour elles d'accéder à la représentation des groupes locaux et l'exclusivité de la gestion administrative de la région par l'Etat ont contribué à l'absence d'une élite émergente capable de contribuer à l'intégration de la région dans le système national (Boulifa, 2001).

En Libye, bien qu'ayant appelé la population dans l'ensemble du pays à participer à la gestion des affaires locales par l'intermédiaire des nouvelles institutions jamahiryennes (Congrès et Comités Populaires), le régime a doublé toutes les structures « représentatives » par les réseaux des Comités Révolutionnaires qui exercent le contrôle effectif de l'ensemble des régions. De ce fait, les membres des Comités Révolutionnaires, étaient recrutés dans les strates les plus

défavorisées de la société tribale<sup>349</sup>, sont progressivement devenus les véritables tenants du pouvoir local et les intermédiaires entre le régime et les populations locales (Ouannès, 1994).

## 1.2. La contrebande et l'émergence des nouvelles élites : l'ascension des *mazegri*.

Le développement des activités de la contrebande dans les décennies 1970 et 1980 et, dans une moindre mesure, l'intensification des flux de l'immigration vers l'Europe ont permis, dans la J'farra occidentale, l'émergence d'un nouveau groupe d'acteurs qui ont réussi à mettre à profit, souvent au péril de leur vie, les opportunités économiques que permettaient la contrebande et le commerce informel. Ce groupe a également rendu possible une certaine pérennisation des solidarités tribales en occupant les interstices du nouveau système imposé par les Etats. Ainsi, à la marge des institutions et souvent dans l'illégalité, les *mazegri* ont su créer une nouvelle ressource pour la région et sa population et s'instituer comme les nouveaux représentants des intérêts communs du groupe tribal. Ce statut acquis par les *mazegri* a nécessité la « re-mobilisation » du capital relationnel tribal et l'adoption d'une véritable flexibilité et d'un sens d'adaptation à de nouveaux contextes. Faisant preuve d'un réel dynamisme dans une région que les autorités semblaient avoir négligé dans ses programmes de développement et d'intégration (M'zabi, 1993), les *mazegri* ont su jeter des ponts au-delà des lignes symboles de la souveraineté des Etats et ont ouvert la voie à la recomposition des solidarités aussi bien à l'intérieur du groupe tribal qu'au sein des anciennes alliances. Ce dynamisme contrastait manifestement avec l'inertie des Etats et s'accompagnait d'une capacité d'adaptation aux nouvelles réalités économiques et de reconversion fonctionnelle et institutionnelle.

Pendant les années de fermeture de la frontière, les *mazegri* ont pu mettre en place des réseaux actifs pour aider les jeunes tunisiens qui partaient en Libye à trouver un emploi, pour rapatrier leurs économies, pour importer des produits subventionnés et pratiquer le change informel. Ces réseaux ont conféré aux *mazegri* un rôle important au sein de leurs lignages et leur ont permis de prendre en charge de l'ensemble des aspects économiques et sociaux. Ainsi les *mazegri*, dont la plupart sont issus des clans et lignages les plus modestes de la confédération

---

<sup>349</sup> Les membres des Comités Révolutionnaires étaient d'abord identifiés lors du service militaire par les instructeurs chargés du recrutement. Or, selon A. Bechri, les jeunes libyens, dans les années 1970 et 1980 (et probablement après, selon nos observations) rechignaient à s'enrôler dans l'armée alors que les subventions étatiques encourageaient l'accès massif aux institutions universitaires et que les administrations ouvraient leurs portes à tous ceux qui avaient acquis niveau scolaire secondaire. Seuls les enfants issus de familles de conditions très modestes ou n'ayant pas suivi d'études s'orientaient vers une carrière militaire (Bechri, 2001).

werghemmie, se sont retrouvés en charge du fonctionnement des réseaux liés au commerce informel dont ils détiennent désormais le véritable pouvoir organisateur, et investis du devoir de maintien d'une forme de gestion collective de l'espace dans lequel s'inscrivent les activités de ces réseaux.

Parmi les anciens *mazegri* devenus membres influents au sein de l'élite j'farrie, nous avons interviewé Cheikh El Aïdi Ben Khelif J'nifene. Son récit de vie a été recueilli le 23 octobre 2003 à Ben Guerdane. Pour Cheikh Omrane Ben Abdeljawad El Hmidi, nous l'avons rencontré le 2 décembre 2006 à El Grine<sup>350</sup>.

Cheikh El Aïdi, qui est considéré (selon nos *sahab zorganes*) comme l'un des plus influents acteurs actuels du change informel (*sarrafa*) et du financement des *douleb*, nous a relaté les principales péripéties du développement de la contrebande qui est à l'origine de l'émergence d'un groupe qui s'est progressivement imposé au sein de la tribu (Touazine). Le récit de notre interlocuteur laisse entendre que les recompositions sociales au sein de la tribu<sup>351</sup> et de la confédération des werghemma ont été marquées par une série de périodes de répression et de résistance. Selon ses termes : « *notre expérience personnelle et notre chemin n'ont pas été faciles. En tant que mazegri, j'ai été emprisonné à trois reprises pour traversée illégale de la frontière. C'était pendant les années 1970, lorsqu'il m'arrivait de faire une daâssa (traversée en aller – retour) pour ramener quelques boîtes de thon ou des piles électriques. Les temps étaient durs et les fonctionnaires difficiles à intéresser ; de toutes les manières, nous n'avions pas grand chose à leur proposer. Grâce à nos frères guebli (J'farris de l'Est), nous avons pu employer nos frères sur les chantiers avant d'aller chercher de la main-d'œuvre jusqu'en Friguiya (Nord de la Tunisie). Mais l'emploi en Libye était encore précaire et les gens préféraient plutôt solliciter un travail après du chaouch ou du fonctionnaire du gouvernorat. Ces personnes avaient une réelle importance au sein de la tribu. Mais au début des années 1980, lorsque les autorités de Libye ont commencé à limiter les droits de transfert des avoirs des immigrés que ces derniers nous ont demandé de nous occuper des envois d'argent à leurs familles. J'ai été parmi les premiers à m'intéresser à ce créneau et je me suis reconverti dans le transfert des salaires des ouvriers. Lorsque nous sommes devenus tout un groupe d'awlad âamm (cousins paternels) responsables des virements des immigrés, nous avons constaté l'importance des mécanismes de change, car la*

---

<sup>350</sup> Lors de nos séjours, il nous a été possible de rencontrer plusieurs anciens *mazegri* et de les interviewer. Toutefois, les deux rencontres, que nous relatons dans ce paragraphe nous ont apporté un éclairage intéressant de l'ascension des *mazegri* et nous ont permis de mieux approcher ce groupe tout aussi influent que discret. Par ailleurs, les récits de ces deux anciens *mazegri* ne se sont pas contentés de retracer leurs itinéraires, mais nous ont décrit en détails les situations et les contextes politiques dans lesquels ils ont développé leurs activités.

<sup>351</sup> Il s'agit en l'occurrence pour notre interlocuteur de la tribu des touazines.

livre libyenne, pour des raisons politiques, était surévaluée par les banques de Tripoli ou de Zouara. En fait, elle avait énormément de valeur en Libye et pouvait nous permettre d'acheter ce que nous désirions, mais, en Tunisie, elle ne pouvait être introduite et n'avait aucune valeur. Nous avons alors, encore une fois, changé de k'lamm (créneau) et investir dans la sarrafa. A partir de ce jour, nous sommes devenus les âamem. Nous sommes aussi devenus des wattana (sédentaires) et tous les Touazines sont venus nous demander de monter des douleb. Nos traditions nous imposent de participer à toute association avec tout membre intègre et proche au sein du âarch. Par conséquent, nous finançons les tayoût, les nassaba et toutes les sortes de douleb ». Le récit de Cheikh El Aïdi nous a permis de saisir la succession des phases qui ont jalonné l'itinéraire de cette élite issue de la contrebande et de noter les rapports qu'elle a établis à chacune de ces périodes avec les autres membres de la tribu. Cet éclairage, tout en mettant en relief les recompositions sociales au sein de la tribu, nous a permis aussi de tenter de réaliser un des objectifs de notre recherche, celui de « comprendre les processus de transformation, les dynamiques qui animent les acteurs et les pratiques qui les parcourent » (Signoles, 1999).

Le second récit a été recueilli auprès de Cheikh Omrane. Bien qu'il approuve certains thèmes majeurs développés par Cheikh El Aïdi, il apporte quelques éclairages supplémentaires. En effet, lorsque nous avons interrogé Cheikh Omrane sur les rapports avec les autorités (il nous semblait que Cheikh El Aïdi avait omis d'en parler), il nous a répondu : « au début, lorsqu'ils (les douaniers et la Garde Nationale) nous attrapaient, ils nous traitaient comme de vils criminels. Nous avons connu les geôles de Harboub (prison civile de Médenine) et de Garâat Bouflija (prison située à proximité de Tataouine et qui est destinée aux condamnés à de lourdes peines). Mais c'était ça ou la faim. Il a fallu attendre les années 1980, lorsque l'Etat a pris conscience qu'il vaudrait mieux nous laisser ramener ed d'guigue (la semoule) plutôt que de voir passer ed dagdygue (la casse). Progressivement, les autorités nous ont laissé travailler tout en essayant, par endroits et par moments, de nous mettre à l'épreuve à travers ses représentants locaux. Mais, à la différence de l'Etat, nous avons depuis le début respecté nos codes et accepté le partage du peu que nous pouvions gagner. Les représentants de l'Etat, même ceux qui étaient issus des âarch de werghemma, utilisaient les services rendus à la population et les aides qui leur octroyaient à des fins politiques. Nous avons veillé à ce qu'aucune famille ne connaisse ni la faim ni la mendicité. Nous n'avons pas opté pour la sadaka (l'aumône) car elle déshonore toute la tribu. La meilleure manière de nous protéger et d'assurer la solidarité résidait dans la perpétuation des douleb qui maintenaient le corps du âarch. C'est grâce à ce sens du partage que les âamem ont pu se positionner comme interlocuteurs avec les autorités. Ainsi, par exemple, lorsqu'un tayoût ramène un médicament dangereux ou quand un condamné dangereux parvient à traverser la frontière

grâce au soutien de l'un des nôtres, ce sont les *âamem* qui sont convoqués chez les responsables pour régler la question, leur sentence est acceptée de tous, y compris des autorités ».

En accédant au rôle de financiers, les anciens *mazegri* ont réussi à s'imposer au cœur du réseau jJ'farri puisqu'ils sont ainsi devenus incontournables aussi bien pour les autres acteurs werghemmis venus à la contrebande ou au commerce informel que pour les autorités locales, qui ont pris conscience de l'intérêt (global et parfois même individuel) d'un contrôle des flux. Toutefois, l'ouverture de la frontière et l'expansion spectaculaire du commerce transfrontalier avec ses diverses déclinaisons (informelles, contrebande) ont amené une nouvelle génération de gestionnaires des réseaux issue des familles d'anciens *mazegri*. Cette partie de la nouvelle élite est désignée dans la J'farra sous le nom de *warratha* (héritiers) et sont en général les fils des *âamem* dont ils gèrent le capital financier et relationnel. Toutefois, entre les anciens *mazegri* et leurs fils, des différences d'approche, d'attitude et de stratégie sont perceptibles. Chaque groupe ayant été confronté à des situations particulières a développé, en conséquence, ses propres objectifs et moyens. Les *warratha*, contrairement à leurs pères, n'ont pas commencé au plus bas de l'échelle et ne considèrent pas les autorités comme un péril potentiel pour le réseau. De même, certains parmi eux nous ont exprimé leur désaccord avec les *âamem*, notamment en matière de partage au sein du groupe tribal<sup>352</sup>.

### 1.3. La montée des *warratha* : la conséquence du processus d'individuation ou la fin des anciennes solidarités ?

Les *âamem* inscrivaient leurs actions au sein d'une sphère tribale exclusive, en veillant toujours veillé au strict respect de la notion d'association de l'ensemble des lignages et des individus afin d'asseoir leur prééminence au sein du réseau. Par contre, les *warratha*, dont certains avaient reçu un enseignement supérieur dans la capitale et n'ont pas fréquenté intensément les groupes actifs sur le *khatt*, considèrent qu'il est temps de transformer le commerce informel transfrontalier en activité économique « normalisée » répondant aux critères du marché capitaliste, en s'exonérant donc de plus en plus des « considérations sociales ».

Au cours d'un entretien avec l'un des chefs de file des *warratha* à Ben Guerdane, il nous a été donné de constater que les solidarités entre les clans et les individus, qui se traduisaient dans la J'farra par un ensemble complexe de *doulebs* et d'associations destinés à assurer une forme de redistribution des ressources générées par les activités informelles transfrontalières, commençaient

---

<sup>352</sup> Nous développerons cet aspect relatif au partage entre les membres du réseau dans le dernier chapitre de cette partie, lequel est consacré à la répartition des rôles et des espaces entre les lignages.



à être remises en cause par la jeune élite. Lors de cet entretien tenu le 23 décembre 2006 avec Hachemi En Nabhani, nous avons essayé d'aborder avec lui la question relative aux revendications à caractère social que nous avons décelé dans les propos de certains de nos interlocuteurs ainsi que la question des disparités sociales au sein même du groupe tribal. Notre interlocuteur nous exprima alors son attitude critique face aux « attitudes archaïsmes » du système qui constituent, selon lui, une mentalité commune entre les *âamem* et les autres membres de la tribu, notamment les strates inférieures. Selon Hachemi, il y aurait « *un décalage dans la perception des situations entre la génération qui a créé le réseau et celle qui est en charge de sa gestion actuelle et à venir. Les attitudes et les choix opérés par chacun au sein du réseau obéissent toujours à une situation, et dépendent de la position et de la manière de percevoir la situation. Si les âamem avaient choisi le partage comme valeur centrale, c'est parce que leur morale s'inscrit dans des considérations qui valorisent culturellement la distribution, l'enjeu principal étant celui de la survie du groupe et de la mise en commun de la parcimonie. C'est un choix qui respecte une vieille tradition. Je suis conscient que ce mode a aussi permis d'établir de nouveaux réseaux qui ont scellé d'importantes solidarités. Le capital relationnel est fondamental dans le commerce informel qui est soumis aux menées coercitives des autorités. Or, il y a lieu de passer à une nouvelle phase et de chercher à élargir ce capital relationnel en établissant des accords d'intéressement au sein de l'Etat et de ses principaux agents. Il me paraît difficile, aujourd'hui, de parvenir à satisfaire aussi bien les tayout ingérables et indisciplinés, que les fonctionnaires, dont le rôle est justement de mettre sous contrôle les contrebandiers. Il faut nécessairement et immédiatement opérer des choix difficiles et les âamem, à cause de leur hésitation, bloquent encore la situation à ce sujet* ».

Ce récit et d'autres, que nous avons recueillis auprès des *warratha* nous permettent d'affirmer que cette nouvelle génération d'entrepreneurs considère qu'il n'y a d'avenir pour le commerce transfrontalier que si les individus en charge de sa gestion parviennent à faire preuve de capacité à réinventer les cadres relationnels, les registres opérationnels et les modes de fonctionnement grâce à des emprunts d'éléments nouveaux imposés par l'évolution technique dans tous les secteurs d'activités d'une part, et par l'abandon de certaines attitudes surannées inhérentes à la tradition *mazegri* d'autre part.

Une rencontre avec un membre de la jeune élite locale, nous a particulièrement permis d'étayer notre affirmation. Il s'agit de celle que nous avons eue avec Aymen Ben Mohammed As Souïi, diplômé de l'Université de Sfax, titulaire d'un Master en droit fiscal et conseiller de Cheikh El Aïdi, l'un des *âamem* les plus illustres du réseau de Ben Guerdane. De par sa position et malgré

son jeune âge et ses origines modestes<sup>353</sup>, les *âamem* considèrent Aymen comme une personne digne de confiance et surtout comme un jeune capable de formuler, selon un discours convaincant, leurs positions dans les discussions avec les *warratha* dont il partage l'éducation, l'âge et certaines affinités personnelles. La jeune élite fait souvent appel à lui pour résoudre, de manière directe et sans passer par les *âamem*, certains litiges avec des *tayout* ou des *sarrafâ*. Lors d'une randonnée en juin 2003, il nous a déclaré : *« il ne faut pas perdre de vue que c'est la tradition de la solidarité tribale qui a pu donner naissance au commerce transfrontalier et que c'est la solidarité entre les membres du groupe qui a fondé la contrebande et l'a protégée. Les jeunes, que certains appellent les warratha, omettent cette donnée fondamentale et croient que les autorités, une fois intéressées, sont susceptibles d'offrir les protections nécessaires au commerce informel. Personnellement, j'ai des doutes à ce sujet. Il faut analyser les attitudes des warratha en prenant en considération la rationalité qui préside à leurs actes et stratégies. Chaque acte a nécessairement un sens. Les warratha sont appelés à intervenir sur plusieurs tableaux à la fois. Ils doivent « justifier » et « légitimer » leur statut au sein du réseau, non par des actes de courage ou de bravoure, à l'instar de ce que font les tayout, mais grâce à la saisie des nouvelles opportunités et la réalisation de « prouesses » financières. A travers ces actes, ils établissent une forme de différenciation par rapport aux pratiques d'usage dans le réseau et s'illustrent aussi par rapport aux jeunes des strates modestes qui restent cantonnés dans des rôles considérés comme « primaires ». Cette stratégie réalise un double objectif pour les warratha : d'un côté, ils améliorent leur position au sein de la hiérarchie et élargissent leur cadre d'intervention ainsi que leur puissance économique et, d'un autre côté, ils consolident leur assise sociale en occupant des créneaux inaccessibles au reste des membres du réseau. Ce qui me semble être au cœur du litige entre les jeunes et les anciens de l'élite du réseau, c'est le rapport aux autorités et à certains cercles du pouvoir. Cet aspect est important car, en regard des considérations de solidarités tribales qui sous-tendent l'ensemble des activités informelles, un rapprochement avec les autorités, et notamment l'adoption même partielle de ses logiques, aboutira inéluctablement à un éloignement vis-à-vis de la majorité de la communauté werghemmie ».*

---

<sup>353</sup> Aymen est issu d'une famille qui ne fait pas partie de la tribu des Touazines. En effet, étant Souîi, il est originaire de Libye, même si l'arrivée à Ben Guerdane de son aïeul date de plus d'un siècle. Notre interlocuteur (qui nous a été présenté par nos *sahab zorganes*), a réussi à gagner la confiance de l'ensemble des acteurs au sein du réseau et est devenu une intermédiaire capable de résoudre, très discrètement, les litiges entre les membres des *douleb*. Il nous a semblé aussi que ses origines modestes le rapprochaient des *tayout* qui voyaient en lui un des leurs. Selon certains jeunes *tayout*, Aymen *« fait certes partie de l'élite, il parle comme eux, vit au même niveau de confort, mais tout en parvenant à se frayer un chemin parmi les warratha, il n'a jamais renié ses origines »*.

Les *warratha* affichent de plus en plus leur divergence avec les *âamem* en ce qui concerne le futur des activités économiques dans la J'farra. Certains considèrent que le commerce informel doit, à moyen terme, s'intégrer aux courants des échanges mondiaux et transnationaux. Cette intégration nécessite, selon eux, une plus grande capacité de maîtrise d'instruments de gestion propres au marché libéral mondialisé. Leur modèle n'est donc plus l'ancien *mazegri* devenu *sarraf*, qui ne rate jamais une occasion pour honorer la fête rituelle de la *kassâa* à Sidi Madi ou pour accorder un privilège à une veuve démunie en lui octroyant une participation à un *douleb* afin de l'aider à améliorer sa situation. Le modèle qu'ils semblent adopter est celui du manager dégagé de toute obligation d'assistance sociale ou de solidarité<sup>354</sup>.

#### 1.4 Les élites de la J'farra libyenne : proximités politiques, contrebande et clientélisme.

Dans la J'farra Libyenne, la composition des élites a connu à partir de la fin des années 1980 et le début des années 1990 un changement significatif. La chute des cours du pétrole<sup>355</sup>, puis celle du dollar qui ont imposé la mise en œuvre de mesures d'austérité. Simultanément, la Libye est confrontée à des problèmes plus spécifiquement politiques, tels que la montée des mouvements islamistes, les bombardements américains du 17 avril 1986 et la défaite militaire au Tchad. Plusieurs mesures vont alors être prises, allant dans le sens d'une modification de la relation entre l'Etat et la société.

---

<sup>354</sup> Lors de notre entretien avec Hachemi, il nous a déclaré qu'il était dans « l'obligation » (et à la demande de son père) d'assister à toutes les cérémonies sociales (mariage, circoncision, procession rituelle, etc.) et que « même si je reste persuadé que le réseau ne peut plus continuer à fonctionner selon ce modèle, je suis appelé à réaliser un dosage entre les devoirs de solidarité, y compris la distribution de *jabda* (parts au sein d'une association) fictives, au profit de personnes nécessiteuses et l'expression de mes convictions. Il m'arrive souvent de rappeler à ceux qui m'interpellent au sujet de mes activités que ce sont les transactions les plus rentables qui nous permettent à tous, au sein du réseau (même si je le dis toujours : je ne fais pas partie des *asshab al khatt* – les gens du réseau) de nous assurer le soutien des partenaires nécessaires à la pérennité de notre commerce. C'est une manière, certes difficile, mais incontournable, de maintenir l'équilibre entre les contraintes imposées par la tradition de la solidarité tribale et les exigences des affaires ».

<sup>355</sup> Les recettes d'exportation pétrolière ont été quasiment divisées par deux une première fois en 1980 (22 milliards de \$) et 1982, et une seconde fois entre 1985 et 1986 pour ne plus atteindre que 7 milliards de \$ en 1987, et ce, dans un pays où 90 % des recettes d'exportation proviennent du pétrole. Cette première crise des rentes pétrolières ayant précédé l'embargo onusien a été analysée par F. Burgat dans la « Chronique libyenne », Annuaire de l'Afrique du Nord, 1987.

1.4.1. Les réformes économiques de la « privatisation socialiste » des entreprises d'Etat : une source principale de prédation pour les élites locales.

Parmi les mesures prises par le pouvoir, la réforme économique remettant en cause le caractère distributif du régime (Bechri, 2001), qui a été initiée à la suite du discours prononcé par Kadhafi le 26 mars 1987. A cette occasion, le Guide avait présenté la nouvelle politique économique comme une tentative de libéralisation destinée à promouvoir l'extension des activités de production, et ce grâce à l'établissement d'une nouvelle forme de propriété des entreprises d'Etat que sont les *tacharukiyat* (Coopératives entre Etat, producteurs et *chaâbiyat*) » (Journal Officiel Libyen, n°18 du 22/9/1987). Il s'est agi en fait de transférer la propriété des entreprises de l'Etat à des particuliers, salariés de celles-ci, qui en deviendront collectivement propriétaires après le remboursement à la société de la valeur de ces entreprises. En tant que travailleurs, ils continueront à percevoir un salaire, alors qu'en tant qu'associés, ils recevront une part égale des revenus nets des entreprises (selon un système de calcul établi par le décret n°447-1987 du 31/8/1987 et publié au Journal Officiel Libyen n°25 du 14/12/1987). Cette réforme est présentée comme conforme aux principes du socialisme décrits dans le Livre Vert, dans lequel le Guide écrit qu'« après avoir procédé au transfert à l'Etat des richesses existantes ou à créer, il convient de les répartir ensuite entre les individus »<sup>356</sup> (Kadafi, 1997). Toutefois, ce ne fut pas la réforme la plus importante, même si le Guide l'a mise en avant dans ses discours. En effet, c'est la levée des interdictions pesant sur le commerce privé qui constitua le véritable tournant économique et social ; mais celui-ci, loin d'épouser les normes libérales, était destiné à atténuer les troubles sociaux et ouvrir de nouveaux créneaux pour les milliers de membres des services de sécurité mis à la retraite (Ouannes, 1994).

La libéralisation du commerce de détail allait inaugurer une phase nouvelle dans les rapports entre les populations j'farries et l'Etat. A partir de l'année 1988, les propriétaires des anciens commerces à Zouara et les partenaires Nouaïels des Werghemmies dans la contrebande ont ouvert des commerces dans les centres-villes et sur le long des routes, profitant ainsi du nouveau contexte et, surtout, de l'affaiblissement manifeste de l'emprise des Comités Révolutionnaires (Ouannes, 1994).

---

<sup>356</sup> M. Kadhafi, « Le livre Vert : III<sup>e</sup> partie : la solution du problème économique : le socialisme », Publications du Centre mondial pour les études sur le Livre Vert, Tripoli, 1997.

1.4.2. La consolidation de l'économie informelle : émergence des élites locales et disqualification progressive des Comités révolutionnaires.

Le gel du recrutement des fonctionnaires dans les administrations publiques, la réduction importante des sommes devant être redistribuées à la population et l'émergence de nouvelles opportunités d'emploi dans les secteurs informels ont en effet sapé le pouvoir de ces Comités Révolutionnaires dans la J'farra, puisqu'ils ne représentaient plus désormais l'unique intermédiaire entre la population et le pouvoir et n'assuraient plus leur rôle de distributeur exclusif. L'étape principale de disqualification des Comités Révolutionnaires a correspondu au passage de la propriété étatique à la propriété de type *tacharoukiyat* (coopérative des employés). En effet, selon A. Bechri, « les groupes tribaux et en premier lieu les élites ont saisi l'occasion des transferts pour racheter les entreprises d'Etat<sup>357</sup> en remboursant leurs dettes et en installant à leur tête, par la suite, des gérants issus des lignages locaux. La solidarité tribale a pu être massivement mobilisée à cette occasion pour parvenir à s'approprier un important levier productif où l'ensemble de la population était impliqué ». Relatant la mise à l'écart des Comités Révolutionnaires dans cette dynamique de « privatisation jamahiriyyenne », l'auteur évoque « un sentiment de préservation d'un bien collectif qui avait été longtemps exploité à des fins politiques par les Comités Révolutionnaires, dont le rôle était de trier les employés, les bénéficiaires des marchés et l'écoulement. Ces Comités sont restés désarmés face à la mobilisation qui leur a soustrait cette ressource » (Bechri, 2001)<sup>358</sup>.

---

<sup>357</sup> Les élites tribales ont eu recours à des collectes de fonds au sein de leurs lignages respectifs afin d'associer la majeure partie des membres de leurs tribus à l'acquisition de ces entreprises. Toutefois, les participations sont restées inégales, l'élite détenant la majorité des « actions ».

<sup>358</sup> Il y a lieu de signaler que la dynamique de rachat des entreprises publiques a été accompagnée par des résistances de la part de ce que M. Ouannes désigne par « la bureaucratie révolutionnaire » (dont les Comités Révolutionnaires constituent la branche sécuritaire et politique), laquelle a réussi à freiner momentanément les dispositions économiques de la libéralisation. En effet, selon M. Djaziri, pour la seule année 1991 seules un peu plus de 150 entreprises d'Etat ont été transférées au secteur privé, dont une quarantaine dans le secteur textile, alors qu'il était prévu que ces transferts concernent plus de 4000 entreprises (Djaziri, 1996). Les idéologues du régime se sont élevés contre ce qu'ils désignaient par les effets pervers de l'*infatih* (libéralisation, ouverture). Parmi les écrits dénonçant « les périls de l'individualisme », nous pouvons signaler l'article paru dans le quotidien *Al Jamahiriya* en date du 21 mars 1995. De cet article qui nous semble prémonitoire à plus d'un titre, nous reprenons ce passage : « le commerce privé ne résoudra pas les problèmes des masses mais conduira inévitablement la société vers des phénomènes inconnus dans la Jamahiriya comme les hausses de prix, la spéculation et les monopoles. Les quantités d'argent concentrées entre les mains d'une minorité de spéculateurs non imbus des principes de notre Révolution Jamahiriyyenne pavent les voies sans entraves pour la corruption et le détournement des produits de base subventionnés. Nous sommes en face d'un choix : libérer le commerce et accepter de mettre nos destins entre les mains d'une « clique » de profiteurs ou bien revenir aux sources de notre Révolution et accepter un partage juste des richesses entre les membres de la communauté des producteurs libérés de toute déviation individualiste ». Ce discours semble avoir trouvé écho chez le Guide qui a alors tenté une dernière fois d'endiguer le processus, sans succès toutefois, en déclarant le 19 janvier



A la faveur de l'ouverture de la frontière, du rachat des entreprises publiques, du développement des pratiques spéculatives sur les produits subventionnés, de l'expansion spectaculaire du commerce informel transfrontalier, de l'extension des activités de financement en devises des transactions commerciales extérieures grâce aux apports des réseaux alliés werghemmis, une élite j'farrie émerge comme principale force économique et politique et s'impose comme acteur économique incontournable dans la région. Il convient de souligner à ce propos que ce sont les personnes écartées de la fonction publique, des instances locales dirigeantes et des services de sécurité qui ont, les premières, pris part aux activités du commerce informel. En effet, une partie importante des commerçants dans les souks de Zouara et de Nalout avaient été dénoncés, lors de la Révolution (et notamment en 1974 à l'occasion de l'instauration des instances jamahiriyennes) comme des ennemis des masses et avaient fait l'objet de plusieurs mesures destinées à les marginaliser. Les péripéties de ces « purges » économiques nous ont été relatées à l'occasion d'un entretien que nous avons eu le 19 juin 2005 avec El Haj Nasr Ben Khelifa Sallam El Gmati, habitant de Zouara, membre de la confrérie *Soulamiya* et propriétaire d'un important commerce à souk Er Rabaâ. Celui-ci nous a déclaré que *« dès lors qu'ils ne pouvaient plus manipuler les ressources des gens, les Comités Révolutionnaires ont cessé d'être incontournables pour les jeunes qui cherchent un emploi ou une veuve qui demande sa ration alimentaire mensuelle. Les membres des âarch qui étaient dans la nécessité ont commencé à venir voir les chyoukh pour participer à un douleb avec pour unique jabda (part dans l'association) leur travail. Ces chyoukh n'étaient pas compromis dans la dénonciation des gens ni dans la j'âala (racket ou extorsion). C'étaient des taouwaba rafîne lelleh (purs revenus à Allah) qui ne cherchaient qu'à répondre à la demande des plus démunis et à puiser dans les biens que le Bienfaisant amenait à leurs mains. Il a fallu attendre trente ans pour que les autorités de Triploï reconnaissent leur tort et viennent vers les chyoukh pour leur demander de siéger dans les Commandements Populaires et Sociaux et de prendre en charge les affaires locales. Mais après quoi ? Et dans quel intérêt ? Ceux-là même qui nous ont fermé nos échoppes et muré les entrées de nos souk, se sont convertis au commerce. Ils nous ont précédé dans la course au bénéfice, alors qu'ils dénonçaient, il y a à peine quelques années, notre insatiable appétit du gain »*.

Ce point de vue est partagé, dans une très large mesure, par Jaber El Houni, un des commerçants de Sguifet Chaouch, le souk de Zouara transformé en marché informel pour produits importés. Celui-ci nous a déclaré que *« les salaires des fonctionnaires ne suffisent plus. Les*

---

1999 devant les Congrès Populaires de Base : *« en ce qui concerne le commerce et en particulier les questions économiques, c'est l'Etat qui doit en être chargé car ce sont des questions de vie ou de mort »*.

*employés de l'administration occupent des postes non pour toucher un salaire mais uniquement pour perpétuer la mainmise de leurs clans sur les rouages des services publics dans la localité. Pour pouvoir survivre, ils doivent participer à d'autres activités. Les Libyens, comme tu le sais, ne sont pas doués comme leurs frères tunisiens au travail ni aux affaires, mais ils apprennent et rapidement. Autrefois, un fonctionnaire devait faire attention au membre du Comité Révolutionnaire affecté dans son administration ; il devait lui rendre des comptes et des services afin de pouvoir garder son emploi ; mais, aujourd'hui, que voulez-vous qu'il perde si son salaire de 250 livres libyennes lui est enlevé ? Rien ! Par contre, pour participer à un douleb, ramener de la semoule dans sa voiture chez le grossiste ou récupérer des euros pour se soigner ou acquérir des meubles à l'étranger, c'est aux chyoukh qu'il va devoir s'adresser, en étant certain que seule la parole suffit à la transaction. Une parole saine et non une dénonciation. Il est vrai que ce sont les révolutionnaires des comités qui ont réussi à s'installer en premier à l'occasion de la réouverture des souk, mais leurs méthodes ne conviennent pas pour faire du commerce. Ce n'est pas la coercition qui fidélise un client ou un partenaire, mais la confiance et le partage. Les révolutionnaires sont des jaïacha, ils ne connaissent pas ces qualités ».*

## **2. Les nouvelles élites j'farries et leurs territoires : vers un nouveau clientélisme et une refondation des rapports avec les autorités.**

Les nouvelles élites qui sont parvenues au plus haut niveau de la hiérarchie locale dans la J'farra, grâce au commerce transfrontalier et à la réactivation des anciennes solidarités tribales, sont-elles devenues pour autant les nouvelles instances représentatives locales ? Par quels mécanismes ont-elles assuré la redistribution des ressources au sein de leurs communautés ? Quels rapports ont-elles pu établir avec l'ensemble des acteurs et des populations ? Jusqu'à quel degré ces nouvelles élites jouent-elles un rôle d'articulation entre les communautés locales et les pouvoirs nationaux ou les autorités régionales ? Ont-elles réussi à constituer une assise territoriale leur permettant de négocier une position dans la structure de pouvoir dirigée par les centres ?

### **2.1. Les mazedgri et l'émergence d'une nouvelle notabilité : de la redistribution des ressources des Etats à une participation collective aux activités informelles.**

Le rapport entre l'élite et sa clientèle est ici entendu en tant que construction sociale, le produit d'une affectation de rôles préalable à distribution des ressources et le reflet du jeu de

représentations. Il importe de souligner qu'un membre de l'élite est doté d'une certaine visibilité, d'une respectabilité ou du moins d'une notoriété. Il occupe une position sociale de premier rang au sein de sa communauté. Cette situation peut en faire l'homme d'un lieu, auquel il est identifié et qu'il est habilité à représenter en toutes circonstances. Par conséquent, l'élite dans son ensemble participe à la construction du territoire grâce à l'entretien et la perpétuation de l'idée, de la cohésion et de l'esprit du territoire. Elle est aussi capable de mobiliser des forces endogènes autour d'un même sentiment d'appartenance au territoire afin d'amener les autres (entités extérieures) à reconnaître son identité, à respecter sa spécificité, à croire également en sa force et en ses valeurs. Toutefois, pour qu'émerge une nouvelle élite, certaines conditions semblent nécessaires, à notre avis, pour caractériser le groupe : une solide assise socio-économique et le développement d'un réseau d'influence. Dans certaines situations, le contrôle d'un territoire constitue aussi un élément important dans la consolidation du statut de l'élite.

Dans la J'farra, le processus d'édification d'un clientélisme a d'abord été favorisé par l'affaiblissement des potentialités distributives des deux Etats et, ensuite, par l'organisation du commerce informel selon des appartenances tribales. Il convient de rappeler à ce sujet que les premières élites issues des indépendances étaient constituées des fonctionnaires de l'administration locale, qu'ils soient actifs dans les sphères du politique (particulièrement en Tunisie) ou dans les organes sécuritaires (par exemple les Comités Révolutionnaires en Libye). Cette configuration privilégiait une forme de clientélisme basée sur la redistribution des ressources de l'Etat sous forme d'emplois dans les administrations ou d'aides directes aux plus démunis en contrepartie d'allégeance partisane (Boutaleb, 2002 et Al Kikhya, 1994). Ces élites, qui ont marqué les premières décennies des indépendances (entre 1960 et 1990), étaient inféodées aux politiques nationales ; en d'autres termes, elles obéissaient, de manière unidirectionnelle, aux objectifs et stratégies du Centre dont elles dépendaient. Les pratiques clientélistes étaient certes similaires dans les deux pays, mais avec des nuances. En Libye, les élites issues des organes de la Révolution (Comités Révolutionnaires et Commandements militaires) étaient en charge de l'affectation aux emplois dans les administrations locales. L'intégration au sein des Comités Populaires (organes exécutifs et administratifs locaux) privilégie, en premier lieu, l'allégeance politique du clan du candidat. Ainsi, seuls les membres des clans ou des tribus ayant scellé une alliance avec le pouvoir (ou avec la tribu du Guide), peuvent accéder aux postes de responsabilité au sein des Comités Populaires. La distribution des logements publics aux familles, bien que massive et dépassant, par endroits, la demande exprimée, avantageait les tribus et clans proches des cercles du pouvoir qui bénéficiaient des meilleures unités et des meilleurs emplacements, de la possibilité d'acheter auprès des *mouchât* (grandes surfaces commerciales d'Etat), d'un verger

familial et de la distribution directe d'aides en nature. Ces « privilèges » restaient conditionnés par deux formes d'allégeance. D'abord, une allégeance à la politique générale de l'Etat, grâce à la participation active aux réunions des Congrès Populaires et au soutien exprimé aux candidatures des personnes désignées par les Comités Révolutionnaires pour les postes des Comités Populaires. Cette forme de mobilisation clientéliste que A. Bechri considère comme une manifestation de « corruption systématique », a transformé, selon cet auteur, les instances représentatives locales de la Jamahiriya en lieux d'exercice du pouvoir central sur les collectivités, grâce à l'instauration d'un « système à la verticale » qui a réussi à neutraliser toute forme de contestation ou de remise en cause des politiques nationales (Bechri, 2001). La seconde forme d'allégeance est celle exprimée envers les membres influents de l'élite des Comités Révolutionnaires (dont une majorité est issue des tribus de la région centrale de Libye ; principalement les Kedhahdhfas, les Mguerhas et dans une moindre mesure, les Ouerfallas). N'étant pas nécessairement homogènes, ces Comités pouvaient révéler des clivages d'ordre individuel (principalement dus à des conflits d'intérêts économiques et financiers inhérents à leurs activités) et pouvaient influencer la politique locale. En effet, puisque la désignation d'un membre du Comité Populaire local ne pouvait avoir lieu que grâce au *tassîd* (désignation par consensus)<sup>359</sup>, il suffisait qu'un membre du Congrès Populaire s'oppose à une candidature pour bloquer l'ensemble de l'institution. Etant donné que certains, qui siégeraient dans les Congrès Populaires, pouvaient être manipulés par les Comités Révolutionnaires ou les officiers supérieurs de l'armée, la constitution des instances locales résultait finalement de compromis entre des intérêts divergents et des modalités de partage des ressources entre les membres de l'élite issue des services de sécurité.

Lors d'un entretien (le 27 juin 2005) avec Cheikh Abdelhadi El Basti El Ajili, originaire de Zouara et l'un des chefs de file de la confrérie *Soulamiya*, il nous a confié : « *Les Comités Révolutionnaires ont, par la contrainte (le terme est très difficile à traduire : hokm al arzak – la manipulation des ressources de la vie), amené les gens à appliquer leurs volontés qu'elles fussent politiques ou même simplement opportunistes. Ils demandaient à leurs twabaâ (sujets) de s'ériger contre la volonté de leurs communautés, de soutenir des personnes qui ne sont pas dignes de confiance, de couvrir des malversations et de faciliter des spoliations de tout ordre. Ceux qui refusaient ou s'opposaient à leurs desseins le payaient de leurs emplois, de leurs ressources et de leurs biens. On a assisté à la montée en puissance des plus vils parmi nous, ceux qui acceptaient d'être les sbires des autres. Ils ont acquis les meilleures terres, leurs enfants sont partis faire des études à l'étranger et ils ont acquis des logements au nom de tous les membres de leurs familles, y*

---

<sup>359</sup> Les élections étant interdites au sein des Comités Populaires.

*compris ceux qui étaient encore fel arham (fœtus). Certains ont même épousé des veuves afin de les inscrire avec leurs enfants sur les listes du logement populaire (programme d'octroi des maisons au profit des familles). C'était le prix de la soumission aux Comités Révolutionnaire ».*

Un autre éclairage des formes du « clientélisme révolutionnaire » nous a été fourni par Khelifa Al Assabii, qui avait été « désigné » (par *tassîd*) au Comité Populaire de Zouara. Il nous a déclaré : *« J'avais essayé à plusieurs reprises de faire partie du Comité Populaire afin d'aider ma région, mais n'étant pas coopté par un membre des Comités Révolutionnaires, je n'ai pu accéder à aucun poste de responsabilité. Lorsque j'ai attiré l'attention sur l'injustice des attributions des véhicules lors de la réunion du Congrès Populaire de mars 1982, j'ai été rappelé à l'ordre par un groupe d'opportunistes qui tiraient profit de toutes les aides et subventions. Depuis, j'ai été mis à l'index et ma vie a basculé dans le dénuement. J'ai dû me marier chez mes parents, faute de pouvoir acquérir un logement. Mon père m'a aménagé une partie du houch. Je n'ai pas pu acquérir de voiture neuve avant 1996, ma femme avait été affectée dans un dispensaire à R'guiât à 120 kilomètres de Zouara et j'ai attendu 12 ans avant d'être promu dans mon entreprise. Ce qui m'attristait, c'est que je ne pouvais faire appel à personne du âarch pour me soutenir, nous étions sans ressources face à la toute puissance des Comités Révolutionnaires. Ils commandaient bab er rezk, asstaghfiroullah (la porte des ressources, Allah me pardonne) ».*

En Tunisie, les ressources sont moindres que celles déployées en Libye et les pratiques des fonctionnaires locaux (issus des lignages j'farris ou des autres régions du pays) consistaient à répartir les emplois dans l'administration, les chantiers de lutte contre le chômage et la Garde Nationale. De même, l'élite issue de la bureaucratie d'Etat veillait à la répartition des programmes locaux d'aides, notamment en matière de développement rural ou d'infrastructures. Ces pratiques s'inscrivaient dans un processus de clientélisation – satisfaction des besoins des populations locales par le pouvoir. Celui-ci étant désireux d'asseoir sa domination dans une région qu'il avait préalablement considérée comme rétive à toute forme d'autorité centrale<sup>360</sup>.

Le développement des activités informelles transfrontalières ont apporté un changement important dans la composition des élites et les formes de clientélisme. Si ces dernières présentent des traits similaires des deux cotés de la frontière, il faut souligner néanmoins une caractéristique spécifique du nouveau clientélisme dans la J'farra tunisienne qui est la très forte insertion sociale et territoriale de l'élite. En effet, la nouvelle élite a, depuis les temps de la contrebande et de

---

<sup>360</sup> Les gens de la J'farra gardent en mémoire un discours que Bourguiba avait prononcé en 1966 dans la J'farra, à l'occasion duquel il relate que, lors du survol en avion de la région, il s'adressa à ses accompagnateurs en ces termes : *« Ces populations (de la J'farra) échappent à tout contrôle systématique et à toute action gouvernementale qui vise à renforcer l'unité nationale. Elles poursuivent depuis des siècles une existence solitaire en marge de la Nation et font bande à part ».*



l'émergence des *mazegri*, tissé un réseau d'alliances claniques et économiques avec la majorité des membres des lignages des deux cotés de la frontière. Tout membre de la nouvelle élite j'farrie est un homme du lieu et, surtout, un homme du réseau. Ce n'est jamais un individu isolé poursuivant une carrière politique au sein d'un dispositif national, mais un acteur capable de mobiliser un ensemble de personnes afin d'obtenir des résultats susceptibles de contribuer à renforcer son statut (réel ou représenté) de bienfaiteur de la communauté dans son ensemble et non de médiateur avec les autorités centrales. L'ancien *mazegri* devenu grossiste et *sarraf* est membre de l'élite non seulement grâce à ses qualités acquises, mais aussi et surtout grâce à ses compétences qui le rendent apte à mobiliser les ressources de l'économie informelle et d'en faire profiter l'ensemble de la communauté. C'est le partage, principe fondamental de la morale bédouine, qui est brandi par la nouvelle élite comme forme suprême de légitimation auprès de la communauté. Toutefois, il ne s'agit point de partage des résultats, mais de partage des chances, du moins théoriquement. Citons à ce propos le récit de Cheikh El Aïdi Ben Khelif J'nifene, un membre influent de l'élite Touazine impliqué dans les secteurs de la *sarrafa* (change informel) et du financement des *douleb*. Ce récit a été recueilli le 23 octobre 2003 à Ben Guerdane : *« Allah partage les ressources, nous sommes là pour permettre à chacun de saisir la part qui lui revient de droit divin. Là est le secret de la fraternité qui nous unit tous. Nul n'est mis de côté, nul ne dort la nuit sans dîner, c'est notre religion, mais nous ne sommes pas une lune et nous ne pouvons briller pour tous, à chacun d'allumer son f'nar (lanterne), nous la lui donnons et à lui de fournir l'effort. C'est ça le principe du douleb, chacun ramène sa jebda (animal de trait, mais aussi part de travail ; le terme est polysémique), koul k'dir wou kadrou (chacun selon ses capacités), on établit une association, le capital est important, mais il n'est pas que financier, wejhak hagg (ton visage c'est la vérité ; je ne peux te dire que la vérité, ton visage m'inspire la confiance et le devoir de ne rien te cacher), la confiance qui s'établit entre le sarraf, le tayout, le chawaff (le guetteur de la route) et le partenaire guebli (de la J'farra orientale) est le véritable capital. Ce n'est que parce qu'il est le bien commun de tous que le khatt unit les gens »*. Son fils Sabri, qui était présent lors de cet entretien, a rajouté (son point de vue, qui est celui d'un *warrath*, nous a semblé intéressant à citer) : *« Dans les autres régions du pays, les jeunes chômeurs et les pauvres s'agglutinent des heures durant devant les bureaux des responsables locaux, tandis que à Ben Guerdane, il leur suffit de venir à la prière du moghrob pour voir les âamem. Il n'est parfois même pas besoin de parler, les choses s'arrangent sans que les personnes ne soient obligées de se sentir dans une position de demandeur. Le partage dans les douleb, c'est aussi une question de partage dans la dignité »*.

Afin d'assurer son rôle et de satisfaire la demande de sa clientèle, le membre de l'élite j'farrie mobilise son assise socio-économique et son capital relationnel extra-tribal acquis grâce à son ancienneté au sein du réseau, et ce en faisant la preuve de sa capacité à articuler ses intérêts personnels avec ceux des gens qu'il défend. Grâce à cet enchevêtrement, certes inégal, le membre de cette élite parvient à marquer durablement les rapports sociaux de son entourage et échafaude une structuration d'un champ d'intérêts dont il devient le point d'articulation. Puisque son activité et ses intérêts sont nécessairement circonscrits spatialement au sein du « lieu tribal », le membre de l'élite « construit » son espace d'appartenance, d'action, de partage et d'association au sens économique et parvient à une forme de maîtrise du territoire. Cette maîtrise n'est rendue possible que grâce à mobilisation aussi bien des ressources financières, politiques, relationnelles que symboliques, morales et tribales.

## 2.2. La nouvelle élite j'farrie : groupe supplétif pour les autorités ou incontournable intermédiaire local ?

La J'farra connaît depuis le début des années 2000 un passage d'une économie axée autour de la contrebande à une économie transfrontalière diversifiée et complexe associant une diversité d'intervenants et de moyens. Ce passage a nécessité de nouvelles articulations de l'élite j'farrie aux autorités. Cela concerne notamment la négociation des « zones de tolérance » de l'informel. En effet, l'action de l'élite prend une nouvelle dimension et englobe des échelles plus vastes, grâce au recours à des personnes influentes et proches des sphères du pouvoir central dans les deux pays. Ces personnes sont des relais politiques<sup>361</sup> installés dans les deux capitales qui prennent en charge l'établissement des compromis entre les appareils bureaucratiques des Etats et les élites j'farries locales ainsi que leur réseau. A partir de ce moment, l'élite j'farrie, aussi bien en Tunisie qu'en Libye, a entamé un processus de refonte des rapports avec les autorités.

A titre illustratif, voici deux affaires où l'élite j'farrie a réussi à jouer un rôle d'intermédiaire incontournable pour les autorités et de défenseur des intérêts de la population. La première affaire est celle du paiement des *diya* (prix du sang) des victimes de la mutinerie de la prison de Bouslim et la seconde est celle de la lutte contre le trafic des stupéfiants.

Pour la première affaire, il faut rappeler que, le soir du 5 juillet 1996, une mutinerie a éclaté à la prison de Bouslim, située à proximité de Tripoli, qui a été violemment réprimée. Les organisations humanitaires avancent le chiffre de 1 250 victimes tombées sous les balles de la

---

<sup>361</sup> Dans la majorité des cas, ces personnes sont des membres des tribus j'farries ayant fait carrière dans la haute administration ou dans la hiérarchie militaire.

Garde présidentielle du Guide dépêchée sur les lieux. Certaines familles j'farries (de Zouara et Zantan) ont alors demandé à l'Etat libyen de payer la *diya* de leurs enfants comme l'exige la coutume. Au-delà de la somme conséquente réclamée, c'est l'acte symbolique de reconnaissance du crime, de la part du Guide, qui importait. La délégation originaire de Zouara qui a été reçue à Tripoli par les responsables des services pénitenciers n'était pas composée de responsables locaux issus des Comités Populaires, mais de membres de l'élite locale, active sur le marché informel. Désireuses de contenir l'affaire et d'éviter que les chefs de file des confréries religieuses ou des mouvements à caractère fondamentaliste ne profitent de la tension, les autorités de Tripoli ont accepté de négocier avec cette délégation « issue des masses » et de payer la *diya*. Selon les personnes avec lesquelles nous avons pu nous entretenir du sujet, les familles et les tribus ont apporté leur soutien à l'action de cette élite qui avait su défendre aussi bien les *arzak* (biens, ressources) que les vies des J'farris.

La seconde affaire a eu lieu entre 1999 et 2001. A cette époque, les autorités tunisiennes et libyennes avaient constaté une intensification du trafic de stupéfiants en provenance du Maroc et qui traversaient la J'farra en direction du marché libyen. En Tunisie, toute la « marchandise » introduite à partir des frontières algériennes est vouée à l'exportation, vers la Libye par voie terrestre. Le marché tunisien est peu intéressant : la consommation de stupéfiants y est faible, les dealers y sont traqués implacablement, souvent arrêtés et un grand nombre croupit dans les geôles tunisiennes. En Libye, les stupéfiants sont écoulés en grande partie sur le marché local, très demandeur. Conscientes de la capacité du réseau j'farri à contrôler les filières de traversée de la frontière, les autorités ont alors demandé à l'élite locale de participer à la répression de ce trafic. La succession des arrestations et des prises, relatées par la presse locale tout au long de l'année 2002, a tari le flux des stupéfiants transitant par la J'farra mais permis, par ailleurs, de nouvelles opportunités pour la contrebande (en particulier, importation en masse de cigarettes et de tabac de narguilé, un secteur désormais dominé exclusivement par les réseaux j'farris). Selon nos interlocuteurs dans la région, il y a nécessairement un lien entre cette « tolérance » de la part des autorités et la participation des J'farris à la répression du trafic de stupéfiants. L'élite a, ainsi, su mobiliser l'ensemble du réseau dans une entreprise de type sécuritaire en contrepartie d'un acquis substantiel.

En s'appuyant sur la base territoriale et sociale qu'elle contrôle, l'élite devient l'interlocuteur incontournable pour le « centre » et ses relais régionaux, un interlocuteur apte à assurer la défense aussi bien des intérêts de la communauté que ceux des autorités. Après avoir édifié son statut prééminent au sein de la population locale j'farrie sur la base de l'ouverture à tous d'une participation au marché informel, la nouvelle élite est en passe de réussir l'établissement d'une

nouvelle « convention » entre centre et périphérie. Ce résultat n'a été possible, selon nous, que grâce à l'équilibre, sans cesse rétabli par l'élite j'farrie entre, d'une part les aspirations des populations locales désireuses d'étendre leurs activités informelles au-delà des limites fixées par les autorités et d'autre part les intérêts contradictoires et complexes de l'administration centrale et locale. L'élite j'farrie a développé, grâce à des compromis et des arrangements, des points d'articulation et des zones de convergences d'intérêts qui facilitent souvent l'adhésion de l'ensemble de la population et des autorités.

### 3. Le cartel de la frontière : les réseaux, les hiérarchies et les revendications.

Nous tenterons ici d'identifier d'abord les principaux acteurs qui sont actifs dans le commerce informel et qui jouent un rôle primordial dans le processus d'émergence d'une entité territoriale. Nous essaierons ensuite de reconstituer le système relationnel qui caractérise ce groupe d'acteurs, aussi bien en tant qu'il est un ensemble d'individus animés par des stratégies. Ces stratégies touchant aussi bien les aspects économiques que territoriaux. Ce dernier aspect revêt une importance particulière, car le rapport des acteurs au territoire constitue un révélateur de leurs pratiques, de leurs intentionnalités, de leurs représentations symboliques et de leurs stratégies

Notre analyse des acteurs et de leurs pratiques prend comme point de départ les données recueillies auprès des personnes que nous avons interrogées dans la J'farra au cours de deux séjours (été 2003 et hiver 2007). Les entretiens recueillis nous ont permis de classer les groupes d'acteurs suivants :

- Les *sarrafa* touazines (les *âamem*) : les banquiers du système ;
- Les grossistes nouaïels et zouaris : les fournisseurs du marché informel ;
- Les *nassaba* : les commerçants du souk ;
- Les *khawatta* : les commerçants itinérants ;
- Les *tayoût* : les transporteurs indépendants.

#### 3.1. Les *sarrafa* touazines (ou les *âamem*) : les banquiers du système

Les différents groupes d'acteurs agissant dans le cadre du commerce informel dans la J'farra s'organisent au sein d'un système hiérarchisé. Le sommet de la pyramide est occupé par un nombre très restreint de grossistes installés à Ben Guerdane. Leur nombre ne dépasse pas, selon nos estimations, une dizaine de personnes. Les *sarrafa* (communément appelés par les werghemmis, les *âamem*) sont exclusivement Touazines, mais ils proviennent de divers *âarouch*.

Les grossistes sont les véritables détenteurs du pouvoir financier de la J'farra ; ils ont monté un réseau financier parallèle où le change constitue l'activité principale. Depuis quelques années, ces banques sont devenues des comptoirs de crédit pour le financement du commerce informel et de la contrebande, ainsi que des *doulebs*. Leur pouvoir a été renforcé de puis l'imposition de l'embargo onusien sur la Libye et qui a poussé nombre de libyens à rechercher un moyen d'exporter des devises à l'étranger en prévision d'un durcissement des sanctions internationales ou d'une éventuelle « ouverture » économique. Les grossistes de Ben Guerdane ont pu s'imposer à tous les autres intervenants du système dans les deux parties de la J'farra, grâce aux liquidités monétaires dont ils disposent et à leur capacité d'absorber le surplus de produits proposés par les Libyens. Ils sont donc établis comme les incontournables intermédiaires de ces activités, ouvrant et approvisionnant des comptes en devises à l'étranger, principalement au profit des Libyens. Cette fonction n'a pas été modifiée par la levée de l'embargo, au contraire, elle s'est consolidée. En effet, la relative ouverture politique qu'a connue la Libye après la levée de l'embargo n'a pas dissipé les tensions et les peurs chez une partie de la population. Celle-ci craignait un retournement de situation et appréhendait l'imminence d'une grave crise politique avec ses retombées désastreuses sur la société. Par conséquent, les Libyens ont continué, sinon renforcé, leur coopération avec les réseaux j'farris pour transférer illégalement leurs fonds en dehors de leur pays. Les déposants sont généralement des officiers de l'armée, des personnalités politiques de haut rang, des commerçants et des fonctionnaires occupant des postes élevés dans la hiérarchie administrative libyenne. Cet éventail de profils réunit un maximum de personnes susceptibles d'assurer les protections nécessaires aux transactions des grossistes touazines. L'imbrication des intérêts et, surtout, le rôle de courtiers assuré par les *sarrafa* touazines leur a ainsi conféré, depuis la fin des années 1990, une importance et un pouvoir incontestables.

Ces *sarrafa*, qui étaient à l'origine d'anciens *mazegri* ayant commencé leurs activités dans les années 1960, ont profité des pénuries de la période « socialiste » pour approvisionner le marché tunisien en recourant à l'importation illégale à partir de la Libye. Ils occupaient alors le bas de l'échelle sociale au sein même de leur lignage. Le boom pétrolier survenu en Libye ayant amélioré l'approvisionnement du marché dans ce pays en produits aux prix abordables a été à l'origine de la contrebande entre la Tunisie et la Libye. Ben Guerdane, fief des Touazines, a alors émergé comme la plaque tournante de la contrebande de produits prisés ou inaccessibles en Tunisie. Les *âamem* n'étaient alors, à cette époque, que de simples *mazegri* pourchassés par la Garde Nationale et les Douanes. L'ouverture des frontières en 1988 a été pour eux une aubaine historique et a marqué le début d'une très profonde mutation de leur rôle : de simples *mazegri*, les *âamem* sont devenus *sarrafa* et grossistes.



Pour maintenir leur prééminence sur le commerce informel, les *âamem* ont dû faire face, dans les années 1990, à un enjeu principal dans la région ; celui du contrôle des flux de marchandises et la valorisation des avantages commerciaux et financiers de la nouvelle manne qui se profilait. Pendant ces années-là, la population de la J'farra avait la conviction d'appartenir à une région défavorisée et ressentait une réelle frustration, sentiment qu'accroissaient aussi bien le développement du tourisme à Jerba que l'importance des investissements étatiques dans le reste des régions littorales. C'est dans ce contexte de ressentiment à l'égard de l'Etat que s'est développée l'activité de la contrebande dont les *âamem* sont devenus l'avant-garde. La tribu a certes permis de doter les premiers réseaux de contrebande d'une organisation relativement appropriée et assurant un minimum de cohésion entre ses acteurs, mais, sa structure héritée de la période nomade ne convenait plus aux nouvelles réalités. Il est devenu nécessaire de revoir les rapports entre ses membres et de confier les rôles de décision à ceux qui représentent le véritable pouvoir émergent ; les *mazegri* devenus *sarrafa*. Ces derniers, grâce à leur nouveau rôle et au pouvoir économique qu'ils détiennent, ont pu soustraire aux anciens chefs coutumiers détenteurs des privilèges l'ascendance. Les *miâad* ont ainsi connu des modifications quant à leur composition, et ce avec l'entrée des *âamem* dans ces cercles de décision. De ce fait, les *miâad* traitent désormais du contrôle du territoire. Les questions qui y sont débattues ne portent plus seulement sur les activités pastorales, mais aussi et surtout sur l'organisation de la contrebande à travers les terres tribales.

Une autre conséquence de l'accès des *âamem* aux *miâad* ; l'instauration d'une nouvelle forme de solidarité tribale qui se fonde désormais aussi bien sur la copropriété des parcours, la sécurité collective du groupe que sur l'interaction des intérêts individuels. Les *âamem* touazines de Ben Guerdane s'emploient à allier leurs nouveaux impératifs individuels et la conception, théoriquement égalitariste des rapports sociaux qui est celle des nomades. C'est en synthétisant, au sein d'un même faisceau, ces intérêts complémentaires et parfois conflictuels que les *âamem* tentent de parvenir à des compromis entre les groupes d'acteurs au sein du cartel, et ce en mettant en avant, du moins formellement et dans le discours, l'ordre tribal égalitaire et solidaire. Les *âamem* sont conscients de la montée des revendications au sein de la tribu et notamment parmi les groupes les moins nantis dans le cartel, à savoir les *nassaba* et les *tayoût*. Actuellement, ces derniers remettent en cause, de plus en plus, l'ordre établi, se considérant comme le groupe qui assure la partie fonctionnelle et sécuritairement fragile du commerce informel. Les *nassaba* et les

*tayoût* considèrent que malgré les risques qu'ils encourent, ils ne tirent que des profits négligeables comparés à ceux des *sarrafa*<sup>362</sup>.

Bien que les rôles des *âamem* soient nombreux et complexes, nous tenterons, dans ce qui suit, d'en préciser les contours. Leur activité principale est le financement des *doulebs*. Il ne s'agit pas de leur fournir uniquement du capital, mais aussi leur assurer protection lorsqu'ils empruntent les couloirs de passage de la frontière et de préserver leur système de relations. En participant au *doulebs*, il arrive qu'un *sarrafa* n'avance rien aux autres *jebda* (associés) à titre de participation en nature. Son apport peut être que d'ordre symbolique. Il peut par exemple engager sa parole comme gage auprès d'un grossiste en Libye pour faciliter l'acquisition de produits qui ne seront remboursés qu'après leur commercialisation en Tunisie. Il peut « sécuriser » le passage de la marchandise en neutralisant les contrôles des douaniers à un moment donné. Il peut aussi se charger de tracer les voies de passage de certains convois de contrebande à travers le territoire de certains clans et tribus et d'assurer le partage entre les participants actifs et passifs de l'opération. L'activité de change informel des devises constitue une part importante des activités des *âamem*. Cette activité est scindée en deux phases ; la première est la collecte des devises auprès de toutes sortes de détenteurs (immigrés, opérateurs du tourisme, étrangers) et la seconde consiste à les mettre à la disposition des Libyens qui les acquièrent pour financer leurs voyages ou pour ouvrir des comptes à l'étranger. Cette activité, officiellement illégale en Tunisie, comporte en fait deux aspects. L'un est visible et l'autre totalement occulte. Le premier est observable le long du tronçon routier entre Mareth et Ras J'dir où près d'une cinquantaine de jeunes cambistes (employés chez les *âamem*) agitent en direction des voyageurs des liasses de billet pour les attirer. Reliés par téléphone portable, ces jeunes sont au courant des dernières cotations des devises et des modalités de change en fonction des sommes proposées. Cet aspect, relativement spectaculaire dans un pays où l'espace public est sévèrement contrôlé, constitue à notre avis l'une des preuves les plus évidentes du pouvoir qu'ont les *sarrafa* à contrôler le territoire et à y imposer des formes de non-respect des lois. Le second aspect a trait au financement des activités des Libyens à l'étranger : acquisitions de logements dans les métropoles européennes, commerce de produits de luxe, voyage et tourisme et constitution de capitaux et de comptes expatriés.

Les *âamem* sont aussi les meilleurs interlocuteurs des autorités locales. Celles-ci, par le biais des arbitrages des *sarrafa*, parviennent à réguler, autant que faire se peut, les dynamiques et les flux de la contrebande. Ce rôle des *âamem* est, au sein du *khatt*, le plus controversé, puisqu'il les met parfois en situation d'alliés des Douanes ou de la Garde Nationale dans la répression que

---

<sup>362</sup> Les aspects relatifs aux revendications des divers groupes actifs dans le commerce informel sont développés dans les paragraphes suivants ainsi que dans la troisième partie de cette thèse.

celles-ci exercent sur des activités que les *âamem* sont sensés défendre. Toutefois, ce rôle renforce les positions des *âamem* aussi bien dans le jeu régional qu'auprès des autorités, même s'il érode quelque peu leur aura au sein du *Khatt*. Surtout que les autres composantes de ces réseaux constatent, chaque jour, le renforcement de la mainmise des *âamem* non seulement sur les leviers financiers des réseaux, mais aussi sur le territoire de la confédération. Selon des informations recueillies auprès des *tayoût*, il semble que les *âamem*, consolident leur contrôle sur le territoire werghemmi grâce à l'essaimage sur la bande frontalière de *layha* (fortins) à partir desquels ils parviennent à contrôler les flux qui traversent la frontière et au recrutement massif de *chawwafa* (guetteurs).

Il apparaît ainsi, que les *âamem* ajoutent à la finance, à l'intercession auprès des autorités, à la garantie des transactions commerciales transfrontalières et au contrôle du territoire, un autre élément pour leur pouvoir, celui de la concentration de l'information relative aux mouvements sur la frontière.

### 3.2. Les grossistes nouaïels et zouaris : les fournisseurs du marché informel

Depuis l'ouverture de la frontière, les grossistes de la J'farra libyenne jouent un rôle prédominant dans la collecte, le stockage et l'écoulement des produits subventionnés qui sont proposés dans les magasins d'Etat. Sur la route reliant Ras-J'dir à Tripoli, de nombreux entrepôts ont été construits ces dix dernières pour servir de lieux de stockage des produits collectés dans les *mounchat* (magasins d'Etat). Les grossistes nouaïels et zouaris ont développé un réseau d'acquéreurs qui sont chargés de vider tout ce que peuvent stocker les magasins d'Etat et court-circuiter ainsi le système de distribution moyennant des commissions versées aux fonctionnaires responsables de la distribution dans les *mounchat* <sup>363</sup>.

---

<sup>363</sup> A l'approche du ramadhan, il est fréquent que des pénuries touchent les produits alimentaires (principalement le riz et le sucre). Ces pénuries sont la conséquence des pratiques spéculatives et aussi de la collecte des produits par les grossistes zouaris et nouaïels. Les autorités à Tripoli s'insurgent, à l'occasion et désignent (particulièrement par la voie de la presse) les commerçants étrangers (Tunisiens et Algériens) comme uniques responsables de ces difficultés d'approvisionnement du marché local. Plusieurs commerçants tunisiens (issus des régions du centre du pays) ont été pris pour cible des « compagnes de sauvegarde des biens de la Jamahiriya » (organisées par les Comités Populaires entre 2002 et 2007) et les produits subventionnés qu'ils transportaient ont été confisqués.

Toutefois, ces confiscations opérées par les Comités Populaires ne nous semblent pas destinées uniquement à réduire les flux de marchandises transférées vers le marché tunisien ou algérien. Selon une série d'observations sur les points de contrôles en Libye (que nous avons menées en 2005) et d'entretiens avec des acteurs du commerce informel (principalement les *tayoût* zorganes et les *nassaba* de Médénine en 2005 et 2006), nous avons relevé que les Comités Populaires procèdent, dans leur « répression » des pratiques spéculatives, de manière sélective. Les chargements ne sont pas saisis en fonction de la nature des

Si les réseaux du commerce informel dans la J'farra tunisienne sont régis par des *douleb*, une forme d'association qui permet une certaine forme de participation de l'ensemble des membres de la tribu, les grossistes nouaïels et zouaris, ont opté pour le système de *mourabaha*. Ces grossistes sont à la tête de sociétés de commerce dont les parts de capital appartiennent à plusieurs membres influents ou chefs de familles de la tribu<sup>364</sup>. Ces derniers touchent des dividendes pour chaque opération réalisée. Cette forme d'association a pour finalité d'assurer l'implication d'une majorité des membres de la tribu dans la collecte et le stockage des produits destinés à la contrebande ainsi que le contrôle des axes de transport dans la région frontalière.

Parallèlement à leurs activités commerciales, les grossistes zouaris et nouaïels jouent un rôle important dans le transfert vers l'étranger des capitaux, et ce grâce à leur association aux *aâmem* de Ben Guerdane.

### 3.3. Les *nassaba* : les commerçants indépendants du *souk*

Au sein du réseau j'farri, les *nassaba* constituent la catégorie la plus nombreuse. Elle est composée des commerçants indépendants qui tiennent des étals dans les *souk*. Leur rôle au sein du réseau consiste à la commercialisation en détails des marchandises fournies par les *aâmem* aussi bien sur les deux *souk* principaux de Ben Guerdane et de Médenine, que sur les marchés hebdomadaires du Sud et du Centre de la Tunisie. Malgré leur nombre, leur statut connaît une détérioration progressive. En effet, le commerce informel nécessite de plus en plus des moyens et des alliances politiques qu'ils ne peuvent assurer du fait de la faiblesse de leurs moyens financiers. Par conséquent, les *nassaba* sont contraints de faire appel au capital relationnel des *aâmem* et de les associer dans leurs entreprises en contrepartie d'une série de services, tels que la protection des transactions à la frontière, la cessation des tracasseries administratives, le financement de certaines acquisitions. De commerçants indépendants, les *nassaba*, du moins une bonne partie parmi eux, deviennent progressivement des associés aux grossistes dans le cadre de *douleb*, une association

---

produits transportés, mais de l'origine ou de l'identité des transporteurs. A plusieurs reprises, nous avons constaté que les responsables des Comités Populaires de Boukammach (village où nous avons séjourné pendant l'automne 2006 et assisté aux réunions de son Congrès Populaire de Base) étaient dans leur majorité impliqués dans les détournements des produits subventionnés. Parallèlement à cette activité, ils participaient activement à l'installation des *baouabets* (portières) destinées à intimider les commerçants ou tout simplement les passagers qui transportaient des produits pouvant concurrencer celles proposées par le réseau des grossistes zouaris ou nouaïels.

<sup>364</sup> Les chefs de familles de la tribu placent des sommes d'argent chez le grossiste (qui détient la majorité du capital) ou déposent des quantités de produits subventionnés détournés afin que celui-ci l'investisse ou le revende selon les prix réels du marché à des grossistes j'farris tunisiens. Après la réalisation de cette transaction et à la suite des versements des commissions aux fonctionnaires et militaires ayant aidé au déroulement des opérations, les membres de cette association de type *mourabaha* perçoivent leurs parts des bénéfices.

qui les prive de leur indépendance et les assigne au rôle de distributeur exclusif des marchandises d'un seul grossiste.

Selon nos informations, ces commerçants connaissent depuis le début des années 2000 un ensemble de difficultés qui mettent en péril leur activité. Ils sont par exemple confrontés à l'arbitraire douanier du côté libyen et la multiplication des confiscations des marchandises sur les *baouabet*. Celles-ci agissent de manière sélective et ne s'attaquent jamais aux personnes protégées ou à celles qui sont accompagnées par des convoyeurs faisant partie des réseaux de grossistes nouaïels ou zouaris. Or les commerçants indépendants ne peuvent, dans la majorité des cas, obtenir la protection de leurs activités en haut lieu, vu leurs modestes moyens ; ils constituent de ce fait les premières victimes des confiscations. Si un des *nassaba* refuse de se soumettre aux exigences des *aâmem* et décide de garder son autonomie, il est généralement amené à éviter le transport des marchandises à partir de la Libye et à la sous-traiter aux *tayoût*. Ce renoncement est souvent considéré comme une forme de déchéance pour les *nassaba*, qui se considèrent injustement lésés, puisqu'ils sont ainsi « dépossédés » de leur droit ancestral de se déplacer sur le territoire de la tribu.

#### 3.4. Les *khawatta* ou les commerçants itinérants : les « prolétaires » du réseau.

Les commerçants itinérants ou *khawatta* constituent un groupe assez nombreux qui opère dans le commerce informel sans posséder de locaux fixes. Ce sont généralement des agriculteurs ne disposant que de petites parcelles ou de troupeaux très réduits. On peut y trouver aussi des élèves, voire des fonctionnaires. Leur système est basé sur la migration pendulaire, qui consiste à partir chercher des marchandises dans la J'farra libyenne et à revenir dans la même journée. Leur entreprise peut être financée par un grossiste et, en ce cas, ils sont alors employés à titre de *m'rabhi bel bayï* (associé dans le bénéfice), leur revenu est constitué d'une part du bénéfice (le cinquième en général pour les produits de grande consommation). Lorsque l'entreprise est financée par un groupe d'associés, dans ce cas le commerçant itinérant est employé comme un salarié, on l'appelle *m'kari* (salarié à la tâche). C'est parmi ces *m'kari* que l'on compte le plus de jeunes dont certains sont d'anciens étudiants employés par les *aâmem* notamment dans les secteurs à haute valeur ajoutée (et en premier lieu le commerce des articles électroniques et la téléphonie mobile). Ces anciens étudiants devenus *m'kari* dénoncent souvent ce qu'ils considèrent comme des « rapports d'exploitation » qui leur sont imposés par les *aâmem*, lesquels parviennent, grâce à l'alliance avec les responsables locaux dans les deux pays, à monopoliser graduellement le



commerce informel. Grâce à leur expérience, et à leur culture, les jeunes *m'kari* parviennent à mieux connaître les rouages des réseaux de contrebande et du commerce informel et entretiennent le rêve de pouvoir, un jour, acquérir un véhicule et s'installer à leur propre compte. Cette aspiration rencontre une certaine résistance de la part des *aâmem* et des *warratha* en particulier, lesquels maintiennent leur emprise sur l'ensemble des réseaux. Bien que faisant l'objet de multiples exactions de la part des douaniers ou des membres de la Garde Nationale, les *khawatta* en général et les anciens étudiants devenus *m'kari* en particulier tentent de s'affranchir de la mainmise des *aâmem* sur leurs affaires en consacrant une partie de plus en plus importante de leur activité à des affaires personnelles. Mais force est de constater que des pressions sont exercées sur tous ceux qui veulent acquérir une autonomie. Lors de notre séjour en 2007, nous avons assisté à la multiplication des saisies aux *bouwabat* libyennes et des dénonciations policières à l'encontre des jeunes qui se sont regroupés en associations.

Les *khawatta* que nous avons interrogés à propos de ces campagnes de confiscations nous ont expliqué que les dénonciations émanaient de leurs employeurs. Ils ont certes écarté de leurs accusations les *aâmem*, mais n'ont pas hésité à pointer du doigt les *warratha* qu'ils soupçonnent de connivence avec certains cercles sécuritaires en Libye. De même, nombre de familles appartenant en particulier aux Touazines et Oudernas ont revendiqué le droit à l'autonomie d'entreprise<sup>365</sup>. Nous considérons cette revendication comme la première brèche de tentant de faire éclater le système j'farri<sup>366</sup>.

---

<sup>365</sup> En 2007, des chefs de familles de la tribu des Oudernas se sont réunis, à plusieurs reprises, avec deux *aâmem* à Ben Guerdane afin d'exposer leurs doléances. Leur demande principale a été de permettre aux jeunes *khawatt* de participer aux transactions avec une part « indépendante ». Une exigence qui n'a pas été acceptée par les *aâmem*.

<sup>366</sup> Un de nos interlocuteurs dans la J'farra, Hachemi un homme considéré (par les *khawatta* et les *tayoût*) comme l'un des *warratha* les plus influents, nous a signalé la montée des revendications émanant des familles qui demandent aux *aâmem* la mobilisation de capitaux au profit des jeunes ayant travaillé pendant une certaine période en tant que *khawatta*, leur exigeant également de leur fournir protection, notamment en Libye. Illustrant son propos, il nous a relaté l'histoire d'un jeune transporteur qu'il avait lui-même engagé et qui avait été arrêté à Bou Kammach en possession de composants électroniques cachés dans son véhicule, lequel, officiellement, ne devait transporter que des bouteilles d'acrylique. Les officiers de la *baouwaba* ont immédiatement informé Hachemi de la situation et lui ont appris que son employé allait être arrêté pour être jugé. La famille de l'employé est venue demander à Hachemi de payer pour sa libération, sinon elle le dénoncerait à son père. Selon notre interlocuteur, la famille n'a pas considéré que son fils était dans le tort, même s'il avait essayé de « travailler » partiellement pour son propre compte en utilisant le véhicule de l'employeur. Manifestement, il s'agissait pour Hachemi d'un « malentendu » d'ordre social, mais de type « moderne », en ce que les considérations tribales n'y avaient pas leur place. En effet, pour la famille du *khawatt*, la question relevait du « droit naturel » de commercer.

### 3.5. Les *tayoût* ou les transporteurs indépendants : un groupe en quête d'autonomie et d'équité.

Cette catégorie regroupe selon nos sources près d'un millier de personnes disposant de trois cent véhicules. Leurs activités associent, au sein des *douleb* près de cinq mille associés. La majorité des *tayoût* (déformation de Toyota, véhicule tout-terrain utilitaire en service sur les pistes impraticables de la contrebande frontalière) est issue des rangs des anciens *khawatta* qui sont parvenus à monter leurs entreprises autonomes. Contrairement aux *khawatta* qui sont employés par des *douleb* ou par les grossistes, les *tayoût* sont des sous-traitants indépendants propriétaires de leur véhicule et souvent d'un capital financier. Le rôle important qu'ils ont acquis au sein du réseau vient du fait qu'ils sont parvenus à assurer une certaine forme de complémentarité avec les *nassaba*, dès lors que ces derniers sont devenus incapables de s'approvisionner directement auprès des grossistes nouaïels ou zouaris. Acceptant d'affronter l'arbitraire des *baouwabet* ou d'en soudoyer les responsables et empruntant des voies et des territoires échappant à la mainmise exclusive des *aâmem*, les *tayoût* représentent désormais le symbole du renouveau de « l'idéal » *mazegri*. Conscients de la place centrale qu'ils occupent au sein de réseau, les *tayoût* réactivent, loin des interférences des *aâmem* et de leurs enfants les *warratha*, les anciennes alliances entre tribus<sup>367</sup> afin de pouvoir emprunter des pistes plus discrètes et moins accessibles que celles où ils risqueraient d'être arrêtés. Les parts qu'ils proposent aux tribus (dont ils traversent les terres) sont généralement plus élevées que celles qui sont allouées à ces dernières par les *aâmem*. Grâce à cette « générosité », les *tayoût* jouissent dans leurs fiefs d'une grande considération aussi bien pour leur sens du partage que pour le courage dont ils font preuve, face aux douaniers ou aux agents des *bawabat*, lors des poursuites dans les *khenga* (cols). Ces exploits chantés par les *ghannay* et repris en chœur dans les fêtes. Toutefois, ce tableau gagnerait en précision si on y rajoutait les tentatives d'intimidation dont font l'objet les *tayoût* de la part des autorités. Celles-ci ont recours pour ce faire à un arsenal juridique de nouvelles lois inspirées du contexte de lutte contre l'émigration clandestine et les organisations de financement occulte. Elles tentent ainsi de les dissuader à participer aux activités de négoce susceptibles de porter atteinte aux intérêts des *aâmem*, notamment ceux proches des cercles du pouvoir.

Les *tayoût* constituent le groupe qui nous a autorisé à conduire pendant un long moment nos investigations en participant à la vie des gens de la J'farra. Rompus à la clandestinité, les jeunes

---

<sup>367</sup> Les *tayoût* étant en majorité issus des tribus j'farries traditionnellement considérées comme guerrières, particulièrement les Ouled Dabbab, Ajarda, Dghaghra, Hmidiya et Zorganes, ont revendiqué auprès des autres tribus leur droit coutumier de passage sur leurs terres, moyennant une série de rétributions.

qui en sont membres nous ont adopté. Notre « capital relationnel » était en fait réduit à une expérience partagée d'internement avec quelques uns d'entre eux dans les camps militaires du Sud tunisien à la fin des années 1980. Mais pour les *tayoût* de la tribu des Oudernas et particulièrement ceux du clan des Zorganes, ce fut une introduction suffisante pour nous associer à leurs pérégrinations. Privilège important, surtout que l'intégration au sein de cette corporation obéit à une série de rites de passage souvent durs et éprouvants<sup>368</sup>.

Les marchandises que les *tayoût* font passer à travers la frontière, grâce à leurs véhicules, sont le carburant, les produits alimentaires de base (notamment les pâtes, le sucre, le riz et les conserves), les motopompes destinées à l'irrigation, les tissus et les tapis. Ces produits constituent la filière « classique » que les *tayoût* ont réussi à investir. Toutefois, à partir du début des années 2000, ils sont parvenus à diversifier leurs activités, en assurant un ensemble de services tels que le convoi des pèlerins exclus des listes officielles en raison d'un tirage au sort défavorable<sup>369</sup>. Cette dernière activité attire de plus en plus les *tayoût*, qui montent ces convois en association avec des partenaires libyens de la tribu alliée des Weriymmas. De même, profitant d'une certaine concurrence entre les élites nouaïels et zouaris d'un côté et la hiérarchie militaire libyenne d'un autre côté, les *tayoût* ont réussi à établir des associations avec des officiers de Nalout qui sont intéressés par le commerce informel, et notamment, par les filières de la contrebande actives sur les pistes qui traversent le Sud de la J'farra, à proximité des bases militaires. En effet, les *tayoût* ont pu, grâce à leur alliance avec les officiers libyens rétablir l'équilibre avec l'autre importante association ; celle des *aâmem* et de leurs partenaires nouaïels et zouaris. Selon nos informations, les officiers libyens confisquent ou détournent du matériel appartenant aux entreprises publiques ou aux Forces Armées et les remettent aux *tayoût* qui se chargent de les démonter avant de les transporter de l'autre côté de la frontière. Grâce à cette nouvelle alliance, les *tayoût* ont réussi à sécuriser une bonne partie de leurs transactions et à multiplier les opportunités en dehors de la sphère contrôlée par les *aâmem*.

---

<sup>368</sup> Contrairement aux autres formes d'association ou de *douleb*, l'insertion au sein d'une entreprise de *tayoût* n'obéit pas uniquement à des considérations de filiation ou de parenté. L'aspirant doit faire preuve d'un ensemble de qualités susceptibles de lui assurer, ainsi qu'à l'ensemble de ses compagnons, un maximum de sécurité notamment lors des périples dangereux. De même, les *tayoût* ont développé un langage interne codifié et des pratiques corporelles qu'ils prétendent hériter des anciens *mazegri*, à l'instar des tatouages sur l'épaule évoquant leurs prouesses ou leurs échecs.

<sup>369</sup> Le nombre des pèlerins par pays est fixé par l'Arabie Saoudite. La Tunisie est autorisée à envoyer 10 000 pèlerins par an. La liste de ceux-ci est établie à la suite d'un tirage au sort des demandes dont le nombre atteint souvent le triple ou le quadruple des places disponibles. Une situation qui pousse certains candidats déboutés à effectuer le voyage jusqu'au port de Nouaïbaâ (sur la Mer Rouge) en tentant d'éviter le passage aux frontières (tuniso-libyenne et égypto-libyenne) où les contrôles en temps de pèlerinage deviennent plus rigoureux.

#### 4. Les rapports entre l'économie officielle et le secteur informel: quelles limites entre la légalité et l'illégalité ?

On a assisté en Tunisie, depuis les années 1970, à un accroissement spectaculaire du secteur dit informel (Adair, 1998)<sup>370</sup>. Le développement de ce secteur repose sur une réduction des coûts du travail grâce au contournement de la législation du travail (rémunération, contrat, protection sociale) et des contraintes fiscales (Benarous, 1998). L'emploi dans ce secteur est considéré comme une stratégie de survie pour les plus vulnérables et les non qualifiés en l'absence d'autres choix (Mokni, 2000). De ce fait, il absorbe l'excédent de population active, en fournissant des biens et des services aux groupes à faibles revenus ou à ceux qui, qualifiés, sont au chômage. Ceci explique que l'emploi informel ait représenté en Tunisie, à la fin des années 1990, 42,2% de l'emploi total (Benarous, 1998).

Depuis le début des années 1990 et l'ouverture de la frontière avec la Libye, les activités informelles, en premier lieu desquelles - le commerce sont en pleine expansion. C'est dans la J'farra que cette dynamique est la plus manifeste (Taïeb Kerchid, 2004). En effet, la région n'est pas seulement un couloir de transit pour les marchandises qui circulent entre les deux pays, mais elle est surtout un marché soumis à des modes d'échange n'obéissant pas aux règlements officiels. La J'farra tunisienne, en tant que zone « intérieure », a subi, au même titre que les autres régions intérieures et méridionales de la Tunisie les effets négatifs des politiques caractérisées par la faiblesse des investissements productifs, le sous-encadrement des structures administratives et l'insuffisance des infrastructures. Cette situation de marginalité économique a été aggravée par la lourdeur du contrôle sécuritaire et par la fermeture de la frontière pendant près de deux décennies. Les populations locales ont donc dû rechercher des ressources et des opportunités économiques en dehors des cadres officiels qui ne pouvaient répondre à la demande dans la région. La contrebande fut ainsi le premier « créneau » investi par les J'farris. Bien que, au début, cette activité ait été considérée par les autorités comme une forme dangereuse de perversion de l'intégrité économique et territoriale du pays et que à ce titre, elle fut sévèrement réprimée, elle n'a pas pour autant arrêté

---

<sup>370</sup> Nous entendons par secteur informel l'ensemble des activités qui se caractérisent par les critères suivants : la facilité d'accès à l'emploi en raison de l'absence de barrières à l'entrée, l'utilisation de ressources familiales telles que l'emploi d'aides-familiaux, l'auto-financement et l'épargne de proximité, l'absence de crédits institutionnels, la propriété familiale des entreprises, la petite taille des entreprises (les effectifs généralement inférieurs à 10 travailleurs), l'usage d'une technologie à haute intensité de travail et adaptée à la demande qui se traduit par l'absence d'horaires ou de jours fixes de travail, des formations acquises en dehors du système scolaire, des marchés non réglementés au regard des dispositions relatives au salaire, à la sécurité, aux conditions de travail, une production destinée au consommateur final (Péraldi, 2001). A ces caractéristiques générales, il faut ajouter l'absence de tout contrôle administratif (ni patente, ni inscription à un quelconque registre du commerce ou d'industrie).

de croître, portée par l'accentuation du différentiel entre les systèmes économiques des deux pays et par la persistance de la crise de l'emploi et de l'investissement dans la J'farra (notamment tunisienne) (M'zabi, 1993). Après l'ouverture de la frontière, et du fait de la consolidation du rôle des élites touazines en tant que groupe prépondérant dans les réseaux du commerce informel, du renforcement du système de subvention des produits de base en Libye et de l'émergence d'une zone qui s'étend de Mareth à Sormane où seuls les Werghemmis et leurs alliés Nouaïels pouvaient échanger des marchandises en dehors des contraintes douanières, les secteurs faisant partie de l'économie officielle sont entrés en déclin, parfois accéléré. Les premiers secteurs à subir de plein fouet la concurrence de l'informel ont été le commerce et les services. A titre d'exemple, nous présenterons la manière dont certains produits tunisiens qui transitent par le marché libyen peuvent être vendus à moindres prix -c'est à dire à des prix inférieurs à ceux affichés par les commerces légaux. Le fromage est ainsi acheté à Zouara à un prix de 1,500 dinar tunisien le kilo ; parvenu sur les étals de Ben Guerdane, il est revendu à 2,850 d.t. Ce même fromage, produit par une entreprise tunisienne de Mateur (Nord du Pays), est vendu dans les grandes surfaces à un prix de l'ordre de 8,500 d.t. Autre exemple : un litre d'huile d'olive tunisienne quitte le pays à 3,850 d.t, descend à 1,700 d.t à Tripoli pour revenir à Médenine à 2,500 d.t. Ainsi, nombreux sont les produits tunisiens, qui, après avoir été exportés en Libye, reviennent dans le pays d'origine (après avoir bénéficié, au passage, des subventions libyennes) à moindre prix. Toutefois, il ne s'agit là que de la partie apparente du système. Les écarts de prix ne sont effectivement pas dus uniquement à la généralisation des subventions aux produits de base, mais aussi au rôle essentiel du change informel, et surtout, au décalage notable entre la valeur réelle de la Livre libyenne et celle affichée par la Banque Centrale du pays. Or, ce secteur du change informel est exclusivement détenu par le groupe des *sarrafa* touazines. Reprenons le prix variable du litre d'huile d'olive : la Libye, qui vend sur les rayons des *mounchaât* ce produit à un prix égal à 1,700 d.t<sup>371</sup>, l'affiche en réalité à 3,050 l.l. Ce prix équivaut à 3,150 d.t au taux du change officiel (1 l.l. pour 1,035 d.t). La subvention est donc théoriquement de 0,700 d.t par litre. Mais les achats ne passent pas par le change officiel de la Banque Centrale de Libye, mais par celui de Banque *chajarra* (Banque de l'arbre)<sup>372</sup>. Les valeurs de la transaction sont en fait les suivantes : acheté à 3,850 d.t par les responsables des *mounchaât* (formellement et théoriquement), le litre d'huile d'olive est revendu

<sup>371</sup> Après conversion en dinar tunisien au taux de change informel.

<sup>372</sup> Cette banque n'existe pas, son nom est métaphorique. Les cambistes qui proposent des devises sur la route de Ben Guerdane tiennent généralement un cabanon aménagé sous un eucalyptus, d'où l'appellation de « Banque de l'Arbre ». Nous avons également rencontré sur le boulevard maritime de Tripoli des cambistes assis sur les bancs publics, sous les arbres qui bordent la promenade, et qui proposent aux Libyens, de manière certes très discrète, à la limite de la clandestinité, des devises du monde entier.



aux grossistes J'farris, le jour-même, à 3,050 l.l, qui ne valent pas les 3,850 d.t officiels, mais seulement 1,575 d.t. Le dinar tunisien se négociait en effet, en 2002, lors de notre enquête, à environ 1,95 l.l sur le marché de Ben Guerdane. En revendant un litre d'huile d'olive sur le *souk* de Médenine, la marge brute serait de l'ordre de 0,925 d.t, soit près de 37 % du prix de vente. Un même système concerne bien d'autres produits importés du reste du monde, surtout parmi ceux qui sont très prisés et demandés en Tunisie, notamment le thé, le café, le riz, les pneus, le sucre, la semoule et les médicaments. Certaines marchandises sont trois fois moins chères en Libye qu'en Tunisie (Taïeb Kerchid, 2004). L'un des produits qui alimente massivement la contrebande et qui a des effets spectaculaires sur le marché officiel en J'farra est le carburant. A ce propos, le représentant de la Chambre syndicale des stations service du Sud, F. Farhat a signé un article dans le quotidien « *Le Temps* » en date du 21 juin 1999, intitulé « *Le commerce parallèle nous casse la baraque* », dans lequel il évoquait « *la longue agonie des stations-services qui sont désertées par les automobilistes qui préfèrent s'approvisionner auprès des petits revendeurs à la sauvette de combustibles* ». Selon ce responsable patronal, « *ces petits revendeurs portent beaucoup de torts au commerce organisé et le secteur souffre lourdement du commerce parallèle qui se répercute directement sur l'évolution de tout le secteur dans la région du Sud. Les combustibles sont exposés à même la voie publique et peuvent ainsi compromettre la sécurité des gens et si le secteur continue à carburer c'est grâce à une catégorie de clientèle particulière, dont notamment l'administration et quelques entreprises privées* ». Signalons à ce sujet que le litre de carburant « super sans plomb » est vendu en Libye à 0,20 euros et à 0,70 euros en Tunisie dans les stations services, alors que, sur les bords des routes j'farries, ce prix est de 0,700 d.t soit 0,38 euros.

Un autre secteur de l'économie officielle est durement touché par le marché informel, celui de la pharmacie. En effet, les médecins de Médenine ou de Ben Guerdane prescrivent généralement dans leurs ordonnances des médicaments « parallèles » ; en d'autres termes, ils indiquent aussi bien les produits que l'on peut trouver dans les pharmacies officielles que ceux disponibles dans le *souk Libya* et qui proviennent du secteur de la distribution pharmaceutique libyenne.

Les autres branches du commerce du détail ont opté, depuis les premières années de l'ouverture de la frontière, pour une reconversion dans le marché informel, devenu prépondérant. Et même si nombre d'entrepreneurs désapprouvent ce genre de commerce et condamnent les nouveaux articles étrangers qui envahissent le marché, vendus à des prix réduits par rapport aux prix affichés dans le secteur formel, il n'en reste pas moins que ces articles gagnent peu à peu le marché normal. En effet, de nombreux entrepreneurs privés ne se sentent plus obligés de recourir exclusivement aux filières officielles, mais intègrent progressivement les produits issus de

l'importation informelle ou même illicite en provenance de la Libye dans leur éventail (Mokni, 2000). Ainsi, dans la J'farra en particulier, mais plus largement dans la Tunisie et la Libye toutes entières, une nouvelle forme d' « économie de bazar » s'est progressivement développée au cours des dernières années (Benarous, 1998). Les professionnels de ce commerce font incontestablement partie du secteur formel, mais ils n'hésitent plus à frauder et à opérer dans l'informalité. Cette informalité réside dans leurs pratiques illicites : payer moins d'impôts, ne garantir qu'un minimum de droits à leurs salariés et ne pas déclarer la quantité réelle de marchandise achetée ou écoulée (Mokni, 2000). Ils s'arrangent avec les autorités (particulièrement avec la Douane) pour bénéficier d'avantages à l'importation et éviter ainsi tous les problèmes administratifs. Ils connaissent les rouages de l'Etat et jouent avec sa politique. Ainsi, ils *« agissent à la fois dans le registre du formel et dans celui de l'informel lorsque, avec la complicité de l'Etat, ils contournent les prohibitions d'importation tout en pratiquant des prix et une maîtrise de quantités colossales d'articles, qui vont inonder les magasins de tout le territoire tunisien »* (Hibou, 1999).

Dans le discours officiel tenu par les instances syndicales ouvrières et patronales, l'informel est dénoncé comme une *« lèpre qui gangrène les rouages économiques et plombe les capacités productives intérieures, et qui constitue par ailleurs l'une des causes principales du non-investissement et la non-crédation d'emplois »*, selon les termes du Secrétaire Général de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, A. Jrad<sup>373</sup>. Cette position est partagée par le patronat, dont le premier responsable a déclaré, dans le document établi après la consultation nationale pour l'amélioration des conditions de financement des micro-projets *« le marché informel est l'un des lieux d'un nouveau commerce sans aucune valeur ajoutée pour le pays ; il a investi tous les circuits de la distribution et détourné les bénéfices vers des objectifs qui échappent aux stratégies nationales du développement. Ce n'est pas notre rôle (celui du patronat) que de combattre un tel fléau, c'est celui des autorités. Je lance ici un appel pressant au gouvernement pour mettre fin à ce genre de commerce »*<sup>374</sup>. Toutefois, malgré ces discours alarmistes, les autorités actives sur le terrain (les unités de répression de la fraude et du commerce illicite, la Douane et la Direction centrale de la Santé) semblent, selon le responsable de la protection sociale au sein de la centrale syndicale, *« faire la sourde oreille et préfèrent enjamber les tas de produits étrangers et illégaux »*

---

<sup>373</sup> Propos tenus à Tunis à l'occasion des Assises de la « Consultation Nationale sur l'Emploi » le mardi 7 octobre 2008.

<sup>374</sup> Introduction au Document de la consultation nationale pour l'amélioration des conditions de financement des micro-projets, signée par le Président du l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, H. Djilani, Publication de l'UTICA, Tunis, 2008.

*qui s'entassent jusque devant leurs ministères* »<sup>375</sup>. Nous estimons cependant que ces appels à la répression du commerce informel ne sont que de pure forme. En effet, le marché informel ne constitue pas un secteur en marge de l'économie, délimité par des lignes infranchissables et étanches qui le tiennent à distance des sphères officielles. De même, ce n'est pas la corruption des fonctionnaires, ni le manque d'empressement des responsables administratifs à le combattre qui permettent le développement du « marché parallèle anarchique » mais une politique générale délibérée et instituée par l'Etat. Force est de constater que les acteurs de l'Etat qui tolèrent ce genre de pratique, comme le souligne P. Signoles, « *savaient et pouvaient mettre en actes une politique de Respect de la Loi, mais ont délibérément choisi de les tolérer, à des fins de régulation politique et économique. Il demeure un peu court de rendre compte des contournements systématiques des règles en les attribuant aux pratiques de corruption, quelles que soient la réalité et l'ampleur de celles-ci, sauf à replacer ces pratiques dans une perspective plus large de fonctionnement du Politique et de la régulation sociale* » (Signoles, 1999).

Ainsi, apparaît un modèle dominant dans la société tunisienne, qui signe l'émergence d'une nouvelle économie marchande et qui se fonde sur le maniement habile et ambigu du formel et de l'informel, de la légalité et de l'illégalité, du licite et de l'illicite.

L'informel n'est pas seulement toléré en fonction de son rôle de soupape des tensions sociales, il est même « organisé » par les autorités : à preuve, l'installation des postes de Douane sur la ligne de Mareth à l'intérieur du territoire national, la liberté accordée aux J'farris de vendre des produits sans autorisation préalable ni fourniture de factures, ou encore l'institutionnalisation des *souk Libya*. En Libye, la tolérance avec laquelle les autorités traitent la question du détournement des denrées alimentaires et des biens d'équipement subventionnés, notamment dans la J'farra, et ce malgré les multiples mises en garde des tribuns du Comité Populaire Général (Parlement) est dictée par la volonté affichée par les autorités de réduire les risques de confrontation avec de larges franges de la population. Informel, contrebande, change illégal, fraude, évasion, corruption constituent des instruments de contrôle politique entre les mains des autorités et un rouage économique essentiel susceptible de neutraliser toute forme de réaction à leur autoritarisme. Par ailleurs, ces autorités apprécient la flexibilité du secteur informel et sa capacité de réaction rapide à la conjoncture économique<sup>376</sup>. Elles semblent mettre en sourdine les

---

<sup>375</sup> Article signé par A. Romdhane le 11 avril 2007 et intitulé « *Hiwarr As Soum Am Hourouboun Nahouwa Ad Dhababiya ?* » (Dialogue de sourds ou fuite vers le flou ? », *As Sabah*, Tunis.

<sup>376</sup> Le marché informel en Libye a connu un véritable boom et même une forme de valorisation de la part des autorités de Tripoli (discours du Guide en date du 29 juillet 1998 prononcé à Aziziya) lors des années de l'embargo. En effet, c'est grâce à ce marché que certains produits prohibés par les décisions

exigences de certains professionnels et hommes d'affaires qui appellent à la réduction de l'ampleur du commerce informel et estimeraient même que le secteur informel est créateur de richesses et d'emplois et qu'il représente une solution susceptible de pallier l'incapacité de l'Etat à satisfaire les aspirations des plus pauvres, acculés de fait, à opérer en marge de la loi.

## 5. La répartition interne des rôles et des espaces entre les lignages et les groupes : un accès inégal aux ressources de la frontière.

Dans ce chapitre, nous traiterons des répartitions actuelles dans l'espace des diverses tribus de la J'farra et de leurs rôles respectifs au sein du réseau. Les données recueillies pour l'élaboration de ces aspects ont été collectées grâce à des entretiens et à des relevés effectués dans le chapelet des villages qui s'étendent le long de la route reliant Zouara à Mareth et aux informations obtenues de nos *sahab* Zorganes. Néanmoins, certaines données, notamment celles relatives aux trafics transfrontaliers, considérés aussi bien par les autorités que pas leurs acteurs comme « dangereux », mais qui n'en fournissent pas moins un précieux éclairage sur l'utilisation de la « ressource » frontière, ont été recueillies dans des conditions qui ne me permettent pas d'en révéler les sources ; en outre, et bien entendu, ces données sont invérifiables, même si celles que nous utilisons nous semblent proches de la réalité<sup>377</sup>.

### 5.1. Les Touazines : une position dominante dans le réseau et sur le territoire de la Confédération.

Les Touazines habitent les terres qui couvrent la partie septentrionale de la J'farra occidentale et s'étendent de l'Oued Zeuss jusqu'à Chareb la première d'un chapelet des Sebkhass où passe la frontière entre les deux pays. Vers le Nord, ils possèdent des terres dans la péninsule de Sidi Makhlouf.

---

onusiennes (pièces détachées pour les avions de la compagnie nationale, composants électroniques de pointe et matière première pour l'industrie pharmaceutique) ont pu être introduits en Libye.

<sup>377</sup> A titre d'exemple, lors de l'exercice de notre profession d'architecte à Zouara en 2005, nous avons eu l'occasion de côtoyer une multitude de jeunes employés sur les chantiers dont nous avons la charge et qui nous fournissaient (à titre individuel et parfois collectif) des informations concernant les réseaux qui leur avaient permis de venir jusque-là depuis l'Afrique subsaharienne, le Maroc et le Yémen en attente d'une traversée vers l'Europe. Nous avons également eu l'occasion, quand nous vivions à Ben Guerdane de rencontrer des groupes (que les Touazines désignent du nom de *latyaff*, les fantômes, les spectres) qui restaient tapis dans des caches pendant la journée et qui ne sortaient que la nuit. Ces personnes étaient bloquées à Ben Guerdane dans l'attente d'une traversée illégale de la frontière vers la Libye. Elles vivaient dans des conditions de grande précarité, soumises à des pratiques de chantage et parfois à des exactions dans le silence le plus total.

Le « noyau historique » des terres touazines se trouve à l'Est de l'Oued Fessi, aux alentours de Ben Guerdane où sont exploitées les terres « utiles » à l'écart des marécages. Les terres situées plus au Sud servent de zones de contact avec les alliés de toujours ; les Ouderna. Cette frange méridionale, lieu des labours et des *doubleb* mais aussi des parcours exploités collectivement, constitue de nos jours l'un des fronts de mise en valeur les plus dynamiques de la J'farra.

La forme du territoire des Touazines et la spécificité de leurs anciennes fonctions fournissent une clé de lecture pour comprendre la position dominante qu'ils occupent au sein de la confédération werghemmie. En effet, les terres des Touazines s'étalent du Nord au Sud le long de la frontière entre la Tunisie et la Libye sur une distance de l'ordre de 80 kilomètres ; leur situation entre le Sahara intérieur et le littoral d'une part et entre le J'bel Dommor et son extension le J'bel Nefoussa au Sud et la Méditerranée au Nord, leur confère un rôle de première importance dans les échanges.

Dans le passé, les Touazines pratiquaient un pastoralisme circonscrit à leurs territoires et s'associaient à leurs voisins du Sud pour nomadiser au-delà des terres des Oudernas. Ils participaient activement aux cultures saisonnières et accompagnaient les caravanes se rendant de Gabès à Tripoli ou à Ghédamès. L'accompagnement des caravanes nécessitait l'activation régulière des accords passés avec l'ensemble des tribus dont ils devaient traverser les territoires. Tribu guerrière, les Touazines participaient à la protection des villageois de Béni Barka et de Douiret qui constituent aujourd'hui les plus grands foyers d'émigration vers l'Europe dans la J'farra et, par conséquent des sources de devises importantes.

Les clans Touazines se sont partagés, depuis l'apparition de la contrebande dans les années 1970. Ce partage est encore fonctionnel aujourd'hui. Les activités dites « supérieures », qui ont trait au financement du commerce informel et à sa gestion (change informel de devises) sont entre les mains des clans centraux de Ben Guerdane, à savoir les Ouled Bouzid et les Ouled Khelifa. Au sein de ces deux clans, nous trouvons des élites qui représentent l'ensemble de la Confédération auprès des autorités régionales et nationales dans les instances élues (Chambre des Députés et Conseil Régional du Développement) et dans les hautes sphères de l'administration centrale. Les Ouled Khelifa constituent à Ben Guerdane les plus puissants grossistes, qui alimentent le marché à l'échelle nationale. Le corps influent des notaires (et depuis peu celui des avocats d'affaires), qui régissent les *doubleb* complexes, est en majorité aux mains des K'raïniya. Ce *f'rig* (sous-clan) qui ne compte que très peu de membres, fait partie des Ouled Bouzid et était en spécialisé, depuis longtemps, dans le notariat et de l'enseignement.

Les familles influentes Touazines de Ben Guerdane contrôlent aussi les créneaux haut de gamme du commerce informel : téléphonie mobile, électronique, médicaments spécifiques (non



délivrés par les pharmacies en Tunisie vu leurs coûts élevés, notamment ceux utilisés dans le traitement des maladies de longue durée), véhicules de luxe à très forte consommation (lourdement taxés quand ils sont importés légalement) et or.

Les clans qui occupent la périphérie du territoire touazine, et notamment les Ouled Hamed, les M'lalha et Z'liten, opèrent dans la redistribution vers le reste du territoire national, des produits qui leur sont livrés par les grossistes de Ben Guerdane. Les Nabhanas, qui font partie des Ouled Bouzid, sont en charge du « contrôle » du passage de la frontière. Anciens nomades, ils se déplaçaient avec leurs troupeaux le long des sebkhas de Chareb et de Ketf ; aujourd'hui, à partir de leurs *layha* (fortins), ils assurent la protection des flux (réguliers ou clandestins) qui traversent la frontière. C'est dans ce groupe que sont recrutés les *khawwata* (ceux qui travaillent sur le *khatt*, à savoir les contrebandiers) et les *chawwafa* (guetteurs). Grâce à l'importance des informations qu'ils collectent sur les mouvements à la frontière, les Nabhanas constituent, de nos jours, un clan d'une importance stratégique.

## 5.2. Les Oudernas : les guerriers devenus passeurs et contrebandiers.

*« Ed deniya abady wou baroud saady wou t'dahkyll bîn jay wou ghady ».*

(Le monde est un parcours (pour nomades), de la poudre (de fusil) qui ne rate pas sa cible et l'attaque (sur tous les fronts) ici et là).

La tribu du Sud de la J'farra, les Ouderna, est composée de deux *âarouch* : les Ouled Abd El Hamid (Zorganes, Hamidiyas, Krachouas, Amarnas et Ababsas) et Ouled Selim (Ouled Ch'hida, Ouled Dabbab, Dghaghras, Ajardas, M'guablas, Gh'fafras et M'khalbas). La plupart de ces clans étaient composés de nomades et de factions guerrières.

Les Ouled Abd El Hamid occupent les terres situées au voisinage des alliées du Nord (les Touazines) dont ils partageaient le genre de vie. Leurs parcours et leurs terres, qui sont encore dans une très large partie dans l'indivision, s'étendent de Bir Lahmar jusqu'à la frontière, en englobant la zone de Sidi Touï et des plaines de l'Ouara. Les Zorganes et Hamidiya occupent les terres situées dans les environs de Beni M'hira, les dépressions de l'Oued Fessi et celles de Khaoui El Adjered. Jadis redoutables guerriers, ils razziaient les plaines jusqu'aux contreforts du J'bel Labiodh et prolongeaient leurs chevauchées au-delà du Dhahar ou accompagnaient les caravanes. Aujourd'hui, les descendants des anciens cavaliers ont hérité la maîtrise de ces itinéraires qui tracent deux axes diamétraux : le premier, d'Est en Ouest, relie la frontière jusqu'aux contreforts du J'bel Labiodh ; le second, du Sud au Nord, relie les plateaux sablonneux du Dhahar aux dépressions marécageuses situées aux environs de Ben Guerdane.

Les Zorganes détiennent des terres au voisinage des villages de Beni Yokhzor, El Galâa et Guermassa dans la vallée de Ferch, villages avec lesquels ils étaient liés par des accords de *sohba* (contrat de protection et d'association).

Les Ouled Dabbab, tribu guerrière à l'origine et liée aux villageois de Cheninni et Seddra, faisaient figure de grands nomades en raison de l'ampleur de leurs déplacements. Leurs troupeaux parcouraient toute la zone comprise à l'Est et au Nord du J'bel Labiodh jusqu'au Khaoui Smeïda. Les Ouled Dabbab franchissaient le J'bel Labiodh pour rejoindre les Ouled Ch'hida, leurs cousins et proches alliés, ce qui les exposait aux coups de main des Touaregs.

De nos jours, les Ouled Dabbab occupent le cœur des terres Oudernas en une sorte d'auréole qui ceint la ville de Tataouine par une constellation de villages construits autour des *k'sour* dont certains portent encore le nom des *âarouch* oudernas, tels que K'sar Krachoua, K'sar Deghagha, K'sar M'gabla, K'sar Ouled Ch'hida et K'sar Ouled Debbab.

Il est un fait remarquable dans la distribution des rôles entre les clans. Il s'agit de la perpétuation des traditions nomades et « guerrières » dans les activités de la contrebande. Ainsi, les *âarouch* des Ouled Dabbab, Ouled Ch'hida et notamment les Zorganes, qui constituaient par le passé les fers de lance et le noyau guerrier de la tribu Ouderna, forment aujourd'hui les principaux contingents de passeurs et de contrebandiers qui opèrent le long de la frange Sud de la frontière. Toutefois, et contrairement aux Touazines qui occupent des créneaux considérés comme « nobles », les Oudernas sont impliqués dans les activités commerciales les plus difficiles (et souvent les plus périlleuses) et celles dont les marges bénéficiaires sont les plus modestes. Les produits que les Ouled Dabbab, Ouled Ch'hida et Zorganes font passer à travers la frontière (de la Libye vers la Tunisie) sont le carburant (vendu bien moins cher en Libye qu'en Tunisie), les produits alimentaires de base (et notamment les pâtes et le riz), les conserves (le thon est considéré dans la J'farra comme un monopole des Oudernas), les motopompes pour les exploitations agricoles et les tissus (notamment en provenance d'Afrique subsaharienne).

Nous pensons toutefois que ces produits ne forment que la partie visible de leurs activités illégales. Les tournées que nous avons effectuées dans les entrepôts et les marchés des environs de Tataouine nous ont permis de constater l'existence d'activités plus occultes qui sont le fait des groupes les plus rompus aux traversées des zones dites à risques. En effet, certains produits, introduits à partir de la Libye, font l'objet d'une répression sévère de la part des Douanes tunisiennes : c'est le cas des pièces de rechange automobile (notamment pour les véhicules utilitaires de fabrication japonaise qui sont très bon marché en Libye) et des tracteurs agricoles.

Ces deux produits ne sont probablement pas les seuls qui occupent les *tayout* et notamment ceux des *âarouch* des Ouled Dabbab et Ouled Ch'hida. Nous pensons que ceux-ci rendent aussi

certain services « immatériels », assimilables à des « services à la frontière » particulièrement rentables. La principale est le passage clandestin des personnes, notamment dans le sens Tunisie-Libye. Nos informations nous permettent d'affirmer que certaines personnes désireuses de quitter le territoire, s'adresseraient au réseau connu sous l'appellation de « *fellet Dh'hibet* » (l'échappée de Dh'hibet), pour disposer d'une escorte et être conduites de l'autre côté de la frontière<sup>378</sup>. Ces activités font l'objet de virulentes critiques au sein même du réseau werghemmi, puisque les membres de l'élite y voient une atteinte à l'engagement de l'ensemble de la Confédération d'assurer la sécurité de la frontière en contrepartie de sa « perversion économique »<sup>379</sup>.

### 5.3. Les Khzours : les commerçants sédentaires.

Voisins des Touazines avec lesquels ils partageaient le mode de vie. Depuis les années 1980, cette tribu s'est spécialisée dans le commerce de détail et la tenue des boutiques et étals du *souk* de Ben Guerdane. La plupart des jeunes khzours travaillent aussi dans la contrebande de carburant et le change informel pour le compte des *aâmem* dans les échoppes de Ben Guerdane.

### 5.4. Les M'habeuls : une réputation traditionnelle d'intégrité.

A l'origine tribu maraboutique du Nord de la J'farra, les M'habeuls étaient réputés pour être le réservoir des *meddeb* (enseignants des écoles coraniques). Certains de ses lettrés assuraient les services de rédaction des contrats de mariage et pratiquaient la médecine traditionnelle. Leurs terres se trouvent dans la presqu'île qui ferme à l'Ouest le Golfe de Bou Ghrara, aux environs de

---

<sup>378</sup> Parmi les catégories d'individus désireuses de quitter le territoire tunisien, nous pouvons citer les condamnés pour délits d'émission de chèques sans provisions (que les *tayout* désignent par le terme *khachaba* qui signifie les boiseurs en référence à l'expression « chèque en bois »), les candidats à l'émigration clandestine à partir de la Libye mais ne détenant pas de passeports (désignés par le terme *harraga*), les Libyens qui ont des démêlés avec leurs groupes tribaux et qui désirent rentrer au pays sans être signalés à la frontière où ils risqueraient d'être dénoncés à la partie qui les recherche (il s'agit, essentiellement, des personnes qui doivent payer une *dîya* ou qui sont accusés de crime d'honneur ; les *tayout* les appellent les *kaffana*, les porteurs de linceuls). Nous aimerions signaler à ce propos, que ces informations ont été collectées à la dernière phase de notre recherche lors de courts séjours effectués dans le Sud de la J'farra en 2007 et 2008. L'accès aux données n'était possible que grâce à une initiation difficile au langage dit *merdoum* (l'enseveli) qui constitue le moyen de communication entre les acteurs du réseau de *fellet Dh'hibet*. Il était important pour nous de dépasser la simple compréhension du terme pour accéder à la signification de l'expression au sein d'une structure syntaxique dynamique associant formules anciennes de pasteurs nomades, mots empruntés au lexique contemporain et symboles locaux. Les recherches entreprises par L. Ben Hassine dans le cadre de sa Thèse consacrée au « langage *Guejmi* dans l'espace carcéral tunisien » nous a été d'une grande utilité heuristique, puisqu'elle a attiré notre attention sur la dimension de métissage linguistique dans la genèse des parlers clandestins.

<sup>379</sup> Les désaccords sur la valorisation de la « ressource – frontière » entre les divers *âarch* constituent des occasions pour que certains expriment des revendications au sein du réseau. Les *tayout*, profitent de la gêne que suscite le « service à la frontière » pour revendiquer une part dans les activités plus nobles.

Sidi Makhlouf, et sont limitées sur près de 12 kilomètres par la route reliant Mareth à Médenine et par celle qui se dirige vers le Jorf et Djerba. Cette localisation leur a permis d'occuper une place importante dans le commerce du détail grâce au chapelet de villages-*souk* qu'ils ont édifié depuis le début de la décennie 1990. Leur réputation d'hommes intègres leur a permis de sous-traiter le change informel de devises et ce sont les jeunes M'habeuls que les voyageurs rencontrent sur la route de Ben Guerdane agitant les liasses de billets en signe de proposition de change.

#### 5.5. Les Temaras : les relais werghemmis à Tunis

La tribu des Temaras, assurait principalement la garde du *k'sar* de Métameur (Oum Et Tammer) et labourait dans la même région lors des années suffisamment pluvieuses. Par ailleurs, certains Temaras sont employés par leurs cousins Khzours comme convoyeurs de produits alimentaires vers les *souk* hebdomadaires en Tunisie. La confiance dont jouit l'élite Temara parmi les Werghemmis leur a permis d'être les semi-grossistes des produits destinés aux échoppes de fruits secs et tabac à Tunis.

#### 5.6. Les R'baïas : les agriculteurs de la Confédération.

Tribu du Nord de la J'farra, les R'baïas constituent la tribu werghemmie la moins impliquée dans le réseau. Ses traditions reconnues par l'ensemble de la confédération concernent surtout l'entretien des vergers et le labour des terres dans la partie septentrionale de la J'farra. C'est ce qui leur a permis de jouer un rôle important dans la mise en valeur, particulièrement dans le cadre de *douleb* avec les Touazines, de nouvelles terres. Depuis la réforme des terres agricoles en Libye, les R'baïas sont sollicités par les Zouaris et les Nouaïels pour s'occuper de leurs vergers irrigués d'El Watiya, de Bir El Ghanam et de Ajilet en bénéficiant de contrats de location.

#### 5.7. Les Medenines : les maîtres des *k'sour* et les relais dans les rouages de l'administration locale.

La tribu des Medenines était, par le passé, en charge de la garde des *k'sour* où les Touazines emmagasinaient leurs récoltes et leurs biens. De même, les Medenines affirment descendre du marabout Sidi Ali Ben Abid, vénéré par l'ensemble des Werghemmis. Malgré la destruction (par Bourguiba) de la plus grande partie de ses *ghorfa* dont les murs extérieurs formaient un rempart, le *souk* de Médenine est redevenu de nos jours, un centre prépondérant du commerce informel. Les Medenines y occupent la totalité des échoppes, dont certaines sont spécialisées dans l'écoulement des produits haut de gamme fournis par les membres de l'élite touazine. La ville de Médenine

étant le siège d'un gouvernorat, les cadres de l'administration et les responsables locaux (syndicats, organisation patronale, coopératives agricoles) sont recrutés, dans une large part, dans la tribu des Medenines.

#### 5.8. Les Houawayas : les derniers nomades.

« *El menia Ch'rih, wou jesr mlih ou flij yfagfag fer rih* »

(Leur vie est une figue sèche, un beau barrage (jessour) et une tente qui vibre sous le vent)

Tribu de Beni Khedache, connue jadis pour son nomadisme le long du piémont du J'bel Labiodh. Une partie importante des transporteurs *khawwata* sont issus de cette tribu de même que la plupart des gardiens de troupeaux camélins aussi bien dans le Dhahar tunisien que le S'rir libyen. Selon nos *sahab* zorganes, les derniers nomades qui conduisent les grands troupeaux camélins sont issus de cette tribu qui est la seule à pouvoir accéder à tous les parcours de la J'farra sans être inquiétée ou verser une quelconque redevance d'*âachaba*.

#### 5.9. Les J'lidates : les pourvoyeurs du réseau en devises.

« *Haab d'âahom, wou saddeg khobza l'jaddhom wou akhtahom* »

(Prends garde à leurs prières, offre un pain à leur ancêtre et évite de leur faire du mal).

Tribu de Tataouine réputée pour sa piété et son attachement à son marabout Sidi Boujlida. Depuis que Tataouine fut érigée en siège de gouvernorat, les J'lidates fournirent la majeure partie du contingent des fonctionnaires de l'administration locale. Les transferts en devises des émigrés issus principalement des clans J'lidet Beni Blel, la tribu a intégré les réseaux de change illégal en approvisionnant les *sarrafa* de Ben Guerdane.

#### 5.10. Les Accaras : le poid de l'émigration.

Les Accaras occupent la majeure partie de la presqu'île qui ferme le Golfe de Bou Ghrara à l'Est et qui relie la J'farra à l'île de Djerba. Ils ont développé depuis plus d'un siècle, sur le modèle colonial, une oléiculture à sec très performante aux alentours de la ville de Zarzis. Celle-ci est aujourd'hui un centre touristique et un marché très dynamique. En effet, le *souk* hebdomadaire de Zarzis a la particularité d'être approvisionné aussi bien par le réseau werghemmi que par la diaspora accarie de France. Les bus transportant des passagers en provenance des villes du Nord tunisien amènent à Zarzis, le jour du marché hebdomadaire, près de huit cent clients (moyenne observée en juin 2003 et février 2006) désireux d'acquérir des produits de grande valeur (lustres, cristal de Bohème, coutellerie, ordinateurs portables et téléphonie mobile).



La ville de Zarzis est en passe de devenir, depuis l'accession de l'euro au rang de première monnaie utilisée pour les échanges informels dans la J'farra (les Libyens avaient une préférence pour le dollar pendant toute la période de l'embargo), la plus importante place financière du réseau grâce à l'abondance de devises provenant des transferts massifs des immigrés. Par ailleurs, les médecins originaires de cette ville sont relativement nombreux et exercent en majorité à Tunis au sein de cabinets et de cliniques privées, ce qui leur confère un rôle prépondérant dans la fourniture de soins destinés aux Libyens. A Ben Guerdane, les médecins accaris ont « passé » un *douleb* très particulier avec leurs alliés touazines. Ces derniers ont dressé d'énormes pancartes publicitaires (le long de la route qui traverse leur territoire) vantant la qualité des services médicaux des cliniques détenues par les médecins accaris. Sous chaque pancarte (qui ne comporte pas de numéros de téléphone), un jeune « hôte d'accueil » est chargé de fournir les informations aux patients libyens et à leurs familles et, éventuellement, de prendre en charge leur réservation.

#### 5.11. Les Nouaïels : le monopole du réseau oriental.

La tribu des Nouaïels occupe la majeure partie de la J'farra septentrionale en Libye. Les développements politiques enregistrés en Libye à partir des années 1980 ont conduit à la mise à l'écart des Nouaïels dans la hiérarchie militaire et sécuritaire. L'embargo onusien a fini par les inciter, ainsi que leurs alliés (Zouaris, Siâânes et Weryemmis) à organiser des réseaux de commerce informel, de contrebande et de passage clandestin par terre et par mer.

Au sein du réseau, les Nouaïels constituent, du fait de leur localisation géographique, le pendant de leurs voisins Touazines. Ils détiennent les sociétés grossistes chargées de la collecte des produits subventionnés. Ils pratiquent le courtage au profit des Libyens désireux d'investir à l'étranger et contrôlent politiquement la majorité des *chaâbiyat* de la J'farra grâce à leur implantation dans la plupart des villes et localités de la région. Leurs connivences avec les services de sécurité affectés dans la J'farra leur permettent le contrôle des *Bawabat* et donc de profiter de l'ensemble des flux de marchandises et des personnes qui traversent leur territoire.

Lors de notre séjour dans la J'farra littorale libyenne en juin 2007, nous avons constaté l'ampleur du flux de traversées illégales de la Méditerranée à partir des petits ports situés dans les environs de Bou Kammach et de Briga. Certains jeunes immigrés travaillant sur les chantiers nous ont expliqué que les Nouaïels de ces deux localités les embauchaient pour des périodes en contrepartie d'une part variable mais élevée, de leurs revenus (près des deux tiers pour un Marocain rencontré à Zouara) afin de se payer d'avance de leur transport vers la rive européenne de la Méditerranée. Selon l'un de nos *Sahab* Zorgane, les Nouaïels opèrent différemment des

passeurs tunisiens avec les *harraga* (ce qui explique en partie la crise actuelle de ceux-ci et l'émergence de la filière Nouaïel) puisqu'ils n'emmènent pas leurs passagers directement vers l'île de Lampédusa (île-piège selon notre *Sahab*), où ils seraient immédiatement internés par les garde-côtes italiens dans l'attente d'un éventuel refoulement. Les passeurs nouaïels préfèrent transborder, en haute mer, les candidats à l'émigration clandestine sur des cargos en provenance du Levant (Turquie et Chypre) qui se chargent de les débarquer sur des plages « continentales » (principalement les Pouilles) et peu contrôlées. Cette filière « assure » aux *harraga* l'arrivée sur le territoire italien et leur prise en charge par des employeurs opérant dans l'agriculture ou les travaux publics.

#### 5.12. Les Siâanes : contrebandiers et convoyeurs du Sahara.

Alliés des Oudernas et, en particulier, des Zorganes avec lesquels ils partagent un ensemble de références historiques et de gestes inhérentes aux batailles livrées contre les remontées des Touaregs et les troupes d'occupation coloniales. Ils occupent en Libye les terres adossées à la frontière avec la Tunisie, depuis Chareb au Nord jusqu'à Bou Kebbah au Sud. Ils font ainsi face aux Zorganes.

Les Siâanes sont actifs dans la collecte des pièces de rechange (pour véhicules automobiles) usagées ou neuves sur l'ensemble du territoire libyen, le détournement du carburant destiné aux *chaâbiyat* du J'bel Nafoussa ou de Morzouk et le convoi des individus vers la cote j'farrie où ils sont pris en charge par les partenaires nouaïels.

La ville de Zouwaty, qui est leur centre principal, est parsemée de grands dépôts d'équipements automobiles, de tracteurs, de motopompes et de réservoirs de carburant où viennent s'approvisionner les *tayout* Oudernas. Depuis la levée de l'embargo et le relatif desserrement des contrôles opérés par l'armée de la Jamahiriya sur ses frontières méridionales (Tchad et Niger), les Siâanes et leurs cousins Weryemmis organisent des convois en direction du Tassili et d'Aouzou à travers les gorges de Tanazeft et de Taderrart. A l'arrivée, ils échangent des produits alimentaires contre du tabac qu'ils écoulent à Zouara ou le chargent sur les navires en partance pour l'Europe. Depuis le début des années 2000, les camions des Siâanes de retour du Niger transportent principalement des candidats à l'émigration.

#### 5.12. Les Weryemmis : une tribu aux conditions précaires.

Anciens guerriers, redoutés de toutes les tribus du Fezzan et du Nefzaouwa, les Weryemmis qui vivent aux confins méridionaux de la J'farra, sont considérés de nos jours comme la tribu la

moins nantie de la région. Elle ne dispose en effet d'aucune ville ou de localité qui soit le siège d'une *chaâbiya* importante, susceptible de leur assurer l'accès aux ressources redistribuées par l'Etat. Les Weryemmis opèrent dans le transport et le convoi des marchandises vers la J'farra et protègent les grands troupeaux camelins qui parcourent la région libyenne du S'rir, de Oued Rozzam, de Sinawen et de Tanarrout au Sud du J'bel Nafoussa.

Depuis la fin des années 1990, les Weryemmis ont commencé à investir un nouveau créneau celui, du convoi des pèlerins. En effet, depuis cette date, les autorités saoudiennes ont imposé des quotas très bas pour les pays du Maghreb (un pèlerin par 10000 habitants). Les autorités tunisiennes, confrontées à une demande très forte<sup>380</sup>, ont décidé de choisir les pèlerins en les tirant au sort parmi les candidats, après une première sélection selon des critères d'âge et d'état de santé. Cette procédure sélective n'ayant pas convaincu tous les candidats au pèlerinage, et notamment les jeunes (dont certains ne voient dans l'intervention des autorités qu'une forme de répression religieuse) qui ne remplissent pas les critères d'âge minimum, certains de ceux-ci se dirigent vers des filières parallèles. La principale filière est celle tenue par les Weryemmis. Ces derniers ont une bonne maîtrise des voies qui convergent vers les villes-étapes de l'ancienne route du pèlerinage et disposent d'un gros parc de véhicules leur permettant de convoyer les candidats au voyage de Zouara à Jaghboub. Parvenus dans cette oasis située à la frontière avec l'Egypte, les voyageurs sont pris en charge par un autre réseau qui les mène jusqu'au port de Saffaja sur la Mer Rouge, où, grâce aux services des garde-frontières locaux les embarquent vers le Hijaz.

#### 5.13. Les Zouaris : un groupe à la source des approvisionnements du réseau.

Installés dans et autour de Zouara, ils sont les principaux fournisseurs des réseaux du commerce informel, ce qui fait de cette ville le premier marché de la J'farra libyenne. Les industries chimiques et les entreprises d'Etat présentes dans la ville et ses environs alimentent des réseaux où circulent les biens d'équipement détournés au profit des grossistes nouaïels et zouaris. La ville compte près d'une vingtaine de *mounchaât* (magasins d'Etat) qui sont alimentés et réalimentés aussi vite qu'ils sont vidés et qui constituent la principale ressource. Plusieurs de ces magasins sont spécialisés dans la vente des biens d'équipement bon marché (électroménager, pneus, pièces de rechange).

Les marchés informels qui se déploient dans les interstices de la ville (terrains vagues, anciennes casernes, terrains *habous*) ou sur les carrefours routiers sont animés en permanence. Les

---

<sup>380</sup> Les demandes enregistrées pour la Tunisie ont été, pour l'année 2006, de 31260 candidatures déposées dans les sièges des gouvernorats alors que le quota alloué par les autorités saoudiennes était de 10 000 places seulement. Source : Ministère de l'Intérieur, Tunisie 2007.

clients viennent aussi bien de Tunisie que des autres régions de Libye, puisque ces marchés (et en particulier ceux de *Sguifet Chaouch* et du *Rabaâ*) sont réputés pour être particulièrement bien achalandés en articles importés de Malte et d'Italie et indisponibles sur le marché officiel.

## 6. Conclusion :

Dans cette deuxième partie de la thèse nous avons analysé les effets de l'ouverture de la frontière sur la situation de la J'farra et l'expansion du commerce informel, lequel constitue le levier des migrations et des mutations dans les espaces urbains et ruraux. Il en ressort que ce marché informel n'est pas un secteur marginal dans l'économie locale en particulier et dans les économies des deux pays en général. Ainsi, nous avons relevé que cette « économie parallèle » n'est pas circonscrite au sein de certaines sphères ou espaces et séparée de manière étanche de l'économie officielle. Des interactions et des liens sont constamment établis entre les deux facettes de l'économie l'informelle et la formelle, liens qui ne sont pas nécessairement l'œuvre ou la conséquence de la corruption des fonctionnaires ou l'expression d'un quelconque laxisme de la part des autorités dans la répression du développement du « marché parallèle anarchique ». Il s'agit d'une politique clairement établie et instituée par les deux Etats qui tolèrent l'expansion de cette économie à des fins de régulation politique et économique. Cette tolérance contribue à l'émergence au sein de la société d'une nouvelle économie marchande hybride fondée sur la manipulation complexe, opaque et exclusive des registres du formel et de l'informel, de la légalité et de l'illégalité, du licite et de l'illicite.

L'ouverture de la frontière en 1989 a conféré à cette dernière le « statut » de ressource grâce à la conjonction de trois facteurs : l'existence d'un différentiel important entre les deux économies dans les deux pays, la présence d'un groupe d'acteurs rompus aux activités de la contrebande et profondément ancrés dans leur milieu tribal local et la tolérance de la part des deux Etats à l'égard de l'économie informelle désormais considérée par les autorités comme une soupape susceptible d'émousser les tensions sociales. Jadis ligne *disjonctrice* dans et du territoire, la frontière « ouverte » constitue désormais une ressource dont les effets portent sur l'espace j'farri dont les villes sont progressivement réorganisées autour du *souk Libya*, espace marchand informel par excellence, les villages se transforment en relais de services ou en marchés spécialisés enregistrant des taux de croissance soutenus.

Parallèlement à l'espace urbain et villageois, nous assistons à de profondes mutations de l'espace rural qui connaît la réalisation d'une multitude de projets de mise en valeur aussi bien dans l'agriculture que dans l'élevage. Cette valorisation des « secteurs de la terre » est une

conséquence directe du réinvestissement des capitaux issus de la contrebande et des activités informelles ainsi que des séries de réformes foncières. Toutefois, la mise en valeur agricole ou le regain d'intérêt pour le pastoralisme ne profite pas nécessairement à l'ensemble de la population ni à tous les clans de la J'farra. En effet, les *aâmem*, en finançant les *doulebs* du commerce informel, sont parvenus à imposer aux ménages et aux clans engagés dans le commerce informel des contrats de co-plantation (*mougharassa*). Ces contrats ouvrent la voie à une mainmise des *aâmem*, issus exclusivement de la tribu des Touazines sur les terres de tous les autres groupes j'farris. De même, en investissant dans le pastoralisme, notamment camélin, les *aâmem* ont eu recours aux anciens pasteurs issus des clans dont les terres sont situées à la frontière avec la Libye, emploi qui a permis à ces acteurs d'assurer un contrôle direct de ces « espaces stratégiques » de la contrebande. Grâce à leur implication dans le financement et le contrôle des activités informelles, à la complexité de leurs rapports avec l'ensemble des intervenants locaux et la mobilisation des liens tribaux, les *aâmem* ne cherchent pas seulement à asseoir leur hégémonie sur l'économie locale, mais aussi et surtout à la constitution d'une assise territoriale leur permettant de négocier une position dans la structure de pouvoir dirigée par les centres. Une négociation qui va de l'affrontement à la compromission et au compromis selon les conjonctures et les moyens à mobiliser. Toutefois, le rôle et la place des *aâmem* au sein du réseau commencent à subir les critiques et doivent désormais faire face à une sérieuse remise en cause émanant de deux parties distinctes sinon antagonistes ; les héritiers (*warratha* ou la seconde génération de l'élite touazine) d'un côté et les *tayout*, d'un autre côté. Ces derniers ne remettent nullement en cause l'importance du réseau et la « légitimité » de son contrôle sur les espaces stratégiques et des activités informelles, mais rejettent les mécanismes et les modes de redistribution des ressources au sein de ce même réseau. Leur revendication ne s'est pas exprimée contre ou en dehors du réseau mais en son sein, notamment grâce à la perversion de certaines règles d'association avec les partenaires libyens. Une perversion rendue possible grâce à la mise en œuvre de leur part de capacités logistiques et d'une parfaite connaissance des filières informelles.

Les *warratha* quant à eux tentent d'améliorer leur position au sein de la hiérarchie en diversifiant leurs sources de profit en imposant leur monopole exclusif sur les commerces les plus lucratifs aux dépens des autres acteurs du réseau. Ces héritiers ne se limitent pas à la consolidation de leur assise économique seulement, mais tentent de refonder les rapports de l'ensemble du réseau aux autorités. Une « refondation » qui s'apparente, aux yeux d'une partie importante des J'farris, à une alliance avec les cercles du pouvoir et par conséquent à l'abandon des considérations de solidarités tribales qui sous-tendent l'ensemble des activités informelles.



De même, les *aâmem* tout autant que les autres acteurs du commerce informel dans la J'farra, considèrent que l'alliance avec les cercles du pouvoir favorisera, à terme, l'insertion au sein du réseau, de personnes et d'instances étrangères à la région. Insertion qui se solderait par une perte de son autonomie, de son contrôle du territoire et des espaces stratégiques ainsi que de ses capacités de mobilisation des liens tribaux.

L'inégalité du partage et de la redistribution entre les divers acteurs j'farris constituent les thèmes majeurs de la revendication au sein du réseau. Une revendication qui émane aussi bien des clans et tribus écartés des créneaux à forte rentabilité que des groupes qui se considèrent lésés par les pratiques d'exclusion et de monopole qui prédominent au sein du réseau et dont la finalité est la préservation d'une élite.

Troisième partie :

Vers la réappropriation du territoire j'farri:  
Du discours sur l'identité tribale à l'expression  
d'enjeux contemporains.

Dans la seconde partie de la thèse, nous avons tenté d'élaborer une qualification du territoire à partir de l'analyse des stratégies des acteurs. Les stratégies ainsi étudiées portaient sur les activités informelles des réseaux dont la principale ressource est constituée par la valorisation du rôle de la frontière. Toutefois, la prise en considération de la seule dimension économique comporte des limites et ne peut qualifier le territoire. La seule facette économique n'est ni génitrice, ni constitutive du territoire. Aussi, est-il nécessaire, dans notre quête de qualification du territoire dans la J'farra de nous pencher sur les dimensions inhérentes à l'identité et aux représentations de l'autre et de soi. Si nous considérons que la J'farra constitue un territoire pour les Werghemmis, nous sommes alors amenés à montrer en quoi, comment et par quels moyens, ce territoire constitue une aire affectée d'une idéologie territoriale émanant de la société locale et de mettre en exergue la prégnance de la dimension affective et culturelle dans la constitution (ou la reconstitution) de ce territoire. Par conséquent, nous essaierons dans cette troisième partie de la thèse, grâce à l'analyse des discours et des pratiques, de déceler les liens entre les sentiments d'appartenance et d'appropriation du territoire et la constitution de celui-ci en tant que support des identités individuelles et collectives. Nous avons choisi, comme support de notre analyse, une série d'événements (que nous avons qualifiés « d'affaires ») et un florilège de discours politiques ou identitaires élaborés aussi bien par les Etats que par les populations j'farries et leurs élites. A travers ces deux supports, nous mettrons en valeur la dimension de l'appropriation qui constitue un pur phénomène de représentation par lequel les groupes humains pensent leur rapport à un territoire, lequel territoire ne peut se construire que par l'intégration d'une approche identitaire, processus mental collectif. Il est donc manifeste que nous insisterons sur le rapport entre la dimension identitaire, d'une part, et la constitution (re-constitution / réappropriation) du territoire chez les Werghemmis, d'une autre part. Par ailleurs, nous n'approcherons pas l'identité sous un angle exclusivement culturel, mais aussi et surtout comme l'expression d'enjeux économiques et politiques, car nous si considérons que l'identité des Werghemis, en tant que groupe porteur d'un projet territorial, se réfère inmanquablement à l'héritage tribal, il importe de souligner que cette élaboration d'une identité contemporaine, ne procède pas nécessairement des mêmes processus que dans le passé. Les identités territoriales contemporaines dans la J'farra, même si elles restent profondément ancrées dans des thèmes empruntés au registre de l'histoire tribale, renvoient désormais à d'autres enjeux complexes qu'ils soient économiques, sociaux ou en rapport avec les pouvoirs politiques et les mécanismes de circulation informelle marchande de la mondialisation.

En réservant une place importante dans notre analyse aux discours des Etats sur la tribu, nous tenterons de comprendre les modes d'articulation des représentations territoriales élaborées par les parties en présence : les autorités nationales, qui se considèrent détentrices du monopole de

la référence territoriale, d'un côté, et les Werghemmis qui revendiquent un droit sur un territoire, d'un autre côté. La confrontation de ces représentations inhérentes à un même territoire nous amènera à voir comment les territoires s'emboîtent à différentes échelles en fonction des groupes sociaux et des instances de référence qui en élaborent les diverses représentations. Ces emboîtements, confrontations et superpositions nous amèneront à nous intéresser aux multiples configurations de situations nécessairement génératrices de frictions, interférences et conflits aux intensités variées.

Dans le premier chapitre de cette troisième partie, nous évoquerons l'attitude de l'Etat, en tant qu'entité qui s'est attelée à construire le territoire national de la nouvelle Nation -née à la suite de l'indépendance- en rabotant toute autre forme de référence particulariste tout en nous interrogeant jusqu'à quelle limite ce projet a réussi à éradiquer l'identité territoriale dans la J'farra. Ensuite, dans le second chapitre, grâce à l'exposé des « affaires » et des discours élaborés par certains représentants de l'élite J'farrie, nous essaierons de comprendre la conception alternative du territoire chez les Werghemmis, conception qui s'apparente à un retournement sémantique de la notion. Cette analyse du discours sera une occasion pour saisir les mécanismes de territorialisation qui ne sont pas nécessairement des actions exclusivement émanant par le « haut ». A ce titre, on tentera de voir si les Werghemmis, grâce à la réactualisation des réseaux territoriaux et tribaux hérités, à la production de nouveaux cadres, à l'adaptation, la réinterprétation des institutions et des thèmes inhérents à l'identité et aux héritages culturels, seraient capables d'initier une contre-territorialisation portée par des pratiques informelles, pratiques rendues possibles et prospères grâce à la présence de la frontière.

Toujours dans le second chapitre de cette troisième partie, il sera question de décrypter les rapports possibles entre l'émergence des nouvelles formes de solidarités et de complémentarité entre les groupes et les réseaux, d'un côté, et la réduction progressive des investissements publics et le processus de désengagement apparent de l'appareil économique étatique, d'un autre côté. Ainsi, il sera question de comprendre la relation entre la résurgence des identités tribales et l'accès aux ressources dans le contexte des économies globalisées marquées par le recul des possibilités de redistribution de l'Etat-Nation et la précarisation de pans entiers de la société. On essaiera de répondre à la question si la tribu, dans sa configuration réactualisée au sein de la J'farra, est susceptible d'assurer un degré de flexibilité et d'adaptation aux nouvelles exigences du marché globalisé lui permettant d'intégrer, au sein des réseaux de l'économie informelle l'ensemble de la population. Il importe aussi, et tout en nous basant sur les analyses précédemment élaborées dans la seconde partie de cette thèse et relatives aux inégalités d'accès aux ressources pour les individus et les clans, d'appréhender la solidité des allégeances tribales au sein de la Confédération des

Werghemmas. Nous tenterons à travers une lecture analytique et interprétative des « affaires » de vérifier si les différenciations (de plus en plus manifestes entre les tribus et entre les membres d'un même clan) débouchent sur le démantèlement des liens sociaux ou au contraire, les moins nantis au sein des lignages j'farris, gardent un attachement aux valeurs et à l'identité du groupe. En d'autres termes, l'allégeance de l'individu à la tribu, au réseau et à son élite, est-elle conditionnée par la capacité de la tribu à offrir une certaine sécurisation pour ses membres face aux périls de la marginalisation et de la paupérisation ?

Dans ce chapitre et à l'occasion de l'exposé de l'affaire du *rabaâ* de Zouara et de celle du *souk* de Médenine, nous tenterons d'approcher le territoire aussi bien en tant que support de représentations que comme générateur d'identités. Grâce à l'analyse des événements qui sont survenus dans ces deux lieux emblématiques, nous essaierons de comprendre le sens que donnent les sociétés locales à ces « géosymboles » ou « lieux-cœurs » dans leur rapport à leur territoire, au monde et à « l'autre » et de saisir le potentiel symbolique que peut receler le territoire en tant que constructeur d'identité. Potentiel symbolique qui sera interrogé aussi dans ses formes et ses expressions spécifiques, lesquelles sont profondément imprégnées de dimensions inhérentes à l'imaginaire, aux valeurs éthiques, spirituelles et affectives.

Par ailleurs et tout au long de cette analyse des « affaires », nous garderons à l'esprit le caractère « intentionnel » des divers discours. En effet, nous tenterons, à chaque étape de notre analyse, de resituer les discours sur les identités, au sein de logiques spécifiques qui, même si elles se réfèrent à des répertoires hérités, reproduits, réactualisés à la lumière des données contemporaines, réinterprétés, manipulés ou pervertis, constituent en définitive, des discours de légitimation des actions collectives ou individuelles. Ces actions étant destinées à établir une assise territoriale exprimée grâce à l'inscription dans la concrétude de l'espace ainsi approprié de traces de représentations idéologiques et identitaires.



## Chapitre 1 :

# Les identités tribales dans les philosophies politiques des Etats

Les autorités issues des indépendances dans les deux pays sont porteuses de projets territoriaux qui se réfèrent à deux conceptions différentes du rôle de la tribu dans l'édification de la Nation. Nous exposons dans ce chapitre les conceptions respectives des deux Etats tout au long des quatre dernières décennies inhérentes à la place de la tribu et de la référence au territoire ainsi qu'aux identités particulières des divers groupes.

### 1. Le discours nationaliste tunisien : Le Sud dans le discours bourguibien.

Lors de ses multiples déplacements dans le Sud tunisien, le président Bourguiba a tenu une série de meetings et de réunions où il a exposé ses vues et conceptions de l'édification de l'Etat unitaire de l'indépendance, de « *l'insertion des tribus (j'farries) dans la Nation* » ainsi que de la lutte contre toutes les formes de dissidence, de conservatisme et de communautarisme. Le discours de Bourguiba jouissait d'une véritable puissance performative susceptible de réifier les sujets et de leur donner corps. A ce propos, L. Pierrefont-Decock constate, en analysant la structure discursive de ces textes de Bourguiba que, « dans la marche des événements, le réel n'a parfois que peu de poids et s'efface derrière une réalité projetée et sublimée par le président. Pour le président et l'assistance, le discours procède d'un autre temps, d'une négation permanente du présent et d'un futur donné comme certitude. L'Etat bourguibien joue avec le ou les temps en tentant de faire coïncider deux temporalités distinctes : celle de la construction politique de la Nation et celle de sa construction culturelle. Dès lors, même le passé peut être malmené, l'histoire confisquée et la société dépossédée de sa mémoire qui doit, à tout prix, devenir nationale » (Pierrefont-Decock, 2001).

Depuis son arrivée au pouvoir, la construction d'une Nation unie autour du leader historique est devenue un thème récurrent des discours prononcés par le président Bourguiba, notamment lors de ses déplacements dans le Sud. Il tente, à travers la mobilisation de symboles forts puisés dans le registre religieux ou khaldounien de sacraliser l'œuvre d'unification et d'intégration des diverses communautés appelées à renoncer à leurs particularismes. S'adressant aux populations du

Sud et de la J'farra en particulier, le Leader rappelle le rôle des tribus locales dans la *fitna* (discorde) yousséfiste<sup>381</sup> en mettant en exergue le traumatisme subi par le corps de la Nation entière et par conséquent la nécessité pour les Werghemmis de s'absoudre de cet épisode douloureux de l'Histoire. Dans son ouvrage intitulé « *Maghreb, la traversée du siècle* », J. Bessis consacre un chapitre au rôle des tribus j'farries dans le soulèvement yousséfiste des années 1954/1956. L'auteur conclut que ce soulèvement a constitué « *une guerre civile qui revêt des dimensions d'un soulèvement rural à l'échelle du pays tout entier et surtout dans le Sud où le discours yousséfiste a été très écouté et où les gens sont restés à l'écart des débats d'idées de la ville* » (Bessis, 1997).

La Nation, pour Bourguiba est « *la figure de l'unité par excellence, une forme suprême de communion, en conséquence de quoi les groupes sociaux et ethniques doivent former un bloc sans failles. Elle est le cadre identitaire suprême* » (Leyssir, 1997). Le lien d'allégeance nationale doit désormais supplanter toutes les divisions existantes qu'elles soient tribales ou régionales. Lors de son discours prononcé à Médenine le 11 avril 1959, le Leader déclare à l'attention des responsables locaux de la région : « *la Nation doit apporter un cadre de solidarité qui transcende les divisions* ». Dans ce discours, Bourguiba a mis l'accent sur « la nécessité d'édifier un Etat au-dessus des anciennes appartenances, susceptible de constituer le creuset d'une culture nationale commune ». Grâce à une re-sémantisation volontariste des symboles historiques du pays et à une relecture particulière des périodes de grandeur et de décadence passées, Bourguiba s'employait, dans ses discours, à dénoncer les « velléités sécessionnistes tribales et régionales » responsables, selon lui, de tous les maux ayant conduit le pays au déclin (Ayachi, 1997)<sup>382</sup>.

---

<sup>381</sup> Le mouvement yousséfiste tient son appellation de son inspirateur Salah Ben Youssef, un temps secrétaire général du Néo-Destour. Ce leader a joué un rôle de premier plan en 1948 lorsque Bourguiba choisit l'exil. Sa présence sur le terrain lors des insurrections armées et des grandes manifestations ainsi que ses rapports avec la guérilla du Sud (et notamment les insurgés des tribus werghemmies ; Zorganes, Dghahgras, Ouled Chehida et Ouled Dabbab) lui ont assuré un prestige parmi les dirigeants nationalistes. En 1954, il dénonce les accords d'autonomie interne et revendique le retrait immédiat des troupes françaises avant toute négociation. En 1955, il est exclu du Parti par Bourguiba et la majorité de la hiérarchie destourienne qui ont jugé opportun d'écarter ce leader charismatique. S. Ben Youssef refuse alors le désarmement des insurgés et ordonne la poursuite de la lutte armée qui, désormais, oppose dans les montagnes du Sud les hommes armés des tribus werghemmies aux premières unités de la Garde Nationale (recrutées essentiellement parmi les goumiers de l'armée beylicale et coloniale). La J'farra a été le théâtre des plus douloureux épisodes de cette guerre fratricide. Echappant à une arrestation en Tunisie, S. Ben Youssef se réfugie en Allemagne où il est assassiné en 1961 (Belkoudja, 1998).

<sup>382</sup> Selon Bourguiba, l'Histoire nationale a pour fonction de s'efforcer de montrer que, depuis les origines, la division du peuple est à la cause du déclin des différents pouvoirs. Le président aimait à répéter que « *ce pays, à travers les siècles, a accédé aux plus hauts degrés de civilisation et de puissance, mais chaque apogée n'a pas été suivie par la totalité de la population. Le processus de déchéance des principales dynasties ayant marqué l'âge d'or du pays avait été amorcé, presque de manière cyclique, par la défection des régions périphériques, par celles des collectivités revendiquant un statut particulier et,*

1.1. La J'farra et le « Combattant suprême » : Werghemma comme archétype de la « décadence » et de « l'anarchie ».

Après l'indépendance du pays, le projet politique de Bourguiba est de faire accéder la Tunisie au « concert des nations développées » grâce à un processus radical de transformations des structures sociales et des mentalités<sup>383</sup>. Nous relevons dans le discours bourguibien inhérent à sa conception de la nation tunisienne une représentation binaire de celle-ci : la société tunisienne telle qu'elle existait (avant l'œuvre de développement) et la société telle qu'elle devrait être selon lui (une fois développée grâce à son projet politique et social). A plusieurs reprises et à l'occasion de multiples discours prononcés dans le Sud notamment, le Leader oppose, dans un face à face contrasté, la situation héritée selon ses propos de « l'ère de la décadence et de l'anarchie » à la période d'avènement de l'unité et de l'essor. Il identifie, au passage, la trajectoire que devrait emprunter l'œuvre de changement radical des structures sociales dans laquelle la Nation est appelée à se mobiliser et à se définir (Ben Achour, 1987).

Cette conception dualiste demeure stable manifeste tout au long de la période pendant laquelle le « Combattant Suprême » est au pouvoir. En témoignent la teneur de ses discours et les actions symboliques auxquelles il a recours pour conférer une dimension concrète (et souvent agressive) à son discours<sup>384</sup>.

---

surtout des groupes tribaux ». M. Boulifa pense que la dimension idéologique de cette version de l'Histoire est évidente et constitue l'expression d'une conception centralisatrice de l'Etat. (Boulifa, 1998).

<sup>383</sup> Le radicalisme de la position de Bourguiba face à la question de l'impératif changement des mentalités est commentée en ces termes par J. Abdelkafi : « *Le président condamnait l'incapacité des mœurs (des Tunisiens) à évoluer et aux mentalités de se transformer, il dénonçait aussi les discours sur le fatalisme musulman et les théories (colonialistes) socioéconomiques de l'indéginat. Il a fait du progrès la nouvelle religion nécessaire à la modernisation de l'espace et de la société, récusant ainsi l'idéal conservateur des élites traditionnelles. Le volontarisme politique du leader ne s'embarrassait ni des contingences sociales ni des formes juridiques et se manifestait par des gestes de transgression des usages et des normes. Les militants néo-destouriens, exhortés par leur leader, se sont employés en effet, toutes affaires cessantes, à refaçonner les territoires traditionnels : les ghorfa du k'sar de Médenine sont détruites, les sanctuaires des zaouïas transformés en sièges du parti (à l'instar de Saïda Mannoubiya à Tunis) et la célèbre mosquée de Sidi Mehrez à Tunis est dépouillée de ses parures de céramique. Tout indique que le legs historique, les valeurs traditionnelles et les symboles identitaires ou religieux sont délibérément bousculés, voire violents* » (Abdelkafi, 2001) .

<sup>384</sup> Lors de notre entretien avec Hadj Abderrahmane Ben Fadhl Chawatt El Kraïni, ancien *mazgri* et chef tribal du lignage des Kraïni, (à Ben Guerdane le 16 juillet 2007), il nous a rapporté que, lors de la visite du *zaïm* à Médenine, et juste après son discours à l'ancienne résidence du Commandant militaire des Territoires du Sud, il avait intimé l'ordre aux militants des cellules *destouriennes* de démolir immédiatement les tentes des nomades qui campaient à proximité des *ksours* afin « d'éradiquer à jamais ces vestiges des temps de l'obscurantisme et de l'anarchie ». Les femmes qui étaient venues l'implorer afin qu'il reporte cet ordre ont été sommées d'enlever leur *bakhnoug* (large voile rouge couvrant la tête) avant d'accéder à la salle des audiences.

Cette architecture dualiste du discours bourguibien est présentée par M. Camau (1972) sous la forme d'un tableau qui met en parallèle les « états des sociétés » ancienne (héritée du colonialisme et de la période beylicale) et nouvelle (celle de l'Indépendance).

ETAT DE LA SOCIETE ANCIENNE (HERITE DE LA COLONISATION)	ETAT DE LA SOCIETE NOUVELLE (PROJET DE L'INDEPENDANCE)
Archaïsme	Modernité
Sous-développement, arriération	Développement et civilisation
Ombres, ténèbres et obscurantisme	Lumières
Isolement, éclatement et dispersion	Groupement, villes et villages
Bestialité	Humanité
Temps cyclique, expansion et déclin	Temps linéaire et développement
Prophétisme	Réflexion et action
Conservatisme religieux	Islam moderne et réinterprété
Superstition, maraboutisme et magie	Ijtihad et rationalité
Tribalisme et régionalisme	Unité nationale et civisme
Conflits et idéologies	Paix et consensus social
Tribus, clans et confréries	Parti et organisations nationales
Notables, chouyoukhs et chefs traditionnels	Elites nationales
Classes sociales	Catégories nationales
Corruption et plaisirs <sup>385</sup>	Raison, science et technique
Lois et juridictions coutumières	Ordre et unité des juridictions
Esotérisme et science occulte	Information et verbe présidentiel
Rang social et hiérarchie	Mérite
Nomadisme et pastoralisme	sédentarisation et agriculture
Solidarité tribale et Aqabiya	Solidarité nationale et fusion dans l'identité de l'Etat

M. Camau, « *Discours politique de légitimité des élites tunisiennes* », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1971.

Toutefois, le discours bourguibien relatif au projet de modernisation de la société n'était pas empreint de la même virulence lorsqu'il s'adressait aux populations de certaines régions de Tunisie. Il marquait des différences de forme et de contenu selon les régions et souvent aussi selon les contextes. Ainsi, Bourguiba ne condamnait pas certaines attitudes et pratiques régionalistes

<sup>385</sup> Ce que Bourguiba se plaisait d'appeler le syndrome de Grenade et qui a été (selon la conception des historiens classiques de l'Islam) à l'origine de la décadence de l'Andalousie et de sa perte.

fréquentes dans les régions du Sahel ou de Tunis. Le Leader considérait que les populations des diverses régions du pays étaient impliquées de manière différenciée dans le processus de modernisation de la société tunisienne. Elles vivaient dans des temporalités différentes et inscrivaient leurs actions dans des registres distincts de l'historicité (Baschet, 2001). La J'farra, selon Bourguiba, porte « *les traces les plus manifestes de l'état d'avant l'Indépendance et s'y attachait* ». Selon M.N Boutaleb, cette « perception bourguibienne de la J'farra » constitue le socle de la plus virulente des critiques de la part des responsables et des élites nationales nouvelles qui soutenaient que la J'farra en particulier et le Sud en général, étaient démunis des moyens et des opportunités de faire face aux impératifs de l'œuvre de modernisation (Boutaleb, 2001).

Nous relevons dans le discours originel des premières années de l'Indépendance en Tunisie l'idée fondamentale selon laquelle la Nation est une et engagée dans un projet commun<sup>386</sup>, mais elle est aussi double dans la conduite de ce même projet. Si le discours du Président sur la Nation reste dominé par une rhétorique unitaire, celui réservé à l'œuvre de modernisation est marqué par une différenciation entre les régions du pays. Dans ce dernier, les régions de la Tunisie ne sont pas positionnées à l'identique dans la trajectoire du développement (Bras, 2006). Cette altérité est territorialement nommée, caractérisée et désignée par le « Sud »<sup>387</sup>. Elle positionne le Sud au plus

---

<sup>386</sup> Le Leader considérait la Tunisie plus comme un projet à entreprendre qu'une réalité achevée. Selon lui, l'homme tunisien vit au quotidien dans un enchevêtrement de solidarités et de temporalités différentes qui constituent des territoires particulièrement marqués. Ces territoires (aussi bien dans leurs dimensions géographiques que mentales) constitueraient ainsi, autant de lieux identitaires circonscrits, avec leurs propres logiques internes, parfois en complémentarité et souvent en rivalité. A ce propos, M. Camau s'interroge sur les capacités de l'Etat beylical ayant précédé le Protectorat -et qui a donné, dans une large mesure, la configuration territoriale actuelle du pays- à structurer l'ensemble des communautés et avance l'hypothèse que cet Etat pré-colonial ne constituait qu'une entité particulariste parmi les autres composantes du pays qui, certes, les dépasse par sa puissance, mais qui reste dépourvue de toute supériorité (Camau, 1989). Cette approche, bien qu'étayant le discours bourguibiste qui revendiquait la paternité de l'œuvre d'unification de la « mosaïque de micro-sociétés », a été violemment réfutée par les représentants de l'élite issue de l'Etat de l'indépendance qui, en s'adressant aux penseurs occidentaux, arguaient de l'ancienneté de la Nation et de son territoire. Ainsi, dans son ouvrage consacré à Bourguiba, M. Sayah présente la question avec une toute autre lecture politico-historique ; il qualifie en effet l'œuvre unificatrice des communautés et des territoires par le Leader comme étant « *la réalisation d'une aspiration immanente à une nation que les colonisateurs de tous horizons ont essayé de subdiviser et de morceler* » (Sayah, 1987). Nous sommes ici devant une sorte de double-discours caractéristique de l'élite tunisienne des premières années de l'Indépendance. D'un côté, la condamnation de fragmentation de la société du temps des beys sert de justification à l'organisation centralisatrice et autoritaire de l'Etat indépendant, et d'un autre côté, l'affirmation de l'existence d'une Nation unifiée depuis des siècles constitue un fondement de la pensée nationaliste.

<sup>387</sup> S'agissant d'un récit fondateur de la Nation, cette altérité caractéristique s'est avérée lourde de conséquences sur les représentations identitaires et les politiques publiques jusqu'à nos jours. A ce propos, nous citerons le récit de Cheïkh Belgacem Ben Mosbah Aounalli, un des chefs tribaux de la confédération wrghemmie recueilli à Beni Khedache le 22 septembre 2006. Ce cheïkh nous a appris que lors de la visite du ministre de la défense M. Behi Ladgham à Médenine en 1963 (la date exacte ne nous a pas été précisée), celui-ci avait réuni les responsables locaux et leur avait expliqué que « *le Sud constituait certes une partie intégrante du territoire national et qu'il avait droit à tout la sollicitude de l'Etat, mais que les*



bas de l'échelle de développement puisque démunie de « potentialités humaines ». A ce titre, le Sud devrait subir une série de politiques volontaristes de développement, émanant le plus souvent de l'autorité centrale et destinées à permettre son insertion dans le giron national.

Les contraintes et les faibles potentialités du Sud, telles qu'énoncées par l'Etat de l'Indépendance, seraient surmontées et le hiatus entre cette région et le reste du pays serait comblé « grâce à la sollicitude du Zaïm » (Bettaïeb, 1998)<sup>388</sup>. En effet, ce Sud si différent, lointain, politiquement immature, économiquement arriéré, géographiquement éclaté et socialement ramifié en tribus et clans, selon la représentation officielle, constitue un péril qui pèse sur la synthèse nationale et l'édification d'un Etat moderne à partir d'une « poussière d'individus » (Bettaïeb, 1998). Cette altérité et cet état de persistance des retards justifient, dans la logique officielle, la nécessité du leadership bourguibien. Selon ce discours, seul le Président, par ses liens historiques, par sa compréhension personnelle du Sud est capable d'écarter les risques de division ou de sécession, de résoudre les conflits et de dépasser tout mécontentement (Timoumi, 1995).

Le leader Bourguiba a à plusieurs reprises dénoncé l'ignorance réciproque qui caractérisait les rapports entre cette partie du pays et les responsables nationaux et appelé à une meilleure connaissance des réalités afin de réussir l'œuvre de développement. Ainsi, dans son discours de Ben Guerdane du 3 décembre 1958, il déclare : « *Nous nous imaginions ces régions (du Sud-Est) comme des portions inaccessibles du territoire* ». Il réitère ce constat de méconnaissance lors de sa visite à Médenine le 31 octobre 1966, affirmant à cette occasion que : « *Les populations des frontières sont certes vigilantes et loyales, mais qu'elles entretenaient souvent une relation problématique, incertaine et non consolidée au centre. La situation géographique de cette région la tenait éloignée du pouvoir central auquel elle n'était pas rattachée par un lien organique puissant comme le reste des provinces. Les populations du Sud et de cette région en particulier (Médenine) vivaient pratiquement seules, indépendantes et à l'abandon* ».

A l'occasion de ses tournées dans la J'farra, Bourguiba ne manquait pas une occasion pour poser la question du lien social et de la nécessité d'une « homogénéisation » des structures. Il

---

*habitants de cette région ne devaient pas oublier que la Nation entière allait consentir des sacrifices afin de permettre à ces contrées arriérées de combler leur retard. En contrepartie, les tribus se devaient d'oublier leurs pratiques anarchistes et qu'il leur fallait s'atteler au travail de la terre qui constitue la qualité essentielle des autres régions. Le sous-développement du Sud n'est pas une question de sous-équipement, mais d'aptitude au développement et de dépassement des anciennes pratiques. Dans le Sud, la tare n'est pas dans la terre, mais dans les têtes ».*

<sup>388</sup> Selon M.N. Boutaleb, « le système politique bourguibien a tendance à évacuer les conflits sociaux en faisant prévaloir les périls sur les intérêts supérieurs de la Nation et en déléguant au Président le rôle de résorption des antagonismes » (Boutaleb, 2002). J.P. Bras rejoint cette approche du rôle de Bourguiba et considère que l'évacuation des conflits sociaux en faisant appel à la personne du Président constituait « le point aveugle du système politique tunisien qui empêche toute approche pluraliste des situations et articule toute régulation des conflits autour de la personne du chef de l'Etat » (Bras, 2006).

déclare, à propos de la persistance du mode d'organisation tribale et de la mobilité bédouine dans le Sud-Est, qu'il juge potentiellement dangereuses : *« Il n'est pas exclu que les criminels se recrutent parmi cette population flottante, sans attaches, sans état civil et qui échappe au contrôle des autorités responsables »*<sup>389</sup>. Ce « danger » serait, selon Bourguiba, plus périlleux notamment aux abords des agglomérations. Dans ce cas, les villes « organisées » et contrôlées seraient soumises à l'anarchie envahissante des populations nomades<sup>390</sup>. A ce propos, il déclare dans son discours à Sfax, le 1<sup>er</sup> décembre 1968<sup>391</sup> *« Il est inconcevable qu'une ville puisse vivre et prospérer avec un arrière-pays désertique. Une telle conjoncture expose le projet urbain à des dangers mortels. La ville (nous estimons que ces propos concernaient Sfax) est asphyxiée par l'afflux de populations bédouines qui constituent pour elle et sa population une charge trop lourde à supporter. Ce ne sont pas les aumônes qui vont résoudre les problèmes de cette population déshéritée qui s'agglutine dans les faubourgs ou s'entasse dans la médina jusqu'à sa gourbification »*.

Bourguiba considère qu'une intégration éventuelle de ces populations issues du Sud exigerait une homogénéisation des modes de vie, soit en d'autres termes, l'abandon du nomadisme et de son organisation tribale. Cette conception de l'intégration est exprimée dans le discours du 18 juin 1959 prononcé à Jemmal<sup>392</sup>, Bourguiba y déclare : *« Ces populations (bédouines), qui durant des siècles, ont vécu en marge de la société organisée sont désormais présentes dans la proche banlieue des villes. On peut les rencontrer au voisinage des agglomérations. On les trouve souvent, installée autour de maisons acceptables, groupées dans leurs gourbis, leurs tentes et leurs huttes comme dans le fin fond de l'Afrique ou dans les îles perdues du Pacifique »*.

Pour le leader, c'est le nomadisme qu'il faut combattre pour parvenir à une intégration harmonieuse des populations du Sud dans la nation. (Leyssir, 1997). Bourguiba le dénonce systématiquement lors de ses multiples déplacements dans le Sud. A Beni Khedache, le 31 octobre 1966, il affirme : *« Il n'est de civilisation que dans le peuple sédentaire. Il est nécessaire de fixer les hommes sur la terre dont ils vivent. Il faut les arracher à la misère d'une vie nomade,*

---

<sup>389</sup> Discours prononcé à Carthage le 7 octobre 1958.

<sup>390</sup> Pour étayer sa position, Bourguiba n'hésitait pas, souvent de manière excessive, à faire appel aux thématiques khaldouniennes empreintes de méfiance à l'égard des populations nomades.

<sup>391</sup> Ce discours prononcé à Sfax, métropole du Sud tunisien, faisait suite à une série de heurts entre les populations fraîchement sédentarisées dans la périphérie de la ville et les forces de l'ordre, notamment dans les douars des *Agareb* et *Malajî* majoritairement peuplés d'anciens nomades issus de la région de Médenine et du pays de l'*Aaradh*. Les hostilités ont éclaté, probablement, à la suite de la confiscation du cheptel et des rafles massives destinées à l'incorporation des jeunes dans l'Armée.

<sup>392</sup> Petite ville du Sahel ayant accueilli les vagues de sédentarisation des tribus *Souassi* et *J'lass* et ayant connu une série de heurts, notamment entre originaires de la région et nouveaux arrivants lors du recrutement des ouvriers occasionnels sur les chantiers étatiques (chantiers de lutte contre le sous-développement).

*constamment occupée par la recherche des pâturages. S'il pleut, aucune inquiétude pour le troupeau. Mais que la pluie ne vienne à manquer, et les pérégrinations recommencent. La raison en est que la terre est incapable de fixer l'homme. Entre eux, le lien demeure toujours précaire ».*

En évoquant le rapport entre la terre et l'homme dans le Sud, le Président fustige par sous-entendus le nomade incapable d'édifier un projet d'avenir. Même cause, même discours ou presque. A Remada, le 1<sup>er</sup> novembre 1966 : *« Le bédouin vit au jour le jour. Il ne recueille aucun enseignement d'expériences vite oubliées. Il n'a aucun souci du lendemain. Il ignore la stabilité. Il suffit d'un changement des conditions climatiques pour que s'étirent à perte de vue sur les routes ces caravanes de nomades avec le déballage hétéroclite des tentes et des piquets sur les dos des dromadaires, des grappes de poulets se balançant aux flancs des ânes, tandis que les femmes suivent nu-pieds. Où vont-ils ? Ils ne le savent même pas ».*

Sur sa lancée, le Président use parfois de comparaisons émaillées de connotations régionalistes. Il confère un rôle marginal aux populations du Sud dans la lutte de libération nationale et la participation à l'édification de l'Etat comparativement à l'apport qu'il juge décisif des populations du Sahel<sup>393</sup>. Ainsi, lors d'un rassemblement dans la J'farra, à Beni Khedache, il déclare devant l'assistance : *« Ici, ces populations sont perchées si haut, dans leur nid d'aigle, dans ces repaires inaccessibles, alors qu'à l'opposé, dans le Sahel, on trouve des agglomérations tous les trois ou quatre kilomètres. Dans ces localités (du Sahel), les populations se montrent plus ouvertes au progrès et ont été à l'avant-garde de la lutte pour l'indépendance »*<sup>394</sup>. En mettant l'accent sur la prééminence du « modèle sahélien » d'organisation de l'espace, le Président stigmatise les résistances incompréhensibles, à son avis, dont font preuve les populations du Sud face aux actions civilisatrices de l'Etat. Il déclare à Remada le 1<sup>er</sup> novembre 1966 : *« On se demandera toujours comment des hommes dans cette région (J'farra méridionale), perchés sur ces montagnes, dans cette nature désolée, ont pu mener si longtemps une existence de fauves ».*

L'obsession territoriale de Bouguiba et son incompréhension des résistances qu'il décèle chez les populations du Sud et de la J'farra en particulier vont l'amener à adopter une démarche visant à plier à sa volonté les nomades. A ce propos, il déclare : *« L'errance ou la tanière, ce n'est plus possible à notre époque. Le nomadisme qui se caractérise par le transport de toute la famille et du patrimoine sur un dromadaire ne sera plus toléré »*<sup>395</sup>. Pour permettre le passage du nomadisme à la sédentarisation, le Président a opté pour la coercition. Il affirme avec force que : *« Les populations des grottes sont priées de descendre dans les plaines et les tribus de se regrouper*

---

<sup>393</sup> Le président Bourguiba, à l'instar de la majorité des cadres de l'Etat de l'indépendance, est originaire de Monastir, ville moyenne du Sahel.

<sup>394</sup> Discours de Beni Khedache, le 31 octobre 1966.

<sup>395</sup> Discours de Remada en date du premier novembre 1966.

en villages. Sinon, elles n'auront plus droit à l'eau, à l'électricité, à l'école et elle se verront confisquer leurs terres <sup>396</sup>».

## 1.2. Intégration nationale et lutte contre le tribalisme dans la J'farra : de la violence du verbe à l'éradication des lieux-symboles.

Associant nomadisme et tribalisme, le discours officiel du nouvel Etat n'hésite pas à adjoindre à la menace de sanctions la violence symbolique du verbe et même de l'acte en visant tout particulièrement la tribu. Les autorités de l'Indépendance considéraient depuis l'avènement du nouvel Etat que le nomadisme et le tribalisme – aspects archétypiques du Sud en général et de la J'farra en particulier - constituaient les principales causes des difficultés que rencontraient le projet de modernisation sociale et d'édification territoriale dans la région<sup>397</sup>. Au niveau discursif, le rôle des tribus est connoté de références à l'Histoire de manière négative. Le tribalisme est associé à la dévastation de la civilisation, au déclin et au pillage<sup>398</sup>. Il est synonyme de fatalité et

---

<sup>396</sup> Ce discours a été prononcé à Tataouine au milieu des années soixante (la date exacte ne nous a pas été communiquée par notre interlocuteur, El Hadj Khelif Ben Essayah Khemira El Mgalbi). Celui-ci nous a précisé : « *A cette occasion, le zaïm avait proposé une reconversion des habitations troglodytiques de Tataouine et Matmata en curiosités folkloriques destinées aux touristes étrangers, à l'instar des Français qui faisaient venir des visiteurs dans ces régions pour leur faire découvrir un paysage et un mode d'occupation du territoire qui remonte à l'âge de la pierre et se rapproche de l'habitat animal* ». Selon les termes de notre interlocuteur, « *Les mots du zaïm nous ont fait croire que nous n'étions plus que des objets d'un grand dessein auquel nous ne devons apporter aucune contribution ; nous étions le fardeau de la Nation* ».

<sup>397</sup> En vérité, coexistaient deux discours contrastés sur la question tribale, chacun à un moment de la carrière politique de Bourguiba. En effet, si le Leader s'est adressé en termes valorisants aux tribus du Sud en les qualifiant de sentinelles de la Nation lors de la sédition yousséfiste, il a tenu un autre discours quand il a dénoncé le tribalisme à la suite de l'écrasement de cette même dissidence. Commentant ce retournement, H. Timoumi attire l'attention sur le fait que la pensée bourguibienne reste profondément imprégnée de l'approche khaldounienne et surtout, de l'influence exercée par le géographe E. F. Gautier. Ce dernier écrivait : « *Dans nos histoires nationales européennes, l'idée centrale est toujours la même ; par quelles étapes successives s'est constitué l'État, la Nation. Au Maghreb inversement, l'idée centrale est celle-ci : Par quels enchaînements de fiascos particuliers s'est affirmé le fiasco total* ». H. Timoumi, dans son ouvrage consacré au rôle des campagnes dans la lutte de libération nationale, affirme que la question de l'État hantait les réflexions des hommes politiques maghrébins au cours des années 1960. Il s'agissait pour eux de relever le défi que leur avaient lancé les savants coloniaux qui niaient la capacité des Maghrébins à accéder à l'État-nation. Pour l'auteur, la tribu a, certes, constitué une arme redoutable dans l'action violente anti-colonialiste et a été mise à profit par les leaders nationalistes en Tunisie pendant la phase de lutte décisive (années 1952 à 1955). Mais cet inestimable apport a été relativisé à la suite de l'accession à l'indépendance et les tribus ont été sommées de remettre les armes et d'obéir au nouvel ordre établi (Timoumi, 1995).

<sup>398</sup> Les termes arabes utilisés sont chargés d'une grande violence : Dévastation (*fassad* qui est aussi équivalent à corruption), déclin (*Inhitat* qui peut signifier aussi décadence et bassesse) et pillage (*nahb*). Toutefois, c'est le terme de *jahiliya* qui a eu l'effet le plus dur sur les populations du Sud. Ce terme est polysémique, puisqu'il renvoie aussi bien à une notion de temps révolu très ancien et surtout à l'ignorance (*jahl*). Ainsi, les populations du Sud sont-elles identifiées aux tribus arabes ayant combattu le message de



de facteur actif de la circularité de l'histoire, laquelle ramène inlassablement les sociétés « *au temps révolus, à la situation des Arabes antéislamiques et à celle de la Nation sous la colonisation* ».

La lutte contre le tribalisme s'est aussi déroulée, dans une large mesure, sur le registre symbolique des dénominations et des postures. Les autorités de l'Indépendance ont décidé de débarrasser les appellations des hommes et des lieux de toute référence ou connotation tribales. Dans un discours prononcé à El Hamma, Bourguiba déclarait : « *Plutôt que de tenir à la communauté des ancêtres, comme c'est le cas des Ouled-Debbab ou Ouled-Chehida, les liens doivent se référer à la terre. Il n'est plus toléré dans notre Etat de s'appeler Beni ou Ouled ni de s'identifier aux anciennes dénominations de Caïdat des Werghemmas ou des Hmammas. A partir de ce jour, nous avons substitué à ces Caïdat, les gouvernorats comme ceux de Médenine ou de Gabès* »<sup>399</sup>.

Lors de l'installation des nouveaux services de l'état-civil dans les arrondissements municipaux du Sud, le pouvoir issu de l'Indépendance a même décidé d'imposer systématiquement aux personnes qui venaient s'y inscrire des noms où la référence tribale est littéralement effacée. A ce propos, le Président Bourguiba déclare lors de sa tournée de 1959 : « *Les personnes appartenant à ces tribus ne portent pas de noms de famille. Leur identité est faite de références à leurs ascendants. Des délais seront accordés aux intéressés pour choisir des noms de famille sans se laisser arrêter par des considérations tribales ou de parenté. Il n'y a plus de place pour la tribu* ».

L'acte le plus symbolique et qui dénote aussi de la violence avec laquelle l'identité tribale a été vigoureusement combattue au nom de la modernité et de la nécessaire fusion dans le corps de la Nation est la démolition-éradication du *k'sar* de Médenine par les autorités locales en 1969<sup>400</sup>.

---

l'Islam, alors que les élites du nouvel Etat, citadines et porteuses d'un projet civilisateur, sont assimilées à la communauté des premiers Croyants.

<sup>399</sup> Discours du leader Bourguiba à El Hamma de Gabès (considérée comme le fief traditionnel de la puissante tribu des Beni-Zid), le 24 novembre 1958.

<sup>400</sup> Nous avons recueilli le témoignage d'une personne ayant assisté à l'opération démolition du *k'sar* et aux divers épisodes de négociation avec les autorités locales. Notre interlocuteur Hadj Nasr Ben Mabrouk Bettaïeb El Maztouri (rencontré à Médenine le 3 septembre 2007), nous a relaté les péripéties de l'opération et notamment le refus de toute concession de la part du gouverneur de l'époque d'ajourner cet acte. Le responsable lui avait expliqué : « *Qu'il estimait indispensable la démolition de ce k'sar, une telle opération serait susceptible de contribuer à asseoir définitivement l'autorité de la République* ». Hadj Nasr ajouta in fine : « *Je n'ai pas pleuré ma mère, je ne me rappelle pas avoir eu des larmes lors du décès de mon père, mais j'ai ululé de douleur (nahib) lorsqu'ils ont abattu notre ghorfa. Si j'avais eu des ongles, je me serais lacéré les joues comme les femmes (nadb). Nous n'avons pas su défendre notre k'sar comme des hommes, quelle honte à le pleurer comme des femmes ?* ». Cet entretien a constitué l'un des moments les plus douloureux de notre recherche.



La J'farra a constitué dans le discours bourguibien un paradoxe fondamental. D'un côté, la loyauté à l'Etat de la confédération Werghemma est nécessaire à la consolidation de sa légitimité. En effet, les Werghemmis vivaient sur les confins imprécis du pays, sur des terres qui n'ont pas été rattachées au reste des provinces du protectorat et qui obéissaient à un statut spécial (les Territoires militaires du Sud) caractérisé par une sujétion renforcée et un régime militaire direct. D'un autre côté, cette région fut le foyer des soulèvements les plus radicaux ; l'action politique y semblait incapable d'assurer un total contrôle des populations. Tout en craignant (ce que Bourguiba appelait) « le retour des démons de la sédition qui habitent les esprits de cette région », le Leader répugnait le recours à la force pour mater, si nécessaire, les velléités sécessionnistes des Werghemmis. Bourguiba craignait que toute action violente à l'encontre des populations ne fût interprétée par celles-ci comme la continuité de ses prédécesseurs coloniaux. Ce paradoxe s'est traduit dans les actes et les discours par des ambiguïtés. Ainsi, Bourguiba rappelait souvent aux Werghemmis leurs échecs passés. Selon lui et à l'occasion d'un discours à Médenine, il déclara : *« Tous les soulèvements de la confédération Werghemma constituent une succession d'échecs. Ils ne sont en fait, que de simples actes de rébellion face à l'autorité (beylicale) qui restent dépourvus de toute vision rationnelle »*<sup>401</sup>. Le Leader considérait l'Histoire des Werghemmis comme une suite cycle ; à la suite chaque défaite, les Werghemmis passaient d'un état de soulèvement héroïque à une situation d'asservissement et de soumission sans horizon<sup>402</sup>. Cet état d'impuissance à s'imposer face à la puissance coloniale est, selon l'avis du président Bourguiba, imputable à *« l'inexpérience politique des tribus werghemmas qui n'ont d'autres armes que le soulèvement*

---

<sup>401</sup> S'agissant du Sud, le Leader Bourguiba a souvent présenté une lecture particulière de l'Histoire. Si son sens critique parvient à interpréter de manière souvent audacieuse certains épisodes de l'Histoire du pays ou de la Nation Arabe, remettant en cause divers présupposés élaborés par d'illustres historiens (sa lecture matérialiste du sens de l'évolution historique ayant conduit à la décadence des empires islamiques contredit clairement celle des ulémas traditionnalistes qui présentent le déclin des pays musulmans comme une fatalité religieuse. Une lecture qui lui valut l'ire des islamistes et d'une large frange du clergé zeïtounien), il n'en adopte pas moins une interprétation conservatrice et statique dès qu'il s'agit des populations nomades. Cette ambivalence de sa lecture historique a conduit M. N. Bettaïeb à s'interroger sur le véritable statut que confère le leader à la population du Sud en général et aux Werghemmis en particulier. Lors de l'entretien qu'il nous a accordé à Ben Guerdane le 21 janvier 2008, il nous a confié : *« C'est comme si le Zaïm, à l'aube de l'indépendance, était en face d'un dilemme : comment fidéliser rapidement des populations qu'il sait pertinemment différentes et dotées de particularités territoriales et sociales en lui imposant une identité nouvelle calquée sur d'autres régions du pays, tout en veillant à éviter le réveil des açabiyat et de l'esprit tribal autonomiste et guerrier ? »*.

<sup>402</sup> L'exemple favori du discours bourguibien au sujet des défaites des tribus werghemmas face à l'ordre beylical est celui de la révolte de Ali Ben Ghdhahem Al Mejri, dont les Werghemmis ont été les plus fidèles alliés dans le Sud (Azzouz, 1983). L'écrasement de ce soulèvement (ayant eu lieu en 1864) a valu à la tribu des Touazines une répression sans pareil (emprisonnement et bannissement à vie de tous les chefs de clans, confiscation du cheptel et exécution des cavaliers de la faction guerrière des Rbaïaâ). Cet épisode historique a été immortalisé par le poète Mohammed Souf Al Mahmoudi.

*provoqué par l'enthousiasme irréfléchi et l'impulsion non calculée* »<sup>403</sup>. Le discours officiel dresse ainsi un profil spécifique des populations de la J'farra, lesquelles se caractériseraient par une tendance insurrectionnelle, un penchant atavique à l'anarchie et une culture de l'émeute. Le discours prononcé à Ben Guerdane, le 3 décembre 1958 met en lumière l'ambivalence de l'approche bourguibienne ; il y est en effet affirmé : « *Dans leur simplicité, ils (les insurgés Werghemmis) s'étaient une fois de plus jetés dans l'insurrection (soulèvement de 1915), et comme à chaque fois, leur tentative tournait à la débâcle et à l'extermination. Il arrive ainsi à ceux qui ne sont pas rompus aux méthodes de la lutte politique rationnelle de sauter brusquement du désespoir mortel et de la résignation la plus totale aux plus délirantes des exaltations* ». Ainsi Bourguiba, tout en reconnaissant aux Werghemmis leurs « élans héroïques dans la bataille », mettait l'accent sur la faiblesse de leur apport réel et effectif dans la lutte de libération nationale. Le Leader visait à renvoyer les tribus de la J'farra à leur « *mauvais penchants et à leur sens de la subversion qui a transformé la résistance en banditisme* »<sup>404</sup>. Plus de dix ans après l'indépendance, le leader rappelle que le risque de la subversion est toujours présent dans les têtes et dans les faits et que seule sa présence à la tête de l'Etat constitue une garantie pour la préservation de l'intégration de la J'farra à la Nation.

Nous estimons que l'œuvre bourguibienne, à l'image du discours qui l'a étayée, n'a pas pensé la Nation comme une communauté d'hommes libres mais comme un groupe en fusion soumis à un même maître. Le Président-Père de la Nation s'est posé comme le seul porteur d'une mission de renversement de l'ordre ancien avec son cortège de particularismes et de divisions tribales ou régionales. En cherchant à être l'unique incarnation de l'identité des différents groupes qui composent le pays, en démolissant certains monuments ou lieux symboliques traditionnels, en confisquant les histoires spécifiques des diverses communautés au nom d'une lecture unique du passé de la Nation renaissante, l'Etat bourguibien a miné sa propre légitimité en refusant la pluralité des particularismes.

Le modèle de l'Etat-Nation n'est opérationnel que lorsque les deux entités du couple interagissent, s'inventent et se nourrissent mutuellement ; c'est du moins ce que suggère L. Pierrefont-De-Cock. Or, l'Etat bourguibien « *a agi sur le mode de la transcendance ne laissant pas de place à l'immanence* ». (Pierrefont-De-Cock, 2001).

La logique autoritaire de l'Etat bourguibien a encouragé une attitude clientéliste de la population, qui est devenue la principale forme d'allégeance à l'Etat. En l'absence d'un véritable projet mobilisateur succédant à la lutte de libération nationale, les générations nées sous la

<sup>403</sup> Discours prononcé à Ben Guerdane par le leader Bourguiba, le 3 décembre 1958.

<sup>404</sup> Discours prononcé par le Zaïm à Médenine, le 30 octobre 1966.

République ne se sont pas reconnus dans le mythe fondateur du héros de l'indépendance. Elles ont cherché à s'identifier à des mouvements mobilisateurs mieux à même de répondre à leurs attentes.

### 1.3. La période de Ben Ali : clientélisme sélectif et interférences des réseaux proches du pouvoir dans le commerce informel.

L'autoritarisme a été le principal héritage bourguibien. Ce « mode de gouvernement » a été associé à un ensemble d'autres moyens politiques lors de la prise de pouvoir par Ben Ali. Parmi ces moyens, nous ne retiendrons ici que ceux qui ont influencé le développement de la J'farra depuis 1987.

Au cours de notre séjour dans la J'farra en novembre 2006, nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, de nous entretenir avec les hauts cadres de l'administration locale. Nous les avons interrogés sur les changements que nous avons cru déceler dans le fonctionnement et le rôle des autorités au niveau régional. Ces cadres formés à « l'école bourguibienne » dans la J'farra et qui avaient, un moment, renoncé à leur référence tribale pour participer à l'édification du nouveau pouvoir national nous ont expliqué qu'ils ressentaient durement une « perte du sens de l'Etat » aussi bien chez les responsables que dans l'ensemble de l'administration. Lors d'un entretien que nous avons eu le 11 février 2006 avec un ancien responsable du développement régional à Tataouine, aujourd'hui à la retraite, que nous désignerons par les initiales H. B. A, celui-ci nous a déclaré, à la suite d'une question relative à l'avenir de l'idée de l'Etat dans la J'farra : *« Le Zaïm n'aimait pas négocier, c'est peut-être mauvais, mais derrière cette attitude, il y avait une grande idée ; le prestige de l'Etat (haïbatou addawla). Cette idée lui était très chère et pouvait, selon lui, cimenter ce pays et ses communautés. Nos enfants et nos frères ont rejoint l'Armée et ont supporté les pires situations pour édifier cet Etat. Un Etat qui ne nous a pourtant pas donné autant qu'on espérait. C'est cette alliance de prestige et de valorisation qui nous a « attelés » à l'Etat. Or, aujourd'hui, c'est l'abandon de la J'farra qui est le seul lien avec l'Etat. En laissant les jeunes se débrouiller comme khawwata et tayout, en marge de la Loi et des institutions de l'Etat, on résout les « problèmes du ventre », mais on laisse partir à la dérive une région entière. Nous avons rêvé de voir nos enfants occuper les plus illustres postes dans l'appareil de l'Etat, à l'instar de leur ancêtre Ibnou Arafat (grand imam de la mosquée Jamaâ Zitouna de Tunis au XVème siècle originaire de la Confédération de Werghemma). Or, nous constatons qu'ils ont déserté les écoles pour aller errer sur les routes de la contrebande. L'absence de la Loi n'a pas renforcé nos liens avec l'Etat, même si elle a fait reculer le besoin ».*

Notre interlocuteur a dressé un tableau contrasté, d'un côté, l'Etat bourguibien centralisateur et édificateur, et d'un autre côté, le pouvoir de Ben Ali avec ce qu'il a désigné par : « *La manipulation de la loi et des institutions, l'étouffement de toute forme de représentation partisane, tribale ou syndicale* ». Ce pouvoir a, depuis 1987, et toujours selon notre interlocuteur contribué à « *la perte de sens du principe même de la Loi. Celle-ci est devenue un outil malléable à souhait entre les mains des responsables politiques dans la région. Nous ne sommes plus devenus les premiers défenseurs de l'Etat, mais les témoins de la dévaluation de la notion de l'Etat. J'ai personnellement assisté à l'émergence de nouvelles perceptions contradictoires et contrastées de l'Etat chez la plupart des populations j'farries. Certains y voient uniquement des structures de répression ; d'autres, les considèrent comme des moyens d'enrichissement par les principaux détenteurs du pouvoir* ».

Contrairement à la période de la présidence de Bourguiba, qui s'est illustrée par la prééminence du Verbe et l'importance primordiale accordée à la symbolique ainsi qu'à la volonté affichée de mettre l'accent sur l'émergence d'un sentiment national dans la J'farra, la période Ben Ali est marquée par une absence remarquable de contenu discursif. Néanmoins, cette absence de discours depuis 1987 a été accompagnée par « *une consolidation progressive des assises clientélistes du nouveau pouvoir, assimilable à un ensemble de règles disciplinaires, d'usage sélectif et d'application discriminatoire aussi bien socialement que territorialement. La Loi, principe fondamental d'un Etat qui se définit comme intégrateur et moderne et qui se doit d'assurer la protection de l'individu, n'est plus, désormais un socle d'organisation sociale et son contenu éthique se dissout dans l'arbitraire administratif et coercitif* ». (Khiari et Lamloum, 1999).

Lors de nos recherches, nous avons été confronté à la parcimonie des documents inhérents à la conception de la société et de la Nation, et plus particulièrement l'attitude des autorités, à partir de 1987, face au tribalisme. Faut-il y voir la conséquence de la disparition du tribalisme dans la région, ce qui conférerait à tout discours sur les particularismes locaux une dimension anachronique ? Ou bien faut-il penser que la question de l'édification d'une conscience nationale transcendant les appartenances tribales a été évacuée du projet sociétal du nouveau pouvoir ?

Nous apportons ici quelques éléments de réponse à ces questions en nous référant à nos premières observations dans la J'farra. Le développement spectaculaire des filières de la contrebande et des activités informelles est intimement lié aux mutations qu'a connues le maillage étatique politico-sécuritaire local. Celui-ci n'est plus en charge, comme par le passé, de la répression des activités illégales à la frontière, mais participe au balisage des espaces d'informalité

et les réseaux du trafic. L'application intégrale de la Loi n'est plus la règle, l'Etat semble intégrer et s'intégrer aux réseaux informels.

Nous pouvons parler d'un processus « d'informalisation du pouvoir et de l'Etat » en Tunisie. J.-F Bayart considère, à ce propos, que depuis deux décennies, les institutions sont court-circuitées par des mécanismes informels et que les lieux de pouvoir s'opacifient. Selon lui : « *La Présidence de la République apparaît en vérité comme la seule instance politique effective du pays* ». En d'autres termes, la totalité du pouvoir semble se concentrer entre les mains du Président qui fonde son autorité non pas sur un édifice institutionnel légal (aussi peu représentatif et autoritaire qu'il soit), mais « *sur un réseau informel difficilement identifiable où s'entrecroisent milieux d'affaires, relations personnelles, familiales, régionales, hauts responsables de la sécurité et conseillers aux missions imprécises* » (Bayart, 1997).

Parallèlement à ce processus d'informalisation de l'Etat, Ben Ali a tenté d'asseoir les bases d'un pouvoir marqué par l'autoritarisme et la répression politique. Désormais, l'Etat ne vise pas seulement l'éradication de toute contestation, mais cherche à éviter l'émergence de tout espace de socialisation qui ne serait pas directement contrôlé par ses ramifications.

En investissant les « marges informelles » jadis réprimées par l'Etat bourguibien, le pouvoir de Ben Ali s'est employé à tisser une série de liens susceptibles de constituer une trame des réseaux contrôlés par l'Etat. Loin de chercher l'édification d'une stratégie à même de faire fusionner le peuple autour d'un projet sociétal, le pouvoir de Ben Ali a opté pour une désocialisation de l'économie prélude à l'effritement politique des gens. Une politique qui a pour finalité d'assurer la dépendance des citoyens envers le pouvoir et d'atomiser les individus en obturant tout espace autonome d'expression et de socialisation (Hibou, 1997).

Les stratégies politiques du pouvoir de Ben Ali ne peuvent, selon nous, être approchées avec les mêmes paradigmes que celles de son prédécesseur. En effet, l'Etat-nation, qui a constitué l'objet et l'objectif de la lutte pour l'indépendance, puis ceux de l'édification du pays, ne porte plus nécessairement le même contenu ni n'est appelé à assurer le même rôle historique dans la phase de la restructuration économique libérale et de la mondialisation.

Les analyses et études relatives aux implications de l'accord d'association avec l'Union Européenne insistent clairement sur les restrictions qu'il apporte à la souveraineté telle que précédemment définie et pratiquée <sup>405</sup>. En effet, les systèmes de frontières politiques, identitaires

---

<sup>405</sup> Deux textes qui nous ont semblé particulièrement édifiants pour comprendre les finalités des accords d'association : « *Les accords euro-méditerranéens d'association et le droit de la concurrence* » de A. Bencheneb et « *Les implications de l'accord d'association sur le droit fiscal et douanier* » de N. Baccouche, tous deux parus dans « *Les Mélanges en l'honneur de M. Charfi* », Tunis, Centre de Publications Universitaires, 2001.



et sociales, plus ou moins cristallisés pendant les décennies Bourguiba, en sont profondément bousculés. La souveraineté, comprise comme « *exclusivité des compétences sur un territoire est mise à mal par l'intégration de l'économie au marché mondial* »<sup>406</sup>. Le marché intérieur, cadre de production et d'échanges circonscrit au sein du territoire de l'Etat national, se disloque avant même d'avoir atteint sa pleine cohésion interne. Les flux de capitaux et de marchandises, qu'ils proviennent de la sphère formelle ou du secteur informel, perforent l'économie locale, longtemps assujettie au protectionnisme, et désagrègent ses structures.

L'adhésion à l'OMC et l'engagement dans les divers processus d'intégration à l'économie libérale mondialisée impliquent l'affaiblissement des capacités de contrôle et de régulation de l'Etat ainsi que le renoncement direct à certaines prérogatives constitutives de la souveraineté de l'Etat<sup>407</sup>. Ce renoncement se situe à contre-sens du mouvement lié à l'édification d'un Etat fortement centralisé et se déroule en l'absence d'une adhésion populaire (Baccouche, 2001). L'altération de la souveraineté de l'Etat entraîne nécessairement la diminution de ses capacités d'intégration nationale en renforçant le processus de démantèlement de ses structures productives et de dégradation du lien symbolique et identitaire.

Cependant, ce jugement porté sur l'altération de la souveraineté est nuancé par B. Hibou, qui considère que l'Etat tunisien reste, malgré les sollicitations externes, un moteur essentiel de l'accumulation. Pour cette auteure, si l'Etat est certes moins présent dans la production, puisqu'il est engagé dans un processus de privatisation, il n'en demeure pas moins un acteur économique incontournable qui conserve d'anciens réflexes interventionnistes<sup>408</sup>. Ses choix sont largement déterminés par des impératifs internationaux sur lesquels il a peu de prise, mais sa marge d'intervention et de régulation sur le plan interne, quoique fortement entamée, demeure non négligeable. La combinaison du libéralisme économique et de l'étatisme constitue un trait structurel substantiel du régime de Ben Ali. Depuis le milieu des années 1980, le processus de libéralisation économique est autant entravé par la défense des intérêts et des positions politico-

---

<sup>406</sup> M. Chemiller-Gendreau, « *Droit international et démocratie mondiale, les raisons d'un échec* », Paris, Textuel, 2002

<sup>407</sup> Les accords bilatéraux et multilatéraux tendent à enlever aux pays « *soumis et moins égaux que les autres* », selon l'expression de B. Hibou, toute capacité de légiférer sur le plan interne en ce qui concerne les questions économiques et sociales. La loi interne recule au profit du contrat international, inégal par définition. Or ce contrat n'est pas nécessairement de nature formelle et inhérent à la sphère de l'économie officielle, mais englobe, dans certaines mesures et selon les configurations, le secteur informel.

<sup>408</sup> L'application des dispositions résultant des accords de libre-échange est souvent biaisée par certaines décisions politiques et des procédures administratives émanant d'une bureaucratie accoutumée à traîner pieds quand elle se sent menacée dans son pré-carré. L'idéologie nationaliste reste prégnante à certains niveaux de l'administration, dont la fidélité à la conception de l'Etat bourguibien reste encore vivace et ravivée par le court-circuitage des instances officielles et la montée d'un affairisme aussi ostentatoire que rapace.

économiques de l'appareil bureaucratique et des réseaux d'affaires qui lui sont associés que par la crainte de ses conséquences politiques et sociales.

Dans l'interstice du hiatus qui sépare d'un côté, la libéralisation économique déclarée (et revendiquée devant les instances monétaires et les bailleurs de fonds à grands coups médiatisés) et le protectionnisme masqué d'un autre côté, s'est développée une zone d'incertitude institutionnelle. Une zone rapidement investie par les activités informelles, les secteurs qui se meuvent à la limite de l'illégalité, les trafics et les pratiques qui contournent les lois. Les attermoissements de la libéralisation et l'érosion de l'Etat (en tant que garant de la légalité et de l'uniformité de l'environnement législatif) contribuent à l'élargissement de cette frange qui, par effet de retour, participent à l'effritement du sens de l'Etat et à la substitution, au moins partielle, d'une économie de la combine à l'économie de la production.

Cette frange attire de plus en plus les opérateurs privés qui y sont enserrés dans des réseaux de corruption et de clientélisme, ce qui leur permet de contourner les entraves administratives, d'obtenir des aménagements fiscaux, d'accéder à des subventions, de bénéficier de crédits (souvent sans avoir à les rembourser<sup>409</sup>), voire de franchir, à des « profondeurs » diverses, les marges de la légalité. Il importe à ce titre de préciser que ladite frange n'est pas exclusivement sectorielle, mais peut prendre une dimension territoriale (Bedoui, 1993).

C'est la conjonction des deux dimensions sectorielle et territoriale qui caractérise l'état actuel de la J'farra. Celle-ci est considérée par le pouvoir de Ben Ali comme une région à très faible potentiel compétitif et où l'action sociale aurait pour objectif de parer aux insuffisances structurelles. En effet, les mutations économiques (accord de libre échange et programme de mise à niveau) ont renforcé les disparités socio-spatiales en faisant du littoral oriental l'espace d'interface, de métropolisation et d'ancrage à l'économie mondiale, tandis que le reste du pays (Tunisie intérieure et méridionale) serait un espace d'assistance et d'aide<sup>410</sup>.

#### 1.4. La J'farra de Bourguiba à Ben Ali : de la répression à la concession.

Après le discours bourguibien des trois premières décennies de l'indépendance fustigeant les solidarités tribales, l'attitude l'Etat depuis 1987 vis-à-vis de la population locale va progressivement changer ; il n'est plus question de promettre l'égalité (en terme de développement) avec le reste du pays, ni d'intégration intégrale dans le tissu économique. Les

---

<sup>409</sup> S. Kolsi évalue les créances non recouvrées par les banques tunisiennes à plus de deux milliards et demi de dinars qui, pour la plupart, affectent les institutions bancaires étatiques et ont été contractées par un groupe relativement restreint d'opérateurs économiques (Kolsi, 2000).

<sup>410</sup> URBAPLAN et DIRASSET, SNAT, Tunis, 1997.

autorités locales iront même, souvent plus dans la pratique que dans le discours, jusqu'à admettre la prééminence du secteur informel. Une « parcelle » des prérogatives, jadis assignées aux cellules du parti au pouvoir, est cédée aux élites tribales. L'Etat de Ben Ali ne semble pas s'embarrasser pas de considérations nationalistes uniformisantes et ce, en évitant de soulever la question tribale ou de porter atteinte à ses symboles.

Nous évoquerons à ce propos deux entretiens que nous jugeons édifiants à plus d'un titre et qui nous ont éclairé sur cette délicate question de l'absence d'attitude officielle affichée de la part de l'Etat de Ben Ali sur la question tribale en général et les Werghemmis en particulier. Le premier a eu lieu le 11 février 2006 avec un ancien responsable du développement régional à Tataouine, aujourd'hui à la retraite. Nous le désignerons par les initiales H. B. A. Son témoignage nous a fourni des éléments de réflexion émanant d'une personne ayant fait partie de l'appareil politico-administratif sous les deux régimes.

Notre interlocuteur nous a confié qu'il n'est pas « très impliqué » dans le commerce transfrontalier. Cependant, ses propos relatifs au discours officiel de l'Etat de Ben Ali traitant de la question tribale nous ont fourni des précisions importantes. Relatant ses dernières années de service au sein du Conseil régional au développement (1991-2000), il déclare : « *Si, au moins, l'Etat (de Ben Ali) avait pris le soin de recueillir l'avis de ceux qui avaient dignement œuvré pour relever le niveau de la région dans le respect de la politique générale du gouvernement ! Si on nous avait consultés pour savoir ce que nous proposons pour améliorer l'insertion de la région dans les nouvelles orientations du pays ! L'économie étatisée n'est plus de mise, nous ne pouvons que l'accepter, c'est une fatalité mondiale, mais la contrebande et le retour des arouchiya (clanisme) n'est pas non plus la solution. L'Etat a cru bon d'élargir la consultation en s'adressant à d'anciens contrebandiers mazegriss et aux chefs des âarch. Nous avons passé de longues années à convaincre ces frères d'abandonner cette pratique de la contrebande qui portait atteinte à notre économie nationale et à appeler les gens à dépasser les clivages tribaux en les détournant des anciennes chefferies traditionnelles. Mais aujourd'hui, ce sont ceux-là même qui sont courtisés par les conseillers et la hiérarchie administrative locale. A quelle crédibilité pouvons-nous prétendre aujourd'hui ? Et toute cette nouvelle politique se passe dans des cercles fermés et opaques, rien d'officiel, aucune formalisation, sans aucun discours.* »

Le second entretien a été tenu à Tunis le 5 mars 2006 avec un représentant de la Confédération Werghemma installé dans la capitale. Selon ses propos, il s'occupe du suivi des rapports des membres de la Confédération avec les administrations centrales. Par ailleurs, il nous a précisé qu'il assurait aussi de la prise en charge des patients libyens en séjour sanitaire en Tunisie. Notre interlocuteur Hassan Ben Neji El Maztouri nous confia ce qui suit : « *La frontière*

*n'est pas un jeu, il faut des hommes pour la tenir. Quand tu donnes du dos à une porte, sais-tu si elle est bien close ? Es-tu certain que personne ne l'a franchie ? Bourguiba (Allah yarhamou, ken kbirna – Dieu le prenne dans sa miséricorde, c'était notre aîné) nous avait sommés de tourner notre dos à la frontière et à nos frères libyens. Il nous avait imposé de regarder vers la Nation, c'est bien, mais qui allait assurer le maintien de l'ordre à la frontière ? La Garde Nationale ? L'Armée ? Même la France, avec ses haydouks (terme d'origine ottomane ou hongroise désignant les supplétifs de l'armée coloniale) et ses mzerigues (troupes d'appoint recrutées pour des missions particulières de maintien de l'ordre parmi les tribus du makhzen et non armées – terme très péjoratif dans la J'farra car désignant des hommes recrutés à titre de « figurants » et ne méritant même pas la confiance de leurs supérieurs puisque ne disposant même pas d'armes-) a vécu avec une frontière qui ressemble au tamis de m'hamssa (tamis aux mailles très large). Bourguiba ne se lassait pas de nous dire que nous devons regarder uniquement vers le Nord. Il a oublié que nous avons le ventre vide et les pieds nus. En contre partie de quoi devons-nous regarder vers le Nord ? L'attente des m'rammet el beylik (chantier d'Etat) ? La gâada (La position assise ; le chômage) ? Et la honte d'être injurié par les responsables parce que nous appartenons à des âarch ? Quand on a essayé de faire du commerce avec nos frères de l'autre côté de la frontière, on a été rapidement mis à l'index, nous sommes devenus contrebandiers. Je le reconnais, les discours (de Bourguiba) nous ont éclairé l'esprit, nous ont ouvert les yeux sur nos tares, mais ils nous ont fermé les portes du travail. Avec l'avènement de l'Ere du changement (formule désignant le pouvoir de Ben Ali), nous nous sommes aperçus que le Président n'était pas très porté sur les discours, le Verbe n'est pas son point fort. Il a peut-être voulu récupérer le retard et passer à l'action en faisant l'économie des mots. Depuis 1989, nous n'étions plus obligés de tourner le dos à la frontière ni de cacher notre commerce transfrontalier. Le pouvoir sait désormais que la « porte » est bien surveillée. Connais-tu une frontière où les échanges soient aussi sains ? Tes saheb zorganes (notre interlocuteur fait ici allusion à nos amis qui nous ont accompagné lors de nos enquêtes dans la J'farra) t'ont certainement expliqué que nous respectons toujours un engagement fondamental dans nos activités : liberté de commercer, mais interdiction de porter atteinte à l'intérêt du pays et à sa sécurité. Cet engagement, le pouvoir ne l'a pas passé à titre individuel avec chaque tayout ou mazegri, il s'est concerté avec les aâmem. Depuis, ce sont ces derniers qui de chargent de le faire respecter par tous. »*

A la lumière des données recueillies, il apparaît que l'attitude du pouvoir en place depuis 1987 est dictée par un double impératif : Le contrôle de la frontière, ce qui implique une maîtrise des échanges, et par conséquent, l'interdiction de passages illicites de personnes ou de matériel susceptibles de constituer un péril pour l'ordre et l'intégrité territoriale. Le second impératif est

d'ordre social ; il est intimement lié au premier, et se rapporte à la volonté de l'Etat de permettre le développement -dans certaines limites- d'un secteur informel susceptible de resorber le chômage. En desserrant l'étau sur les activités informelles et le commerce transfrontalier au profit des groupes tribaux locaux dans la J'farra et en parachevant la privatisation des terres communautaires, l'Etat pense assurer une amélioration des conditions de vie de la population locale. Il participe ainsi la mise en place, sur une portion du territoire national, d'une « zone de dérogation aux lois », dans le but d'atténuer la revendication sociale. En contrepartie de cet « avantage » accordé aux Werghemmis, l'Etat exige une participation de ces groupes tribaux locaux au contrôle sécuritaire de la frontière.

L'Etat a saisi que les activités transnationales du secteur informel qui se déploient dans la J'farra en étant portées par les tribus werghemmies, se situent moins contre le territoire étatique que contre l'institution étatique à laquelle elles essaient d'échapper. Le pouvoir de Ben Ali a eu la conviction, que l'acceptation de son autorité par les populations de la J'farra est liée à la tolérance, de la part des autorités, envers les flux du commerce informel et au maintien d'une « zone économique spécifique » sur le territoire de la Confédération. Contrairement à l'attitude de Bourguiba, qui érigeait en dogme l'exclusivité du contrôle de la frontière par l'Etat, comme fondement de l'édification du territoire de la Nation, le pouvoir de Ben Ali a pris conscience que la frontière constitue une ressource majeure susceptible de générer des revenus pour les populations locales. Toutefois, la « valorisation » de cette région imposait une forme de partage de son contrôle avec les Werghemmis en leur reconnaissant des droits sur le territoire tribal, y compris la subversion de la frontière.

## 2. Le discours nationaliste de l'Etat Libyen et les tribus de la J'farra : instrumentalisation, clientélisme et autonomie.

Au niveau du discours idéologique, le Livre Vert reconnaît à la tribu un rôle dans la cohésion sociale de la Nation, et la considère comme premier maillon de la *oumma* qui doit être préservée et consolidée. Toutefois, les théoriciens de l'« Etat des masses » affirment que la tribu ne saurait être impliquée dans le monde politique sans courir le risque d'en être corrompue et que ses fondements soient déstabilisés (Al Hamdi, 1988). Le pouvoir révolutionnaire a longtemps fait appel au potentiel de mobilisation des tribus pour réaliser un ensemble d'objectifs politiques, notamment dans la J'farra, lors des premières années du pouvoir quand il a décidé d'affronter les syndicats ouvriers et les militants de gauche.



La tribu est présentée par les « Guide » comme la matrice des « valeurs révolutionnaires » et « l'école de la vertu », contrairement aux organisations de la société civile qui sont considérées comme favorisant la corruption de l'esprit révolutionnaire des masses (Gouider, 1983). Cette politique de mobilisation des tribus s'est accompagnée par l'octroi de largesses abondantes à leur profit, ce qui s'apparente à un système de corruption de masse (Ayubi, 1995). Toutefois, la politique d'instrumentalisation des tribus par le pouvoir révolutionnaire n'a pas fonctionné unilatéralement ; en effet, les tribus proches du « Guide », en particulier ceux de Syrte, ont réussi à monnayer leur allégeance à l'Etat. Ce dernier n'est plus considéré par les tribus comme une autorité indépendante au-dessus des groupes et responsable de l'ensemble de la Nation, mais comme l'une des composantes d'une alliance tribale (Ouannes, 1994).

Le discours de l'Etat libyen relatif aux tribus et notamment son attitude vis-à-vis de la Confédération regroupée autour des Nouaïels <sup>411</sup> se différencie selon deux moments qui tiennent à des situations politiques, économiques et institutionnelles successives. Le premier correspond à la « période révolutionnaire », qui va de la prise de pouvoir par Kadhafi en 1969 jusqu'à la proclamation de l'embargo onusien en 1992. Le second est celui des restructurations économiques et sociales qui ont accompagné la mise au ban de la Libye pendant la décennie 1992-2002, une période marquée par les premières « réformes libérales » de l'économie et d'un durcissement politique.

L'attitude adoptée par le pouvoir envers les tribus a proposé selon les périodes des thèmes relativement différents. Cette attitude a été exprimée dans les entretiens et les discours de Kadhafi <sup>412</sup>.

---

<sup>411</sup> La Confédération qui s'est créée autour des des Nouaïels regroupe aux côtés de ces derniers, les tribus des Weryemmas et des Siâânes. Bien que les terres des trois tribus soient ouvertes à tous les membres de la Confédération, il subsiste encore une certaine délimitation « interne » entre les territoires originels. En effet, les Nouaïels occupent les régions qui longent, du Nord au Sud, les sebkhas de Brigua et de Chareb. Leurs parcours couvrent les terres qui entourent les villes et villages de Zouati, Watiya et Mellaha. Les Weryemmas, quant à eux, occupent les terres situées au Sud de celles des Nouaïels. Leur territoire s'étend d'Est en Ouest, de l'actuelle ville de Hoûn aux contreforts du J'bel Nafoussa. Plus au Sud encore, s'étendent les terres de la tribu des Siâânes dont le territoire est enserré entre l'Oued Jadou et le J'bel Nalout (Tarih Charaf, 1996).

<sup>412</sup> La plupart des discours du « Guide » ont été prononcés en dialecte libyen et dans un style assez particulier. En effet, Kadhafi est connu pour emprunter ses exemples aux registres les plus divers ; ses arguments sont souvent peu rationnels et ses propos sont médiocrement structurés. Nous avons été étonné, en comparant un discours transcrit et l'enregistrement sur les ondes, de l'ampleur des modifications apportées aux propos du « Guide » dans leur retranscription en arabe. Par conséquent, nous avons décidé de ne pas nous référer à la retranscription en arabe des discours et avons pris pour documents référentiels nos traductions personnelles élaborées à partir des enregistrements.

2.1. La première période ou les « années révolutionnaires » : les valeurs communautaires tribales comme alternative à la liberté individuelle.

Depuis qu'il a pris le pouvoir, Kadhafi adopte un discours idéologique islamiste pour légitimer les institutions qu'il a créées, en puisant dans la culture libyenne tribale du « non-Etat », les éléments qui lui permettent d'inventer un régime politique spécifique (Hariri, 1985).

Son idéologie participe d'un projet de défense d'un Islam coranique, débarrassé de ce que les salâfyistes appellent les déviations et les interprétations multiples introduites par les théologiens musulmans. Elle se construit autour de l'idée d'une nécessaire revalorisation des préceptes coraniques afin qu'ils servent de socle culturel pour la société. Par ailleurs, Kadhafi prône « *la conciliation entre évolution sociale, et continuité culturelle grâce à l'ijtihad (renouveau), voie incontournable pour la mise en synergie de l'Islam et du renouveau dans la continuité* » (Djaziri, 1996).

L'idéologie de Kadhafi appelle aussi à un « *retour aux valeurs tribales qui ont su préserver le tissu social libyen* » (Assiouty, 1979). Dans son discours prononcé à Zouara, le 11 novembre 1977, le « Guide » déclara, à propos de sa conception de l'organisation démocratique de la société libyenne : « *La conjonction entre l'Islam, en tant que religion et de la tribu, en tant que structure et valeur sociale constitue le pilier de la liberté des masses* ».

Depuis 1976, date de la « Révolution des masses », Kadhafi a choisi de n'occuper officiellement aucune fonction dans les institutions politiques. Son statut est celui de « Guide de la Révolution », statut qui lui permet de jouer un rôle déterminant dans le contrôle de l'appareil d'Etat. Le « Guide » prône, dans le discours, une démocratie dépouillée des entraves du système politique classique (Gouider, 1983). Par conséquent (et théoriquement), selon lui : « *Les masses, libérées de toute tutelle exercée par des professionnels de la politique, peuvent s'exprimer et agir en toute liberté au sein d'une démocratie directe* » (Kadhafi, 1977). Cette « démocratie directe » constitue un élément fondamental de son idéologie qui consiste dans le rejet de la démocratie représentative, considérée comme une tromperie. A partir de l'année 1976, Kadhafi appelle à la mise en place d'institutions mettant en œuvre la séparation entre deux pouvoirs ; celui du peuple souverain qui exerce sa volonté au sein des congrès populaires, et celui de l'exécutif, censé exécuter la volonté du peuple souverain et appliquer les décisions prises par les congrès populaires. L'administration elle-même est placée sous la responsabilité d'une structure gouvernementale, appelée système des comités populaires, qui comporte un exécutif local, régional et national, celui du Comité Populaire Général. Parallèlement à cette organisation des Congrès Populaires (législatifs) et des Comités Populaires (exécutifs), Kadhafi a introduit un autre

pouvoir ; le pouvoir d'impulsion des grandes orientations dans le pays ou pouvoir révolutionnaire. Ce pouvoir est constitué de Comités Révolutionnaires, organisés et dirigés par Kadhafi lui-même, ils sont chargés du contrôle des secteurs clés comme le pétrole, l'industrie et la Défense. De fait, ce pouvoir révolutionnaire est hiérarchiquement supérieur aux autres pouvoirs, il échappe à tout contrôle populaire, dans la mesure où il incarne « La Révolution » et jouit d'une légitimité qui est à la fois révolutionnaire et charismatique.

Cet échafaudage institutionnel original obéit à un principe fondamental pour se maintenir : le charisme du Guide ; c'est ainsi que M. Bianco appelle « le prophétisme politique », lequel constitue, selon cet auteur, une forme de « domination » (Bianco, 1973). Pour sa part, M. Djaziri considère que ce type de pouvoir repose sur la reconnaissance, par ceux qui sont dominés, de la validité du charisme de celui qui exerce un pouvoir prophétique. Le prophétisme est donc, selon lui, une forme de relation sociale qui présuppose un dominant et des dominés, dont l'obéissance tient à la reconnaissance des « qualités extraordinaires » de celui qui commande (Djaziri, 1994). La population, désignée par le qualificatif de « communauté » et non par celui de « citoyens » n'a d'autre liberté que celle de suivre le « Guide » sur la voie de la véritable libération. Elle se caractérise par une relation de dévouement personnel des « sujets » à la cause d'un homme, et par leur confiance en sa seule personne en tant qu'il se singularise, aux yeux des adeptes, par des « qualités prodigieuses », par « l'héroïsme » ou d'autres qualités exemplaires » (Djaziri, 1994).

La liberté - dans l'idéologie de Kadhafi - repose sur une conception communautariste qui procède d'une vision homogène de la société où l'individu ne peut avoir une existence propre et autonome. Ce concept spécifique de liberté signifie unité et fusion du « Guide » et de sa communauté et non pluralisme politique, tolérance et société ouverte, où les individus sont en compétition pour l'exercice du pouvoir (Gouider, 1983). Kadhafi a constamment combattu la conception libérale de l'individu rationnel et souverain, à laquelle il oppose une conception empruntée aux schèmes tribaux traditionnels, qui valorisent les appartenances à des groupes « naturels » (le clan, la tribu). Selon lui, la liberté représente la projection d'un imaginaire social tribal et s'oppose tant à la définition de la société en classes sociales antagonistes qu'à la conception individualiste de l'organisation sociale. Dans cet imaginaire tribal ou communautaire, la société n'est pas constituée d'individus dont les intérêts pourraient être contradictoires ; il s'agit plutôt d'une collectivité dont les membres partagent les mêmes valeurs et où prime la solidarité organique (Quraïchi, 1991).

2.1.1. L'instrumentalisation de la tribu par Kadhafi : l'alliance de l'Etat et des tribus face à la contestation de la légitimité révolutionnaire.

Toutefois, les collectivités solidaires traditionnelles en Libye ne se résument pas uniquement dans les tribus mais englobent aussi les confréries et les écoles religieuses. Dès ses premières années de pouvoir, Kadhafi a été confronté à la puissance de ces organisations et de leur idéologie. Dans sa lutte contre les détenteurs du dogme religieux<sup>413</sup>, Kadhafi adopte une position qui tend vers un processus assimilable à une forme de « sécularisation ». Celle-ci ne signifie pas une séparation complète entre Islam et Etat, mais une séparation entre doctrine islamique et Coran. Kadhafi considère le Coran comme le socle de la Foi dans lequel il puise (librement et sans référence aux ulémas) les arguments religieux susceptibles de permettre la légitimation des thèmes révolutionnaires. En défendant le droit de chaque musulman de procéder librement à une lecture qui soit propre du Coran, Kadhafi brise le monopole de l'interprétation du Texte détenu par les ulémas. Selon lui, « *la doctrine musulmane doit jouer un rôle plus moral et social que doctrinal* » (Kadhafi, 1977). Dans son opposition au monopole des ulémas, Kadhafi n'a pas hésité à user de violence contre ses détracteurs. Deux écoles ont fait l'objet de cette répression : les héritiers de la Sénoussia et les cercles spirituels de la Soulamia dans la J'farra. Cette phase répressive marque profondément les rapports qu'entretient Kadhafi avec les tribus de la J'farra, qui ont toujours fait allégeance à la zaouïa de Sidi Abdessalem Lassmar et l'ont considérée comme une référence théologique et spirituelle prééminente. Kadhafi s'est ainsi employé, pendant de longues années à désolidariser la Confédération des Nouaïels de la zaouïa, notamment à travers la marginalisation des écoles coraniques (très prisées par les tribus de la J'farra) et la fermeture de tous les anciens centres de services sociaux de la confrérie<sup>414</sup>.

#### 2.1.2. Institutions de l'Etat libyen et tribus : une dualité des structures du pouvoir.

Pour mettre en pratique et institutionnaliser les contenus de la doctrine de la « Troisième Voie Universelle » développée dans le Livre Vert rédigé en 1973, et à la suite de la « Révolution populaire » qui a adopté les principes développés par le « Guide », la *Jamahiriya* (Etat des masses) est l'objet d'un ensemble de réformes avec la création des instances nécessaires à l'émergence du « pouvoir des masses ».

---

<sup>413</sup> Notamment les confréries des Senoussis et Soulamia ainsi que des « clergés » traditionalistes sunnites de Tripoli et kharéjites de Nefoussa.

<sup>414</sup> Nous avons pu vérifier le degré d'acharnement du pouvoir libyen contre cette confrérie lors de notre visite à l'oasis maritime de Misuratha, où même les puits -qui irriguaient la palmeraie de l'ancien *habous* de la Zaouïa de Sidi Abdessalam et qui servaient à l'ensemble de la population du village- ont été remblayés par les comités révolutionnaires en 1979. Cheikh Abdelhadi El Basti El Ajili, un des derniers maîtres de la psalmodie coranique de rite soulaymi, nous a relaté cet épisode lors de notre visite à la zaouïa en juin 2005.

La création des instances politiques obéit à la conception kadhafienne de la démocratie et de la participation populaire. Pour le « Guide », la démocratie parlementaire ou le système politique à parti unique constitue la manifestation d'un fonctionnement imparfait du pouvoir. Un parlement n'est qu'une représentation trompeuse du peuple et les régimes parlementaires constituent une solution tronquée au problème de la démocratie (Gouider, 1983). Ce qui est condamnable dans le régime parlementaire, explique Kadhafi : *« C'est l'existence d'une assemblée composée de professionnels de la politique, qui fonctionne comme un écran s'interposant entre le pouvoir et le peuple. Les assemblées parlementaires, en excluant les masses de l'exercice du pouvoir et en usurpant la souveraineté populaire à leur profit, sont devenues un écran légal entre le pouvoir politique et le peuple »*<sup>415</sup>.

Une idée fondamentale se dégage dans le discours de Kadhafi à propos de la représentation politique ; la volonté de discréditer les partis politiques grâce à une sublimation de ce qu'il considère comme l'idéal tribal de la participation directe de tous les membres de la communauté dans la gestion de leurs affaires. Toutefois, il importe ici de rappeler qu'il existait, à l'avènement de la « Troisième Voie Universelle » des différences entre les expériences politiques dans les provinces ayant composé la Libye à son indépendance. En effet, la région de Syrte, dont est originaire Kadhafi et la majorité des leaders historiques de la révolution de septembre, n'a pas connu les partis et les syndicats et était dominée, du temps de la colonisation et de l'indépendance, par les chefferies tribales traditionnelles. Les deux autres provinces (Cyrénaïque et Tripolitaine) ont connu, sous l'occupation italienne et sous le régime monarchique une expérience de représentation politique au sein de « Congrès », de syndicats ouvriers et de partis structurés (Mayar et Yazouri, 2003). L'interdiction et parfois la repression des partis et des syndicats par le pouvoir de Kadhafi à partir de 1970 et la généralisation des nouvelles institutions de la *Jamahiriyah* constituent de ce point de vue une mise à l'écart de l'héritage politique des régions les plus développées du pays en général et de la J'farra en particulier dont les organisations historiques ont été bannies de la scène publique et pourchassées (Al Kikhiya, 1994).

### 2.1.3. Les structures du « Pouvoir des masses » : la « démocratie directe » du Livre Vert contournée par le tribalisme.

Dans la première partie du « Livre vert », Kadhafi présente un modèle d'institution politique constitué de Congrès Populaires de Base lesquels sont des sortes d'assemblées populaires locales regroupant tous les hommes et toutes les femmes d'âge adulte d'une circonscription. Les membres

---

<sup>415</sup> Retranscription à partir du discours de Kadhafi prononcé à Koufra, le 5 novembre 1978.



de ces congrès choisissent, selon la procédure dite du *tasîd* (désignation), des secrétaires et secrétaires-adjoints qui siègent comme délégués de base au niveau du Congrès Populaire Général (le Parlement national).

Les Congrès Populaires de Base (CPB) regroupent donc théoriquement l'ensemble des Libyens. Ils se réunissent une fois par an en séance ordinaire pour débattre des options politiques fondamentales, approuver le budget ainsi que les grandes orientations juridiques. Ils n'exercent aucune fonction législative (au sens strict du terme) dans la mesure où ils ne proposent pas de projets de lois. Cette mission est une prérogative du Congrès Populaire Général. Il s'agit en fait d'instances populaires d'approbation et de légitimation des grandes orientations, telles qu'elles sont définies par Kadhafi.

Le Congrès Populaire Général décide de la politique à l'échelle du pays, approuve les traités, décide de la paix et de la guerre, contrôle le pouvoir exécutif, choisit le président de la Cour suprême, le procureur général, le directeur de la banque centrale et le président de la cour des comptes (Hariri, 1985).

Le Comité Populaire constitue, en principe, la structure administrative et exécutive au sein d'une *chaâbiya* (circonscription) parallèle au Congrès Populaire. Ce comité est dirigé par des « élus » issus des congrès populaires de base. Il est chargé de veiller à l'application des décisions prises par le Congrès local et est donc responsables devant cette instance populaire. Chaque Comité populaire regroupe en son sein des services locaux sectoriels ; Plan, Justice, Enseignement, Santé, Transports, Equipement et Agriculture. Les secrétaires de ces Comités Populaires sectoriels forment au niveau national, des Comités Populaires Généraux spécialisés, qui sont des sortes de ministères. Chacun des 15 Comités Populaires Généraux sectoriels désigne un secrétaire général qui est l'équivalent du ministre. L'ensemble des secrétaires généraux forme le Comité populaire général qui est le gouvernement du pays. Toutefois, la décentralisation que suggère la structure des Comités Populaires n'est qu'une apparence, car, en réalité, les grandes décisions sont prises au niveau central par le secrétariat du Congrès Général du Peuple et du Comité Populaire Général ainsi que, et surtout, par Kadhafi. Les structures locales ont des prérogatives limitées à certains domaines précis. Elles constituent en fait, un prolongement de l'appareil d'Etat et permettent un meilleur suivi des décisions prises au sommet (Mezoughi, 1984).

Le mode de recrutement des responsables des Comités Populaires, le *tasîd*, privilégie les clivages tribaux et les pratiques clientélistes. A défaut de partis politiques, interdits et violemment réprimés par le régime, les tribus constituent des organisations sociales qui continuent à jouer un rôle de premier ordre dans la vie des institutions. A titre d'exemple, dans la J'farra, les membres des Comités Populaires sont promus en fonction de leur appartenance tribale. Il nous a été permis

d'assister à une réunion de remplacement des secrétaires des Comités Populaires de l'Éducation et de la Santé publique à Nigat al Khamis. Lors du *tassîd*, seuls les membres du clan local, pourtant minoritaire (du fait de l'importance de l'exode des autres tribus voisines), ont réussi à occuper les postes. Les discussions ayant précédé le « vote » n'ont pas porté sur les qualités des candidats au niveau technique ou de la gestion ni de leur probité, mais uniquement sur le « droit inaliénable » de leur clan à occuper les postes de commandement.

Kadhafi a annoncé son intention de mettre en place les structures du pouvoir des masses à l'occasion du discours qu'il a prononcé le 15 avril 1973 à Zouara, ville littorale de la J'farra et centre historique de l'agitation politique et syndicale dans les années 1950 et 1960. Lors de ce meeting, il a exposé ses conceptions de la liberté et fait part de son intention « *de constituer une alliance avec les masses pour écraser les ennemis de la Nation* », ennemis qu'il désigne clairement : « *Les communistes, les islamistes, les réactionnaires, les étudiants individualistes, les intellectuels corrompus et la bureaucratie héritée de la monarchie* ». Aux étudiants présents qui l'interpellent sur la question des libertés fondamentales, il répond que : « *La corruption de certaines franges de l'intelligentsia ne sera plus tolérée et que seule la voix des masses sera entendue* »<sup>416</sup>. S'adressant à l'assistance, Kadhafi déclare que : « *Toute personne déviante, communiste, Frère musulman, réactionnaire, sera emprisonnée. Toute personne faisant de la propagande pour la culture occidentale ou pour le capitalisme sera considérée comme déviante, malade et sera emprisonnée. Celui qui s'oppose à la liberté du peuple sera écrasé* ». Les ennemis des « masses » sont ainsi clairement désignés par Kadhafi : les élites non acquiescentes à la révolution, les oppositions de gauche et islamiste et la bourgeoisie locale. À l'exception de la Cyrénaïque, ces catégories sociales et ces courants politiques ne sont présents que dans la J'farra<sup>417</sup>. Ce discours, par sa violence, va marquer durablement les rapports entre le « Guide » et les tribus j'farries. La répression des opposants ne s'arrêta pas aux seuls Nouâli et leurs alliés ; elle toucha plusieurs

---

<sup>416</sup> Retranscription du discours et des interventions des étudiants lors du meeting de Zouara tenu le 15 avril 1973.

<sup>417</sup> Lors d'une discussion informelle avec un officier des Comités Révolutionnaires installé à Sorman (littoral j'farri), le 18 juin 2005, il nous a appris que « *l'Akh el Kaïed (le frère-Guide) a vite compris que les ennemis de la révolution allaient utiliser des slogans appelant à la liberté et au multipartisme et que ces voix n'allaient pas venir des jihat assila « zones pures », mais des régions où la corruption de la ville et de ses idées décadentes, dont la Ghraba (terme péjoratif utilisé en Libye désignant la J'farra. Qualificatif polysémique, il signifie aussi bien une région située à l'Ouest qu'un groupe d'étrangers). Le « Guide » ne rencontrait aucune opposition dans le hejr (bassin, désignant la zone centrale de la Libye et qui englobe Syrte, Houn, Sebha et Koufra) où les « masses » lui étaient acquiescentes. Il devait commencer par ces Ghraba et les autres régions et ne pas craindre leurs réticences. Ils n'ont ni pétrole ni hommes pour défendre la Jamahiriya* ».

clans de la J'farra et de sa proche périphérie<sup>418</sup>. Le lendemain de ce discours, des centaines d'opposants furent arrêtés et emprisonnés, dont notamment les leaders syndicaux estudiantins et ouvriers de la J'farra, les intellectuels et des notables tribaux Nouaïels.

2.1.4. Les institutions jamahiryennes dans la J'farra : le fonctionnement des Congrès Populaires comme mécanisme de ségrégation et d'exclusion de groupes tribaux.

Les Congrès et les Comités populaires dans la J'farra enregistrent un désintérêt manifeste de la part des populations. De ce fait, remarquant l'absentéisme qui caractérise les congrès dans les *chaâbiya* de la J'farra, le « Guide » a menacé ceux qui ne participent pas aux débats (qui sont retransmis en direct à la télévision) de « *conséquences négatives, comme l'interdiction de voyager, d'avoir des devises pour partir à l'étranger, le refus de la demande d'acquisition d'un véhicule* »<sup>419</sup>. D'ailleurs le « Guide » avait proposé – une proposition restée sans suite - d'inscrire dans la loi un délit d'absentéisme aux congrès populaires. Selon M. Djaziri, le « Guide » a pris conscience que les institutions jamahiryennes n'ont pas atteint le niveau souhaitable de fonctionnement et que l'élan populaire, espéré par leur concepteur, était loin d'être une réalité. La contrainte pouvait-elle amener les « masses » à investir les lieux de sa libération et de l'exercice de son pouvoir (Djaziri, 1994) ?

Bien que partageant, dans une certaine mesure ce jugement, nous aimerions apporter un éclairage sur le fonctionnement des instances jamahiryennes, susceptibles de renseigner sur l'attitude du pouvoir envers la population j'farrie. La mise en place des Congrès Populaires dans les régions à forte tradition tribale obéissait à la volonté de Kadhafi de récupération des anciens *miâad* grâce à une forme de réactivation. Bien que dans la forme, les modes de fonctionnement des *miâad* ont été respectés (débats interminables en vue d'arriver à un consensus, pouvoir moral et coercitif des chefs de clans, constitution des circonscriptions des Congrès sur la base territoriale des tribus), les rôles effectifs des Congrès Populaires sont clairement différents de ceux joués par les instances traditionnelles. En effet, ces dernières qui avaient pour rôle d'organiser de manière relativement autonome les affaires de la tribu ou de la Confédération (partage des ressources

---

<sup>418</sup> Les adeptes des confréries, bien que n'ayant exprimé aucune opposition aux nouvelles institutions, ni participé aux instances de l'ancien régime, ont été parmi les premières victimes de la répression. La seconde vague a touché les imams des mosquées kharéjites du J'bel Nafoussa. Cet épisode douloureux de l'histoire politique de la J'farra et de ses environs n'a pas fait l'objet de l'intérêt des médias de l'époque et peu de personnes nous en ont relaté les circonstances. Nous en avons trouvé une trace succincte dans un communiqué de presse signé par l'opposant M. Jibril en date du 13 avril 1994 dans le quotidien libanais Al Hayat ; il y demande « la libération des ulémas du J'bel Nafoussa emprisonnés depuis des longues années ».

<sup>419</sup> Retranscription du discours en date du 4 février 1991.

disponibles suivant les rapports de forces internes, gestion de la conduite des troupeaux dans les parcours, contrôle des contrats d'association, défense du territoire tribal et rapports avec les tribus voisines). Le passage aux structures jamahriyennes et notamment dans les régions acquises au régime de Kadhafi a permis à ce dernier de mettre en place des institutions susceptibles de lui assurer une clientélisation de la population. Contrairement aux *miâad* qui assuraient un « partage horizontal » interne des ressources disponibles sur le territoire tribal, les Congrès Populaires étaient le lieu de « redistribution verticale » permettant à Kadhafi d'entretenir une clientèle tribale grâce à un transfert des biens et services en contrepartie de son soutien politique. Les Congrès Populaires jouent ainsi le rôle de négociation des *âatat al Kaïed* (dons du Guide) et de leur redistribution. Si les *miâad* avaient pour objectif de préserver l'autonomie relative de la tribu, les Congrès Populaires -que le « Guide » prétendaient être la réincarnation de l'idéal tribal et la modernisation de ses institutions représentatives- ont joué un rôle primordial dans la clientélisation des tribus et leur inféodation au régime de Kadhafi.

Par contre, dans la J'farra, l'institution des nouvelles structures jamahriyennes s'est accompagné de l'éviction aussi bien des notabilités tribales que des élites politiques et intellectuelles. Le *tasîid* (désignation consensuelle), qui présuppose la négation de tout conflit d'ordre social ou idéologique, a transformé les Congrès Populaires en instances commandées exclusivement par les groupes tribaux dominants et leurs nouvelles élites. Grâce à l'urbanisation du pays et de la J'farra en particulier, qui a amené plusieurs groupes allogènes à quitter leurs régions d'origine (notamment le Fezzan, la frontière avec le Tchad et le J'bel Nafoussa) et venir s'installer dans les régions littorales, les villes de Zouara, Nalout et Sormane, ont connu une véritable mutation dans la composition de leurs populations respectives. Celles-ci ne sont plus composées de descendants des nomades Nouaïels uniquement, mais comptent en leur sein, des Tébus (originaires de Morzouk, Amay et Katroun), des Ghédamsis et des Zentan. Malgré le poids démographique important de ces populations, leur contribution dans les débats des Congrès Populaires est extrêmement modeste. Dans les Congrès des villes j'farries, les groupes dominants sont ceux issus des « tribus originelles ». Les populations appartenant à ces tribus originelles parviennent à s'assurer la majorité dans les Congrès grâce à l'exclusion des autres groupes. Cette exclusion touche aussi bien les personnes appartenant aux tribus et groupes ethniques qui ne sont pas originaires de la ville (ou de la localité), que celles soupçonnées d'avoir des attitudes critiques à l'égard de l'autorité du « Guide »<sup>420</sup>. Or, à la différence de la plupart des autres régions du pays,

---

<sup>420</sup> L'exclusion est une pratique courante dans les Congrès Populaires. Le rapporteur du Congrès a le pouvoir d'exclure définitivement une personne ou un groupe s'il « juge que les propos ou les agissements de ces personnes non conformes à l'esprit de concorde qui doit être instauré au sein du Congrès ou si elles

la J'farra a, depuis les années 1920 du siècle dernier, connu le militantisme syndical, les organisations estudiantines et l'activisme des partis. Une tradition politique et organisationnelle que les Congrès Populaires ont banni depuis les premières années de l'expérience jamahiriyyenne privant ainsi la J'farra d'une représentation de qualité.

D'un lieu de socialisation et de régulation des conflits, les Congrès sont devenus des moyens institutionnalisés d'exclusion et de ségrégation. Ne percevant plus d'enjeu dans le déroulement des débats de ces Congrès, la population a déserté les séances, laissant à des professionnels de la récupération des subsides de l'Etat le soin d'assurer au groupe tribal dominant l'interception des investissements publics<sup>421</sup>.

#### 2.1.5. Les Comités Révolutionnaires : un puissant contre-pouvoir

Dans la structure du pouvoir de la Jamahiriya, il y a d'un côté le pouvoir gestionnaire constitué par les Congrès et les Comités populaires et, de l'autre, le pouvoir révolutionnaire. Ce deuxième pouvoir joue un rôle déterminant dans le fonctionnement de l'Etat libyen ; son instrument est constitué des Comités Révolutionnaires, omniprésents dans l'Armée, les services de Sécurité, les différents secteurs contrôlés par l'Etat ainsi que dans diverses organisations sociales (Mezoughi, 1984). Ces comités sont destinés à « *orienter et dynamiser les Congrès Populaires afin de contrôler et défendre la Révolution. Ils sont placés sous la responsabilité d'un Bureau de liaison des Comités Révolutionnaires qui remplit une fonction de médiation entre la masse des militants et la direction de la Révolution* » (Gouider, 1983).

---

font preuve d'appartenance à des idéologies néfastes » (Al Kikhiya, 1994). Selon A. Hariri, les idéologies à combattre dans les Congrès sont le communisme (y compris le syndicalisme), l'athéisme, le libéralisme occidental (y compris la défense des droits de l'Homme et le multipartisme), le régionalisme, le passéisme (en référence à la confrérie Sénoussie), le racisme et l'obscurantisme religieux (idéologie des Frères musulmans).

<sup>421</sup> Il nous a été permis d'assister à l'une des réunions ordinaires du Congrès Populaire de base de Bou Kammach lors de notre séjour à l'été 2003. L'ordre du jour portait sur le reclassement des terres agricoles en zones d'habitat pavillonnaire et leur équipement en eau potable. En principe, les présents devaient être au nombre de 4500 personnes (population majeure de la commune ayant l'obligation de participer aux débats) ; or la salle ne comptait qu'une douzaine de présents appartenant au même clan tribal (les Fitouris de la tribu Nouaïels), auquel l'Etat avait cédé ces parcelles à la fin des années 1960 pour leur mise en valeur agricole. Nous avons été particulièrement étonné par la teneur des débats. En effet, les présents ont réaffecté des crédits destinés, à l'origine, à l'amélioration du cadre de vie prévus par les structures centrales (il s'agissait en fait, de travaux d'infrastructure routière et d'éclairage public d'une cité populaire habitée en majorité par des Tébus originaires de la région de la frontière méridionale qui ont été chassés par le conflit avec le Tchad et fraîchement installés dans la localité) au financement d'un système d'adduction d'eau potable pour les pavillons (dont une majorité est constituée de résidences secondaires). La réunion a duré seize minutes ; les présents ont réaffirmé « *leur droit sur cette terre en tant que tribu assila (originelle)* » et, par voie de conséquence, la prééminence de leurs revendications en matière d'amélioration des conditions de vie sur toutes les autres actions ou demandes émanant des « *nouveaux arrivants qui ne peuvent aspirer qu'à la générosité de notre hospitalité* ».



La plupart des membres des comités révolutionnaires sont issus des couches sociales les plus défavorisées et sont donc réceptifs à l'idéologie de Kadhafi<sup>422</sup>. L'adhésion à ces comités représente pour eux une chance d'ascension sociale, dans la mesure où ils peuvent être recrutés dans les postes de direction de l'administration et dans les entreprises publiques<sup>423</sup>.

Les Comités Révolutionnaires forment un corps de gardiens de la Révolution par la sélection, l'épuration et le contrôle qu'ils s'exercent sur les « institutions populaires », modes d'action qui ont pour effet, théoriquement, « de fournir aux Libyens les bonnes orientations respectueuses des valeurs révolutionnaires ». La présence des éléments des Comités Révolutionnaires dans les Congrès Populaires de Base, a quant à elle, pour but d'améliorer la participation des « masses » à ces instances. Néanmoins, certaines personnes que nous avons interrogées à ce sujet dans la J'farra, nous ont expliqué que la présence des Comités Révolutionnaires dans les travaux des Congrès est l'une des causes de la faiblesse des effectifs lors des réunions. Par ailleurs, selon eux, cette présence – qui dans la J'farra est relativement plus importante que dans le reste du pays - reflète une attitude de méfiance de la part du pouvoir à l'égard de la population de cette région et renvoie à la difficile institutionnalisation des structures jamâhîriennes au sein de cette société.

#### 2.1.6. La rente pétrolière et la clientélisation des tribus : l'exception j'farrie.

Les conceptions originales de Kadhafi en matière d'institutions et sa volonté d'assurer une réactivation formelle des anciennes structures tribales tout en les pervertissant ne peuvent pas être

---

<sup>422</sup> Lors d'une réunion avec les cadres des Comités Révolutionnaires, Kadhafi a rappelé que cette organisation avait permis de « réhabiliter les hommes de valeur dans leurs tribus en brisant les anciennes stratifications. Les privilèges acquis grâce à la naissance ne sont pas toujours mérités. Les notables de naissance ne sont pas nécessairement ceux qui pourraient mieux servir les « masses ». Seuls, ceux qui sont issus du peuple sont capables de porter ses aspirations ». Ainsi, l'intégration dans les Comités Révolutionnaires a constitué pour les jeunes issus des strates inférieures des tribus l'un des moyens de promotion au sein même de la hiérarchie tribale. Ce discours prononcé à Koufra le 11 février 1986 a constitué un tournant décisif dans le renouvellement des structures et des cadres des Comités Révolutionnaires, lesquelles ont alors connu une série de purges destinées à renforcer le rôle et la prééminence des tribus alliées à Kadhafi.

<sup>423</sup> Les relations entretenues par Kadhafi avec les membres des Comités Révolutionnaires constituent, selon R. Bocco et A. Aljabri, une forme de « açabiya moderne » au sein d'un espace politique arabe. Cette « açabiya » fonctionne comme un groupe de solidarité, caractérisé par des relations interpersonnelles intenses et identiques aux relations tribales des « açabiya traditionnelles » (endogamie, clientélisme, népotisme) (Bocco, 1995). Cette « açabiya » moderne gère le pouvoir à son seul profit, en vue de transformer certains aspects de la société libyenne traditionnelle. Il s'agit en fait d'une forme de « translation de l'açabiya traditionnelle en factionnalisme moderne », qui renvoie à un mode de déstructuration de la société, et qui fonctionne grâce au pouvoir étatique. Cette açabiya moderne est une reconstitution de l'esprit de corps à partir de l'Etat ; une sorte de recomposition de relations traditionnelles dans un espace moderne et donc une retraditionnalisation des relations de pouvoir (Al Jabri, 2004).

approchées en faisant abstraction de la nature rentière de l'Etat libyen <sup>424</sup> et ses implications sur les rapports entre gouvernement et gouvernés.

Grâce à ses rentes pétrolières, l'Etat libyen n'a pas besoin d'imposer sa population et se considère comme dispensé de lui rendre compte de ses actes. Cette absence d'imposition a « libéré » l'Etat libyen et permis à Kadhafi d'élaborer ses théories institutionnelles dans une remarquable liberté par rapport aux instances sociales.

L'activité pétrolière et notamment l'exploitation des principaux gisements sont concentrées au sein d'enclaves situées sur le territoire de la confédération <sup>425</sup> alliée à la tribu de Kadhafi (Dhahra, Mabrouk, Zaggout et M'rara). Un sentiment de « possession » de cette ressource caractérise le rapport de la confédération du *hejr* avec les groupes tribaux du pays. La J'farra, jadis considérée comme la région la plus développée économiquement, est désormais considérée par les cercles les plus élevés du pouvoir, du fait de sa proximité de la Tripolitaine et de l'absence de ressources pétrolières, comme une province assistée.

L'Etat libyen, parce qu'il est en possession des ressources pétrolières, peut « acheter » les opposants potentiels et même les groupes tribaux. Grâce à la compétition entre tribus, il peut parvenir aussi à sanctionner ceux qui n'adhèrent pas à son projet politique. Par la distribution sélective des ressources, il espère prétendre à la paix intérieure, à la liberté de reconfigurer le paysage politique et à la dépolitisation de l'élite. D'autre part, en répandant sa manne sur la population en général, notamment lorsque les cours sont favorables, l'Etat libyen a pu jouir, par moments, de l'assentiment populaire et de la loyauté des « masses » vis-à-vis d'un système dont elles dépendent de plus en plus fortement.

Toutefois, dans les régions dépourvues de potentiel économique (régions sahariennes, Cyrénaïque et zone frontalière avec l'Egypte), les pratiques distributives tendent à revêtir un caractère d'« aumône », ce qui semble générer, par moments et endroits, des sentiments de frustration et de mécontentement.

Toutefois, dans la J'farra, où le commerce informel et l'importance de la frontière comme ressource favorisent l'autonomisation de ses groupes tribaux, le potentiel corrupteur de la distribution de la rente pétrolière n'a pas le même caractère vital pour les populations. Celles-ci

---

<sup>424</sup> Le concept d'Etat rentier est né à la fin des années soixante chez des économistes travaillant alors sur les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient d'Afrique du Nord (Mabro, 1969 et Mahdavi, 1970). Des politologues et des sociologues l'ont repris et s'en sont servi pour expliquer des phénomènes comme la persistance de la « domination patrimoniale » (Luciani, 1987), l'« autonomie de l'Etat » et sa « vulnérabilité » (Delacroix, 1980) et l'émergence d'une dynamique politique « fondée sur le culturel et l'idéologie ». (Shambayati, 1994).

<sup>425</sup> Le territoire des Kdhedhfa, M'guerha et Ouerfella est désigné en Libye par le terme « *El Hejr* ».

sont capables d'assurer des revenus importants par d'autres moyens que ceux de la redistribution de l'Etat.

Les mutations politiques qu'a connu la Libye et, notamment les effets de l'embargo ainsi que la chute des cours du pétrole pendant la décennie 1990, ont mis en lumière les faiblesses structurelles du système rentier. En effet, si lors des années « fastes » marquées par les cours élevés du baril de pétrole, la distribution de la rente offre à l'État libyen de vastes possibilités, elle ne peut manquer, lors des périodes de chute des cours, de susciter des contestations. Lors de ces périodes de réduction des revenus de l'Etat, des conflits éclatent souvent entre, d'un côté, les groupes composés des tribus qui considèrent que la ressource du pétrole constitue « leur » bien particulier, puisque puisé dans leurs terres, et d'un autre côté, les autres tribus libyennes.

Tout au long des premières années de l'édification du « pouvoir des masses », Kadhafi s'est attaqué dans ses discours à « la mentalité rentière » qui constitue, selon lui, le principal obstacle à une transformation économique du pays<sup>426</sup>. Le projet prôné par le « Guide », à partir de 1974, tend à « créer les conditions sociales et culturelles du développement d'un capitalisme « endogène » et d'une modernisation des rapports sociaux, sans rupture avec les valeurs libyennes » (Roumany, 1983).

Cette transformation de l'économie suppose, selon Kadhafi, des réformes de structures, en particulier la réduction du nombre des fonctionnaires, appelés et incités à rejoindre les secteurs industriel et agricole. Une telle politique implique également la réduction de la main-d'œuvre étrangère qui représente environ 40% de la population active<sup>427</sup>.

L'effet de la politique d'étatisation et de nationalisation de l'économie libyenne sur la société, a été à l'opposé de ce qui était escompté (du moins, de ce qui était officiellement revendiqué par ses promoteurs). En effet, l'omniprésence de l'Etat et de son appareil bureaucratique dans le processus d'investissement a découragé l'initiative individuelle et a aggravé la « mentalité rentière » au sein de la population qui, à travers l'emploi dans

---

<sup>426</sup> Selon les analystes du système politique et économique libyen, notamment M. Djaziri et H. Beblawi, l'un des enjeux fondamentaux de la politique économique appliquée en Libye depuis 1969, vise à transformer une société rentière, comme l'est la société libyenne, en une société productive par l'industrialisation lourde et l'utilisation des revenus pétroliers dans différents projets de développement, qui concourent à la naissance d'un capitalisme d'Etat (Djaziri, 1994 et Beblawi, 1987).

<sup>427</sup> Ce chiffre nous a été communiqué par le Comité Général à la Planification, cellule de suivi du programme de transformation économique et sociale pour l'année 1998. Toutefois, ce taux général et représente une moyenne. Moyenne qui cache un contraste important des taux sectoriels. Ainsi, la main-d'œuvre étrangère occupe 90% des emplois dans l'agriculture, 78% dans l'industrie, 89% dans le bâtiment et seulement 6% dans les banques et assurances (Ayubi, 1995). Certains secteurs sont occupés exclusivement par des employés originaires d'un même pays (ou d'une même région du Monde). Les chantiers routiers n'emploient que des Chinois, alors que dans les pêcheries, les ouvriers sont pakistanais.

l'administration publique pléthorique, est parvenue à mieux capter les ressources distribuées. (Mezoughi, 1984).

2.2. La seconde période ou les « années de l'embargo » : « libéralisation » hésitante et crise de la redistribution de la rente pétrolière.

Face aux problèmes économiques liés principalement à la chute des cours du pétrole<sup>428</sup>, puis à celle du cours du dollar -qui ont provoqué la mise en œuvre de mesures d'austérité- face aussi aux problèmes plus spécifiquement politiques rencontrés par le régime tant sur le plan national (renforcement des mouvements islamistes) qu'international (bombardements américains du 17 avril 1986 et défaite militaire au Tchad), un certain nombre de mesures ont été prises en Libye, allant dans le sens d'une modification de la relation de l'Etat à la société.

Initiée par un discours prononcé par Kadhafi le 26 mars 1987, une tentative de libéralisation économique se traduit par l'extension des activités accessibles à d'autres formes de propriété que celle de l'Etat. En septembre 1987<sup>429</sup>, la plupart des activités de production, hormis l'industrie lourde (acier, aluminium et pétrochimie), sont transférées à une nouvelle forme d'entreprise, la *tacharukiat* (coopérative de producteurs). Il s'est agi, en fait, de transférer la propriété des entreprises de l'Etat à des particuliers, salariés de celles-ci, qui en devenaient ainsi collectivement propriétaires après le remboursement à la société de la valeur de ces entreprises. En tant que travailleurs, ces salariés continuaient à percevoir un salaire, en même temps que, comme associés, ils recevaient une part égale des revenus nets des entreprises<sup>430</sup>.

Cette réforme, présentée comme conforme aux principes du socialisme décrits dans le Livre Vert<sup>431</sup>, peut être mise en parallèle avec celle levant les interdictions pesant sur le commerce privé<sup>432</sup>. Elle nous permet de conclure à une volonté d'ouverture du régime, mu par un pragmatisme politique ayant pour principal moteur l'atténuation des troubles sociaux, cet objectif prenant le pas sur la ferveur révolutionnaire du « Guide». Une ferveur qui apparaît trop coûteuse

---

<sup>428</sup> Les recettes d'exportation pétrolière ont été quasiment divisées par deux, et ce en deux étapes ; une première fois entre 1980 (22 milliards de \$) et 1982 (14 milliards de \$), et une seconde fois en 1986 pour ne plus atteindre que 10 milliards de \$. Une baisse d'autant plus importante dans un pays où 90 % des recettes d'exportation proviennent du pétrole. (Burgat, 1987).

<sup>429</sup> JR (Journal Officiel libyen) n°18 du 22/9/1987

<sup>430</sup> Selon le système de calcul décrit par le décret n°447-1987 du 31/8/1987 ; JR n°25 du 14/12/1987,

<sup>431</sup> M. Kadhafi, « Le livre Vert : 3<sup>e</sup> partie : la solution du problème économique : le socialisme », Centre Mondial pour les Etudes sur le Livre Vert. Selon M. Kadhafi, il convient en effet, après avoir procédé au transfert à l'Etat des richesses existantes ou à créer, de les répartir ensuite entre les individus.

<sup>432</sup> Opérée par la loi n°8/1988 du 26/8/1988, portant réglementation de l'activité économique : JR n°23 du 4/8/1988.

au vu de la nouvelle conjoncture économique, voire trop déstabilisante, c'est-à-dire, dangereuse pour la survie même de la *Jamahiriyya*<sup>433</sup>.

La levée de l'interdiction du commerce privé du détail a provoqué une hausse du coût de la vie dans l'ensemble du pays. Dans la J'farra, les effets se sont soldés par une augmentation de la corruption, facilitée par le mode d'approvisionnements basé sur le troc de marchandises libyennes (constituées de produits de base subventionnés) contre des marchandises étrangères inaccessibles sur le marché libyen faute de devises suffisantes, mais fournies grâce au commerce informel à la frontière. En conséquence, des limites rigoureuses à cette libéralisation seront rapidement posées par Kadhafi qui déclare ainsi dès le 19 janvier 1990, devant les Congrès Populaires de Base réunis à Zouara (désormais le plus grand marché informel de la J'farra et de la Libye) : « *En ce qui concerne le commerce (de détail) et en particulier les questions d'approvisionnement du marché, les facilités accordées à des commerçants avides de gain se retournent contre les masses. Désormais, c'est l'Etat et lui seul, qui doit en être chargé. Ce sont là des questions de vie ou de mort* »<sup>434</sup>. Bien que suivi de peu d'effet au niveau de son application, ce discours est marqué par l'hésitation et l'approche sélective qu'opère le régime en matière de transfert. La réversibilité des choix économiques n'a fait qu'accélérer les processus d'informalisation du secteur de la distribution.

2.2.1. L'embargo et la situation de la J'farra : pénuries et consolidation de l'emprise des réseaux nouaïels sur le marché.

La J'farra a été au cœur de ce processus avec une consolidation des réseaux qui ont commencé leurs activités sous l'embargo lorsque les entreprises étatiques s'étaient montrées incapables de subvenir à la demande intérieure. Les commerçants j'farris, principalement les grossistes nouaïels de Zouara, ont développé les réseaux de distribution aussi bien dans la J'farra que dans la Tripolitaine voisine, notamment lors des phases difficiles de l'embargo. Grâce à leur

---

<sup>433</sup> Il est à signaler qu'en 1988, date à laquelle les grandes orientations de la privatisation partielle de l'économie, la Libye sortait d'une désastreuse guerre contre le Tchad, au cours de laquelle l'armée libyenne a essuyé des revers en quelques semaines. Les Tchadiens (soutenus par la France) ont réussi à percer le front d'Aouzou et à avancer de plus de 600 kilomètres en territoire libyen. Pour la population libyenne, cette aventure militaire a engendré un vrai traumatisme qui s'est manifesté à travers l'exclusion des groupes issus de l'ethnie Tébue ou par la multiplication de demandes de dédommagements présentés par les tribus pour leurs morts. Selon A. Bechri, cette guerre « *a révélé les profonds clivages de type ethniques qui traversent la Libye et elle illustre l'échec historique de l'œuvre d'édification d'une Nation* » (Bechri, 2001).

<sup>434</sup> Citation extraite de la « Chronique libyenne » rédigée par F. Burgat dans l'Annuaire de l'Afrique du Nord, 1989.



rôle dans l'approvisionnement du marché intérieur, ils ont imposé une réalité incontournable aux autorités et ont acquis une sorte de légitimité auprès du consommateur libyen.

Les sanctions imposées en parallèle de l'embargo ont eu des conséquences économiques qui ont accentué la déstabilisation de la société libyenne<sup>435</sup>. L'Etat, reconnaissant son incapacité d'assurer toutes les fonctions d'approvisionnement du marché et l'impossibilité de faire face à certaines activités spéculatives (change illégal, pénuries artificielles), a toléré le développement du marché informel au-delà des limites qu'il lui avait fixées. Des élites tribales, et notamment dans la J'farra, ont su tirer profit de cette tolérance pour assurer leur emprise sur le marché. Une emprise qui n'a pas manqué de susciter des oppositions de la part des franges de la population qui s'estimaient lésées par la situation économique difficile du pays<sup>436</sup>. Or, il convient de rappeler que cette société reste marquée par des valeurs égalitaristes de solidarité sociale qui, bien qu'ayant été « idéologisées » par Kadhafi, étaient productrices de sens dans une société encore marquée par le fait tribal, et toujours sensible à une forme d' « idéal bédouin » fait de sobriété et d'honneur. Or, les politiques, même hésitantes, réversibles et sélectives, ont généré au sein de la société libyenne des valeurs individualistes et consuméristes en osmose parfaite avec les comportements induits par un mode de développement économique de type néo-libéral (Bechri, 2001 et Martinez, 2004).

Avant l'ouverture économique de 1988, plus de 75% des hommes actifs libyens travaillaient pour l'Etat. La prolifération du commerce parallèle a entraîné la multiplication de sources de profits informels, lesquels ont surtout profité aux fonctionnaires (Vandewalle, 1995). Puisque les salaires en Libye n'ont pas été augmentés pendant une vingtaine d'années (le salaire moyen dans la fonction publique est de l'ordre de 150 \$ par mois)<sup>437</sup>, la plupart des fonctionnaires ont investi le marché de l'informel s'affranchissant ainsi des principes de la « Jamahiriyya »<sup>438</sup>. Les très bas salaires poussent les fonctionnaires vers la corruption pour accroître leurs revenus (Ayubi, 1995). L'embargo, s'il n'est pas à l'origine de ces phénomènes, accroît néanmoins leur portée.

---

<sup>435</sup> Dans son article intitulé « *Libye : transformations socio-économiques et mutations politiques sous l'embargo* », L. Martinez insiste sur le fait que les sanctions infligées à la Libye ne concernaient pas les exportations pétrolières, à l'exception de celles prévues unilatéralement par les USA. De ce fait, l'auteur note que la production pétrolière n'a pas cessé d'augmenter pour passer de 973 000 barils / jour en 1987 à 1 146 000 en 1998. En Conclusion, il considère que les ressources issues de la production pétrolière ne sont pas directement affectées par l'embargo.

<sup>436</sup> Surtout que l'élite j'farrie en Libye (et contrairement à celle de Ben Guerdane) affichaient ostentatoirement sa richesse alors que le reste de la population dans le pays connaissait une période de dégradation de son pouvoir d'achat.

<sup>437</sup> En 2005, à la suite de la dévaluation de la Livre libyenne, ces mêmes salaires n'atteignaient plus que 117 \$ selon les affirmations de fonctionnaires employés dans les unités de santé de base à Bou Kammach. Ces valeurs sont calculées sur la base du marché des changes informels qui monopolise la plus grande partie des transactions monétaires de devises.

<sup>438</sup> Les fonctionnaires représentaient, en l'an 2000, une population de 700 000 personnes sur une population totale de 5 à 6 millions d'habitants.

2.2.2. Les cercles proches du pouvoir et les réseaux j'farris : concurrence pour le contrôle des circuits informels et spéculatifs.

Depuis la levée de l'embargo en 2002, et à la suite de l'engouement perceptible chez l'ensemble de la population libyenne et notamment des jeunes, de nombreuses sociétés privées de transport terrestre ont été créées, souvent par d'anciens agents de la sécurité. Ces nouvelles entreprises relient Tripoli aux principales villes des pays voisins ; Tunis, Sousse, La Valette, Alexandrie et Le Caire. Dans la J'farra, l'effet de la « libéralisation » du transport terrestre en direction des pays voisins a été très important sur l'économie locale. Grâce à la libéralisation du transport terrestre des voyageurs, les J'farris sont devenus les incontournables opérateurs du tourisme libyen. Dès les premiers mois de cette libéralisation, les autorités libyennes ont pris conscience de l'importance prépondérante des Nouaïels dans ce secteur puisque, en plus de leur proximité de la frontière, ils avaient le contrôle du marché parallèle des devises. Ce dernier représente un levier important dans l'organisation du tourisme des Libyens. Ne pouvant soustraire aux Nouaïels la maîtrise des opérations de change (dont les réseaux ont des ramifications en Tunisie et en Europe), l'Etat libyen a opté pour un « noyautage » des sociétés de transport. Le voyage en Tunisie ou à Malte (après un passage par Ben Guerdane pour s'approvisionner en devises) en vue de s'approvisionner de produits de marques européennes et américaines revendus ensuite à Tripoli, est ainsi devenu un véritable rituel pour des groupes de jeunes libyens issus en majorité de la J'farra. Ces *Biznessa* (terme polysémique désignant aussi bien les affairistes que les « dragueurs ») sont à l'origine de la création de commerces regorgeant de produits financièrement inaccessibles aux fonctionnaires. Leur « réussite », par les temps difficiles d'embargo et de gel des salaires, en a fait les cibles privilégiées des tenants de la ligne dure du régime. Toutefois, les critiques qui leur sont adressées débordent généralement du cadre des considérations purement économiques ou morales pour adopter une thématique tribale fustigeant l'opportunisme des Nouaïels et celui de l'ensemble de la population j'farrie qui « tirent » profit des difficultés économiques du pays. L'un des idéologues du régime et membre influent de la tribu des Kdhedhfa (tribu de Kadhafi) a déclaré à la tribune du Congrès Central des Comités Révolutionnaires, tenu à Al Aguila en avril 1997 : *« Nous ne pouvons rester ainsi, les bras croisés, face à la corruption qui gangrène notre pays, une corruption portée par une poignée de Ghraba (étrangers, gens de l'Ouest) sans scrupules pour nos martyrs (de la guerre du Tchad). Nos sacrifices n'ont donc servi à rien ? Nous les avons consentis pour faire de cette région (la J'farra) une vitrine de la Jamahiriya. Il est clair que les Ghraba ont fait de cette région une blessure qui saigne, mais à la place du sang pur des combattants, c'est le sang des masses, leur pain, l'avenir des générations et*

*tout ce qui ferait le bonheur des gens qui est répandu et endigué vers les poches des profiteurs.»* (Propos du Professeur Rajeb Boudabbous recueillis par nous-mêmes à partir de l'enregistrement radiophonique diffusé le 3 mai 1997).

Par ailleurs, l'embargo a également favorisé une dévaluation permanente de la Livre libyenne<sup>439</sup>, doublée d'une déconnexion grandissante du taux de change officiel avec celui pratiqué sur le marché noir. Il en a résulté une accélération de l'inflation, les variations du taux de change sur le marché noir se répercutant instantanément sur les prix des produits proposés sur le marché libre. Cette dévaluation de la Livre libyenne, doublée par une pénurie de produits causée par la libéralisation du commerce, a assuré des profits importants à deux groupes distincts : les acteurs j'farris du secteur informel et les hauts responsables du régime. Ces deux groupes sont en concurrence pour le contrôle du marché du change illégal de devises et la contrebande des produits subventionnés (transférés au marché informel) (Hammoudi, 2001).

Cette rivalité entre la strate supérieure du pouvoir libyen d'un côté, et les Nouaïels, d'un autre côté, dans leur recherche du contrôle des circuits informels et spéculatifs, constitue depuis la fin de l'embargo, le trait spécifique des rapports entre l'Etat et les populations j'farries. Le discours officiel des autorités reflète cette rivalité et n'hésite pas à fustiger les J'farris dans leur ensemble en réduisant la totalité de la population de la région à un groupe d'opportunistes. Ce discours prend souvent une très forte connotation tribale en insistant sur le rôle des Nouaïels qui ont profité de la situation créée par l'embargo et des difficultés rencontrées par l'Etat libyen en imposant, de facto, une forme d'autonomie grâce à leurs activités informelles, à leur spéculation monétaire et à leurs excellents rapports avec les réseaux de la J'farra tunisienne.

### 2.3. Les Commandements Populaires et Sociaux : une alternative aux Comités Révolutionnaires.

Les renoncements idéologiques du pouvoir libyen s'inscrivent dans un contexte particulier caractérisé par des affrontements continus avec les islamistes en Cyrénaïque (1995-2004), des conflits ouverts avec les radicaux kharéjites du J'bel Nafoussa (les premières escarmouches et les manifestations violentes ont débuté en 2005 et ont pris une dimension aigüe au début de l'année 2006) et une répression des confréries dans la J'farra. Une autre donnée a assombri la situation du régime ; il s'agit du règlement de l'affaire Lockerbie. La dernière décennie (1997-2007) est ainsi marquée par la nette volonté du régime de se réinsérer dans « l'ordre mondial » en satisfaisant aux

---

<sup>439</sup> Le taux officiel est passé de 0,283 Livre libyenne = 1\$ en 1990 à 0,386 Livre libyenne = 1\$ en 1998 (Chevallier-Bellet, 2001).

exigences américano-britanniques. Après des années de tergiversation et d'hésitations, le régime a initié un virage politique et a lentement entamé le démantèlement des structures et des institutions « révolutionnaires », tout en continuant de s'attaquer de front aux islamistes et autres « éléments obscurantistes »<sup>440</sup>.

Nous pouvons considérer que l'une des manifestations du renoncement idéologique du « Guide », témoignant ainsi de « réversibilité » dans l'édification des structures d'un Etat en Libye, est le remplacement progressif des Comités Révolutionnaires par les Commandements Populaires et Sociaux<sup>441</sup>. Cette initiative, officiellement annoncée par Kadhafi en 1998, traduit sa conviction de l'échec des institutions jamahiriennes et son intention d'entamer une « normalisation » du pouvoir en Libye par « *l'adoption de nouvelles formes organisationnelles, mieux adaptées au contexte du pays et attribuant une place prépondérante aux élites tribales* » (Ayubi, 2004).

Les Commandements Populaires et Sociaux disposent d'un Commandement central, (*Qiyada markaziyya*), dont le siège est à Tripoli, et de Commandements locaux (*Qiyadat mahalliyya*) implantés dans toutes les régions, dont celle de Zouara pour l'ensemble de la confédération des Nouaïels. Au niveau organisationnel, les Commandements sont formés essentiellement de chefs de tribus, de personnalités influentes à l'échelle locale, de dignitaires, de militaires de haut-grade, d'individus n'ayant pas précédemment participé au pouvoir, d'islamistes « repentis » et, surtout, d'hommes de confiance du « Guide »<sup>442</sup>. Les membres de cette élite constituent des relais efficaces entre Kadhafi et les tribus (Hammoudi, 2001 et Ouannès, 2003).

---

<sup>440</sup> Des affrontements très violents ont opposé, entre 1995 et 2004, en Cyrénaïque -et plus précisément dans le J'bel Lakhadar, région escarpée de l'arrière-pays de Derna- les forces armées à des groupes islamistes, soutenus par la population locale qui subissait de plein fouet des difficultés économiques attisées par l'embargo. Ces activités de guérilla se sont organisées sous des étendards différents et des obédiences difficilement identifiables. Les manifestations condamnant les caricatures du Prophète qui ont eu lieu à Benghazi (capitale de la Cyrénaïque, située à proximité de l'épicentre des mouvements insurrectionnels) en février 2006, ont embrasé cette ville et poussé les forces de l'ordre à utiliser les armes contre la foule. Les porte-parole du régime ont dénoncé ces manifestations comme une manipulation de la population par les groupes salafistes, reconnaissant par là-même l'importance de l'implantation populaire des activistes.

<sup>441</sup> Afin de jeter les bases des Commandements Populaires et Sociaux, Kadhafi a entamé tournée sur l'ensemble du territoire en 1995, afin d'élargir la base tribale du régime et rechercher de nouvelles alliances. Il a appelé « *à la résurrection des anciennes alliances entre les tribus de Syrte et les autres groupes notamment du Fezzan et de Koufra* ». L'année 1995 marque une recrudescence de l'opposition à l'arbitraire des comités révolutionnaires (qui avaient atteint leur apogée sur fond de crise économique et de début des affrontements armés en Cyrénaïque) et d'une contestation grandissante au sein même du commandement de la révolution à la suite de la disgrâce de A. Jelloud.

<sup>442</sup> Ces « hommes de confiance » sont des dissidents en rupture de ban avec leurs tribus, tribus ennemies du pouvoir de Kadhafi.

L'analyse de la composition du Commandement Central des C.P.S. montre toutefois un déséquilibre manifeste quant à la représentativité des différentes tribus. En effet, seules les tribus du *Hejr* sont présentes à travers des chefs tribaux jouissant d'une certaine crédibilité et d'une assise populaire ; la J'farra et la Cyrénaïque, quant à elles, sont très mal représentées et leurs plus illustres chefs en sont absents. Absence voulue par Kadhafi -qui dans le but de marginaliser les chefs tribaux de ces deux régions- a appelé à la constitution de structures informelles parallèles ayant pour objectif l'encadrement des populations, et notamment celui des jeunes. Dans cette perspective, et sous l'impulsion directe de Kadhafi, les autorités libyennes ont décidé de créer à Benghazi, Misurata, Derna, Zouara, Nalout et Alwatiyah des « clubs tribaux » (*Nawadi Quabaliya*). Ceux-ci sont constitués des « personnes qualifiées » (*kafaat*), issues des tribus et occupant des postes de responsabilité dans l'administration<sup>443</sup>. Selon Kadhafi, les clubs tribaux ont pour mission l'identification des besoins des jeunes, le renforcement des liens avec les tribus d'origine et la « *promotion de nouvelles générations imbues des idéaux de la révolution au sein de leur hadhina qabaliya (matrice tribale)* ». Il apparaît clairement, à travers nos enquêtes menées dans la J'farra à l'été 2003, que cette initiative est perçue dans la région, comme une réédition de l'expérience des Comités Révolutionnaires. Pour nos interlocuteurs, Kadhafi, s'étant aperçu de son incapacité à s'assurer la soumission des élites tribales traditionnelles dans la J'farra et la Cyrénaïque (le terme employé par les officiels pour signifier la soumission est *al walaâ*, notion khaldounienne par excellence désignant une assabiya de type clientéliste), cherche à marginaliser les anciennes chefferies et à promouvoir les activistes recrutés dans les « clubs »<sup>444</sup>.

Afin de renforcer leurs pouvoirs au sein de leurs tribus, Kadhafi a permis aux Commandements à « sanctionner les Congrès Populaires de Base au cas où ils hésiteraient à appliquer les lois en vigueur et les directives du « Guide ». Ces sanctions consistent à priver d'eau,

---

<sup>443</sup> Les personnes ciblées par les autorités pour la constitution des « clubs » sont en majorité des diplômés d'université issus des strates inférieures des tribus. La stratégie de Kadhafi est de promouvoir de nouvelles élites instruites aux dépens des chefferies traditionnelles.

<sup>444</sup> Les entretiens que Cheïkh Aboulkacem Ben Ahmed Zidane Al Arifi de Bir Al Ghanam (J'farra centrale) nous a accordé en date des 19 et 26 août 2003 à la zaouïa de Sidi Bou Ajila ont porté sur la perception que se forge ce chef tribal du projet de constitution des Comités Populaires et Sociaux. Commentant la création des clubs tribaux, Cheïkh Aboulkacem nous a confié : « *Les autorités ont compris très tardivement que le pouvoir des Comités Révolutionnaires ne pouvait mener qu'à la ruine du pays. Mais le jour où elles ont voulu remettre les affaires entre les mains de ceux qui jouissent de la confiance de leurs frères, comme il en a toujours été ainsi dans le pays des orbanes (bédouins), elles ont conçu ce corps défiguré que sont les Comités Populaires et Sociaux. C'est un hybride, une création dénuée de sens et de hiérarchie. C'est peut-être bon pour les gens du Hejr, mais ça ne ressemble nullement à notre pays ici (la J'farra). Ces Comités veulent donner des voitures et des logements aux jeunes qui acceptent d'animer les clubs dans leurs tribus. Sont-ils certains que les membres des tribus se détourneront aussi facilement de leurs aînés pour suivre des jeunes qui ont été élevés à Tripoli ? Tu verras, dans quelques années, Kadhafi reviendra dans nos houch pour nous supplier de siéger dans les Commandements* ».



d'électricité, de services de santé, d'école et de ressources financières la *chaâbiya* (et par conséquent la tribu) relevant de leur compétence »<sup>445</sup>. Le rôle dévolu aux Commandements les inscrit dans la stratégie qui vise à constituer un front national tribal destiné à contrôler - par le biais des chefs de tribus et des élites locales - « les éléments irresponsables » (pour reprendre la terminologie officielle, qui recouvre sous ce terme les islamistes et les radicaux kharéjites).

Les critiques qui sont adressées à cette initiative du « Guide » redoutent que cette nouvelle structure ne favorise, *de facto*, une institutionnalisation de la domination de la confédération tribale des Kdedhfas, Ouerfellas et Mguerha sur la totalité du pays et, par voie de conséquence, la marginalisation des régions considérées comme séditeuses : la J'farra et la Cyrénaïque<sup>446</sup>.

#### 2.4. Recomposition du pouvoir en Libye : hégémonie des tribus de Syrte, crise du clientélisme et répression des dissidences dans la J'farra.

Les échecs historiques de « l'idéologie des masses » et de toutes les tentatives de modernisation de la société libyenne « par en haut » ont engendré chez les tribus, et notamment les Nouaïels, une réaction de rejet des institutions de l'Etat et une opposition publiquement affichée aux agissements des Comités Révolutionnaires. Cette situation est d'autant plus dangereuse à terme que les armes sont largement disséminées au sein de la population. A ce propos, nous pouvons reporter une déclaration diffusée le 2 juin 2005 à la télévision libyenne dans le cadre d'une série de débats consacrés aux réformes politiques initiées par le fils de Kadhafi, Seïf el Islam. Ces débats ont constitué entre 2005 et 2006, une tentative éphémère, de la part du fils du « Guide » pour élaborer une charte nationale (constitution). Plusieurs personnalités, notamment des universitaires et des leaders des Comités Révolutionnaires, ont participé à ces débats retransmis en direct. Parmi ces tribuns, le Professeur Omar El-Hamdi, compagnon de longue date de Kadhafi et l'un des idéologues des Comités Révolutionnaires. Interrogé, dès son village de M'rada (région de Syrte – *Hejr*), sur l'avenir des Comités Révolutionnaires, El Hamdi déclara : « *Je condamne ces appels à la mise à l'écart des Comités Révolutionnaires, seuls garants de la*

---

<sup>445</sup> Discours de Kadhafi en date du 11 février 2000.

<sup>446</sup> Confirmant sa stratégie de consolidation de la confédération tribale des Kdedhfas, Ouerfellas et Mguerha et inscrivant les Commandements dans un cadre qui ne rompt pas avec les anciens schèmes « révolutionnaires », Kadhafi a confié à son cousin Sayed Mohamed Gaddaf Eddam (considéré comme le « numéro deux » du régime) la présidence des Commandements populaires et Sociaux. Ce militaire de carrière fut, notamment, chef de la sécurité personnelle du « Guide », puis commandant militaire de la Cyrénaïque lors des affrontements avec la guérilla islamiste. Il est aujourd'hui le gouverneur de la province de Syrte, fief de la tribu de Kadhafi et principal lieu de résidence du « Guide ». Rompu aux alliances tribales et chef reconnu de la confédération du *Hejr* sur laquelle s'appuie le régime, il assure, depuis 2002, la reconversion des anciens membres des Comités Révolutionnaires dans les « affaires » ou dans l'administration publique.

*poursuite de notre marche vers la libération. Je dénonce toutes les formes de laxisme dans la lutte contre le relâchement des valeurs jamahiriyennes et refuse la clémence face aux trafics en tout genre. Ces trafics, auxquels s'adonnent des groupes parasites vivant à la marge (faisant clairement référence aux réseaux j'farris de commerce informel), corrompent le pays et sa jeunesse et risquent de provoquer un schisme dangereux. Nul n'acceptera que les richesses du pétrole puisées chez les uns (la confédération tribale du Hejr) et distribuées sous forme de produits de consommation subventionnés, se retrouvent dans les poches de ceux qui, par les moyens de la corruption et de la contrebande, accaparent les richesses des masses et tentent de désunir le pays, un pays qui n'a été unifié et bâti que grâce à la richesse, à l'abnégation et à la générosité des fils de cette région (Hejr) ». Ce discours, qui allie dans une même rhétorique le tribalisme et la référence à la Révolution jamahiriyenne et prône clairement une politique distributive fondée sur le degré de soumission des tribus libyennes à la domination de la confédération du Hejr, trouve un écho chez les cadres des Comités Révolutionnaires. Ainsi, dans une interview publiée au quotidien *Az Zahf Al Akhdhar* (l'Assaut Vert), le 8 juin 2005, un autre tenant de ce discours, l'universitaire et membre des Comités Révolutionnaires, Mohamed Chehoumi répond à la question du journaliste : « Je vais être direct. En ce qui concerne ma position quant au remplacement des Comités Révolutionnaires par les Commandements Populaires et Sociaux, la réponse est simple. Dans ce pays, les gens qui ont souffert pour cette Révolution, qui ont donné tant de richesses, des richesses qui leur reviennent de droit et qui se sont montrés de véritables Libyens en acceptant de partager (faisant allusion au pétrole puisé dans le Hejr) ne peuvent accepter que les forces d'avant-garde qu'ils ont enfantées depuis l'aube du Fatah (Révolution du 1er septembre 1969) soient mises à la retraite. Ces gens sont notre hadhina (matrice ; désigne la confédération du Hejr), et cette hadhina ne nous laissera jamais partir et suspendre notre œuvre. Nous ne sommes pas encore prêts pour le repos et l'affairisme. Oubliez qu'à un moment, nous accepterons de laisser la place à des chefs coutumiers ou à des jeunes dont la seule compétence est d'être issus de tribus déshéritées, n'ayant ni légitimité, ni crédibilité ni droit sur les ressources. Je ne dois pas vous cacher ma crainte pour l'avenir. En effet, on commence déjà à évoquer la possibilité de prendre les armes. Les jamahir (masses) pourraient avoir recours aux kalachnikovs pour défendre sa révolution et ses droits sur les richesses ».*

La mise en place des Commandements Populaires et sociaux s'accompagne en Libye, depuis 2003, de la montée d'une opposition violente à l'Etat, à ses organes de sécurité ou à ses milices

militaro-idéologiques – comme cela se produisit le 5 février 2006 en Cyrénaïque<sup>447</sup>. Une opposition qui voit dans ces nouvelles instances, une tentative de la part de Kadhafi pour éviter l'effritement de son pouvoir grâce à une réactivation des réseaux de clientélisme et à une consolidation d'un noyau tribal central autour de la confédération du *Hejr*. Cette tentative s'apparente assez à une refondation de l'Etat libyen suivant un modèle néo-patrimonial au sein duquel, le « Guide » cherche à se réapproprier la totalité des niveaux de légitimation : révolutionnaire, tribale, religieuse et sécuritaire. Nous sommes en droit de considérer qu'il s'agit là d'une phase transitoire de la structuration politique, travaillée par des forces centripètes qui aspirent à asseoir un pouvoir aussi décentralisé que possible ouvrant la voie à la prise en compte des pesanteurs des appartenances tribales dans un contexte d'essoufflement du potentiel distributif de l'Etat.

En retraçant l'évolution politique des institutions de la Jamahiriya, nous avons relevé les traits substantiels de l'attitude de l'Etat libyen vis-à-vis de la J'farra et de ses tribus et de la place qu'elles occupent :

- Le statut de la J'farra dans les représentations de l'Etat libyen, qu'il soit sénoussi ou jamahiriyen, n'a pas sensiblement évolué. Les deux pouvoirs ont considéré cette région et ses tribus comme des entités spécifiques, relativement plus évoluées que le reste du pays, du fait des conditions climatiques, de l'agriculture et des rapports d'alliance qu'entretiennent ses habitants avec leurs très proches voisins de Tunisie.

- Le développement spectaculaire du commerce informel porté par les tribus j'farries est condamné avec virulence par les autorités, qui dans leur discours mettent en exergue la dimension spéculative de cette activité et accusent les Nouaïels en particulier de détournement massif des produits subventionnés. Néanmoins, la dimension économique ne nous semble pas être le socle véritable de l'attitude de l'Etat envers la J'farra. Nous pensons que les raisons ont trait à la capacité d'autonomie que confère le commerce informel aux tribus j'farries par rapport aux ressources de redistribution de l'Etat et à la concurrence qu'imposent les acteurs locaux aux représentants de la hiérarchie sécuritaire et politique de la jamhiriya dans le contrôle desdites activités.

Les restructurations des institutions politiques ne consistent pas, à notre avis, une tentative du « guide » d'améliorer la représentativité de la population au sein des organes législatifs, mais

---

<sup>447</sup> Ces affrontements ont fait suite à la publication des caricatures du Prophète en Italie. Lors de ces manifestations qui ont duré trois jours, les cortèges ont pris pour cible le Consulat italien et l'ont incendié. La répression a été d'une rare violence de la part des Comités Révolutionnaires encore actifs dans la région. Les victimes se comptent par dizaines si l'on en croit l'Organisation Arabe de Défense des Droits de l'Homme basée à Paris.

une consolidation du rôle des tribus avec lesquelles il a scellé une alliance au sein des instances de décision et par voie de conséquence à une marginalisation des autres entités de la société, dont les tribus j'farries. Nous estimons qu'il s'agit là d'un prélude à la modification en profondeur des règles de redistribution des ressources. Celles-ci seront orientées davantage vers les régions centrales du *Hejr* qui accapareront ainsi la majeure partie des investissements. Cette orientation nous semble traduire une recomposition du pouvoir en Libye désormais axée autour d'un noyau central composé par les Kdedhfa, les Mgarha et les Ouerfella. Celui-ci est appelé à entretenir aussi bien des rapports de clientélisme sélectif avec le reste des tribus ou leurs élites ou de participer, en coordination avec les organes sécuritaires à la répression des dissidences.

## Chapitre 2 :

### Réseaux j'farris et expressions publiques des valeurs tribales : Construction d'une identité et représentations du territoire.

Nous nous proposons dans ce chapitre d'aborder la question de l'identité en rapport avec la qualification du territoire. Cette identité est approchée à partir des représentations élaborées par les j'farris à travers les discours et les actes inscrits dans la concrétude de l'espace. Etant donné que les activités informelles -qui forment l'armature de l'économie locale- ne peuvent à elles seules être considérées comme génitrices ou constitutives du territoire, il est donc primordial de s'intéresser aux discours sur l'identité tenus par les groupes locaux, aux phénomènes de construction sociale de la valeur spatiale, aux processus d'appropriation et d'identification au territoire. Si dans le premier chapitre de cette troisième partie, nous avons exposé les discours relatifs à la conception des territoires élaborés par les Etats, conception qui peut être qualifiée de démarche « par le haut », nous nous intéressons dans ce second chapitre à une démarche qui interroge les acteurs sur leurs propres représentations du territoire et qui identifie leurs stratégies en actes. Par ailleurs, à travers l'étude des discours sur l'identité et le territoire dans la société j'farrie, nous tenterons de relever l'importance des géosymboles ou « lieux-cœurs » qui donnent du sens à cette société dans son rapport au monde.

Avant d'entamer l'analyse des discours élaborés par les groupes j'farris, nous tenons à rappeler que les autorités en Tunisie ont mis à l'index toute forme d'appartenance devenue de ce fait suspecte, qu'elle soit politique, régionale, tribale ou territoriale (Belhedi, 1999). La traduction de cette politique est perceptible à travers le découpage administratif (secteurs, délégations, gouvernorats) qui instaure une topologie destinée à renforcer la structure centre-périphérie. De ce fait, l'individu se trouve relié plus aux institutions qu'à sa communauté, une situation qui nous permet de penser qu'elle favorise l'atomisation sociale et la désintégration communautaire en instaurant une organisation selon un schéma pyramidal (Belhedi, 2004). Toutefois, nous sommes en droit de nous demander dans quelle mesure l'Etat-Nation en Tunisie a entamé ou nivelé les appartenances des populations à des territoires tribaux ? Les décennies de construction d'un Etat centralisé et centralisateur ont-elles partiellement ou définitivement aplani les distinctions identitaires ? S'est-il imposé en tant qu'unique référence territoriale ? Ses politiques économiques,



ses actions symboliques et sa gestion de la frontière ont-elles réussi à tarir toute source de légitimation communautaire ou bien ont-elles concouru à la résurgence des discours particularistes tribaux ? Quelles sont les représentations que les populations j'farries élaborent de l'Etat ? Ces représentations emportent-elles l'adhésion de toute la communauté ou sommes-nous en présence d'une pluralité d'approches et d'attitudes ? Pouvons-nous affirmer que les représentations sont élaborées dans les deux sens (l'Etat vis-à-vis des populations et celles-ci vis-à-vis de l'Etat) mettant en face-à-face un Etat et une communauté ? Sommes-nous en droit de pressentir l'existence d'une multiplicité de représentations qui transcendent aussi les communautés ? Quelles représentations les communautés élaborent-elles d'elles-mêmes, de leurs élites et de leur voisinage ? Est-il question de résurgence de la tribu comme fondement de l'identité ou bien sommes-nous en présence de la réactivation de « l'idée de tribu » ? La tribu peut-elle survivre au délitement de ses fondements ancestraux ou bien les discours légitimistes j'farris ne font que s'accrocher à un mythe de la pérennité de la tribu<sup>448</sup> ?

## 1. Les « affaires » : discours et actes d'une mobilisation publique des réseaux.

Afin d'apporter des réponses à ces interrogations en esquisant les contours et les contenus des discours sur l'identité exprimés par les populations dans les deux parties tunisienne et libyenne de la J'farra, nous nous proposons de présenter une série de faits qui ont eu lieu dans la région, lors de nos multiples séjours entre 1995 et 2007. Nous avons été témoin<sup>449</sup> des épisodes ici relatés, dont certains ont revêtu des aspects violents et ont émaillé les discours identitaires de manière récurrente lors des deux dernières décennies<sup>450</sup>.

---

<sup>448</sup> Dans notre démarche, il importe d'éviter toute approche systématique dans l'analyse des discours sur l'identité et les représentations. En effet, il est nécessaire de mettre en relief les nuances, les contradictions et les paradoxes intrinsèques qui émaillent les processus de construction des identités. Nos recherches auprès des communautés tribales dans la J'farra nous ont amené à constater que les représentations inhérentes aux identités obéissent à des stratégies complexes, réversibles et souvent contextuelles.

<sup>449</sup> Les aspects relatifs à notre démarche et attitude de chercheur ayant eu l'occasion d'observer et de participer à la vie des J'farris sont exposés dans le paragraphe 2 de l'introduction générale de la thèse relative aussi bien à la genèse de la recherche qu'à la méthodologie adoptée en fonction de notre « statut » spécifique.

<sup>450</sup> Nous avons relevé, depuis le début de la décennie 1990, que les *gawalas* (poètes-chansonniers) de la J'farra ont joué un rôle de premier ordre dans la chronique de certains faits que nous nous proposons d'exposer. Les voitures de louage qui desservent les villes et villages de la J'farra sont les lieux de prédilection pour l'écoute des cassettes « informelles » (enregistrées lors de fêtes particulières ou de *zarda*). Tout au long des voyages qu'ils entreprennent, les J'farris reprennent en cœur les couplets des *gawalas* qu'ils savent incompréhensibles des autres passagers.

Nous avons choisi de traiter de ces « affaires » car elles ont constitué des occasions rares où les discours sur l'identité et les revendications sur les territoires des tribus ont été clairement et publiquement exprimés, un fait incontestablement nouveau puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une répression violente de la part des autorités. Notre intérêt pour ces affaires est aussi justifié par le fait que les valeurs qu'elles mettent en évidence (et sur la place publique et face aux autorités) sont désormais explicitées, qu'elles servent à mobiliser les gens et les réseaux et qu'elles débordent des limites du discours pour atteindre le niveau de la « manifestation » de tous genres. Il importe ici de souligner que les discours recueillis sont souvent des moyens d'explication, de justification et de légitimation élaborés par les acteurs des réseaux, dont les contenus ne sont pas nécessairement directs, ce qui a nécessité de notre part un effort de décyptage.

Les faits que nous nous proposons d'exposer sous la forme d'affaires sont les suivants :

- L'affaire d'El Marssa constitue une manifestation des rapports entre l'Etat central et certaines tribus j'farries : les Accaras, les Touazines et les Khzours. Dans cette affaire, nous avons relevé des questions relatives aux représentations de l'Etat élaborées par les groupes tribaux locaux.

- L'affaire du *souk* de Médenine renseigne sur les aspects inhérents à une forme de territorialisation menée par les groupes tribaux dans la « capitale » de la J'farra tunisienne et à la consolidation de leur mainmise sur les espaces de la contrebande et du commerce informel ;

- L'affaire d'En Nadhour est révélatrice des rapports existants entre groupes tribaux, puisqu'elle met en lumière leurs conflits et leurs luttes pour la maîtrise des territoires et des flux qui les traversent ;

- L'affaire du *Rabaâ* (placette située devant l'entrée d'une *zaouïa*) de Zouara ou la tentative de réaffectation de cet espace symbolique par les services de sécurité libyens exprime la complexité de situations où interfèrent les dimensions religieuses, identitaires, les enjeux fonciers du commerce informel et le rôle des réseaux de la contrebande dans la territorialisation de la J'farra.

- L'incident de l'estrade -ce que les J'farris ont baptisé *hadeth wejh el l'hid* (incident de la direction de chevauchée)- nous paraît caractéristique des conflits qui ont émaillé les rapports entre les autorités et les populations de la J'farra et qui ont pris la question de l'affirmation de l'identité tribale comme forme de contestation face à l'Etat. Une contestation qui s'inscrit dans la spatialité et prend une orientation à caractère idéologique. Cette affaire a été pour nous l'occasion de recueillir l'un des nos premiers témoignages sur l'émergence d'un discours sur l'identité tribale clairement et systématiquement formulé par un groupe d'intellectuels de la J'farra.

- Nous aborderons pour terminer le sujet de la *Kassâa de Sidi Khlif*, animée par une troupe des Abid Ghibonton en l'honneur de l'un des représentants de l'élite tribale touazine. A cette occasion, nous avons relevé l'expression, tout autant esthétique que symbolique, des revendications internes au sein de la tribu, ainsi que des différences qui existent entre les membres d'une même tribu dans leur représentation et conception des fondements moraux de l'identité tribale, et en premier lieu, la justice, l'équité et la solidarité.

## 2. Affaire El Marssa : mobilisation tribale pour la terre et pour la préservation du monopole des réseaux sur les axes de la contrebande transfrontalière.

Un événement s'est produit à l'automne 1997 dans le gouvernorat de Médenine et a fortement marqué les esprits en déplaçant les luttes tribales des cercles clos de la région et du tabou politique vers les réunions plénières des autorités locales, les salles d'audience des tribunaux et les colonnes de la presse<sup>451</sup>.

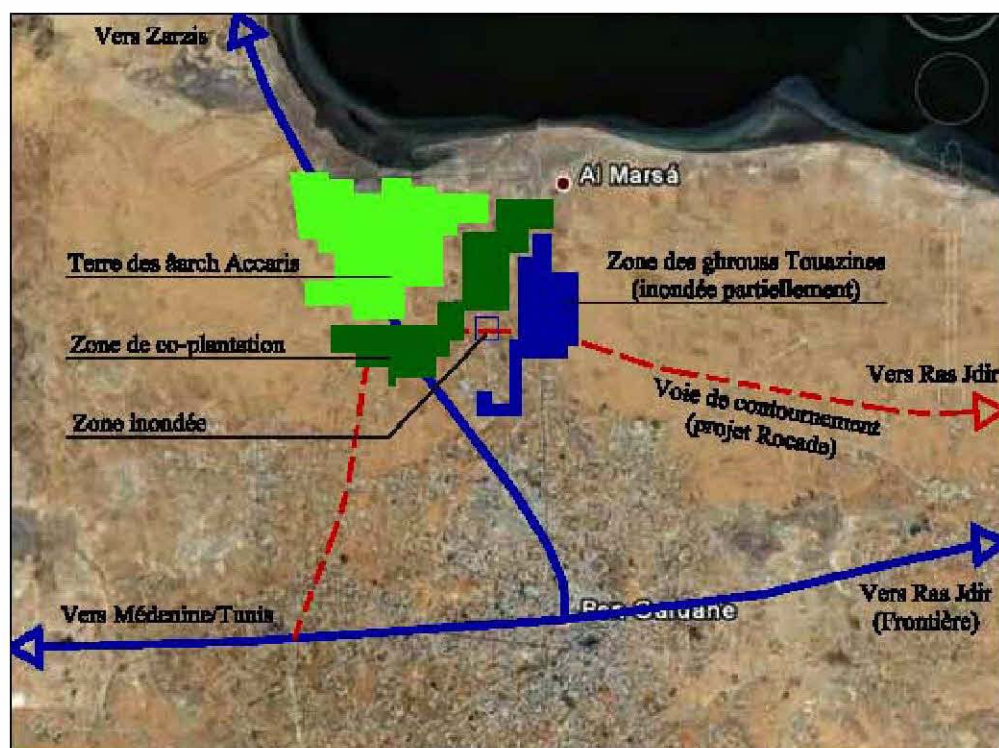
Cet événement est venu clore une suite de rixes et d'affrontements qui ont opposé des Accaris de Zarzis à des Touazines de Ben Guerdane à l'occasion des procédures d'attribution de terres collectives et du tracé des limites administratives dans les zones séparant la délégation de Ben Guerdane de celle de Zarzis (berges du lac El Bibane et, notamment, au voisinage de l'ancienne route antique conduisant vers la frontière libyenne sans traverser la ville de Ben Guerdane<sup>452</sup>).

---

<sup>451</sup> Nous avons trouvé un article de l'hebdomadaire « As-Sabah Al Oussbouyi », en date du 12 septembre 1997, paru sous le titre : « *Ila Matâa hadha al ihmaal ?* » (Jusqu'à quand ce désintérêt ?). Il nous a paru relater la position de l'une des parties en conflit, à savoir les Accaras et les Touazines. Les termes utilisés par le journaliste semblent s'adresser aux autorités centrales puisque le journal est faiblement distribué dans la région. Néanmoins, cet hebdomadaire a brisé un tabou en Tunisie en indiquant nominativement les deux tribus engagées dans l'affaire. Trois semaines plus tard, une précision juridique a été insérée dans une page intérieure par la rédaction de ce journal pour signifier qu'elle dégageait toute responsabilité par rapport au contenu de la « lettre » publiée en date du 12/9/1997. Or, il s'agissait bien d'un article signé par un journaliste de l'hebdomadaire et non une lettre de lecteur.

<sup>452</sup> Selon un officier de la Garde Nationale affecté à Ben Guerdane, les affrontements ont pris des formes très diverses, allant d'une rixe entre deux individus jusqu'à la bataille rangée, notamment au moment des premières pluies et des premiers labours. Selon cet officier, les parties en présence « usent de moyens de plus en plus performants pour accaparer les terrains situés en bordure de la lagune de B'hiret El Bibane (terrains appartenant, en principe, au Domaine Public Maritime), par exemple en remblayant les berges et en édifiant de *tabias* (talus) à l'endroit des pistes. Ainsi, El Marssa est un secteur de non-droit, les *arouch* y imposent leurs lois, nous n'intervenons que lorsqu'une partie fait appel à nous ; sinon, on observe. Le problème réside dans le fait que chacune des deux parties arrive à nous contourner en « haut lieu » : par conséquent, on est amenés à assurer un service minimum pour ne pas laisser déborder le phénomène et

Cet événement a été particulièrement – et passionnellement - suivi par l'ensemble de la population locale puisqu'il révèle -à notre avis- une combinaison complexe de revendications tribales, sociales et politiques qui se sont exprimées dans un contexte caractérisé par une attitude hésitante de la part des autorités -lesquelles, souvent par le passé, ont privilégié les arrangements locaux et discrets. Cette discrétion était impossible cette fois. En effet, dans cette affaire, les luttes portaient sur le contrôle des zones frontalières et des routes donnant accès à la Libye. Les deux groupes qui se sont disputés ce contrôle sont les Accaras de Zarzis et les Touazines de Ben Guerdane. Chacune des deux parties exigeait que les limites entre les deux délégations (dont le tracé se confond avec celui des territoires des deux tribus) englobent la route qui longe les berges sud du lac El Bibane et mène directement à la frontière avec la Libye. Les deux parties considérant que l'intégration de cette route au sein de l'une ou l'autre des deux délégations offrait la possibilité de contrôle des flux marchands vers et en provenance de la Libye à l'une des deux tribus.



Les revendications des deux parties.

Les Accaras ont formulé à plusieurs reprises des contestations quant à l'étendue des terres attribuées à la tribu des Touazines et à la délégation de Ben Guerdane qui s'étend du Nord au Sud sur la partie « utile » de la frontière tuniso-libyenne.

empêcher qu'il en arrive à « contaminer » le reste des régions. Dans ce genre d'affaires, il est conseillé de garder une certaine neutralité ; ils n'ont qu'à régler leurs problèmes entre eux !».



L'affaire « d'El Marssa » a été portée au tribunal par un avocat au nom de la « Communauté Accara » de Zarzis, laquelle conteste aux Touazines de Ben Guerdane la propriété des terres situées au sud du lac El Bibane. Les termes dans lesquels a été rédigée la requête s'apparentent à une rhétorique qui traite les Touazines de « belliqueux », de « suppôts de l'anarchie », « d'héritiers du tribalisme » et « d'éléments incontrôlables » ayant usurpé les terres des Accaras qui - selon les termes de la requête – « *ont contribué à l'édification de l'Etat national et à la valorisation des terres incultes* » (allusion au développement de l'oléiculture de la péninsule des Accaras au voisinage de Zarzis).

L'objectif de cette requête n'était qu'accessoirement juridique ; le juge l'a d'ailleurs rejetée pour vice de forme. L'avocat nous a déclaré, le 6 mai 2002, que la procédure juridique « *avait pour finalité d'entamer une nouvelle ère ; celle de la revendication des droits sur la terre et sur le contrôle du territoire de la tribu, sans cesse soumis aux exactions des Touazines. Bien que n'ayant pas abouti, et c'était prévisible, cette requête auprès du Tribunal a levé le voile sur une vieille injustice dont l'Etat porte une part importante* ». En effet, les termes de la requête s'adressent directement à l'Etat qui est appelé par les plaignants à « rétablir les droits » et « permettre aux Accaras de récupérer les terres » qui ont été occupées « injustement » par les Touazines lors de la « période de l'anarchie » et de la « loi de la jungle » (termes désignant l'ère pré – coloniale où les territoires étaient conquis « à la force de l'étrier et de la bride »)<sup>453</sup>.

Cette requête a été largement distribuée aussi bien à Zarzis qu'à Ben Guerdane sous forme de tract et d'affiches placardées dans les cafés ou dans les échoppes des *souk*. La diffusion de la requête a contribué à attiser les tensions et les passions et à réveiller les mobilisations tribales dans cette partie de la J'farra

Nous avons ressenti l'intérêt que revêt cette affaire pour l'ensemble de la population dans les deux délégations grâce à une longue discussion avec des représentants de l'élite touazine et à une rencontre avec l'avocat de la « communauté accarie » pendant un séjour effectué en avril-mai 2002.

Parmi les personnes que nous avons interviewées, nous citerons M. Mosbah Ben El Abed Ben Madi El Jarri<sup>454</sup> dont le rôle dans l'affaire d'El Marssa nous a été décrit par nos *sahab*

---

<sup>453</sup> Les expressions en arabe ont une connotation chargée d'histoire et de symbolique que la traduction ne peut restituer. Ainsi, le terme pour : « période de l'anarchie » (en arabe dans le texte) est : *âssrou al faoudha wa al iffssad*, ce qui réfère à une catégorie de langage datant de la période beylicale. Les mêmes expressions sont très courantes dans les correspondances des *Gaïed* qui traitaient les Werghemmis avec les mêmes adjectifs lors des soulèvements. Ces termes, semblent selon l'avis des personnes que nous avons interrogées, raviver une mémoire tout aussi douloureuse que frondeuse.

<sup>454</sup> Le 20 avril 2002, nous avons été invité à la *gharssa* (verger) de M. Mosbah El Jarri pour un déjeuner. Nous n'avions jamais eu de contact avec cette personne auparavant. Néanmoins, selon notre *r'fig*



zorganes comme capital. Nous avons remarqué que les personnes présentes lors de la discussion étaient au courant de notre participation à l'élaboration du Plan Directeur d'Urbanisme de Jerba-Zarzis<sup>455</sup> et que nous avons été chargé de la conception des documents techniques relatifs aux lotissements de Dhouiher de la zone franche<sup>456</sup>. Or, c'est cette enclave d'économie spéciale, située entre Ben Guerdane et Zarzis (mais située dans la délégation de cette dernière) qui interrogeait les Touazines, qui ne disposaient pas d'informations fiables sur les véritables finalités de ce projet<sup>457</sup>. Les questions qui nous ont été posées portaient sur l'effet d'un tel projet sur la restructuration des flux commerciaux à l'échelle des deux pays : s'agissait-il d'un port franc (le nom de Port-Saïd a été cité à plusieurs reprises) ? La création d'un « territoire tarifaire spécial » allait-il modifier les activités transfrontalières ? Quelle importance allait alors revêtir la voie de contournement de la ville de Ben Guerdane ? Serait-elle destinée à canaliser les flux de véhicules en dehors de la ville et à relier ainsi la Libye à la zone franche de Zarzis ?

Cette série d'interrogations traduisait de leur part une appréhension réelle face à un projet dont les finalités étaient encore imprécises. Ceci étant, nos interlocuteurs nous ont appris au cours de la discussion que les instigateurs de la requête n'étaient pas Accaras et qu'ils n'avaient aucun

---

*sahab* (protecteur) zorgane qui nous a transmis l'invitation, El Haj El Jarri (c'est ainsi qu'on l'appelle à Ben Guerdane) est connu pour être un des opérateurs les plus influents du secteur de la contrebande et, notamment, l'organisation des services pour la partie libyenne (transfert de devises des entreprises libyennes via la Tunisie vers l'Europe, assistance logistique pour les transporteurs, prise en charge des soins médicaux dans les cliniques privées et, surtout, le convoyage vers la Libye de produits prohibés dans ce pays tels que les spiritueux et produits de luxe interdits à l'importation).

<sup>455</sup> Cette étude a été élaborée par le bureau d'études Comete Engineering et d'autres consultants pour le compte de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire durant les années 1994-1999.

<sup>456</sup> Nous avons été chargé, en 1997, en qualité d'architecte-urbaniste par la Direction Opérationnelle du Sud relevant de l'Agence Foncière d'Habitation d'élaborer une étude de lotissement à Dhouiher (hauteurs de Zarzis) pour l'aménagement d'un quartier résidentiel d'une centaine de lots majoritairement pavillonnaires. L'objectif de l'AFH étant de créer une cité résidentielle de haut de gamme à l'écart de la ville de Zarzis destinée à l'élite locale. Toutefois, ce sont les Touazines qui ont déposé en premier leurs demandes d'acquisition des lots.

L'étude de création d'une zone franche dans le port commercial de Zarzis a été élaborée par le bureau d'études SIDES. Nous avons participé à cette étude en qualité de consultant chargé des aspects d'aménagement et d'évaluation de l'impact sur l'environnement urbain. L'un des objectifs de cette étude est de relier la future zone franche à la Libye en passant par Ben Guerdane.

<sup>457</sup> Le projet de Zone Franche à Zarzis comportait l'aménagement d'un millier d'hectares au sud de cette ville, sur les berges de la Sebka *El Mellaha* et au voisinage du port de commerce. L'objectif annoncé en 1996 par le Commissariat Général au Développement Régional était la création d'une plate-forme pour le stockage et la fabrication en off-shore de biens industriels par des entreprises désireuses d'être proches des marchés européens - principalement des investisseurs d'Extrême-Orient. La première entreprise à acquérir un terrain (d'une superficie de 320 ha) est indonésienne et propose des services logistiques pour les compagnies de prospection pétrolière en Libye. Aujourd'hui, les autres parcelles de cette zone franche ne sont que très partiellement occupées par des entrepôts des entreprises de manutention ; ajoutons-y quelques unités de conditionnement de thon et de tri de vêtements usagés en provenance d'Europe, dont les produits sont destinés aux marchés africains subsahariens. En 2005, un vaste entrepôt de voitures d'occasions a été aménagé dans la partie sud de la zone franche. Les véhicules proviennent de Corée du Sud et du Japon et sont vendus exclusivement en devises aux Libyens.

lien avec la ville de Zarzis. Selon eux, il s'agissait de promoteurs très proches des cercles du pouvoir et qui désiraient investir dans la région pour ouvrir une sorte de grande surface commerciale et de libre-échange à proximité de la Libye, qui serait alimentée par de grandes centrales occidentales et desservirait le marché libyen. A leur avis, ces promoteurs avaient pour projet la création d'une rocade qui contournerait Ben Guerdane par le Nord en passant à proximité de la B'hiret El Bibane -à l'endroit de la zone d'El Marssa- qui reliait directement la frontière libyenne à la zone franche. Nos hôtes nous ont expliqué que ces promoteurs, ne pouvant acquérir les terres situées sur les berges de la zone d'El Marssa, ont poussé, selon leurs termes, certains propriétaires Accaras à élargir leur assiette foncière en faisant prévaloir leurs « droits » sur les parcelles plantées d'olivettes dans le cadre des *douleb el mouchajara* (associations de co-plantation) passées avec les Touazines sur les terres tribales de ces derniers<sup>458</sup>.

Nous avons trouvé que nos interlocuteurs j'farris exprimaient un véritable sentiment de frustration face aux menées de certains cercles du pouvoir central qui, selon leurs dires, ont longtemps marginalisé la région et l'ont tenue à l'écart des grands projets de développement. Ces mêmes autorités, ayant compris l'importance économique du secteur informel et pris conscience de sa grande rentabilité financière, essaieraient de soutenir des opérateurs proches des cercles du pouvoir pour qu'ils pénètrent la région ou montent des sociétés de négoce avec des Libyens. Ils nous ont également exprimé leurs soupçons à l'égard des tentatives de création de nouvelles sociétés mixtes tuniso-libyennes installées dans la capitale et profitant de soutiens haut placés afin de concurrencer les réseaux j'farris.<sup>459</sup>

Le rapport entre le contrôle du secteur informel et la question foncière est l'une des raisons principales de l'intervention de l'Etat dans la région et la cause de l'expression des contestations les plus manifestes des J'farris à l'encontre de l'action des autorités. A plusieurs reprises, nos

---

<sup>458</sup> Nous avons rencontré à plusieurs reprises des situations similaires dans la J'farra où les revendications foncières basculent facilement du domaine de la loi à celui de la rhétorique tribale. En effet, profitant de l'absence de cadastre et de descriptif clair et irréfutable de parcelle, ainsi que de la pluralité des « sources de légitimation » de la propriété foncière, les groupes font valoir des documents anciens établis par les *miâads* et qui présentent dans leurs contenus des contradictions manifestes. Les divers groupes rédigent des requêtes à l'attention des autorités et exercent des pressions sur les responsables locaux qui peinent à trancher afin de ne froisser aucune partie et tentent malgré tout de désamorcer des crises qui peuvent dégénérer en affrontement entre factions tribales.

<sup>459</sup> Il nous est difficile de vérifier la véracité de certains discours relatifs à la mise en place de nouveaux réseaux transfrontaliers composés d'opérateurs économiques proches des cercles des pouvoirs, aussi bien en Tunisie qu'en Libye, et susceptibles de contourner les groupes tribaux. Nous avons remarqué, il est vrai, la multiplication des convois de camions chargés de marchandises destinées à des grossistes de Tunis et du Sahel, et connus pour être très proches du pouvoir. Nous avons observé, lors d'une visite en Libye en octobre 2002, que ces convois ne faisaient l'objet d'aucune tracasserie administrative ou douanière (contrairement à la majorité des convois qui ne sont pas destinés à la J'farra). Certains convois sont même escortés par des véhicules transportant des personnes chargées de « faciliter » le passage des barrages sécuritaires ou douaniers.

interlocuteurs werghemmis nous ont expliqué que l'Etat, utilisait la question foncière, et notamment le partage ou le gel des terres *âarch*, afin de réguler les flux du commerce informel transfrontalier. Ainsi, en procédant à des attributions de terres encore dans l'indivision<sup>460</sup>, les autorités privilégient, de l'avis de nos interlocuteurs, certaines familles issues de clans « étrangers », notamment au voisinage des routes principales ou le long des pistes empruntées par les contrebandiers. Ces attributions sont souvent contestées et se trouvent à l'origine d'une attitude soupçonneuse de la part des groupes werghemmis. Ces derniers considèrent les attributions des terres comme une manifestation de la volonté de l'Etat de maintenir sa mainmise sur la région et d'exercer son contrôle sur l'économie locale et en premier lieu le commerce informel.

A l'automne 2001 et à la suite d'intenses averses sur le nord de la J'farra, des Accaris venus de Zarzis se sont dirigés vers les oliveraies situées à proximité d'El Marssa pour les labours. Au même moment, des jeunes de Ben Guerdane faisaient la tournée des cafés pour mobiliser des volontaires afin d'empêcher les « intrus » de pénétrer dans la zone contestée. Par camions chargés d'hommes armés de gourdins, des centaines Touazines ont afflué dans la zone d'El Marssa et chassé les Accaris. L'affrontement, certes ingal, a duré des heures et s'est soldé par des dizaines de blessés. La Garde Nationale -qui n'est intervenue que tardivement pour séparer les belligérants- a, depuis cet incident, interdit l'accès à ces terres. Les communications entre les deux villes ont été suspendues pendant près de deux mois<sup>461</sup>.

Par ailleurs, lors de notre passage dans la région en 2003, nous avons relevé, que les propriétaires touazines des *gharssa* (plantations) situées à proximité de la voie « littorale » programmée par les autorités, ont creusé de larges sillons dans leurs parcelles avec des engins de défoncement et déposé des blocs de pierre sur un tronçon du projet afin de rendre impossible tout accès à la zone. Dans les parcelles de *ghrouss J'nifene* (vergers du clan des J'nifene), les propriétaires ont inondé les terres en aménageant un lac artificiel alimenté par un canal relié à B'hiret El Bibane.

Ces affrontements ont été relayés dans les manifestations culturelles régionales. Ainsi, à l'occasion du festival de Ben Guerdane et des *zarda* qui ont eu lieu de 2002 à 2005, des joutes oratoires ont été organisées entre des poètes qui se réfèrent publiquement aux appartenances

---

<sup>460</sup> Ces attributions restent relativement peu nombreuses et traduisent, par leur parcimonie, l'attitude ambiguë et hésitante de l'Etat. Elles constituent autant d'occasions de contestation de la part des groupes locaux. En l'année 2005, par exemple, les terres attribuées n'ont représenté que 1,2% de l'ensemble des terres indivises dans la délégation de Ben Guerdane, soit moins de 4 600 ha (source : CRDA de Médenine, section des affaires foncières et d'apurement des terres socialistes, Médenine 2006).

<sup>461</sup> Les transports publics entre Zarzis et Ben Guerdane ont été interrompus. Les conducteurs de « louages » (taxis collectifs) n'osaient plus s'aventurer en dehors de leurs délégations respectives par peur de représailles de la partie adverse. Des élèves de Ben Guerdane ont aussi suspendu leur scolarité à Zarzis.

tribales et vantent l'attachement à la terre désignée par le terme polysémique et ambiguë de « *watan werghemma* ». Cette désignation frise le tabou politique en Tunisie où « *watan* » signifie patrie, alors que, dans le langage spécifique des *orbane*, il signifie la terre originelle d'où est partie la tribu avant la conquête de nouvelles terres. Nous avons remarqué que l'ambiguïté sémantique était intentionnelle chez les poètes.

A la suite de cette affaire, les autorités régionales ont repris leur attitude habituelle, celle de l'ajournement des solutions et de la recherche de compromis provisoires. Ainsi, lors d'une réunion du Conseil Régional du Développement tenu le 7 septembre 2006<sup>462</sup>, le gouverneur de Médenine a tenu à rassurer les présents en leur affirmant que l'option de la voie de contournement, n'étant pas inscrite dans le plan d'aménagement urbain de la ville de Ben Guerdane, ne serait pas retenue. Quant aux attributions de terres indivises dans la région des berges de B'hiret el Bibane, il est annoncé qu'elles devraient faire l'objet d'une concertation de toutes les parties concernées. Nous estimons, que l'annonce de cette concertation équivaut à une reconnaissance des rapports de force locaux. Le gouverneur a également réaffirmé le désir de l'Etat de conserver une grande part des terres indivises sous le régime forestier dans l'attente d'une solution acceptable pour l'ensemble des parties. Cette mesure conservatoire -dont l'objectif officiel est la préservation des terres collectives sous le régime des parcours ou du domaine forestier, en les mettant donc à l'abri de ceux qui veulent étendre leur mise en culture- n'a réussi qu'à renforcer le rôle des élites touazines. Celles-ci sont parvenues à mobiliser une partie importante de leur tribu autour d'une revendication commune ; celle du droit sur les terres d'El Marssa considérées comme source de revenu du pastoralisme pour les membres de la tribu. Toutefois, cette élite considère ces terres comme le territoire de tous les trafics et des contrebandes transfrontalières dont elle veut garder le monopole.

Cette affaire a replacé le territoire au cœur des revendications des Werghemmis qui ont conscience qu'il est le moyen pour préserver le groupe de la précarité économique en leur assurant l'accès exclusif à la contrebande sur la frontière. Le territoire tribal - de par sa structure foncière complexe dominée par la propriété collective - assure une grande liberté d'action et d'accès des groupes aux parcours et aux terres. Le territoire en tant que ressource constitue, pour les élites tribales j'frarrie, le thème principal dans leur mobilisation de l'ensemble des clans locaux face à l'Etat. Les rapports entre les deux parties sont empreints par les attitudes de suspicion. Selon les élites tribales, la position des autorités officielles consiste à figer la situation actuelle et à ajourner toute solution d'attribution ou de partage entre les clans et les tribus. Quant aux autorités, elles ne

---

<sup>462</sup> Les procès-verbaux de cette réunion ont été photocopiés par certains membres du Conseil qui les ont diffusés dans les milieux touazines. Nous avons obtenu une copie de ces documents lors d'une visite à Ben Guerdane en février 2007.

peuvent occulter leur désir de maintenir l'indivision foncière, unique solution pour préserver les derniers grands parcours pastoraux du pays. Toutefois, l'attitude des autorités est contradictoire sur certains aspects et politiques. En effet, même si le discours officiel - relatif à la question foncière - se veut « conservateur », force est de constater que dans les pratiques, ces mêmes autorités encouragent – grâce à une série de subventions - la mise en valeur de l'oléiculture sur les terres attribuées et dont l'impact écologique soulève plusieurs interrogations.

Néanmoins, en analysant les discours « revendicatifs » de certains représentants de l'élite tribale touazine, nous avons relevé une diversité de situations et remarqué l'existence de nuances que ces discours parviennent mal à dissimuler. En effet, les personnes interrogées sur la question de l'attribution des terres nous ont assuré que l'Etat voulait mettre la main sur les terres indivises situées en bordure de la frontière, terres actuellement occupées par des sebkhas où les tribus Touazines et Oudernas ont multiplié le cheptel camelin pour mieux faire prévaloir leurs droits et refuser toute cession au domaine forestier. D'autres personnes interrogées ont tenu à mettre en exergue certaines nuances dans les revendications des groupes locaux. Selon elles, les mêmes groupes revendiquent aussi bien la privatisation des terres que leur maintien dans l'indivision, et ce, en fonction de la localisation de ces terres. Ainsi, la demande de privatisation des terres n'est évoquée que dans le Nord de la J'farra et au voisinage des noyaux villageois, alors que cette revendication est presque ignorée par les clans qui résident au voisinage de la frontière ou le long des voies principales de la contrebande. Nos interlocuteurs nous ont assuré que la population qui réside dans le Nord de la J'farra ne demande pas la privatisation des terres qu'elles occupent, mais leur attribution aux *arch* sous forme de parcours collectifs ; ainsi, ceux-ci seraient accessibles à tous les membres de la tribu des Touazines, un accès qui leur reste exclusif.

La persistance du caractère collectif des terres dans la zone frontalière de la J'farra, l'exclusivité du commerce informel transfrontalier à travers cette même zone et les possibilités de développement autonome<sup>463</sup> des noyaux urbains et villageois dans la partie septentrionale et occidentale constituent autant de facteurs pour un développement contrasté de la question foncière. Ainsi, d'un côté, les clans implantés loin de la frontière et n'ayant pas un accès direct aux voies de la contrebande considèrent comme prioritaire l'attribution individuelle des terres encore indivises. De l'autre côté, les clans implantés sur la frange frontalière refusent tout apurement foncier de leurs terres, apurement, qui selon eux, constituerait une entrave face aux activités des réseaux de contrebande transfrontalière. Toutefois, cette situation laisse redouter aussi la mise sous régime forestier de leurs terres ce qui impliquerait le renforcement de l'appareil

---

<sup>463</sup> Nous entendons par développement autonome, une extension qui a lieu en dehors du contrôle administratif.



de contrôle des autorités et l'application rigoureuse des règlements d'exploitation des parcours. Nos interlocuteurs nous ont indiqué, que certains clans Touazines appréhendent la réalisation de certains projets à caractère écologique à l'instar des réserves naturelles de Sidi Touï au Sud de Ben Guerdane ou de celle de Kemboût au voisinage de Tataouine<sup>464</sup>.

Face à ces deux attitudes opposées de la part des populations locales, les autorités régionales optent pour une série de solutions de la question foncière dans la J'farra. Ces solutions ne prennent pas en compte les stratégies spécifiques des groupes dont les intérêts divergent selon leur implantation géographique par rapport à la frontière et leur degré d'implication dans les activités informelles. Or, les choix des autorités butent sur la pluralité des revendications et sur les particularismes locaux en matière de revendication foncière.

L'écart entre les politiques foncières officielles et les exigences des clans werghemmis constitue, à notre avis, une des explications essentielles de la revitalisation de l'identité tribale.

Lors de notre séjour en avril 2002, nous avons constaté que les élites tribales werghemmies avaient réussi à occulter la diversité dans les revendications des différents groupes au sein de la confédération et à présenter une requête unifiée exigeant l'abandon du projet d'aménagement de la voie littorale longeant les berges de B'hiret el Bibane. Cette requête a été adressée au gouverneur de Médenine au nom de tous les clans et tribus werghemmis. Une délégation de plus d'une cinquantaine de délégués werghemmis a été chargée de transmettre la requête. Ayant soulevé la question avec El Hadj El Jarrî, nous lui avons demandé comment aurait pu être conciliées d'une part, le souhait des membres des tribus des Khzours et des R'baïa -dont les terres sont situées au Nord de la J'farra au voisinage de la « partie utile » cultivable proche des oliveraies de Zarzis- à ce que le processus d'attribution à titre privatif des terres *arch* soit accéléré et, d'autre part, la volonté des élites des Touazines et des Oudernas du maintien du caractère collectif des terres ? Comment, en quelque sorte, peut-on demander à la fois la préservation de l'accès de l'ensemble des membres de la tribu à la terre et exiger sa division entre les ayants droit ? Pourquoi les élites locales dénoncent-elles l'ambiguïté de l'attitude officielle en matière de gestion foncière alors que le discours et les stratégies des élites werghemmies sont eux-mêmes parcourus de contradictions apparemment irréductibles ? Comment l'élite werghemmie est-elle parvenue à échafauder une politique collective engageant l'ensemble de la population werghemmie autour de revendications qui ne concernent qu'une minorité et dont la portée peut s'avérer en totale contradiction avec les aspirations du reste de la confédération ?

---

<sup>464</sup> Ces deux réserves ont été créées en 1999 et couvrent respectivement 3200 ha et 4100 ha. Elles témoignent de la volonté de l'Etat de conserver la mainmise sur une importante superficie située au cœur même de la J'farra frontalière.

Notre interlocuteur et d'autres personnes qui l'entouraient<sup>465</sup> ont tenu à répondre en commençant par un « cadrage » politique. D'après eux, l'affaire d'El Marssa n'a pas été présentée par les élites tribales à l'ensemble des Werghemmis comme une simple question d'aménagement routier ou d'injustice dans les attributions foncières des terres indivises. Elle a constitué une forme de cristallisation d'une conscience collective renouvelée du territoire tribal. Les élites ont mis l'accent sur le péril - que représentait pour l'ensemble des Werghemmis - l'insertion de nouveaux réseaux informels non originaires de la région, disposant de protections politiques à l'échelle nationale<sup>466</sup>. Réseaux susceptibles de contourner, sinon de marginaliser les Werghemmis et leurs alliés libyens. La communauté tribale était ainsi amenée si ce n'est à opter pour l'une ou l'autre des allégeances, du moins à établir une hiérarchie entre elles. Selon les termes d'El Hadj El Jarrî, il y a lieu de lire dans l'affaire d'El Marssa une dimension symbolique ; c'est celle-ci qui a permis la réactualisation des *walaâ* (allégeances). Il nous a expliqué que *« Cette affaire a fourni une occasion pour un alignement de la communauté werghemmie sur la position défendue par les aâmem et qui préconise la défense des ressources du commerce informel. Les jeunes se sont mobilisés très rapidement et sont partis chasser les Accaras - qui étaient poussés par les « étrangers » - en dehors de nos terres. Ces jeunes, dont la majorité est déshéritée, ont occupé les terres d'El Marssa pendant plus de deux semaines empêchant quiconque de s'en approcher. Malgré la présence de la Garde Nationale et les raffles, ils ont résisté et nous avons eu gain de cause. Ils n'étaient pas une poignée, mais des dizaines, tous originaires de Ben Guerdane et de ses environs. Pendant toute cette houja, les familles se relayaient pour leur apporter nourriture et renfort. Les Touazines ont montré aux autorités qu'ils étaient soudés autour de leurs aâmem et qu'ils avaient conscience que l'Etat -qui les a longtemps délaissés, le dos au mur, sans aucune ressource, exceptée leur terre- a compris l'opportunité que représentait la participation à la manne de la frontière. Par conséquent, il a essayé de s'immiscer dans nos affaires et de placer ses alliés. Nous n'avons aucune objection à ce qu'ils viennent commercer ici, mais nous laissera-t-on, nous aussi, participer aux rachats des entreprises publiques en difficulté (allusion aux privatisations du secteur public) ou à la location à vie des fermes d'Etat (allusion à la création des sociétés de mise en valeur agricole sur des terres domaniales pour des loyers très bas) ? Nous avons demandé aux gens (Werghemmis) de trancher pour l'une ou l'autre des parties. Doit-on soutenir les aâmems dans leur lutte pour la préservation de nos terres et des réseaux qui les*

---

<sup>465</sup> Parmi les personnes que nous avons croisées lors d'une seconde réunion avec El Hadj El Jarrî dans sa *gharssa* en mai 2002, des grossistes du commerce informel.

*abritent ou bien doit-on ouvrir la porte à tous ceux qui voudraient venir partager notre pain ? La J'farra doit-elle s'ouvrir à ceux qui lui ferment leurs terres ? ».*

Confirmant les propos de Hadj El Jarri, Maître Jomâa Ben Abdelmoumen Boussetta, notaire à Ben Guerdane a déclaré à propos de cette affaire que : *« L'Etat nous a mis à l'index pour notre sens de l'arouchiya (tribalisme, esprit clanique). Il nous a traités d'arriérés car nous tenions à certaines valeurs essentielles telles que la terre et la solidarité. Mais le jour où il a voulu avancer ses « pions » dans la J'farra pour participer à la contrebande, il n'a pas hésité, à son tour, à utiliser un discours à connotation tribale. Pour parvenir à mettre un pied dans la J'farra, les cercles d'affairistes alliés à l'Etat ont tenté de monter les Accaris contre les Touazines en appelant à un affrontement entre tribus et non entre groupes d'intérêts. Ils ont très vite déchanté car dans ce registre, les aâmem sont mieux outillés et plus convaincants. Les aâmem ne sont pas seulement des parents ou des voisins ici, ce sont les employeurs et les prêteurs. Les affairistes du Sahel (en allusion aux groupes d'affairistes proches du pouvoir et qui sont en majorité originaires des environs de Sousse) ont traité les Touazines de suppôts de l'anarchie (allusion à la requête) et ont tenté de restreindre le rôle exclusif de cette tribu dans le commerce transfrontalier et d'imposer une nouvelle alliance qui s'adosse à la puissance de l'Etat et qui soit susceptible d'accaparer les ressources de la région et de sa population. Ce fut une erreur d'appréciation de la part de l'Etat et de ses affairistes, car les aâmem, loin d'avoir été écartés ou affaiblis, se sont imposés, à la faveur de l'occupation des terres par les jeunes, comme les seuls interlocuteurs de l'Etat. Tout au long de cette affaire, les jeunes ont appliqué à la lettre ce que leur demandaient les aâmem. Ils ont creusé les fossés dans les terres qu'ils occupaient afin d'empêcher l'arrivée de la Garde Nationale, ils ont déversé des tonnes de pierre à l'endroit où devait passer la route programmée et surtout, ils ont fait face à la violence des Accaris et de la Garde. Beaucoup ont été arrêtés et enrôlés de force dans l'armée ou jugés pour des délits qu'ils n'ont pas commis, mais les aâmem ne les ont pas abandonnés, ils ont assuré leur défense et envoyé de l'argent à leurs familles. Les Werghemmis se sont reconnus dans leurs aâmem et non dans l'Etat ».*

Les deux interlocuteurs dont nous venons d'exposer les propos appartiennent à l'élite werghemmie et selon eux, cette affaire a resserré les liens autour des aâmem qui ont su mobiliser l'ensemble de la population locale autour du thème de la défense des ressources de la région face à l'Etat. Toutefois, cette élite n'a pas joué tous les rôles dans l'affaire. Aussi avons-nous tenu à interroger les jeunes ayant participé à l'occupation des terres et à recueillir leurs récits relatifs aux péripéties de l'affaire d'El Marssa. Selon Moncef Ben Ettaïeb El Kraïni, chauffeur de taxi collectif à Ben Guerdane, l'affaire d'El Marssa n'est pas une « guerre sainte » pour la terre avec d'une côté, une tribu agressée et d'un autre côté, des occupants. A l'occasion d'une rencontre tenue à Ben

Guerdane, le 6 mai 2002, il nous a déclaré : « *Il est vrai que nous nous sommes alignés et en masse sur la position des aâmem. Les Werghemmis ont été convaincus que seul le contrôle de leur territoire peut leur assurer l'accès aux ressources. Les autorités ont choisi la confrontation avec tout le najaâ. En cherchant à placer dans la région les réseaux sahéliens, l'Etat a poussé l'ensemble de la population à soutenir les aâmem. Même ceux qui ont conscience de leur situation d'exploité au sein du système tenu par les aâmem n'ont pas hésité à partir à El Marssa occuper les gharssa. Moi-même je me suis porté volontaire et j'ai transporté les gens vers les terres. Ma participation n'est pas une forme de rébellion contre l'Etat ni une allégeance aveugle aux aâmem. Je suis convaincu que ces derniers sont les premiers bénéficiaires de cette affaire et de notre élan. J'ai observé, tout au long de notre séjour dans les gharssa d'El Marssa que les aâmem, tout en poussant les jeunes à l'affrontement avec la Garde ou les Accaris, n'ont pas arrêté un jour leurs négociations avec les représentants des autorités pour préserver leurs intérêts. Mais d'un autre côté, nous n'avions pas le choix. Ce que nous défendions était, certes dans une grande part, le double des aâmem, mais aussi et surtout notre pain à nous tous, y compris les plus démunis des Werghemmis. L'Etat a choisi d'affronter tout le najaâ, c'est sa faute. Il est donc légitime que nous soutenions nos aâmem face à l'Etat et que notre mobilisation prenne cette connotation tribale. Dans cette affaire, moi-même et beaucoup de jeunes qui avons affronté la répression de la Garde, nous avons été amenés à établir une hiérarchie dans nos allégeances. Il est vrai que l'Etat reste au-dessus de tout, mais dès qu'il s'agit de préserver notre pain et notre terre, nous sommes en droit de chercher la couverture du najaâ* ».

Bien que reconnaissant leur refus de la mainmise de l'Etat sur le territoire de leur tribu, nos interlocuteurs werghemmis insistent sur leur appartenance à la Tunisie. A l'occasion de plusieurs entretiens, ils ont insisté à mettre l'accent sur leur contribution dans la lutte de libération nationale. De même, ils revendiquent l'appartenance à la *umma* islamique et se considèrent, de par leurs origines (réelles ou supposées) bédouines, comme les meilleurs représentants de l'héritage arabe dans cette partie du Maghreb. Toutefois, ces références à une Nation, un pays, une région et une identité ne leur interdisent nullement de revendiquer leur appartenance à des « auréoles d'assimilation » (*dawaâr al inssiha*) à l'instar du clan, de la tribu et de la confédération tribale (*najaâ*) et du réseau<sup>467</sup>.

---

<sup>467</sup> Nous avons remarqué que nos interlocuteurs ont une représentation de l'Histoire nationale qui diffère sur plusieurs points de celle communément admise par le reste des Tunisiens. Ces différences concernent notamment les dates phares de la lutte pour l'indépendance. Ainsi, à titre d'exemple, nous citerons les années-références suivantes : *âam el kareb* (année de la barque ; c'est l'année où un passeur d'armes clandestin qui acheminait des munitions pour les insurgés oudernas en 1915 a fait exploser sa cargaison au milieu des marins réquisitionnés par l'armée coloniale et qui s'apprêtaient à l'arrêter) ; *âam el*

L'affaire d'El Marssa restitue la question des allégeances dans toute sa complexité. En effet, les Werghemmis ne vivent pas dans un seul et unique univers de référence, mais au sein d'un enchevêtrement de territorialités qui renferment autant de figures d'autorité et renvoient à une multiplicité des référents identitaires. Par ailleurs, le Werghemmi entretient plusieurs allégeances exclusives dans des univers supposés distincts et irréductibles. Toutefois, ces allégeances ne sont pas les mêmes pour l'ensemble de la population, puisque les élites insistent sur le rôle de la tribu comme degré essentiel de l'allégeance. Allégeance qu'elles présentent comme « naturelle » et acceptée par tous les membres de la tribu ou de la confédération puisqu'elle constitue un préalable à la défense des intérêts de toute la population locale. Par contre, les groupes les moins nantis au sein de la tribu considèrent que l'allégeance aux élites reste conditionnée par le contexte politique et économique. En effet, face à la violence de l'Etat, à la répression qu'il exerce et à ses tentatives de contournement des réseaux tribaux, les plus démunis des Werghemmis participent, sous l'autorité de leurs élites (qui sont aussi leurs employeurs) à une forme de négation de l'allégeance exclusive à l'Etat : la perversion de la frontière.

L'allégeance des membres de la Confédération à leurs élites s'apparente à une sorte d'alliance destinée à s'assurer une certaine autonomie vis-à-vis de l'Etat et à préserver une activité qui met à profit les anciennes formes de solidarité et d'alliances tribales. En défendant, par des actions de mobilisation, leurs activités de contrebande, les élites werghemmies font appel, au niveau du discours, à un ensemble de représentations collectives héritées du patrimoine tribal, fondées sur des allégeances concurrentes à la référence exclusive à l'Etat. Ces allégeances débordent des simples cadres du discours pour aboutir à la transgression de la frontière. Une transgression – qui illustre selon les autorités - une forme concrète de négation de la territorialité étatique.

---

*bonyaar* (année du poignard, arme utilisée par *khlifet laâradh* – délégué du Bey pour la région de Gabès - pour mutiler les Werghemmis qui refusaient de payer l'impôt du *ochr* au Bey en 1864) ; *âam el m'dhabih* (année des égorgés, où l'armée coloniale et ses *heydouks* ont massacré un groupe d'insurgés conduits par Dhaou Ben Dhifallah Ch'hidi en 1892) ; *âam el h'fir* (année des déblais, qui a vu la pose de mines souterraines à la frontière avec la Libye (1979) et la mort d'un certain nombre de passeurs clandestins).



### 3. Le *souk* de Médenine : convoitises autour d'un géosymbole-trace de la mémoire collective des tribus et cœur du renouveau économique des Werghemmas.

L'affaire du *souk*<sup>468</sup>, comme la désignent les responsables locaux, a eu pour cause le projet municipal d'aménagement d'un nouveau marché destiné à abriter les échoppes des commerçants implantés dans l'enceinte des anciens *k'sour* démolis. Ce projet prévoit l'installation, à partir de 1999, d'une centaine de locaux au voisinage de la route de Jorf (qui relie Médenine à Jerba), sur un terrain faisant partie du domaine public. Ces locaux sont destinés à la location et doivent rester propriété de la municipalité. Par conséquent, les locataires des locaux ne peuvent prétendre à la création de fonds de commerce puisque les baux sont reconduits annuellement à la seule discrétion des services municipaux. Le responsable des affaires juridiques de la municipalité de Médenine, que nous avons rencontré le 2 mai 2002, nous a expliqué que les conditions de sécurité incendie et de salubrité au sein du souk de Médenine, implanté « décombres »<sup>469</sup> des *k'sour* étaient incompatibles avec l'image de la ville et ne « correspondaient pas aux efforts louables des autorités d'intégrer cette forme de commerce clandestin et marginal ». Nous avons alors fait remarquer au responsable municipal que le nouveau site était encore vide, alors pourtant si les baux avaient été signés par les commerçants dès le premier jour du lancement du projet ; et que, tandis que l'ancien *souk* ne désemplissait pas et restait ouvert jusqu'à des heures tardives de la nuit, le nouveau ne servait à rien. Ce responsable nous répondit en recommandant « la patience face aux mentalités archaïques et aux intérêts individualistes », reconnaissant néanmoins l'ampleur du « gâchis ».

La décision de transférer le *souk Libya* (marché informel) du centre-ville de Médenine vers un autre site a été prise dès le début des années 1980. Ainsi, une recommandation de la Direction Régionale de l'Équipement et de l'Habitat de Médenine, rédigée le 24 mars 1981 et signée de M. Noureddine Aynoubli, demande l'achèvement de la démolition des *k'sour*, l'expulsion des

---

<sup>468</sup> Les commerçants du souk de Médenine que nous avons interrogés désignent l'affaire sous le terme de « *herrane el hejja* » ; appellation tout aussi poétique qu'évocatrice et que nous traduisons avec prudence par : palabre de l'exode forcé.

<sup>469</sup> Ce responsable, M. Brahim Dhaouadi (qui a tenu à ce que son nom soit cité), a utilisé le terme de « *atllal* » qui désigne généralement les vestiges d'un campement nomade abandonné et non « *kherbet* » qui aurait été, à notre avis, la désignation la mieux appropriée. Nous pensons que ce responsable a intentionnellement choisi cette expression pour signifier la nécessité, pour les autorités locales, de faire évacuer un lieu jugé impropre à l'activité humaine.

commerçants « qui s'adonnent à l'écoulement de produits non contrôlés par les services d'hygiène » et l'aménagement d'un équipement public d'animation ou d'un espace vert<sup>470</sup>.

Rappelons d'abord quelques données inhérentes à la situation urbaine dans la ville de Médenine. La « capitale » de la J'farra occupe un site exigu entre les cours asséchés de deux oueds. Le tissu urbain s'étire entre les trois pôles qui structurent la ville : le complexe des *k'sour* (qui regroupe les *k'sour* des tribus : Les Médenines, les Touazines, les Ouled Sidi Abid et les Maztouris), la résidence du commandant militaire (devenue par la suite le siège du gouvernorat de Médenine) et le centre administratif, érigé dans les années 1970 et qui regroupe la majeure partie des équipements publics et des logements des fonctionnaires. Les plans d'aménagement qui ont été proposés à la suite de l'étude élaborée par le Groupe huit en 1971<sup>471</sup> jusqu'à la révision du Plan d'Aménagement Urbain (en cours depuis 2006) ont toujours mis l'accent sur « l'éclatement des noyaux constitutifs de la ville et l'absence d'une trame intégratrice susceptible d'articuler au sein d'une cohérence fonctionnelle et complémentaire les divers quartiers et secteurs qui demeurent séparés par des obstacles sitologiques (oueds et talweg) ou des espaces difficilement aménageables (terrains vagues au statut foncier imprécis, équipements militaires, ksours partiellement démolis et domaine forestier) »<sup>472</sup>. De même, la ville a longtemps souffert du poids idéologique des politiques et des planificateurs officiels<sup>473</sup>. En effet, la première action, après l'indépendance, a consisté à raser les *k'sour* des tribus, qui occupaient le centre l'agglomération. La destruction des *k'sour* a contribué à la destruction de réseaux de solidarités et éliminé partiellement un monument qui a une valeur symbolique aux yeux des Werghemmis. Vingt ans après cette éradication, le *souk Libya* -qui s'est développé, à l'initiative des descendants des anciens propriétaires des *k'sour*- s'est installé physiquement, en partie, sur les terrains où étaient érigées les cellules à plusieurs étages des *k'sour*.

La structure tribale -qui caractérise le commerce informel et la contrebande- a incité les premiers commerçants à réinvestir le seul espace échappant encore à l'autorité directe de l'administration<sup>474</sup>.

---

<sup>470</sup> Note dactylographiée et référencée sous le matricule « départ : 24/3/81/12S », signée par M. Noureddine Aynoubli, Ingénieur principal, Sous-Direction de l'Aménagement. Cette note était adressée à la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme en tant que contribution à la réflexion préliminaire pour la révision du Plan d'Aménagement Urbain de la ville de Médenine.

<sup>471</sup> Note préliminaire pour un Plan Directeur de la ville de Médenine, Groupe Huit, Tunis, 1971.

<sup>472</sup> Extrait du chapitre consacré au bilan diagnostic de la révision du Plan d'Aménagement Urbain de Médenine, Direction Régionale de l'Équipement et de l'Habitat de Médenine, 2003.

<sup>473</sup> Se reporter au chapitre premier de la présente troisième partie de la thèse.

<sup>474</sup> La démolition des *k'sour* de Médenine a été réalisée en trois phases successives. La première, débutant en novembre 1967, résulte de la directive personnelle du gouverneur. Les derniers occupants des cellules (qui avaient échappé aux inondations de septembre 1967 dans la région escarpée de Beni Khedache

Toutefois, le boom des activités commerciales informelles consécutif à l'ouverture de la frontière avec la Libye en 1989 a révélé l'exiguïté du site des *k'sour* et de la parcelle supplémentaire dégagée par les démolitions successives. Conscients de l'impossibilité de se développer dans les limites du site originel, les commerçants ont entrepris l'extension du *souk* sur l'emplacement de l'ancienne *hara*<sup>475</sup>. Grâce à des acquisitions immobilières effectuées auprès des anciens propriétaires de logements dans cette *hara*, ils ont réussi à étendre considérablement les limites du souk<sup>476</sup>. Par conséquent, ils sont aussi parvenus à demeurer au voisinage immédiat du centre-ville tout en gardant une distance conséquente par rapport au pôle administratif et aux services de sécurité et, surtout, à continuer de profiter d'une excellente desserte par les routes nationales et régionales. La maîtrise foncière du site et sa gestion exclusive par les propriétaires assurent aux commerçants une grande autonomie vis-à-vis d'une municipalité désireuse de mieux contrôler les flux de marchandises et de prélever un maximum de taxes sur l'exercice commercial<sup>477</sup>. Or, la tradition de suspicion à l'égard de l'administration demeure extrêmement

---

et avaient trouvé refuge dans les *k'sour*) ont été sommés de partir sans délai. La seconde phase a été conduite de décembre 1981 à février 1982, à l'époque de l'affrontement entre les autorités tunisiennes et libyennes. La troisième phase, destinée à l'aménagement d'un amphithéâtre pour le festival de Médenine, n'a touché qu'une partie périphérique de l'ancien *k'sar* des Ouled Sidi Abid (tribu maraboutique de Médenine) et a dégagé un millier de m<sup>2</sup> durant l'été 1989.

<sup>475</sup> Quartier israélite attenant directement aux *k'sour*. Lors de notre visite dans ce quartier, nous nous sommes rendu compte qu'il présentait des similitudes typologiques manifestes avec les *k'sour*. En fait, les logements s'articulent morphologiquement les uns aux autres de la même manière que les cellules d'un *k'sar* (superposition verticale des unités-cellules accessibles grâce à des escaliers extérieurs). Les différences sont d'ordre purement fonctionnel. Les unités d'habitation sont organisées au sol autour d'un patio desservant les cellules qui communiquent entre elles. En interrogeant l'un des derniers occupants de la *hara*, M. Khammouss Houga, celui-ci nous a précisé que le quartier était directement relié aux *k'sour* et que son accès était commun avec celui du *r'baâ* des Ouled Sidi Abid (partie du *k'sar* organisée autour d'une cour carrée, d'où le terme *r'baâ* qui signifie quadrilatère). Selon M. Houga, les familles Haroun, Byress, Houga, Zeguim et Kohein faisaient partie de la tribu werghemmie des Houaya avec laquelle elles se partageaient la défense et l'entretien des *k'sour*.

<sup>476</sup> Nous avons remarqué que les autorités municipales ont procédé tout au long des années 2001 et 2003 à la fermeture de toutes les échoppes qui ont été aménagées dans les anciennes demeures de la *hara* en prétextant que l'affectation de la zone dans le Plan d'Aménagement Urbain y prévoyait une « zone à caractère résidentiel ». La plupart des locaux ont alors été transformés en dépôts destinés à l'approvisionnement immédiat du *souk* et au commerce de gros. En 2007, à la suite de l'abandon définitif du projet du nouveau *souk* de la route de Jorf, nous avons noté l'ouverture, sur la rue principale qui traverse la *hara*, d'une série de commerces spécialisés dans la vente de matériel d'électroménager et d'informatique, tous produits importés de Libye.

<sup>477</sup> Selon les registres des recettes municipales pour l'année 2002 (cette année étant l'unique exercice qui a fait l'objet d'une évaluation, du fait d'une demande de crédit auprès de la Caisse de Soutien aux Municipalités et Collectivités Locales), les recettes collectées dans le *Souk Libya* ne s'élevaient qu'à 2 600 DT alors que ce marché brasse (selon les dires de M. Brahim Dhaouadi, responsable des affaires juridiques de la municipalité de Médenine) l'équivalent de 200 000 DT quotidiennement. Ce chiffre nous semble proche des réalités observées, puisque nous avons dénombré (durant l'année 2002) une centaine d'échoppes en activité qui parvenaient aisément à vendre pour l'équivalent de 200 à 300 DT quotidiennement (en dehors des périodes des *aïd* ou des *moussem*). Nous avons interrogé à ce sujet nos

vivace, car elle contribue à être alimentée par la tendance des autorités à vouloir interférer de manière dirigiste dans les activités économiques et à percevoir des redevances jugées injustifiées<sup>478</sup>. La présence de fonctionnaires non originaires de la région dans les services de l'administration alimente l'attitude de méfiance des commerçants, lesquels craignent l'installation de nouveaux « intrus » dans le marché. Une installation qui ne serait possible que grâce à la complicité des fonctionnaires<sup>479</sup>.

Arguant l'exiguïté du site du *souk*, de son insalubrité (absence de desserte en eau potable et de réseau électrique), les autorités municipales ont sommé les commerçants qui y étaient installés de déménager vers le nouveau site de la route de Jorf. Les lettres de mise en demeure ont été envoyées le 21 décembre 1999 ; elles accordaient un délai de deux semaines pour l'exécution de l'arrêté municipal. Le document adressé aux commerçants du *souk* restait évasif sur l'avenir des *k'sour* et des échoppes qui y sont aménagées. Près d'une décennie après cette mise en demeure, le souk installé dans l'enceinte des *k'sour* et de la *hara* demeure le pôle commercial le plus dynamique de la ville, alors que le site de la route de Jorf a été transformé en parc municipal<sup>480</sup>.

---

accompagnateurs zorganes, qui fréquentent assidûment le *souk* et ils nous ont assuré que nos estimations étaient réalistes, mais qu'elles ne valaient que pour les activités « visibles ».

<sup>478</sup> Lors de l'incendie partiel du *Souk Libya* de Médenine en 2003, les commerçants ont décidé de commun accord de ne plus payer de redevances municipales tant que les autorités ne permettaient pas le raccordement de la zone au réseau public d'électricité (l'incendie avait pour origine, selon les autorités municipales, un court-circuit dans le réseau « anarchique » qui desservait les échoppes à partir des maisons de la *hara*).

<sup>479</sup> Le Cheikh Sallam Berribech, commerçant à Médenine, nous a déclaré, à ce sujet, lors de l'entretien qu'il nous a accordé à Chahbaniya (village situé à une vingtaine de kilomètres au Nord de Médenine) le 14 mai 2002, que « les autorités ont détruit une part de nous-mêmes en démolissant ces *k'sour*. Ils ont terminé leur œuvre en interdisant le nomadisme vers les chouarefs (parcours pastoraux situés dans la partie libyenne de la *J'farra*). Ces *k'sour* nous ont abrités lorsque nos tentes ont été ramassées par la Garde Nationale. Le jour où nous avons établi nos premiers étals dans les vestiges de nos *k'sour*, les autorités nous ont ignorés et nous avons pu échapper aux *lazzama* (percepteurs des impôts selon une ancienne terminologie). Tant que ces *ghorfas* (cellules des *k'sour*) abritaient notre misère et nos commerces précaires, personne ne venait les visiter ni ne s'inquiétait de leur insalubrité. Avec nos étals hétéroclites, nous étions la honte de l'Etat et tant qu'on restait invisibles, personne ne se souciait de nous. Le jour où le premier responsable de la municipalité est venu acheter à crédit son téléviseur, le souk a accédé au rang des priorités et a perdu, aux yeux des officiels, son statut de repère des contrebandiers. Nous avons durement lutté et fait montre d'une patience toute bédouine pour faire de ce souk ce qu'il est aujourd'hui. Vous ne devez jamais l'oublier, vous devez même le dire à tout le monde, nous étions seuls, nous avons tout construit sans l'aide de personne, il serait injuste de partager avec ceux qui nous ont ignorés et qui ont ordonné la démolition de la « pierre » qu'ils voudraient aujourd'hui occuper. Ils ont construit leur souk sur la nouvelle route (route de Jorf), qu'ils y installent leurs commerces, qui les en empêche ? En ce qui nous concerne, nous demeurerons entre les vieilles « pierres » des ancêtres, seuls et sans associations ».

<sup>480</sup> Tous les commerçants du souk se sont inscrits sur la liste d'affectation des locaux du site de remplacement. Mais c'est par une forme de boycott concerté que les boutiques du nouveau marché sont restées ouvertes, mais vides, pendant plus d'une année. Au terme de l'exercice fiscal de l'année 2002, les commerçants ont présenté des bilans déficitaires aux services municipaux et fiscaux, accompagnés de procès-verbaux de constat établis par des huissiers notaires certifiant l'absence de toute transaction



Constatant la persistance des commerces dans l'ancien *souk* et relevant même une consolidation de la place de ce pôle au sein de la ville<sup>481</sup>, le président de la municipalité de Médenine a convoqué une réunion plénière du Conseil de la ville, en présence des commerçants, le 22 mars 2001. Il s'agissait de décider de l'avenir du « complexe d'animation et de culture » (terme qui figure sur les divers documents d'aménagement urbain de Médenine à l'emplacement des anciens *k'sour*). Selon les personnes présentes à cette réunion et que nous avons pu interroger, les commerçants ont expliqué leur refus d'être transférés sur le site de la route de Jorf et ont demandé le maintien du *souk* dans l'enceinte des *k'sour*, quitte à payer des redevances à la municipalité en contrepartie de la « mise à niveau » des échoppes (raccordement au réseau électrique, aménagement des voies pour permettre l'accès des véhicules de la protection civile, implantation d'un poste de police). Le président du conseil municipal a accepté une proposition émanant des commerçants et qui consiste en la nomination d'un *amine* (un représentant de la corporation, selon les usages coutumiers) du *souk*. Deux semaines après cette réunion, une circulaire municipale transformait le marché de la route de Jorf en parc pour les véhicules utilitaires ou saisis. Ainsi, l'une des options urbanistiques les plus volontaristes des autorités de Médenine a été abandonnée au profit du maintien d'une situation qui relevait (selon les propres termes de ces mêmes autorités) des « années de la décadence et de l'anarchie tribale » !

L'*amine* qui a été désigné par les commerçants en 2001 (il nous a été impossible de trouver un document officiel relatif à cette nomination) est M. Abdellatif Ben El Hadj Kacem El Ksikssi (dont la famille a été, pendant les dernières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle, en charge de la garde des *k'sour* de Médenine) (Bettaïeb, 1998). Lors de l'entretien que celui-ci nous a accordé le 17 mai 2002, il nous a déclaré que « *ce site (celui du nouveau marché de la route de Jorf) a été jugé par les nassaba (commerçants des échoppes) comme organisé de manière à contrôler et taxer tous les produits exposés à l'intérieur de l'enceinte du souk. Cette proposition ne tenait pas compte de la fraternité qui règne entre l'ensemble des commerçants et de leur refus de voir s'installer*

---

commerciale pendant des journées entières. A la suite à cette action collective de la part des commerçants, le Groupement de Gestion et de Maintenance du marché de la route de Jorf (regroupant tous les locataires de ce marché) a, tout de même, demandé la reconduction des baux. Les autorités locales ont donné une suite favorable à cette requête et les commerçants sont parvenus à faire perdurer la situation en gardant les échoppes du nouveau *souk* dans une situation d'inactivité (tout en y maintenant une apparence d'occupation empêchant l'installation de nouveaux venus) et en maintenant l'ancien *souk* en activité (puisqu'ils ont fourni la preuve d'une absence de ressources, suite à leur transfert dans le nouveau local).

<sup>481</sup> Les autorités municipales ont recensé l'ouverture d'une trentaine de commerces de matériel informatique, d'ameublement et de grande distribution (dont l'enseigne emblématique de « Champion », considérée comme valorisante pour les quartiers où elle s'installe) sur l'axe routier qui relie l'avenue principale de la ville à l'ancien *souk*. Cette dynamique commerciale, qui relève de la « sphère organisée » (selon les termes du président du conseil municipal), qui se produit au voisinage immédiat des *k'sour*, constitue (de l'avis même du maire) « un révélateur qui ne peut être ignoré ».



anarchiquement de nouveaux arrivants qui ne respecteraient pas nos coutumes et la parole donnée. Nous pensons que les autorités sont réellement désireuses de trouver des sources de revenus pour les chômeurs qui affluent à Médenine du reste du pays, mais le commerce dans le souk n'est pas une *hadhira*<sup>482</sup> (chantier de lutte contre les dunes ou l'ensablement), c'est toute une vie, un engagement sur le passé de la famille, une parole qui vaut plus qu'un document. Ces jeunes que les autorités aimeraient installer parmi nous, sont-ils capables de respecter ces règles ? En ont-ils les moyens ? Quelles sont leurs assurances ? Quels moyens coercitifs sont en notre possession pour les dissuader de porter atteinte à la réputation de notre souk ? Ces jeunes ne doivent leur installation, la *kaddara allah* (qu'Allah nous en préserve), qu'à la bienveillance de l'administration. Ils ne respecteront donc que les règles de ces autorités et non les nôtres. Mais nous ne partageons pas nécessairement les mêmes règles. Si nous avons accepté l'installation dans ce nouveau marché, nous aurions participé à l'ultime démolition de nos *k'sour* et nous aurions fourni à ceux qui avaient réduit en poussière nos *ghorfa* le meilleur moyen pour briser notre solidarité en leur permettant de prendre le contrôle du marché par le biais de leurs protégés dont ils peuvent s'assurer la loyauté. »

Le maintien du *souk* dans son site originel reflète la force des *nassaba* touazines et leur capacité à conférer à leur revendication une dimension territoriale. Le *souk*, en tant qu'espace d'échange, a certes été conservé entre les murs des *k'sour* et le réseau qui le gère a gardé intacte sa mainmise sur le commerce informel, mais, au-delà, l'essentiel nous semble être l'aptitude des réseaux informels à revitaliser un espace « hérité du passé » et à faire de cette trace de la mémoire collective un lieu pour le renouveau économique de la communauté<sup>483</sup>.

---

<sup>482</sup> Terme polysémique qui désigne en arabe aussi bien le chantier que l'étable.

<sup>483</sup> Le Cheikh Sallam Berribech, nous a confié le 14 mai 2002 : « les *k'sour* appartiennent à tout le *najaâ*. Chaque *ghorfa* est une part de notre être. Il est vrai que nous avons été contraints de nous y installer lorsque nous avons commencé le commerce avec la Libye, mais, par la suite, nous y sommes restés par choix. A partir du jour où notre commerce a commencé à subvenir à nos besoins et à offrir assez d'emplois à nos enfants, les *k'sour* cessèrent d'être uniquement des vestiges de notre passé commun et devinrent aussi, et surtout, un lieu de notre avenir. C'est là une des raisons qui explique notre rétissance à nous installer sur la route de Jorf. Ce lieu ne nous appartient pas, il a été aménagé par les autorités dans le but de changer les règles du commerce. Il est sans rapport avec personne, une sorte de *heriya* sans limites, où toute personne pourrait venir s'installer sans y être autorisée, ceci vaut donc aussi bien pour les *Werghemmis* que pour les autres. En conservant le souk dans les *k'sour*, nous avons sauvé notre commerce au sein de notre *najaâ*, sur nos terres et entre nos murs. Comme tu l'as certainement remarqué, les nouveaux commerces « modernes » avec enseignes et néons (allusion aux deux grandes surfaces qui venaient de s'installer à proximité des *k'sour*) n'ont pas choisi de s'installer sur la route de Jorf. Ils ont eu assez de discernement pour comprendre que c'est le Souk Libya qui draine les clients et non les décrets municipaux. Ce n'est pas seulement la transformation du site de la route de Jorf en parc municipal qui constitue, à mon avis, la reconnaissance de la part des autorités de l'échec de leur projet, mais, surtout l'implantation de ces nouveaux commerces à proximité des vieilles pierres de nos *k'sour*. Oui, en effet, ce sont ces vieilles pierres et ce qu'elles représentent pour nous qui ont sauvé notre commerce et ouvert

Le souk de Médenine constitue un exemple de résistance aux actions de territorialisation menées par l'Etat, lequel a imposé, depuis les premiers jours de l'indépendance, un processus d'intégration de toutes les communautés et de leurs espaces à l'ensemble du territoire national. Ce processus à l'œuvre à l'échelle d'un pays tout entier et à l'initiative des autorités a impliqué, en corollaire et en sens inverse, un processus de déterritorialisation des communautés tribales en général et des Werghemmis en particulier.

Un double processus (territorialisation par l'Etat de l'ensemble du pays/déterritorialisation des communautés tribales) ne fut possible que parce qu'il était la conséquence des rapports de force inégalitaires entre Etats et communautés et communautés tribales.

Toutefois, ces processus ne sont pas inéluctablement unidirectionnels ou irréversibles, puisque nécessairement conséquents à un rapport de force entre les stratégies. A ce titre, le *souk* de Médenine, lieu symbolique de l'héritage tribal et trace mémorielle partielle d'une communauté tribale rescapée des violences éradicatrices réelles ou verbales mises en œuvre par l'État, constitue aussi un « lieu » de re-territorialisation. Une re-territorialisation qui s'inscrit dans la contemporanéité, non pas comme une simple trace résiduelle mais comme une dynamique émergente. Le caractère émergent de cette dynamique est perceptible à la façon dont ces traces mémorielles, qu'elles soient des lieux ou des pratiques, ont réussi à se transmettre au sein des groupes werghemmis et à se recombinaison, en tant qu'héritages vivants avec des territorialités revendiquées, retrouvées et réinventées.

Par ailleurs, il importe de souligner que cette dynamique repose aussi et surtout, sur la capacité du secteur informel transnational, qui tout en s'appuyant sur des formes d'organisation héritées et structurées de manière plus ou moins diffuse en réseaux, à offrir de réelles opportunités économiques à la communauté tribale (ou du moins à son élite) susceptibles de lui assurer une certaine autonomie et par voie de conséquence, un changement important dans les rapports de force.

---

*la voie de l'avenir pour nos enfants. Je pense que nous leur avons rendu la pareille nous aussi. Maintenant, plus personne n'oserait y toucher. Elles sont certainement vieilles et délabrées, mais elles trônent au cœur de la ville ».*

#### 4. L'incident de l'estrade ou *hadeth wejh el l'hid* (l'incident de la direction de chevauchée) : l'affrontement entre deux représentations du territoire et les relectures de l'histoire de la tribu.

Le festival culturel annuel de Ben Guerdane, qui se tient tous les ans depuis 1983, est organisé sous le nom de : « *Rencontre annuelle des cavaliers* ». Il a été créé par M. Mohammed Naceur Bettaïeb, écrivain, historien et enseignant originaire de la région et fervent défenseur du patrimoine local. Ce festival prône « *la promotion des valeurs des gens de la J'farra et la rencontre avec les communautés voisines* ». Cet objectif constitue, de l'avis même des autorités culturelles régionales, une exception remarquable qui tranche avec les orientations de l'ensemble des festivals du pays qui privilégient les spectacles de chant et de danse<sup>484</sup>.

L'incident de l'estrade<sup>485</sup>, que les cavaliers j'farris ont baptisé *hadeth wejh el l'hid* (incident de la direction de chevauchée), s'est produit à l'occasion de la quinzième session du festival, le 11 juillet 1998. Lors de cette journée, le gouverneur de Médenine avait invité le représentant du Fonds Arabe de Développement Economique et Social (Banque de financement ayant son siège à Koweït-City et financeur d'infrastructures en Tunisie) grand amateur de chevaux et propriétaire d'un haras réputé à assister à un *l'hid* (fantasia particulière des tribus guerrières werghemmies, qui consiste en une chevauchée rapide vers un groupe d'invités, suivie d'un arrêt brutal à très courte distance de ceux-ci, avec, en apothéose, une série de tirs de fusils). Cette performance témoigne aussi bien de l'adresse des cavaliers que d'une forme très particulière d'expression des sentiments de bienvenue adressée tant à l'ami qu'à l'ennemi (lors des périodes de paix et à l'occasion des *zarda*).

Contrairement aux précédentes sessions, le gouverneur avait exigé l'installation d'une estrade pour son invité et un groupe de touristes amenés de Jerba pour l'occasion. Cette estrade a été édiflée sur la frange nord d'une esplanade qui s'allonge d'Est en Ouest et sur laquelle se déroulent la chevauchée et les autres processions prévues au programme. Toutefois, et sans fournir

---

<sup>484</sup> En parcourant les archives du festival de Ben Guerdane, nous avons constaté la mise à l'écart de son président-fondateur, M. Mohammed Naceur Bettaïeb. Celui-ci a été démis administrativement de ses fonctions (par le Comité culturel régional de Médenine) à trois reprises, étant entendu que, à chaque fois il a été reconduit dans ses fonctions par les membres du Comité culturel local de Ben Guerdane. Les interventions jugées très critiques par les autorités de ce président lors de ses différentes journées de réflexion (cycle annuel de conférences qui débattent des réalités économiques et sociales de la région selon un thème central : les figures du nationalisme dans la J'farra, le rôle du cheptel camelin dans la complémentarité entre les deux parties de la J'farra, la poésie comme source de lecture d'une histoire j'farrie alternative) contribuaient à faire du festival un lieu d'expression des thèses particularistes et tribales.

<sup>485</sup> Les intellectuels j'farris préfèrent cette appellation qui n'est pas sans rappeler dans la mémoire collective l'incident de l'estrade (*hadeth al minassa*) qui a eu lieu en Egypte en 1981.

d'explication, les cavaliers werghemmis – appartenant aux tribus Touazines et Oudernas - ont refusé de prendre part au spectacle et ont décidé de repartir avec leurs montures. Une discussion a alors eu lieu entre les cavaliers et le délégué de Ben Guerdane qui redoutait l'annulation de cette représentation prisée par les amateurs d'arts équestres. Le gouverneur a alors fait appel à M. Mohammed Naceur Bettaïeb (qui était alors tombé en disgrâce) pour persuader les cavaliers de réaliser leur performance. Les pourparlers ont débouché sur un accord qui allait s'avérer lourd de conséquences symboliques. En effet, les cavaliers n'avaient pas refusé d'exécuter la chevauchée, mais ils refusaient de charger aussi bien vers l'Ouest que vers l'Est. L'intermédiaire leur a alors proposé de charger du Sud vers le Nord, ce qu'ils ont accepté avant de se diriger vers la partie septentrionale du terrain, située à près de huit cent mètres de l'estrade<sup>486</sup>, où ils ont accompli la *salât al moghrab* (prière précédant de peu le crépuscule). Au signal d'« *El khatt ! el khatt ! ennebi wassak ala al khatt !* »<sup>487</sup>, les cavaliers sont partis dans une bourrasque de poussière et de cris en direction de l'estrade et de ses occupants. La célérité de déplacement de la chevauchée vers le Nord faisait craindre une inévitable collision avec l'ossature métallique et l'assistance. En observant la scène, nous fûmes certains qu'un choc était imminent, mais les cavaliers se sont arrêtés à l'ultime seconde au pied de l'estrade, à près de deux mètres seulement de celle-ci ; et, dans un même instant, il y eut par contre une sorte de collision entre les flashes des touristes d'un côté et les détonations des carabines des cavaliers d'un autre côté. Lorsque la brise eut chassé la poussière, il y eut un échange de regards entre les cavaliers et le gouverneur, dont la sévérité fut difficilement émoussée par les applaudissements des touristes.

A cet instant, Nous ne prîmes conscience de rien ! Nous n'étions pas portés sur de telles affaires, nos investigations ne s'intéressaient alors qu'aux questions socio-économiques. Ce que mes *sahab* zorganes appelaient l'incident de l'estrade ne constituait alors pour nous qu'une manifestation des conflits entre communautés tribales et autorités locales. Il était d'ordre purement anecdotique, une sorte d'affrontement symbolique entre une relique du passé (la chevauchée) et le tourisme porté par les officiels locaux. Notre intérêt n'a été augmenté qu'à la suite d'une rencontre

---

<sup>486</sup> A ce moment précis, nos compagnons zorganes sont venus nous chercher dans l'estrade où nous étions, pour nous conseiller d'aller nous mettre du côté des *jehfa* (palanquins en roseaux et branchages destinés aux jeunes mariées) et situés à l'ouest de l'estrade. Nous avons remarqué que les sollicitations de nos compagnons restaient très évasives sur les raisons d'un tel déplacement. Toutefois, nous avons compris qu'il s'agissait d'une recommandation sérieuse.

<sup>487</sup> « *L'alignement ! L'alignement ! Le Prophète t'a demandé de respecter la ligne !* ». Selon Cheikh Mohammed Ben Saad El Lahiyani El Werghemmi (qui a participé à la charge), cette phrase est le cri de ralliement des *jaäiachas* (cavaliers partant pour un rezzou) werghemmis et marque aussi le signal de départ de la chevauchée.

avec Cheikh Mohammed Ben Saad El Lahiyani El Werghemmi qui nous a fourni une explication des péripéties de cette chevauchée.

Lors de cette rencontre avec Cheikh Mohammed Ben Saad El Lahiyani El Werghemmi, qui réside à proximité de Ben Guerdane et qui a eu lieu le 20 novembre 2006, il nous a expliqué qu'il y a des raisons qui ont conduit à l'organisation de la chevauchée selon une disposition qui mettait en péril aussi bien l'assistance que les rapports avec les autorités. Selon lui : *« un cavalier werghemmi ne charge jamais ses saheb (associés au sein du pacte de protection) j'belis dont les terres sont à l'Ouest d'ici (Ben Guerdane), de même, nous sommes en helf (alliance) avec les Nouaïels<sup>488</sup> dont les terres sont à l'Est. Nous ne pouvions accomplir le l'hid vers ces directions, ceux-là (les J'belis et les Nouaïels) sont nos saheb et leurs terres nous sont interdites de rezzou. Il ne nous restait que le Nord, terres des Beni Zid<sup>489</sup> et de leurs protecteurs. La terre a une âme et sent nos pulsions ; si elle nous inspire la paix, nous devons éviter de l'agresser, même par un l'hid et tâhg (simulacre de rezzou). Ces Beni Zid ont toujours formé les colonnes de heydouk et des m'hallas, leurs terres qui sont au-delà de l'oued (oued Zeuss) ont été la destination des chevauchées de nos pères. Nous avons décidé, lors du festival, de rappeler à nos alliés que nous n'avons pas perdu notre sens de la sohba. Le gouverneur s'est cru visé par nos tirs de m'garine (carabines), il a mal interprété notre geste. Nous ne tirons jamais sur un invité<sup>490</sup> »*

L'incident de l'estrade représente, en fait, l'affrontement entre deux conceptions du territoire : celle des tribus j'farries qui perçoivent des fronts et des directions symboliques inscrites dans l'espace sous formes « lignes virtuelles tracées par l'histoire », et celle de l'Etat qui a la conviction que l'ordre national a parachevé le rabotage de toutes les protubérances particularistes.

Ultérieurement, nous avons commencé à identifier une série de significations complexes qui se profilaient derrière les contradictions parsemant les discours relatifs à cette affaire. Nous nous sommes d'abord interrogé sur une question à dimension historique, celle de l'alliance entre Werghemmis et Nouaïels que notre interlocuteur présentait comme établie de manière irréfutable. Nous avons fait remarquer à un groupe d'enseignants zorganes -qui nous ont rejoint chez Cheikh

---

<sup>488</sup> A ce propos, Cheikh El Lahiyani nous a rappelé qu'une délégation culturelle de Boukammach (J'farra libyenne) était présente à la chevauchée et avait pris part au festival à titre d'invitée d'honneur de la session.

<sup>489</sup> Le terme utilisé par notre interlocuteur était « *Bleï yezid* » (qui rime avec Beni Zid, mais a un sens très différent ; nous le traduisons par : Une calamité qui s'ajoute). Nous avons remarqué l'usage systématique de ce genre de calembour par les Werghemmis dans leur désignation des autres groupes tribaux ou des responsables locaux.

<sup>490</sup> Nous avons fait remarquer à notre interlocuteur qu'il s'agissait du gouverneur et donc de l'autorité régionale suprême. Il nous a répondu que « *ce pouvoir d'Etat s'exerce sur les employés qu'il paye et sur les administrations qu'il a créées et non sur la terre et ses « droits » qui étaient là bien avant son arrivée* ».



El Lahiyani- que nous décelions une certaine manipulation de l'histoire et de ses faits<sup>491</sup>. En relatant un épisode historique largement commenté par les textes de l'époque beylicale, nous avons rappelé à nos interlocuteurs que, à notre connaissance, les Nouaïels étaient les pires ennemis de la confédération werghemmie, comme en témoignaient les nombreuses doléances des chefs tribaux adressées aux autorités de la Régence. Nous leur avons présenté un document rédigé et daté du 15 *safar* 1289 (été 1872) par le *miâad* des Touazines appelant le bey à leur restituer le bétail volé par les Nouaïels. Le document précise que les plaignants évoquaient aussi leurs revendications territoriales sur des terres occupées par leurs ennemis de l'Est (Nouaïels)<sup>492</sup>.



La lettre du *miâad* des Touazines au bey Essadok (1872) exigeant la restitution de leurs terres et troupeaux spoliés par les Nouaïels. (Source : M.N. Bettaïeb).

<sup>491</sup> Nous avons été invité par Cheikh El Lahiyani à sa *gharssa* d'El Grine, située au nord de Médenine, le 2 décembre 2006 à la suite d'une première entrevue lors de laquelle nous avons recueilli son récit de vie. Notre hôte a ressenti l'opportunité de nous présenter à un groupe de jeunes intellectuels zorganes (qu'il désigne sobrement par « *fekhiyet en najaân* » (exégètes de la confédération), capables de nous donner la réplique selon ses termes. Le groupe était formé de six jeunes enseignants du secondaire affectés à Médenine et Zarzis, qui avaient autrefois milité au sein de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens - dont nous-même sommes un membre (re)fondeur et ayant occupé le poste de secrétaire général adjoint entre 1990 et 1992).

<sup>492</sup> Le document a été rédigé par le *miâad* des Touazines et adressé au régent Mohammed Sadok Bey. Il nous a été fourni par M. Mohammed J'nifene (ancien ambassadeur de Tunisie en Arabie Saoudite et directeur des affaires protocolaires au ministère des Affaires Etrangères. C'est grâce à lui que nous pûmes nous installer à Ben Guerdane pour de longs séjours) lors de l'entretien qu'il nous a accordé à Tunis le 19 janvier 2000.

Dans ce document, les Werghemmis, désignaient clairement les Nouaïels comme leurs rivaux les ayant spolié de leurs terres, ayant saccagé les plantations des J'belis, leurs alliés de la confédération et constituant aussi la tribu la plus influente du *çoff* des cheddad (le *çoff* rival de celui du Régent et de la dynastie husseïnite). Notre démarche visait à rappeler la rivalité séculaire entre les Werghemmis et les Nouaïels et le fait que ces derniers avaient aussi été, et à plusieurs reprises, la cible des menées et rezzou conduites essentiellement par les Oudernas (et les Zorganes en particulier) et les Touazines. Notre objectif était de faire comprendre à nos interlocuteurs zorganes que nous pensions qu'ils opéraient une relecture de l'histoire de la J'farra, que nous pouvions qualifier de « manipulation ». Leur réponse nous a cependant convaincu de reconsidérer notre attitude. En effet, M. Fadhel As Souïî, l'une des personnes invitées par Cheikh El Lahiyani et qui s'était illustré tout au long de nos débats par son sens de la réplique et de ses qualités d'argumentation, nous a demandé de nous interroger sur la primauté de la représentation historique actuelle sur le fait historique. Selon ses termes : « *les représentations actuelle des choses, telles qu'acceptées par la majorité des gens, ne sont-elles pas plus importantes que ce que tu désignes comme un fait historique établi de manière irréfutable ?* ». Il nous a demandé de réfléchir au rapport avec le colonisateur et à son inscription dans les mémoires : est ce que les élites de la *hadhira* <sup>493</sup> n'ont pas rétabli les liens avec l'ancien colonisateur ? Les patriotes d'aujourd'hui auraient-ils oublié les martyrs tombés sous les balles ; dont les rues de la capitale portent leurs noms ? *El akri* (la France) n'est-elle pas devenue le meilleur allié de ces élites nationales ? Pourquoi devrions-nous figer l'histoire de notre région à quelques textes (allusion à la requête du *miâad* que nous lui avons présentée) qui ne relatent que des phases particulières des rapports entre les tribus ? Pourquoi les textes qui narrent les batailles où le sang des Nouaïels a coulé pour défendre les terres des Werghemmis sont oubliés ? Pourquoi passe-t-on sous silence les épopées de Hadj Nasr el Braïek <sup>494</sup>, de Souf El Mahmoudi <sup>495</sup> et de Cheikh Abdallah Zarrad <sup>496</sup> ?

---

<sup>493</sup> La définition de ce terme diffère selon les régions. A Tunis, le terme *hadhira* désigne la la médina et les quartiers de la ville basse. Par extension, la municipalité de Tunis a adopté cette appellation comme forme de distinction par rapport aux quartiers nouveaux qui ont connu l'afflux de l'exode rural. Dans la J'farra, le terme *hadhira* désigne la partie de *Friguiya* qui est urbaine et donc siège du pouvoir. Selon M. Fadhel As Souïî (un historien de formation qui s'intéresse à la philologie en milieu amazigh et j'farri), la dimension du pouvoir et notamment l'association entre urbanité, interaction du beylicat et du colonialisme et enfin « exogénéité » de l'Etat est essentielle dans la signification de ce terme.

<sup>494</sup> En dehors de quelques bribes de poésie qui magnifient la défection de cet enrôlé dans la colonne française de Métameur et sa révolte contre l'occupant en 1889, nous n'avons trouvé aucun document écrit relatif à la création d'un groupe d'insurgés commandé par Hadj Nasr el Braïek.

<sup>495</sup> Dans son ouvrage « *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie : 1881-1911* », A. Martel relate certains faits se rapportant à Souf El Mahmoudi ; il rappelle notamment la bataille qui l'a opposé à la colonne commandée par le lieutenant Depombriand (et composée de M'zarigues touazines) aux environs

Pourquoi nous serait-il interdit, nous demande-t-il, de renouer avec ceux (en particulier les Nouaïels) qui nous ont soutenus dans les pires moments de l'histoire coloniale et même après ? Croyez-vous que les *çoff* ne sont pas immuables ?

Nos interlocuteurs ont insisté sur la nécessité, pour tout groupe ou tribu - qui a pour objectif de valoriser ses ressources - de créer des références communes à ses membres afin de se distinguer des autres groupes en compétition ou adversaires. Selon eux, les éléments historiques sont certes, importants, mais ce n'est point la « véracité » des faits qui importe, mais leur acceptation comme des réalités par le groupe. Ainsi, les faits deviennent des objets d'interprétation et de relecture à la lumière des réalités actuelles et notamment de leurs impératifs<sup>497</sup>.

Nous estimons dans cet ordre d'idées, que l'identité collective au sein du groupe tribal aujourd'hui, n'est pas nécessairement une question d'héritage historique ou de loyauté au legs ancestral, c'est une représentation dynamique mue par des impératifs actuels et des stratégies inscrites dans la contemporanéité et même la prospective. Elle n'est pas nécessairement fondée sur des éléments objectifs et concrets (pour l'observateur extérieur) mais sur un ensemble de représentations communes, subjectives, considérées comme distinctives. Les réponses-interrogations de nos interlocuteurs lors de notre rencontre du 2 décembre 2006 nous ont permis de comprendre comment un groupe peut fonder son identité sur une histoire commune imaginaire et sur une généalogie commune fabriquée. Par conséquent, il nous est permis de formuler l'hypothèse qu'il est inutile, du point de vue de l'étude de l'identité collective, de savoir s'il existe ou non une histoire commune avérée ou une parenté réelle<sup>498</sup>.

---

d'Al Megtaâ le 28 août 1887. Toutefois, une autre version de ce combat est présentée par M.S. Al Gachatt auteur de *«Khlifa Ben Asskar, de la révolte à la reddition»*. Dans cet ouvrage, l'auteur estime que la bataille qu'a menée Souf El Mahmoudi en 1887 participait de la résistance de l'ensemble des tribus de la J'farra face à l'avancée de l'armée française, alliée à certains clans werghemmis désireux d'élargir d'avantage leurs territoires en direction de l'Est.

<sup>496</sup> Nous avons retrouvé chez M. Hamda El Aïdi Bourkhiss (notaire à Médenine), quatre strophes d'un poème manuscrit daté de 1911 (datation imprécise) qui relatait une bataille menée par Cheikh Abdallah Zarrad (qui était, selon le poète El Ajili Boukhriss, le chef de la tribu maraboutique des Beni Meriem) le 2 septembre 1889 contre une colonne de l'armée française. Le groupe commandé par le Cheikh était composé de cavaliers oudernas, touazines, m'hamid, siâanes et nouaïels.

<sup>497</sup> Nous reproduisons ici les propos de l'un de nos interlocuteurs, M. Jamel Khmira (enseignant d'anglais et vendeur « informel » de matériel informatique) qui a déclaré : *« Pour commercer, je vous l'accorde, avec nos partenaires nouaïels, nous avons réécrit des passages sombres de notre histoire commune. Si l'Etat central nous avait ouvert ses bras, nous aurions enterré nos innombrables soulèvements contre les beys au plus profond de la mémoire. Le passé ne peut et ne doit affamer l'avenir, et s'il s'entête à le faire, nos « ventres » l'effaceront. Les gens qui partagent leur pain aujourd'hui avec les Nouaïels sont enclins à croire que cette fraternité a toujours existé, quel intérêt y a-t-il (et dans l'intérêt de qui aussi ?) à réveiller la discorde ? »*.

<sup>498</sup> Notre attitude de chercheur - qui consiste à élaborer une reconstitution objective des processus identitaires à partir de faits historiques irréfutables - est le reflet d'une profonde méconnaissance des interactions complexes entre les réalités et les représentations. Il est certes essentiel d'essayer d'établir une



Nous pensons en effet que les acteurs (leaders tribaux, intellectuels, poètes du *najaâ*) produisent eux aussi les éléments nouveaux qui servent à construire l'identité collective, éléments qui sont progressivement diffusés au sein du groupe et présentés aux générations suivantes comme un référent objectif, laissant penser qu'ils sont anciens, historiques, voire éternels.

Ce que nous croyons avoir rencontré dans la J'farra est une forme de processus culturel progressif qui amène les groupes tribaux à recoudre les déchirures de l'histoire. Ce processus est rendu « vital » par la nécessité de l'intensification du commerce informel et du développement des réseaux transfrontaliers. L'imbrication des intérêts économiques a renforcé les liens sociaux et ressuscité tant les traditions culturelles que la multiplication des alliances matrimoniales<sup>499</sup>. La redéfinition des identités tribales contribue ainsi à la consolidation des alliances entre les groupes et à la pérennisation des réseaux, et ce, par l'invention de nouveaux symboles susceptibles de mobiliser des solidarités tribales. Nous avons ainsi relevé que les « réinterprétations » des faits historiques ou leur simple omission par nos interlocuteurs - qui peuvent être considérés à ce titre comme des porteurs d'un projet identitaire - constituent des ajustements sélectifs destinés à une meilleure adaptation des structures tribales (et des réseaux qui leur sont liés) à un contexte économique, social et sécuritaire et à la création d'espaces de préservation du groupe et des individus, notamment lors des phases de crise et de précarité. L'analyse des propos qui nous ont été tenus tend à montrer que la question de l'identité s'inscrit non seulement dans une perspective de revendication culturelle, mais qu'elle sert aussi et surtout à légitimer l'accès sélectif (impliquant exclusivement les membres des groupes tribaux alliés) aux ressources que fournit (réellement ou potentiellement) le territoire tribal et la frontière qui le traverse. La revendication

---

distinction entre la réalité objective et la représentation subjective pour l'analyse des identités collectives, mais l'observateur n'est pas appelé à élaborer ses reconstitutions à partir d'éléments qu'il définit préalablement comme objectifs, mais en intégrant aussi le point de vue des acteurs qui produisent d'autres « formes de réalités objectives », du moins au niveau des discours.

<sup>499</sup> Nous rapportons ici une remarque relative à l'utilisation des termes de parenté symbolique chez nos interlocuteurs. Ainsi, si les chefs des tribus et des réseaux de commerce informel sont appelés par les Werghemmis, les « *aâmem* » (oncles paternels), les chefs Nouaïels sont appelés (par ces mêmes Werghemmis) par « *akhwal* » (oncles maternels). A ce sujet, M. Fadhel As Souïï (qui a fait preuve d'une grande volonté de précision terminologique au cours de la discussion) nous a déclaré : « *De tout temps, lors des grandes répressions, les Nouaïels venaient en clans entiers se réfugier chez nous. C'est au cours de ces hajja (exodes, fuites) que ce terme est apparu pour la première fois. En effet, les réfugiés nouaïels acceptaient volontiers de donner leurs filles en mariage aux Werghemmis. En revanche, les hommes nouaïels réfugiés, trop pauvres et loin de leurs terres, ne pouvaient envisager de prendre des femmes chez les Werghemmis. Grâce à ce genre d'échange, nombreux sont nés avec d'un côté, un père Touazine, et d'un autre côté une mère (et des oncles maternels) Siâane. Depuis, les Nouaïels sont devenus nos akhwal à qui nous devons tout le respect dû au sang commun. Mais puisque ce terme reste chargé de tout ce qui nous lie en dehors du sang, il signifie aussi les partenaires avec qui nous pouvons traiter au sein de nos réseaux commerciaux, tout en évitant de « discuter » les détails. Ce rôle est le privilège des aâmem. Ils sont du même rang* ».

d'une identité tribale et sa mise en avant face aux représentations élaborées par la culture officielle participent donc d'une réaction collective face à un Etat « moderne » incapable, selon nos interlocuteurs, d'assurer des moyens de vie décente pour aux J'farris. Nous pensons toucher ici au rapport entre, d'un côté, la réactivation de l'identité tribale sous de nouvelles formes et, d'un autre côté, la marginalité économique et sociale. En effet, nos interlocuteurs, en mettant en exergue la quête d'une identité tribale, qu'ils tiennent à faire croire pérenne, en réécrivant les épisodes historiques j'farris selon une grille contemporaine et en reliant ces aspects culturels à l'activité primordiale que constitue pour eux le commerce informel (préservation du territoire et de la population), établissent un lien dialectique entre le processus de résurgence des identités tribales et l'accès aux ressources<sup>500</sup>.

Nous avons demandé à nos interlocuteurs quel regard portent-ils sur la politique culturelle uniformisante de l'Etat, notamment en matière de définition des référents de l'identité. Cette politique, est en effet destinée à asservir l'individu aux institutions et à le couper de sa communauté, favorisant ainsi les processus d'atomisation sociale et de désintégration communautaire. Nous avons exposé à ce sujet à nos interlocuteurs une de nos interrogations : la résurgence contemporaine de l'identité tribale dans la J'farra ne s'apparente-t-elle pas à une forme de sécession ? En se démarquant clairement de la référence nationale, telle que définie dans le discours officiel, les Werghemmis ne confortent-ils pas l'image que l'Etat, ou du moins certaines de ses élites, ont élaboré à propos de la J'farra et de sa population ? La représentation de l'Etat que

---

<sup>500</sup> Selon nos interlocuteurs, et notamment, N. Karim Ben Salem Khzouri et M. Fadhel As Souïi, l'établissement d'une identité tribale n'est pas suffisant pour souder le groupe. Il faut que cette identité soit nécessairement distinctive vis-à-vis des autres groupes. Ils nous ont ainsi déclaré : « *Le commerce transfrontalier ne peut être une ressource que s'il est l'apanage d'un groupe et non un marché ouvert. L'identité tribale doit insister sur deux aspects pour préserver cette ressource. D'abord, la région a été marginalisée et ses tribus appauvries par des choix politiques et économiques qui considèrent la J'farra comme une périphérie sans potentialités ; par conséquent, le discours sur l'identité est appelé à établir une corrélation entre l'appartenance werghemmie et le statut de précarité. L'autre aspect est relatif au droit exclusif sur les ressources de la frontière qui est sur nos terres et qui a été à l'origine de notre exclusion du marché national. La frontière et le territoire qui l'abrite sont un bien collectif des Werghemmis destiné à leur procurer les biens et moyens -que les diverses politiques économiques de l'Etat- leur ont confisqués* ». Nous leur avons alors proposé de réagir à un propos d'Ibn Khaldoun qui considère que « *Arzakouhoum fi Arhamihem* (leur richesse est dans leur filiation), et que M. Godelier actualise comme suit : « *l'appartenance à une ethnie donne une identité culturelle et linguistique, mais ne donne ni terre, ni femme, ni pain. C'est seulement l'appartenance à une tribu qui les donne* » (Godelier, 2004). N. Karim Ben Salem Khzouri a estimé que : « *le retour à la tribu n'est pas une fatalité historique et qu'il découle d'un sentiment de désarroi des groupes marginalisés qui n'ont pas eu accès aux droits élémentaires dont jouissent les autres populations du pays. Si l'Etat n'a pas réussi à fournir du travail et à assurer une vie digne à tous les J'farris, la tribu et ses réseaux leur ont permis de rester sur leurs terres, d'élever leurs enfants et de préserver leurs traditions. S'il n'y avait pas la tribu, nous aurions été chassés loin de la frontière et remplacés par d'autres groupes qui auraient profité de cette ressource. Nous aurions eu le même destin que les Riahs et les Ouled Aoun (tribus du Nord tunisien) dont les terres furent spoliées, car ils ont abandonné la référence à la tribu* ».



les élites werghemmies tendent à élaborer actuellement, c'est à dire dans un contexte d'expansion sans précédent du commerce informel et de la mondialisation, doit-elle nécessairement s'inscrire dans une optique de démarcation envers le reste du pays ou de conflit avec cet Etat ? L'affirmation des particularismes culturels d'un côté, et l'informalisation intégrale de la sphère économique ne fragilisent-elles pas l'unité du pays<sup>501</sup> ?

Nos interlocuteurs nous proposèrent une autre rencontre pour débattre de ces interrogations.

Nous nous sommes revus le 21 décembre 2006 à Ben Guerdane. Le groupe originel avait été sensiblement élargi, puisque M. Fadhel As Souïï a jugé opportun d'impliquer d'autres personnes et, notamment, des acteurs du secteur informel de la petite contrebande ainsi que des *ghannai* (chansonniers-poètes). Notre interlocuteur-hôte estimait qu'un tel élargissement présentait l'intérêt d'une diversification des sources en permettant d'inclure à nos discussions de bons connaisseurs de ce qui devait être débattu : la culture et le réseau.

Cet élargissement nous a été profitable car il nous a permis d'écouter simultanément le discours « idéologisé » et l'avis des commentateurs des faits quotidiens.

Concernant l'élaboration d'une culture qui se distingue des référents nationaux, un de nos interlocuteurs a tenu à nous expliquer que « *l'homogénéisation culturelle au niveau de l'ensemble du pays (à travers l'école, les médias publics et la définition des contours du patrimoine) constitue un processus relativement récent qui a été entrepris par l'Etat et son appareil idéologique imprégné de culture citadine. Pour ceux-ci, l'identité collective traditionnelle tribale est un obstacle qui s'oppose au projet de « nivellement des identités ». Au début des années de l'indépendance, l'objectif du nationalisme, qui était alors (et reste aujourd'hui) en quête d'une légitimité politique exclusive, était de faire coïncider les limites culturelles avec des limites politiques, celles de l'Etat. Le projet identitaire de l'Etat était donc d'établir une congruence entre la culture et la société. Toutefois, il ne s'agit pas de culture au sens pluriel ou respectueux de toutes les composantes du pays, mais de « haute » culture, celle que le système éducatif et les organes officiels diffusent et valorisent* »<sup>502</sup>.

---

<sup>501</sup> Nous avons volontairement et intentionnellement introduit l'épineuse question de l'unité territoriale afin de sonder les avis de ces jeunes intellectuels impliqués dans l'élaboration des représentations de l'identité. Jusque-là, nous devons reconnaître que la question n'avait été qu'effleurée, car nos autres interlocuteurs la considéraient comme excessivement délicate.

<sup>502</sup> Cette position a été exprimée par notre hôte, N. Karim Ben Salem Khzouri, qui a lu un texte qu'il avait préparé à l'avance. Nous estimons qu'il s'agissait pour l'ensemble de nos interlocuteurs d'une tentative de formalisation d'un ensemble d'idées qu'ils considéraient jusque-là comme diffuses et exigeant, avant d'être présentées, un début de structuration. Nous avons demandé à notre hôte s'il pouvait nous remettre le papier afin de figurer dans notre compte-rendu. Il a demandé juste de reporter certaines remarques suggérées par les présents et nous l'a adressé quelques jours après cette rencontre.

Pour illustrer l'exclusion culturelle dont ils pensent être les victimes, nos interlocuteurs nous ont relaté la mésaventure vécue par la troupe du *raïs* Gassem au festival de Carthage lors de la présentation d'un spectacle de chant et de danse typiques de la J'farra<sup>503</sup>.

Au-delà de cette « haute » culture et du nationalisme centralisateur prônés par l'Etat, nos interlocuteurs ont soulevé la question de l'interprétation des faits historiques comme autre ligne de démarcation entre l'identité j'farrie et l'identité nationale. M. Fadhel As Souïï a ainsi indiqué que *« l'apport du Sud en général et de la J'farra en particulier dans la lutte de libération nationale est délibérément ignoré dans les manuels d'histoire. Or, cette histoire est un fondement essentiel de l'identité nationale. Nous ne figurons pas dans cette fresque. L'Etat et ses élites ont écrit les pages de l'histoire officielle des soulèvements, des batailles et des affrontements avec le colonialisme en les limitant à certaines régions (dont ces élites sont originaires) et en dénigrant les autres actes de résistance. En lisant cette histoire nationale, on est saisi par l'absence de toute référence à la bravoure des Werghemmis dans leurs multiples soulèvements, comme si les tribus de la J'farra s'étaient battues sur un autre sol (que le sol tunisien) et contre un autre agresseur (que le colonisateur français). En essayant d'établir les rapports entre les actes de résistance dans la J'farra et le développement du mouvement national dans le reste du pays, j'ai été personnellement confronté à l'absence de toute correspondance entre les références chronologiques. Les résistants de cette région m'ont présenté une succession des événements dont je ne trouvais aucune trace dans la grille historique officielle ; je me suis donc retrouvé face à deux lectures parallèles d'un même phénomène »*<sup>504</sup>.

Nous avons suggéré à nos interlocuteurs de mieux argumenter ce constat, qui nous semblait ouvrir la voie à une lecture plurielle de la lutte de libération nationale et recentrait le débat autour de l'appartenance et de l'identité werghemmies. Les interventions ont été multiples et diversifiées au niveau aussi bien des récits que des arguments avancés. Si nous synthétisons ces discussions, il en ressort que les dates-symboles ou les événements-références de l'histoire officielle du mouvement national sont passés sous silence par nos interlocuteurs, en particulier ceux survenus

---

<sup>503</sup> Ce spectacle, donné à Tunis en juin 2000 à l'occasion du festival de Carthage, a vu les artistes de la troupe werghemmie (dont chaque représentation donnée à Médenine constitue un événement important) ridiculisés par le public qui s'est comporté de manière irrespectueuse et a longuement sifflé les poètes qui chantaient la mémoire des héros du Sud tunisien. Cet épisode a marqué profondément les esprits à Médenine, où les gens que nous avons interrogés à ce propos nous ont signifié leur sentiment de frustration face aux agissements insolents du public qui dénigre une culture aussi raffinée.

<sup>504</sup> A la suite à cet exposé de la part de M. Fadhel As Souïï, nous avons suggéré d'impliquer d'avantage les autres personnes présentes, notamment un *mazegri* qui nous a été présenté comme le fils de Feu Cheikh Mansour El Houch Bougoddima, l'un des derniers résistant touazine, qui fut emprisonné durant les premières années de l'indépendance après sa capture par l'armée coloniale.

au cours des années 1955-1956 (années de la « victoire » et de l'Indépendance)<sup>505</sup>. Leurs récits qui veulent exprimer la mémoire collective opèrent une sorte de fixation sur l'année 1915, qualifiée de *âam al thawra* (année du soulèvement). Cette année-là, comme le confirment les sources coloniales (Leyssir, 1997), les Oudernas se sont soulevés et ont attaqué le réseau de fortins et de postes avancés qui matérialisaient la frontière avec la Tripolitaine. Les récits de nos interlocuteurs mettent en avant le fait que seuls les Werghemmis (ou, du moins, certaines des tribus de la Confédération) se sont dressés contre l'armée coloniale alors que le reste du pays était soumis et n'exprimait d'aucune manière sa contestation de l'ordre colonial. Pour nos hôtes, cette action a valeur historique, car elle marque la contribution véritable des Werghemmis à l'édification d'un mouvement de libération du pays et témoigne, en conséquence, de leur appartenance à la Nation.

La suite de la narration des faits historiques a continué à faire preuve de sélectivité dans l'identification des moments fondamentaux de la lutte de libération nationale. Ainsi, contrairement à l'historiographie officielle qui fait de l'année 1952 celle du début de la lutte armée, nos interlocuteurs considèrent l'automne 1954 comme le moment où le mouvement insurrectionnel armé s'est déclenché. Et celui-ci aurait été porté par les groupes de partisans werghemmis, qui ont constitué la dernière vague d'insurgés ayant refusé d'être désarmés en 1955, préférant continuer le combat<sup>506</sup>. A ce propos, Hakim, l'un des fils de Feu Cheikh Mansour El Houch Bougoddima, nous a livré sa lecture de cette période de l'histoire j'farrie : *« Abandonnés par la direction politique basée à Tunis, acculés à livrer des batailles contre une armée puissante et dont les actions répressives étaient couvertes par la complicité des nouvelles élites nationales, décidés à arracher leur libération à l'instar des autres régions du pays, les Werghemmis ont assumé leur choix et payé le prix de leur engagement. Les partisans issus des clans Oudernas, Touazines et R'bayaâ furent anéantis par l'Armée française qui stationnait encore sur le territoire tunisien au voisinage immédiat de la J'farra. Cette armée coloniale ne se battait pas seulement contre des activistes d'une insurrection résiduelle, mais s'employait surtout à empêcher l'osmose qui se dessinait entre les derniers fellaghas et les premiers maquisards algériens. Les troupes françaises écrasèrent les f'rig (phalanges) armés werghemmis en mars 1956, tuant environ 120 insurgés. Les prisonniers*

---

<sup>505</sup> A l'instar de beaucoup de J'farris, nos interlocuteurs sont de fervents partisans de Ben Youssef. Les positions de ce leader et de la sympathie que lui vouaient (et vouent encore) les J'farris sont détaillées dans le chapitre premier de la présente troisième partie.

<sup>506</sup> Cette dernière vague de partisans irréductibles s'est opposée aux accords prévoyant l'autonomie interne de la Tunisie signés par la direction du Néo-Destour, car, de l'avis de nos interlocuteurs (qui partagent les positions défendues par Ben Youssef) les protocoles stipulaient le maintien de la présence militaire française dans certaines garnisons du Sud, notamment celles de R'mada. La position des partisans werghemmis a constitué un des leviers du conflit fratricide, au sein du Néo-Destour, entre les partisans de Bourguiba et ceux de Salah ben Youssef.

(environ 500 hommes) furent livrés à l'État tunisien après la bataille de R'mada. Certains Oudarnas et Zorgane croupiront dans les geôles du régime bourguibien jusqu'à l'orée des années 1970. Mon défunt père a fait partie du groupe libéré à la suite de la guérison du Zaïm (Bourguiba) en 1967»<sup>507</sup>. En réponse à notre interrogation sur les tendances sécessionnistes des Werghemmis et prenant pour socle le récit de Hakim Bougoddima, M. Fadhel As Souïi, est revenu sur cette période en affirmant que : « Les Werghemmis n'ont pas cherché à préserver leur particularisme culturel et identitaire afin de pérenniser une rupture avec le reste du pays ; au contraire, ils se sont battus dans les pires conditions pour la libération de la totalité du territoire tunisien. Ils ont été réprimés pour avoir manifesté leur appartenance à la Nation. La souffrance a été le prix de notre mobilisation contre les derniers bastions du colonialisme. Ensuite, les frontières ont été hermétiquement fermées et notre mode de vie irréversiblement déstabilisé au nom d'une modernité et d'un Etat qui nous a confisqué le droit de participer à son édification. C'est cet Etat qui a généré une portion d'espace caractérisée par la pauvreté et la marginalité et qui a poussé les populations à investir le secteur informel et la contrebande. C'est son projet hégémonique et homogénéisant, qui l'a également conduit à dénigrer systématiquement toute expression artistique ou identitaire locales, poussant en réaction les Werghemmis à tenter de sauvegarder leur références spécifiques. La genèse de la J'farra actuelle réside dans la réaction des gens de cette terre qui s'opposèrent aux politiques de précarisation ».

L'affaire de l'estrade fut ainsi pour nous l'occasion de riches rencontres et du recueil de longs récits. Elle presenta aussi une « opportunité » de nous confronter à une œuvre de reconstruction d'une mémoire, une mémoire collective fondée sur des représentations qui se rapportent certes à des faits, mais interprétés, sélectionnés et arrangés selon des contextes et des stratégies particulières. Les discours formulés expriment tous une dimension identitaire en cours recomposition. Ces discours sur l'identité, tout en revendiquant leur « part d'éternité », laissent apparaître un effort de décomposition / recomposition ; décomposition d'une identité axée autour de la tribu et des activités essentiellement pastorales, d'un côté, et recomposition d'une identité axée autour des réseaux, du territoire et des alliances transfrontalières. Le fil conducteur ou « l'outil de mise en cohérence » que nous avons décelés dans ces discours sur l'identité j'farrie est

---

<sup>507</sup> Pour vérifier certaines affirmations de ce récit, au cours duquel Hakim Bougoddima nous a présenté des documents et des photos témoignant de l'emprisonnement de son père et de deux de ses oncles, nous avons consulté F. Lyassir, chercheur en Histoire du mouvement national et particulièrement les rapports de la tribu des Oudarnas avec les autorités coloniales. Il nous a appris que cette période de l'histoire reste très peu documentée et que les récits oraux des derniers insurgés Werghemmis qu'il a recueillis dans le cadre de sa thèse confirment les dires de notre interlocuteur. Nous avons été saisi autant par l'ampleur de l'occultisme de la part de l'historiographie officielle qui caractérise cette insurrection que par la violence déployée contre les hommes par l'Etat de l'indépendance.

l'articulation entre, d'un côté, les thématiques historiques, les symboles locaux, les expressions esthétiques et, d'un autre côté, les revendications économiques de la population. Ces discours sont actuellement en cours d'élaboration, c'est un processus qui accompagne les mutations que connaît la J'farra depuis les années 1960. Ce processus exige l'engagement d'intellectuels capables d'opérer les sélections judicieuses des emblèmes, des symboles et des événements historiques qui constitueront les éléments à partir desquels il serait possible d'établir un « système de sens », une définition de l'identité du groupe en question. Nos discussions avec les « *fekhiyet en najaâ* » (exégètes de la confédération) nous ont permis d'aller à la rencontre d'un processus collectif porté par un ensemble d'acteurs conscients de leurs objectifs et de leur quête qui consistent à l'élaboration d'un système d'idées et de valeurs. Le travail de ce groupe<sup>508</sup> nous a semblé s'orienter vers l'établissement (ou le rétablissement selon leurs termes) des codes culturels et des références de l'identité j'farrie, cherchant à définir ce qu'est et ce que doit être le « Nous » des Werghemmis, un « Nous » qui revendique la continuité historique mais en la reformulant (implicitement) selon le contexte actuel.

## 5. Le *rabaâ* de Zouara : les enjeux autour d'un lieu-cœur et la recomposition-réordination des anciennes alliances tribales.

La ville de Zouara est une ville relativement importante, située dans la J'farra libyenne, où plusieurs tribus, notamment les Nouaïels et les Siâanes se sont récemment implantés au voisinage du premier noyau originel berbère de la ville. Les quartiers situés en périphérie, le long des routes reliant la frontière tunisienne à la capitale Tripoli, ont été investis depuis les années 1980 par les clans nouaïels dont les membres y ont édifié des résidences et réservé des parcelles pour des investissements futurs. Toutefois, à l'endroit où se croisent la route principale (reliant la frontière à Tripoli) et celle qui se dirige vers le Sud en desservant les villages de crête du J'bel Nafoussa, les autorités militaires avaient, en 1980 - au plus fort de la crise avec les voisins égyptien et tunisien - confisqué une parcelle de terrain désignée par les populations le « *rabaâ* » relevant du *habous* de la zaouïa de Sidi Idriss Ch'rif, pour y construire un camp d'entraînement militaire provisoire pour les « milices populaires de défense ». Ce terrain a été terrassé et quelques bâtiments provisoires ont été édifiés au voisinage de la zaouïa pour abriter les activités militaires. Celles-ci ont été suspendues en 1996, quelques années après le durcissement de l'embargo contre

---

<sup>508</sup> Notre dernière rencontre (informelle, et ayant eu lieu à l'occasion du mariage de l'un des animateurs de ce groupe) avec le « cercle des *fekhiyet en najaâ* » remonte au 16 novembre 2008. Nous avons appris alors, que M. Fadhel As Souïi avait achevé la rédaction d'un ouvrage traitant des « mythes fondateurs » des tribus de la confédération werghemmie.



la Libye. Désireux de récupérer ce terrain dont la valeur foncière et symbolique était importante, les responsables du *habous* de Sidi Idriss ont entamé une procédure auprès du Comité Populaire local en vue de faire figurer le *rabaâ* sur les documents d'aménagement urbain de la ville en tant que zone résidentielle et mixte (destinée aux commerces et aux services d'animation)<sup>509</sup>. Toutefois, et à la surprise des Zouaris, le commandement militaire de la ville a lancé en 1999, en cet endroit, des travaux de construction d'une cité résidentielle pavillonnaire destinée à accueillir les officiers et fonctionnaires des corps de sécurité<sup>510</sup>. Le projet prévoyait l'attribution aux destinataires des parcelles de grande superficie, dont une fraction pouvait servir de réserve foncière.

Les représentants zouaris de la confrérie de la *Soulamiya*, qui revendiquent la propriété du *habous* de Sidi Idriss et de sa zaouïa, ont alors choisi d'orienter leur action vers les groupes tribaux installés en ville, et prioritairement, les Nouaïels. Bien que ceux-ci n'habitent la ville que depuis quatre décennies et bien qu'ils ne partageant pas les mêmes rites que le reste des Zouaris<sup>511</sup>, ils ont semblé constituer, pour les Ch'rifs (les descendants et héritiers de la zaouïa) leurs meilleurs alliés en vue de contester l'initiative prise par le commandement militaire<sup>512</sup>.

La sécheresse qui a sévi dans la J'farra à l'automne et à l'hiver 2001 donna aux Ch'rifs l'occasion de porter l'affaire au grand jour et de mettre en lumière ses enjeux à l'échelle de la région. A cette époque-là, les éleveurs Nouaïels et Siâanes des environs de Zouara furent

---

<sup>509</sup> Le compte-rendu annuel (1998) des débats de la *Chaâbiya* (Congrès Populaire) de Zouara comporte un paragraphe consacré à cette requête, mais celui-ci est bref et ne mentionne pas la parcelle en question. La recommandation qui synthétise la question traite de la valorisation des terrains et des édifices désaffectés qui « nécessitent la plus grande attention et probablement une série de réaffectations afin de parer à leur transformation en zones anarchiques (*achwaiyyaat*) ».

<sup>510</sup> Le corps des officiers et les membres des Comités Révolutionnaires de Zouara sont pour la plupart recrutés dans le *Hejr* et de ce fait considérés comme des étrangers dans la ville. Selon Hadj Abdessalem Ben Saïd Marouani (de la tribu des Weriemmas), que nous avons rencontré le 24 juin 2005, l'attribution de ces parcelles à des individus non originaires de la ville fut perçue par les locaux comme une forme de spoliation de leur terre.

<sup>511</sup> A l'instar de leurs proches installés dans le J'bel Nafoussa, les Zouaris sont kharéjites (de rite ibadite) (Ben Hassen, 1984). Les Nouaïels quant à eux sont sunnites de rite malékite.

<sup>512</sup> Lors de notre visite le 27 juin 2005, au Cheikh Abdelhadi El Basti El Ajili, maître de la psalmodie coranique et installé au siège de la confrérie *Soulamiya*, par ailleurs originaire de Zouara, nous avons recueilli un récit qui éclaire certains épisodes de cette affaire. Le cheikh nous a déclaré : « *Les Nouaïels ont depuis longtemps contribué à la défense de la confrérie et des villes qui abritent ses zaouïas ; ils ont toujours offert leur hospitalité aux Zouaris à chaque fois que les guerres les chassaient momentanément ou durablement de leurs maisons. La tribu nouaïel est installée en auréole autour de Zouara et repousse ses ennemis. Le rabaâ est au cœur de cette alliance, puisque les Nouaïels venaient, à l'abri de la zaouïa al moubaraka (zaouïa bénite de Sidi Idriss), vendre leur cheptel aux Zouaris, acheter des céréales et présenter les offrandes au kotb (le pôle, qui désigne Sidi Abdessalem, le fondateur du rite et de la zaouïa Soulamiya). Ce n'était pas seulement une sohba (association de protection et de commerce), mais aussi une fraternité dans la vénération du kotb. C'est un devoir, pour les Nouaïels, de venir soutenir les Zouaris quand leur terre est spoliée et que leurs ressources sont convoitées* ».

contraints de demander aux autorités la multiplication des points d'eau dans la J'farra centrale et d'importer massivement de quoi nourrir les animaux afin d'atténuer les effets de l'absence de pluie (notamment à l'approche de *l'aïd el Ihd'ha*)<sup>513</sup>. Face au refus du Comité Populaire Général à l'Agriculture et aux ressources aquifères, les éleveurs se tournèrent vers les cheikhs de la confrérie Souламиya (dont une majorité des éleveurs se reconnaissait) pour faire entendre leurs requêtes. La solution proposée par les Ch'rifs fut d'organiser une *salat al isstiska* (prière de demande de la pluie) sur le site de la zaouïa de Sidi Idriss<sup>514</sup>.

La proposition ne pouvait toutefois être suivie d'effet que sous réserve d'un accord des services de sécurité de la ville et, notamment, de celui du commandant militaire de la place. Trois vendredis successifs ont vu affluer vers la ville une foule de fidèles en provenance des localités de Zouati, Watiya, Mellaha et Hoûn, venus pour assister à la prière de *salat al isstiska* qui, lorsqu'elle est organisée, se fait à la suite de la grande prière hebdomadaire du Vendredi. Les fidèles se dirigeaient vers la place publique qui fait face à la zaouïa, certains étalaient leurs tapis sur le sol de Maïdan Al Bayan Al Awal (Place du Premier Communiqué), alors que d'autres arboraient leurs chapelets (en signe d'appel à la paix selon les coutumes de la confrérie Souламиya)<sup>515</sup>.

---

<sup>513</sup> Les péripéties de cette demande nous ont été rapportées par M. Khelifa Al Assabîi, membre du Congrès Populaire de Zouara. Il nous a précisé que la délégation - dont il faisait partie - devait rencontrer les responsables de l'exploitation du réseau de distribution locale des eaux de la Grande Rivière Artificielle. Cette délégation n'est pas parvenue, malgré son insistance à obtenir une audience auprès de ce responsable. Selon Al Assabîi, il a dû se contenter d'une réponse officielle de la part d'un responsable central à Tripoli, qui a motivé le refus de l'audience et, surtout, celui de la distribution d'eau pour le cheptel, de la façon suivante : « Les autorités sont désireuses de concentrer l'effort d'irrigation sur les projets agricoles modernes, l'industrie et l'habitat. L'élevage semble devenir secondaire comme priorité surtout qu'une partie du cheptel présent sur les parcours en Libye (surtout dans la J'farra) provient des pays voisins et n'est là que pour de courtes périodes, notamment à l'approche de l'Aïd ».

<sup>514</sup> Si, dans les autres pays musulmans, cette pratique ne soulève que rarement des débats au nom du « retour du refoulé religieux », elle constitue en Libye, pour le régime de Kadhafi, une hérésie condamnable. En effet, l'exégèse établie par le « Guide » dans son « dialogue » avec les ulémas en 1978, considère que la demande spécifique d'une grâce divine est un affront à la volonté d'Allah et une reconnaissance de la faiblesse de l'Homme et de son incapacité à vaincre les calamités auxquelles il est confronté (As Sigill Al Qawmi, 1977-1978, compte-rendu de l'allocution du « Guide » en date du 3 juillet 1978). Le « Guide » a donc, dès cette année-là, interdit les prières de *salat al isstiska*, comme il s'est permis de condamner une autre pratique, qui reste de l'ordre de l'intime, celle des *salat al isstikhara* (prière de demande de conseil prophétique). Témoinant de cette intransigeance religieuse, le « Guide » a ordonné en 1986 (en pleine guerre avec le Tchad) l'enrôlement forcé de jeunes oasiens de Ghat qui avaient, discrètement, prié collectivement la *salat al isstiska*.

<sup>515</sup> Lors de l'entretien que nous eûmes le 19 juin 2005 avec Haj Nasr Ben Khelifa Sallam El Gmati, celui-ci nous a confié que : « Le sentiment de frustration et de rage gagnait les fidèles. La révolution, qui avait promis d'abandonner les anciennes pratiques des Sénoussis, s'était montrée irrespectueuse à l'égard de la Communauté des Croyants. Nous parvenions difficilement à retenir les éleveurs qui voyaient une partie de leur bétail se tordre de soif alors que les autorités leur refusaient l'eau et la prière ».

Le Vendredi 26 janvier 2001<sup>516</sup>, l'imam de la mosquée « *As-Seddikine* » de Zouara demanda, à la fin de son prêche aux fidèles, de se diriger, à la suite de la prière, vers le *rabaâ* de la zaouïa de Sidi Idriss, pour accomplir la *salat al isstiska*. Les barbelés qui clôturaient le *rabaâ* étaient dans un état de décrépitude avancée, certains pans en avaient même été enlevés par l'entreprise de génie civil chargée des travaux de terrassement pour le compte du commandement militaire. De même, la garde avait été ramenée vers des lignes situées au Sud de la parcelle, au voisinage du local d'état-major. La place « originelle » du *rabaâ* était par conséquent accessible et libérée de toute entrave physique pour l'accomplissement du rituel. La prière eut lieu et aucun incident ne l'émailla. Toutefois, le lendemain (jour de reprise du travail en Libye), des ouvriers furent envoyés sur le *rabaâ* pour édifier une clôture en dur sous la garde des membres des Comités Révolutionnaires<sup>517</sup>. Cette initiative déclencha « l'affaire » du *rabaâ* qui prit la forme d'une occupation massive *de facto* des terrains par les Zouaris. En effet, profitant d'un certain laxisme des gardes chargés de la sécurité de l'ouvrage, les jeunes revenaient toutes les nuits pour abattre les pans de murs construits dans la journée. Remarquant l'absence de réaction violente de la part des autorités, des groupes entiers de pasteurs vinrent de la J'farra avec leurs troupeaux occuper le *rabaâ* et dresser des *khoss* (abris confectionnés de branchages) adossés aux murs de la zaouïa. Selon des témoignages recueillis auprès de nos hôtes, la situation commençait à prendre de l'ampleur, tandis que, pendant ce temps, les services de sécurité d'un côté et le Congrès Populaire de Zouara d'un autre côté se renvoyaient la responsabilité du maintien de troupeaux nombreux dans une zone centrale de la ville, avec son lot de nuisances et de préjudices à l'entreprise chargée des travaux de viabilisation. Une solution fut enfin proposée par le commandant militaire de la ville, qui consiste en l'aménagement devant la zaouïa de Sidi Idriss d'une placette couvrant une superficie de l'ordre de 4 000m<sup>2</sup>. Cette surface est récupérée sur le terrain du *rabaâ*. Estimant avoir satisfait les contestataires en attribuant à la zaouïa une partie du *rabaâ*, le commandant convoqua une réunion conjointe avec les membres du Congrès et du Comité Populaire afin de formaliser un accord et mettre fin à l'occupation des lieux.

---

<sup>516</sup> Selon notre interlocuteur, Jaber El Houni, habitant de Zouara et marchand à Sguifet Chaouch (rue commerciale située dans la vieille ville et spécialisée dans les produits de luxe en provenance de l'étranger et entrés dans le pays en contrebande), la région n'avait pas reçu une goutte de pluie depuis plus de deux mois ; en outre, les trois jours ayant précédé cette prière, la température avait grimpé de manière préoccupante et des rumeurs circulaient sur la baisse accélérée des niveaux d'eau dans les puits de la plaine.

<sup>517</sup> Nous avons retrouvé les vestiges de ce mur d'enceinte lors de notre passage à Zouara en 2005. Notre hôte, Mansour Ben Chiha Rojbani, nous a appris que la garde chargée de la construction de cette clôture s'était montrée, lors de son édification en 2001, assez discrète et n'arborait ni armes ni uniformes.

La réunion se tint au siège de l'état-major, qui est construit sur le *rabaâ*, en présence d'une délégation composée de représentants du Congrès (dont notre hôte Mansour Ben Chiha Rojbani, qui est originaire du Sud de la J'farra et membre d'un clan siâane) accompagnés de deux dignitaires de la confrérie Souламиya. La proposition du commandant fut rejetée par la délégation zouaria qui s'en tint à une position intransigeante, à savoir l'exercice de la zaouïa de son droit sur la totalité du *rabaâ*<sup>518</sup> et la suppression du camp, du moment que le programme d'entraînement populaire est achevé depuis des années<sup>519</sup>.

L'occupation du *rabaâ* s'est prolongée pendant plus d'une année grâce à une remarquable organisation des relais de ceux qui l'occupaient. Elle dura jusqu'à sa transformation en marché quotidien informel. Pendant cette occupation, les troupeaux repartaient dans la steppe et les occupants transformaient progressivement les *khoss* en échoppes. Celles-ci regorgeaient de produits introduits en Libye grâce à la contrebande. L'édification des échoppes donnait lieu au dessin sur le site d'un dédale de ruelles commerciales. Lors de notre visite du *rabaâ* à l'été 2005, nous avons trouvé, en lieu et place de l'ancien camp d'entraînement militaire, un souk grouillant de clients installé dans les franges de la légalité occupé par des réseaux tribaux opérant en dehors de la sphère officielle.

Selon nos hôtes à Zouara, les militaires ont, à plusieurs reprises, arrêté des occupants du *rabaâ* avant de les relacher quelques heures après, généralement à la suite de l'intervention insistante des Ch'rifs. A mesure que les *khoss* se transformaient en constructions en dur, les barbelés des militaires reculaient vers le bâtiment de l'état-major. Au début du mois de mars 2003, le commandant de la place a ordonné la construction d'une nouvelle clôture autour de l'état-major libérant ainsi près de 95% de la surface du *rabaâ*. Contrairement à la précédente, cette clôture fut réalisée sans heurts.

---

<sup>518</sup> Soit sur les 32 000 m<sup>2</sup> que couvre le *rabaâ*.

<sup>519</sup> Nous reprenons dans notre exposé des faits la version qui nous a été fournie par notre hôte, Mansour Ben Chiha Rojbani. Nous avons essayé de le croiser avec le récit de Haj Nasr Ben Khelifa Sallam El Gmati (présent à cette réunion) et avec les échos qui nous ont été rapportés par Jaber El Houni. Il n'existe sur cette affaire aucun rapport écrit et aucun article de presse, à l'exception d'un article paru dans *Az Zahf Al Akhdhar* (l'Assaut Vert) le 21 décembre 2000 sous le titre « Zouara, madinatou al yaoum am marâa ? » (Zouara, une cité d'aujourd'hui ou un parcours ?). On peut y lire : « On déplore la « ruralisation » d'une ville aux équipements modernes et aux traditions urbaines séculaires par des pratiques anarchiques de pacage qui portent atteinte à l'esthétique de la ville et à sa sahubrité ». Cet article ne fait aucune référence à la position des représentants de la ville, pas plus qu'aux enjeux liés à l'occupation des lieux par les éleveurs. Toutefois, à la fin de l'article, une phrase brève conclut le propos du journaliste (anonyme) de la façon suivante : « La présence d'un lieu de culte, avec ce qu'il peut présenter comme espace de tolérance, ne peut justifier le laxisme face à la prolifération d'un tel phénomène dégradant (le pacage en milieu urbain) ».

A la différence des marchés que nous avons étudiés en Tunisie, le *rabaâ* présente une particularité celle d'offrir des produits subventionnés détournés des circuits officiels. En effet, sur les étals de ce marché, nous avons relevé l'abondance des articles de grande consommation qui, en Libye, sont certes très abordables grâce à une politique massive de subvention, mais qui disparaissent généralement très rapidement des rayons des magasins *Mounchaât* (grands magasins d'Etat).

La transformation du *rabaâ* en marché informel invite à s'interroger sur plusieurs points. D'abord, qu'est ce qui a bien pu conduire le commandant de la place à reculer face aux revendications des Zouaris ? En second lieu, les enjeux étaient-ils d'ordre religieux ? Les stratégies qui ont mobilisé les dimensions symboliques du site ne recouvraient-elles pas des intérêts d'ordre foncier ? Enfin, étaient le contenu et les constituants de l'alliance qui a réussi à réinvestir le *rabaâ* et comment les groupes tribaux, les Ch'rifis, les pasteurs et les adeptes de la Confrérie sont-ils parvenus à organiser le commerce informel au sein du marché ?

Concernant la première question, nous avons recueilli les récits des acteurs de la revendication, en particulier ceux des interlocuteurs zouaris du commandant militaire<sup>520</sup>. Selon eux, les discussions avec ce responsable militaire furent loin d'être un débat d'idées ou une négociation autour d'une revendication. Les représentants zouaris ont exigé la restitution du *rabaâ* car ils le considéraient comme occupé par la garnison. Ils n'acceptaient ni son partage ni aucune autre forme de compensation, même foncière. Ils refusaient également sa réaffectation à des activités de type ludique ou socio-collectif. Ils ont en fait présenté le *rabaâ* comme une terre à caractère sacré pour l'ensemble de la population locale. Selon Haj Nasr Ben Khelifa Sallam El Gmati, qui a participé à la réunion avec le commandant K'mich, « *les Zouaris ne demandaient que le départ de ceux qui occupaient une terre qui revenait de droit à l'ensemble des communautés de la ville* ». L'analyse de ses réponses montre que leurs fréquentes références, tribales (lorsqu'il parle du rôle protecteur des Nouaïels) ou ethniques (quand il désigne clairement la communauté ibadite zouarie) sont utilisées préférentiellement lorsqu'il revendique le droit exclusif sur la terre du *rabaâ*. L'Etat est considéré comme un étranger et non comme un pouvoir ou une autorité ; il est vu comme une entité assimilable à une tribu rivale. Le discours Haj Nasr El Gmati est ponctué de connotations religieuses (il oppose la piété zouarie au déviationnisme des militaires ; il met en exergue la valeur sacrée du *rabaâ* en opposition à l'affectation militaire du terrain, laquelle pour lui, équivaut à une souillure). De même, il n'oublie pas de rappeler la dimension historique qui

---

<sup>520</sup> A notre arrivée à Zouara, nous avons appris que le commandant Rabah K'mich Al Ferjani, qui commandait la place de Zouara, avait été muté à Tripoli à la suite de cette affaire. Les raisons avancées par nos hôtes zouaris semblaient confirmer le mécontentement des officiers en exercice dans la ville, qui estimaient avoir perdu une opportunité unique pour occuper le *rabaâ*.



caractérise le lien des hommes à cette terre, en évoquant les racines anciennes des Zouaris. Il nous a déclaré : « *Nous lui (le commandant K'mich) avons rappelé que cette terre était une partie du majal (territoire) de nos ancêtres, donc qu'elle nous revenait de plein droit. C'est notre ancêtre qui est venu ici le premier, a planté le premier arbre, levé le premier adhan (appel à la prière) et pacifié la plaine. Cette terre n'a commencé à avoir de valeur qu'avec l'installation de sa (Sidi Idriss) sainte ombre. Elle retombera dans l'anarchie et la décadence si d'autres tribus venaient à l'occuper*<sup>521</sup> ».

Pour le Haj Nasr El Gmati, l'identification au territoire repose sur un attachement à la terre, mais aussi à l'histoire des hommes qui y est inscrite. Selon lui, il y a un lien indissociable entre la communauté et son territoire. Le territoire n'appartient à la communauté que parce que celle-ci ne peut envisager vivre ailleurs, les deux « pôles » n'existent pas l'un en dehors de l'autre. Il nous expliqua à ce propos : « *Le rabaâ constitue pour nous un fragment de notre territoire, c'est une partie de notre mémoire, c'est notre qibla (orientation vers la Mecque). Pour les officiers de la kechla (garnison), ce n'est qu'une opportunité foncière, un bien commercial qu'ils vendraient à la première occasion* ». Relatant les péripéties de l'affaire, El Haj Nasr semblait exposer une négociation entre belligérants pour obtenir le retrait de l'agresseur<sup>522</sup>. Remarquant notre étonnement, notre interlocuteur nous explique que son attitude à l'égard des militaires de la garnison est loin d'être le propre des J'farris ; il illustre son propos en nous rappelant l'affaire de la *diya* (prix du sang) : les tribus ont demandé à l'Etat libyen de compenser la perte des soldats tombés dans les batailles livrées contre les troupes tchadiennes en versant à leurs clans une certaine somme, ce qui serait conforme à la loi coutumière tribale. Le fait que l'Etat ait accepté de donner satisfaction aux clans et de verser cette *diya* en présence de l'ensemble des représentants de la tribu, constitue pour El Hadj Nasr la preuve irréfutable que les autorités se soumettent aux lois coutumières et reconnaissent de fait qu'elles constituent une « partie » qui s'apparente à une tribu.

---

<sup>521</sup> La traduction que nous avons opérée, bien que respectueuse du contenu du récit, ne reflète pas les nuances dont use le Hadj pour nous expliquer que ce qu'il désigne par les « Autres ». Ceux-ci sont en fait les membres des lignages du *Hejr* qu'il qualifie (non sans allusion toute khaldounienne) de suppôts de la décadence. Sa gestuelle renseignait sur ses jugements grâce à des rythmes symboliques violents (lorsqu'il parle des tribus de l'Est) ou à des circonférences que décrivent ses mains (lorsqu'il exprime la quiétude des gens de la J'farra).

<sup>522</sup> Nous avons remarqué que, dans son récit, El Haj Nasr insistait pour nous fournir les noms, prénoms et l'origine lignagère de chaque officier présent lors de la réunion avec le commandant K'mich. Cet effort était destiné à nous convaincre que tous ces officiers étaient originaires du *Hejr*. Nous ne pouvons oublier de signaler, que El Hadj Nasr nous a initié, avec énormément de patience, aux structures tribales libyennes et nous a fourni plusieurs ouvrages relatifs à *Ôuloum Al Anssab* (science des parentés).

Cette attitude est partagée, non sans nuances, par M. Khelifa Al Assabîi. Ce dernier nous a déclaré, lors de l'entretien du 28 juin 2005 : *« Depuis les Sénoussis, l'Etat libyen admet que la J'farra est une « frange utile » du pays qui offre des opportunités de mise en valeur agricole et industrielle. Toutefois, les J'farris, et en premier lieu les Nouaïels, considèrent quant à eux que tout effort de développement économique et social doit être entrepris par la population locale grâce aux investissements publics. De ce fait, les choix institutionnels de la Révolution (congrès populaires et comités des chaâbiyat) a, certes, permis l'émergence d'élites locales, mais il regrette que leurs champs d'intervention restent circonscrits aux affaires civiles. L'installation des forces de sécurité et des Comités Révolutionnaires dans les zones centrales des villes a constitué une forme de mise sous tutelle partielle des groupes tribaux résidant dans ces agglomérations ». Le problème, selon lui, « ne tient pas tant au rôle, théoriquement répressif, de ces corps, qu'à la tendance des officiers (notamment ceux originaires du Hejr) à opérer dans les secteurs du commerce informel et, notamment, le détournement des produits subventionnés de grande consommation. Les privilèges qu'ils ont acquis, en premier lieu l'impunité dont ils jouissent, leur permettent de maîtriser l'ensemble des transactions transfrontalières et de détourner à leur profit les produits destinés aux mounchaâts ». En concluant son discours, notre interlocuteur nous a posé une question : « Si les officiers s'adonnent aux mêmes activités que les membres des clans locaux et que l'autorité accepte de se soumettre aux lois séculaires des tribus, quel mal y a-t-il à considérer l'Etat comme une tribu parmi les autres de ce pays ? ».*

Le récit de M. Khelifa Al Assabîi nous a interpellé à plus d'un titre puisqu'il met en lumière l'importance des activités commerciales informelles menées par les officiers des forces de sécurité dans la J'farra. Nous avons alors sollicité l'avis de notre hôte, Mansour Ben Chiha Rojbani, et recueilli son récit relatif aux nouvelles élites zouaries et à leurs rapports tant avec les autorités qu'avec les autres groupes tribaux de la J'farra. Ce dernier nous a reçus à Zouara le 30 juin 2005 et nous a déclaré : *« Les aspects visibles de l'Etat en Libye ne sont pas les administrations publiques ou les institutions civiles, car celles-ci emploient exclusivement des gens originaires des villes où elles sont implantées. Seules les garnisons militaires témoignent vraiment de la présence de cet Etat. Toutefois, dans la J'farra, le corps des forces de sécurité tout comme les forces armées, sont constitués d'officiers originaires du Hejr. Leurs agissements ont généré en réaction, un sentiment de solidarité de l'ensemble de la population zouarie. En s'adonnant au commerce informel, ils ont constitué un pôle concurrent de celui organisé par les grossistes nouaïels, lesquels ne pouvaient accéder aux mêmes privilèges qu'eux. En isolant la zaouïa de Sidi Idriss et son rabaâ derrière les barbelés du camp, ils ont offensé la confrérie Souلاميya et tout ce qu'elle représente pour les gens de la plaine. En interdisant aux Zouaris de prier pour leur terre selon*

leurs convictions, ils ont risqué de briser le rapport des gens avec leur monde. Ils ont réussi à faire soulever contre eux l'ensemble des groupes qui se sont sentis lésés par leur présence. Ils ont redonné vie aux anciens *helf* (alliances) ».

L'affaire du *rabaâ* est révélatrice des modes de reconstruction actuelles des alliances tribales en Libye et des recompositions politiques qui confèrent aux élites tribales un rôle de plus en plus important en tant qu'interlocuteurs incontournables dans la gestion des conflits. Toutefois, les J'farris en général et les Nouaïels en particulier, se sentant relativement désavantagés par la mise en œuvre des nouvelles politiques de l'Etat<sup>523</sup>, ont entamé la reconstitution de l'ancien *çoff el fougui* (l'alliance du haut) qui avait joué un rôle prépondérant dans la résistance face à la présence coloniale et à la répression sénoussie. La distribution des rôles au sein du *çoff* nous semble avoir été conservée. Le *çoff* est mené par la confédération tribale des Nouaïels, seule la ressource a changé. En effet, les Nouaïels sont toujours chargés d'assurer la « protection » du territoire et de soutenir les Zouaris et les J'belis contre les tentatives de mainmise des autres tribus sur les ressources de la région. Ceux qui composent l'alliance : les Kharéjites j'belis du Nafoussa, les Zouaris, les Nouaïels, les Siâanes et les Weriemmis se retrouvent autour de la puissante confrérie des *Soulamiya*. Toutefois, la ressource n'est plus constituée essentiellement du bétail ou des plantations faites à l'abri des *jessour*, mais elle trouve sa source dans les réseaux du commerce informel, dans la contrebande, l'accès à la manne hydraulique et le détournement des produits subventionnés. L'accès aux parcours n'est plus l'enjeu des luttes ; ce qui importe désormais, c'est le contrôle des voies principales qui sillonnent la plaine en direction de la frontière. La « nouvelle alliance » dans la J'farra établit ses rapports avec l'Etat en fonction de l'attitude de ce dernier (officielle ou exprimée par ses représentants membres des forces armées et de sécurité) envers les réseaux économiques informels et de la liberté d'action qu'il laisse à ses membres sur le territoire j'farri. On peut donc affirmer que le commerce informel et la frontière comme ressources jouent un rôle notable dans l'autonomisation des groupes j'farris qui, en drainant d'importants revenus qui bénéficient ensuite à toute la population, contribuent à émousser l'attrait du potentiel distributif de la rente pétrolière. De ce fait, et cela est essentiel, cette rente n'a plus désormais de caractère vital pour les J'farris. Ceci explique sans doute que ces derniers n'aient pas hésité à

---

<sup>523</sup> Nos interlocuteurs considèrent que les grands travaux hydrauliques de la rivière artificielle ne sont pas suffisants pour assurer l'irrigation intégrale des terres arables de la J'farra. Ce projet, de l'avis des personnes interrogées, est destiné d'abord à la ville de Syrte et au *Hejr* en général, comme en témoignent les multiples arrêts du pompage pour desservir la J'farra (arrêts dus à la pénurie de pièces détachées). Un responsable du lac artificiel de Sidi Bou Ajila (J'farra centrale), alimenté par le projet de la Grande Rivière, nous a confié que le volume disponible pour l'irrigation reste en deçà de la demande des exploitants. Il déplore aussi que l'eau, qui coule abondamment du Sud, soit accaparée par les plans d'eau paysagers, les fontaines gigantesques et les unités industrielles de la ville de Syrte.

mobiliser les symboles religieux et à recourir à la prééminence de la loi coutumière du *ôrf* pour affirmer leur droit exclusif sur la terre et ses ressources. L'Etat, à leurs yeux, n'est pas une instance supérieure à leur organisation, mais une simple composante du système tribal.

## 6. L'affaire du Nadhour : représentation auréolaire et frontières revendiquées du territoire de la Confédération.

Au cours de l'année 2003, les services relevant du Ministère tunisien des Affaires Foncière ont entamé des travaux de balisage des limites administratives entre les gouvernorats et les délégations du Sud du pays<sup>524</sup>. Pour effectuer ce travail, ils se sont référés à des documents géographiques qui décrivaient les limites entre les entités administratives suivant les données de la topographie locale et qui ne prenaient donc en compte ni les découpages du foncier ni les « frontières » entre les terres des *âarch* pour la limite Nord de la délégation de Ben Guerdane<sup>525</sup>. Les services en charge de ces délimitations procédaient à la pose d'une borne à l'endroit de chaque point bien identifié, borne que les habitants désignent du nom de *nouadhir* (pluriel de *nadhour* : phare). Les délimitations ont été réalisées en présence, souvent nombreuse de l'ensemble des communautés dans la région, même si les travaux n'avaient suscité aucune contestation lors de la première phase qui a concerné la partie septentrionale de la zone frontalière avec la Libye. La situation s'est subitement dégradée lorsque les commissions de l'OTC ont commencé à se rapprocher de la limite méridionale de la délégation de Ben Guerdane (et, par là, du gouvernorat de Médenine).

En effet, à la suite de l'implantation du *nadhour* 102, le 8 juin 2003, des affrontements entre groupes locaux ont été signalés sur la limite administrative séparant les deux délégations de Ben

---

<sup>524</sup> Ces travaux ont été menés par les services régionaux dépendant de l'Office de la Topographie et de la Cartographie, avec le concours de la Garde Nationale pour les délégations du Gouvernorat de Médenine. Ils ont été entrepris dans le cadre du projet de « Délimitation Administrative et Domaine Public » qui avait pour finalité (selon la circulaire du gouverneur de Médenine en date du 14 novembre 1999) d'identifier les limites du Domaine Public Maritime dans les délégations de Zarzis et Ben Guerdane, notamment au voisinage des sebkhas d'El Kef et de B'hiret El Bibane.

<sup>525</sup> Nous avons appris par la suite que la délimitation des limites Nord de la délégation de Ben Guerdane était relativement aisée grâce aux documents fournis à l'OTC par le Génie Militaire, qui avait entrepris des relevés précis de la région lors des opérations de déminage engagées par l'Armée en 1999. Notre interlocuteur, Mahfoudh Loukil, ingénieur topographe chargé de la délimitation des limites Sud de la délégation de Ben Guerdane (celles qui la séparent de la délégation de S'mar), nous a confié, le 21 octobre 2003, que les bornes dans cette région avaient été implantées sur la base des parcellaires établis en 1969 (par les commissions locales d'apurement foncier des « terres socialistes »), documents dont les échelles sont imprécises et les descriptifs des repères utilisés très sommaires. Selon lui, la délimitation au Nord était d'ordre institutionnel, celle au Sud s'annonçait très compliquée car il s'agissait, (selon ses termes) d'opérer « un lotissement entre les *arouch* et non une délimitation entre entités administratives ». Une opération qui ne pouvait que soulever d'interminables revendications.



Guerdane et S'mar (qui est rattachée au gouvernorat de Tataouine) à l'endroit appelé « *Oglet Lahmayer* ». Lors de notre séjour à Ben Guerdane, Cheikh El Aïdi Ben Khlif J'nifene<sup>526</sup> nous a invité le 21 juillet 2003 à accompagner la délégation des Touazines à la « *kharjat an nouadhir* » (sortie des bornes) qui devait avoir lieu en ce début de semaine en présence de la commission du ministère des affaires foncières et de l'équipe topographique de l'OTC<sup>527</sup>. En chemin, nous avons appris de nos accompagnateurs qu'il y avait eu, quelques jours plus tôt, des « incidents »<sup>528</sup> à *Oglet Lahmayer*, un lieu située à la limite entre les terres du *arch* des Ouled Hamed (qui relèvent de la tribu des Touazines) et celles du *âarch* des Gôud (de la tribu des Ghrib)<sup>529</sup> d'un autre côté. Nous avons appris aussi que notre « mission » était de vérifier si les cadastres présentés par la commission étaient d'une précision suffisante pour permettre une délimitation claire entre les parcelles ; Cheikh El Aïdi avait également donné ses ordres pour que nous soyons l'unique interlocuteur de la délégation des Touazines.

A notre arrivée sur les lieux, nous nous sommes rendu compte que l'enjeu n'était ni l'accès aux parcours, ni la possession d'un point d'eau, mais le contrôle de l'accès à un col rocheux attenant à la frontière libyenne.

Nos *saheb Tayouts* (qui nous avaient rejoint) nous ont expliqué que ce col constituait un excellent passage pour les véhicules tout-terrains, notamment en hiver. En effet, les zones de passage de la contrebande situées dans le Nord de la J'farra sont généralement occupées par des

---

<sup>526</sup> A ce moment-là, nous n'avions jamais rencontré Cheikh El Aïdi. Nous savions toutefois qu'il était l'un des acteurs les plus influents des réseaux de *sarrfa* de Ben Guerdane. Nos *saheb Tayouts* Zorganes nous avaient appris qu'il s'occupait de la régulation du marché du change grâce à ses excellentes relations avec les opérateurs du tourisme de Jerba. Nous étions tout de même intrigué par une série de faits relatifs à son attitude à notre égard. D'abord pourquoi choisir un architecte (qui n'est pas nécessairement un expert en cartographie) pour superviser les travaux d'une commission officielle ? Quel intérêt à envoyer un « expert » qui n'est pas originaire de la tribu, alors que deux architectes natifs de la région avaient ouvert leurs cabinets à Ben Guerdane ? Quels intérêts défendait Cheikh El Aïdi, qui fait partie du puissant clan des J'nifene, à travers son implication dans la délimitation des terres d'un *arch*, qui, certes fait partie de la tribu des Touazines, mais est loin d'en être un élément important ou central ?

<sup>527</sup> Je rapporterai à cette occasion une anecdote savoureuse. Les deux jeunes gens qui sont venus à l'aube nous chercher pour les accompagner, nous ont demandé, alors que nous nous apprêtions à quitter la maison de nos hôtes, de mettre une cravate. Bien que n'étant pas un fervent partisan des costumes classiques, nous nous sommes exécuté sans demander les raisons d'un tel conformisme vestimentaire (que les conditions climatiques de l'été saharien de Ben Guerdane ne justifiaient guère) ; à l'évidence, les deux jeunes gens exécutaient des ordres clairs.

<sup>528</sup> Qualifier d'« incidents », comme l'ont fait nos accompagnateurs, les événements survenus est euphémisme. En effet, la borne posée à *Oglet Lahmayer* par la commission de délimitation a été enlevée et la piste tortueuse qui y mène a été systématiquement détruite par des engins de chantier afin d'empêcher tout accès à l'emplacement identifié pour le point du *nadhour* 102.

<sup>529</sup> Les terres de cette tribu sont situées à l'Ouest du gouvernorat de Médenine. Toutefois, ce *âarch* (Gôud) a pris l'habitude, depuis longtemps, de conduire ses troupeaux de la région du *Dhafer* vers *Oglet Lahmayer* à la suite d'un accord avec les Ouled Hamed, avec lesquels ils partageaient la pratique de l'élevage camelin. Depuis le développement de la contrebande dans cette zone frontalière limitrophe de la Libye, les Ouled Hamed ont commencé à interdire l'accès de la région aux Gôud.



marécages qui, en hiver, deviennent impraticables et les traces de pneus y sont facilement décelables sur ces terrains humides et sablonneux. Ainsi donc, *Oglet Lahmayer* revêtait une importance capitale dans le dispositif de traversée clandestine de la frontière. Selon nos *saheb* Zorganes, ce passage était utilisé (de manière exclusive) par certains groupes du réseau de contrebande, ceux qui « tenaient » le trafic des produits à « haute valeur ajoutée » (électroménager, téléphonie mobile et électronique). Toujours selon nos *saheb*, le tracé d'une limite administrative au voisinage immédiat *Oglet Lahmayer* ou sur le carrefour des pistes contrôlées par le réseau de la contrebande permettrait aux Gôud de contrôler les flux clandestins et même d'y participer. Néanmoins, ce point de vue a été nuancé par Sabri Ben Cheikh El Aïdi J'nifene<sup>530</sup> (que nous avons rencontré sur les lieux de *Oglet Lahmayer* le jour-même), selon lequel la revendication des Gôud constituait une grave atteinte aux accords entre les tribus<sup>531</sup>. Le tracé de la limite entre les deux délégations à l'endroit de *Oglet Lahmayer* aurait en effet pour conséquence, selon lui, de transférer le contrôle de la partie ouest de ce col à la Garde Nationale de S'mar, qui pourrait se montrer moins « coopérative » que celle basée à Ben Guerdane. Tant il est vrai que des traditions de « confiance » ont été instaurées, depuis plus de deux décennies par les *aâmem* Touazines, avec les services de sécurité basés à Médenine et à Ben Guerdane<sup>532</sup>. Toutefois, toujours selon sabri, ces règles restaient circonscrites au rayon d'action des Touazines et il n'existait aucune garantie qu'elles puissent être imposées au-delà des terres qui sont sous le contrôle d'autres groupes et surtout d'autres services régionaux de la Garde Nationale (par exemple ceux dépendant du gouvernorat de Tataouine).

---

<sup>530</sup> Il s'agit du fils cadet de Cheikh El Aïdi, chef d'entreprise de travaux routiers installé à Médenine et partenaire financier de mes *saheb* Zorganes. Sabri J'nifene nous a été présenté une première fois à Tunis par Mohammed J'nifene en 2000 et nous nous étions promis de nous revoir à Ben Guerdane.

<sup>531</sup> Si une tribu demande à devenir propriétaire d'une terre qu'elle a exploitée (dans le cadre de *douleb* ou à titre de location) et que cette terre appartient à une autre tribu et abstraction faite de la période d'exploitation, cette demande constitue une grave atteinte aux accords du *ôrf*. Cette atteinte est aggravée dans notre cas par le fait que les Gôud ont fait appel aux autorités.

<sup>532</sup> Les *aâmem* Touazines ont réussi à tisser des liens avec les services de sécurité basés à Médenine et à Ben Guerdane basés sur la crédibilité et le respect des « règles ».

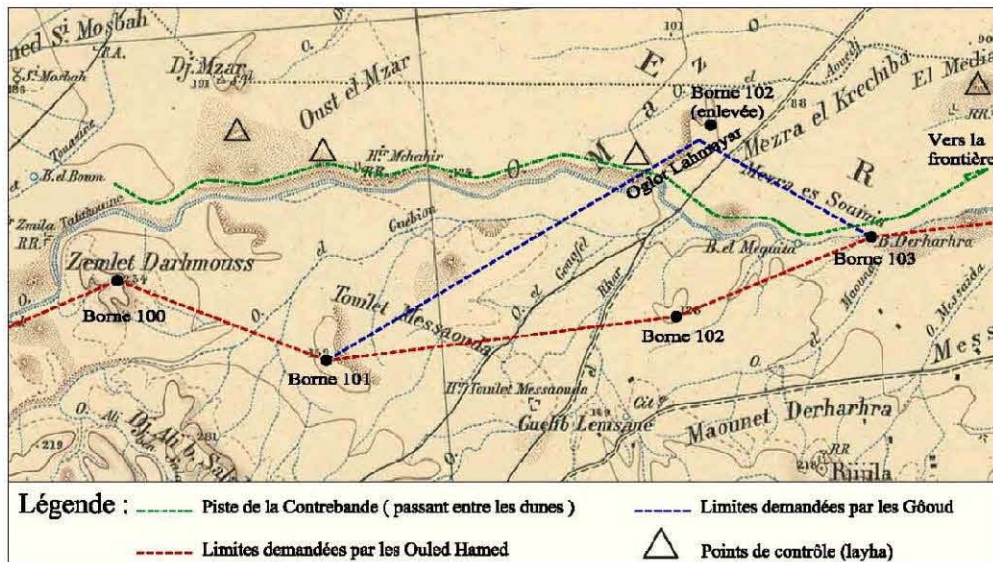


Schéma explicatif de situation des bornes et des pistes.

A notre arrivée à *Oglet Lahmayar* (qui était inaccessible en voiture), nous avons relevé que des personnes avaient été envoyées la veille par Cheikh El Aïdi pour préparer la visite de la commission. Des parasols avaient été plantés, un repas préparé et une troupe de *ghannaya* (chanteurs populaires et poètes) dépêchée pour l'occasion. Lorsque la commission est arrivée sur les lieux en fin de matinée, nous avons remarqué l'empressement de ses membres à en finir avec l'opération de pose de la borne et l'extrême lassitude de son premier responsable<sup>533</sup>. Nous avons demandé à consulter les cartes avant de nous diriger vers le *nadhour* objet de la contestation. Notre demande a été accueillie avec soulagement de la part de l'ingénieur chargé de la direction de la mission, qui nous a confié qu'il préférerait avoir affaire à des personnes capables de comprendre le but de la délimitation. Il nous a interrogé en retour sur les raisons de la crispation des esprits et de l'attitude passionnelle des parties en conflit, alors que, selon ses termes, « *la région est inculte, désolée, inaccessible et sans aucun intérêt pastoral* ». Lorsque nous décidâmes de remonter ensemble vers l'emplacement du *nadhour*, il nous apprit que la borne avait été arrachée dans la nuit alors que la Garde Nationale de Tataouine était en charge d'assurer son maintien en place. Cette même Garde n'a rien entrepris pour retrouver les responsables malgré les injonctions des services du Ministère des Affaires Foncières. Selon lui, ce genre d'actions, dans d'autres régions du pays aurait été sévèrement réprimé et considéré comme une atteinte à l'autorité de l'Etat. Bien que n'ayant pas répondu à ses interrogations, nous avons demandé à ce responsable de la commission s'il y avait une nécessité impérieuse de poser la borne 102 pile à

<sup>533</sup> La chaleur était, il est vrai, intenable et ce n'était pas la première fois que cette commission était appelée à revenir dans la région pour identifier les limites. Les deux familles Gôoud qui devaient prendre part à l'établissement des bornes sont restées à l'écart de la réunion.

l'endroit de *Oglet Lahmayer* ; en effet, lui avons-nous précisé, le document de référence est à l'échelle du 1/50 000 ème et le point indiqué sur la carte a un côté de près de 5 mm (il s'agissait en fait d'un carré poché en noir), ce qui donnait une marge d'erreur de l'ordre de 250 mètres. Notre remarque lui a semblé inutile, puisque sa hiérarchie lui avait demandé de s'arranger *in situ* et de poser la borne là où elle ne risquait pas d'être enlevée par l'une des deux parties. Sa décision était de déplacer la borne vers le Sud et de la placer derrière un monticule, ce que les familles Gôud avaient accepté, et qu'il lui semblait que les Ouled Hamed ne s'y opposeraient pas. Il osait croire par ailleurs que cet emplacement donnerait satisfaction à sa hiérarchie, soucieuse, selon ses termes, de « ne froisser aucune partie ». A notre retour à Ben Guerdane, les Touazines nous ont exprimé leur satisfaction de la décision de la commission<sup>534</sup>.

Notre mission achevée, nous avons demandé à nos *saheb* Zorganes d'organiser pour nous une entrevue avec Cheikh El Aïdi. Nous voulions recueillir auprès de lui un récit de vie. Nous étions persuadé qu'il pouvait nous fournir un avis exprimant celui de l'élite Touazine impliquée dans les secteurs qui nous étaient encore inaccessibles. A l'époque, ces secteurs étaient ceux des activités du change informel (*sarrafa*) et du financement des *douleb*. Cet entretien eut lieu le 23 octobre 2003 à Ben Guerdane. Cheikh El Aïdi nous a longuement parlé de son expérience personnelle d'ancien *mazegri*, emprisonné à plusieurs reprises pour traversée illégale de la frontière, puis reconverti dans le transfert des salaires des ouvriers tunisiens employés en Libye, avant d'investir dans la *sarrafa*. Nous avons profité de l'occasion pour lui demander les raisons l'ayant conduit à nous « sélectionner » pour la mission de la borne de *Oglet Lahmayer* en l'assurant de notre fierté d'avoir représenté, pour un bref moment, les Touazines. Le Cheikh nous apprit que c'était sur le conseil de son fils cadet Sabri qu'il avait décidé de nous confier cette responsabilité : « Vous parlez leur langage (celui des membres de la commission), ajouta-t-il, vous êtes issu des mêmes universités et votre accent est celui d'un citadin, ils ne pouvaient que vous comprendre. Pendant les « événements » (arrachage des bornes), les Touazines ont été soupçonnés par certains membres de la commission, et même par des responsables régionaux, d'être à l'origine des actes de destruction. Des officiers des services de sécurité de Médenine ont même qualifié les jeunes de Ben Guerdane de délinquants, comprenant que la force. Nous étions convaincus que ces allégations allaient porter atteinte à notre réputation dans la région, surtout que nous nous sommes employés depuis des années à instaurer des rapports de confiance avec les autorités. Votre présence était notre caution envers la commission signifiant notre volonté de débattre rationnellement de nos droits loin de tout acte qu'elle pourrait qualifier de

---

<sup>534</sup> La borne 102 qui a fait l'objet de l'affaire du « *nadhour Oglet Lahmayer* » n'a plus jamais été arrachée par la suite.



condamnable »<sup>535</sup>. Nous lui avons alors fait remarquer que, l'engagement dont il faisait preuve dans cette affaire, manifeste une incontestable solidarité de la part des Touazines avec les autres clans de la Confédération. Toutefois, cette solidarité « agissante » nous était quelque peu indécodable puisque c'était un représentant d'un clan du Nord (les Touazines) qui prenait en charge la totalité de la défense des droits d'un autre clan du Sud (les Ouled Hamed) qui habite une frange excentrée du territoire de la Confédération<sup>536</sup>. Notre interlocuteur nous a précisé que « *Les Ouled Hamed ne pouvaient seuls assurer la défense de leurs intérêts ; nous avons donc agi pour parer à toute éventualité pouvant ouvrir la voie à des revendications sur les terres des Werghemmis. Le souvenir d'El Marssa hante encore les esprits à Ben Guerdane* »<sup>537</sup>. Nous avons tout fait pour que le *âarch* des Ouled Hamed soit le principal, sinon le seul responsable de la conduite de la négociation avec la commission. Une des raisons qui ont aussi poussé à votre désignation, c'est afin que ce ne soit pas un Touazine d'un autre *arch* (les Khzours dans ce cas, puisque le seul architecte de la tribu installé à Ben Guerdane était membre de ce clan) qui prenne en charge l'affaire, ce qui aurait constitué un affront pour les Ouled Hamed. Notre rôle était surtout d'ordre organisationnel »<sup>538</sup>.

Notre participation à cette affaire a favorisé une plus grande ouverture de la part des Touazines envers nous. Ils nous ont manifesté leur hospitalité en nous recevant dans les *houanit* (boutiques) de Ben Guerdane et nous ont invité aux nombreux mariages qui sont fêtés en été. Cette « banalisation » de notre présence pendant l'été de l'année 2003 nous a facilité l'accès aux *gharssa* qui fleurissent dans les environs de Ben Guerdane et nous a donné l'occasion de sillonner

---

<sup>535</sup> La franchise et la clarté des propos de Cheikh El Aïdi nous ont surpris, car, pendant des années, nous avons dû nous contenter, lors de nos rencontres avec des membres de l'élite tribale werghemmie, de bribes de récits souvent laconiques et d'interprétations lapidaires.

<sup>536</sup> Il nous a semblé, au moment même où nous formulions notre interrogation, que nous dépassions les limites de la bienséance. Notre interlocuteur prit un moment de réflexion avant de nous répondre que les *aâmems* n'étaient pas nécessairement engagés aux mêmes degrés dans la défense des intérêts communs des *arouch*. Était-ce de sa part une manière élégante de nous signifier qu'il n'était pas dans l'obligation de se justifier ?

<sup>537</sup> Notre interlocuteur fait ici référence à l'affaire d'El Marssa (se reporter au second paragraphe de ce chapitre). Il était certainement au courant de notre enquête auprès d'El Hadj El Jarri, qui nous avait fait visiter en 2002 la *gharssa* des J'nifene qui avait été volontairement inondée pour empêcher l'ouverture d'une route devant relier Zarzis à la frontière.

<sup>538</sup> Cette version, qui dénote une certaine modestie de la part de notre interlocuteur, a été sensiblement nuancée aussi bien par nos *saheb* Zorganes que par Cheikh Omrane Ben Abdeljawad El Hmidi (ancien *mazegri* du clan des Ouled Hamed, que nous avons rencontré le 2 décembre 2006 à l'occasion de notre visite au Cheikh El Lahiyani, dans sa *gharssa* d'El Grine. Les deux hommes partageant le même goût pour les chevaux) qui nous ont expliqué que ce passage de *Oglet Lahmayer* constituait une pièce importante dans le réseau de traversée clandestine de la frontière pour les produits électroniques. Les Ouled Hamed en tiraient certes quelques profits en convoyant les véhicules et en assurant la surveillance des voies grâce à leurs gardiens de troupeaux stationnés à proximité du col, mais le réseau n'en restait pas moins aux mains des clans du Nord.

la plaine avec des jeunes de la tribu, qui nous semblaient plus généreux en commentaires que leurs aînés.

Remarquant le nombre impressionnant de nouvelles constructions édifiées dans la plaine à bonne distance de toute agglomération et même de tout chemin accessible aux véhicules automobiles, nous avons demandé à nos accompagnateurs s'ils s'agissaient de logements habités ou d'exploitations agricoles. Aymen Ben Mohammed As Souî, qui nous a accompagné lors de plusieurs sorties, nous a expliqué qu'il y avait un regain d'intérêt pour la plupart des *âarch* pour ces terres éloignées. Ces *âarch* ont commencé à édifier quelques constructions en dur sur l'ensemble de leurs terres. Sur le chemin qui nous conduisait vers le sanctuaire des Saintes Jabriyat<sup>539</sup>, notre compagnon nous a expliqué qu'un phénomène était perceptible dans la J'farra, notamment au voisinage de la frontière, « qui se traduisait par le récent retour des gardiens et des pasteurs dans les anciens *layha* (fortins) qui surplombent les parcelles de bonnes terres, telles que les *karâa* (lacs intermittents), les *aïtha* (terres sablonneuses situées au voisinage des oueds) et les *khoui* (confluent d'oueds). De même, certaines familles ont construit des maisons sur les terres *âarch* aux abords des anciens chemins de traversée des oueds, des *sebkhas* et des *ketf* (lagunes), chemins qui sont devenus des passages clandestins en direction de la frontière. Les *layha* situés en bordure des terres des Touazines ont commencé à faire l'objet d'opérations privées de restauration partielle ». Selon notre interlocuteur, « ces constructions et restaurations témoignent du retour à la terre chez les Touazines qui ne sont plus prêts à des concessions sur leurs terres ni au profit de l'Etat ni à celui des autres tribus. Ces terres ont été conquises par les ancêtres et défendues contre toutes les vicissitudes du temps, par le sang et la foi. Pendant des décennies, personne n'en a voulu ; aujourd'hui les Touazines voudraient perpétuer cette tradition »<sup>540</sup>.

Afin d'illustrer son propos, notre compagnon nous a proposé une tournée des *layha* de la région de Ben Guerdane. La toponymie locale des lieux et des fortins renseigne sur la mémoire sanglante de cette terre. Nous sommes ainsi passés par *Layhat El Mguïtla* (fortin du duel), ensuite par *Karaât Ed Diya* (bassin du prix du sang) et enfin par *Khoui El Missan* (ravin du linceul),

---

<sup>539</sup> Les Saintes Jabriyat représentent une constellation de tombeaux abritant les sépultures d'une lignée de femmes vénérées par les habitantes de toute la région de Ben Guerdane et de l'ensemble des Werghemmies. Ces tombeaux sont situés à une vingtaine de kilomètres au Sud-Est de Ben Guerdane, à proximité de la frontière. Ils font l'objet d'un pèlerinage annuel, exclusivement féminin. Les Jabriyat suscitent une profonde ferveur religieuse et leur descendance continue jusqu'à nos jours à jouer un rôle discret, mais efficace, dans l'assistance aux plus démunies grâce à la collecte de fonds pour le montage d'entreprises ou d'associations commerciales (exclusivement féminines) et le contrôle de la piste qui traverse le sanctuaire et se prolonge vers les *sebkhas* impraticables pour déboucher à la frontière.

<sup>540</sup> Notre compagnon, Aymen Ben Mohammed As Souî, est diplômé de l'Université de Sfax et titulaire d'un master en droit fiscal. Après l'achèvement de ses études, il est resté sans emploi pendant plus de deux ans, une expérience personnelle qui l'a amené à intégrer un *douleb* en qualité de gestionnaire. Il est aussi le conseiller de Cheikh El Aïdi.



autant d'endroits qui rappellent les péripéties des luttes engagées par les Werghemmis contre les autres groupes dans leurs *sbag el laâj* (ruées vers les orages)<sup>541</sup> ou le contrôle des routes caravanières.

Nos pérégrinations dans la J'farra nous ont permis de découvrir une terre chargée de mémoire, traversée par des lignes et ponctuée de lieux dont nos codes ne pouvaient déchiffrer les significations. Nous avons cependant noté, antérieurement, que la représentation de la terre chez les Werghemmis superposait un ensemble de considérations et de conceptions qui se référaient à l'histoire tribale, au sacré, à la symbolique, aux rapports aux autres groupes, aux frontières, ainsi qu'aux aspirations de la communauté et des individus<sup>542</sup>.

Lors de la *kassâa* (repas offert en offrande au Saint) de Sidi Ammar Labiadh, repas que les Touazines désignent par « *Marzouka* »<sup>543</sup>, qu'offrit Cheikh El Aïdi les 19, 20 et 21 décembre 2003

---

<sup>541</sup> A la suite des premiers orages de l'automne, les hommes partaient rapidement vers les terres qui venaient d'être arrosées pour les semences. Les Touazines désignent cette course par la « ruée vers les orages ».

<sup>542</sup> Nous devons reconnaître que, sur un plan personnel, la fin de l'année 2003 a été douloureuse. Nous ressentions fortement notre incapacité à avancer dans nos recherches en maintenant une approche spatiale. Les questions inhérentes aux représentations s'imposaient avec insistance, au travers des rencontres que nous faisons et des récits que nous recueillions. Toutefois, la « donnée fondamentale » nous manquait pour opérer un changement de paradigme. L'occasion nous a été fournie par une rencontre avec El Hadj Maâtoug Ben Mosbah Ben Ammar El Ghaber, ancien imam de la mosquée El Merguab à Ben Guerdane, qui nous a décrit les diverses représentations du territoire chez les Werghemmis lorsque nous l'avons interrogé les 19 et 21 décembre 2003 à Ben Guerdane. C'était aussi une phase critique de notre recherche. Nos *saheb* Zorganes ne cachaient pas leur gêne de nous voir faire l'objet de tant de sollicitude de la part des *aâmem* en général et de leurs fils en particulier (qui ne jouissent pas de la même considération que leurs pères). De même, le concept de territoire ne constituait pas encore une notion fondamentale de notre réflexion et tous les aspects inhérents aux représentations nous semblaient des matières intéressantes au niveau cognitif, mais dont l'exploitation pour notre projet de thèse n'avait pas d'intérêt. Notre participation, quelques années auparavant, au séminaire organisé par S. Caratini et un groupe de chercheurs de différentes disciplines et intitulé « Altérités nomades », nous avait certes convaincu de l'intérêt de pareilles investigations et nous avons alors décidé de continuer la collecte des récits de vie et d'approfondir notre connaissance de ces aspects « culturels » de ce que nous désignons par « l'idéologie nomade de la terre ». Il nous a cependant fallu attendre encore trois années avant d'avouer à notre directeur de thèse l'absence d'un paradigme susceptible d'offrir une lecture de l'ensemble de la matière collectée. De même, nos concepts de base s'avéraient très peu nombreux et peu opératoires. Lorsque notre directeur de thèse nous a suggéré l'idée de voir dans l'espace étudié autre chose que sa configuration matérielle et sa dimension fonctionnelle, d'y déceler sa « nature hybride » faite de matérialité et d'idéalité, nous avons ressorti nos carnets, qui sommeillaient au fond des tiroirs et les avons « ramenés à la vie ». Bien que succincte, cette précision méthodologique (et les conseils de lecture qui l'ont accompagnée) nous ont incité à remettre en cause radicalement les priorités et la manière d'exploiter les matériaux déjà collectés.

<sup>543</sup> Les Touazines vénèrent particulièrement Sidi Ammar Labiadh (mort en 1961) aussi bien pour ses qualités morales, sa science ésotérique et ses *Karamat* (exploits spirituels) que pour son militantisme nationaliste et son activisme patriotique. Le saint s'insurgea énergiquement contre la présence coloniale et la répression de l'occupant (Bettaïeb, 1998). La vénération vouée à Sidi Ammar Labiadh par les Touazines, répond à un plusieurs objectifs symboliques. D'abord, ses qualités ne sont pas d'ordre curatif ou extatique. Ensuite, son statut de savant en exégèse et sciences coraniques représente une condition d'accès à la sainteté. La vénération dont il fait l'objet ne peut être taxée d'archaïsme ou de charlatanisme de la part des

à l'occasion du début des semences tardives (*rebîi*), nous avons eu l'occasion de rencontrer l'imam El Hadj Maâtoug Ben Mosbah Ben Ammar El Ghaber qui est considéré par les cheikhs Touazines comme une référence en matière d'histoire tribale<sup>544</sup>.

Avant de nous exposer la « conception de la terre » chez les Werghemmis, notre interlocuteur a tenu à nous expliquer que ce n'est point la terre qui fait ses hommes, ceux-ci étant chargés de faire d'un *khala* (terre inculte et inhabitée) quelque chose de l'ordre de l'âme. Selon son expression, les Werghemmis ont fait avec la J'farra ce qu'un poète ferait avec des mots : ceux-ci, pris seuls, n'ont aucune signification particulière, tandis que, tissés par le poète, ils deviennent lumière et *mohja* (esprit, sensibilité) pour celui qui les apprend. Selon lui, c'est donc d'abord la tribu et ses hommes qui sont à considérer avant la poussière que foulent leurs pieds. Ainsi, c'est l'origine des hommes qui est à rechercher en premier lieu quand on désire connaître une terre. Pour les Werghemmis, c'est l'origine arabe hilalienne<sup>545</sup> et, dans un second temps, maure (en provenance de la Sakiet el-Hamra<sup>546</sup>). El Hadj El Ghaber nous a déclaré : « Cette terre a été conquise *bessif* ou *bessf'ha* (avec l'épée et le manuscrit). Nous savons d'où nous venons, nous n'avons qu'à suivre le chemin parsemé par les *zaouïas* et les tombeaux de nos ancêtres qui balisent notre épopée depuis la Sakiet el Hamra jusqu'à Misuratha (tombeau de Sidi Abdessalam Lasmar et fief de sa confrérie) ». Ainsi, si l'on en croit Cheikh El Ghaber, c'est le groupe qui crée le territoire et finit par fusionner avec lui.

Décrivant la « conception de la terre » chez les Werghemmis, notre interlocuteur nous a appris que ceux-ci classifient leurs terres en trois catégories : les « anciennes terres », les « nouvelles terres » et les « terre privées ».

---

autorités religieuses officielles. Les Touazines insistent aussi sur le patriotisme du saint face aux attermoissements et aux compromissions avec les autorités coloniales d'autres chefs spirituels. La référence à Sidi Ammar Labiadh est pour les Touazines un moyen d'exprimer un double référent identitaire : la référence islamique dans sa dimension nationaliste anti-coloniale et l'érudition.

La Zaouïa de Sidi Ammar Labiadh a réussi à garder une grande autonomie vis-à-vis du pouvoir et des groupes d'intérêts de la tribu. Cette position lui a conféré jusqu'à aujourd'hui un rôle d'arbitre entre les clans, puisqu'elle dispose d'une autorité morale qui peut s'exercer lors des négociations qui s'y tiennent en vue d'élaborer les stratégies locales et, en particulier, de dicter de la gestion des flux marchands à partir de la Libye.

<sup>544</sup> Cette considération a été quelque peu relativisée par notre « jeune » interlocuteur M. Fadhel As Souîf. Pour ce dernier, en effet, qui nous a certes confirmé son profond respect pour les connaissances d'El Hadj El Ghaber, il convenait aussi de tenir compte de son alliance avec les clans Touazines dominants qui se référaient à sa science (sans courir aucun risque) à chaque contestation de leur pouvoir ou de leurs droits sur les terres.

<sup>545</sup> Les Beni Hilal sont une tribu arabe qui habitait le Sud de l'Égypte et qui ont conquis une partie du Maghreb au Moyen Âge.

<sup>546</sup> La légende veut que la plupart des saints venus s'installer en Tunisie entre le XIV<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle, seraient originaires de Sakiet el-Hamra (actuel Sahara occidental) et seraient venus pour défendre l'islam orthodoxe.

Les « anciennes terres » sont celles qu'occupe le groupe tribal depuis son arrivée dans la région et son intégration au sein de la confédération. Ces terres sont utilisées en permanence pour les cultures irriguées par les puits. Leur statut est reconnu dans les divers documents rédigés par les *miaâd* et ne font l'objet d'aucune revendication au sein de la confédération.

Les « nouvelles terres » ou *ardh al lijâm* (terres de la bride) sont celles conquises par la tribu grâce à la guerre sur les territoires des tribus voisines ou des groupes ennemis. Les légendes locales ne parlent pas de terres conquises mais de « terres restituées de justice ». Ces terres servent généralement aux parcours et aux cultures intermittentes.

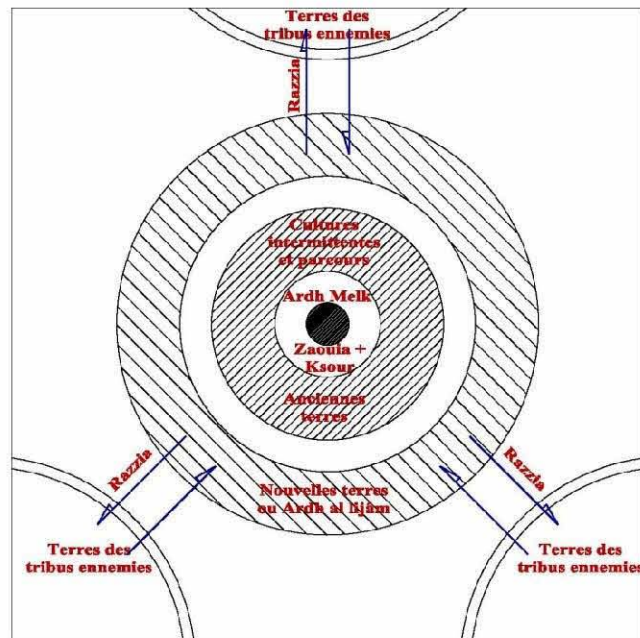
Les « terres privées » ou *ardh melk* sont celles situées au cœur du domaine tribal, au voisinage du *k'sar* ou aux alentours de la zaouïa. Dans les piémonts, les vergers situés à l'abri des *jessour* ou au voisinage des puits sont des propriétés privées (*melk*) au même titre que les parcelles irriguées des oasis ou les oliveraies de la côte (*ghrouss*).

Si les *ardh melk* sont appropriées à titre individuel et font l'objet d'une libre exploitation de la part de leurs propriétaires, les « nouvelles et anciennes terres » sont collectives et leur mise en valeur agricole ou pastorale reste assujettie à la concertation entre les clans et les familles. Leur exploitation est réglementée par les accords de *douleb* dont les clauses sont fixées préalablement par le *miâad*.

Selon notre interlocuteur, le statut collectif des « nouvelles terres » reposait sur une forme de solidarité rendue nécessaire par la précarité de la sécurité sur ces terres et la permanence des périls que faisaient peser les groupes limitrophes. Toutefois, cette solidarité ne couvrait pas tous les aspects de l'exploitation de ces terres. Les labours, les semences et les récoltes demeurent des activités « privées », même si elles sont rarement individuelles, tandis que la défense et le gardiennage des terres et des troupeaux sont des actions collectives qui engagent la responsabilité de la totalité des membres du groupe tribal.

En restituant graphiquement les diverses catégories de terres signalées par notre interlocuteur, il apparaît qu'elles se disposent en forme d'auréoles concentriques. Le centre est occupé par les terres *ardh melk* qui referment les édifices référentiels de la tribu tels que les zaouïas des saints et les *k'sour*. C'est le domaine le plus sécurisé du territoire tribal. C'est aussi le point de rencontre estival des membres des divers clans. La seconde auréole est celle occupée par les « anciennes terres » qui constituent le domaine productif principal de la tribu. Contrairement à la terre *ardh melk* -qui reste généralement à l'abri des attaques des autres groupes tribaux rivaux vu l'implantation des terres *horma* (interdites de toute atteinte) des zaouïas ou des fortifications des *k'sour*- les anciennes terres font généralement l'objet de convoitises de la part des *arouch* ennemis. Quant à l'auréole périphérique, c'est celle des nouvelles terres, les moins sécurisées

puisque obtenues par la force aux dépens des groupes rivaux et que leur exploitation est collective et intermittente.



Représentation schématique de la conception « auréolaire » du territoire.

Deux constats peuvent être tirés de cette description. D'abord, les limites extérieures du territoire tribal ne sont jamais fixées ; seules les auréoles centrales (*ardh melk* et anciennes terres) sont reconnues par l'ensemble des clans d'une même tribu ou par l'ensemble de la confédération. L'auréole constituée de *ardh al lijâm* n'a de limites que celles imposées par la cohésion interne du groupe et sa capacité à maintenir son emprise sur la terre ainsi conquise. Les limites peuvent être repoussées au-delà des lignes originelles soit par la force, soit à la suite d'alliances. Par conséquent, le territoire tribal dans la J'farra et les régions qui lui sont limitrophes n'est pas un pré-carré achevé, fini et clairement défini, mais un emboîtement de sous-territoires spécifiés par un binôme sécurité-économie.

Ensuite, la complexité et la variété des modes d'exploitation des diverses terres. Ainsi, dans la terre *ardh melk*, l'exploitation est individuelle et familiale. Les membres de la tribu pouvant faire appel à une main d'œuvre issue de la tribu (plus rarement de l'extérieur du groupe tribal ou de la confédération) et la rémunérer suivant les modalités du salariat ou du métayage (*kh'massa*). Les anciennes terres connaissent quant à elles une diversité de modes d'exploitation, qui vont de la culture de type oasien jusqu'à l'association (notamment pour l'élevage). Les statuts fonciers sont à la base des modes de mise en valeur. Si la propriété est à dominante privée (individuelle ou familiale), le métayage est la forme dominante du travail. Par contre, si la propriété est collective (entre membres d'un même clan), l'association (pour les cultures annuelles ou pour l'élevage de proximité) est la forme principale. En ce qui concerne l'auréole périphérique (*ardh al lijâm*), les



membres des divers *archs* de la tribu constituent des *douleb* qui peuvent être relativement complexes<sup>547</sup>. En effet, les *douleb* sont constitués de plusieurs formes de coopération et de tâches individuelles. La fourniture de la *jebda* (bête de trait) et celle des semences sont des apports individuels. Le travail, le gardiennage et la défense éventuelle contre des agressions extérieures sont des tâches collectives. La comptabilisation de l'ensemble de ces apports et actes constituent les parts de chacun et servent pour le partage définitif lors des moissons. Si les luttes entre groupes tribaux sont bannies des deux premières auréoles, les terres de *ardh al lijâm* étaient fréquemment le lieu de compétition entre les membres d'un même *arch* qui, dans leurs courses vers les orages (au moment des premières pluies de l'automne), pouvaient entrer en confrontation (parfois violente) pour l'occupation d'une parcelle arrosée.

La structure auréolaire du territoire tribal est aussi bien une configuration matérielle dans l'espace qu'une représentation qui inscrit sur ce même espace, les différents niveaux de solidarité au sein de la Confédération. Ainsi, les antagonismes traditionnels dans la J'ffara s'exprimaient jadis dans un affrontement macro-tribal au sein duquel la Confédération Werghemmie devait assurer la sécurité (et même l'expansion) de ses territoires face aux Naouaïels à l'Est et aux Beni-Zid au Nord. La solidarité de tous les Werghemmis s'exprimait, dans sa forme la plus accomplie, à la limite extérieure de *ardh al lijâm*, lieu d'expansion/défense du territoire de la Confédération. Au sein des auréoles situées au-dedans de *ardh al lijâm*, à l'écart des antagonismes territoriaux avec les autres tribus rivales, les luttes à l'échelle micro-tribale opposaient les membres de la Confédération pour l'exploitation des ressources.

## 7. La *Kassâa* de Sidi Khelif : revendications sociales au sein du réseau et lézardes dans l'idéal tribal.

Cet épisode a constitué notre dernier travail de terrain pour la thèse. Nous avons été convié par Sabri Ben Cheikh El Aïdi J'nifene, en novembre 2006, à visiter Ben Guerdane aux fins d'y concevoir un projet d'immeuble résidentiel pour le compte de l'un de ses partenaires<sup>548</sup>. Notre

---

<sup>547</sup> Nous avons recueilli de nombreux témoignages sur les lois coutumières, les usages et les modalités organisationnelles des *douleb* dans la J'ffara. Ces récits traitent aussi bien des tables de calcul des apports (*fridhet ed douleb*), des évaluations prospectives des moissons (*kiel el ghib, el houifer*), des rituels des travaux (*tcharik lassabeâ*) que des épisodes les plus sanglants de la lutte entre les *Mechayet Es Ssyil* (les marcheurs du ruisseau). Ces derniers sont les bâtisseurs de *jessour* temporaires sur les ruisseaux qui se créent à la suite d'averses. Leurs ouvrages peuvent être à l'origine de vives contestations, notamment lorsqu'elles détournent les eaux loin d'une plantation située en aval.

<sup>548</sup> A partir de l'année 2004, nous avons été sollicité par des personnes rencontrées à Ben Guerdane ou à Zouara pour effectuer des projets architecturaux aux fins de résidences ou de commerces. Nous avons essayé, dans la mesure du possible, de séparer clairement notre activité professionnelle d'architecte libéral



hôte nous a présenté à Hachemi Ben Essaïed Ben Mouldi En Nabhani, qui désirait édifier un immeuble pour loger sa famille, installer les bureaux de sa société de négoce international et aménager des entrepôts<sup>549</sup>.

Le 17 novembre 2006, nous avons été reçu par Hachemi En Nabhani à son bureau à Ben Guerdane. Nous nous sommes trouvé en présence d'un jeune manager polyglotte et amateur de peinture suprématiste. Suite à cette première séance de travail, au cours de laquelle il nous a présenté les grandes lignes de son projet et ses attentes en matière de signature stylistique pour l'immeuble<sup>550</sup>, il nous a invité à assister à une *kassâa* offerte en son honneur par ses «jeunes partenaires» le lendemain à la zaouïa de Sidi Khelif.

Au début, nous avons cru avoir été invité à une sorte de fête pendant laquelle notre client devait nous présenter sa famille et ses amis, une pratique assez courante dans notre métier. Toutefois, nos *saheb* Zorganes nous ont expliqué qu'il s'agissait d'un rituel destiné à la présentation des doléances de la part des partenaires-employés à leur employeur (en l'occurrence Hachemi En Nabhani) sous une forme artistique complexe et émaillée de symboles. Une *kassâa*, qui s'apparente à une sorte d'offrande à un Saint en l'honneur de quelqu'un, est en réalité une invitation irrévocable faite à celui-ci d'écouter les organisateurs qui s'expriment grâce à l'art d'un tiers médiateur. Le rituel devait, selon mes *saheb* Zorganes, donner lieu à des joutes oratoires de la part de ceux qui allaient être désignés pour exprimer les divers avis des parties en présence. Ces

---

et nos recherches. Pour autant, il est évident que les commandes d'études architecturales nous ont fourni l'opportunité de résider pour de longues périodes dans la J'farra, d'approcher des catégories de personnes qu'il nous aurait été sinon difficile de rencontrer en dehors des chantiers (en particulier les jeunes Tunisiens, Marocains ou Subsahariens qui y travaillent avant d'entreprendre une traversée illégale pour entrer illégalement en Europe) et de côtoyer certains membres de l'élite tribale locale. L'épisode de la danse des Ghbonton est, à notre avis, une illustration de ce que notre activité professionnelle en tant qu'architecte nous a permis de réaliser, dans une certaine mesure, une « observation participante ».

<sup>549</sup> Avant d'entamer les études et de prendre contact avec le futur promoteur, nous avons rendu visite à nos *saheb* Zorganes qui résidaient depuis 2004 au voisinage de Ben Guerdane. Nous avons été agréablement surpris de rencontrer M. Fadhel As Souïï qui était passé nous saluer à l'occasion. Lors de cette entrevue, nos hôtes nous ont exprimé leur étonnement de nous voir intégrer de plus en plus les cercles de l'élite. M. Fadhel As Souïï nous a demandé si nous étions au courant des activités de notre futur client, qui était considéré par les Werghemmis comme le détenteur du monopole du secteur de la téléphonie mobile et des récepteurs satellitaires, créneau hautement lucratif mais inaccessible à l'écrasante majorité des *Tayout*. Manifestement, nous étions entré dans un autre « cénacle » qui ne suscitait pas l'enthousiasme de nos hôtes. Nous avons dû, encore une fois, faire confiance à la solidité de notre « alliance » avec les *saheb* Zorganes pour atténuer le sentiment d'amertume que risquait de provoquer notre « reniement ».

<sup>550</sup> En le quittant, nous avons traversé la rue centrale de Ben Guerdane et remarqué que le terrain sur lequel devait être édifié le futur immeuble était situé à l'entrée du *souk* des orfèvres, dont une partie a été investie par les boutiques de *sarrfa*. Ce terrain ne pouvait donc pas avoir été vendu à notre client ; il s'agissait nécessairement d'un héritage ou d'un legs. Ce constat recoupait les propos de nos *saheb* Zorganes et de M. Fadhel As Souïï qui nous avaient affirmé que Hachemi En Nabhani faisait partie de la seconde génération du réseau, constituée d'héritiers, pas nécessairement respectueux des codes des *asshab el khatt* (les gens de la ligne, en d'autres termes les personnes actives dans la partie opérationnelle du réseau) ni très disposés à un meilleur partage des ressources.

avis devaient emprunter des allures hyperboliques dans la présentation des faits, des individus et des récriminations. Nous avons donc conclu que cette *kassâa* allait nous fournir une occasion pour recueillir des témoignages sur une forme de représentation de « l'Autre » qui, en ce cas d'espèce, n'est plus un étranger, mais un membre de la même tribu devenu, dans une certaine mesure et à cause d'un ensemble d'attitudes, un « Autre ». Nous nous étions posé préalablement un ensemble de questions relatives à ce rituel ; la *kassâa* constitue-t-elle un moment où s'expriment les conflits que la société tribale secrète et organise dans le même temps ? Ce rituel participe-t-il à la gestion des antagonismes, nécessaire en quelque sorte au maintien de la cohésion de la tribu ? Autrement dit, est-il un mode de régulation « original » ? Par conséquent, la tribu serait-elle régie par les mêmes logiques sociales que le reste des configurations : celles relatives à la permanence des conflits et des tensions internes d'un côté et celle de l'impératif de cohésion d'un autre côté ? Le rituel de la *kassâa* constitue-t-il l'expression de la contestation interne au sein de la société tribale et, de ce fait, peut-il servir à appréhender aussi bien les représentations des « altérités sociales internes à la tribu » que les changements qui s'opèrent au sein de ce système social spécifique ?

Jusque-là, dans la J'farra, nous avons été associé à des faits et péripéties où le corps tribal avait agi comme une seule entité. Les formes de solidarités que nous avons pu observer et les représentations qu'il nous a été possible d'appréhender émanaient de l'ensemble du groupe. Or cette *kassâa* pouvait être l'occasion pour nous d'identifier les conflits, leurs expressions et leurs représentations de « l'intérieur »<sup>551</sup>.

La *kassâa* est une pratique ritualisée, présentant une structure repérable grâce à certaines récurrences et obéissant à une série de codes partagés et reconnus. C'est une forme traditionnelle

---

<sup>551</sup> Nous devons reconnaître que la lecture du texte « *La prison du temps : Les mutations sociales à l'œuvre dans les camps de réfugiés sahraouis* », l'Harmattan, Paris 2002, que son auteur, S. Caratini, nous avait adressé alors que nous nous apprêtions à repartir sur le terrain, nous a amené à privilégier une observation des faits qui cherche à comprendre comment, par les conflits, une société reproduit son unité, même si l'ordre social s'y trouve remodelé. L'intérêt de ce texte fut pour nous, de inviter à porter le regard moins sur le constat des conflits que sur la manière dont ils sont gérés et résorbés. Ainsi, la recherche se devait, selon notre interprétation de cet écrit, de s'interroger en priorité sur le rôle des médiateurs dans la « gestion » des conflits qui éclatent entre individus du même groupe tribal ou entre les diverses instances d'autorité (qu'elles soient anciennes, coutumières ou émergentes). De même, nous étions convaincu que la réflexion ne pouvait faire l'économie d'une interrogation sur les techniques de gestion mises en oeuvre par les acteurs des conflits et sur les stratégies sous-tendant la médiation. Nous étions conscient que répondre à ces interrogations seraient immanquablement difficiles, car elles devaient être faites dans une société particulièrement discrète et solidaire. Un autre point a attiré notre attention dans le texte de S. Caratini ; il s'agit de la tendance à « *l'auto-répression des sentiments qui est profondément inscrite dans la culture des gens du désert* ». L'auteur considère en effet que cette attitude est « *imprimée dans l'inconscient des hommes comme dans celui des femmes. Seules de fortes personnalités accèdent à la possibilité de la transgression, mais le phénomène est rare* ». Avec l'épisode de la *kassâa*, nous espérions trouver cette porte dérobée pour accéder à la « sphère des conflits internes ».

d'art du spectacle, faite de poésie chantée et de danse, et perpétuée par des artistes appartenant à une communauté noire de la Confédération Werghemmie, les Aâbid Ghbonton<sup>552</sup>.

Nous avons conscience que tout l'intérêt de notre recherche, lors de cette soirée, consistait à saisir les nuances dans les diverses formes artistiques dont chacune constituait une interprétation esthétique d'un discours. Nous ne pouvions compter sur nos *saheb* ni sur l'aide de notre hôte pour la traduction des propos, car ce soir-là, ils constituaient une partie des protagonistes et allaient être les protagonistes d'une joute. Nous avons réservé à la poésie une place privilégiée dans notre reconstitution des discours étant donné qu'elle occupe le champ sémantique primordial dans la performance des Aâbid Ghbonton. C'est une poésie versifiée, élaborée pour être chantée. Nous avons remarqué aussi que les mots sont articulés avec certains écarts stylistiques, afin de permettre aux chanteurs de moduler et mesurer leur chant sur un air mélodique rythmé. Les contenus thématiques des textes chantés par les poètes ont porté successivement sur la description de la nature et de la vie nomade, la chronique des événements sociaux et politiques (notamment les courses et poursuites entre *mazegri* et douaniers), la critique de l'époque, l'appel à la morale tribale pour franchir les temps difficiles et la frustration-aliénation (désignée par un terme difficilement traduisible : *ghorbet el haja*). Cette poésie est qualifiée par les Werghemmis de *gowl el wakket* (paroles ou propos sur le temps) puisqu'elle aborde les transformations sociales, les mutations des attitudes et de la culture, ainsi que les atteintes au cadre environnemental qui affectent la société werghemmie dans toutes ses composantes. Les chants des Aâbid Ghbonton évoquent dans la première partie de leur performance les modes de vie anciens avec nostalgie, comme relevant d'un âge d'or à présent révolu. C'est dans cette articulation de la nostalgie et de la description du passé que sont insérées généralement les allusions aux acteurs qui ne sont pas nécessairement étrangers à la Confédération, mais au contraire, des individus issus des *arouch*.

---

<sup>552</sup> Selon la classification de M.N. Boutaleb, les Aâbid Ghbonton constituent un *arch* werghemmi qui est resté attaché à sa fonction originelle au sein de la Confédération. Cet auteur note aussi qu'ils sont très majoritairement (probablement exclusivement) noirs (Boutaleb, 2002). Ce sont des poètes chanteurs, danseurs et musiciens professionnels qui interviennent à la demande et contre rémunération, dans le cadre des rassemblements festifs. Leur « spectacle » comporte des performances de chants, de poésies, de jeux mimés et de danses. La représentation proprement dite s'organise autour de trois éléments principaux : le *mouguef* (poésie chantée), les danses et le *tassfir* (l'opération du don public). Pour les J'farris, cette forme d'expression artistique constitue une part notable de leur héritage culturel puisqu'elle comporte une signification sociale pour les participants eux-mêmes.

Les Aâbid Ghbonton sont répartis entre plusieurs troupes et chacune d'elle est nommée localement *taïfa* (communauté). Cette *taïfa* se compose du *raïess* (maître) et des *Bahrîya* (marins ou matelots) qui ne sont autres que les chanteurs ou choristes. Chacune des *taïfa* comprend aussi un joueur de *kasâa* (qui signifie aussi bien grand plat pour le couscous que tambour) et un *sayyah* crieur à gage.

Les *taïfa* ont pris l'habitude de séjourner à Médenine durant la saison des fêtes estivales, pour être plus facilement en contact avec leurs clients j'farris. A cette fin, ils se rassemblent chaque jour dans un endroit connu de tous et qui est spécifique à chaque *taïfa*.

Nous avons, par conséquent, concentré notre attention sur cette partie de la performance afin de déceler les messages adressés dans un sens ou dans un autre, surtout que les Aâbid Ghbonton sont réputés pour leur poésie symbolique dite *cheêr el mardoum* (poésie ensevelie) qui recourt à des propos exprimés à mots couverts et à double sens. Leur poésie utilise en général une alternance des sens, l'un littéral, l'autre, métaphorique<sup>553</sup>.

Dès leur entrée, les artistes Aâbid Ghbonton ont commencé par un chant de bénédiction pendant lequel ils ont décrit rapidement le tour du cercle en entonnant : « *Avec ton Nom(Allah) et celui de tes messagers, nous débutons en implorant ta bénédiction et ta miséricorde pour celui qui nous a rassemblés dans ta vénération (l'hôte du soir) »*<sup>554</sup>.

La première parade de danse, qui a succédé à la *Bassmalah* et est désignée par *ar rayadhi* (adoucissement), s'est déroulée avec une très grande célérité, conférant aux corps des danseurs la forme (nous dirions cinétique) d'un véritable faisceau de couleurs, les chanteurs s'étant transformés en danseurs et l'écriture chorégraphique ayant entraîné dans sa dynamique tout l'espace, devenu mouvant. A ce moment, nous avons senti à quel degré la gestuelle, la poésie et les costumes pouvaient être embellis par un complément substantiel au spectacle : la communion de l'ensemble fusionnel des spectateurs et des artistes.

Après cette performance, qui est destinée à mettre en valeur les qualités chorégraphiques de la *taïfa* et l'extrême précision de ses gestes parfaitement synchronisés, les artistes ont entamé la

---

<sup>553</sup>Bien que cet aspect de la poésie, de ses significations et symboliques aient accaparé l'essentiel de notre attention, nous devons reconnaître que, pour les Aâbid Ghbonton, la fête constitue un « spectacle intégral et total ». Leur rôle n'est pas d'animer un espace mais de faire vivre un rassemblement, d'offrir au public l'occasion d'une véritable communion. Ainsi, les présents regardent-ils et agissent-ils en même temps. La réussite de ce spectacle interactif réside autant dans les thèmes abordés que dans la performance et l'harmonie corporelle des chanteurs et chorégraphes.

La scénographie du spectacle des Aâbid Ghbonton est constituée d'un dispositif associant aussi bien les artistes que l'assistance. En effet, nous avons relevé que les invités se sont rassemblés à l'intérieur du *m'rah* (patio cerné par le mausolée du Saint sur un côté et par les murs de l'enceinte du *haram* sur les trois autres côtés) et se sont accroupis sur des nattes disposées en cercle.

Toutefois, les places sont réservées selon un code de localisation de chaque groupe. Ainsi, l'espace consacré aux femmes est situé derrière le joueur de *kassâa*, il fait face aux hommes, de telle sorte que le *werrech* (ou annonceur des dons qui sont faits par les hommes) puisse s'adresser à elles pour susciter leur approbation par de vibrants youyous. Le centre du cercle est réservé à l'arène des artistes. L'organisation de l'espace est donc, apparemment, conditionnée par la séparation des sexes et des générations. Toutefois, nous avons remarqué que, au centre du cercle des hommes, une place avait été réservée pour l'invité principal qui devait faire face aux artistes et était le destinataire principal de leurs propos.

<sup>554</sup> Cette introduction, sous forme de *bassmalah* (prononciation du nom d'Allah), est nécessaire pour que la bénédiction divine soit associée à l'acte profane ; elle permet aussi une transition rituelle entre le chaos de la vie de tous les jours et l'acte structuré du spectacle.



représentation centrale de la soirée : la *ragssset at tachbyrra* (danse de la visée). Celle-ci se caractérise par un jeu de cannes tenues et dirigées par les artistes comme des fusils<sup>555</sup>.

Les danseurs ont entamé la danse par une présentation des armes devant le demi-cercle des femmes, recueillant leur admiration ; ils se sont ensuite retournés (dans un geste aussi rapide que synchrone) vers l'autre partie de l'assistance en formant un arc dessiné par le mouvement divergent des cannes<sup>556</sup>. Puis, entonnant un chant rythmé et entrecoupé de voix rappelant des hennissements, ils se sont dirigés d'un pas saccadé vers le centre du demi-cercle des hommes, où était assis l'invité de la soirée, en l'occurrence Hachemi En Nabhani qu'ils ont pointé de leurs cannes. Tout en avançant vers Hachemi, ils lui chantaient le *h'ziyyj* (sorte de poème articulé sous la forme d'interrogations) en lui demandant les raisons pour lesquelles il privilégiait les « étrangers » aux dépens de ses « frères », quelle la morale défendait-il en empêchant les *tayout* d'importer certains produits et le plaisir qu'il ressentait en affichant sa réussite. Hachemi les a écoutés en approuvant d'un geste de la tête pour marquer sa reconnaissance de la qualité de leurs propos et de l'esthétique de la gestuelle. A la fin du *h'ziyyj*, les danseurs finirent par revenir à reculons jusqu'à l'autre extrémité de la scène, puis se retournèrent subitement vers le joueur de *kassâa* dans une envolée de youyous ; ils achevèrent la prestation en posant leurs cannes sur le tambour dans un mouvement collectif et simultané. Ce geste était destiné à clôturer l'action de chant et de danses avant de laisser place au *tassfir* (don d'honneur en public)<sup>557</sup>.

---

<sup>555</sup> Le choix de cette danse n'était pas fortuit, puisque, dans le code des chorégraphies, celle-ci s'accompagnait exclusivement d'une poésie à caractère incisif. Nous citons, à titre d'exemple, plusieurs figures de danse ayant chacune une signification particulière et ne pouvant être exécutées qu'en rapport avec la « thématique de la soirée », dont :

- *Ragset el harb* (danse de la guerre) lors de laquelle les danseurs agitent en l'air des foulards rouges qu'ils tiennent dans leurs mains et multiplient les face à face;
- *Ragset er r'jell* (danse sur un pied) où les artistes simulent les groupes de mendiants, notamment à la fin d'une soirée où les dons se sont avérés parcimonieux;
- *Ragset el mârda* (danse de la rampe) où les danseurs avancent vers la *kassâa*, les genoux pliés et en faisant glisser leurs pieds collés au sol. Cette danse est une forme de symbolisation de l'emprisonnement des ennemis.

<sup>556</sup> Les A'bid Ghbonten sont très performants dans leurs mouvements tourbillonnants ; les différentes trajectoires des corps dansants se marient à merveille avec les costumes de couleur blanche. Les danseurs, qui sont entre huit et dix, arrivent, avec une distribution équilibrée, à occuper tout l'espace et à s'approcher de tous les spectateurs.

<sup>557</sup> Et *tassfir* signifie l'annonce des offrandes faites aux artistes par les spectateurs, notamment par l'invité d'honneur qui, par cet acte, rend hommage à la sagesse de leurs propos et à l'efficacité de leur rôle de médiateur. C'est aussi une forme d'annonce de la réplique à venir. En interrogeant le *raïess* Belgassem (maître de cérémonie de la soirée), il nous a expliqué que l'expression « *issaffer* sur la tête d'un tel ou en son honneur » signifie qu'il donne de l'argent en l'honneur de ce dernier pour que le crieur le nomme à haute voix et publiquement. Nous avons remarqué que Hachemi avait demandé le *tassfir* pour la vingtaine de jeunes *tayout* qui avaient organisé la soirée, et que celui-ci avait procuré une somme égale approximativement à quatre fois le coût de l'ensemble de la fête. En les nommant, il avait tenu à ce qu'ils soient désignés par leurs noms patronymiques ainsi que par celui de leur *âarch*, une pratique très appréciée



Après la fin du premier tour de *tassfir*, a commencé la réplique de l'invité. A ce moment, les Aâbid Ghbonton, symboliquement soudoyés par l'invité (qui avait été visé auparavant avec leurs cannes et qui les a abondamment remerciés en retour par la pratique du *tassfir*), ont entamé la phase dite du *mouguef* (le discours versifié prononcé en position debout). Lors de cette phase, les chanteurs se sont divisés en deux lignes droites faisant chacune face aux deux groupes d'hommes assis de part et d'autre de l'invité, et auxquels ils adressent les propos chantés.

Comme l'exige la tradition, le maître, accompagné de trois de ses meilleurs chanteurs, a commencé à répondre aux questions posées par les membres de sa troupe lors de la phase du *h'ziyyj* (le *raïess* n'ayant pas participé à cette phase) en reprenant un à un les griefs. Le groupe du *raïess* se place alors dans la position *yamaniya* (à droite de l'invité), le second groupe (composé de quatre autres chanteurs) se plaçant à la *ch'maliya* (à gauche) ; ils ont commencé la récitation du *mouguef* selon une structure de poème composée de trois à cinq strophes appelées *jourradah*. Entre chacune, le second groupe reprenait un refrain désigné par le terme de *m'kebb*. Les *m'kebb*, qui semblaient bien plaire à l'assistance, ont été repris en chœur par celle-ci, qu'ils aient été en faveur ou hostiles à l'invité ; cette pratique (qui met en exergue les arguments de chaque partie) est appelée la *Cheddâdah*.

En réponse à la critique relative à la préférence affichée par Hachemi aux étrangers (nous n'étions pas visé, il s'agissait probablement de certains de ses associés tunisois), Le *raïess* et ses chanteurs ont mis en avant le fait que les Werghemmis auraient été sollicités par des *Beldis* uniquement parce qu'ils étaient parvenus à les égaler sinon à les dépasser. A la question qui demandait à l'invité où se trouvait la moralité de son monopole exercé sur les créneaux les plus rentables, la troupe *yamaniya* a répondu que l'avenir ne saurait être celui d'un seul et que l'abondance serait le lot des tous les *arouch*. Ceci étant, la dernière critique n'a pas fait l'objet d'une réponse et nous nous sommes demandé si c'était par simple oubli ou si le sujet était trop sensible.

A la fin du *mouguef*, le *raïess* Belgassem a donné le signal pour que la troupe entame la retraite désignée par le terme *el falla*, ouvrant ainsi la voie à un second chant de *bassmalah*, celui qui clôture les tours de danse. Les *salaât an nibyî* (prière pour le Prophète) et les youyous ont

---

par la personne nommée car sensée être valorisante. Parce qu'il affiche la grandeur et l'honneur au vu et au su de tous les témoins, la pratique ritualisée du *tassfir* se réalise avec solennité. Elle célèbre l'unité indéfectible du groupe qui reconnaît aussi l'adversité, la revendication d'un droit, l'obligation de l'écoute et le devoir du respect aux plus faibles.

Dans d'autres régions de la Tunisie, ces dons d'honneur sont désignés par les termes de *tawrich*, *rach'ka* ou *tach'hîyd*.

annoncé la reprise des offrandes et des dons d'honneur ou *tassfir es s'lam*. Ce moment est d'une importance capitale dans le rituel de la *kassâa* puisqu'il fournit, en général, l'appréciation de toutes les parties du déroulement de la fête et de la clarté des répliques. A ce moment précis, nous avons été avisé par Hachemi qu'il convenait que nous attendions l'annonce des montants et les nominations des donateurs du *tassfir es s'lam*. Nous avons alors été très surpris de constater que, grâce à une médiation entre l'invité et les organisateurs de la fête (conduite probablement par le *raïess* Belgassem<sup>558</sup>), le *tassfir es s'lam* a nommé un des *tayout* les plus critiques vis-à-vis de Hachemi avec le même montant des deux parties. Une « égalité » des dons qui signifie, selon notre hôte, que ce *tayout* est désormais reconnu, aussi bien par le groupe des jeunes *tayout* que par Hachemi, comme une personne digne de représenter les intérêts de ses camarades dans les futures associations de doubleb et que Hachemi acceptait ce rôle<sup>559</sup>.

La fête de la *kassâa* allait inaugurer une nouvelle phase dans mes rapports tant avec Hachemi qu'avec l'élite Touazine de Ben Guerdane, puisque nous avons décidé de prolonger notre séjour dans la région afin d'affiner nos observations et de prendre part aux activités d'un groupe de la communauté que nous n'avions pas côtoyé auparavant. Le début des travaux de construction de l'immeuble de Hachemi et la multiplication des rituels de bénédiction de l'édifice,<sup>560</sup> auxquels nous avons été amené à assister, nous ont fourni l'opportunité de fréquenter, pour d'assez longues périodes, les membres de l'élite locale et de provoquer, à plusieurs reprises, des débats avec Hachemi.

La longueur du temps passé ensemble a permis une forme d'adaptation de chacun aux « modes de fonctionnement » de l'autre. J'ai pour ma part ainsi pu mieux appréhender les

---

<sup>558</sup> Il nous a été impossible d'obtenir des précisions sur cette médiation, tant les Aâbid Ghbonton sont peu communicatifs en ce qui concerne leurs rôles cachés.

<sup>559</sup> A travers les diverses formes artistiques, de chant, de danse et de poésie, les spectacles des Aâbid Ghbonton nous semblent porteurs d'un véritable potentiel créatif qui s'adapte aux exigences sociales chez les Werghemmis. Les *taïfa*, grâce à leurs actes festifs et à l'émotion qu'elles suscitent chez les spectateurs, participent par la musique, le rythme, la gestuelle et le verbe à la genèse d'un « moment collectif » où sont apaisées les rivalités sociales.

Grâce à notre présence au « spectacle » de la *kassâa*, nous nous sommes rendu compte à quel point cette forme d'art vernaculaire participe d'une culture vivante. La marginalisation de la culture werghemmie à travers la dévalorisation de l'art des Aâbid Ghbonton constitue à notre avis une forme d'appauvrissement du patrimoine national. A ce propos, nous rejoignons J. Duvignaud quand il considère que l'ensemble des expressions artistiques constitue en définitive une partition où « *les vivants contemporains jouent des exercices parallèles sur plusieurs niveaux dont aucun n'est inférieur ou supérieur et qu'il y a diverses manières d'habiter l'existence.* » (Duvignaud, 1995).

<sup>560</sup> Les rituels auxquels nous avons pris part étaient exécutés par les membres de la famille de Hachemi et par des femmes de la zaouïa des Jabriyat. Il s'agissait de placer une tête de poisson sous le seuil de la porte d'accès principal, d'enduire au henné l'intrados de l'arc du bureau de Hachemi, de sacrifier un veau lors de la coulée du premier plancher, de distribuer du couscous lors de l'achèvement des travaux de maçonnerie et, enfin d'un récita de la *soulamiya* et du *khetm* (achèvement de la psalmodie du Saint Coran) lors du premier coup de pinceau de la peinture.

significations des gestes, des regards, des expressions du visage et des attitudes de notre interlocuteur. Ce dernier -qui bien qu'ayant accepté de répondre à plusieurs de nos questions- n'avait pas nécessairement abandonné cette « *tendance à l'auto-répression des sentiments qui est profondément inscrite dans la culture des gens du désert* » comme l'indique S. Caratini. Nous avons patiemment essayé de décrypter les bribes de réponse, la gestuelle et parfois même les silences pour parvenir à donner aux « réponses » de notre interlocuteur une signification qu'il ne pouvait ou ne voulait pas formuler aussi explicitement. La proximité constituait un préalable à la libération de la parole, elle pourrait aussi conduire à l'économie des mots. Or cette économie n'est que d'ordre quantitatif et ne peut signifier absence de sens échangés ou de communication. A ce titre, je reconnais que la retranscription des propos de Hachemi ne me rapportait pas énormément de mots, mais j'étais conscient aussi que la « matière » communiquée ne se limitait pas à sa parole et donc à sa transcription écrite. Nous étions amené à assimiler la configuration des signes de son « langage signifiant » en acceptant d'être formé par lui, seule alternative pour pouvoir « exploiter les données » qui ne pouvaient être saisies que si elles étaient restituées dans une dialectique des propos, qu'ils aient été dits ou non dits.

La communication avec Hachemi constituait pour lui, (et probablement aussi pour nous), un enjeu identitaire. En effet, en parlant, il élaborait une reconstruction de lui et esquissait sa propre image qu'il savait destinée à être fixée, transmise et médiatisée. Il avait conscience du dilemme auquel il était confronté : d'un côté, il était dans une situation de partage intense du moment avec la personne à qui il s'adressait (en l'occurrence un apprenti-chercheur d'origine citadine), partage qui a permis de révéler des fragments tus ; et d'un autre côté, il désirait que le récit définitif intègre la « bonne » image, celle qu'il voulait ensuite voir publiée.

Notre interlocuteur était au courant des premières étapes de nos recherches et des sources auxquelles nous avons pu avoir accès. Et bien que désirant avoir un statut particulier par rapport à l'ensemble de la communauté, il avait insisté pour que nous inscrivions son récit (qu'il s'apprêtait à nous livrer) dans le contexte de l'actualité werghemmie. Hachemi ne cachait pas son appartenance aux clans dominants au sein des Touazines et revendiquait même le droit de cette élite à exercer une forme de contrôle sur les réseaux. Lors d'une discussion qui eut lieu le 23 décembre 2006, nous avons abordé la question relative aux disparités sociales au sein même du groupe tribal et de leurs effets sur les solidarités entre les clans et les individus. Nous avons fait part à cette occasion à notre interlocuteur que nous estimions, au début de notre recherche, que les Werghemmis constituaient un corps solidaire, mais que cette conception qui était la nôtre, quelque peu idyllique, avait été soumise à une série de remises en causes, certes partielles, mais

concrètes<sup>561</sup>. Il nous déclara alors : *« Toute entreprise requiert une certaine organisation. Les jeunes tayout ne comprennent pas encore que nous sommes à la tête des douleb, non pas grâce à notre généalogie mais parce que nous « gérons » la partie qui leur est inconnue. Celle qui engage d'autres intervenants que les Werghemmis ; des personnes qui voudraient rester loin des regards. Si nous gardons nos moyens traditionnels de travail, si nous n'intéressons pas les fonctionnaires de la frontière, si nous libérons totalement tous les produits, si nous ne négocions pas les termes des échanges avec nos akhwal Nouaïels, si nous ne leur fournissons pas les quantités de devises qu'ils nous demandent, si nous refusons de fournir quelques prises aux douaniers afin qu'ils « remplissent leurs tableaux », si nous interdisons aux jeunes qui prennent en charge l'ensemble de la gestion du commerce le droit d'afficher le fruit de leurs efforts, si nous boycottons les réunions des instances politiques locales, croyez-vous que les Werghemmis pourront maintenir leur place dans la J'farra ? Il est vrai que « vos amis » tayout et chyoukh préfèrent les waget el haber (chants de louanges des temps anciens) et qu'ils partagent les mêmes conceptions du travail que les aâmem (et parmi eux, mon propre père), mais ils font tous partie d'un système révolu. Il est temps que tous ceux qui travaillent sur le khatt (réseau) acceptent une forme de contrôle et que celle-ci soit assurée par des personnes qui représentent une nouvelle génération de promoteurs ayant choisi de trancher avec l'image du contrebandier et de ses méthodes ».*

Cette discussion a m'a fait prendre conscience que la nouvelle élite werghemmie, active dans les réseaux d'échanges informels, vivait une sorte de malaise. Celui-ci résulte de la situation paradoxale dans laquelle elle se trouve, partagée entre la volonté de ses membres de sortir de l'informalité, d'abandonner les méthodes archaïques en affaires, et leur attachement (conscient) aux solidarités traditionnelles que les réseaux tribaux et informels sont susceptibles de mobiliser. Nous étions également conscient, en écoutant Hachemi que son témoignage concernait en réalité la manière dont de nouveaux rapports étaient en train de s'établir entre les diverses constituants sociales au sein d'une même tribu. Il mettait en effet en lumière des antagonismes de type nouveau qui exprimaient aussi, et de « l'intérieur » de la tribu, l'inévitable opposition d'intérêts, ce qui tranchait avec les discours vantant l'indéfectible solidarité entre les membres du âarch et leur attachement à un système égalitaire<sup>562</sup>.

---

<sup>561</sup> Il était inutile que nous soumettions à notre interlocuteur les contenus de certains récits précisant notre propos (il n'était ni dans notre habitude de dévoiler les discours de nos interlocuteurs ni dans notre intention de les influencer en révélant les représentations élaborées par les autres personnes interviewées). Hachemi connaissait, avec une déconcertante précision (somme toute werghemmie) les diverses péripéties de notre recherche et la plupart des personnes que nous avons interrogées.

<sup>562</sup> Le témoignage, ainsi réécrit, ne comporte pas les passages silencieux exprimant la grande gêne de notre interlocuteur, ni ses hésitations à « dire » les mots qui lui semblaient aux confins du tabou. Nous ne pouvons, dans cette retranscription, reproduire fidèlement ce que nous éprouvions comme conflit intérieur

Souhaitant aborder les antagonismes entre les *tayout* d'un côté et les jeunes entrepreneurs que les *khawwata* (ceux qui travaillent sur le *khatt*, à savoir, les contrebandiers et les guetteurs ou *chawwafa*) désignent par le terme *warratha* (héritiers) d'un autre côté, nous avons demandé à notre interlocuteur s'il partageait la même conviction que l'ensemble des membres de la tribu, à savoir que la légitimité au sein du réseau<sup>563</sup> reposait, non sur la filiation, mais sur le mérite. Autrement dit, que les nouveaux entrepreneurs étaient des « intrus » occupant des positions imméritées comme le pensait la majorité des membres de la tribu. En nous répondant, Hachemi a transposé le débat en une tentative de théorisation de son action et de son attitude vis-à-vis des membres du réseau. Voici ce qu'il nous a dit : *« L'efficacité du réseau et sa pérennité dépendent de sa capacité à être présent aux articulations stratégiques comme la frontière ou les instances administratives, de les contrôler et d'occuper la totalité du terrain avec des personnes, des techniques et des moyens diversifiés. L'informel<sup>564</sup> ne peut réussir que s'il se différencie de la sphère officielle, ce qui n'est possible qu'en rejetant les lourdeurs de celle-ci. Là est le secret et l'enjeu. L'efficacité du réseau repose sur la diversité de ses membres, sur celles de leurs aptitudes à maîtriser par les moyens les plus divers la traversée de la frontière, l'échange, la communication, toutes fonctions, qui constituent une richesse inestimable mais insuffisante. En effet, la prise de décision et la coordination avec les autres acteurs, ceux qui sont extérieurs au réseau, constituent la base d'une action concertée et durable ; il ne s'agit point ici de leadership ou de privilèges, mais d'une conduite planifiée, d'une stratégie qui embrasse des domaines d'interventions aussi divers que diffus. En ce qui me concerne, mon champ d'intervention va de la simple participation financière à un douleb jusqu'à la négociation du lieu d'implantation d'un barrage douanier en passant par l'exploitation des systèmes les plus élaborés de la micro-informatique dans la gestion des stocks. Certes, comme vous vous en êtes rendu compte, chacun, à son niveau joue un rôle crucial dans le système, car, pour durer et se maintenir, le réseau est dans l'obligation d'évoluer sur différents registres et espaces, y compris au sein de la sphère officielle, et mon rôle est loin d'être de tout repos. Je suis à la quête des meilleures façons pour développer ce réseau qui, s'il lui arrive de se satisfaire de ce qu'il est, sera à court terme inévitablement condamné. Je reconnais être un privilégié, mais c'était seulement au début de mon activité,*

---

chez notre interlocuteur, qui tout en étant désireux d'esquisser une image sublimée de son rôle au sein du réseau, ne ressentait pas moins un certain malaise à dévaluer les autres. L'éducation tribale constituait probablement un rempart qu'il lui était difficile de franchir.

<sup>563</sup> Nous avons tenu à utiliser le terme réseau et non *khatt*, car nous avons perçu chez notre interlocuteur une certaine hésitation à inscrire son action dans le cadre (qu'il juge réducteur et par conséquent dégradant) du *khatt*.

<sup>564</sup> Par informel, Hachemi désigne (de manière édulcorée) toutes les activités clandestines et illégales.



*lorsque j'ai rejoint les affaires, c'est vrai, je n'ai pas transporté de marchandises et je n'ai pas changé de devises sur le bord des routes à l'ombre des eucalyptus. Mais aujourd'hui, je mets tous mes moyens au profit de la tribu et j'ai conscience de l'impératif qu'il y a à sauvegarder les solidarités ; mais je voudrais aussi -et je m'attèle à cette tâche- que ces rapports soient fondés sur la reconnaissance de mon apport. Ceux qui m'en veulent d'entretenir des amitiés avec les autorités locales, qu'elles soient administratives ou en charge de la sécurité, n'ignorent pas que je mobilise ces relations pour la sauvegarde des intérêts de l'ensemble des Werghemmis. Ces relations m'ont permis, à plusieurs reprises de faire relâcher un contrebandier ou d'éviter qu'on regarde de trop près les activités des harraga (passeurs clandestins d'immigrés). Ces « amitiés » - que les jeunes des clans désignent par khwaenaâ (terme ambigu ; ses racines proviennent de deux mots antagoniques : fraternité « akhawouiya » et félonie « khiyana » ; selon la manière dont on prononce la dernière syllabe, il signifie soit « nos frères », soit « trahison »)- ne sont opérationnelles que dans la J'farra, et nulle part ailleurs dans le pays. J'ai réussi, avec l'ensemble des personnes qui se sont engagées à défendre nos intérêts, à obtenir et à faire perdurer une véritable tolérance de la part de l'Etat et de ses représentants. Ce ne fut pas le fruit d'un débat d'idées, tel que nous l'avons aujourd'hui<sup>565</sup>, mais d'un rapport d'intérêts. Et il ne m'avait pas été possible de parvenir à cela si j'avais dû continuer à pratiquer le change sur le bord des routes ou si j'avais perpétué la tradition familiale en important des pneus ».*

Il est clair que la position sociale et économique de notre interlocuteur et la richesse qu'elle procure lui ont conféré, en tant qu'héritier d'une lignée d'acteurs primordiaux du réseau, les moyens de prétendre à la domination d'une large part du réseau. Pour légitimer cette prétention, il mobilise toutes ses ressources et construit son image de médiateur entre la communauté tribale et l'Etat. Pour Hachemi, il n'y a pas de domination d'un territoire sans consolidation des activités économiques de la part des acteurs. Cette consolidation signifie d'abord leur capacité de savoir articuler ses intérêts avec ceux de l'ensemble de la communauté. Nous relevons par ailleurs, que notre interlocuteur présente la question du contrôle du territoire comme un processus (donc nécessairement négocié) de structuration d'un champ d'intérêts divers (ceux des élites tribales, des jeunes *tayout*, des membres des forces chargées de la sécurité, de l'Etat et de l'ensemble des Werghemmis), dont il se considère le garant et le point d'articulation. La réussite de cette structuration, son maintien et son développement ne sont possibles, selon lui, que si l'élite nouvelle (dont il fait partie) offre des aptitudes pour générer la dynamique sociale nécessaire,

---

<sup>565</sup> A ce propos, il a ajouté : « Même si je pense, dans mon intime conviction, que tu restes très critique face à notre discours (...) ». C'est probablement une manière de nous signifier son malaise parce que nous l'oblignons à se justifier.

sinon indispensable, à la construction de ce territoire, à son adaptation aux mutations et à son insertion dans un environnement en perpétuelle transformation.

Notre interlocuteur déplore une certaine incompréhension de son action, notamment de la part des jeunes et des petits exploitants werghemmis, ce qui, selon lui, ferait peser « *de véritables périls pour le maintien de l'exclusivité sur le réseau et son territoire* ». Au cours d'une discussion, le 29 décembre 2006, il nous faisait valoir que « *les valeurs d'antan - qui ont permis à la J'farra d'accéder à cette situation de grand marché informel - correspondaient à une période où la contrebande et la transgression des lois étaient magnifiées par les Werghemmis. Nous étions considérés comme de simples mazegri dont l'horizon ne dépassait guère la simple infraction ; nous étions, aux yeux des autres, de vulgaires délinquants. Certes, les solidarités tribales ont permis de sauvegarder ces petits trafics, mais ceux-ci étaient sans avenir et nos pères s'enfonçaient chaque jour un peu plus dans l'illégalité et la marginalité. Aujourd'hui, nos intérêts vont plus loin que nos moyens. L'enjeu n'est plus circonscrit dans la J'farra, mais englobe des lieux et des groupes très dispersés. Cette conscience des enjeux n'est pas partagée par tous les gens du réseau. Je suis convaincu qu'il nous faut préserver, développer et même revitaliser nos liens tribaux*<sup>566</sup>, mais il faut aussi accepter qu'elles prennent de nouveaux contenus ». Par ces paroles, notre interlocuteur prône – nous a-t-il semblé - une adhésion de l'ensemble du corps tribal à un nouveau code commun de valeurs qu'il juge nécessaire afin de préserver le réseau. Un réseau, qui bien que désormais complexe et géographiquement dispersé, n'en est pas moins plus performant et rentable que ce qu'il avait été du temps des *mazegri*. Par ailleurs, il semble convaincu ne pas partager cette conception des choses avec les strates inférieures werghemmies. Il est vrai que le réseau actuel n'est plus ce qu'il fut et ses codes moraux sont assurément appelés à évoluer pour répondre aux exigences nouvelles de performance et de compétitivité. Si Hachemi est conscient que les *khawata* et les *tayout* au sein du réseau le voient comme un nanti, il n'en considère pas moins sa situation comme méritée sinon juste<sup>567</sup>, même si elle paraît aux autres en contradiction avec les codes égalitaires. Notre interlocuteur considère le réseau, dans sa configuration actuelle comme solidement hiérarchisé, et par conséquent inégalitaire. C'est aussi, à ses yeux, un système d'autorité qui transcende la décision à l'échelle individuelle et engage, dans ce cas, un ensemble d'acteurs et de structures, ce qui induit nécessairement l'inégalité entre les

---

<sup>566</sup> Bien que n'ayant pas explicité le propos, notre interlocuteur parlait ici, à notre avis, aussi bien des liens internes à la tribu que des alliances tribales avec les confédérations de Libye.

<sup>567</sup> Notre interlocuteur a sa conception de la justice. Il estime ainsi que sa situation est certes juste, mais il ne cache pas son sentiment de frustration de ne pouvoir afficher les signes de cette réussite car, sur le conseil de son père et des *aâmem*, il est tenu à une certaine sobriété. Selon Hachemi, il s'agit là d'une concession destinée à lui éviter les critiques les plus acerbes. Une situation qu'il a définie comme étant le dilemme de l'ostentatoire et du purisme.

instances de décision et celles d'exécution. C'est justement cette inégalité que le nouveau code de valeurs propres au réseau devrait légitimer et intégrer aux mentalités.

## 8. Conclusion : discours de légitimation des élites et réordination de la représentation du territoire.

Nos rencontres dans la J'farra nous ont permis de recueillir une multitude de récits ayant trait à la représentation élaborée par les Werghemmis relatives à leurs visions de l'Etat et de la tribu ainsi qu'aux rapports « internes » entre les membres de celle-ci. Les entretiens réalisés ont nourri notre recherche d'un apport spécifique qui se rapporte à l'importance des évolutions sociales en cours dans la J'farra. Evolutions qui sont en étroite rapport avec les mécanismes de valorisation de la frontière en tant que ressource.

Les Werghemmis - qui transgressent la frontière entre les deux Etats et s'insurgeant contre toute velléité de ceux-ci à renforcer leurs contrôles - sont conscients que cette « ligne séparatrice » constitue une ressource et que s'il est normal qu'ils l'instrumentalisent (notamment par sa traversée illégale), il est essentiel qu'elle ne disparaisse pas. En même temps, les Werghemmis sont conscients que la valorisation et l'instrumentalisation de la frontière supposent une combinaison d'informalité, de solidarité tribale, d'identification de la Confédération à ce « territoire » et de mise en place de réseaux d'acteurs de part et d'autre de la frontière.

Ces réseaux, portés par les tribus j'farries, ne sont pas seulement des organisations destinées à assurer la rétribution matérielle entre leurs membres, grâce aux redistributions en nature ou à la participation au pouvoir (par le biais d'un contrôle du territoire et des flux qui le traversent), mais ils servent aussi à l'affirmation de leur dignité, à donner du sens et à assurer la reconnaissance de leurs membres. Cette aptitude des réseaux informels portés par les groupes tribaux j'farris à répondre à de multiples besoins individuels et collectifs revêt une importance fondamentale dans le contexte traumatisant de la « dérégulation » et de la mondialisation. En effet, les J'farris, plus que les autres citoyens en Tunisie ont souffert du désengagement de l'Etat, tout particulièrement de celui qui affecte les services publics. Prenant le relais de l'Etat, les réseaux informels leur ont permis de ressentir une certaine sécurité face aux dérèglements de l'économie mondialisée. Ce rôle joué par les réseaux ne fut possible que grâce à la présence de la frontière et d'un héritage tribal local. Les J'farris ont compris tout l'intérêt qu'il y avait à détourner le sens, les fonctions et les mécanismes de valorisation de cette frontière qui fut longtemps une césure marquant leur territoire. Il ressort donc que ce qui est essentiel n'est pas seulement le territoire, où se déroulent les transactions du commerce informel, mais la présence et la matérialité de la frontière en tant que

réalité paradoxale, puisqu'elle est en même temps effective (rupture, barrière douanière, discontinuité institutionnelle) pour les groupes et individus non issus de la J'farra et virtuelle-instrument pour les Werghemmis et leurs alliés.

Toutefois, les J'farris restent conscients de la capacité des Etats de leur imposer, notamment à la suite de crises politiques entre les deux régimes, des situations difficiles sur la frontière. Ainsi, considèrent-ils la fermeture de la frontière comme une atteinte à la population de la J'farra et une discontinuité, même temporaire, dans l'espace et le mode de vie<sup>568</sup>. La frontière, selon les réseaux j'farris, doit rester là où elle est, mais elle doit fonctionner de manière sélective, garder sa fonction de ligne séparatrice entre deux situations économiques tout en permettant aux J'farris et aux seuls J'farris de la transgresser.

La conclusion qui s'impose à nous est que la société j'farrie, de part et d'autre de la frontière, en tant qu'entité organisée, tend à se réapproprier son territoire originel à l'intérieur duquel elle se propose de réaliser un projet social spécifique. La nature informelle de certaines composantes de ce projet (commerce, contrebande) rend nécessaire la délimitation et la démarcation de ce territoire et suppose, par conséquent, l'établissement d'un système de limites fixant des bornes au champ relationnel. En effet, la frontière entre les deux pays, n'est pas, dans le cas de la J'farra, une ligne de fracture, mais plutôt une enveloppe pour la réalisation d'un système de relations. La frontière, en créant une sorte de sphère relationnelle et fonctionnelle spécifique, détermine aussi bien des disjonctions que des liens dans l'espace, les fonctions et le temps.

A partir des configurations fonctionnelles des diverses limites que nous avons rencontrées dans la J'farra, nous pensons qu'il devient possible d'inscrire le rapport entre la frontière et le territoire tribal dans une dialectique du passage et de l'intermédiation. Le territoire qui s'étend de part et d'autre de la frontière internationale et qui sépare les deux pays produit ses limites sur sa périphérie. Ainsi, les frontières, qu'elles soient limites « intérieures », lignes séparatrices entre deux réalités économiques différentes, symboles de l'autorité de l'Etat ou lisières du territoire historique du groupe tribal sont instrumentalisées afin de construire un territoire tantôt objet, tantôt support, tantôt discours, tantôt instrument, répondant à chaque fois à l'exigence du réseau (tribal/fonctionnel). Grâce à sa perversion, le réseau parvient à créer de part et d'autre de la frontière une aire d'action qui correspond aux terres des deux Confédérations tribales (Werghemmie et Nouaïel). Une aire « retravaillée » au sein d'un processus de construction d'une

---

<sup>568</sup>Evoquant les périodes de fermeture de la frontière, Cheikh El Lahiyani a utilisé cette belle formule versifiée : « *Ghalg El Hadada, Gataâ Arzag, Dhig Azâag ou Dhank Lîbada* » (la fermeture de la frontière, coupure des ressources, épuisement de la chevauchée et misère pour les hommes).

territorialité transfrontalière qui *resémantise* le territoire dans les discours, les représentations et les systèmes de valeurs.

Si jadis « *l'interdiction de franchir la frontière implique sinon la fin d'un genre de vie, du moins le déclin irréversible d'une conception de vivre* » comme l'avait affirmé A. Martel, nous pouvons affirmer que la « perversion » de cette frontière et la banalisation de son franchissement aujourd'hui par les anciens nomades de la J'farra, ont ouvert la voie à la réinvention-réordination de cette ancienne « conception de vivre ». La réappropriation du territoire tribal -dont la ressource principale est aujourd'hui paradoxalement liée à cette frontière, frontière dont « *l'apparition avait brisé le cadre mental de la vie bédouine et entamé ses fondements économiques* » (Martel, 1966)- est en train de permettre aux J'farris de réussir l'exécution d'un projet social au confluent de l'informalité et de la revitalisation des liens tribaux. Un projet qui se réalise grâce au rétablissement, sous des formes actualisées et à l'initiative de nouveaux acteurs, d'une enveloppe spatiale, fonctionnelle et relationnelle spécifique qui constituerait le futur « cadre mental et économique » des Werghemmis. Rétablissement qui s'apparente à processus culturel progressif susceptible de permettre aux deux grandes confédérations tribales de la J'farra de recoudre les déchirures de l'histoire. Toutefois, ce processus n'est nullement étayé par des considérations purement identitaires mais imposé par l'impérieuse nécessité de sauvegarde du commerce informel transfrontalier. La revalorisation des thèmes tribaux prend sa source dans l'intensification progressive des intérêts économiques des réseaux informels, dont la pérennisation nécessite l'invention, la réordination et la resémantisation de (nouveaux/anciens) symboles susceptibles de mobiliser les populations autour de valeurs communes, dont le territoire.

Nous avons ainsi relevé qu'à travers les discours et les manifestations en actes autour des frontières du territoire tribal et de la valorisation de ses géosymboles ou « lieux-cœurs », les réseaux menés par les élites j'farries essaient de s'ériger en source et référence de légitimité pour l'ensemble de la population. En alliant la revendication sur le territoire et des lieux-symboles à la défense des intérêts économiques du réseau informel, les élites j'farries tentent de mobiliser l'ensemble de la population locale dans leur projet. Projet qu'elles présentent sous les traits de l'héritage tribal imprégné des représentations égalitaires. Toutefois, ces représentations n'emportent plus l'adhésion unanime au sein de l'ensemble de la communauté, où les revendications à caractère social, bien que ne remettant pas en cause l'appartenance à la Confédération et à son territoire, exigent un partage plus juste des ressources du commerce transfrontalier.

Les discours légitimistes des élites j'farries et leur réordination de la représentation du territoire tribal s'adosent au mythe de la survivance des liens tribaux et des valeurs ancestrales.



Ces discours constituent le « matériel » idéologique nécessaire à la pérennisation des activités transfrontalières et non une résurgence de la tribu comme fondement de l'identité.

Conclusion :

Vers une nouvelle territorialité.

La traversée de la J'farra constitue souvent pour le voyageur un passage dans les terres de la contrebande. Mais bien que cette activité prenne souvent des aspects spectaculaires, elle ne peut résumer la totalité de la situation. En effet, la J'farra n'est pas uniquement une aire de tolérance établie par les autorités tunisienne et libyenne afin de permettre l'amélioration du niveau de vie d'une région à la marge, ni même une zone d'exemption économique ou d'exception juridique, mais un territoire où s'articulent des revendications émanant des groupes tribaux locaux, des formes de subversion de la frontière, des activités informelles de diverses formes inhérentes à la mondialisation des échanges et des représentations symboliques ancrées dans les valeurs du passé. Cette situation prend sa source historique à partir de l'instauration du Protectorat. Instauration qui s'est traduite dans la J'farra par l'établissement d'une frontière inamovible et bornée sur une terre occupée par des tribus nomades et guerrières. La frontière coloniale a constitué ainsi une délimitation territoriale qui a rompu un ensemble géographique caractérisé par la mobilité des nomades et la complémentarité entre les diverses tribus et groupes. La frontière, contrôlée militairement et souvent infranchissable a contribué à la déstructuration des territoires tribaux, au dépérissement des modes de valorisation des ressources locales et notamment au déclin du pastoralisme. Ainsi, *« L'interdiction de franchir la frontière implique sinon la fin d'un genre de vie, du moins le déclin irréversible d'une conception de vivre. L'apparition de frontières délimitées brise le cadre mental de la vie bédouine avant que la supériorité de l'occupant en ait entamé les fondements économiques »* (Martel, 1965). L'avènement des indépendances dans les deux pays consolida le rôle de la frontière comme ligne disjonctrice par l'adoption de politiques de sédentarisation qui se soldèrent par la création d'un ensemble de villes et de villages abritant la majeure partie des anciens nomades et la déchéance du pastoralisme. En Tunisie, ces politiques étaient l'expression du discours idéologique de l'élite au pouvoir. Celle-ci conditionnait le développement du pays par l'harmonisation de ses structures sociales et économiques et considérait que « l'intégration à la Nation » des nomades et des tribus passait par la primauté de l'allégeance à l'Etat et par une territorialisation fondée sur la fusion de toutes anciennes territorialités qu'elles soient tribales ou locales. Cette dynamique de territorialisation conduite à l'échelle de chaque pays, initiée par les autorités issues des indépendances, impliquait parallèlement un processus de déterritorialisation des communautés tribales, et tout particulièrement dans la J'farra. Ce double processus de territorialisation / déterritorialisation (territorialisation par l'Etat / déterritorialisation des communautés tribales) ne pouvait être conduit à terme que par l'imposition de l'ordre de l'Etat aux communautés tribales. Nous pensons

pouvoir affirmer que ce double processus a atteint des seuils relativement avancés, mais qu'il n'est jamais parvenu à éradiquer les anciennes constructions territoriales et à disoudre les identités qui leur étaient afférentes. Cette situation inachevée a permis, lorsque les réseaux tribaux locaux ont réussi à créer une nouvelle réalité économique grâce aux activités informelles autour de la frontière, que s'engage un début de re-territorialisation inverse.

Les politiques mises en œuvre dans la J'farra et en premier lieu la sédentarisation, la fermeture de la frontière et la répression de la contrebande n'ont pas été accompagnées d'une amélioration des ressources pour les anciens nomades. Ces derniers, dépourvus de troupeaux et d'emplois, se trouvèrent dans l'obligation de recourir à la contrebande et à la traversée illégale de la frontière. L'apparition progressive d'un différentiel entre les économies des deux pays généra ainsi des flux dynamiques de passages clandestins de la frontière et de contrebande. Ces activités nécessitaient une excellente connaissance des pistes et une maîtrise des réseaux d'emploi en Libye. Les *mazegri* touazines originaires de Ben Guerdane se sont illustrés comme les contrebandiers et les passeurs les mieux aguerris. Leur ancrage local et leurs alliances en Libye leur ont conféré un rôle d'incontournables intermédiaires au sein des réseaux informels transfrontaliers. Progressivement, les *mazegri* touazines s'imposèrent comme agents de transfert des avoirs des émigrés et en profitèrent pour asseoir leur mainmise sur le financement du commerce informel et sur le marché des changes.

Grâce à leur rôle prégnant dans la gestion des activités informelles, les anciens *mazegri* sont parvenus à conférer à la frontière le « statut » de ressource, notamment à la suite de son ouverture à partir de 1989. Les capitaux issus de la contrebande et des activités informelles ont été à l'origine de profondes mutations de l'espace rural qui connaît, depuis le début des années 1990, la réalisation d'une multitude de projets de mise en valeur aussi bien dans l'agriculture que dans l'élevage. Ce regain d'intérêt pour la terre et le pastoralisme ne profite pas nécessairement à l'ensemble de la population j'farrie. En effet, les anciens *mazegri* devenus *aâmem*, se sont accaparés une bonne partie des terres attribuées aux *âarch* en contrepartie du financement en association des activités commerciales informelles ou de la mise en valeur des parcelles attribuées dans le cadre des réformes foncières des terres tribales. Parallèlement, les *aâmem* ont contribué au renouveau du pastoralisme en investissant dans la reconstitution des troupeaux camélins dans des parcours situés à la frontière avec la Libye. Investissement qui leur a permis de consolider leur contrôle exclusif et direct sur les pistes de la contrebande qui traversent les parcours.

Les *aâmem*, en tant qu'élite devenue dominante aussi bien au sein des lignages que du réseau, ont réussi à instaurer une nouvelle forme de solidarité tribale qui ne se réfère plus exclusivement, désormais, au fondement essentiel de l'ancienne configuration sociale tribale que

sont la propriété communautaire des parcours et la sécurité collective, mais aussi et surtout à l'établissement d'un faisceau d'intérêts propres au groupe tribal basé sur une participation au commerce informel qui reste certes inégale mais ouverte à l'ensemble des membres des lignages j'farris. Une participation qui s'est traduite par l'amélioration manifeste des revenus des membres des lignages, mais aussi par l'accumulation d'importantes fortunes et de ressources relationnelles entre les mains de l'élite des *aâmem*. Cette confluence des intérêts a été réalisée au sein d'un cartel relativement clos qui s'est identifié clairement à l'ancien territoire de la confédération tribale, ce qui lui a permis d'en justifier la défense envers toute forme de concurrence. Loin d'avoir renié la prééminence du lien tribal, les *aâmem* ont fait de la référence lignagère chez les J'farris et la mise en synergie de leurs intérêts individuels les axes principaux de leur action en vue de la refondation du groupe. Les *aâmem* se sont montrés capables d'inventer des formes alternatives d'encadrement qui se sont substituées à celles de l'Etat et qui sont parvenues à « faire territoire » et, dans une certaine mesure, à faire ré-émerger des frontières qui s'inscrivent à la fois concrètement dans l'espace et idéellement dans les représentations. Ce résultat n'aurait pas été possible si les responsables politiques tunisiens et libyens n'avaient pas participé à l'institution d'un ordre spatial consacrant le désengagement progressif de l'Etat-investisseur public, la compétitivité inégale, l'extraversion et corrélativement, la désintégration sociale et spatiale. L'action des *aâmem* dans l'animation d'une nouvelle dynamique issue du « local », a permis l'émergence de nouvelles territorialités et la genèse de frontières internes que les différentiels économiques exploités et valorisés par le commerce informel détenu exclusivement par les groupes j'farris ont concouru à réactiver. Toutefois, il convient de rappeler que les contournements systématiques des règles de fonctionnement de la frontière et l'expansion sur le territoire de la J'farra du commerce informel, ne peuvent être attribués aux seules pratiques de corruption. Ils sont dus, aussi et surtout, à un mode de fonctionnement du Politique et de la régulation sociale. En effet, dans les deux pays, l'intégration de l'informel dans la sphère du visible et du toléré obéit à une considération purement politique, celle de la régulation sociale, qui touche aussi bien les strates modestes de la société que les investisseurs, et qui implique désormais des processus de négociations assez systématiques –en tout cas plus systématiques qu'avant- entre les citoyens et les Etats. Dans ce contexte, le commerce informel, dont les réseaux j'farris sont les acteurs majeurs, crée des emplois et pallie, dans une certaine mesure, les défaillances des Etats. Par conséquent, s'il est toléré, ce n'est pas seulement parce qu'il joue le rôle de soupape sociale, mais aussi parce que les pouvoirs politiques à Tunis et à Tripoli le considèrent comme une activité qui oblige à la négociation et un rouage économique essentiel pour atténuer les revendications sociales dans cette région. En « tolérant » cette aire de liberté relative et de négociation, en encourageant même une corruption limitée, les



pouvoirs politiques concèdent certains avantages à leurs sociétés respectives afin de neutraliser les formes excessives de réaction à leur autoritarisme -c'est du moins ce qui se passe dans la J'farra. Nous pensons qu'il s'agit là de l'un des facteurs explicatifs de l'autonomie dont jouissent les acteurs du marché informel j'farri et de l'émergence d'un territoire jouissant d'attributs spécifiques. Toutefois, le territoire émergeant dans la J'farra est loin de présenter une parfaite homogénéité fonctionnelle et ses principales composantes spatiales semblent, par endroits, constituer des lieux où s'affrontent, les réseaux j'farris locaux, d'un côté, et les filières de l'immigration clandestine, d'un autre côté. Au sein de ces fragments spaciaux, deux logiques s'affrontent ; celle portée par les groupes locaux, qui prônent un commerce informel répondant aux sollicitations des marchés dans les deux pays, et celle animée par des filières jouissant de couvertures politiques et militaires situées jusque dans certains cercles des pouvoirs dans les deux capitales. Mais bien que protégées en haut lieu, ces filières de l'immigration clandestine restent marquées, dans la J'farra, par leur statut d'extériorité par rapport aux populations locales et par l'absence de toute forme de coopération avec ses réseaux. Elles sont par conséquent incapables de d'établir les connexions nécessaires à la réussite de toute activité illégale dans les milieux locaux. La récurrence des prises, des accidents et des tragédies humaines qui marque les activités de ces filières s'explique par l'absence d'un ancrage local qui serait susceptible de leur fournir les protections nécessaires, aussi bien logistiques qu'économiques. Or, si les réseaux de commerce informel et de contrebande j'farris semblent jouir d'une réelle présence et d'une domination au sein du marché local, ce n'est pas seulement grâce à la rémanence de réseaux anciens, mais aussi parce qu'ils se sont adaptés aux changements des contextes et ont su répondre aux sollicitations spécifiques du marché informel.

Aussi bien au niveau de la dynamique économique, de la régulation interne du système que de l'expression culturelle, l'héritage tribal est resté prégnant dans la J'farra, dans la mesure où il permet de traiter certaines situations conflictuelles actuelles entre les membres du réseau en puisant dans les anciennes lois du *ôrf*, des lois qui sont nécessairement réactualisées à la lumière des défis d'aujourd'hui. La vitalité des réseaux claniques qui assurent la vitalité des rapports d'association et de partage a permis d'épargner à la population régionale une précarité et une marginalité extrêmes, même si ce partage reste marqué par une inégalité manifeste. Il importe donc de considérer les réseaux informels j'farris non pas comme de simples survivances, des archaïsmes hérités d'un monde pré-moderne, mais des organisations capables de répondre aux insuffisances des constructions étatiques et aux sollicitations d'un contexte économique et social traversé par les échanges mondialisés.

En mobilisant les appartenances tribales, en intégrant le territoire j'farri dans la pratique exclusive du commerce informel et en réactivant les alliances avec les groupes situés au-delà de la frontière étatique, d'un côté, et en intégrant, d'un autre côté, dans le nouveau système de valeurs les intérêts individuels comme composante de la logique collective, les réseaux de la J'farra ont réussi, simultanément, à inverser spatialement les processus imposés de déterritorialisation et, socialement, à retourner la dynamique de détribalisation. Ceci étant, il ne s'agit en aucun cas d'un retour à une situation originelle ; le « nouvel ordre » spatial et social est un compromis résultant des nouveaux rapports de force établis entre les logiques et stratégies portées par les Etats et celles qui caractérisent les groupes tribaux locaux. Par ailleurs, force est de constater que, au sein même des réseaux tribaux, les processus d'individuation, qu'ils soient de type territorial (appropriation individuelle des terres *âarch*) ou économique (émergence d'entreprises familiales ou personnelles), constituent autant d'obstacles à une re-tribalisation à l'ancienne de la population. Une sorte d'équilibre s'est donc installé dans les logiques des groupes j'farris, entre une référence au lignage, nécessaire à la pérennisation de l'activité informelle transfrontalière sur le territoire tribal, et le respect de l'intérêt individuel comme fondement de la nouvelle économie. A ce titre, nous pensons que le *souk* de Médenine, par exemple, est loin d'être un simple espace segmentaire, trace résiduelle, héritage tribal, vestige mémoriel d'une culture communautaire ravagée par la violence de l'État. Il constitue bien plus un « lieu » de re-territorialisation, animé par les réseaux de l'économie informelle et porteur d'une mémoire collective qui s'inscrit dans la contemporanéité. Ce *souk* est aussi le lieu de réinvention de la culture du groupe tribal. Une culture qui combine désormais les éléments de la mémoire collective (référence au territoire tribal, héritage culturel et référence à l'identité du groupe) aux attitudes et stratégies individuelles des membres de l'élite qui constituent une partie du cartel mondial actif dans les dispositifs économiques informels transnationaux. C'est dans cette combinaison entre ce qui est hérité et ce qui est créé, que réside aussi bien la performance des réseaux j'farris que les prémisses des tensions sociales internes. Les activités des réseaux j'farris assurent pour l'ensemble des membres du groupe tribal l'accès (certes inégal) aux ressources et aux rétributions matérielles. Mais elles sont aussi porteuses de sens, de dignité, de prestige et d'identification. Pour cette raison, nous estimons que la pérennisation de l'activité informelle des réseaux tribaux dans la J'farra est conditionnée par la capacité du réseau à produire des repères permettant à l'individu et au groupe de justifier leurs activités économiques respectives par des discours et des formes de représentation du territoire et du groupe qui soit valorisante. Ainsi, le lien au réseau et à son territoire apporte un sens dans l'existence de chacun.

L'aptitude des réseaux tribaux informels et transfrontaliers de la J'farra à répondre à de multiples besoins individuels et collectifs revêt une importance nouvelle dans le contexte traumatisant de la « dérégulation » et de la mondialisation. Car c'est bien grâce à ces réseaux qui combinent l'association économique à l'appartenance lignagère commune, que l'individu retrouve les repères qui lui permettent de faire le lien entre son positionnement propre et les dynamiques mondialisées qui remettent en cause les cadres étatiques. Le réseau, en tant que cadre de référence pour la population j'farrie, permet de surmonter les troubles inhérents aux sentiments d'insécurité et d'incertitude qu'éprouvent les individus à la suite du « retrait » de l'État. Il en résulte, même, une survalorisation des cadres tribaux et, surtout, de leurs territoires.

En Libye, éclatent aujourd'hui les faiblesses structurelles du système rentier. Si la distribution de la rente pétrolière offre à l'État libyen de vastes possibilités, elle suscite aussi la montée des contestations. En effet, la répartition inégalitaire et clientéliste de la manne a généré une série de conflits, qui oppose ici et là une grande partie de la population aux tribus de la région de Syrte, ces derniers considérant la ressource tirée du pétrole comme un bien exclusif et qui leur revient de droit. Les groupes tribaux de Syrte, dont sont issus la majorité de ceux qui composent les cercles du pouvoir, en assujettissant la politique de l'Etat en matière de redistribution des ressources à leurs intérêts propres, ont contribué à reproduire les anciens clivages tribaux. Par conséquent, l'Etat central n'est plus considéré, notamment dans la J'farra, comme une entité située au-dessus du corps social, mais, de plus en plus, comme une simple composante tribale. L'Etat-arbitre tend à devenir un instrument partial au service d'un groupe tribal.

Le territoire constitue aussi bien l'espace où se déroulent les échanges transfrontaliers que « l'outil » nécessaire pour la sécurisation de ces activités. Toutefois, il est composé de terres de plusieurs *âarch*. En conséquence, sa mise en valeur, à travers le commerce informel, passe inéluctablement par l'institution de formes de concertation et de partage associant les membres des divers groupes tribaux de la J'farra. L'efficacité du réseau j'farri dépend ainsi de l'aptitude de l'élite des *aâmem* à être présente sur les espaces stratégiques et à sa capacité à les contrôler tout en agissant à « la base » auprès des acteurs du *khatt* et de leurs familles, sans négliger les responsables qui occupent le sommet de la hiérarchie administrative, dont la grande majorité n'est pas issue des lignages locaux. La performance du réseau repose donc sur la diversité de ses membres et sur leurs aptitudes respectives à maîtriser les rouages les plus complexes de la prise de décision, de l'échange, de la communication et de l'action. Et ces rouages régissent aussi bien le montage d'un modeste *douleb*, que les actions de lobbying auprès d'un gouverneur, d'un commandant de région militaire, d'un responsable de Comité Révolutionnaire ou d'un officier local des Douanes.

Chaque membre du réseau, selon sa position et ses capacités, joue un rôle dans le système. En effet, le réseau j'farri doit de plus en plus agir à différents niveaux et sur plusieurs registres, ainsi qu'au sein de divers espaces et sphères, parce que c'est cela qui lui confère les meilleures conditions d'exploitation des ressources de son environnement et de son territoire et qui lui assure les meilleures chances pour sa propre reproduction. L'implication d'une grande variété d'individus dans les processus décisionnels du réseau j'farri contraste de ce fait avec l'autoritarisme et le centralisme politiques des régimes en place en Tunisie et en Libye, ce qui confère aux membres de ce réseau, même les plus modestes, un sentiment certain d'appartenance à un corps solidaire, même s'il demeure foncièrement inégalitaire. Cette adhésion au code commun de valeurs est d'autant plus nécessaire que, non seulement le système et les relais du réseau sont de plus en plus dispersés, mais que, en outre, il est solidement hiérarchisé.

Le réseau j'farri étant un système d'action, il demeure nécessairement un système d'autorité, et en cela il est caractérisé par une hiérarchie et une inégalité entre ses membres, ce qui génère, à certains moments et en certains lieux, des clivages entre ses groupes, à l'instar par exemple de la lutte larvée qui oppose les *warratha* et les *tayout*. L'inégalité au sein du réseau est dénoncée par le code des valeurs tribales, mais les modes de régulation internes du groupe, institués à partir des traditions de concertation ou de médiation symbolique tendent, de nos jours, à atténuer les oppositions et à légitimer certaines disparités dans la distribution des ressources. Les élites j'farries justifient l'organisation hiérarchisée du réseau par l'efficacité qu'elle autorise pour la gestion d'importantes ressources financières et par les enjeux de sécurité. Une telle structuration ne peut qu'entraîner une très inégalitaire distribution de l'information et des revenus entre les divers acteurs. Cette conception est critiquée par les actifs du *khatt* qui revendiquent pour leur part un meilleur accès aux centres décisionnels du fait qu'ils sont les seuls à assurer la partie exécutive des transactions et qu'ils font face, au quotidien, à tous les périls que comportent les activités informelles et illégales.

La résurgence des traditions de concertation et la réhabilitation, sous de nouvelles formes et avec des contenus actualisés, des *miâad*, ainsi que la réinvention-resémentation du spectacle de la *kassâa* comme forme de médiation entre les diverses strates du réseau, semblent participer d'une prise de conscience de l'importance accrue, notamment chez les *aâmem* -fondateurs du système- de la régulation sociale négociée entre les membres des différents groupes et acteurs. La prospérité et surtout la pérennité du réseau dépendent, dans une large mesure, de l'unité de ses lignages, de ses membres et de son territoire. La pérennité du secteur informel j'farri ne dépend pas tant de la contiguïté de deux territoires étatiques en tant que tels, mais de la persistance des différentiels de situations économiques créées et/ou maintenues par l'existence de la frontière.

L'intérêt du réseau réside en effet dans l'exploitation, en dehors des régulations gouvernementales, du phénomène de la frontière, devenue une ressource commerciale grâce à la subversion du territoire étatique et à l'adoption de modalités spécifiques de contournement, mais aussi de réappropriation de la ligne frontalière. Cette réappropriation implique donc une reconnaissance de son existence de la part du réseau j'farri, mais celle-ci n'implique aucun assujettissement à ses règles imposées par les autorités des Etats. Dire que les J'farris nient l'existence de la frontière n'a pas de sens, dès lors que celle-ci est considérée comme une ressource ; de ce fait, elle est plus qu'utile, elle est indispensable. L'activité du réseau informel transnational j'farri fonctionne donc moins en opposition au territoire étatique que contre l'institution étatique à laquelle il essaie d'échapper puisque celle-ci constitue, aux yeux de la population locale et des acteurs du réseau, un appareil de pouvoir illégitime. C'est ce contexte qui fait de la frontière une ressource majeure aussi bien pour les populations locales que, paradoxalement, pour les représentants de l'autorité étatique. En effet, ces derniers, dont la fonction est justifiée par l'existence et le maintien de l'intégrité de la frontière, découvrent, à travers les exemptions et privilèges accordés aux J'farris, la réalité d'une frontière subversible ; ils peuvent dès lors envisager de monnayer, à leur profit, sa transgression.

Si le recours des J'farris à l'informel transnational constitue une solution pour échapper aux entraves, aux blocages et aux défaillances des États, leur réappropriation progressive du territoire tribal est aussi bien une nécessité d'accompagnement pour la valorisation de la ressource de la frontière qu'une réaction à l'image dégradée d'un territoire étatique devenu un objet de lucre entre les mains des cercles du pouvoir.

A. Martel a écrit en 1966 : « *L'interdiction de franchir la frontière implique sinon la fin d'un genre de vie, du moins le déclin irréversible d'une conception de vivre* » (Martel, 1966). Nous pouvons dire aujourd'hui que la transgression au quotidien de cette frontière, la banalisation de son franchissement par les descendants des anciens nomades, la réactivation des anciennes solidarités tribales au sein de réseaux commerciaux informels transfrontaliers et l'intégration au marché globalisé, ouvrent la voie à la réinvention, selon de nouvelles pratiques, de cette ancienne « conception de vivre ».



## Lexique des termes arabes et amazighs

#### Avertissement :

Nous signalons que la translittération des termes arabes et amazighs n'a pas été observée systématiquement aussi, prions-nous le lecteur de bien vouloir nous en excuser.

Aachaba :	location de parcours.
Aarch :	clan, lignage.
Arzak :	biens, ressources, revenus.
Awled âam :	cousins paternels.
Bab er rezk :	porte des ressources et des biens.
Badawa :	nomadisme.
Baladiy :	municipale, citadin.
Baouabet :	portières. Points de contrôle sur les routes tenus par les membres des comités populaires en Libye.
Bédoui :	bédouin.
Bédiya :	parcours.
Bouzmonka :	arme de point de fabrication locale appréciée des insurgés dans le Sud tunisien et en Libye.
Chaouch :	commis.
Chawaf :	guetteur sur les pistes.
Cheikh al ôrfiya :	chef tribal chargé de l'application des lois coutumières.
Çoff :	alliance à caractère tribalo-mystique datant de la guerre civile en Tunisie au XVIIIème siècle entre les Bachiya et les Hussaïniya.
Daâssa :	traversée illégale de la frontière en aller-retour pour une courte période.
Dagdigue :	casse, grabuge.
D'guigue :	semoule.
Dhraâ :	bras, unité de mesure des distances, plateau situé à proximité d'une sebkha.
Diya :	prix du sang versé par le meurtrier d'un homme à la famille de la victime selon les lois tribales.
Douleb :	essieu, treuil, association informelle entre plusieurs personnes pour la réalisation d'une affaire.
Dywaniya :	salon des hommes accessible à partir de l'extérieur de la maison.
Fakih :	expert religieux. Dans la J'farra, il occupe le poste de juge et de chef spirituel d'une confrérie religieuse.

Fel arham :	foetus.
Fella :	couloir, passage pour la traversée de la frontière.
F'guira / f'guirat :	dévote au service d'une zaouïa.
F'lij :	tissage en laine pour les tentes. Ceux provenant de la J'farra sont très appréciés dans le Sud et en Libye pour leur robustesse.
F'nar :	lanterne.
Friguiya :	Nord de la Tunisie, région céréalière.
Gaâda :	assis, chômeurs.
Garâa :	petite étendue d'eau douce qui se forme à la saison des pluies ou à la suite d'une averse.
Gda el hît :	sous le mur, travail au noir en Libye.
Ghannay :	chanteur populaire et poète.
Gharssa :	plantation irriguée dans le sud, non située au sein d'une oasis.
Ghraba :	étrangers, gens de l'Ouest.
Goum :	groupe militaire supplétif de l'Armée coloniale.
Guebli :	de l'Est. Oriental.
Habous :	terres ou immeubles constitués en bien inaliénables au profit d'une fondation religieuse ou de bienfaisance.
Hadhina :	matrice, tribu ou confédération tribale.
Hadhra :	fête religieuse animée par des chants et des danses extatiques.
Hara :	quartier israélite.
Harrag :	paquebot (en mer).
Hattaya :	moissonneurs originaires du Sud tunisien ou de Libye employés dans les grands domaines céréaliers du Nord tunisien.
Haydouk :	membre supplétif de l'armée coloniale.
Hay Tchad :	quartiers habités en majorité par des populations originaires d'Afrique subsaharienne.
Heriya :	zones éloignées des agglomérations, peu ou pas plantées.
Hojja :	manuscrit. Acte notarié.
Houch :	logement traditionnel organisé autour d'une cour centrale cernée par une ou deux rangées de chambres et d'une bergerie.
Houja :	soulèvement.
Houjet khmasstach :	soulèvement des Oudernas en 1915.
H'taya :	cycle de migration.

Infitah :	libéralisation économique et politique.
Jâala :	extorsion, corruption.
Jabda :	part dans une association commerciale.
Jaïacha :	brigands, membre d'un rezzou.
Jalaa az ziraïi :	évacuation des terres agricoles par les colons, survenue en Tunisie le 12 juillet 1964.
Jamahiry tacharouki :	associatif des masses, propriété collective d'une commune (tribale).
Jesr / jessour :	ouvrage de petite hydraulique construit avec un appareillage en pierres sèches destiné à retenir les eaux de ruissellement.
Kabbous :	bonnet en laine de couleur rouge.
Kafil :	statut d'employé sous contrainte administrative (remise du passeport à l'employeur).
Kassâa :	fête rituelle dans un sanctuaire accompagnée d'un repas.
Kechla :	garnison.
Khatt :	ligne. C'est le réseau constitué de pistes, postes de guets, gardiens des troupeaux dans les parcours qui transmettent les informations relatives aux mouvements de la Grade. C'est aussi le code définissant les rapports et les arrangements entre les contrebandiers pour la traversée des terres tribales.
Khenga :	col, passage étroit en montagne.
Kherba / Kh'reb :	ruine, vestige, mesure.
Khoss :	abris légers en palmes et branchages pour pasteurs.
K'lam :	crayon, créneau, secteur d'activité.
K'sar / k'sour :	grenier fortifié d'une tribu.
Layha :	petit fortin servant de point de contrôle d'une piste.
Majba :	impôt beylical.
Malaji :	refuse, taudis, désigne les logements en parpaing édifiés par l'Etat pour le relogement des anciens nomades ou des victimes des inondations.
Matmoura :	équivalent de rotba.
Mazegri :	contrebandier, passeur.
Mezoued :	cornemuse ou sac à provisions pour nomades.
M'hammsa :	pâte constituée de grains plus gros que ceux du couscous.
Miâad :	conseil de tribu. Ensemble des textes des lois coutumières. Correspondances de la tribu.

M'kari :	salarié agricole.
Moghrob :	coucher du soleil.
Mounchaât :	marché d'Etat en Libye où les produits sont fortement subventionnés.
Mourabaha :	rente d'une association informelle.
Moussem :	période des fêtes religieuses et des célébrations des saints.
Mougharissi :	associé en co-plantation.
Mougarassa :	association en co-plantation.
M'rabhi bel bayi :	associé dans le bénéfice.
Mrammat :	chantiers.
Mzerigue :	membre non armé d'une tribu makhzen.
Nadb :	lacération des joues (sorte d'automutilation à la suite d'une grande douleur).
Nahib :	ululement de douleur (réservé aux femmes).
Najaâ :	confédération tribale, territoire tribal, déplacement (et aire) de déplacement des grands troupeaux d'une tribu ou d'une confédération tribale.
Nassaba :	commerçant d'étal.
Nassba :	étal.
Nouwadhir :	borne, marque de limite ou de frontière.
Orbane :	nomades.
Orf :	droit coutumier.
Raâwiya :	pastorale.
Rabaâ :	place centrale d'un village où se tient le marché hebdomadaire.
Rahhal / rahhala :	nomade, groupe en déplacement.
Rayïa :	rentière.
Razzia / rezzou :	prise armée de bétail dans une tribu ennemie.
Rotba :	magasin de provisions enterré et signalé par un système complexe de dispositions de jarres et de poterie.
Sabbaba :	verseurs, vendeurs de carburant de contrebande en provenance de Libye.
Sadaka :	aumône.
Sahab :	compagnon, associé, allié.
Sarah :	berger qui a la charge de conduite du troupeau de dromadaires.
Sarraf :	agent de change informel.



S'bag el h'fir :	course au forage des puits (illégaux).
S'bat (ou sabbat):	passage voûté.
Souk essarafa :	marché du change des devises (informel).
Stambali :	danse rituelle rythmée d'origine africaine (royaume de Bournou) pratiquée lors des cérémonies organisées par les dévots des ordres confrériques originaires d'Afrique subsaharienne.
Tabia :	talus en terre pour la préservation des sols.
Tacharoukiyat :	coopérative de producteurs (employés) d'une entreprise d'Etat privatisée.
Tahdyth :	modernisation.
Tassîid :	désignation – mode « électoral » des Congrès populaires en Libye.
Tayout :	contrebandier indépendant propriétaire d'un véhicule personnel à quatre roues motrices (principalement de marque Toyota).
Tordjman :	interprète militaire.
Twabaâ :	sujets, affiliés, subalternes.
Umma :	nation (arabe ou islamique).
Waliy :	saint.
Warratha :	héritiers. Seconde génération d'acteurs du commerce informel.
Wattan / wattana :	sédentaire.
Zaïm :	leader.
Zarda :	fête donnée en l'honneur d'un saint accompagnée d'un repas.
Z'riba :	bergerie.

## Bibliographie

## A

- ABAAB, A. *Le développement de Ben Guerdane en fonction de la frontière Libyenne*. Mémoire de Maîtrise de géographie, Université Paris VIII, 1977.
- ABAAB, A. Mutations socio-économiques de la Jeffara orientale (Sud tunisien). *Revue de l'Occident Musulman et Méditerranéen*. 1986, 32, pp 41-42.
- ABAAB, A. *Développement agricole et dynamique des systèmes d'élevage en zones arides tunisiennes*. Saragosse : Ed. CIHEAM, 1993.
- ABAAB, A. *L'état des milieux et des systèmes agricoles en zones steppiques et sahariennes au Maghreb*. Saragosse : Ed. CIHEAM, 1994a.
- ABAAB, A. *Dynamique des systèmes fonciers et leurs impacts sur la gestion des ressources naturelles en zones steppiques maghrébines*. Dakar : Ed. CRDI – Canada, 1994b.
- ABAAB, A. et CHASSANY, J.P. *Evaluation et faisabilité économique et sociale des actions de restauration, réhabilitation, réaffectation ("R.R.R.") des écosystèmes dégradés en zone aride et semi-aride*. Médenine : Ed. IRA, 1994c.
- ABAAB, A. et MOKTAR, L. Désertification et projet d'aménagement dans les régions arides du Sud-tunisien. *Les Cahiers du CREA*, 1984, N°4, pp 18-32.
- ABAAB, A. NACEUR, N. et BEN ABED, M. Dynamique des systèmes de production en zone agro-pastorale du Sud-Est tunisien : cas de la zone de Neffatiya. *Revue des Régions Arides*, 1992, N°4, pp 22-37.
- ABAAB, A. *La marginalisation des techniques de la petite hydraulique familiale dans le Sud tunisien, cas des Souanis de Ben Gardane*. Paris : Thèse de 3ème cycle, Université Paris VII, 1981.
- ABAAB, A. *Aridité et transformations socio-économiques dans le sud de la Jeffara tunisienne*. Constantine : Maison des Editions Universitaires, 1994.
- ABDELKEFI, J. *Villes et territoires de la Tunisie à l'heure du nationalisme*. Tunis : Alif, 2001.
- ABOULKACEM, I.A. *Al Mouhajirouna Al Libiyouna Bel Biladi At Tounoussiya, 1911 – 1957*. (Les immigrés Libyens en Tunisie, 1911-1957). Tunis : E.A.B.E.D, 1992.
- ADAIR, P. *L'économie informelle au Maghreb : une perspective comparatiste*. Paris : Publication du GRATICE, 1998.
- AD DAWRY, A. *Moukaddamatoun Fi At Tarikh Al Iktissadi Wal Ijtimaî Al Arabi*. (Introduction à l'histoire économique et sociale arabes). Beyrouth : Dar At Taliaâ, 1969.

- AIDOU, A. *Les changements écologiques dans les espaces steppiques : causes et implications pastorales*. Paris : Parcours Demain, CIHEAM, 1994.
- AIT AMARA, H. et BEN HAMOUDA, H. L'Union du Maghreb : Espace d'échange ou de reproduction. *Revue Tunisienne d'Economie*, 1994, N° 3 et 4, pp 51-80.
- ALBERGHONI, G. Mémoire gentilice et histoire nationale : figures et enjeux du récit d'une insurrection bédouine anticoloniale. *Cahiers d'études africaines*, 1990, N° 68, pp 45-58.
- ALBERGHONI, G et POUILLON, F. *Le fait berbère et sa lecture coloniale : l'Extrême-Sud tunisien*. Paris : UGE, coll. « 10/18 », 1976.
- AL BOURI, A. *Al Ghazouw Al Itali Li Libya*. (L'invasion italienne de la Libye). Tunis : M.A.L, 1988.
- AL-DBIYAT, M. La territorialité en Syrie centrale : Base communautaire ou régionale. *Peuples Méditerranéens*, 1995, N° 44, pp 88-112.
- AL HOUNY, J. *Jadaliyatou Al Hissar Wat Takamoul Al Iktissady, Dirassat Fi Wakaâ At Tabadoul Âabra Al Houdoud Al Ârabiya Lel Jamahiriya Al Ôdhmaâ*. (Dialectique de l'embargo et de la complémentarité économique, Etudes des échanges à travers les frontières arabes de la Grande Jamahiriya). Tripoli : Ed. Etudes Universitaires d'Economie, série : « *Bouhouth Esstechrafiya* », (Etudes prospectives), 2006.
- ALIOUA, M. *Réseaux, étapes, passages, les négociations des subsahariens en situation de migration transnationale. L'exemple de leur étape marocaine à Rabat*. Mémoire de maîtrise, s-dir. A. Tarrius, Univ. Toulouse le Mirail, 2003.
- AL KIKIYA, M. *Warakat Wataniya*. (Feuilles nationales), Beyrouth : Dar Acharq Al Jadid, 1994.
- ALLIES, P. *L'invention du territoire*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1980.
- ALPINI, J. De la naissance des territoires aux « queues de poêle » et autres écarts de forme. *Mappemonde*, 2003, N° 26, pp 33-51.
- AL YAAKOUBY, M. *Kitabou Al Bouldan*. (Le livre des pays). Le Caire : Dar Al Maâref, 1960.
- AMILHAT, A. L. et FOURNY, M.C. (dir). *Après les frontières, avec la frontière : nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*. Paris : Ed de l'Aube, 2006.
- AMIN, S. *L'ethnie à l'assaut des nations*. Paris : l'Harmattan, 1994.
- AMRI, L. *Pour une sociologie des ruptures. La tribu au Maghreb médiéval*. Tunis : Ed. MES, 2000.
- AMSELLE, J.L., M'BOKOLO, E. *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*. Paris : La Découverte, 1985.

ANDERSON, B. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

ARBARET-SCHULZ, C. Histoires de frontières et de villes frontières. *Revue Mosella*, 1999, N°1/2, pp 19-30.

ARBARET-SCHULZ, C. *La question du continu et du discontinu à l'épreuve de la dimension technique des sociétés*. Tours : CNRS, Maison des Sciences de l'Homme, 2000.

ASSIOUTY, S. *Coran contre fiqh : Le Livre Vert de Kadhafi*. Paris : Annuaire de l'Afrique du Nord, 1979.

ATTIA, H. *Les hautes steppes tunisiennes : de la société pastorale à la société paysanne*. Paris : Thèse d'Etat, Université Paris VII, 1977.

AURIAC, F. *Système économique et espace*. Paris : Ed. Economica, 1984.

AYACHI, M. *Ecoles et sociétés en Tunisie*, Tunis : P.U.T, 1997.

AYUBI, N. *Overstating the Arab State: Politic and Society in the Middle East*. NewYork : I.B.Tauris, 1995.

AZZOUZ, M. *Thaouratou Ali Ben Ghdahem Wa Dhatyatou Ach Chaab At Tounissi*. (La révolte de Ali Ben Ghdhahem et l'identité du peuple tunisien). Tunis : MTE, 1983.

## **B**

BACCOUCHE, N. *Les implications de l'accord d'association sur le droit fiscal et douanier*. Tunis : CUP, 2001.

BADIE, B. *La fin des territoires, essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris : Fayard, 1995.

BADIE, B. et SMOUTS, M.C (Dir.). *L'international sans territoire*. Paris : L'Harmattan, 1996.

BADUEL, P.R. Semi-nomades du Sud tunisien, de l'intégration à la dépendance. In *Maghreb-Machrek*, 1979, N° 84, pp 51-78.

BADUEL, P.R. *Gafsa comme enjeu*. Paris : Ed. du CNRS, 1982.

BADUEL, P.R. *L'identité tunisienne à l'épreuve de la frontière*. Paris : Hérodote, 1985.

BADUEL, P.R. *Etats, territoires, terroirs au Maghreb*. Paris : Ed. du CNRS, 1982.

BADUEL, P.R. *De l'économie des corps aux stratégies d'identité*. Aix-en-Provence : Ed. EDISUD, 1987.

BAILLY, A. (coord.) *Les concepts de la géographie*. Paris : A. Colin, 1998.

BAILLY, A. FERRAS, R. PUMAIN, D. (dir.) *Encyclopédie de Géographie*. Paris : Economica, 1992.



- BARGHOUTHY, Y. *Al Moôtakalat Al Fachistiya Bi Libya, Dirassat Tarikhiya*. (Les camps fascistes en Libye, Etude historique). Tripoli : C.E.J.L, 1985.
- BARTEMENT, D. BERNIE-BOISSARD, C. *La région entre pratiques institutionnelles et productions idéologiques*. Toulouse : Presses Universitaires de Toulouse-Le Mirail, 1995.
- BASTIDE, R. *Le prochain et le lointain*. Paris : L'Harmattan, 2000.
- BATAILLE, G. *La part maudite précédé de La notion de dépense*. Paris : Minuit, 1967.
- BAUD, P. S. BOURGEAT, S. BRAS. C. *Dictionnaire de géographie*. Paris : Hatier, 2003
- BAYART, J.F. *Vers un monde unique ?* Paris : Ceras, 2004.
- BAYART, J.F. *L'illusion identitaire* », Paris : Fayard, 1996.
- BAYART, J.F, ELLIS, S. et HIBOU, B. *La criminalisation de l'Etat en Afrique*. Bruxelles : Complexe, 1997.
- BEAUCHARD, J. (dir), *La mosaïque territoriale*. La Tour d'Aigues : L'Aube, 2004.
- BEAUCHARD, J. La constitution de la Région- Territoire. *Territoire 2020*, 2003, N°7, pp 11-29.
- BEBLAWI, H. *The rentier state in her Arab world*. Londres : Croom Helm, 1987.
- BECHRI, A. *Ad Dawla Wal Binaâ Al Watani Fi Libya, Tajareb Wa Ekhfakat*. (l'Etat et l'édification nationale en Libye, expériences et échecs). Beyrouth : Dar Ar Raoui, 2001.
- BEDOUCHA, G. *L'Eau, l'amie du puissant. Une communauté ancienne du Sud tunisien*. Montreux : Éditions des Archives contemporaines, 1987.
- BEDOUI, A. Analyse critique du PAS et propositions pour un projet alternatif. *Revue tunisienne d'économie*, 1993, N°3/4, pp 50-69.
- BEJI, H. *Désenchantement national*. Paris : François Maspero, 1982.
- BELHEDI, A. Le découpage administratif en Tunisie. *Revue de Géographie du Maroc*, 1989, Vol 13, N° 2, Série 2, pp 19-39.
- BELHEDI, A. *Espace et transaction sociale ou le rapport du social à la matérialité*. Tunis : Ed. Faculté des Lettres de Mannouba, 1990.
- BELHEDI, A. *Société, espace et développement en Tunisie*. Tunis : PUT, FSHS, – 1992a.
- BELHEDI, A. *L'organisation de l'espace en Tunisie*. Tunis : PUT, FSHS, 1992b.
- BELHEDI, A. *L'aménagement de l'espace en Tunisie*. Tunis : PUT, FSHS, 1992c.
- BELHEDI, A. *L'inégal développement régional en Tunisie: Accumulation spatiale et littoralisation*. Tunis : RTG, 1994a.
- BELHEDI, A. *L'aménagement du territoire entre le discours et la pratique*. Tunis : RTG, 1997.

- BELHEDI, A. L'inégal développement en Tunisie. *Cahiers de la Méditerranée*, 1999a, N°88, pp 110-132.
- BELHEDI, A. Les niveaux de développement en Tunisie: Analyses comparatives de trois méthodes classificatoires. *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, 1999b, N° 119, pp 25-41.
- BELHEDI, A. *Les disparités spatiales en Tunisie. L'état des lieux et les enjeux*. Paris : Ed. Méditerranée, 1999c.
- BELHEDI, A. *Le découpage administratif en Tunisie*. Paris : L'Harmattan, 2004.
- BELHEDI, A. *La dynamique économique régionale*. Paris : Cybergeog, 2005.
- BELHEDI, A et LAMINE, R. Les transports terrestres et l'organisation de l'espace en Tunisie. *Géographie & Développement*, 1979, N° 1, pp 21-38.
- BELKHODJA, T. *Les trois décennies Bourguiba*. Paris : Arcantères et Publisud, 1998
- BEN ACHOUR, Y. *La réforme des mentalités. Bourguiba et le redressement moral*. Paris : CNRS, 1987.
- BENAROUS, M. *Le secteur informel en Tunisie : Répression ou organisation ?* Limoges : Publication du GRATICE, 1998.
- BENCHENEB, A. *Les accords euro-méditerranéens d'association et le droit de la concurrence*. Tunis : CUP, 2001.
- BEN HAMIDA, A. *Tarikh Al Haraka An Nakabiya Al Wataniya Lech Chaghila Bi Tounès 1924 – 1956*. (L'histoire du mouvement syndical ouvrier en Tunisie, 1924 – 1956). Sfax : Dar Al Hammi, 1984.
- BENMANSOUR, N. : *Le problème de l'ensablement dans la plaine de la Jeffara -Sud Est de la Tunisie*. Médenine : Publications de l'IRA, 1999.
- BENNAFLA, K. *De la guerre à la coopération : Les dangereuses liaisons tchado-libyennes*. Paris : Karthala, 2004.
- BEN RACHED, M. *Soussioulougiya Al Badawa Ar Raâwiya Fel Janoub At Tounoussi, Adh Dhahar Namoudhajan*. (Sociologie du nomadisme pastoral dans le Sud Tunisien, le Dhahar comme modèle). Tunis : FSHS, 1999.
- BEN ROMDHANE, M. *Mutations économiques et sociales et mouvement ouvrier en Tunisie de 1956 à 1980*. Annuaire de l'Afrique du Nord, XXI, 1982.
- BEN SALEM, O. *Al Anidhimatou Az Ziraîya Fel Jazaêr Wal Ihtilal Al Firanssi, Nadhratoun Marxiya*. (Les systèmes agricoles en Algérie et l'occupation française, une vision marxiste). Tunis : Ed. Alif, 1990.
- BERGER, G. *Phénoménologie du temps et prospective*. Paris : PUF, 1964.

- BERNASCONI, P. *La criminalité transfrontalière : sophistication financière et faiblesses judiciaires*. Paris : Karthala, 1991.
- BERQUE, J. *Dépossession du monde*. Paris : Le Seuil, 1964.
- BESSIS, J. *Maghreb, la traversée du siècle*. Paris : L'Harmattan, 1997.
- BETTAIEB, M.N. *Ben Guerdane, Baïna At Tarikhi Wat Tourath*. (Ben Guerdane, entre histoire et patrimoine). Tunis : Dar Al Ajiyal, 1998.
- BETTAIEB, M.N. *Al Ibel, Baïna Marjaïyati At Tourath Wa Mardoudiyati At Tanamiya*. (Le dromadaire, entre la référence patrimoniale et la rentabilité de la croissance). Tunis : Dar Al Ajiyal, 2002.
- BETTAIEB, M.N. *Fi Roubouô J'farra, Kiraât Tarikhiya Moukarana*. (Dans les terres de la J'farra, lectures historiques comparées). Tunis : Maktabat Al Ethaff, 1995.
- BIANCO, M. *Kadhafi, messenger du désert*. Paris : Stock, 1973.
- BIAREZ, S. *Pouvoirs et organisations locales : vers un nouveau paradigme politique*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 1996.
- BIGO, D. Les États face aux flux transfrontaliers de personnes. *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, 1995, N° 19, pp 29-35.
- BIRNBAUM, P. *Sociologie des nationalismes*. Paris : P.U.F., 1997.
- BISSON, J. *Mythes et réalités d'un désert convoité: le Sahara*. Paris : L'Harmattan, 2004.
- BLEUCHOT, H. Le Livre Vert : son contexte, sa signification. *Maghreb-Machrek*, 1981, N° 93, pp 30-44.
- BLEUCHOT, H. *Chroniques et documents libyens (1969-1980)*. Paris : Ed. CNRS, 1993.
- BOCCO, R. *Asabiyât tribales et États au Moyen-Orient. Confrontations et connivences*. Paris : Monde arabe/Maghreb-Machrek, 1995.
- BOCCO, R. TELL, T. *Frontières, tribus et État(s) en Jordanie orientale à l'époque du Mandat*. Paris : Monde arabe/Maghreb-Machrek, 1995.
- BOILLEY, P. *Frontières et fait colonial*. Paris : Publications EHESS, 2001.
- BONNEMAISON, J. Voyage autour des territoires. *L'Espace géographique*, 1981, N° 41, pp 21-38.
- BONNEMAISON, J. *Les fondements géographiques d'une identité – L'archipel de Vanuatu*. Paris : Editions de l'ORSTOM, 1997.
- BONNEMAISON, J. CAMBRESY, L. et QUINTY-BOURGEOIS, L. (dir.) *Le territoire, lien ou frontière ?* Paris : L'Harmattan, 1999.
- BONTE, P. Tribus en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. *L'Homme*, 1987, N° 102, pp 98-117.

- BONTE, P. CONTE, E. DRESCH, P. *Émirs et présidents. Figures de la parenté et du politique dans le monde arabe*. Paris : CNRS Éditions, 2001.
- BOTTIN, M. *La frontière de l'État. Approche historique et juridique*. Toulouse : Presse Universitaire du Mirail, 1996.
- BOUAINE, M. DUMOT, J.J. *Vers une approche intégrée du développement des parcours en zones arides, réflexions à partir d'un cas dans le Sud-Tunisien*. Paris : Publications des Options Méditerranéennes, 1975.
- BOUBAKRI, H. Échanges transfrontaliers et commerce parallèle aux frontières tuniso-libyennes. *Monde arabe, Maghreb Machrek*, 2001, N° 170, pp 101-122.
- BOUBAKRI, H. et CHENDOUL M. Migrations clandestines et contrebande à la frontière tuniso-libyenne. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 1991, N° 46, pp 86-103.
- BOUBAKRI, H. et KHAROUFI, M. *Les entrepreneurs du sud-est tunisien*. Tunis : Publications de la FSH, 1994.
- BOUCHRARA, M. *Le Maghreb par la rampance*. Casablanca : Ajjyal, 1990.
- BOUHAOUACHE, T. *Les incidences des phénomènes migratoires sur les transformations des systèmes d'économie agricoles dans le Gouvernorat de Médenine*. Montpellier : Thèse de 3ème cycle. Université de Montpellier 1, 1983.
- BOUHAOUACHE, T. *L'apurement des terres collectives dans le Centre et le Sud de la Tunisie*. Médenine : Publications de l'IRA, 1991.
- BOULIFA, M. *Tandhim Al Moujtamaâ Al Karabi*. (Organisation de la société parentale). Tunis : Al Hayat Ath Thakafiya, 2001.
- BOULIFA, M. *Ar Raâiy Wat Technologiya Wa Iktissadd As Souk*. (Le pastoralisme, la technologie et l'économie de marché. Tunis : At Tanmiya, 2006.
- BOUQUET, C. VELASCO-GRACIET, H. *Frontières, frontières ...*. Bordeaux : Publ. Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2004.
- BOURBOUZE, A. *Nouvelles gestion des ressources alimentaires au Maghreb et transformation des modèles de développement*. Toulouse : Commission ovine, 1990.
- BOURDIEU, P. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard, 1982.
- BOURGEOT, A. *Les sociétés touarègues, nomadisme, identités, résistances*. Paris : Karthala, 1995.
- BOUSTANI, R. et FARGUE, PH. *Atlas du Monde arabe*. Paris : Bordas, 1990
- BOUTABBA, A.T. *Tataouine mina al mandhour al isstiîmari* (Tataouine dans la vision coloniale). Tunis : Dar Al Koutoub Wal Manchourat Al Arabiya, 2002.

- BOUTALEB, M.N. *Hijratou Al Âmal Men Kabilati Werghemma Ila Madinati Tounès 1881 – 1950*. (Migration pour l'emploi de Werghemma à Tunis, 1881 – 1956). Tunis : Baït Al Hikma, 1993.
- BOUTALEB, M.N. *Al Kabilla At Tounoussiya Bayna At Taghayour Wal Esstemrar*. (La tribu tunisienne entre le changement et la continuité). Tunis : Publications de la F.S.H, 2002.
- BRAUDEL, F. *Écrits sur l'histoire*. Paris : PUF, 1969.
- BRAUDEL, F. *Grammaire des civilisations*. Paris : Arthaud-Flammarion, 1987.
- BREDELOUP, S. MAHAMADOU, Z. *Quand les frères burkinabè de la petite Jamahiriyya s'arrêtent à Tripoli*. Paris : Autrepart, 2005.
- BROMBERGER, C. MOREL, A. (dir.). *Limites floues, frontières vives* Paris : Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2000.
- BROWN, L. *The policies of Modernization in Tunisia*. New-York : Praeger, 1964.
- BRULE, J. C. MUTIN, G. *Les campagnes maghrébines : Remodelage des structures, politiques agricoles et dépendance alimentaire*. Paris : A. Colin, coll. U, 1985.
- BRUNEAU, M. *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris : Anthropos, coll. villes-géographie, 2004.
- BRUNET, R. *Le territoire dans les turbulences*. Paris : Géographiques, Reclus, 1990
- BRUNET, R. *Les phénomènes de discontinuités en géographie*. Paris : CNRS coll. « Mémoires et Documents », 1967.
- BRUNET, R. *Le déchiffrement du monde*. Paris : Coll. Mappemonde, Ed. Belin, 2001.
- BRUNET, R. FERRAS, R. *Les mots de la géographie*. Paris : Géographiques, Reclus, 1993.
- BRUNET, R., FERRAS, R., THERY, H. *Les mots de la géographie – Dictionnaire critique*. Montpellier : Géographiques, Reclus, 1993
- BRUNET, R. *La composition des modèles dans l'analyse spatiale*. In *L'Espace Géographique*, 1980, N°4, pp30-44.
- BURGAT, F. *L'ouverture entravée*. In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXVII, 1991.
- BURGAT, F. *Chronique libyenne*. In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1987.
- BURGAT, F. *L'Islamisme à l'heure d'Al-Qaida*. Paris : La Découverte, 2005.
- BURGAT, F et LARONDE, A. *La Libye*. Paris : PUF, 2003.

## C

- CAMAU, M. *La Tunisie*. Paris : Que-sais-je ?, 1989.
- CAMAU, M. *Le discours politique de légitimité des élites tunisiennes*. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1971.



- CAMAU, M. (Dir.) *Tunisie au présent, une modernité au-dessus de tout soupçon ?* Paris : CNRS, 1987.
- CAMAU, M., AMRANI, F. et BEN ACHOUR R. *Contrôle politique et régulations électorales en Tunisie*. Tunis : CERP, 1981.
- CAMAU, M. *Caractère et rôle du constitutionnalisme dans les Etats Maghrébins*. Annuaire de l'Afrique du nord, 1997.
- CAMBREZY, L. QUINTY-BOURGEOIS, C. (dir.) *Les Territoires de l'identité : le territoire lien ou frontière ?* Paris : L'Harmattan, 1993.
- CANAVERI, T. *La Tripolitaniya*. Turin : I.S.C., 1924.
- CARATINI, S. *La dernière marche de l'Empire : une éducation saharienne*. Paris : La Découverte, 2009.
- CARATINI, S. *L'éducation saharienne d'un képi noir*. Paris : L'Harmattan, 2003.
- CARATINI, S. *Les Rgaybat*. Paris : L'Harmattan, 1989.
- CARATINI, S. *Les non-dits de l'anthropologie*. Paris : PUF, 2004.
- CARATINI, S. *Les enfants des nuages*. Paris : Seuil, 1993.
- CARATINI, S. *Sahraouis, exil, identités*. Paris : L'Harmattan, 2004.
- CARATINI, S. *Sahara occidental : la confiance perdue*. Paris : L'Harmattan, 1996.
- CARATINI, S. *La république des sables, anthropologie d'une révolution*. Paris : L'Harmattan, 2003.
- CARATINI, S. *L'insurrection sahraouie : de la guerre à l'Etat, 1973-2003*. Paris : L'Harmattan, 2003.
- CELERIER, P. *Géopolitique et géostratégie*. Paris : P.U.F., 1955.
- CHAARAWI, H. *Souratou al effriky enda al mouthakkaf al arabyi : mouhawalaa takhtitiya lidirassati thounaiyati kouboul/isstiibaad*. (La représentation de l'Africain chez l'intellectuel arabe : essquisse d'une étude du binôme acception/esclavage). Beyrouth : Markaz dirassat al wehda al arabiya, 2002.
- CHAÏRA, M.A. *Libya, Al Essmou, Attarikou Wal Madloulat*. (Libye, l'appellation, l'histoire et les significations). Tripoli : Publ. Faculté des Lettres et de l'Education, 1958.
- CHAMBOREDON, J.C. MATHY, J.P. MEJEAN, A. WEBER, F. *L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification*. Paris : La Découverte, 1985.
- CHAMUSSY H. *Le territoire, notion heuristique ou concept opératoire*. Grenoble : Publications de la MSH-Alpes, 2003.

- CHARKASSY, M.M. *Lamahat Aan Al Awdhaâ Al Iktissadiya Fi Libya Athnaâ Al Ahd Al Othmani*. (Aspects des situations économiques en Libye pendant l'ère ottomane). Tripoli : Ad Dar Al Arabiya Lel Kitab, 1976.
- CHATELAIN, D. et JARREAU, Ph. *Les idéologies du territoire et l'évolution de la formation sociale française: critique du discours institutionnel et contre-discours*. Université Paris VIII-Vincennes. Thèse de Sociologie, 1985.
- CHAUDHRY, K. A. *The price of wealth: Business and state in labor remittance and oil economies*. New-York : International Organization, 1989.
- CHAUPRADE, A. *Introduction à l'analyse géopolitique*. Paris : Ellipses, 1999.
- CHAUPRADE, A, THUAL, F. *Dictionnaire de géopolitique*. Paris : Ellipses, 1999.
- CHEMILLER-GENDREAU, M. *Droit international et démocratie mondiale, les raisons d'un échec*. Paris : Textuel, 2002.
- CHESNAIS, F. *La mondialisation du capital*. Paris : Syros, 1997.
- CHEVALLIER-BELLET, B. *La situation économique de le Libye depuis la suspension de l'embargo*. In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 2001.
- CHIVALLON, C. *Fin des territoires ou nécessité de conceptualisations autres ?* In *Géographie et cultures*, 1999.
- CH'RIF, M.H. *Tarikhoul Al Haraka Al Wataniya At Tounoussiya, Nadhra Takiymiya*. (L'histoire du mouvement nationaliste tunisien, une vision évaluative). Tunis : Rawafed, 1995.
- CLANET, J.C. *L'émigration temporaire des Toubou du Kanem vers la Libye*. Rouen : Cahiers géographiques, 1981.
- CLAVAL, P. *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Nathan, 1994.
- CLAVAL, P. *Espace et pouvoir*. Paris : PUF, 1978.
- COHEN, D. *Richesse du monde, pauvreté des nations*. Paris, Flammarion, 1997.
- COLONOMOS, A. *Sociologie et science politique : les réseaux, théories et objets d'études*. In *RFSP*, 45, 1995.
- CONSTANTIN, E. *La transnationalité : de l'individu à l'État*. Paris : Economica, 1994.
- COTE, M. (dir), , *Le Sahara, cette autre Méditerranée*. Aix : Méditerranée, 2002.
- CROZIER, M. FRIEDBERG, E. *L'acteur et le système*. Paris : ED. Le Seuil, 1977.

## D

- DAKHLIA, J. *L'Oubli de la cité. La mémoire collective à l'épreuve du lignage dans le Jérid tunisien*. Paris : La Découverte, 1990.
- D'AQUINO, P. *Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante*. In *L'Espace Géographique*, N°1, 2002.
- DAVIS J. *Le système libyen, les tribus et la révolution*. Paris : Ed. PUF, 1990.
- DAWOD, H. *Tribus et pouvoirs en terre d'Islam*. Paris : Armand Colin, 2004.
- DEBARDIEUX, B. *Le lieu, fragment et symbole du territoire*. In *Espaces et Sociétés*, 82-83, 1995a.
- DEBARDIEUX, B. *Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique*. In *L'Espace Géographique*, 2, 1995b.
- DEBARBIEUX, B. *Le territoire : histoires en deux langues, Discours scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne*. Bordeaux : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1999.
- DE COCK, L. *Entre paternalisme, populisme et prophétisme*. Zaghuan : FTERSI, 2000.
- DEGENNE, A. et FORSE, M. *Les réseaux sociaux, une analyse structurale en sociologie*. Paris : AColin, 1994.
- DELAUNNAY, J.C. (dir.) *La mondialisation en questions*, Paris : L'Harmattan, 1999.
- DELACROIX, J. *The distributive state in the world system*. New-York : Studies in Comparative International Development, 1980.
- DHOUIB, A. *La région de Zarzis : l'occupation du sol avant 1880*. In *Les Cahiers de Tunisie*, N°23 -24, 1958.
- DHOUIB, A. *La région de Zarzis : contact européen et exploitation du sol de 1881 à 1959*, In *Les Cahiers de Tunisie*, N° 79-90, 1972.
- DHOUKAR, M. *Moulahadahat Hawla As Siyassa Al Iktissadiya Fi Libya Ala Dhaouwi Azmati An Nidham Ar Raîyî*. (Remarques autour des politiques économiques Libyennes à la lumière de la crise du système rentier). In *An Nahj*, N°12, Beyrouth, 2006.
- DI MEO, G. *L'homme, la société, l'espace*. Paris : Anthropos. Coll. Géographie, 1991.
- DI MEO, G. (dir.) *Les territoires du quotidien*. Paris : L'Harmattan, coll. Géographie sociale, 1996.
- DI MEO, G. *Géographie sociale et territoire*. Paris : Nathan, 1988.
- DI MEO, G. *De l'espace aux territoires*. Paris : Ed. SEDES, 1999.
- DI MEO, G. CASTAINGTS, J.P. DUCOURNAU, C. *Territoire, patrimoine et formation socio-spatiale*. In *Annales de Géographie*, 1993.

- DJAZIRI, M. *Etat et société en Libye*. Paris : l'Harmattan, 1996.
- DJAZIRI, M. *Libye : Kadhafi, l'Islam et les islamistes*. Paris : l'Harmattan, 1994.
- DJAZIRI, M. *Chronique Libyenne*. In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1991.
- DJAZIRI, M. *Les conditions d'une difficile et incertaine évolution politique*. In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXX, 1991.
- DOLLFUS, O. *La mondialisation*. Paris : Presses de Sciences-Po, 1997.
- DOMENACH H., GONIN P. (dir.), *Migration et environnement*. In *Revue Européenne des Migrations internationales*, 2002.
- DUJARDIN, Ph. (dir.), *Du groupe au réseau*. Paris, Ed. CNRS, 1988.
- DUKHEIM, E. *Leçons de Sociologie*. Paris : PUF, 1996.
- DUPUY, G. *L'urbanisme des réseaux. Théories et méthodes*. Paris : A. Colin, coll. U, 1992.
- DUVIGNAUD, J. *Une piste nouvelle*. In *La scène et la terre : internationale de l'imaginaire* N° 5, Paris 1995.

## E

- EJOUNI, M.H. *Mojtama'at ly'edhakira moujtama'at lyennesyan*, (Populations pour la mémoire et populations pour l'oubli). Tunis : Cérès édition, 1994
- EL KIB, N. *Foussoul Fi At Tarikh Al Libi*. (Chapitres de l'histoire libyenne). Tunis : M.A.L, 1982.
- EL KIKHIYA, M. *Libya's Qaddafi. The politics of contradiction*. Gainesville : University Press of Florida, 1997.
- ELIAS, N. *La société de Cour sous Louis XIV*. Paris : Flammarion, 1985.
- ELISSALDE, B. *Une géographie des territoires*. In *L'Information Géographique*, 2002.
- EL LAFI, J. *Organisation sociale d'une tribu du sud tunisien, les Twazin, à la veille du protectorat français (1850- 1881)*. Mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1976.
- ENNAIFAR, A. *Interdépendance. Échec d'une décolonisation à la française. La présence impossible de l'armée française en Tunisie entre 1956 et 1958*. Paris : Mémoire de DEA d'histoire de l'Afrique, université de Paris-I, Centre de recherches africaines (CRA), 2000.
- ETTYR, M.O. *Massiratou Tahdith Al Moujtamaâ Al Liby. Mouaâma Bâina Al Kadimi Wal Jadid* » (la Marche de la Modernisation de la Société Libyenne, une adéquation entre l'ancien et le nouveau). Beyrouth : Institut du Développement Arabe, 1992.
- ETTYR, M.O. *Foussoul Aan Al Moujtamaâ Ar Raâouwi Wat Tahaouwalat Al Mouâssira* » (Chapitres sur la société pastorale et les mutations contemporaines). Beyrouth : An Nahj, 2001.

## F

- FALQUE, M. *De l'espace au territoire*. In Options Méditerranéennes, 23, 1974.
- FANON, F. *Les Damnés de la terre*. Paris : Maspero, 1961.
- FARGE, P. *L'agriculture à Zarzis*. In Méditerranée, N° 4, 1973.
- FAURIE, P. (Commandant), *Du fellagisme au yousséfisme*. Paris : Centre des hautes études musulmanes (CHEAM), 1958.
- FEBVRE, L. *Géographie historique et géopolitique*. Paris : Revue Critique, 1929.
- FERHANY, A.K. *Kira'at Fi Afak At Tahdith Az Ziraî Fi Manatek As Souhoul Al Gharbiya*. (Lectures des perspectives de la rénovation agricole dans les régions des plaines occidentales). Tripoli : E.G.E.D.P, 2006.
- FILALI, M. *Les problèmes d'intégration posés par la sédentarisation des populations nomades et tribales*. Tunis : Revue tunisienne des Sciences sociales, 1966.
- FKIH, H. *Al Yaoumiyat Al Libiya*. (Le calendrier libyen). Tripoli : M.J.L.A, 1984.
- FOLLANA, C. *Vers une prise en compte du Sud dans le nouveau cadre de négociation des politiques migratoires*. Actes du Congrès de l'Association Française de Sociologie, Réseau Migrations et relations inter-ethniques dans un contexte de mondialisation, 2004.
- FONTAINE, J. *Les populations sahariennes*. In J. Fontaine (coord.), *Sociétés sahariennes entre mythes et développement*. Tours : Les Cahiers d'URBAMA, 1996.
- FORGET, PH. POLYCARPE, G. *Le réseau et l'infini*. Paris : Économica, 1997.
- FOSSAERT, R. *La question nationale et après ?* Paris : La Découverte, 1994.
- FOTTORINO, E. *La piste blanche, L'Afrique sous l'emprise de la drogue*. Paris : Balland, 2000.
- FOUCHER, M. *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Paris : Fayard, 1988.
- FOURNY, M.Ch. (dir.) *Le rapport à la frontière et la construction d'espaces transfrontaliers*. Grenoble : Territoires, UMR PACTE, , 2003.
- FOURNY M.Ch. *De la frontière naturelle à la nature comme lien transfrontalier. Du rôle et de la place de l'environnement et du milieu dans les coopérations transfrontalières* ». In Espaces et Cultures, 2006.
- FREMONT, A. *La région, espace vécu*. Paris : PUF, 1976.
- FREMONT A. CHEVALIER J. HERIN R. RENARD J. *Géographie sociale*. Paris : Ed. Masson, , 1984.
- FRIEDBERG, E. *Le pouvoir et la règle*. Paris : Coll. Sociologie, Ed. Seuil, 1993.



## G

- GABORIT, M. *Les Stratégies des acteurs de la Chinafrique sur les territoires africains et chinois*. Mémoire de Master, Université de Paris VIII, 2007.
- GACHAT, M.S. *Khelifa Ben Askar, Mina Ath Thaoura Ila Al Istisslam*. (Khelifa Ben Askar, de la révolte à la soumission). Damas : Dar Al Magrab Al Arabi, 2001.
- GARDET, G. L. *Les hommes de l'islam*. Paris : Ed. Complexe, 1984
- GAUDIN, J. P. *Pourquoi la gouvernance ?* Paris : Ed. Sciences Po, 2002.
- GAULME, F. *Tribus, ethnies, frontières*. Paris : La Documentation française, 1992.
- GAUTIER, E.F. *L'Islamisation de l'Afrique du Nord. Les siècles obscurs du Maghreb*. Paris : Payot, 1927.
- GAY, J. C. *Les discontinuités spatiales*. Paris : Coll. Géo Poche, Economica, 1995.
- GEERTZ, C. *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*. Paris : PUF, 1986.
- GEERTZ, C. *Du point de vue de l'indigène : sur la nature de la compréhension anthropologique*. Paris : Presses Universitaires Françaises, 1986.
- GELLNER, E. *Nation et nationalisme*. Paris : Payot, 1989.
- GEORGE, P. *Le temps géographique*. In Cahiers de géographie de Québec, N° 11, 1967.
- GEORGE, P. VERGER, F. *Dictionnaire de la géographie*. Paris : Presses Universitaires de France, 1990.
- GHALIOUN, B. *Le Monde arabe, l'Etat contre la Nation*. Paris : La Découverte, Essais, 1991.
- GHOEWILA, B. *Tahawoulat Az Ziraâ Fel Jamahiriya : Al Makasseb Al Iktissadiya Wat Tahadiyat Al Haykaliya*. (Les mutations de l'agriculture dans la Jamahiriya : les acquis économiques et les enjeux structurels). Tripoli : Dar Al Ajyal, 2005.
- GHRABI, M.H. *Malameh men tarikhi tataouine*. (Aspects de l'Histoire de Tataouine). Tunis : Ed. FIKS, 1996.
- GODELIER, M. *La production des grands hommes*. Paris : Flammarion, 2003.
- GODELIER, M. *L'énigme du don*. Paris : Fayard, 1997.
- GODELIER, M. *Métamorphose de la parenté*. Paris : Fayard, 2004.
- GOLDSCHMIDT, E. *Migrants congolais en route vers l'Europe*. In Temps modernes, 2002.
- GOTMAN, A. *Le sens de l'hospitalité*. Paris : PUF, 2001.
- GOTTMANN, J. *La politique des Etats et leur géographie*. Paris : A. Colin, 1952.
- GREGOIRE E. *Touaregs du Niger, le destin d'un mythe*. Paris : Karthala, 1999.

GONIN, P et RENARD, J.P Frontières et métamorphisme de contact. In Frontières et diasporas, Altérité et civilité, Florence, 1992.

GOUIDER, F. *Ad Dimoukratiya Fi Fikr Moammar Al Kadhafi*. (La démocratie dans la pensée de Moammar Al Kadhafi). Tripoli : E.G.E.D.P, 1983.

GRESH, A. (dir.) *A l'Est, les nationalismes contre la démocratie ?* Paris : Éd. Complexe, 1993.

GREGOIRE, E. SCHMITZ, J. *Monde arabe et Afrique noire : permanences et nouveaux liens*. In Autrepart, N°16, 2000.

GRIBAUDI, M. (dir.) *Espaces, temporalités, stratifications. Exercices sur les réseaux sociaux*. Paris : EHESS, 1998.

GUICHONNET, P. RAFFESTIN, C. *Géographie des frontières*. Paris : PUF, 1974.

GUYADER, K. *La propriété collective en territoires militaires*. Paris : Document CHEAM, 1938.

## H

HAMMOUDI, A. *Maîtres et disciples. Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes*. Paris : Maisonneuve et Larose, 2001.

HAMZA, H.R. *L'Etat dans la pensée Bourguibienne*. Zaghuan : FTERSI, 2001.

HAMZA, H.R. *Habib Bourguiba et Mustepha Kemal, gallicanisme, laïcisme et Islam dans la Tunisie et la Turquie contemporaines*. Zaghuan : FTERSI, 1998.

HANCOCK, C. *L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste*. Angers : Presses de l'Université d'Angers, 2004.

HANNOYER, J. *L'hospitalité, économie de la violence*. In Maghreb-Machrek N°123, 1989.

HARIRI, M. *Le système libyen de contrôle juridictionnel de l'administration à travers l'unité de juridiction*. Université des sciences sociales de Grenoble. Thèse de Doctorat, 1985.

HARIRI, I.S. *Al Isstiïmaar Al Isstitani Fi Libya*. (Le colonialisme implantationniste en Libye). Tripoli : C.E.J.L.C.I.I, 1983.

HARTOG, F. REVEL, J. (dir.) *Les usages politiques du passé*. Paris : Ed. EHESS, 2001.

HAUSHOFER, K. *De la géopolitique*. Paris : Fayard, 1986.

HÉNIA, A. *Villes et territoires au Maghreb : mode d'articulation et formes de représentation*. Tunis, Bulletin de IRMC, 1997.

HERITIER, F. (dir.), *De la violence*. Paris : Odile Jacob, 1996.

HIBOU, B. *Les marges de manœuvre d'un bon élève économique : la Tunisie de Ben Ali*. In Les Etudes du CERI, n°60, décembre 1999.

- HIBOU, B. *Tunisie : le coût d'un « miracle »*. In *Critiques internationales*, N°4, 1999.
- HIBOU, B. et MARTINEZ, L. *Le Partenariat Euro-Maghrébin : un mariage blanc?*. In *Les Études du CERI*, N° 47, 1998.
- HOBSBAWM, E. *Nations et nationalisme*. Paris : Gallimard, 1992.
- HOERNER, J. M. *Géopolitique des territoires: de l'espace approprié à la suprématie des Etats-Nations*. Perpignan : P.U. coll. Etudes, 1996.
- HORRI, N. *Les tribus nomades en Tunisie pendant le protectorat français (1881-1956)*. Paris : Mémoire de maîtrise, université de Paris-I, 1998.

## I

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (Tunisie) - *Recensement général de la population et des logements : population par division. Gouvernorat de Médénine*, 1975.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (Tunisie) - *Recensement général de la population et de l'habitat*, 1994
- IONESCO, T. *Suggestions pour une stratégie de développement des zones pastorales arides et désertiques de Tunisie*. Paris, Options méditerranéennes, 1975.
- ISNARD, H. *L'espace géographique*. Paris : Puf, Coll. Sup, 1978.

## J

- JOFFE, G. *Qadhafi's Islam in Local Historical Perspective*. New-York : St. Martin's Press, 1995.

## K

- KHADDURI, M. *Modern Libya, a study in political development*. Baltimore : Johns Hopkins Press, 1963.
- KHALDOUN, A. *Les mutations récentes de la région steppique d'El-Aricha. Nouvelles formes d'appropriation et de gestion de l'espace et des ressources pastorales. Parcours demain*, 1995.
- KHALDOUN, A. *La création de périmètres de mise en valeur et ses conséquences sur l'espace et la société pastorale dans la région des hautes plaines occidentales : diversité, fonctionnement et contraintes*. Montpellier : Options méditerranéennes, 1997.
- KHATELLI, H. *Recherches stationnelles sur la désertification dans la Jeffara (Tunisie) : dynamique de l'érosion éolienne*. Paris : Thèse de 3ème cycle. Université Paris I, 1981.
- KHATELLI, H. *Contribution à l'étude de la dynamique des dunes dans les parcours du Sud tunisien*. Jerba : Séminaire IRA/UNESCO sur « Les problèmes de l'érosion éolienne dans les zones prédésertiques », 1983.

KHATELLI, H. et NOVIKOFF, G. (1983) : "Résultats préliminaires sur les travaux de lutte contre l'érosion éolienne dans les terres cultivées en céréales de la Jeffara tunisienne. Jerba : Séminaire IRA/UNESCO sur « Les problèmes de l'érosion éolienne dans les zones prédésertiques », 1983.

KHAWJALI, M.M. *At Tahawoulat Fi Waki' Al Badouw War Rouâat Fel Jamahiriya Al Odhma, Dirassa Mawki'ya*. (Les mutations de la réalité des nomades et des pasteurs dans la Grande Jamahiriya, étude de sites). Tripoli : Markaz Al Bouhouth Al Entajiya, 1991.

KHIARI, S et LAMLOUM, O, *Tunisie, des élections en trompe-l'œil*. In Politique africaine, n°76, décembre 1999.

KOLSI, S. *Les contrats passés par les sociétés de recouvrement de créances avec leurs clients*. In Mélanges en l'honneur de Habib Ayadi, Tunis, CPU, 2000.

KORINMAN, M. RONAI, M. *Les idéologies du territoire*. Paris : Fayard, 1978.

KORINMAN, M. CARRACIOLO, R. *Les fractures de l'Occident. Éléments de géopolitique*. Paris : La découverte, 1994.

KRICHEN, A. *Le syndrome Bourguiba*. Tunis : CERES-Production, 1992.

KSONTINI, K. *Al Aryaf Al Mahalliya Wal Raasmaliya Al Isstimariya, 1882-1929*. (Le monde rural et le capitalisme colonial, 1882 – 1929). Tunis : Publ. Faculté des Lettres de la Mannouba, 1992.

KUNTZ, J. *Adieu à Terminus. Réflexions sur les frontières d'un monde globalisé*. Paris : Hachette, 2004.

## L

LABASSE, J. *L'organisation de l'espace*. Paris : Hermann, 1966.

LABIADH, S. *An Nassij Al Kabali Fi Chebhi Jazirati Zarzis : Kiraât Naqdiya Fi Baâdhi Al Watahaïki Al Firannssiya*. (Le tissu tribal dans la péninsule de Zarzis : Lecture critique dans certains documents français). Zarzis : Ed. A.S .P, 1995.

LABIB, T. *Al ana wal akhar fi athakafa al arabiya*. (Le "Je" et l'autre dans la culture arabe), Beyrouth : Markez dirassat al wehda al arabiya, 1999.

LACHIHEB, N. *Mutation des structures foncières et les pratiques agro-pastorales en milieu aride : cas de Neffatia*. Mémoire de fin d'études ingénieur, IRA Médénine, 1990.

LACOSTE, Y. *Dictionnaire géopolitique des états*. Paris : Flammarion, 1997.

LACOSTE, Y. *Questions de géopolitique : l'Islam, la mer, l'Afrique*. Paris : Librairie générale française, 1988.

LACOSTE, Y. *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*. Paris : La Découverte, 1976.

- LACOSTE, Y. *Vive la nation : destin d'une idée géopolitique*. Paris : Fayard, 1998.
- LACOUR, C. PUISSANT, S. *Géographie appliquée et science des territoires*. Paris : Economica, 1992.
- LAFARGE, R. *Territoires au pluriel : projets et acteurs en recompositions*. In *L'information géographique*, 2002.
- LAFAY, G. *Nations et mondialisation*. Paris : Économica, 1999.
- LAFOURCADE, M. *La frontière des origines à nos jours*. Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 1998.
- LAGROYE, J. *Sociologie politique*. Paris : Presses FNSP/Dalloz, 1991.
- LAHMAR, M. *Du mouton à l'olivier*. Tunis : Ceres Production, 1984.
- LAHMAR, M. *Crise du pastoralisme et projets de développement de l'élevage en milieu steppique dans le Sud tunisien*. Montpellier : Thèse Master of Science, CIHEAM-IAM, 1988.
- LAROUI, A. *L'État dans le monde arabe contemporain : éléments d'une problématique*. Louvain-la-Neuve, Cahiers du CERMAC, 1981.
- LAROUI, A. *L'impact du secteur informel sur le milieu rural au Maghreb*. Paris : Ed. CNRS, 1987.
- LAROUSSE, K. *Commerce informel et nomadisme moderne : Etude de cas transfrontalier tuniso-libyen*. In Colloque « Espaces- frontières et dynamiques socio- culturelles au Maghreb », IRMC , Sidi Bou Saïd, 1995.
- LAROUI, A. *Islam et histoire. Essai d'épistémologie*. Paris : Albin Michel, 1996.
- LAUTIER, B. *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris : La Découverte, 1994.
- LAVERGNE, M. DUVIGNEAU, G. *Monde arabe, le retour du local*. In *Peuples Méditerranéens*, 1995.
- LE BERRE, M. *Territoire*. Paris : Économica, 1992.
- LECA, J. et SCHEMEIL, Y. *Clientélisme et Patrimonialisme dans le Monde Arabe*. In *International Political Review*, 1983.
- LEFEBVRE, H. *La révolution urbaine*. Paris : Gallimard, 1970.
- LEFEBVRE, H. *La production de l'espace*. Paris : Anthropos, 3ème édition , 1986.
- LEGROS, O. *Du Village oasien à la petite ville : Souk Lahad (Sud Tunisien)*. Mémoire de Maîtrise, Université de Tours, 1991.
- LEMOIGNE, J. L. *La théorie du système général, théorie de la modélisation*. Paris : PUF, 1984.
- LEVY, J. LUSSAULT, M. (dir) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, 2003.



- LEVY, J. *Le tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*. Paris : Belin, 2000.
- LEVY, J. *L'espace légitime sur la dimension géographique de la fonction politique*. Paris : Presses de la FNSP 1994.
- LEVY, J. *A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ?* In *Espaces Temps*, 1991.
- LEYSSIR, F. *Al Isstimar Al Firanssi Wa Kabaiel Akssa Al Janoub At Tounissi : Mithal Al Ouderna*. (La colonisation française et les tribus de l'extrême Sud tunisien : l'exemple des Oudernas). Tunis : PUT, 1996.
- LEYSSIR, F. *Najaâ Werghemma Tahta Al Idara Al Asskariya* (La confédération des Werghemmas sous le régime militaire). Zaghouan : PCTH, 1997.
- L'HERITEAU, M. *Endettement et ajustement structurel : la nouvelle canonnière*. In *Tiers-Monde*, XXIII, ), 1982.
- LILLI, W HARTIG, R. *Le rôle des aspects culturels et interactionnels dans la définition collective de l'identité régionale*. Toulouse : Presses Universitaires de Toulouse Le Mirail, 1995.
- LIN, Y. *Yiwu: le carrefour du « made in China »*. Outre-Terre, 2006.
- LOROT, P. *Histoire de la géopolitique*. Paris : Économica, 1995.
- LOUIS, A. *Nomades d'hier et d'aujourd'hui dans le Sud Tunisien*. Paris : Edisud, 1979.
- LOUIS, A. *Douiret : étrange cité berbère du sud tunisien*. Paris : Ed. CNRS, 1975.
- LOUIS, A. *Tunisie du sud, Ksars et villages de crêtes*. Paris : Ed. CNRS, 1975.
- LOUIS, A. *Bibliographie ethno-sociologique de la Tunisie*. Tunis : Ed. IBLA, 1977.
- LUCIANI, G. *The oil rent, the fiscal crisis of the state and democratization* », Londres : I.B.Tauris, 1994.
- LUSSAULT, M. *L'usage, la communication et le géographe*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 1995.
- LUSSAULT (M), *L'espace en actions. De la dimension spatiale des politiques urbaines*. Tours : Université François-Rabelais, 1996.
- LUSSAULT, M. *L'espace pris aux mots*. Paris : Gallimard, 1997.
- LUSSAULT, M. *Action(s) !* Paris : Belin, , 2000.

## M

- MAALOUF, A. *Les Identités meurtrières*. Paris : Grasset, 1998.
- MABRO, R. *La Libye, un État rentier ?* Londres : I.B.Tauris, 1969.
- MAHDI, M. *Le statut collectif des parcours entre le consensus de la collectivité et l'action individualisée*. Montpellier : Options méditerranéennes, 1997.

- MAHDI, M. *Les parcours collectifs : gestion locale et mutations en cours*. Montpellier : Parcours demain, 1995.
- MAHJOUBI, A. *L'établissement du protectorat français en Tunisie*. Tunis : Publications de l'Université de Tunis, 1977.
- MARCOU, G. HENRI JACQUOT, H.(dir.), *L'urbanisme transfrontalier. Droits et pratiques*. Paris : L'Harmattan, 1997.
- MARTEL, A. *Les confins saharo- tripolitains de la Tunisie ( 1881-1911)*. Paris : PUF, 2 tomes, 1965.
- MARTEL, A. *La Libye 1835-1990, essai de géopolitique historique*. Paris : PUF, 1991.
- MARTY, G. *A Tunis : Eléments allogènes et activités professionnelles*. In IBLA, 42, Tunis, 1948.
- MARZOUKI, I. *Pour une étude du changement social dans les tribus berbères*. In IBLA, 158, Tunis, 1986.
- MARZOUGUI, M. *Dimaâ Ala Al Houdoud*. (Du sang à la frontière). Tunis : M.T.E, 1975.
- MARZOUGUI, M. *Maâ Al Badouw Fi Helliheem Wa Terhalihem*. (Avec les nomades dans leur campement et dans leur mouvance). Tunis : M.T.E, 1984.
- MAYAR, A. et YAZOURI, A. *Tarikhoul Libya Moundhou Akdami Al Oussour*. (Histoire de la Libye depuis les temps anciens). Tripoli : Dar Al Ferjani, 2003.
- MAYER, A. *Le droit musulman en Libye à l'âge du Livre Vert*. In Maghreb-Machrek, n°93, 1983.
- MEAT-DGAT *Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire National. Etude Stratégique*. Dirasset-Groupe Huit-IGIP. Bilan-diagnostic- Rapport de première phase, 1997.
- MEDARD, J. F. *L'État néo-patrimonial en Afrique noire*. Paris : Karthala, 1991.
- MEHADHBI, M. *L'affaire Lockerbie et les principes du droit international*. Tripoli : Maison d'Édition, de Distribution et d'Information, 1996.
- MEMMI, A. *Portrait du colonisé*. Paris : Gallimard, 1957.
- MENJOT, D. *Les villes-frontières. Moyen Âge-Époque moderne*. Paris : L'Harmattan, 1996.
- MENOUILLARD, H. *Zarzis, monographie du territoire des Accaras*. In Bulletin de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, 1912.
- MEZOUGH, A. *Mafhoum Al Idara Ach Chaâbiya*. (Le concept de la gestion populaire). Tripoli : C.M.E.R.L.V, 1984.
- Ministère de l'Équipement, D.G.A.U. *Zarzis : plan d'aménagement*, 1990.
- Ministère de l'Équipement, Direction de l'Urbanisme - *Zone d'extension du centre de Zarzis*, 1994.

MIOSSEC, J. M. *Identité tunisienne : de la personnalité géographique d'un pays du Maghreb, du monde arabo-islamique et de la Méditerranée*. Paris : A. Colin, 1999.

MOKNI, N. *Secteur informel : le bonheur des uns, le malheur des autres*. Tunis : Enquête réalisée au sein de l'institut Arabe des Chefs d'Entreprise (IACE), 2000.

MONTAGNE, R. *La Civilisation du désert*. Paris : Hachette, 1946.

MOREAU, P. *Le problème du nomadisme dans le Sud Tunisien*. In *l'Afrique et l'Asie*, Paris, 1950.

MOSRATY, A.M. *Mouarrikhouna Men Libya, Mouallafatihom Wa Manahijihom, Aardh Wa Dirassa Nakdiya*. (Historiens de Libye, leurs écrits et leurs méthodes. Exposé et étude critique). Tripoli : S.N.E, 1977.

MOULIN, B. (dir.), *La ville et ses frontières. De la ségrégation sociale à l'ethnisation des rapports sociaux*. Paris, Karthala, 2001.

MUCCHIELLI, R., , *L'identité*. Paris : PUF, Paris, 1986.

M'ZABI, H. *Le Sud-Est tunisien : géographie d'une région fragile, marginale et dépendante*. Tunis : Publ. FSHS, 1993.

M'ZABI, H. *La croissance urbaine accélérée à Jerba et ses conséquences sur la vie des relations avec l'extérieur*. Tunis : Publ. Université de Tunis, 1987.

## N

NACIRI, M. *Villes et frontières au Maghreb*. In *Colloque Espaces- frontières et dynamiques socio- culturelles au Maghreb*, IRMC , Sidi Bou Saïd, 1995.

NASR, N. *Systèmes agraires et organisations spatiales en milieu aride : cas d'El Ferch et du Dahar de Chenini. Guermessa (Sud-Est tunisien)*. Montpellier : Thèse de doctorat, Université Paul Valéry, 1993.

NASR, N. *Du Miaad aux conseils, pour la gestion des terres collectives : une transition manquée*. Séminaire International Réseau Parcours, Tabarka, 1995.

NASR, N. MEDOUNI, Y. LALAOUI-RACHIDI, Y. BEN SALEM, M. BENISSAD, D. *Les systèmes d'élevage et l'exploitation des parcours collectifs en zones arides : cas d'El-Ouara de Tataouine (sud-est tunisien)*. Montpellier : Documents de Travail ICRA / IRA, 1995.

NAY, O. *La région, une institution. La représentation, le pouvoir et la règle dans l'espace régional*. Paris : L'Harmattan, 1997.

NEVEU C. (dir.) : *Nations, frontières et immigration en Europe*. Paris : L'Harmattan, 1995.

NORDMAN, D. *Frontières de France*. Paris : Gallimard, 1998.

## O

OTAYEK, R. *La politique africaine de la Libye*. Paris : Karthala, 1987.

OUANNES, M. *Les Comités révolutionnaires : Mouvement social ou expression clientéliste ?*  
In Revue tunisienne de sciences sociales, N° 116, , 1994.

## P

PAELINCK, J. *Une axiomatique économique de l'espace géographique*. Paris : Economica, 1992.

PAILLIART, I. *Espaces, représentations, identités : quelles problématiques ?* Toulouse, Sciences de la Société, N° 35, 1995.

PALIDDA, M. *La criminalisation des migrants*, In Actes de la recherche en sciences sociales, 129, 1999.

PAUL-LEVY, F. SEGAUD, M. *Anthropologie de l'espace*. Paris : CCI, 1983.

PECQUEUR, B. *Processus cognitifs et construction des territoires économiques*. Paris : L'Harmattan, 1996.

PINCHEMEL, P. *La face de la terre*. Paris : A. Colin, 1997.

PELLEGRINO, P. *Le sens de l'espace. Les Grammaires et les Figures de l'Etendue*. Paris : Anthropos, 2003.

PERALDI, M. (dir), *L'économie de bazar dans les métropoles euroméditerranéennes : activités marchandes informelles, réseaux migrants transfrontaliers, centralités commerciales et codes d'honneur*. Paris : Rapport final de recherche, Commission Européenne (DG12), 2001.

PERALDI, M. (dir.), *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*. Paris : Maisonneuve et Larose, 2001.

PERALDI, M. *La rente et le bazar*. In Mediterraneans, N°13, 2002.

PERALDI, M. (dir.), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*. Paris : Maisonneuve et Larose, 2002.

PERALDI, M. TARRIUS, A. (dir), , *Marseille et ses étrangers*. In Revue européenne des Migrations Internationales, N°1, 1995.

PIVETEAU, J. L. *Temps de territoire*. Carouge-Genève : Editions Zoé, 1995a.

PIVETEAU, J. L. *Le territoire est-il un lieu de mémoire?* In L'Espace Géographique, 2, 1995b.

POLI, R. *Le concept de circulation dans l'espace européen du football professionnel. Réseaux et trajectoires migratoires des joueurs africains.* In Colloque Circulations et territoires dans la migration internationale, Université de Toulouse Le Mirail, 2005.

POLLMANN., C. *La frontière : horizon indépassable de l'humanité ou pouvoir objectivé ?* In Revue de droit public, 2, 1999.

PONCET, J. *La colonisation et l'agriculture européenne en Tunisie depuis 1881.* Paris : Mouton & Co, 1961.

PONCET, J. *Paysages et problèmes ruraux en Tunisie.* Paris : PUF, 1962.

PORTES, A. *La mondialisation par le bas, l'émergence des communautés transnationales.* In Actes de la recherche en sciences sociales, 129, 1999.

POULANTZAS, N. *L'État, le pouvoir, le socialisme.* Paris : PUF, 1981.

PLIEZ, O. *Géopolitique des migrations en Libye depuis les années 1970,* Paris : P.U. coll. Etudes, 2004.

PLIEZ, O. *Villes du Sahara, urbanisation et urbanité dans le Fezzan libyen.* Paris : CNRS Editions, coll. Espaces et territoires, 2003.

PLIEZ, O. *Nomades d'hier, nomades d'aujourd'hui, Les migrants africains réactivent-ils les territoires nomades au Sahara ?* In Annales de Géographie, 2006.

PLIEZ, O. (dir.) *La Nouvelle Libye, Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo.* Paris: Karthala, 2004.

PRADEAU, Ch. *Jeux et enjeux des frontières, essai de géographie générale.* Bordeaux : PUB, 1994.

PRADIER, J.M. *Ethnoscénologie : La chaire de l'esprit.* Paris : L'Harmattan, 1998.

PROST, G. *L'émigration chez les Matmatas et les Oudernas.* In C.T, N° 10, Tunis, 1955.

PUCELLE, J. *Le temps.* Paris : PUF, 1972.

## Q

QUERE, L. *Jeux interdits à la frontière : essai sur les mouvements régionaux.* Paris : ANTHROPOS, 1978.

QURAÏCHI, Z.M, *Houkouk Al Inssan Fel Jamahiriya.* (Les droits de l'Homme dans la Jamahiriya), Beyrouth : Dar As Sahaouwa, 1991.

## R

RACINE, J. B. *L'espace, territoires et invention de l'avenir.* In L'espace, Université de Lausanne, Payot, Revue Géographie et Cultures, L'Harmattan, N° Spécial « le territoire » N° 20, 1996.



- RAFFESTIN, C. *Autour de la fonction sociale de la frontière*. In *Revue Espaces et société*, N° 70-71), 1985.
- RAFFESTIN, C. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Librairies techniques, 1980.
- RAFFESTIN, C. *Géopolitique et histoire*. Paris : Payot, 1995.
- RAFFESTIN C. *Ecogenèse territoriale et territorialité*. Paris : Fayard, 1986.
- RAFFESTIN, C. GUICHONNET. P. *Géographie des frontières*. Paris : P.U.F., 1974.
- RAMONET, I. *Géopolitique du Chaos*. Paris : Galilée, 1997.
- RATTI, R. *Théorie du développement des régions-frontières*. Fribourg : Centre de recherches en économie de l'espace, 1992.
- REICH, R. *L'économie mondialisée*. Paris : Dunod, 1993.
- REITEL, B. ZANDER, P. PIERMAY, J.L. RENARD J.(coord.), *Villes et frontières*, Paris : Anthropos, Coll. Villes, 2002.
- REITEL, B. *La frontière nationale comme enjeu de la recomposition territoriale dans l'Union européenne : les réseaux de circulation dans l'agglomération trinationale de Bâle*. Actes du colloque « Réseaux et territoires. Recomposition des territoires », 2002.
- REITEL, B. *La frontière, un objet géographique révélateur de changements spatiaux*. Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 2000.
- REMY, J. *Sociologie urbaine et rurale. L'espace et l'agir*. Paris : L'Harmattan, 1998.
- RENAN, E. *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris : Presses Pocket, 1992.
- RENARD, J.P. (dir.), *Le géographe et les frontières*. Paris : L'Harmattan, 1997.
- RENARD, J.P. (dir.), *La frontière : limite politique majeure, mais aussi aire de transition*. Paris : SEDES, 2002.
- RENARD, J.P. PICOUËT, P. *Frontières et territoires*. Paris : La Documentation française, 1993.
- RICCA, S. *La migration internationale en Afrique*. Paris : L'Harmattan, 1990.
- R'GUIG, F. *Al Hejjra Was Sakan Fi Ben Guerdane*. Tunis : Publ. Université de Tunis, 1985.
- RODRIGO, J.M. *Le Sentier de l'audace : les organisations populaires à la conquête du Pérou*. Paris : L'Harmattan, 1990.
- ROMAN, Y. *La frontière, Séminaire de recherche*. Lyon : Ed. Maison de l'Orient, 1993.
- RONCAYOLO, M. *La ville et ses territoires*. Paris : Gallimard, Folio, Essais, 1982.
- RONCAYOLO, M. *Territoire et territorialité*. Paris : Presses de l'ENS, 1983.
- ROUSSELLE, A. *Frontières terrestres, frontières célestes dans l'Antiquité*. Perpignan : Presse Universitaire de Perpignan, 1995.

ROYER, J. *L'urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux*. Paris : Delavance Editeur, 1932.

RUFIN, J.C. *L'empire et les nouveaux barbares*. Paris : Lattès, 1991.

RUPNIK, J. *Le déchirement des nations*. Paris : Le Seuil, 1995.

## S

SAEZ J.P. *Identités, cultures et territoires*. Paris : Desclée de Brouwer, 1995.

SAHLINS, P. *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVIIe siècle*. Paris : Belin, 1996.

SALAMÉ, Gh. *Democracy without Democrats? The Renewal of Politics in the Muslim World*. Londres : I.B.Tauris, 1994.

SANTOS, M. Espace et domination : une approche marxiste. In *Revue Internationale des Sciences Sociales*, N° 2, UNESCO, Paris, 1975a.

SANTOS, M. *L'espace partagé. Les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*. Paris : Librairies Techniques, 1975b.

SAYAD, A. *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Bruxelles : De Boeck-Wesmael, 1991.

SAYAH, M. *Habib Bourguiba, ma vie, mon œuvre*. Paris : PLON, 1987.

SAYAH, M. *Le nouvel Etat*. Tunis : Dar El Amal, 1962.

SEKLANI, M. *Economies et population du Sud Tunisien*. Paris : Ed. CNRS, 1976.

SEURAT, M. *Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli (Liban) : étude d'une Açabiyya urbaine*. In *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*. Beyrouth : CERMOC, 1985.

SIGNOLES, P. *L'espace tunisien: capitale et Etat-région*. In *URBAMA*, CNRS, Tours, Fasc 14-15, 1985.

SIGNOLES, P, BELHEDI, A, MIOSSEC, J.M et DLALA H *Tunis, évolution et fonctionnement de l'espace urbain*. ERA 706, CNRS, Tours-CIEM Poitiers, Fasc 6, 1980.

SIGNOLES, P. *Acteurs publics et acteurs privés dans le développement des villes du monde arabe*. In *L'urbain dans le monde arabe : Politiques, instruments et acteurs*, sous la direction de P. Signoles, G. El Kadi et R. Sidi Boumedine, CNRS Editions, Paris, 1999.

SIMONIN, J. *Communications médiatisées et territoire insulaire : le cas de l'île de la Réunion*. Communication au Colloque : Géographie, information et communication. Toulouse : GRESOC, 1994.

SOBAH, S. *La Libye clôt le « Livre Vert »*. In *ARABIES*, N° 70, 1992.

SPIGA, S. *Tamanrasset, capitale du Hoggar : mythes et réalités*. In *Méditerranée*, , 2002.

SRAÏEB, N. *Image d'émigrés à travers trois poésies chantées des Abid Ghbonton*. Tunis : CERES, 6, 1987.

SWAAN, A. *Sous l'aile protectrice de l'État*. Paris : P.U.F., 1995.

## T

TAÂMALLAH, K. *Al Wadhaâ Ad Dimoughrafi Was Siyassi Lihejrati Oummal Al Janoub At Tounissi*. (La condition démographique et politique de l'immigration des ouvriers du Sud Tunisien). Beyrouth : Majallet Dirassat Doualiya, 27, 1996.

TAÏEB KERCHID, A. *Al Manatek Al Houdoudiya Bel Maghrab Al Arabi, Massarat Binaa Al Houwiya Wa Entaj Al Khoussoussiya Wat Tawassoul*. (Les régions frontalières au Maghreb Arabe, Les processus d'édification identitaire et la production des spécificités et de la continuité). Tunis : Cahiers du CERES, 2007.

TAÏEB KERCHID, A. *Kanouniyatou Wala Kanouniyati Al Hejra Fel Âahd Al Bouguibi*. (Légalité et illégalité de l'immigration sous l'Ere de Bourguiba). Zaghouan : Fondation Temimi et Fondation K. Adenauer, 2004.

TALBI, K. *Intégration des données multisources pour l'étude de la dynamique des paysages arides : cas des oasis de Fatnassa/ Béchri (presqu'île de Kébili)*. Médenine : Mémoire de fin d'études d'Ingénieur. Laboratoire de Télédétection et de l'Information Géographique. IRA, 2000.

TALBI, M. *Contribution à l'étude de la désertification par télédétection dans la Jeffara (Sud-Est tunisien)*. Tunis : Thèse de Doctorat en Géographie. Université de Tunis I, 1993.

TARIH CHARAF, A. *Jaghrafiatou Libya*. (Géographie de la Libye). Alexandrie : Markaz Al Iskandariya Lel Kitab, 1996.

TARIQ R. (dir.) *Les territoires de l'identité*. Paris : L'Harmattan, coll. Villes plurielles, 1999.

TARRIUS, A. *Les fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*. Paris : L'Harmattan, 1992.

TARRIUS, A. *Territoires circulatoires et espaces urbains, Différenciation des groupes migrants*. Paris : L'Harmattan, 1992.

TARRIUS, A. *Territoires circulatoires des entrepreneurs commerciaux maghrébins de Marseille : du commerce communautaire aux réseaux de l'économie souterraine mondiale*. In *Journal des anthropologues*, N°59, 1995.

TARRIUS, A. *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris : Balland, 2002.

- TCHAYJI, A. *Al Mass'ala At Tounoussiya Wa Siyassa Al Outhmaniya*. (La question tunisienne et la politique ottomane). Beyrouth : Dar Al Maâref, 1992.
- TEKARI, B. *Du Cheikh à l'Omda : institution locale traditionnelle et intégration partisane*. Tunis : Publication Faculté de Droit, 1981.
- TELLISSY, K.M. *Moôjam Mâarek Al Jihad Al Liby*. (Encyclopédie des batailles du Jihad Libyen). Beyrouth : Dar Ath Athakafa Al Chaâbiya, 1992.
- TIMOUMI, H. *Khawater Hawla Dawri Al Aryaff Fel Haraka Al Watanitah At Tounoussiya*. (Réflexions autour du rôle du monde rural dans mouvement nationaliste). Tunis : Rawafed, 1995.
- TORKI, M.A. *Al Jawaneb An Naffssiya Lel Houdoud*. Tunis : Âalam Al Fekr, 4, 2004.
- TOUMI, M. *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris : PUF, 1989.
- TOURAINÉ, A. *Production de la société*. Paris : Seuil, 1973.
- TRIAUD, J. L. *Les métamorphoses d'une confrérie : le cas de la Sanoussiya*. In S. Ferchiou (dir.), *L'Islam pluriel au Maghreb*. Paris : éd. CNES, , 1996.
- TRIAUD, J. L. *La légende noire de la Sanûssiya*. Paris : éd. MSH, 1995.

## U - V

- VALENSI, L. *Fellahs tunisiens : l'économie rurale et la vie des campagnes au XVIIIème et au XIXème siècles*. Paris : PUF, 1977.
- VALENSI, L. *La Tour de Babel : groupes et relations ethniques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*. Paris : A. Colin, 1986.
- VALLAUX, C. *Géographie sociale. Le sol et l'État*. Paris : Doin, 1911.
- VANDEWALLE, D. *Libya since Independence. Oil and State-buiding*. Ithaca : Cornell University Press, 1998.
- VANDEWALLE, D. *Qadhafi's Perestroika : Economic and political Liberalization in Libya*. In *The Middle East Journal*, 45, 1991.
- VANDEWALLE, D. *The Failure of libéralization in the Jamahiriyya*. New-York : St Martin's Ed. 1995.
- VANIER, M. *Recomposition territoriale : la voie française*. In *L'information géographique*, 2002
- VELTZ, P. *Mondialisation, villes et territoires, l'économie d'archipel*. Paris : P.U.F., 1996.
- VENDRYES, P. *Vers la théorie de l'homme*. Paris, PUF, 1973.
- VIDAL DE LA BLACHE, P. *La géographie politique. A propos des écrits de Monsieur Frédéric Ratzel*. In *Annales de Géographie*, 1898.

VIEILLE, P. *El Kadhafi et le discours utopique de l'Islam*. Tripoli : C.M.E.R.L.V, 1981.

VINCENT, J. F. DORY, D. et VERDIER, R (dir) *La construction religieuse du territoire*. Paris : L'Harmattan, 1995.

## **W – X - Y**

WALLIS, R. *Le temps quatrième dimension de l'esprit*. Paris : PUF, 1966.

WATERBURY, J. *La légitimation du pouvoir au Maghreb : tradition, protestation et répression*. In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XVI, ), 1977.

WARCHANY, A. *At tahmich al iktissadi wal ijtimaiyy wa thakafiy : halatou al khayala bi jerba*. (La marginalization économique, sociale et culturelle : cas des cavaliers de Jerba). Tunis : Publications de la FSHT, 2001.

YAMOUN, M. *Développement régional et environnement, cas du gouvernorat de Médenine*. Tunis : RTSS, 112, 1993.

YOLANDE, M. *La libye de 1912 a 1969*. Paris : Ed. CNRS, 1975.

## **Z**

ZARRAM, A. *Hatta La Yadhiâa At Tarikh*. (Pour que l'histoire ne se perde pas). Tripoli : Dar Al Horriya, 1972.

ZAWOUI, T. *Jihad Al Libiyn Fi Tarabouls Al Gharb*. (La lutte des libyens dans la Tripolitaine). Londres : D.F.L, 1984.

ZAWOUI, T. *Jihad Al Libiyn Fi Diyar Al Hejra 1924 - 1952* (La lutte des libyens à l'étranger). Tripoli : Dar Al Ferjany, 1976.

ZGHAL, A. *L'élite administrative et la paysannerie*. In *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, 16, 1969.

ZGHAL, A. *La réactivation de la tradition dans une société post-traditionnelle*. Paris : DAEDALUS, 1975.

ZIADEH, N.A, *As Sasoussiya, Dirassatou Harakaten Ihyaia Fi Al Islam*. (La Senoussiya, Etude d'un mouvement réformateur de l'Islam). Londres : Brill's & Leyd, 1988.



**Rafaâ TABIB**

**EFFETS DE LA FRONTIERE TUNISO-LIBYENNE  
SUR LES RECOMPOSITIONS ECONOMIQUES ET  
SOCIALES DES WERGHEMMAS,  
de la possession a la réappropriation des territoires.**

**Résumé :**

La J'farra, région traversée par la frontière tuniso-libyenne constitue le territoire historique des confédérations tribales ; les Werghemmas et les Nouaïels. Depuis près d'un siècle, elle connaît un ensemble de mutations qui affectent aussi bien les modes d'exploitation des ressources que le paysage. D'une région principalement pastorale, dominée par une organisation sociale tribale et nomade, la J'farra a connu une période de marginalité économique avant de devenir, depuis l'année 1989 la terre de la contrebande. Toutefois, malgré l'expansion spectaculaire des activités informelles, la J'farra n'est pas uniquement une aire de tolérance établie par les autorités, ni une zone d'exemption économique ou d'exception juridique, mais un territoire où s'articulent des revendications émanant des groupes tribaux locaux, des formes de subversion de la frontière, des activités informelles de diverses formes inhérentes à la mondialisation des échanges et des représentations symboliques ancrées dans les valeurs du passé. La frontière, jadis infranchissable, a contribué à la déstructuration des territoires tribaux, au dépérissement des modes de valorisation des ressources locales. Cet état de fait s'est aussi accompagné par des politiques de sédentarisation des anciens nomades qui ont certes atteint des seuils relativement avancés, mais ne sont jamais parvenus à éradiquer les anciennes constructions territoriales et à dissoudre les identités qui leur étaient afférentes. Cette situation inachevée a permis, lorsque les réseaux tribaux locaux ont réussi à créer une nouvelle réalité économique grâce aux activités informelles autour de la frontière, que s'engage un début de re-territorialisation inverse. Les réseaux sont animés principalement par une catégorie particulière ; les *aâmem*. Toutefois, le territoire émergeant dans la J'farra n'est pas homogène et donne lieu à une série d'affrontements. La transgression de la frontière, la banalisation de son franchissement par les descendants des anciens nomades, la réactivation des anciennes solidarités tribales au sein de réseaux commerciaux informels transfrontaliers et l'intégration au marché globalisé, ouvrent la voie à la réinvention, selon de nouvelles pratiques, de l'ancienne « conception de vivre » de la population de la J'farra et de son territoire.

Mots-clé : J'farra, territoire, tribu, Werghemma, Nouaïel, contrebande, frontière, réseau, commerce informel, identité, représentations.

**Summary :**

The J'farra, the region crossed by the Tunisian-Libyan border, is the history land of tribal confederations; the Werghemmas and the Nouaïels. For nearly a century, she knows a set of mutations that affect both types of resource and the landscape. In a predominantly pastoral region, dominated by a tribal and nomadic social organization, the J'farra experienced a period of economic marginality before becoming, since the year 1989 the earth of smuggling. However, the J'farra is not only an area of tolerance established by the authorities or an exemption zone economic or legal exception, but a territory of structured claims from local tribal groups, forms of subversion of the border, informal activities of various forms inherent in the globalization of trade and symbolic representations based on the values of the past. When the local tribal networks have succeeded in creating a new economic reality through informal activities around the border, agrees that an early re-territorialisation around. The networks are driven primarily by a particular category, the *aâmem*. The *aâmem* have shown themselves capable of inventing alternative forms of supervision that have replaced those of the state and managed to "make land". However, the territory in the emerging J'farra is not homogeneous and leads to a series of clashes. In addition, the network is a system j'farri action and authority, and it is characterized by a hierarchy and inequality among its members, generating divisions among its members. The activity of the informal network of transnational j'farri not working in opposition to the State territory as against the state institution to which he tries to escape. The transgression of the border, the trivialization of its crossing by the descendants of ancient nomads, the reactivation of old tribal solidarity within border informal trade networks and the integration to the globalized market, paving the way for the reinvention, according to new practices, the former "conceiving of life" of the population of J'farra and its territory.

Key-words : J'farra, territory, tribe, Werghemma, Nouaïel, smuggling, border, informal trade, identity, representation.